

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-025

Compétence communautaire : **RESSOURCES/ADMINISTRATION**

**OBJET : NOMINATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 36

Suffrages exprimés : 45

**Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

**Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Alain GALLU donne procuration à Monsieur Jean-Pierre PLANEL  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD



Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absentes :**

Mesdames Béatrice MARTIN et Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

Conformément aux dispositions des articles L 2122-23 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil Communautaire de désigner au début de chaque séance son secrétaire.

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

**Candidature : Patrick SCOTTO DI CARLO**

A l'unanimité des membres présents, le vote a eu lieu à main levée.

**DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **DECLARE**, Monsieur Patrick SCOTTO DI CARLO, secrétaire de séance.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.


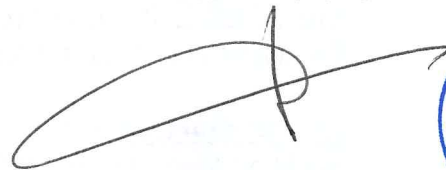
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-026

Compétence communautaire : **RESSOURCES/ADMINISTRATION**

**OBJET : PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 20 MARS 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : **47**

Délégués présents : **36**

Suffrages exprimés : **45**

#### Etaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Etaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Alain GALLU donne procuration à Monsieur Jean-Pierre PLANEL  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ



**Absentes :**

Mesdames Béatrice MARTIN et Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

Monsieur le Président soumet le procès-verbal de la séance du 20 mars 2024 à l'approbation des conseillers communautaires.

Ces derniers sont invités à faire savoir s'ils ont des remarques à formuler sur ce compte-rendu avant son adoption définitive.

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** le procès-verbal de la séance du 20 mars 2024.

**DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du 20 mars 2024.

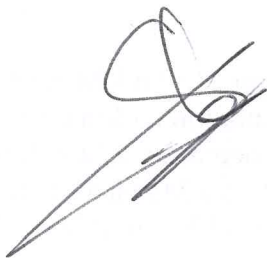
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**

**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



## PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 20 MARS 2024

**L'an deux mille vingt-quatre, le vingt mars**, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatorze mars deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : **33 jusqu'à 19H03**  
**32 à partir de 19H03**

Suffrages exprimés : **44 jusqu'à 19H03**  
**43 à partir de 19H03**

### **Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Véronique HURBIN, Catherine MIGLIORI, Agnès MILHAUD, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Jean-Michel AVIAS, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Guillaume DEPIERRE (départ à 19H03), Romain ENTAT, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Daniel VEILLY.

### **Etaient représentés :**

Madame Céline ARANEGA donne procuration à Madame Véronique HURBIN  
Madame Sandrine BARAKEL donne procuration à Monsieur Jean-Pierre PLANEL  
Madame Christine FOROT donne procuration à Monsieur William AUGUSTE  
Madame Béatrice MARTIN donne procuration à Alain GALLU  
Madame Patricia MASSAUDET-SOJKA donne procuration à Jean-Marc CARIAS  
Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Didier BESNIER  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Madame Véronique CANESTRARI  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ  
Monsieur Patrick SCOTTO DI CARLO donne procuration à Monsieur Eric CAROU

### **Absents :**

Mesdames Véronique CROS, Sylvie MOLINIE, Monsieur Denis GAILLARD.

Ouverture de la séance.

M. le Président accueille les membres de la Communauté de communes.

M. le Président fait l'appel et énonce les 11 pouvoirs remis en début de séance et constate que le quorum de présence est atteint pour délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour.

## **1 – RESSOURCES**

### **1.1 ADMINISTRATION-NOMINATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS

#### **EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

Conformément aux dispositions des articles L 2122-23 et L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient au Conseil Communautaire de désigner au début de chaque séance son secrétaire.

#### **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

**Candidature** : Madame Agnès MILHAUD

A l'unanimité des membres présents, le vote a eu lieu à main levée.

#### **DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **DECLARE**, Madame Agnès MILHAUD, secrétaire de séance.

### **1.2 ADMINISTRATION-PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 14 FEVRIER 2024**

Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS

#### **EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

Monsieur le Président soumet le procès-verbal de la séance du 14 février 2024 à l'approbation des conseillers communautaires.

Ces derniers sont invités à faire savoir s'ils ont des remarques à formuler sur ce compte-rendu avant son adoption définitive.

#### **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** le procès-verbal de la séance du 14 février 2024.

#### **DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du 14 février 2024

### **1.3 ADMINISTRATION GENERALE-INDEMNITES ELUS INTERCO-MODIF TABLEAU RECAP INDEMNITES FONCTION**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

#### **EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L5211-12,

**Vu** le décret n°2004-615 du 25 Juin 2004 modifié relatif aux indemnités de fonctions des présidents et vice-présidents des Etablissements publics de coopération intercommunale,

**Vu** l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, fixant un nombre maximal de vice-présidents,

**Vu** l'article L. 2123-20-1, issu de l'article 78-1 de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

**Vu** le décret 2017-85 du 26 Janvier 2017 dans le cadre du parcours professionnel, carrières et rémunérations (PPCR), applicable au 1er janvier 2017, qui relève l'augmentation de l'indice brut terminal de la fonction publique,

**Vu** le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Communautaire en date du 7 juillet 2020 constatant l'élection du Président et de 6 Vice-Présidents,

**Vu** les arrêtés portant délégations de fonctions à Mesdames et Messieurs les Vice-Présidents et les conseillers communautaires délégués,

**Vu** la Conférence des Maires du 13 mars 2024,

**Vu** la délibération n°2022-21 du 13 avril 2022 portant le nombre de vice-présidents à 7,

**Vu** la démission de Monsieur Jean-Michel AVIAS de 3<sup>ème</sup> vice-président de la Communauté de Communes Drôme Sud Provence,

**Vu** l'élection de Monsieur Eric CAROU comme 3<sup>ème</sup> vice-président de la Communauté de Communes Drôme Sud Provence le 14 février 2024,

**Considérant** qu'il appartient au conseil communautaire de déterminer les taux des indemnités des élus locaux pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi,

**Considérant** que, conformément à l'article L5211-12 du CGCT « le montant total des indemnités versées ne doit pas excéder celui de l'enveloppe indemnitaire globale, déterminée en additionnant l'indemnité maximale pour l'exercice effectif des fonctions de Président et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de vice-président [...] » (soit 7 vice-présidents),

**Considérant** qu'au regard de la tranche de population de la Communauté de Communes le taux maximal de l'indemnité du Président ne peut pas dépasser 67,5 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique. L'indemnité des vice-Présidents ne peut dépasser le taux maximal de 24,73 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,

**Considérant** la volonté de fixer ainsi le taux de 55.50 % pour l'indemnité des vice-Présidents, et de 6 % pour les conseillers communautaires délégués,

**Considérant** qu'au regard de la modification du nombre de Vice-Présidents il convient de modifier le tableau d'indemnités de fonction allouées à ces postes,

### PROPOSITION du PRESIDENT

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE FIXER** les taux et montants des indemnités de fonction du Président, des vice-Présidents et des conseillers communautaires délégués de la manière suivante :

Président : 55.50%

Vice-Président : 24,73%

Conseiller communautaire délégué : 6 %

- **D'ADOPTER** le tableau récapitulatif des indemnités de fonction modifié suivant :

#### Indemnités du Président :

Nom et prénom du bénéficiaire	% de l'indemnité (Allouée en % de l'IB terminal de la FP)	Total brut mensuel en Euros (À la date de la délibération pour information)
Jean Michel CATELINOIS	55.50%	2 281,34 €

#### Indemnités des Vice-Présidents :

Nom et prénom des bénéficiaires	% de l'indemnité (allouée en % de l'IB terminal de la FP)	Total brut mensuel en Euros (à la date de la délibération pour information)
Alain GALLU (Développement Economique, Agriculture)	24.73%	1 016,53 €
Didier BESNIER (Mutualisation, Bâtiments, Parc matériel et véhicules)	24.73%	1 016,53 €
Eric CAROU (Ressources Humaines, Communication)	24.73%	1 016,53 €
Marie FERNANDEZ (Aménagement du territoire)	24.73%	1 016,53 €
Hélène MOULY (Déchets)	24.73%	1 016,53 €
Maryannick GARIN (Environnement)	24.73%	1 016,53 €
Véronique ALLIEZ (Tourisme)	24.73%	1 016,53 €



## Indemnités des Conseillers communautaires délégués :

Nom et prénom des bénéficiaires	% de l'indemnité (allouée en % de l'IB terminal de la FP)	Total brut mensuel en Euros (à la date de la délibération pour information)
Sylvie MOLINIE (Déchets)	6%	246,63 €

- **DE PRECISER** que les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point d'indice,
- **DE PRECISER** que les indemnités de fonction sont versées mensuellement,
- **DE PRECISER** que les crédits budgétaires nécessaires au versement des indemnités de fonction sont inscrits au budget de la Communauté de Communes.

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **FIXE** les taux et montants des indemnités de fonction du Président, des vice-Présidents et des conseillers communautaires délégués de la manière suivante :

Président : 55.50%

Vice-Président : 24,73%

Conseiller communautaire délégué : 6 %

- **ADOpte** le tableau récapitulatif des indemnités de fonction modifié suivant :

#### Indemnités du Président :

Nom et prénom du bénéficiaire	% de l'indemnité (Allouée en % de l'IB terminal de la FP)	Total brut mensuel en Euros (À la date de la délibération pour information)
Jean Michel CATELINOIS	55.50%	2 281,34 €

#### Indemnités des Vice-Présidents :

Nom et prénom des bénéficiaires	% de l'indemnité (allouée en % de l'IB terminal de la FP)	Total brut mensuel en Euros (à la date de la délibération pour information)
Alain GALLU (Développement Economique, Agriculture)	24.73%	1 016,53 €
Didier BESNIER (Mutualisation, Bâtiments, Parc matériel et véhicules)	24.73%	1 016,53 €
Eric CAROU (Ressources Humaines, Communication)	24.73%	1 016,53 €
Marie FERNANDEZ (Aménagement du territoire)	24.73%	1 016,53 €
Hélène MOULY (Déchets)	24.73%	1 016,53 €
Maryannick GARIN (Environnement)	24.73%	1 016,53 €
Véronique ALLIEZ (Tourisme)	24.73%	1 016,53 €

**Indemnités des Conseillers communautaires délégués :**

Nom et prénom des bénéficiaires	% de l'indemnité (allouée en % de l'IB terminal de la FP)	Total brut mensuel en Euros (à la date de la délibération pour information)
Sylvie MOLINIE (Déchets)	6%	246,63 €

- **PRECISE** que les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point d'indice,
- **PRECISE** que les indemnités de fonction sont versées mensuellement,
- **PRECISE** que les crédits budgétaires nécessaires au versement des indemnités de fonction sont inscrits au budget de la Communauté de Communes.

#### 1.4 RICHESSES HUMAINES-RAPPORT EGALITE FEMMES-HOMMES

Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS

#### EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES

En application de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité entre les femmes et les hommes (articles 61 et 77 de la loi), les communes et EPCI de plus de 20.000 habitants, les départements et les régions doivent présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Les modalités et contenu de ce rapport ont été précisées par décret n° 2015-761 du 24 juin 2015.

#### PROPOSITION du PRESIDENT

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- DE PRENDRE ACTE** du rapport sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

#### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire :

- PREND ACTE** du rapport sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

\* \* \*

**Mme Peggy FISSIER.-** On a 32 personnes sur la pyramide des âges alors que sur les autres graphiques, on est sur 31 personnes.

**Sandrine Pulcrano.-** Je suis désolée, j'avais modifié toutes les pages et je n'ai pas dû modifier la dernière, sur la pyramide des âges, je m'étais trompée d'un agent. C'est 31, je ne sais plus si c'est un homme ou une femme. Au temps pour moi, pourtant j'avais tout recompté mais j'ai dû être perturbée.

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** Donc c'est bien 31.

**Sandrine P.-** C'est bien 31.

\* \* \*

**1.5 ADMINISTRATION-CADENCES DES AMORTISSEMENTS**

Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

**Vu** les articles L2321-2 27° et R2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'instruction M57,

**Vu** la délibération du 26 Novembre 2019 établissant des cadences d'amortissement par Budget,

**Considérant** que l'article 1<sup>er</sup> du décret n°96-523 du 13 juin 1996 pris pour l'application de l'article L 321-2-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, dispose que les communes et leurs groupements dont la population est égale ou supérieure à 3.500 habitants doivent pratiquer l'amortissement,

**Considérant** qu'il convient de réactualiser les cadences afin de les rendre applicable à l'ensemble des budgets de la CCDSP sans changer pour autant les règles de gestion concernant ces amortissements,

**Considérant** que la collectivité a fait le choix d'amortir au prorata temporis à partir du 1<sup>er</sup> du mois suivant la date de mandatement de la dépense d'investissement,

**Considérant** que les biens acquis d'une valeur inférieure à 500 € sont amortis en une seule année aussi bien en M57 qu'en M49.

**Nomenclature M57**

Article (à titre indicatif)	Catégorie de bien amorti	Durée d'amortissement
<b>Immobilisations incorporelles</b>		
202	Frais d'études, d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme	5 ans
2031/2032	Frais d'études, recherches, préalables confiées à un tiers visant la réalisation d'un investissement	5 ans
2033	Frais d'insertion, annonce dans la presse pour un appel d'offre lorsque le marché sera imputé en section d'investissement	5 ans
204	Subventions d'équipement versées	5 ans biens mobiliers, matériel ou études 30 ans biens immobiliers ou installations 40 ans projets d'infrastructure d'intérêt national
	Subventions versées finançant des aides à l'investissement des entreprises ne relevant d'aucune des 3 catégories ci-dessus	5 ans
2051	Concessions et droits similaires – brevets, licences- logiciels	2 ans
208	Autres immobilisations incorporelles	5 ans

<b>Immobilisations corporelles (biens immeubles)</b>		
2121	Agencements et aménagements de terrains, plantations d'arbres et arbustes	10 ans
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	10 ans
21311	Construction de bâtiment publics administratifs	30 ans
2132	Construction de bâtiments privés	
21351	Installations générales, aménagements des constructions bâtiments publics, privés et sur sol d'autrui	10 ans
21352		
2145		
2152	Installation de voirie (signalétique, panneau, barrière de sécurité, bancs fixés au sol sur voie communale)	10 ans
21533	Réseaux câblés (téléphonie)	15 ans
21534	Réseaux d'électrification éclairage public et vidéoprotection	30 ans
<b>Immobilisations incorporelles (biens meubles)</b>		
21568	Matériel et outillage d'incendie et défense civile	5 ans
21578	Autres matériels techniques BACS ROULANTS, outillages de type broyeur, débroussailleuse, tondeuse, souffleurs etc...	5 ans
2158	Autres installations et outillages techniques CE, CSE, CA et gros outillages	10 ans
2158	Petits matériels et petits outillages (meuleuse) et équipements (défibrillateur etc...)	5 ans
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	5 ans
21828	Moto, vélo, véhicule de tourisme	5 ans
21828	Fourgonnette, véhicule utilitaire	7 ans
21828	Véhicules industriels, véhicules lourds, engins TP	10 ans
21838	Matériels informatiques (PC, écran, imprimante ...)	5 ans
21848	Autres matériels de bureau (équipement bureautique, plastifieuse, relieuse...)	5 ans
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers de bureau (chaise, bureau, armoire ...)	10 ans
2185	Matériels de téléphonie	5 ans
2188	Autres immobilisations corporelles (électroménager, panneaux d'affichage dans local, coffre-fort, équipements divers ...)	5 ans

Article (à titre indicatif)	Catégorie de bien amorti	Durée d'amortissement
<b>Immobilisations incorporelles</b>		
2051	Logiciels	2 ans
21531 21532	Réseaux divers de voirie eau et assainissement	15 ans
2182	Véhicules légers	5 ans
2183	Matériels de bureau	5 ans
2183	Matériels informatiques	5 ans
2184	Mobiliers	10 ans
2188	Autres immobilisations corporelles	5 ans

### **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- D'APPROUVER** les cadences d'amortissements telles que détaillées ci-dessus,
- D'AUTORISER** l'amortissement sur une année des biens d'un montant inférieur à 500 € sur l'ensemble des budgets,
- D'AUTORISER** le Président à signer l'ensemble des pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

### **DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- APPROUVE** les cadences d'amortissements telles que détaillées ci-dessus,
- AUTORISE** l'amortissement sur une année des biens d'un montant inférieur à 500 € sur l'ensemble des budgets,
- AUTORISE** le Président à signer l'ensemble des pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

### **1.6 SEVAD-REVISION DU ZONAGE TEOM**

Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS

### **EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

**Vu** le Code Général des Impôts et notamment son article 1379 bis VI-1-2° relatif à la compétence en matière de décision relative à la TEOM,

**Vu** l'article 1609 quater du Code général des impôts ;

**Vu** l'article 1636 B undecies du Code général des impôts ;

**Vu** la délibération du 16 décembre 2015 instituant le zonage du taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) sur le territoire de la CC Drôme Sud Provence ;

**Vu** la délibération du 29 juin 2017 révisant le zonage du taux de taxe ménagères (TEOM) ;

**Vu** la délibération du 27 septembre 2017 révisant le zonage du taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), l'instaurant comme suit :

Zonage en vigueur depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2018	
<b>Zone 1</b>	Pierrelatte
<b>Zone 2</b>	St Paul 3 Châteaux
<b>Zone 3</b>	Donzère
<b>Zone 4</b>	Baume de Transit Bouchet La Garde Adhémar Les Granges Gontardes Malataverne RocheGude Suze la Rousse Tulette St Restitut
<b>Zone 5</b>	Clansayes Solérieux

**Rappelant** que la proposition de zonage avait été faite afin de regrouper au sein d'une même zone les communes ayant des besoins comparables de manière à harmoniser les modes de collecte, de tri et améliorer la gestion administrative ;

**Considérant** que les communes de la zone 5 ont, depuis le 01/01/2024, un mode de collecte identique en points d'apports volontaires uniquement ;

**Considérant** que les communes des zones 1 à 4 ont des modes de collecte mixtes (en bacs individuels ou collectifs, en sacs, en points d'apports volontaires) ;

**Considérant** que la commune des Granges Gontardes a un mode de collecte identique, en points d'apports volontaires uniquement ;

**Vu** l'avis de la commission déchets et commission des finances réunies le 13 Mars 2024,

**Vu** la conférence des Maires en date du 13 Mars 2024,

### **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE MODIFIER** le zonage, en faisant passer la commune des Granges Gontardes de la zone 4 à la zone 5 ;
- **DE VALIDER** le tableau ci-dessous, pour effet au 01/01/2024 :

Zonage proposé au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	
<b>Zone 1</b>	Pierrelatte
<b>Zone 2</b>	St Paul 3 Châteaux
<b>Zone 3</b>	Donzère
<b>Zone 4</b>	Baume de Transit Bouchet La Garde Adhémar Malataverne Rochegude Suze la Rousse Tulette St Restitut
<b>Zone 5</b>	Clansayes Solérieux Les Granges Gontardes

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **MODIFIE** le zonage, en faisant passer la commune des Granges Gontardes de la zone 4 à la zone 5 ;
- **VALIDE** le tableau ci-dessous, pour effet au 01/01/2024 :

Zonage proposé au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	
<b>Zone 1</b>	Pierrelatte
<b>Zone 2</b>	St Paul 3 Châteaux
<b>Zone 3</b>	Donzère
<b>Zone 4</b>	Baume de Transit Bouchet La Garde Adhémar Malataverne Rochegude Suze la Rousse Tulette St Restitut
<b>Zone 5</b>	Clansayes Solérieux Les Granges Gontardes

\* \* \*

*M. Jean-Michel CATELINOIS.- Le 13 mars c'était mieux. En ce moment, les services ont un peu de dossiers mais effectivement, j'ai rappelé ce matin au DGS d'envoyer à tous les maires, déjà les exécutifs, mais ça je crois que c'est fait, et la conférence des maires à tous les conseillers communautaires.*

## **1.7 ADMINISTRATION-FINANCES-DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**

Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS

### **EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

**Vu** les articles L5211-36 et L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la Conférence des Maires du 13 mars 2024,

**Vu** la Commission Finances du 13 mars 2024,

**Vu** le rapport ci-joint annexé,

**Considérant** que les élus du Conseil Communautaire doivent procéder au débat d'orientations budgétaires dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

### **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

**-DE DEBATTRE** sur les orientations budgétaires 2024 et **D'EN PRENDRE ACTE**.

### **DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire :

**-DEBAT** sur les orientations budgétaires 2024 et **EN PREND ACTE**.

**M. Jean-Michel CATELINOIS : explique les diapos. du DOB.**

\* \* \*

**M. Jean-Luc PERILLON.-** Je voudrais revenir sur les 200 K€ d'imprévus. Je trouve que ça fait vraiment beaucoup, surtout par la justification que vous avez donnée sur l'augmentation des fluides parce qu'on a subi en 2023 une augmentation extrêmement importante. Je crois que l'ordre de grandeur, c'était dans les 60 ou 65 K€. Si je mets encore 100 €, ça veut dire que ça va encore doubler par rapport à 2023. Je sais qu'on peut être pessimiste mais je trouve que ça fait quand même beaucoup.

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** comme le dit mon collègue, ça s'appelle de la prudence. Par exemple, si on a comme on est en train de le faire des gros travaux sur le bâtiment, on pourra toujours récupérer sur le chapitre 11. On les a mis là mais on pourra très bien faire une DM pour les changer de chapitre si on a un souci ailleurs. Vous avez noté qu'on a très peu de poire pour la soif, comme on dit, partout ailleurs. C'est ça qu'il faut regarder, on les a mis là d'abord pour bien les identifier et deuxièmement, si on a un besoin ailleurs, on pourra toujours faire une DM pour les changer de chapitre. En plus, il n'y a plus de dépenses imprévues en M 57, c'est pour ça qu'on les a mis là, on pourra toujours les affecter en M 57 à un autre chapitre mais on partira de ce chapitre 11. C'est pour ça. Je vous ai donné ça comme exemple, je sais que vous prenez à la lettre ce que je vous dis, c'est très bien. J'ai pris ça comme exemple, l'énergie, mais l'énergie, ça peut être aussi de la grêle sur des véhicules et que l'on ait trois véhicules à réparer qui nous coûtent cher parce que l'assurance ne couvre pas pour X raison, ou le toit qu'on est en train de réparer. Ceux qui ont fait la dernière conférence des maires l'ont



*vu avec les entreprises qui étaient sur le toit en train de tronçonner, peut arriver et vous en avez tout de suite pour 50 000 €, une grosse C'est là, on les a mis là, on les a identifiés, c'était justement pour que vous voyiez bien qu'on identifie une masse qu'on pourrait affecter en cas d'imprévu mais on ne peut pas s'amuser à tout balayer. J'aurais pu les enlever, j'aurais été content, je vous aurais sorti une épargne nette encore plus élevée mais on a préféré se mettre une poire pour la soif en cas d'imprévu et on pourra l'affecter quel que soit l'imprévu, c'est plutôt ça qu'il faut retenir. Je vous ai donné des exemples mais ça pourrait être affecté quel que soit l'imprévu.*

**M. Jean-Luc PERILLON.-** *Merci pour cette réponse plus complète.*

**M. Richard POIGNET.-** *Si je peux me permettre, je remarque, mais je vois qu'on va y revenir, sur les charges de personnel qui ont doublé en quatre ans. On n'a pas pris de compétences supplémentaires.*

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** *On va y revenir après dans le détail.*

*Sur les charges de personnel, voilà les explications de la bascule à 1,6 million. Les mesures réglementaires, je vous rappelle, vous les connaissez tous, les coûts de règlement, 23 133 €, les vacances de poste qu'on a votées en particulier sur l'environnement, sur GEMAPI, sur la mutualisation, sur la technique, c'est la directrice de pôle technique. Sur la communication aussi, c'est 124 623 €. On passe de temps d'occupation du poste partiel en 2023 à une occupation totale en 2024, c'est ce qui fait 123 000 €.*

*Les propositions qui ont été acceptées par la conférence des maires et l'exécutif sur ce qu'on doit faire en 2024, c'est par exemple un chargé de mission eau/assainissement, on va dire que c'est obligatoire. Je vous rappelle que la compétence eau/assainissement bascule au 1<sup>er</sup> janvier 2026. Là, on a un gros travail, et deux ans, ce ne sera pas trop pour faire le tour de toutes les communes, regarder dans le détail exactement ce qu'il s'y passe, pas pour vérifier mais pour reprendre l'activité dans de bonnes conditions parce qu'on a quand même tous les schémas. On a des communes qui, pour l'eau, sont dans un syndicat, d'autres sont en DSP et d'autres en régie. L'assainissement, on a que deux cas, c'est soit DSP, soit régie. Là, on va créer un chargé de mission qui pourra d'ailleurs être quelqu'un d'une autre collectivité, d'une collectivité du secteur, qui sera détaché pour faire cette mission. On a besoin pour ces deux années d'avoir un chargé de mission qui va tout mettre en détail pour qu'on passe cette compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2026 dans de très bonnes conditions.*

*Derrière, on a la mission éco/agri, c'est un chargé de mission économique et agriculture, qui était dans la lettre de mission du pôle économique et qui était dans le rapport qui avait été validé en 2020 ou 2021, je ne sais plus. Vous vous rappelez, il y a toute la mission économique... en 2022, toute la stratégie économique, il y avait ces postes-là qui étaient dedans.*

**M. X.-** *Ça a été travaillé entre 2019 et 2020 et on a passé les délibérations en 2022. Ça a été validé avant, représenté sur ce mandat et revalidé.*

**M. Richard POIGNET.-** *Ce sont des postes en contractuel ou des embauches ?*

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** *Le chargé de mission, ça va être contractuel ou alors un détachement mais ce poste-là sera sûrement transformé quand on aura établi l'organisation du pôle compétences eau/assainissement. On ne peut pas dire que, parce qu'on va prendre l'eau et l'assainissement, d'un seul coup, tout ce qui se faisait dans les communes, on a besoin de personnes pour le faire, ce n'est pas possible. De toute façon, on est en pleine structuration de notre Interco, on est obligé de passer par avoir des postes qui nous aident à la structurer donc on a les deux : on a des chargés de mission, on en a déjà eu en eau/assainissement qui ont fait l'état des lieux ; on a des chargés de mission à un moment qui nous aident à mettre en place et après, effectivement, les VP proposeront à la conférence des maires, à l'exécutif, et à vous après, une organisation de ce pôle eau/assainissement qui sera probablement au pôle technique mais il y aura quand même besoin de techniciens pour faire le suivi des DSP, peut-être de techniciens techniques... Ils ne seront peut-être pas à la CC, ce sera des contrats avec les communes, on va conventionner avec les communes. Pourquoi aller recruter en communes des personnels qui sont peut-être aujourd'hui à 30 % dans les communes ? Eh bien on les paiera,*

le personnel restera dans la commune mais vous verrez apparaître 30 % de la personne. Je disais ce matin, j'étais en travail avec exemple, aujourd'hui il y a quelqu'un, le dimanche une vanne a été fermée ou s'est fermée dans une petite commune qui est en régie, cette personne-là, il faudra toujours la garder parce qu'on aura toujours besoin, le dimanche, si on ne veut pas que toute la commune soit coupée d'eau, d'avoir cette personne. C'est ça que le chargé de mission va établir : il y en a besoin de combien ? Dans quelles communes ? On a besoin de combien, 10 %, 15 % d'un agent ? On n'ira pas recruter un agent qui fait 15 % dans une commune et qui connaît très bien la commune. On va indemniser la commune pour que son agent continue à faire le travail sur la compétence eau/assainissement. On ne va pas s'amuser à faire un big-bang dès le départ, c'est sûr.

**M. Jean-Luc PERILLON.-** Le but ultime d'une Communauté de communes, c'est de créer des compétences qui chapeautent celles qui avant étaient dans les mairies, pour supprimer des compétences dans les mairies, et du personnel. On va peut-être y arriver un jour mais c'est cet objectif, non ?

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** C'est le nôtre, c'est un préalable. Le problème c'est que je ne sais pas, dans une petite commune, aller supprimer un poste, dire à La garde Adhémar « ton gars qui fait 15 %, je ne prends pas les 15 %, je vais recruter quelqu'un parce que j'ai 15 % là, 20 % ailleurs etc. » ce qui fait que nous, on va recruter une personne qui va coûter à la CC et eux, ils auront toujours la charge, donc ce n'est pas l'économie, ça veut dire qu'on va doubler la charge sur l'eau et l'assainissement si on faisait comme ça. Donc il faut se donner les deux ans pour vraiment regarder où on va et probablement encore un ou deux ans pour arriver à tout stabiliser. Pour m'être renseigné sur les métropoles et les Agglo, ils n'ont pas fait un big-bang, ils ont mis quatre ou cinq ans à trouver leur vitesse de croisière. Le plus simple, c'est la DSP, c'est clair, mais pour suivre la DSP aujourd'hui à Pierrelatte ou à Saint-Paul, on a des gens en finance qui suivent la DSP, les marchés, les indices tous les ans, les techniciens qui surveillent que les travaux qu'on nous indique sont bien réalisés. Tout ça c'est pareil, il va bien falloir, à un moment donné, on va sûrement regrouper mais au départ, il faudra indemniser les communes qui le font puisqu'ils n'auront plus l'autorité pour payer cette personne, ce morceau de personne. C'est là la difficulté, c'est que ce sont des morceaux.

**M. Jean-Luc PERILLON.-** J'aimerais que vous me réexpliquiez l'histoire de la vacance de poste parce que ça s'impute sur 2024 donc c'est une espèce de boni caché ou bien c'est déjà pris en compte dans le 1,666 million ?

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** Par exemple, si je prends GEMAPI, ils n'ont été imputés que trois mois sur 2023 et là, ils sont imputés dans les 1,6 million en totalité. Le delta entre 2023 et 2024, ce sont les 124 000 ils sont intégrés dans les 1,6 million, ils sont dedans. Les flèches que je vous mets en dessous, avec les services, c'est simplement pour vous expliquer à quoi correspond l'évolution entre 1,385 million et 1,6 million, c'est une partie de l'explication. Normalement, si vous faites les trois, on ne devrait pas être loin du différentiel.

Sur la section d'investissement, des recettes d'investissement qui passent de 3,5 à 1,3. On a mis un petit astérisque parce que je vous rappelle que les subventions escomptées sont connues donc le montant est minoré. Comme on ne connaît pas, on essaie de dire qu'en 2024, on va essayer d'obtenir une majoration mais nous, on est parti du principe que dans ces recettes, on a minoré nos recettes de fonctionnement pour ne pas avoir de mauvaise surprise, il vaut mieux avoir de bonnes surprises et avoir plus d'excédent budgétaire que de se retrouver à dire « mince, il faut qu'on tape dans la réserve parce qu'il nous manque 1 million de subventions ».

Pour les subventions, on a estimé ce qu'on aurait pour le PPI cette fois, puisqu'en haut, c'est plutôt les recettes d'investissement pour l'investissement courant de la Communauté de communes et vous avez une ligne un peu spécifique sur les subventions qu'on va aller chercher pour le PPI et qu'on espère obtenir à hauteur de 50 % sur l'ensemble du PPI. Donc on sera mieux subventionné dans certains, moins subventionnés dans d'autres, on est parti sur une estimation à 50 %. J'étais parti sur 30 et mes collègues m'ont dit « non, on devrait obtenir 50 » donc je les ai crus, je leur fais confiance et ils vont y aller.



*Les dépenses. Vous avez le capital de la dette, il est immuable, il va bien. Les investissements courants qui passent de 131 à 425, j'ai souhaité qu'on investisse sur nos investissements donc le développement économique à 110 000 €, c'est d'abord autour de l'équipement du booster. On a mis un coup de booster sur nos finances mais il faut qu'on équipe le booster donc on équipe des bureaux. On va essayer d'y regrouper aussi les associations qui tournent autour de l'économie, pour les avoir au plus près « atout Tricastin », pour être encore au plus près pour discuter beaucoup plus avec eux. On a rajouté un peu du mobilier RH ; 10K€, on a de plus en plus de demandes de mobilier adapté, assis/debout par exemple pour les personnels qui ont des problèmes de dos, ça fonctionne plutôt bien. En administration, du mobilier équipement booster mais il est là, dans les 100k€. Le reste, c'est une provision, même punition que tout à l'heure sur les 200 k€, c'est une provision qu'on a mise là. Vous voyez qu'en 2026, par contre, on a un PPI budget principal qui est important. À noter qu'on n'a pas mis l'impact sur le fonctionnement en 2026, on a le temps d'y revenir puisque en fonction de ce qu'on prendra, si on prend des compétences, comme on parlait tout à l'heure de l'eau, automatiquement on aura une incidence non négligeable sur le fonctionnement. Il faut savoir qu'en gros, quand on fait le cumul sur l'ensemble des frais de fonctionnement de personnel sur l'eau, aujourd'hui, au niveau de toutes les communes, on n'a pas le détail. Chez moi, ça a été fait vraiment dans le détail, rien que Saint-Paul, je suis à 73 000 €. Je suppose que Pierrelatte, ça va être à peu près pareil, et quand on rajoute 12 autres communes, on ne va pas être loin des 500 ou 600 000 €. Cet impact, on ne l'a pas mis dans la projection des frais de personnel 2026.*

*L'en-cours de la dette, vous le voyez, 2023, on est à 1,8 million, on passe à 1,6 million, on est peu endetté, c'est quand même quelque chose qu'il faut noter. Vous allez me dire « on n'a rien fait », c'est vrai, mais a fortiori, on n'est pas endetté. Ce qu'il faut voir quand même, c'est que ça nous donne des possibilités pour la suite, c'est ça qui est important. On a deux emprunts, un à la Caisse d'épargne avec des taux qui font rêver, 1,03 et 1,48 pour la Caisse française de financement.*

*Le programme pluriannuel d'investissement. On a essayé d'être réaliste dans nos investissements programmés jusqu'en 2029. Pourquoi 2029 ? Parce qu'on fait sur six ans ... Le premier, c'est une obligation légale puisque on a la compétence des gens du voyage. Vous savez qu'on est en discussion... On est plus qu'en discussion puisque on a déjà une notification qu'ils sont d'accord pour cela, on attend de voir la suite. On a une aire de grand passage que nous impose l'État. On a mis 25 000 € d'études en 2024. Je vais vous balayer tout le PPI puis nous irons ensuite sur les explications. Donc pour les gens du voyage, 25 000 € et deux fois 400 000 € pour l'aire de grand passage. On doit réaliser 10 logements de sédentarisation donc en gros, on a mis 300 000 €, 225 000 € et 225 000 € sur 2025, 2026 et 2027.*

*La fibre optique, il nous reste deux mensualités de 780 000 €. On va refondre le site Internet parce qu'il est difficile d'approche, c'est Éric qui en est chargé, on a mis 25 000 €, on sera peut-être un peu juste mais on verra s'il faut réajuster.*

*Le schéma cyclable, 200 000, 250 000, 300 000, 350 000. Je vous rappelle que là, vous verrez après mais ce n'est pas l'étude de la passerelle. Vous aussi, vous l'avez entendu, mais moi j'ai entendu qu'on mettrait 350 000 € sur l'étude de la passerelle, ce n'est pas du tout le cas. Il faut qu'on discute avec le département sur qui fait quoi dans cette affaire. Si passerelle il y a dans les années prochaines, il faudrait quand même qu'on regarde le positionnement parce que ça impacte notre schéma de pistes cyclables. Les montants que l'on montre, dans l'idée, c'est d'aider les communes à développer les pistes cyclables sur le réseau que l'on a défini dans notre schéma.*

*Les ZAE, on va mettre un peu le paquet. Cette année, on va surtout faire un gros travail de signalétique sur les ZAE. Il y a eu un très gros travail de fait par les services et un très gros travail sur la visite des ZAE. On a des travaux à faire sur trois ZAE, assez urgents.*

**M Alain GALLU-** *Sur plus que trois ZAE, mais les trois plus importantes dans l'ancienneté des travaux qui ont été réalisés, c'est Saint-Restitut, Tulette et une des routes sur Donzère. Donzère a plusieurs zones et c'est une des routes sur une des zones de Donzère. Du coup, il va falloir*

qu'on priorise, qu'on fasse des budgets et qu'on voit si on fait la totalité d'un petit morceau dans l'une, un petit morceau dans l'autre. Mais le bud

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** Le booster, ce sont les travaux qui ont été réalisés par la ville de Pierrelatte. Ils auraient dû être payés en 2023 mais ça a été décalé en 2024. Des acquisitions foncières, je vous rappelle qu'on prend des droits de préemption sur les ZAE, les zones naturelles, et éventuellement, quand on réalisera la cuisine centrale, il faudra bien acheter du foncier pour l'implanter ce qui fait que si on ne trouve pas d'autres solutions, on a mis 300 000 € par an et ça aussi, c'est révisable au fil du temps. Un PPI, ça vie.

**M. GALLU.-** Là, le sujet, c'est vraiment la prospective. Dans ce qu'il se passe dans le monde économique, notamment dans des zones d'activité, il y a des gens qui ont construit des maisons d'habitation dans des zones d'activité et ça nous donne la ressource, si une de ces maisons venait à être vendue, à pouvoir l'acheter et ramener de l'économie à la place de la maison d'habitation. C'est aussi pour ça qu'on va passer une délibération sur les préemptions Zone d'activité économique.

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** On ira sur le détail des autres. Stratégie touristique, c'est pareil, c'est le plan stratégique du tourisme qui a été validé dans cette instance. L'espace de restitution de la grotte Mandrin, c'est ce que je vous ai dit tout à l'heure, avec des cofinancements région et État. La cuisine centrale, on va lancer, on l'a évoqué fortement ce matin, l'étude de faisabilité, l'étude d'opportunité et tout ce qui va bien pour démarrer rapidement. On voudrait que ce soit réalisé, peut-être pas dans ce mandat mais qu'en 2027, ce soit opérationnel. Les travaux de rénovation d'extension du siège, c'est le siège actuel. J'en parlais tout à l'heure mais on envisage de réaliser des travaux. Si on prend des compétences, il faudra bien loger les gens sans ça, il faudra les mettre les uns sur les autres ou alors faire une rotation avec le domicile. Le centre technique intercommunal, le siège, montant en fonction des choix politiques, mais ça, c'est pareil, on l'a mis à partir de 2026. La déchetterie de la Berre, on va engager l'étude cette année parce qu'en 2026, il va falloir que ce soit réalisé. La TEOMI, c'est le plan d'action de l'équipe SEVAD pour mettre partout la TEOMI d'ici 2030. Les bio déchets, on va faire une expérience cette année, on vous en parlera plus longuement au moment du vote du budget, sur un test pour la récupération des biodéchets mais on va faire un test cette année à hauteur de 60 000 €. Et la compétence eau/assainissement, je vous l'ai dit, on a mis deux fois 50 000 € s'il y avait des investissements à faire, du matériel ou autre à acheter, on prévoit.

Vous voyez qu'en 2024, on arrive à un PPI à hauteur de 2 780 000 €, il sera de 4,4 en 2025, 4,2 en 2026 et je pense que c'est un peu utopique d'aller au-delà dans les discussions. Je vous rappelle en gros ce qu'on avait dit, les projets avec le Gard rhodanien, je rappelle quand même que l'aire de grand passage, ce sera 200 places dont 80 pour la CCDSF. L'estimation, 30 m<sup>2</sup> à 1500 € le mètre carré pour 10 logements plus 300 000 € de terrain parce qu'il faudra acheter des terrains. La grotte Mandrin, ce sera basculé en fonctionnement si ce n'était pas suivi de travaux dans l'immédiat. La cuisine centrale, je vous l'ai dit. Les travaux de rénovation, déjà là, on a engagé un bout de la toiture parce qu'il y avait un peu trop de seaux et qu'on risquait de tomber dans les couloirs en tombant dans les seaux. C'est déjà un peu engagé. Il va falloir remplacer des volets qui ne marchent plus et on va faire une réalisation extérieure sur la bande des 4 mètres. Création d'une fenêtre dans l'ancien bureau président, j'ai abandonné, je n'ai plus de bureau, je squatte les bureaux quand j'y vais donc vous voyez que c'est la crise du logement. J'avais un bureau borgne mais on a mis un agent donc là, il faut quand même faire une fenêtre. Et la création d'une porte-fenêtre dans la cuisine pour que les gens puissent sortir rapidement. Quand je dis « cuisine », c'est l'espace de restauration collectif.

Je pense que ceux qui étaient à la Commission déchets ont vu la petite vidéo. On va faire un essai de trois placettes, vous verrez, c'est pour les biodéchets. Il y en a d'installées dans le sud de France, si vous passez par Beaucaire, essayez d'aller les voir, vous verrez comment ça fonctionne. Je vois aussi sur, la déchetterie, on s'est basé sur ce que l'étude nous avait donné, dont 350 000 € d'études, 2 millions d'euros de travaux de déchetterie, 300 000 € pour l'accès sur la nationale – RN7 et déchetterie – et 1 million d'euros dans un deuxième, voire troisième temps, ce serait judicieux de mettre une ressourcerie à côté de cette déchetterie, à voir les subventions que l'on va pouvoir obtenir là-dessus mais là, on l'a mis en brut.

*Là, c'est comment on finance tout ça. L'épargne de gestion d'abord l'exercice, on a des résultats cumulés qui impressionnaient tout le rapidement, si on réalise notre PPI, en 2026, on a 1,3 million d'euros de résultat cumulé mais c'est logique. En début de mandat, on a des résultats cumulés importants qui s'effilochent au cours du mandat pour faire nos réalisations d'investissement.*

**M. Jean-Luc PERILLON.-** *J'aurais voulu avoir une petite précision sur l'aire de passage. C'est une aire, 200 caravanes, c'est une grande aire, ça nécessite 4 hectares. Ils seront pris sur quels domaines ? Question annexe, est-ce que ça fait partie de la ZAN ou pas ?*

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** *Un, ça ne fait pas partie de la ZAN, deux, je ne peux pas vous dire où ce sera pris donc la réponse va être facile. Trois, c'est une imposition de l'État. Nous, c'est 80, et on a trouvé un accord au jour d'aujourd'hui avec une agglo pour regrouper nos deux aires de grand passage. On a reçu un courrier de la préfète à l'époque, c'était elle qui était dessus, qui effectivement est d'accord pour qu'on se regroupe avec le Gard puisque les obligations du Gard sont aussi importantes ; il faudra simplement qu'on fasse une réunion entre les deux préfets mais comme là, vous le savez, il se passe des choses dans l'agglomération de Bagnols-sur-Cèze, on va attendre de laisser passer tout ça pour reprendre les discussions avec Bagnols-sur-Cèze. Ça fait partie de l'agglomération de Bagnols-sur-Cèze, Gard rhodanien.*

**M. Jean-Luc PERILLON.-** *J'avais une deuxième question, ça concerne la cuisine centrale puisque vous en avez parlé ce matin. Sur cette cuisine centrale, vous imaginez quel volume de repas par jour ? Le volume de repas et l'investissement sont bien sûr étroitement corrélés.*

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** *C'est l'objet de l'étude. C'est exactement l'objet de l'étude. C'est Didier qui est chargé de l'étude, il va être aidé. C'est l'objet de l'étude, d'affiner. Nous, on sait aujourd'hui combien on livre de repas. Par exemple, on a 170 000 repas à Saint Paul, Pierrelatte doit être à 300 000 donc on est à ce niveau-là. Ça vaut vraiment le coup de regarder tout le reste et de voir combien ça fait. Ça va décliner aussi le mode de gestion de cette cuisine. On est vraiment au départ, on ne peut pas vous dire mais en gros, on va être à 500 ou 600 000 repas par an.*

**M. GALLU.-** *Quand on regarde les montants d'investissement, ça passe effectivement de 2 millions pour quelque chose qui est en dessous de 1 000 repas par jour à 7, 8 ou 10 millions pour 8 000 ou 9 000 repas. Le calibrage n'est pas si évident que cela.*

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** *C'est pour ça qu'il faut qu'on calibre avant, c'est le VP qui s'en occupe, c'est Didier qui s'en occupe et de cela va découler le mode de fonctionnement de cette cuisine centrale.*

**M. PERILLON.-** *Est-ce que la cuisine centrale sera uniquement pour les écoles ? Je suppose qu'il y aura les écoles plus la maternelle et éventuellement les collectivités, c'est-à-dire des restaurants municipaux ou pas ?*

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** *Je pense qu'on aura déjà suffisamment à faire avec les EHPAD du secteur plus le scolaire et le périscolaire, et les portages aux seniors. Je pense au portage de repas, restaurant senior comme chez nous, par exemple, ou à la Pastourelle donc je pense qu'on aura suffisamment avec ça avant d'aller vendre ailleurs mais c'est vraiment l'étude qui va nous dire cela. Franchement, on ne cache rien. Effectivement, quand on voit le nombre de repas que ça fait, on n'était pas forcément partis sur un nombre pareil de repas au départ.*

**M. Richard POIGNET.-** *À propos de la cuisine centrale, toutes les communes sont demandeuses ?*

**M. GALLU.-** *Avant même de répondre à la question de combien de repas, il faut savoir ce qu'on va vouloir faire. Est-ce qu'on va vouloir faire quelque chose en délégation de service public, en régie ? Est-ce que tout le monde va vouloir aller dans la mutualisation ? Si on veut tous aller sur cette mutualisation, comment on le fait ? Est-ce qu'on fait un outil ou est-ce qu'on utilise déjà les outils existants ? Avant de faire tout cela, il y a un cahier des charges à monter, ne serait-ce que pour monter une étude et savoir comment on oriente l'étude. Là, on est déjà en train de regarder, les uns et les autres le volume de repas. Je viens de regarder, rien que moi,*

trois repas par jour sur une maison de retraite comme la nôtre avec résidents, quand on rajoute le personnel etc.) rien que là, ça fait 13000 repas par jour puisqu'il faut compter la quatrième collation avec le goûter, qui est aussi préparée dans la cuisine. Donc les chiffres, ça va très vite.

**M. PERILLON.-** 2 millions, ça risque d'être très insuffisant.

**M. Richard POIGNET.-** Monsieur le maire m'a bien répondu, je voulais savoir quelles étaient les communes qui avaient demandé à ce qu'il y ait une cuisine centrale. On ne sait pas trop s'il y en a qui ne vont pas y aller.

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** Franchement, c'est presque une demande unanime. Ça fait consensus.

**M. GALLU.-** On manque de repas de partout. Je parlais hier de la crèche chez nous, du coup tu as aussi la collation des petits. Aujourd'hui, on a une demande croissante d'entrées à la crèche. Du coup, on est obligé de limiter parce qu'on n'a pas capacité à produire plus.

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** Je pense qu'on ne va pas faire le cahier des charges là. On a regardé tout le panel de tous les repas qui étaient distribués par nos collectivités comme ça, on a tout le panel.

**M. Maryannick GARIN.-** Je crois que ce qui est important aujourd'hui, ce n'est pas de savoir le mode de gestion. Le mode de gestion découlera du système qu'on a choisi. Même la cuisine centrale, peut-être qu'on peut cumuler les cuisines existantes. Ce qu'il est important de savoir, ce sont nos besoins. Bien sûr, on a besoin pour les écoles, bien sûr on a besoin pour les EHPAD mais on a aussi besoin pour le portage des repas des personnes âgées à domicile dans les communes rurales. À Clansayes, on n'a pas 170 000 repas mais on aura besoin de repas donc quand on fera le calcul, je pense que c'est pareil dans toutes les communes y compris les communes rurales, il n'y a pas que les EHPAD, il y a aussi cette aide à la personne, ça fait partie de notre boulot. C'est cette étude qui définira qu'effectivement, il faut 500 000 repas pour les collectivités, pour les écoles, mais il faut peut-être aussi 10 000 ou 20 000 repas pour l'aide... et ça, c'est important d'y réfléchir. C'est cette étude qui nous dira cela. Est-ce que ce sera une délégation de service public, est-ce que ce sera Sodexo ou je ne sais qui, ce sera dans un deuxième temps. Mais dans un premier temps, c'est bien de savoir quel est notre besoin.

**M. Jean-Michel CATELINOIS.-** Voilà les ratios sur l'ensemble des dépenses de fonctionnement. C'est vrai qu'on a tous tendance à dire le personnel, le personnel... l'évolution du personnel, c'est vrai, mais quand on part de quatre personnes et qu'on essaye de structurer des choses, effectivement, il y a un moment donné où il y a le personnel de structure au départ qu'il nous faut. Je sais aujourd'hui les faiblesses de la Communauté de communes. Il y a les finances, il faut être clair, on est faible mais il y a des points forts aussi. Les points forts, quoi qu'on en dise, ce sont les déchets, c'est l'économie, ce sont déjà des compétences qu'on a depuis un petit moment alors qu'on a peut-être un peu trop oublié les frais de structure. C'est sûr que quand on a besoin de quelqu'un aux ressources humaines, vous ne gérez pas 31 personnes comme on en gérait cinq avant et demain, on en aura peut-être 100 à gérer, vous n'aurez pas le même nombre de personnels sur les ressources humaines, c'est proportionnel, pratiquement. Effectivement, dans nos communes, on a peut-être trois personnes pour gérer 250 personnes sur la paye, par exemple, mais il faut peut-être déjà au départ trois personnes pour en gérer cent au départ. Sans ça, c'est le cirque, il faut dire ce qui est. Effectivement, il y a une progression nette sur les charges de personnel mais il y en aura encore d'autres, je vous avertis. De toute façon, si on veut fonctionner, il faudra qu'on fasse progresser nos frais de structure, malheureusement. Je suis peut-être un oiseau de mauvais augure là-dessus mais malheureusement, on ne peut pas faire autrement.

Je vous présente aussi les effectifs par catégorie. Vous voyez en orange, ce sont les techniques et les administratifs en bleu. Catégorie C, 10 et 8 ; catégorie B, cinq et deux et catégories A, un et cinq. Ça s'inverse, ce qui paraît logique. Je terminerai par la pyramide des âges. On a deux personnes qui apparemment devraient nous quitter dans les années qui viennent par contre, on

*en a une bonne masse qui devrait rester à la Communauté de communes dans d'autres Communautés de communes. Il y a beaucoup de contr*

*Voilà ce que je pouvais vous présenter comme débat d'orientation budgétaire pour ce soir. Si vous avez des demandes plus globales, je suis à votre disposition. Sans cela, je vous demanderai de prendre acte de ce débat d'orientation budgétaire. Pas de questions ?*

*Donc je vous demande de prendre acte que nous avons bien fait le débat d'orientation budgétaire et je vous en remercie. Le budget collera au plus près de ce DOB.*

*Je vous remercie et je vous donne rendez-vous pour le vote du budget le 3 avril 2024 et la commission des finances le 26 pour ceux qui font partie de la commission des finances.*


*Je vous remercie, comme d'habitude, il y a le petit verre de l'amitié.*

\* \* \*

La séance est levée à 19 h 30.

**Le Président,**

**Jean-Michel CATELINOIS**



**La Secrétaire de séance,**

**Agnès MILHAUD**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024026-DE







Communauté de communes  
**Drôme Sud Provence**

3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 - 027

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : COMPTE DE GESTION 2023 - BUDGET PRINCIPAL**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 36

Suffrages exprimés : 45

**Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

**Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Alain GALLU donne procuration à Monsieur Jean-Pierre PLANEL  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absentes :**

Mesdames Béatrice MARTIN et Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 36 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12 et L.2121-31,

**Vu** l'avis de la Commission des Finances réunie le 26 Mars 2024,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 Mars 2024,

Le Compte de Gestion de l'exercice budgétaire 2023 du Budget Général, établi par Monsieur le Trésorier, et retraçant le résultat de clôture de l'exercice budgétaire 2023, présente les résultats de clôture suivants :

- En section de fonctionnement, un résultat d'exercice de + 2 442 078,69 €
- En section d'investissement, un résultat d'exercice de + 2 313 094,23 €

Les résultats de ce compte de gestion sont parfaitement concordants avec ceux du compte administratif,

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE DECLARER** que le compte de gestion du budget général dressé, pour l'exercice 2023, par Monsieur le Trésorier, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer toutes pièces se rapportant à l'affaire.

**DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

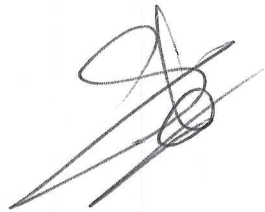
Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **DECLARE** que le compte de gestion du budget général dressé, pour l'exercice 2023, par Monsieur le Trésorier, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer toutes pièces se rapportant à l'affaire.

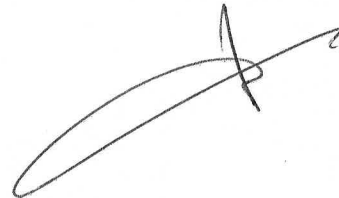
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.  
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024027-BF



## CC DROME SUD PROVENCE BUDGET PRINCIPAL

### COMPTE DE GESTION EXERCICE 2023

PRÉSENTÉ À  
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)  
M Régis SOREDA

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION  
DU 01/01/2023 AU 05/03/2024

Population 44106  
Nomenclature M14 sup egal 10000h  
Voté par Nature avec ref. fonct.

## SOMMAIRE

### Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale .....	3
<a href="#">1 Bilan synthétique .....</a>	<a href="#">Etat I-1 4</a>
2 Bilan .....	Etat I-2 5
<a href="#">2.1 Bilan Actif</a>	
<a href="#">2.2 Bilan Passif</a>	
<a href="#">3 Compte de résultat synthétique .....</a>	<a href="#">Etat I-3 13</a>
<a href="#">4 Compte de résultat .....</a>	<a href="#">Etat I-4 14</a>
5 Annexe .....	18
<a href="#">Etats des opérations pour compte de tiers .....</a>	<a href="#">Etat I-5 19</a>
2EME PARTIE : Exécution budgétaire .....	21
<a href="#">1 Résultats budgétaires de l'exercice .....</a>	<a href="#">Etat II-1 22</a>
<a href="#">2 Résultats d'exécution .....</a>	<a href="#">Etat II-2 23</a>
<a href="#">3 Etat de consommation des crédits .....</a>	<a href="#">Etat II-3 26</a>
<a href="#">4 Etat de réalisation des opérations .....</a>	<a href="#">Etat II-4 30</a>
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs .....	40
<a href="#">1 Balance des comptes .....</a>	<a href="#">Etat III-1 41</a>
<a href="#">2 Situation des valeurs inactives .....</a>	<a href="#">Etat III-2 72</a>
<a href="#">4EME PARTIE : Page des signatures .....</a>	<a href="#">73</a>

## Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

ACTIF NET <sup>(1)</sup>	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
<b>Immobilisations incorporelles (nettes)</b>	<b>4 470,12</b>	Dotations	
Terrains	2 010,67	Fonds Globalisés	91,67
Constructions	542,66	Réserves	5 462,95
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	3 456,83
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	2 442,08
Autres immobilisations corporelles	352,92	Subventions transférables	85,30
<b>Total immobilisations corporelles (nettes)</b>	<b>2 906,25</b>	Subventions non transférables	1 217,48
<b>Immobilisations financières</b>	<b>131,97</b>	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermement et du remettant	
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>7 508,34</b>	Autres fonds propres	
Stocks		<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>12 756,31</b>
Créances	989,01	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	
Valeurs mobilières de placement		<b>Dettes financières à long terme</b>	<b>1 901,30</b>
Disponibilités	8 180,20	Fournisseurs <sup>(2)</sup>	31,57
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	1 508,95
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>9 169,21</b>	<b>Total dettes à court terme</b>	<b>1 540,52</b>
<b>Comptes de régularisations</b>		<b>TOTAL DETTES</b>	<b>3 441,82</b>
		<b>Comptes de régularisations</b>	<b>479,42</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>16 677,55</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>16 677,55</b>

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2024

**BILAN (en Euros)**

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées	5 296 036,14	828 962,00	4 467 074,14	3 477 097,00
	Autres immobilisations incorporelles	49 423,36	46 380,84	3 042,52	10 369,46
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété	1 238 193,03		1 238 193,03	1 238 193,03
	Constructions en toute propriété	502 277,41	14 075,48	488 201,93	489 772,75
	Construction sur sol autrui en tte prop	10 073,40	2 012,00	8 061,40	9 067,40
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	491 338,81	138 416,14	352 922,67	354 875,97
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immo affect à service non personnalisé				
	Immo en concess afferm à dispo immo aff				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo	772 476,72		772 476,72	772 476,72
	Construc reçues au titre mise à dispo	49 711,80	3 313,00	46 398,80	49 711,80
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Réseaux installations voirie rés divers				
Collections et oeuvres d'art					
Autres immobilisations corporelles					
MONTANT A REPORTER	8 409 530,67	1 033 159,46	7 376 371,21	6 401 564,13	

**BILAN (en Euros)**

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT	8 409 530,67	1 033 159,46	7 376 371,21	6 401 564,13
	Terrains recus au titre d'affectation				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construc sol d'autrui au titre affectat				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées	45 000,00		45 000,00	45 000,00
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	86 966,00		86 966,00	86 966,00
	Avances en garanties d'emprunt				
Autres créances					
<b>ACTIF IMMOBILISE TOTAL I</b>		<b>8 541 496,67</b>	<b>1 033 159,46</b>	<b>7 508 337,21</b>	<b>6 533 530,13</b>



**BILAN (en Euros)**

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Terrains				
	Production autre que terrains				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés	54 537,93	3 531,10	51 006,83	85 512,67
	Créanc irrécouv adm par juge des cptes				
	Créances sur l'Etat et collec publiques	937 374,00		937 374,00	136 859,52
	Créances sur BA CCAS et CDE rattachées				
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances	707,01	80,00	627,01	1 582,03
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	8 180 200,11		8 180 200,11	7 447 967,77
Avances de trésorerie					
Charges constatées d'avance					
<b>ACTIF CIRCULANT TOTAL II</b>		<b>9 172 819,05</b>	<b>3 611,10</b>	<b>9 169 207,95</b>	<b>7 671 921,99</b>

**BILAN (en Euros)**

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARISATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer ou à régulariser				310 494,84
	Ecart de conversion - Actif				
	<b>COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III</b>				<b>310 494,84</b>
	<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	17 714 315,72	1 036 770,56	16 677 545,16	14 515 946,96

**BILAN (en Euros)**

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Réserves	5 462 949,44	2 037 862,28
	Neutra amortis subv equip versees		
	Report à nouveau	3 456 831,40	4 109 570,66
	Résultat de l'exercice	2 442 078,69	2 772 347,90
	Subventions transférables	85 300,00	86 552,00
	Différences sur réalisations d'immob		
	Fonds globalisés	91 666,42	63 635,15
	Subventions non transférables	1 217 482,73	1 146 230,73
Droits de l'affectant			
<b>FONDS PROPRES TOTAL I</b>	<b>12 756 308,68</b>	<b>10 216 198,72</b>	



## BILAN (en Euros)

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	<b>PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II</b>		



**BILAN (en Euros)**

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

<b>PASSIF</b>		<b>Exercice 2023</b>	<b>Exercice 2022</b>
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	1 901 296,13	2 137 881,80
	Emprunts et dettes financières divers		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	29 884,23	26 132,30
	Dettes fiscales et sociales	91 004,50	10 007,94
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	246 449,41	425 587,01
	Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées	1 171 500,65	1 465 339,29
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes		
Fournisseurs d'immobilisations	1 685,84		
Produits constatés d'avance			
<b>DETTES TOTAL III</b>	<b>3 441 820,76</b>	<b>4 064 948,34</b>	

**BILAN (en Euros)**

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
COMPTES DE REGULARISATION	Recettes à classer ou à régulariser	479 415,72	234 799,90
	Ecart de conversion - Passif		
	<b>COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV</b>	<b>479 415,72</b>	<b>234 799,90</b>
	<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV)</b>	<b>16 677 545,16</b>	<b>14 515 946,96</b>

**Compte de Résultat Synthétique**

En Milliers d'Euros

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Impôts et taxes perçus	5 694,14	4 836,77
Dotations et subventions reçues	846,11	782,31
Produits des services	901,66	574,54
Autres produits	0,31	
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	7 442,23	6 193,63
Traitements, salaires, charges sociales	1 339,14	1 176,54
Achats et charges externes	1 183,83	569,68
Participations et interventions	2 060,68	1 347,19
Dotations aux amortissements et provisions	234,94	170,98
Autres charges	158,42	133,60
Charges courantes non financières	4 977,01	3 398,00
<b>RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>2 465,22</b>	<b>2 795,63</b>
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	22,07	24,58
<b>RESULTAT COURANT FINANCIER</b>	<b>-22,07</b>	<b>-24,58</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>2 443,15</b>	<b>2 771,05</b>
Produits exceptionnels	0,13	1,30
Charges exceptionnelles	1,20	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-1,07</b>	<b>1,30</b>
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>2 442,08</b>	<b>2 772,35</b>

**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS</b>		
Impôts locaux	4 949 049,00	4 594 985,00
Autres impôts et taxes	745 095,02	241 787,30
Produits services, domaine et ventes div	901 659,85	574 543,80
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprise sur amortissements et provisions	311,46	
Transferts de charges		
Autres produits	1,15	1,43
Dotations de l'Etat	235 335,93	213 562,72
Subventions et participations	54 097,52	60 662,80
Autres attributions (péréquat, compensa)	556 677,00	508 083,00
<b>TOTAL I</b>	<b>7 442 226,93</b>	<b>6 193 626,05</b>
<b>CHARGES COURANTES NON FINANCIERES</b>		
Traitements et salaires	924 840,25	826 081,20
Charges sociales	414 298,69	350 463,38
Achats et charges externes	1 183 830,04	569 683,14
Impôts et taxes	15 767,38	13 389,38
Dotations amortissements des immob	231 331,97	170 977,14
Dot amort sur charges à répartir		



**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Dotations aux provisions	3 611,10	
Autres charges	142 649,19	120 210,52
Contingents et participations	112 375,44	107 567,44
Subventions	1 948 307,82	1 239 624,21
<b>TOTAL II</b>	<b>4 977 011,88</b>	<b>3 397 996,41</b>
<b>A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)</b>	<b>2 465 215,05</b>	<b>2 795 629,64</b>
<b>PRODUITS COURANTS FINANCIERS</b>		
Valeurs mob et créances de l'actif immo		
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
<b>TOTAL III</b>		
<b>CHARGES COURANTES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	22 066,70	24 580,80
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
<b>TOTAL IV</b>	<b>22 066,70</b>	<b>24 580,80</b>

**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-22 066,70</b>	<b>-24 580,80</b>
<b>A + B - RESULTAT COURANT</b>	<b>2 443 148,35</b>	<b>2 771 048,84</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits except op gestion : Subventions		
Prod exception gestion : Autres opér	125,54	112,08
Produits des cessions d'immobilisations		
Diff réalis(négatives)repr cpte résultat		
Neutralisation des amortissements		
Prod exception capital : Autres opér		1 186,98
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>125,54</b>	<b>1 299,06</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charg except op gestion : subventions		
Charg excep op gestion-Autres opérations	1 195,20	
Valeur comptable des immo cédées		
Diff réalis(positives)transf à investist		
Charg excep op capital-Autres opérations		
Dotations aux amort et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>1 195,20</b>	

**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-1 069,66	1 299,06
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	7 442 352,47	6 194 925,11
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	5 000 273,78	3 422 577,21
RESULTAT DE L'EXERCICE	2 442 078,69	2 772 347,90



# Opérations Compte de Tiers

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur



# Opérations Compte de Tiers

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur



## Résultats budgétaires de l'exercice

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>			
Prévisions budgétaires totales (a)	9 155 974,04	12 355 339,15	21 511 313,19
Titres de recette émis (b)	4 182 847,60	8 916 200,58	13 099 048,18
Réductions de titres (c)		446 717,46	446 717,46
Recettes nettes (d = b - c)	4 182 847,60	8 469 483,12	12 652 330,72
<b>DEPENSES</b>			
Autorisations budgétaires totales (e)	9 155 974,04	12 355 339,15	21 511 313,19
Mandats émis (f)	1 869 753,37	6 051 203,67	7 920 957,04
Annulations de mandats (g)		23 799,24	23 799,24
Depenses nettes (h = f - g)	1 869 753,37	6 027 404,43	7 897 157,80
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>			
(d - h) Excédent	2 313 094,23	2 442 078,69	4 755 172,92
(h - d) Déficit			

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des personnalisés

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2022	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2023	RESULTAT DE L'EXERCICE 2023	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2023
I - Budget principal					
Investissement	-1 073 153,69		2 313 094,23		1 239 940,54
Fonctionnement	6 881 918,56	3 425 087,16	2 442 078,69		5 898 910,09
<b>TOTAL I</b>	<b>5 808 764,87</b>	<b>3 425 087,16</b>	<b>4 755 172,92</b>		<b>7 138 850,63</b>
II - Budgets des services à caractère administratif					
40701-CCDSP-OM					
Investissement	140 009,08		141 737,13		281 746,21
Fonctionnement	460 123,28		-198 837,88		261 285,40
<b>Sous-Total</b>	<b>600 132,36</b>		<b>-57 100,75</b>		<b>543 031,61</b>
40706-CCDSP-GEMAPI					
Investissement	60 690,83		2 892,20		63 583,03
Fonctionnement	649 014,84		103 108,02		752 122,86
<b>Sous-Total</b>	<b>709 705,67</b>		<b>106 000,22</b>		<b>815 705,89</b>
<b>TOTAL II</b>	<b>1 309 838,03</b>		<b>48 899,47</b>		<b>1 358 737,50</b>
III - Budgets des services à					

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des personnalisés

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2022	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2023	RESULTAT DE L'EXERCICE 2023	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2023
caractère industriel et commercial					
40704-CCDSP-SPANC					
Investissement	9 724,05		5 394,00		15 118,05
Fonctionnement	74 747,65		-8 894,99		65 852,66
<b>Sous-Total</b>	<b>84 471,70</b>		<b>-3 500,99</b>		<b>80 970,71</b>
<b>TOTAL III</b>	<b>84 471,70</b>		<b>-3 500,99</b>		<b>80 970,71</b>
<b>TOTAL I + II + III</b>	<b>7 203 074,60</b>	<b>3 425 087,16</b>	<b>4 800 571,40</b>		<b>8 578 558,84</b>



# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT  
DEPENSES

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
13	Subventions d'investissement		71 252,00	71 252,00	71 252,00		71 252,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	235 217,12		235 217,12	235 217,12		235 217,12	
20	Immobilisations incorporelles	8 088,00		8 088,00	278,40		278,40	7 809,60
204	Subventions d'équipement versées	2 745 708,14		2 745 708,14	1 145 708,14		1 145 708,14	1 600 000,00
21	Immobilisations corporelles	4 541 677,81	-71 252,00	4 470 425,81	59 841,05		59 841,05	4 410 584,76
020	Dépenses imprévues - section d'investissement	107 206,28		107 206,28				107 206,28
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b>	<b>7 637 897,35</b>		<b>7 637 897,35</b>	<b>1 512 296,71</b>		<b>1 512 296,71</b>	<b>6 125 600,64</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>7 637 897,35</b>		<b>7 637 897,35</b>	<b>1 512 296,71</b>		<b>1 512 296,71</b>	<b>6 125 600,64</b>
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	444 573,00	350,00	444 923,00	357 456,66		357 456,66	87 466,34
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>444 573,00</b>	<b>350,00</b>	<b>444 923,00</b>	<b>357 456,66</b>		<b>357 456,66</b>	<b>87 466,34</b>
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1 073 153,69		1 073 153,69				1 073 153,69
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>9 155 624,04</b>	<b>350,00</b>	<b>9 155 974,04</b>	<b>1 869 753,37</b>		<b>1 869 753,37</b>	<b>7 286 220,67</b>

# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT  
RECETTES

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	3 435 087,16	350,00	3 435 437,16	3 453 118,43		3 453 118,43	-17 681,27
13	Subventions d'investissement	97 185,00		97 185,00	141 252,00		141 252,00	-44 067,00
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b>	<b>3 532 272,16</b>	<b>350,00</b>	<b>3 532 622,16</b>	<b>3 594 370,43</b>		<b>3 594 370,43</b>	<b>-61 748,27</b>
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 532 272,16</b>	<b>350,00</b>	<b>3 532 622,16</b>	<b>3 594 370,43</b>		<b>3 594 370,43</b>	<b>-61 748,27</b>
021	Virement de la section de fonctionnement (section d'investissement)	4 947 446,91		4 947 446,91				4 947 446,91
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	675 904,97		675 904,97	588 477,17		588 477,17	87 427,80
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>5 623 351,88</b>		<b>5 623 351,88</b>	<b>588 477,17</b>		<b>588 477,17</b>	<b>5 034 874,71</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>9 155 624,04</b>	<b>350,00</b>	<b>9 155 974,04</b>	<b>4 182 847,60</b>		<b>4 182 847,60</b>	<b>4 973 126,44</b>

## Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	2 168 659,02	-119 350,00	2 049 309,02	1 188 981,64	12 013,72	1 176 967,92	872 341,10
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 452 126,53		1 452 126,53	1 385 412,55		1 385 412,55	66 713,98
014	Atténuations de produits	676 400,80		676 400,80	646 341,34		646 341,34	30 059,46
65	Autres charges de gestion courante	2 159 264,12	118 000,00	2 277 264,12	2 203 332,45		2 203 332,45	73 931,67
66	Charges financières	22 066,70		22 066,70	33 852,22	11 785,52	22 066,70	
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	200,00	1 200,00	1 195,20		1 195,20	4,80
68	Dotations aux Amortissements et aux provisions	2 120,10	1 500,00	3 620,10	3 611,10		3 611,10	9,00
022	Dépenses imprévues - section de fonctionnement	250 000,00		250 000,00				250 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 731 637,27</b>	<b>350,00</b>	<b>6 731 987,27</b>	<b>5 462 726,50</b>	<b>23 799,24</b>	<b>5 438 927,26</b>	<b>1 293 060,01</b>
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)	4 947 446,91		4 947 446,91				4 947 446,91
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	675 904,97		675 904,97	588 477,17		588 477,17	87 427,80
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>5 623 351,88</b>		<b>5 623 351,88</b>	<b>588 477,17</b>		<b>588 477,17</b>	<b>5 034 874,71</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>12 354 989,15</b>	<b>350,00</b>	<b>12 355 339,15</b>	<b>6 051 203,67</b>	<b>23 799,24</b>	<b>6 027 404,43</b>	<b>6 327 934,72</b>

# Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT  
RECETTES

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges	6 800,00		6 800,00	27 101,57	3 457,46	23 644,11	-16 844,11
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 238 562,00		1 238 562,00	901 659,85		901 659,85	336 902,15
73	Impôts et taxes	6 299 137,75		6 299 137,75	6 783 745,36	443 260,00	6 340 485,36	-41 347,61
74	Dotations et participations	909 085,00		909 085,00	846 110,45		846 110,45	62 974,55
75	Autres produits de gestion courante				1,15		1,15	-1,15
77	Produits exceptionnels				125,54		125,54	-125,54
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>8 453 584,75</b>		<b>8 453 584,75</b>	<b>8 558 743,92</b>	<b>446 717,46</b>	<b>8 112 026,46</b>	<b>341 558,29</b>
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	444 573,00	350,00	444 923,00	357 456,66		357 456,66	87 466,34
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>444 573,00</b>	<b>350,00</b>	<b>444 923,00</b>	<b>357 456,66</b>		<b>357 456,66</b>	<b>87 466,34</b>
002	Résultat de fonctionnement reporté	3 456 831,40		3 456 831,40				3 456 831,40
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>12 354 989,15</b>	<b>350,00</b>	<b>12 355 339,15</b>	<b>8 916 200,58</b>	<b>446 717,46</b>	<b>8 469 483,12</b>	<b>3 885 856,03</b>

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
DEPENSES

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1312	Subventions d'équipement transférables - Région	71 252,00		71 252,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>71 252,00</b>		<b>71 252,00</b>
1641	Emprunts en euros	235 217,12		235 217,12
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>235 217,12</b>		<b>235 217,12</b>
2051	Concessions et droits similaires	278,40		278,40
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>278,40</b>		<b>278,40</b>
2041511	Biens mobiliers, matériel et études	365 708,14		365 708,14
2041583	Projets d'infrastructures d'intérêt national	780 000,00		780 000,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>1 145 708,14</b>		<b>1 145 708,14</b>
2135	Installations générales agencements et aménagements des constructions	5 370,18		5 370,18
2158	Autres installations matériel et outillage techniques	32 520,60		32 520,60
2182	Matériel de transport	2 599,00		2 599,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	16 320,60		16 320,60
2184	Mobilier	2 319,23		2 319,23
2188	Autres immobilisations corporelles	711,44		711,44
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>59 841,05</b>		<b>59 841,05</b>
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b>	<b>1 512 296,71</b>		<b>1 512 296,71</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 512 296,71</b>		<b>1 512 296,71</b>
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	122,00		122,00
28188	Amortissements autres immobilisations corporelles	189,46		189,46
3555	Terrains aménagés	357 145,20		357 145,20
<b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 040</b>	<b>Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>357 456,66</b>		<b>357 456,66</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>357 456,66</b>		<b>357 456,66</b>
	<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 869 753,37</b>		<b>1 869 753,37</b>

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
RECETTES

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutée (FCTVA)	28 031,27		28 031,27
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 425 087,16		3 425 087,16
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 10</b>	<b>Dotations fonds divers et réserves</b>	<b>3 453 118,43</b>		<b>3 453 118,43</b>
1313	Subventions d'équipement transférables - Département	70 000,00		70 000,00
1322	Région	71 252,00		71 252,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>141 252,00</b>		<b>141 252,00</b>
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b>	<b>3 594 370,43</b>		<b>3 594 370,43</b>
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 594 370,43</b>		<b>3 594 370,43</b>
28041583	Projets d'infrastructures d'intérêt national	134 700,00		134 700,00
28041631	Biens mobiliers, matériel et études	20 865,00		20 865,00
280422	Bâtiments et installations	166,00		166,00
28051	Concessions et droits similaires	7 605,34		7 605,34
28135	Amortissements installations générales agencements aménagements des constructions	6 941,00		6 941,00
28145	Amortissements installations générales agencements aménagements des constructions sur sol d'autrui	1 006,00		1 006,00
281568	Amortissements autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	695,36		695,36
28158	Autres installations matériel et outillage techniques	20 911,53		20 911,53
281735	Installations générales agencements et aménagements des constructions	3 313,00		3 313,00
28181	Installations générales agencements et aménagements divers	240,00		240,00
28182	Matériel de transport	4 227,64		4 227,64
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	23 618,36		23 618,36
28184	Mobilier	6 498,84		6 498,84
28188	Amortissements autres immobilisations corporelles	543,90		543,90
3555	Terrains aménagés	357 145,20		357 145,20
<b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 040</b>	<b>Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>588 477,17</b>		<b>588 477,17</b>

**Etat de réalisation des opérations**Section D'INVESTISSEMENT  
RECETTES

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	588 477,17		588 477,17
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	4 182 847,60		4 182 847,60

## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6015	Achats stockés - terrains à aménager	357 145,20		357 145,20
60221	Achats stockés de fournitures consommables - combustibles et carburants	89,93	89,93	
60611	Achats non stockés de fournitures non stockables - eau et assainissement	541,60		541,60
60612	Achats non stockés de fournitures non stockables - énergie électricité	27 297,45		27 297,45
60622	Achats non stockés de carburants	956,81		956,81
60623	Achats non stockés d'alimentation	2 031,98		2 031,98
60628	Achats d'autres fournitures non stockées	250,00		250,00
60631	Achats non stockés de fournitures d'entretien	974,83		974,83
60632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	6 591,93	3 540,00	3 051,93
60636	Achats non stockés de vêtements de travail	273,60		273,60
6064	Achats non stockés de fournitures administratives	5 803,27		5 803,27
611	Contrats prestations de services	96 847,03		96 847,03
6132	Services extérieurs - locations immobilières	46 389,20		46 389,20
6135	Services extérieurs - locations mobilières	14 896,14		14 896,14
615221	Bâtiments publics	9 722,84		9 722,84
615232	Réseaux	250,80		250,80
61551	Services extérieurs - entretien et réparations sur matériel roulant	392,10		392,10
61558	Services extérieurs - entretien et réparations sur autres biens mobiliers	1 152,00		1 152,00
6156	Services extérieurs - maintenance	32 423,43		32 423,43
6161	Multirisques	21 276,95		21 276,95
6168	Autres	553,81		553,81
617	Services extérieurs - études et recherches	171 795,00		171 795,00
6182	Services extérieurs - divers - documentation générale et technique	28 914,14		28 914,14
6184	Services extérieurs - divers - versements à des organismes de formation	5 490,54		5 490,54



## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6188	Services extérieurs - autres frais divers	13 454,95		13 454,95
6226	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - honoraires	8 335,20	5 790,00	2 545,20
6231	Publicité publications relations publiques - annonces et insertions	866,82		866,82
6232	Publicité publications relations publiques - fêtes et cérémonies	1 349,44		1 349,44
6233	Publicité publications relations publiques - foires et expositions	1 834,00		1 834,00
6236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	19 198,90		19 198,90
6237	Publicité publications relations publiques - publications	225,60		225,60
6238	Publicité publications relations publiques - divers	720,00		720,00
6248	Transports - divers	137,48		137,48
6251	Déplacements missions et réceptions - voyages et déplacements	2 879,77		2 879,77
6256	Déplacements missions et réceptions - missions	227,50		227,50
6257	Déplacements missions et réceptions - réceptions	4 881,26		4 881,26
6261	Frais d'affranchissement	5 476,82		5 476,82
6262	Frais de télécommunications	19 452,03		19 452,03
627	Autres services extérieurs - services bancaires et assimilés	594,79	420,00	174,79
6281	Autres services extérieurs - concours divers (cotisations ...)	7 864,18		7 864,18
6282	Autres services extérieurs - frais gardiennage église forêts et bois communaux	1 988,40		1 988,40
6283	Autres services extérieurs - frais de nettoyage des locaux	19 844,25		19 844,25
62875	Remboursements de frais aux Communes membres du GFP	232 665,24	2 173,79	230 491,45
62878	Remboursement de frais à d'autres organismes	14 856,67		14 856,67
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	67,76		67,76
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>1 188 981,64</b>	<b>12 013,72</b>	<b>1 176 967,92</b>
6217	Personnel affecté par la Commune membre du GFP	6 929,88		6 929,88
6332	Cotisations versées au FNAL	825,40		825,40

## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6336	Cotisation au centre national et au centres de gestion fonction publique territoriale	14 874,22		14 874,22
64111	Personnel titulaire - rémunération principale	523 011,12		523 011,12
64112	Personnel titulaire - nbi supplément familial et indemnité de résidence	19 207,05		19 207,05
64118	Personnel titulaire - autres indemnités	196 940,82		196 940,82
64131	Personnel non titulaire - rémunération	199 144,09		199 144,09
6417	Rémunérations des apprentis	10 181,28		10 181,28
6451	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations à l'URSSAF	177 147,71		177 147,71
6453	Cotisations aux caisses de retraites	180 593,72		180 593,72
6454	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations aux ASSEDIC	8 065,29		8 065,29
6455	Charges sécurité sociale prévoyance-Cotis. p assurance du personnel	37 215,69		37 215,69
6456	Charges sécurité sociale et prévoyance versement F N C du supplément familial	406,00		406,00
6458	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations autres organismes sociaux	7 342,28		7 342,28
6475	Autres charges sociales - médecine du travail pharmacie	1 650,00		1 650,00
6478	Autres charges sociales diverses	1 878,00		1 878,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>1 385 412,55</b>		<b>1 385 412,55</b>
7391178	Autres restitutions au titre de dégrèvements sur contributions directes	75 266,00		75 266,00
73916	Prélèvements au titre de la contribution pour le redressement des finances publiques	32 941,00		32 941,00
739223	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	516 136,00		516 136,00
7398	Reversements et restitutions et prélèvements divers	21 998,34		21 998,34
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>646 341,34</b>		<b>646 341,34</b>
6512	Droits d'utilisation - Informatique en nuage	4 730,66		4 730,66

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024027-BF

STAVY TOURNAI  
 ME SUD PROVENCE  
 S<sup>2</sup>LO  
 Dépenses nettes

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes
6531	Indemnités des maires adjoints et conseillers	114 181,50		114 181,50
6533	Cotisations de retraite des maires adjoints et conseillers	6 513,32		6 513,32
6535	Frais de formation des maires adjoints et conseillers	126,00		126,00



# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6541	Créances admises en non-valeur	57,00		57,00
6542	Créances éteintes	16 538,10		16 538,10
65548	Autres contributions	112 375,44		112 375,44
657363	Subventions de fonctionnement versées - établissements et services rattachés - à caractère administratif	1 295 278,22		1 295 278,22
6574	Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé	653 029,60		653 029,60
65888	Autres	502,61		502,61
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>2 203 332,45</b>		<b>2 203 332,45</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	23 435,25		23 435,25
66112	Intérêts - rattachement des icne	10 416,97	11 785,52	-1 368,55
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>33 852,22</b>	<b>11 785,52</b>	<b>22 066,70</b>
673	Charges exceptionnelles - titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 195,20		1 195,20
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>1 195,20</b>		<b>1 195,20</b>
6817	Dotations provisions dépréciation des actifs circulants	3 611,10		3 611,10
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 68</b>	<b>Dotations aux Amortissements et aux provisions</b>	<b>3 611,10</b>		<b>3 611,10</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>5 462 726,50</b>	<b>23 799,24</b>	<b>5 438 927,26</b>
6811	Dotations aux Amortissements immobilisations incorporelles et corporelles	231 331,97		231 331,97
71355	Variation des stocks de terrains aménagés	357 145,20		357 145,20
<b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 042</b>	<b>Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>588 477,17</b>		<b>588 477,17</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>588 477,17</b>		<b>588 477,17</b>
	<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>6 051 203,67</b>	<b>23 799,24</b>	<b>6 027 404,43</b>

## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
RECETTES

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	27 101,57	3 457,46	23 644,11
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>27 101,57</b>	<b>3 457,46</b>	<b>23 644,11</b>
7015	Ventes de terrains aménagés	357 145,20		357 145,20
70841	Mise à disposition de personnel facturée aux budgets annexes régies municipales CCAS et caisse des écoles	404 838,80		404 838,80
70875	Autres produits remboursement frais par les Communes membres du GFP	139 675,85		139 675,85
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 70</b>	<b>Produits des services, du domaine et ventes diverses</b>	<b>901 659,85</b>		<b>901 659,85</b>
73111	Impôts directs locaux	5 444 287,00	442 576,00	5 001 711,00
73114	Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau	12 240,00		12 240,00
7318	Impôts locaux - autres impôts locaux ou assimilés	43 305,00		43 305,00
73216	Reversements conventionnels de fiscalité	845 177,00		845 177,00
7362	Impôts et taxes activités services - taxes de séjour	272 425,36	684,00	271 741,36
7382	Fraction de TVA	166 311,00		166 311,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>6 783 745,36</b>	<b>443 260,00</b>	<b>6 340 485,36</b>
74124	Dotation d' intercommunalité	234 385,00		234 385,00
744	FCTVA	950,93		950,93
74718	Autres participations de l'Etat	51 500,00		51 500,00
7478	Participations - autres organismes	2 597,52		2 597,52
74833	Etat Compensation au titre de contribution économique territoriale (CVAE et CFE)	253 685,00		253 685,00
74834	Etat compensation au titre des exonérations des taxes foncières	302 992,00		302 992,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>846 110,45</b>		<b>846 110,45</b>
7588	Autres produits divers de gestion courante	1,15		1,15
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>1,15</b>		<b>1,15</b>
7711	Produits exceptionnels sur opérations gestion - débits et pénalités perçus	125,54		125,54
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>125,54</b>		<b>125,54</b>

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
RECETTES

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	8 558 743,92	446 717,46	8 112 026,46
71355	Variation des stocks de terrains aménagés	357 145,20		357 145,20
7811	Reprise sur Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	311,46		311,46
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	357 456,66		357 456,66
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	357 456,66		357 456,66
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	8 916 200,58	446 717,46	8 469 483,12

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	FCTVA		63 635,15				28 031,27		91 666,42		91 666,42
1022	Sous Total compte 1022		63 635,15				28 031,27		91 666,42		91 666,42
102	Sous Total compte 102		63 635,15				28 031,27		91 666,42		91 666,42
1068	Excédit de fonctionnement capitalisé		2 037 862,28				3 425 087,16		5 462 949,44		5 462 949,44
106	Sous Total compte 106		2 037 862,28				3 425 087,16		5 462 949,44		5 462 949,44
10	Sous Total compte 10		2 101 497,43				3 453 118,43		5 554 615,86		5 554 615,86
110	Report à nouveau solde créditeur		4 109 570,66	3 425 087,16	2 772 347,90			3 425 087,16	6 881 918,56		3 456 831,40
11	Sous Total compte 11		4 109 570,66	3 425 087,16	2 772 347,90			3 425 087,16	6 881 918,56		3 456 831,40
12	Résultat exercice excéd déficit		2 772 347,90	2 772 347,90				2 772 347,90	2 772 347,90		0,00
12	Sous Total compte 12		2 772 347,90	2 772 347,90				2 772 347,90	2 772 347,90		0,00
1312	Subv équipt transf - Région		71 252,00			71 252,00		71 252,00	71 252,00		0,00
1313	Subv équipt transf - Dépt		15 300,00				70 000,00		85 300,00		85 300,00
131	Sous Total compte 131		86 552,00			71 252,00	70 000,00	71 252,00	156 552,00		85 300,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1321	Etat et EPN		268 155,64						268 155,64		268 155,64
1322	Région		42 696,60				71 252,00		113 948,60		113 948,60
1323	Dépt		166 918,52						166 918,52		166 918,52
13241	Communes		125 494,50						125 494,50		125 494,50
	membres du GFP										
13248	Autres communes		100 988,36						100 988,36		100 988,36
<b>1324</b>	<b>Sous Total compte 1324</b>		<b>226 482,86</b>						<b>226 482,86</b>		<b>226 482,86</b>
1327	Budget communautaire fonds structurels		309 743,11						309 743,11		309 743,11
<b>132</b>	<b>Sous Total compte 132</b>		<b>1 013 996,73</b>				<b>71 252,00</b>		<b>1 085 248,73</b>		<b>1 085 248,73</b>
1341	Dotation d'équipement territoires ruraux		115 819,00						115 819,00		115 819,00
<b>134</b>	<b>Sous Total compte 134</b>		<b>115 819,00</b>						<b>115 819,00</b>		<b>115 819,00</b>
1384	Autres subv invest non transf Ches		16 415,00						16 415,00		16 415,00
<b>138</b>	<b>Sous Total compte 138</b>		<b>16 415,00</b>						<b>16 415,00</b>		<b>16 415,00</b>
<b>13</b>	<b>Sous Total compte 13</b>		<b>1 232 782,73</b>			<b>71 252,00</b>	<b>141 252,00</b>	<b>71 252,00</b>	<b>1 374 034,73</b>		<b>1 302 782,73</b>



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1641	Emprunts en euros		2 126 096,28			235 217,12		235 217,12	2 126 096,28		1 890 879,16
164	<b>Sous Total compte 164</b>		<b>2 126 096,28</b>			<b>235 217,12</b>		<b>235 217,12</b>	<b>2 126 096,28</b>		<b>1 890 879,16</b>
16884	Ints courus sur emprunts éts financiers		11 785,52	11 785,52	10 416,97			11 785,52	22 202,49		10 416,97
1688	<b>Sous Total compte 1688</b>		<b>11 785,52</b>	<b>11 785,52</b>	<b>10 416,97</b>			<b>11 785,52</b>	<b>22 202,49</b>		<b>10 416,97</b>
168	<b>Sous Total compte 168</b>		<b>11 785,52</b>	<b>11 785,52</b>	<b>10 416,97</b>			<b>11 785,52</b>	<b>22 202,49</b>		<b>10 416,97</b>
16	<b>Sous Total compte 16</b>		<b>2 137 881,80</b>	<b>11 785,52</b>	<b>10 416,97</b>	<b>235 217,12</b>		<b>247 002,64</b>	<b>2 148 298,77</b>		<b>1 901 296,13</b>
	<b>Total classe 1</b>		<b>12 354 080,52</b>	<b>6 209 220,58</b>	<b>2 782 764,87</b>	<b>306 469,12</b>	<b>3 594 370,43</b>	<b>6 515 689,70</b>	<b>18 731 215,82</b>		<b>12 215 526,12</b>
2041511	Biens mobiliers, matériel et études					365 708,14		365 708,14		365 708,14	
204151	<b>Sous Total compte 204151</b>					<b>365 708,14</b>		<b>365 708,14</b>		<b>365 708,14</b>	
2041583	Projets d'infrastructures d'intérêt national	4 041 000,00				780 000,00		4 821 000,00		4 821 000,00	
204158	<b>Sous Total compte 204158</b>	<b>4 041 000,00</b>				<b>780 000,00</b>		<b>4 821 000,00</b>		<b>4 821 000,00</b>	
20415	<b>Sous Total compte 20415</b>	<b>4 041 000,00</b>				<b>1 145 708,14</b>		<b>5 186 708,14</b>		<b>5 186 708,14</b>	
2041631	Biens mobiliers, matériel et études	104 328,00						104 328,00		104 328,00	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
204163	Sous Total compte 204163	104 328,00						104 328,00		104 328,00	
20416	Sous Total compte 20416	104 328,00						104 328,00		104 328,00	
2041	Sous Total compte 2041	4 145 328,00				1 145 708,14		5 291 036,14		5 291 036,14	
20422	Bâtiments et installations	5 000,00						5 000,00		5 000,00	
2042	Sous Total compte 2042	5 000,00						5 000,00		5 000,00	
204	Sous Total compte 204	4 150 328,00				1 145 708,14		5 296 036,14		5 296 036,14	
2051	Concessions et droits similaires	49 144,96				278,40		49 423,36		49 423,36	
205	Sous Total compte 205	49 144,96				278,40		49 423,36		49 423,36	
20	Sous Total compte 20	4 199 472,96				1 145 986,54		5 345 459,50		5 345 459,50	
2128	Autres agencet et améngt terrains	1 238 193,03						1 238 193,03		1 238 193,03	
212	Sous Total compte 212	1 238 193,03						1 238 193,03		1 238 193,03	
21318	Autres batiments publics	429 178,00						429 178,00		429 178,00	
2131	Sous Total compte 2131	429 178,00						429 178,00		429 178,00	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2135	Instal gales agentct amégts const	67 729,23				5 370,18		73 099,41		73 099,41	
<b>213</b>	<b>Sous Total compte 213</b>	<b>496 907,23</b>				<b>5 370,18</b>		<b>502 277,41</b>		<b>502 277,41</b>	
2145	Const sol autrui instal agentct amégat	10 073,40						10 073,40		10 073,40	
<b>214</b>	<b>Sous Total compte 214</b>	<b>10 073,40</b>						<b>10 073,40</b>		<b>10 073,40</b>	
21568	Autre mat outil incendie déf civ	2 422,60						2 422,60		2 422,60	
<b>2156</b>	<b>Sous Total compte 2156</b>	<b>2 422,60</b>						<b>2 422,60</b>		<b>2 422,60</b>	
2158	Autres instal mat outil tech	177 838,70				32 520,60		210 359,30		210 359,30	
<b>215</b>	<b>Sous Total compte 215</b>	<b>180 261,30</b>				<b>32 520,60</b>		<b>212 781,90</b>		<b>212 781,90</b>	
21712	Terrains de voirie	772 476,72						772 476,72		772 476,72	
<b>2171</b>	<b>Sous Total compte 2171</b>	<b>772 476,72</b>						<b>772 476,72</b>		<b>772 476,72</b>	
21735	IGAAC constructions	49 711,80						49 711,80		49 711,80	
<b>2173</b>	<b>Sous Total compte 2173</b>	<b>49 711,80</b>						<b>49 711,80</b>		<b>49 711,80</b>	
<b>217</b>	<b>Sous Total compte 217</b>	<b>822 188,52</b>						<b>822 188,52</b>		<b>822 188,52</b>	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2181	Instal gales agencnt amngts divers	3 605,17						3 605,17		3 605,17	
2182	Mat de transport	81 729,16				2 599,00		84 328,16		84 328,16	
2183	Mat bureau mat informatique	119 434,73			3 585,29	16 320,60		135 755,33	3 585,29	132 170,04	
2184	Mobilier	53 217,95				2 319,23		55 537,18		55 537,18	
2188	Autres immobilisations corporelles	2 204,92				711,44		2 916,36		2 916,36	
<b>218</b>	<b>Sous Total compte 218</b>	<b>260 191,93</b>			<b>3 585,29</b>	<b>21 950,27</b>		<b>282 142,20</b>	<b>3 585,29</b>	<b>278 556,91</b>	
<b>21</b>	<b>Sous Total compte 21</b>	<b>3 007 815,41</b>			<b>3 585,29</b>	<b>59 841,05</b>		<b>3 067 656,46</b>	<b>3 585,29</b>	<b>3 064 071,17</b>	
261	Titres de participation	45 000,00						45 000,00		45 000,00	
<b>26</b>	<b>Sous Total compte 26</b>	<b>45 000,00</b>						<b>45 000,00</b>		<b>45 000,00</b>	
274	Prêts	86 966,00						86 966,00		86 966,00	
<b>27</b>	<b>Sous Total compte 27</b>	<b>86 966,00</b>						<b>86 966,00</b>		<b>86 966,00</b>	
2804158	Projets d'infrastructures d'intérêt nati		652 200,00				134 700,00		786 900,00		786 900,00
<b>2804158</b>	<b>Sous Total compte 2804158</b>		<b>652 200,00</b>				<b>134 700,00</b>		<b>786 900,00</b>		<b>786 900,00</b>

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280415	Sous Total compte 280415		652 200,00				134 700,00		786 900,00		786 900,00
2804163	Biens mobiliers, matériel et études		20 865,00				20 865,00		41 730,00		41 730,00
2804163	Sous Total compte 2804163		20 865,00				20 865,00		41 730,00		41 730,00
280416	Sous Total compte 280416		20 865,00				20 865,00		41 730,00		41 730,00
28041	Sous Total compte 28041		673 065,00				155 565,00		828 630,00		828 630,00
280422	Bâtiments et installations		166,00				166,00		332,00		332,00
28042	Sous Total compte 28042		166,00				166,00		332,00		332,00
2804	Sous Total compte 2804		673 231,00				155 731,00		828 962,00		828 962,00
28051	Concessions et droits similaires		38 775,50				7 605,34		46 380,84		46 380,84
2805	Sous Total compte 2805		38 775,50				7 605,34		46 380,84		46 380,84
280	Sous Total compte 280		712 006,50				163 336,34		875 342,84		875 342,84
28135	Amort instal gales agenc amégaat constru		7 134,48				6 941,00		14 075,48		14 075,48
2813	Sous Total compte 2813		7 134,48				6 941,00		14 075,48		14 075,48

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28145	Amort inst gen agct amgt construct		1 006,00				1 006,00		2 012,00		2 012,00
<b>2814</b>	<b>Sous Total compte 2814</b>		<b>1 006,00</b>				<b>1 006,00</b>		<b>2 012,00</b>		<b>2 012,00</b>
281568	Amort aut matér outil incend déf civile		1 341,96				695,36		2 037,32		2 037,32
<b>28156</b>	<b>Sous Total compte 28156</b>		<b>1 341,96</b>				<b>695,36</b>		<b>2 037,32</b>		<b>2 037,32</b>
28158	Autres instal mat outil tech		2 481,44				20 911,53		23 392,97		23 392,97
<b>2815</b>	<b>Sous Total compte 2815</b>		<b>3 823,40</b>				<b>21 606,89</b>		<b>25 430,29</b>		<b>25 430,29</b>
281735	Instal gales agenc t amégts const						3 313,00		3 313,00		3 313,00
<b>28173</b>	<b>Sous Total compte 28173</b>						<b>3 313,00</b>		<b>3 313,00</b>		<b>3 313,00</b>
<b>2817</b>	<b>Sous Total compte 2817</b>						<b>3 313,00</b>		<b>3 313,00</b>		<b>3 313,00</b>
28181	Instal gales agenc t amngts divers		720,00				240,00		960,00		960,00
28182	Mat de transport		25 138,05				4 227,64		29 365,69		29 365,69
28183	Mat bureau mat informatique		42 957,59	3 585,29		122,00	23 618,36	3 707,29	66 575,95		62 868,66
28184	Mobilier		11 759,74				6 498,84		18 258,58		18 258,58

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28188	Amort autres immobilisations corporelles		1 178,48			189,46	543,90	189,46	1 722,38		1 532,92
2818	Sous Total compte 2818		81 753,86	3 585,29		311,46	35 128,74	3 896,75	116 882,60		112 985,85
281	Sous Total compte 281		93 717,74	3 585,29		311,46	67 995,63	3 896,75	161 713,37		157 816,62
28	Sous Total compte 28		805 724,24	3 585,29		311,46	231 331,97	3 896,75	1 037 056,21		1 033 159,46
	<b>Total classe 2</b>	<b>7 339 254,37</b>	<b>805 724,24</b>	<b>3 585,29</b>	<b>3 585,29</b>	<b>1 206 139,05</b>	<b>231 331,97</b>	<b>8 548 978,71</b>	<b>1 040 641,50</b>	<b>8 541 496,67</b>	<b>1 033 159,46</b>
3555	Terr aménagés					357 145,20	357 145,20	357 145,20	357 145,20		0,00
355	Sous Total compte 355					357 145,20	357 145,20	357 145,20	357 145,20		0,00
35	Sous Total compte 35					357 145,20	357 145,20	357 145,20	357 145,20		0,00
	<b>Total classe 3</b>					<b>357 145,20</b>	<b>357 145,20</b>	<b>357 145,20</b>	<b>357 145,20</b>		<b>0,00</b>
4011	Fournisseurs		14 628,51	995 499,56	992 014,46			995 499,56	1 006 642,97		11 143,41
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions			3 166,80	3 166,80			3 166,80	3 166,80		0,00
4017	Sous Total compte 4017			3 166,80	3 166,80			3 166,80	3 166,80		0,00
401	Sous Total compte 401		14 628,51	998 666,36	995 181,26			998 666,36	1 009 809,77		11 143,41

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4041	Fournis immob			58 433,61	60 119,45			58 433,61	60 119,45		1 685,84
<b>404</b>	<b>Sous Total compte 404</b>			<b>58 433,61</b>	<b>60 119,45</b>			<b>58 433,61</b>	<b>60 119,45</b>		<b>1 685,84</b>
408	Fournis factures non parvenues		11 503,79	11 503,79	18 740,82			11 503,79	30 244,61		18 740,82
<b>40</b>	<b>Sous Total compte 40</b>		<b>26 132,30</b>	<b>1 068 603,76</b>	<b>1 074 041,53</b>			<b>1 068 603,76</b>	<b>1 100 173,83</b>		<b>31 570,07</b>
4111	Redevables - amiable	59 850,92		25 636,83	73 510,69			85 487,75	73 510,69	11 977,06	
4116	Redevables - contentieux	25 661,75		16 944,12	45,00			42 605,87	45,00	42 560,87	
<b>411</b>	<b>Sous Total compte 411</b>	<b>85 512,67</b>		<b>42 580,95</b>	<b>73 555,69</b>			<b>128 093,62</b>	<b>73 555,69</b>	<b>54 537,93</b>	
<b>41</b>	<b>Sous Total compte 41</b>	<b>85 512,67</b>		<b>42 580,95</b>	<b>73 555,69</b>			<b>128 093,62</b>	<b>73 555,69</b>	<b>54 537,93</b>	
421	Personnel - rémunérations dues			804 598,12	804 598,12			804 598,12	804 598,12		0,00
<b>42</b>	<b>Sous Total compte 42</b>			<b>804 598,12</b>	<b>804 598,12</b>			<b>804 598,12</b>	<b>804 598,12</b>		<b>0,00</b>
431	Sécurité sociale			285 912,75	285 912,75			285 912,75	285 912,75		0,00
437	Autres organismes sociaux		280,24	316 899,67	316 619,43			316 899,67	316 899,67		0,00
<b>43</b>	<b>Sous Total compte 43</b>		<b>280,24</b>	<b>602 812,42</b>	<b>602 532,18</b>			<b>602 812,42</b>	<b>602 812,42</b>		<b>0,00</b>



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	1 334,00						1 334,00		1 334,00	
<b>441</b>	<b>Sous Total compte 441</b>	<b>1 334,00</b>						<b>1 334,00</b>		<b>1 334,00</b>	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			31 478,15	31 478,15			31 478,15	31 478,15		0,00
<b>442</b>	<b>Sous Total compte 442</b>			<b>31 478,15</b>	<b>31 478,15</b>			<b>31 478,15</b>	<b>31 478,15</b>		<b>0,00</b>
44311	Opér particul avec Etat dépenses		181 974,00	773 376,00	591 402,00			773 376,00	773 376,00		0,00
44312	Opér particul avec Etat recettes amiable			43 040,00	43 040,00			43 040,00	43 040,00		0,00
<b>4431</b>	<b>Sous Total compte 4431</b>		<b>181 974,00</b>	<b>816 416,00</b>	<b>634 442,00</b>			<b>816 416,00</b>	<b>816 416,00</b>		<b>0,00</b>
44341	Opér part av Etat communes dépenses		185 732,77	233 442,36	267 460,66			233 442,36	453 193,43		219 751,07
44342	Opér part av Etat Ches recettes amiable	125 797,82		139 675,85	125 797,82			265 473,67	125 797,82	139 675,85	
44346	Op particul avec Ches rec contentieux			11 310,60	11 310,60			11 310,60	11 310,60		0,00
<b>4434</b>	<b>Sous Total compte 4434</b>	<b>125 797,82</b>	<b>185 732,77</b>	<b>384 428,81</b>	<b>404 569,08</b>			<b>510 226,63</b>	<b>590 301,85</b>		<b>80 075,22</b>
44351	Opér particul grp dépenses		57 880,24	1 311 263,82	1 280 081,92			1 311 263,82	1 337 962,16		26 698,34
44352	Opér particul avec grp recettes amiable			724 935,11				724 935,11		724 935,11	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4435	Sous Total compte 4435		57 880,24	2 036 198,93	1 280 081,92			2 036 198,93	1 337 962,16	698 236,77	
44381	Aut serv organ pub - dépenses			1 295 278,22	1 295 278,22			1 295 278,22	1 295 278,22		0,00
44382	Aut serv organ pub - recette amiable			404 838,80	404 838,80			404 838,80	404 838,80		0,00
4438	Sous Total compte 4438			1 700 117,02	1 700 117,02			1 700 117,02	1 700 117,02		0,00
443	Sous Total compte 443	125 797,82	425 587,01	4 937 160,76	4 019 210,02			5 062 958,58	4 444 797,03	618 161,55	
44566	TVA déduct sur autres biens et services	9 727,70		71 429,34	9 728,00			81 157,04	9 728,00	71 429,04	
4456	Sous Total compte 4456	9 727,70		71 429,34	9 728,00			81 157,04	9 728,00	71 429,04	
44571	Etat - TVA collectée		9 727,70	9 728,00	71 429,34			9 728,00	81 157,04		71 429,04
4457	Sous Total compte 4457		9 727,70	9 728,00	71 429,34			9 728,00	81 157,04		71 429,04
445	Sous Total compte 445	9 727,70	9 727,70	81 157,34	81 157,34			90 885,04	90 885,04		0,00
447	Autres impôts taxes verSEMENTS assimilés			3 932,01	3 932,01			3 932,01	3 932,01		0,00
4486	Autres charges à payer				19 575,46				19 575,46		19 575,46
448	Sous Total compte 448				19 575,46				19 575,46		19 575,46

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
<b>44</b>	<b>Sous Total compte 44</b>	<b>136 859,52</b>	<b>435 314,71</b>	<b>5 053 728,26</b>	<b>4 155 352,98</b>			<b>5 190 587,78</b>	<b>4 590 667,69</b>	<b>599 920,09</b>	
4511	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann		75 710,24	44 864,56	30 524,18			44 864,56	106 234,42		61 369,86
4512	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann		700 098,34	8 253 421,12	7 848 495,56			8 253 421,12	8 548 593,90		295 172,78
4514	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann		689 530,71	304 557,45	429 984,75			304 557,45	1 119 515,46		814 958,01
<b>451</b>	<b>Sous Total compte 451</b>		<b>1 465 339,29</b>	<b>8 602 843,13</b>	<b>8 309 004,49</b>			<b>8 602 843,13</b>	<b>9 774 343,78</b>		<b>1 171 500,65</b>
<b>45</b>	<b>Sous Total compte 45</b>		<b>1 465 339,29</b>	<b>8 602 843,13</b>	<b>8 309 004,49</b>			<b>8 602 843,13</b>	<b>9 774 343,78</b>		<b>1 171 500,65</b>
466	Excédit de verSEment			854,00	854,00			854,00	854,00		0,00
46711	Autres comptes créditeurs			706 131,57	706 131,57			706 131,57	706 131,57		0,00
<b>4671</b>	<b>Sous Total compte 4671</b>			<b>706 131,57</b>	<b>706 131,57</b>			<b>706 131,57</b>	<b>706 131,57</b>		<b>0,00</b>
46721	Débiteurs divers - amiable	1 051,02		305,40	1 356,42			1 356,42	1 356,42		0,00
46726	Débiteurs divers - contentieux	531,01		208,27				739,28		739,28	
<b>4672</b>	<b>Sous Total compte 4672</b>	<b>1 582,03</b>		<b>513,67</b>	<b>1 356,42</b>			<b>2 095,70</b>	<b>1 356,42</b>	<b>739,28</b>	
4675	Mandataires operations delegues recette			25,03	57,30			25,03	57,30		32,27

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
467	Sous Total compte 467	1 582,03		706 670,27	707 545,29			708 252,30	707 545,29	707,01	
46	Sous Total compte 46	1 582,03		707 524,27	708 399,29			709 106,30	708 399,29	707,01	
4711	Verst des régisseurs			128 941,69	128 927,35			128 941,69	128 927,35	14,34	
4712	Viremts réimputés			768,00	768,00			768,00	768,00		0,00
47131	Raet : verst contrib directes		233 446,00	10 416 906,00	10 657 369,00			10 416 906,00	10 890 815,00		473 909,00
47132	Raet : verst dgf			234 385,00	234 385,00			234 385,00	234 385,00		0,00
47134	Raet : subv			87 752,00	87 752,00			87 752,00	87 752,00		0,00
47138	Raet : autres		952,79	1 898 927,06	1 903 415,33			1 898 927,06	1 904 368,12		5 441,06
4713	Sous Total compte 4713		234 398,79	12 637 970,06	12 882 921,33			12 637 970,06	13 117 320,12		479 350,06
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		80,00	764,00	684,00			764,00	764,00		0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		45,00	517 405,46	517 440,46			517 405,46	517 485,46		80,00
47141	Sous Total compte 47141		125,00	518 169,46	518 124,46			518 169,46	518 249,46		80,00
4714	Sous Total compte 4714		125,00	518 169,46	518 124,46			518 169,46	518 249,46		80,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4718	Autres recettes à régulariser		276,11	5 103,30	4 827,19			5 103,30	5 103,30		0,00
<b>471</b>	<b>Sous Total compte 471</b>		<b>234 799,90</b>	<b>13 290 952,51</b>	<b>13 535 568,33</b>			<b>13 290 952,51</b>	<b>13 770 368,23</b>		<b>479 415,72</b>
47211	Remboursements d'annuités d'emprunts	276,00		258 652,37	258 928,37			258 928,37	258 928,37		0,00
47218	Autres dépenses		70,69	47 279,97	47 209,28			47 279,97	47 279,97		0,00
<b>4721</b>	<b>Sous Total compte 4721</b>	<b>276,00</b>	<b>70,69</b>	<b>305 932,34</b>	<b>306 137,65</b>			<b>306 208,34</b>	<b>306 208,34</b>		<b>0,00</b>
4728	Autres dépenses à régulariser	310 129,53		5 613 872,92	5 924 002,45			5 924 002,45	5 924 002,45		0,00
<b>472</b>	<b>Sous Total compte 472</b>	<b>310 405,53</b>	<b>70,69</b>	<b>5 919 805,26</b>	<b>6 230 140,10</b>			<b>6 230 210,79</b>	<b>6 230 210,79</b>		<b>0,00</b>
<b>47</b>	<b>Sous Total compte 47</b>	<b>310 405,53</b>	<b>234 870,59</b>	<b>19 210 757,77</b>	<b>19 765 708,43</b>			<b>19 521 163,30</b>	<b>20 000 579,02</b>		<b>479 415,72</b>
4911	Prov dépréciat comptes redevables (nb)				3 531,10				3 531,10		3 531,10
<b>491</b>	<b>Sous Total compte 491</b>				<b>3 531,10</b>				<b>3 531,10</b>		<b>3 531,10</b>
4961	Prov dépréciat cptes débiteurs div (nb)				80,00				80,00		80,00
<b>496</b>	<b>Sous Total compte 496</b>				<b>80,00</b>				<b>80,00</b>		<b>80,00</b>
<b>49</b>	<b>Sous Total compte 49</b>				<b>3 611,10</b>				<b>3 611,10</b>		<b>3 611,10</b>

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	<b>Total classe 4</b>	<b>534 359,75</b>	<b>2 161 937,13</b>	<b>36 093 448,68</b>	<b>35 496 803,81</b>			<b>36 627 808,43</b>	<b>37 658 740,94</b>	<b>992 665,55</b>	<b>2 023 598,06</b>
515	Compte au trésor	7 447 967,77		14 388 337,10	13 656 104,76			21 836 304,87	13 656 104,76	8 180 200,11	
51	<b>Sous Total compte 51</b>	<b>7 447 967,77</b>		<b>14 388 337,10</b>	<b>13 656 104,76</b>			<b>21 836 304,87</b>	<b>13 656 104,76</b>	<b>8 180 200,11</b>	
580	Opérations d'ordre budgétaires			945 933,83	945 933,83			945 933,83	945 933,83		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt	160,00		23 125,00	23 285,00			23 285,00	23 285,00		0,00
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés			6 814 256,10	6 814 256,10			6 814 256,10	6 814 256,10		0,00
5872	Compte pivot - admission en non valeur			57,00	57,00			57,00	57,00		0,00
587	<b>Sous Total compte 587</b>			<b>57,00</b>	<b>57,00</b>			<b>57,00</b>	<b>57,00</b>		<b>0,00</b>
58	<b>Sous Total compte 58</b>	<b>160,00</b>		<b>7 783 371,93</b>	<b>7 783 531,93</b>			<b>7 783 531,93</b>	<b>7 783 531,93</b>		<b>0,00</b>
	<b>Total classe 5</b>	<b>7 448 127,77</b>		<b>22 171 709,03</b>	<b>21 439 636,69</b>			<b>29 619 836,80</b>	<b>21 439 636,69</b>	<b>8 180 200,11</b>	
6015	Achts stkés terr à aménager					357 145,20		357 145,20		357 145,20	
601	<b>Sous Total compte 601</b>					<b>357 145,20</b>		<b>357 145,20</b>		<b>357 145,20</b>	
60221	Achts stkés fournit conso comb carbu					89,93	89,93	89,93	89,93		0,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6022	Sous Total compte 6022					89,93	89,93	89,93	89,93		0,00
602	Sous Total compte 602					89,93	89,93	89,93	89,93		0,00
60611	Achts non stkés fournit eau-assainist					541,60		541,60		541,60	
60612	Achts non stkés fournit énergie élect					27 297,45		27 297,45		27 297,45	
6061	Sous Total compte 6061					27 839,05		27 839,05		27 839,05	
60622	Achts non stkés carburants					956,81		956,81		956,81	
60623	Achts non stkés d'aliment					2 031,98		2 031,98		2 031,98	
60628	Achts autres fournit non stkées					250,00		250,00		250,00	
6062	Sous Total compte 6062					3 238,79		3 238,79		3 238,79	
60631	Achts non stkés fournit entretien					974,83		974,83		974,83	
60632	Achts non stkés fournit petit équipt					6 591,93	3 540,00	6 591,93	3 540,00	3 051,93	
60636	Achts non stkés vêtements travail					273,60		273,60		273,60	
6063	Sous Total compte 6063					7 840,36	3 540,00	7 840,36	3 540,00	4 300,36	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6064	Achts non stkés fournit admin					5 803,27		5 803,27		5 803,27	
<b>606</b>	<b>Sous Total compte 606</b>					<b>44 721,47</b>	<b>3 540,00</b>	<b>44 721,47</b>	<b>3 540,00</b>	<b>41 181,47</b>	
<b>60</b>	<b>Sous Total compte 60</b>					<b>401 956,60</b>	<b>3 629,93</b>	<b>401 956,60</b>	<b>3 629,93</b>	<b>398 326,67</b>	
611	Contrats prestations de services					96 847,03		96 847,03		96 847,03	
6132	Locations immobilières					46 389,20		46 389,20		46 389,20	
6135	Locations mobilières					14 896,14		14 896,14		14 896,14	
<b>613</b>	<b>Sous Total compte 613</b>					<b>61 285,34</b>		<b>61 285,34</b>		<b>61 285,34</b>	
615221	Bâtiments publics					9 722,84		9 722,84		9 722,84	
<b>61522</b>	<b>Sous Total compte 61522</b>					<b>9 722,84</b>		<b>9 722,84</b>		<b>9 722,84</b>	
615232	Réseaux					250,80		250,80		250,80	
<b>61523</b>	<b>Sous Total compte 61523</b>					<b>250,80</b>		<b>250,80</b>		<b>250,80</b>	
<b>6152</b>	<b>Sous Total compte 6152</b>					<b>9 973,64</b>		<b>9 973,64</b>		<b>9 973,64</b>	
61551	Entretien réparations matériel roulant					392,10		392,10		392,10	



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61558	Entretien réparations autres mobiliers					1 152,00		1 152,00		1 152,00	
<b>6155</b>	<b>Sous Total compte 6155</b>					<b>1 544,10</b>		<b>1 544,10</b>		<b>1 544,10</b>	
6156	Maintenance					32 423,43		32 423,43		32 423,43	
<b>615</b>	<b>Sous Total compte 615</b>					<b>43 941,17</b>		<b>43 941,17</b>		<b>43 941,17</b>	
6161	Multirisques					21 276,95		21 276,95		21 276,95	
6168	Autres					553,81		553,81		553,81	
<b>616</b>	<b>Sous Total compte 616</b>					<b>21 830,76</b>		<b>21 830,76</b>		<b>21 830,76</b>	
617	Etudes et recherches					171 795,00		171 795,00		171 795,00	
6182	Divers doc générale et technique					28 914,14		28 914,14		28 914,14	
6184	Divers verst à organismes formation					5 490,54		5 490,54		5 490,54	
6188	Autres frais divers					13 454,95		13 454,95		13 454,95	
<b>618</b>	<b>Sous Total compte 618</b>					<b>47 859,63</b>		<b>47 859,63</b>		<b>47 859,63</b>	
<b>61</b>	<b>Sous Total compte 61</b>					<b>443 558,93</b>		<b>443 558,93</b>		<b>443 558,93</b>	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6217	Persel affecté par Cnes membres GFP					6 929,88		6 929,88		6 929,88	
<b>621</b>	<b>Sous Total compte 621</b>					<b>6 929,88</b>		<b>6 929,88</b>		<b>6 929,88</b>	
6226	Rému intermédi honoraires					8 335,20	5 790,00	8 335,20	5 790,00	2 545,20	
<b>622</b>	<b>Sous Total compte 622</b>					<b>8 335,20</b>	<b>5 790,00</b>	<b>8 335,20</b>	<b>5 790,00</b>	<b>2 545,20</b>	
6231	Pub public relat publ annonces insert					866,82		866,82		866,82	
6232	Pub public relat publ fêtes cérémonies					1 349,44		1 349,44		1 349,44	
6233	Pub public relat publ foires expositions					1 834,00		1 834,00		1 834,00	
6236	Pub public relat publ catalog imprimés					19 198,90		19 198,90		19 198,90	
6237	Pub public relat publ publications					225,60		225,60		225,60	
6238	Pub public relat publ divers					720,00		720,00		720,00	
<b>623</b>	<b>Sous Total compte 623</b>					<b>24 194,76</b>		<b>24 194,76</b>		<b>24 194,76</b>	
6248	Transports-divers					137,48		137,48		137,48	
<b>624</b>	<b>Sous Total compte 624</b>					<b>137,48</b>		<b>137,48</b>		<b>137,48</b>	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6251	Déplacts missions récep - voyage déplcts					2 879,77		2 879,77		2 879,77	
6256	Déplacts missions récep - missions					227,50		227,50		227,50	
6257	Déplacts missions récep - réceptions					4 881,26		4 881,26		4 881,26	
<b>625</b>	<b>Sous Total compte 625</b>					<b>7 988,53</b>		<b>7 988,53</b>		<b>7 988,53</b>	
6261	Frais d'affranchissement					5 476,82		5 476,82		5 476,82	
6262	Frais de télécommunication					19 452,03		19 452,03		19 452,03	
<b>626</b>	<b>Sous Total compte 626</b>					<b>24 928,85</b>		<b>24 928,85</b>		<b>24 928,85</b>	
627	Aut serv extér servi bancaires assimil					594,79	420,00	594,79	420,00	174,79	
6281	Aut serv extér concours divers					7 864,18		7 864,18		7 864,18	
6282	Frais gardien églises forêts bois com					1 988,40		1 988,40		1 988,40	
6283	Aut serv extér frais de nettoyage locaux					19 844,25		19 844,25		19 844,25	
62875	Rembst frais aux Cnes membres GFP					232 665,24	2 173,79	232 665,24	2 173,79	230 491,45	
62878	Rembst frais à autres organismes					14 856,67		14 856,67		14 856,67	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6287	Sous Total compte 6287					247 521,91	2 173,79	247 521,91	2 173,79	245 348,12	
628	Sous Total compte 628					277 218,74	2 173,79	277 218,74	2 173,79	275 044,95	
62	Sous Total compte 62					350 328,23	8 383,79	350 328,23	8 383,79	341 944,44	
6332	Cotisations versées au FNAL					825,40		825,40		825,40	
6336	Cotis. centre national - centres gestion					14 874,22		14 874,22		14 874,22	
633	Sous Total compte 633					15 699,62		15 699,62		15 699,62	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					67,76		67,76		67,76	
635	Sous Total compte 635					67,76		67,76		67,76	
63	Sous Total compte 63					15 767,38		15 767,38		15 767,38	
64111	Persl titulaire_rémun principale					523 011,12		523 011,12		523 011,12	
64112	Persl titulai_r_NBI supplt fami indem rés					19 207,05		19 207,05		19 207,05	
64118	Personnel titulaire - autres indemnités					196 940,82		196 940,82		196 940,82	
6411	Sous Total compte 6411					739 158,99		739 158,99		739 158,99	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64131	Persel non titulaire - rémunération					199 144,09		199 144,09		199 144,09	
<b>6413</b>	<b>Sous Total compte 6413</b>					<b>199 144,09</b>		<b>199 144,09</b>		<b>199 144,09</b>	
6417	Persel non titulaire rémun apprentis					10 181,28		10 181,28		10 181,28	
6419	Rembst rémunérations du persel					3 457,46	27 101,57	3 457,46	27 101,57		23 644,11
<b>641</b>	<b>Sous Total compte 641</b>					<b>951 941,82</b>	<b>27 101,57</b>	<b>951 941,82</b>	<b>27 101,57</b>	<b>924 840,25</b>	
6451	Charges sécu cotisations URSSAF					177 147,71		177 147,71		177 147,71	
6453	Cotisations aux caisses de retraites					180 593,72		180 593,72		180 593,72	
6454	Charges sécu cotisations ASSEDIC					8 065,29		8 065,29		8 065,29	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					37 215,69		37 215,69		37 215,69	
6456	Charges sécu verst FNC et SF					406,00		406,00		406,00	
6458	Charges sécu prévoyance cotisations					7 342,28		7 342,28		7 342,28	
<b>645</b>	<b>Sous Total compte 645</b>					<b>410 770,69</b>		<b>410 770,69</b>		<b>410 770,69</b>	
6475	Autres charges sociales médecine travail					1 650,00		1 650,00		1 650,00	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6478	Autres charges sociales diverses					1 878,00		1 878,00		1 878,00	
<b>647</b>	<b>Sous Total compte 647</b>					<b>3 528,00</b>		<b>3 528,00</b>		<b>3 528,00</b>	
<b>64</b>	<b>Sous Total compte 64</b>					<b>1 366 240,51</b>	<b>27 101,57</b>	<b>1 366 240,51</b>	<b>27 101,57</b>	<b>1 339 138,94</b>	
6512	Droits d'utilisation - Informatique en n					4 730,66		4 730,66		4 730,66	
<b>651</b>	<b>Sous Total compte 651</b>					<b>4 730,66</b>		<b>4 730,66</b>		<b>4 730,66</b>	
6531	Indemnités maires adjoints conseillers					114 181,50		114 181,50		114 181,50	
6533	Cotisations retraite maire adjts conseil					6 513,32		6 513,32		6 513,32	
6535	Frais formation maires adjts conseil					126,00		126,00		126,00	
<b>653</b>	<b>Sous Total compte 653</b>					<b>120 820,82</b>		<b>120 820,82</b>		<b>120 820,82</b>	
6541	Créances admises en non-valeur					57,00		57,00		57,00	
6542	Créances éteintes					16 538,10		16 538,10		16 538,10	
<b>654</b>	<b>Sous Total compte 654</b>					<b>16 595,10</b>		<b>16 595,10</b>		<b>16 595,10</b>	
65548	Autres contributions					112 375,44		112 375,44		112 375,44	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6554	Sous Total compte 6554					112 375,44		112 375,44		112 375,44	
655	Sous Total compte 655					112 375,44		112 375,44		112 375,44	
657363	Subv fonct vers étab serv ratt car admi					1 295 278,22		1 295 278,22		1 295 278,22	
65736	Sous Total compte 65736					1 295 278,22		1 295 278,22		1 295 278,22	
6573	Sous Total compte 6573					1 295 278,22		1 295 278,22		1 295 278,22	
6574	Subv fonct assoc et pers droit privé					653 029,60		653 029,60		653 029,60	
657	Sous Total compte 657					1 948 307,82		1 948 307,82		1 948 307,82	
65888	Autres					502,61		502,61		502,61	
6588	Sous Total compte 6588					502,61		502,61		502,61	
658	Sous Total compte 658					502,61		502,61		502,61	
65	Sous Total compte 65					2 203 332,45		2 203 332,45		2 203 332,45	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					23 435,25		23 435,25		23 435,25	
66112	Intérêts - rattachement des icne					10 416,97	11 785,52	10 416,97	11 785,52		1 368,55

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6611	Sous Total compte 6611					33 852,22	11 785,52	33 852,22	11 785,52	22 066,70	
661	Sous Total compte 661					33 852,22	11 785,52	33 852,22	11 785,52	22 066,70	
66	Sous Total compte 66					33 852,22	11 785,52	33 852,22	11 785,52	22 066,70	
673	Charges except titres annulés					1 195,20		1 195,20		1 195,20	
67	Sous Total compte 67					1 195,20		1 195,20		1 195,20	
6811	DA - immob					231 331,97		231 331,97		231 331,97	
6817	Dp dépréciat actifs circulants					3 611,10		3 611,10		3 611,10	
681	Sous Total compte 681					234 943,07		234 943,07		234 943,07	
68	Sous Total compte 68					234 943,07		234 943,07		234 943,07	
	<b>Total classe 6</b>					<b>5 051 174,59</b>	<b>50 900,81</b>	<b>5 051 174,59</b>	<b>50 900,81</b>	<b>5 025 286,44</b>	<b>25 012,66</b>
7015	Ventes de terrains aménagés						357 145,20		357 145,20		357 145,20
701	Sous Total compte 701						357 145,20		357 145,20		357 145,20
70841	Mise à dispo persel aux BA						404 838,80		404 838,80		404 838,80



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7084	Sous Total compte 7084						404 838,80		404 838,80		404 838,80
70875	Aut prod rembst frais coll membres GFP						139 675,85		139 675,85		139 675,85
7087	Sous Total compte 7087						139 675,85		139 675,85		139 675,85
708	Sous Total compte 708						544 514,65		544 514,65		544 514,65
70	Sous Total compte 70						901 659,85		901 659,85		901 659,85
71355	Variat stcks de terrains aménagés					357 145,20	357 145,20	357 145,20	357 145,20		0,00
7135	Sous Total compte 7135					357 145,20	357 145,20	357 145,20	357 145,20		0,00
713	Sous Total compte 713					357 145,20	357 145,20	357 145,20	357 145,20		0,00
71	Sous Total compte 71					357 145,20	357 145,20	357 145,20	357 145,20		0,00
73111	Impôts directs locaux					442 576,00	5 444 287,00	442 576,00	5 444 287,00		5 001 711,00
73114	Imposition Forfait Entreprises Réseau						12 240,00		12 240,00		12 240,00
7311	Sous Total compte 7311					442 576,00	5 456 527,00	442 576,00	5 456 527,00		5 013 951,00
7318	Impôts locaux - autres impôts ou assimil						43 305,00		43 305,00		43 305,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
731	Sous Total compte 731					442 576,00	5 499 832,00	442 576,00	5 499 832,00		5 057 256,00
73216	Reversements conventionnels de fiscalité						845 177,00		845 177,00		845 177,00
7321	Sous Total compte 7321						845 177,00		845 177,00		845 177,00
732	Sous Total compte 732						845 177,00		845 177,00		845 177,00
7362	Taxes de séjour					684,00	272 425,36	684,00	272 425,36		271 741,36
736	Sous Total compte 736					684,00	272 425,36	684,00	272 425,36		271 741,36
7382	Fraction de TVA						166 311,00		166 311,00		166 311,00
738	Sous Total compte 738						166 311,00		166 311,00		166 311,00
7391178	Autres restitutions dégrt contrib direct					75 266,00		75 266,00		75 266,00	
739117	Sous Total compte 739117					75 266,00		75 266,00		75 266,00	
73911	Sous Total compte 73911					75 266,00		75 266,00		75 266,00	
73916	Prélèvements au titre de la contribution					32 941,00		32 941,00		32 941,00	
7391	Sous Total compte 7391					108 207,00		108 207,00		108 207,00	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
739223	Fonds de péréquation des ress com interc					516 136,00		516 136,00		516 136,00	
73922	<b>Sous Total compte 73922</b>					516 136,00		516 136,00		516 136,00	
7392	<b>Sous Total compte 7392</b>					516 136,00		516 136,00		516 136,00	
7398	Reverst restitutions prélevt divers					21 998,34		21 998,34		21 998,34	
739	<b>Sous Total compte 739</b>					646 341,34		646 341,34		646 341,34	
73	<b>Sous Total compte 73</b>					1 089 601,34	6 783 745,36	1 089 601,34	6 783 745,36		5 694 144,02
74124	Dot intercommunali						234 385,00		234 385,00		234 385,00
7412	<b>Sous Total compte 7412</b>						234 385,00		234 385,00		234 385,00
741	<b>Sous Total compte 741</b>						234 385,00		234 385,00		234 385,00
744	FCTVA						950,93		950,93		950,93
74718	Autres participations Etat						51 500,00		51 500,00		51 500,00
7471	<b>Sous Total compte 7471</b>						51 500,00		51 500,00		51 500,00
7478	Participations - autres organismes						2 597,52		2 597,52		2 597,52

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
747	Sous Total compte 747						54 097,52		54 097,52		54 097,52
74833	Etat						253 685,00		253 685,00		253 685,00
74834	Compensation de la CET (CVAE CFE)						302 992,00		302 992,00		302 992,00
74834	Compens au titre exonérat tax foncieres						302 992,00		302 992,00		302 992,00
7483	Sous Total compte 7483						556 677,00		556 677,00		556 677,00
748	Sous Total compte 748						556 677,00		556 677,00		556 677,00
74	Sous Total compte 74						846 110,45		846 110,45		846 110,45
7588	Autres produits divers de gestion couran						1,15		1,15		1,15
758	Sous Total compte 758						1,15		1,15		1,15
75	Sous Total compte 75						1,15		1,15		1,15
7711	Dédits et pénalités percus						125,54		125,54		125,54
771	Sous Total compte 771						125,54		125,54		125,54
77	Sous Total compte 77						125,54		125,54		125,54
7811	Reprises amort immob incorp et corp						311,46		311,46		311,46

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
781	Sous Total compte 781						311,46		311,46		311,46
78	Sous Total compte 78						311,46		311,46		311,46
	Total classe 7					1 446 746,54	8 889 099,01	1 446 746,54	8 889 099,01	646 341,34	8 088 693,81
	Total général	15 321 741,89	15 321 741,89	64 477 963,58	59 722 790,66	8 367 674,50	13 122 847,42	88 167 379,97	88 167 379,97	23 385 990,11	23 385 990,11

**Balance des valeurs inactives**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Exercice 2023

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé Nature des valeurs inactives	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861								
Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862								
Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863								
Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

## Page des signatures

40700 - CC DROME SUD PROVENCE

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

**MARCHAND Didier (1013369193-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **CC DROME SUD PROVENCE** pendant l'année **2023** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

**SOREDA Regis (1013824204-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A **DDFiP DE LA DROME**, le **07/03/2024**

A **PIERRELATTE**, le **08/03/2024**

A , le

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 - 028

Compétence communautaire : FINANCES

**OBJET : COMPTE DE GESTION 2023 - BUDGET ANNEXE DECHETS  
MENAGERS**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 36

Suffrages exprimés : 45

**Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

**Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Alain GALLU donne procuration à Monsieur Jean-Pierre PLANEL  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD



Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absentes :**

Mesdames Béatrice MARTIN et Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 36 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12 et L.2121-31,

**Vu** l'avis de la Commission des Finances réunie le 26 Mars 2024,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 Mars 2024,

Le Compte de Gestion de l'exercice budgétaire 2023 du Budget Annexe Déchets Ménagers, établi par Monsieur le Trésorier, et retraçant le résultat de clôture de l'exercice budgétaire 2023, présente les résultats de clôture suivants :

- En section de fonctionnement, un résultat d'exercice de - 198 837,88 €
- En section d'investissement, un résultat d'exercice de 141 737,13 €

Les résultats de ce compte de gestion sont parfaitement concordants avec ceux du compte administratif,

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE DECLARER** que le compte de gestion du budget annexe déchets ménagers dressé, pour l'exercice 2023, par Monsieur le Trésorier, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer toutes pièces se rapportant à l'affaire.

**DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **DECLARE** que le compte de gestion du budget annexe déchets ménagers dressé, pour l'exercice 2023, par Monsieur le Trésorier, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,

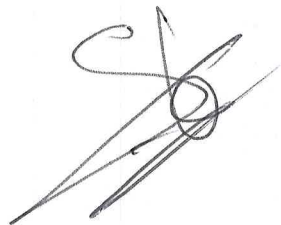
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer toutes pièces se rapportant à l'affaire.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

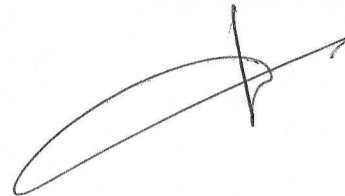
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024028-BF



CCDSP-OM  
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION  
EXERCICE 2023

PRÉSENTÉ À  
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)  
M Régis SOREDA

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION  
DU 01/01/2023 AU 05/03/2024

Population 41590  
Nomenclature M14 sup egal 10000h  
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale .....	3
<a href="#">1 Bilan synthétique .....</a>	<a href="#">Etat I-1 4</a>
2 Bilan .....	Etat I-2 5
<a href="#">2.1 Bilan Actif</a>	
<a href="#">2.2 Bilan Passif</a>	
<a href="#">3 Compte de résultat synthétique .....</a>	<a href="#">Etat I-3 13</a>
<a href="#">4 Compte de résultat .....</a>	<a href="#">Etat I-4 14</a>
5 Annexe .....	18
<a href="#">Etats des opérations pour compte de tiers .....</a>	<a href="#">Etat I-5 19</a>
2EME PARTIE : Exécution budgétaire .....	21
<a href="#">1 Résultats budgétaires de l'exercice .....</a>	<a href="#">Etat II-1 22</a>
<a href="#">2 Résultats d'exécution .....</a>	<a href="#">Etat II-2 23</a>
<a href="#">3 Etat de consommation des crédits .....</a>	<a href="#">Etat II-3 26</a>
<a href="#">4 Etat de réalisation des opérations .....</a>	<a href="#">Etat II-4 30</a>
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs .....	36
<a href="#">1 Balance des comptes .....</a>	<a href="#">Etat III-1 37</a>
<a href="#">2 Situation des valeurs inactives .....</a>	<a href="#">Etat III-2 58</a>
4EME PARTIE : Page des signatures .....	59

## Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

40701 - CCDSP-OM

ACTIF NET <sup>(1)</sup>	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
<b>Immobilisations incorporelles (nettes)</b>	<b>0,54</b>	Dotations	
Terrains	7,85	Fonds Globalisés	269,02
Constructions	153,63	Réserves	781,38
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	-113,72
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	460,12
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	-198,84
Autres immobilisations corporelles	1 110,38	Subventions transférables	617,47
<b>Total immobilisations corporelles (nettes)</b>	<b>1 271,86</b>	Subventions non transférables	
<b>Immobilisations financières</b>		Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 272,40</b>	Autres fonds propres	
Stocks		<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>1 815,43</b>
Créances	389,04	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	
Valeurs mobilières de placement		<b>Dettes financières à long terme</b>	
Disponibilités		Fournisseurs <sup>(2)</sup>	235,94
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	62,09
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>389,04</b>	<b>Total dettes à court terme</b>	<b>298,03</b>
<b>Comptes de régularisations</b>		<b>TOTAL DETTES</b>	<b>298,03</b>
		<b>Comptes de régularisations</b>	<b>-452,03</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 661,43</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 661,43</b>

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2024

**BILAN (en Euros)**

40701 - CCDSP-OM

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées				
	Autres immobilisations incorporelles	1 573,80	1 036,20	537,60	216,00
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété	9 240,00	1 386,00	7 854,00	8 316,00
	Constructions en toute propriété	32 851,60	19 337,17	13 514,43	18 083,15
	Construction sur sol autrui en tte prop	5 894,92	1 178,00	4 716,92	5 305,92
	Réseaux installations voirie rés divers	226,80	226,80		
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	1 661 905,50	551 526,76	1 110 378,74	864 450,31
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immo affect à service non personnalisé				
	Immo en concess afferm à dispo immo aff				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo	166 645,02	31 248,00	135 397,02	152 059,02
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Réseaux installations voirie rés divers				
Collections et oeuvres d'art					
Autres immobilisations corporelles					
MONTANT A REPORTER	1 878 337,64	605 938,93	1 272 398,71	1 048 430,40	

**BILAN (en Euros)**

40701 - CCDSP-OM

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT	1 878 337,64	605 938,93	1 272 398,71	1 048 430,40
	Terrains recus au titre d'affectation				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construc sol d'autrui au titre affectat				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Avances en garanties d'emprunt				
Autres créances					
<b>ACTIF IMMOBILISE TOTAL I</b>		<b>1 878 337,64</b>	<b>605 938,93</b>	<b>1 272 398,71</b>	<b>1 048 430,40</b>

**BILAN (en Euros)**

40701 - CCDSP-OM

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Terrains				
	Production autre que terrains				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés	80 879,09	4,50	80 874,59	2 559,60
	Créanc irrécouv adm par juge des cptes				
	Créances sur l'Etat et collec publiques	2 417,32		2 417,32	9 149,00
	Créances sur BA CCAS et CDE rattachées	295 172,78		295 172,78	700 098,34
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances	10 571,50		10 571,50	
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités				
	Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance					
<b>ACTIF CIRCULANT TOTAL II</b>		<b>389 040,69</b>	<b>4,50</b>	<b>389 036,19</b>	<b>711 806,94</b>



**BILAN (en Euros)**

40701 - CCDSP-OM

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARISATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer ou à régulariser				70,80
	Ecart de conversion - Actif				
	<b>COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III</b>				<b>70,80</b>
	<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>2 267 378,33</b>	<b>605 943,43</b>	<b>1 661 434,90</b>	<b>1 760 308,14</b>

**BILAN (en Euros)**

40701 - CCDSP-OM

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		-96 922,43
	Affectation par collec de rattachement		
	Réserves	781 376,45	781 376,45
	Neutra amortis subv equip versees		
	Report à nouveau	460 123,28	931 547,01
	Résultat de l'exercice	-198 837,88	-471 423,73
	Subventions transférables	617 471,92	273 093,84
	Différences sur réalisations d'immob	-113 721,96	-16 799,53
	Fonds globalisés	269 018,51	247 691,15
	Subventions non transférables		
Droits de l'affectant			
<b>FONDS PROPRES TOTAL I</b>	<b>1 815 430,32</b>	<b>1 648 562,76</b>	



# BILAN (en Euros)

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	<b>PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II</b>		



**BILAN (en Euros)**

40701 - CCDSP-OM

<b>PASSIF</b>		<b>Exercice 2023</b>	<b>Exercice 2022</b>
<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	235 942,78	491 802,60
	Dettes fiscales et sociales		20 303,22
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	38 577,70	17 711,56
	Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes	23 513,10	1 200,00
	Fournisseurs d'immobilisations		
Produits constatés d'avance			
<b>DETTES TOTAL III</b>	<b>298 033,58</b>	<b>531 017,38</b>	

**BILAN (en Euros)**

40701 - CCDSP-OM

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
COMPTES DE REGULARISATION	Recettes à classer ou à régulariser	-452 029,00	-419 272,00
	Ecart de conversion - Passif		
	<b>COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV</b>	<b>-452 029,00</b>	<b>-419 272,00</b>
	<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV)</b>	<b>1 661 434,90</b>	<b>1 760 308,14</b>

**Compte de Résultat Synthétique**

En Milliers d'Euros

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Impôts et taxes perçus	5 320,79	4 965,04
Dotations et subventions reçues	1 297,31	457,30
Produits des services	366,45	537,48
Autres produits	480,05	660,37
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	7 464,61	6 620,19
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	3 232,72	3 151,34
Participations et interventions	4 280,50	3 806,80
Dotations aux amortissements et provisions	154,70	149,34
Autres charges	1,16	1,68
Charges courantes non financières	7 669,08	7 109,17
<b>RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>-204,47</b>	<b>-488,98</b>
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
<b>RESULTAT COURANT FINANCIER</b>		
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>-204,47</b>	<b>-488,98</b>
Produits exceptionnels	47,14	17,55
Charges exceptionnelles	41,51	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>5,63</b>	<b>17,55</b>
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>-198,84</b>	<b>-471,42</b>

**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40701 - CCDSP-OM

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS</b>		
Impôts locaux	858,00	
Autres impôts et taxes	5 319 936,00	4 965 035,00
Produits services, domaine et ventes div	366 454,11	537 480,26
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprise sur amortissements et provisions	19,00	
Transferts de charges		
Autres produits	480 035,40	660 372,25
Dotations de l'Etat	2 031,62	756,90
Subventions et participations	1 295 278,22	456 546,00
Autres attributions (péréquat, compensa)		
<b>TOTAL I</b>	<b>7 464 612,35</b>	<b>6 620 190,41</b>
<b>CHARGES COURANTES NON FINANCIERES</b>		
Traitements et salaires		
Charges sociales		
Achats et charges externes	3 232 715,39	3 151 341,27
Impôts et taxes	83,00	77,00
Dotations amortissements des immob	154 698,46	149 322,46
Dot amort sur charges à répartir		

**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40701 - CCDSP-OM

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Dotations aux provisions	4,50	19,00
Autres charges	1 080,00	1 605,00
Contingents et participations	4 063 011,40	3 806 802,89
Subventions	217 486,63	
<b>TOTAL II</b>	<b>7 669 079,38</b>	<b>7 109 167,62</b>
<b>A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)</b>	<b>-204 467,03</b>	<b>-488 977,21</b>
<b>PRODUITS COURANTS FINANCIERS</b>		
Valeurs mob et créances de l'actif immo		
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
<b>TOTAL III</b>		
<b>CHARGES COURANTES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
<b>TOTAL IV</b>		



**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40701 - CCDSP-OM

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)</b>		
<b>A + B - RESULTAT COURANT</b>	<b>-204 467,03</b>	<b>-488 977,21</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits except op gestion : Subventions		
Prod exception gestion : Autres opér	200,00	1 260,00
Produits des cessions d'immobilisations		
Diff réalis(négatives)repr cpte résultat		
Neutralisation des amortissements		
Prod exception capital : Autres opér	46 942,25	16 293,48
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>47 142,25</b>	<b>17 553,48</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charg except op gestion : subventions		
Charg excep op gestion-Autres opérations	41 513,10	
Valeur comptable des immo cédées		
Diff réalis(positives)transf à investist		
Charg excep op capital-Autres opérations		
Dotations aux amort et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>41 513,10</b>	

**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40701 - CCDSP-OM

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	5 629,15	17 553,48
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	7 511 754,60	6 637 743,89
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	7 710 592,48	7 109 167,62
RESULTAT DE L'EXERCICE	-198 837,88	-471 423,73

40701 - CCDSP-OM

## Opérations Compte de Tiers

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur



# Opérations Compte de Tiers

40701 - CCDSP-OM

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur



## Résultats budgétaires de l'exercice

40701 - CCDSP-OM

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>			
Prévisions budgétaires totales (a)	685 415,69	7 975 231,57	8 660 647,26
Titres de recette émis (b)	541 733,96	7 511 874,60	8 053 608,56
Réductions de titres (c)		120,00	120,00
Recettes nettes (d = b - c)	541 733,96	7 511 754,60	8 053 488,56
<b>DEPENSES</b>			
Autorisations budgétaires totales (e)	685 415,69	7 975 231,57	8 660 647,26
Mandats émis (f)	461 601,35	8 059 017,63	8 520 618,98
Annulations de mandats (g)	61 604,52	348 425,15	410 029,67
Depenses nettes (h = f - g)	399 996,83	7 710 592,48	8 110 589,31
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>			
(d - h) Excédent	141 737,13		
(h - d) Déficit		198 837,88	57 100,75

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services personnalisés

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2022	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2023	RESULTAT DE L'EXERCICE 2023	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2023
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
<b>TOTAL I</b>					
II - Budgets des services à caractère administratif CCDSP-OM					
Investissement	140 009,08		141 737,13		281 746,21
Fonctionnement	460 123,28		-198 837,88		261 285,40
<b>Sous-Total</b>	<b>600 132,36</b>		<b>-57 100,75</b>		<b>543 031,61</b>
<b>TOTAL II</b>	<b>600 132,36</b>		<b>-57 100,75</b>		<b>543 031,61</b>
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
<b>TOTAL III</b>					
<b>TOTAL I + II + III</b>	<b>600 132,36</b>		<b>-57 100,75</b>		<b>543 031,61</b>

# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT  
DEPENSES

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
20	Immobilisations incorporelles	500,00	500,00	1 000,00	537,60		537,60	462,40
204	Subventions d'équipement versées	123 210,00	-123 210,00		61 604,52	61 604,52		
21	Immobilisations corporelles	540 375,63	122 710,00	663 085,63	378 129,17		378 129,17	284 956,46
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b>	<b>664 085,63</b>		<b>664 085,63</b>	<b>440 271,29</b>	<b>61 604,52</b>	<b>378 666,77</b>	<b>285 418,86</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>664 085,63</b>		<b>664 085,63</b>	<b>440 271,29</b>	<b>61 604,52</b>	<b>378 666,77</b>	<b>285 418,86</b>
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	21 330,06		21 330,06	21 330,06		21 330,06	
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>21 330,06</b>		<b>21 330,06</b>	<b>21 330,06</b>		<b>21 330,06</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>685 415,69</b>		<b>685 415,69</b>	<b>461 601,35</b>	<b>61 604,52</b>	<b>399 996,83</b>	<b>285 418,86</b>

# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT  
RECETTES

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	25 000,00		25 000,00	21 327,36		21 327,36	3 672,64
13	Subventions d'investissement	365 708,14		365 708,14	365 708,14		365 708,14	
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b>	<b>390 708,14</b>		<b>390 708,14</b>	<b>387 035,50</b>		<b>387 035,50</b>	<b>3 672,64</b>
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>390 708,14</b>		<b>390 708,14</b>	<b>387 035,50</b>		<b>387 035,50</b>	<b>3 672,64</b>
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	154 698,47		154 698,47	154 698,46		154 698,46	0,01
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>154 698,47</b>		<b>154 698,47</b>	<b>154 698,46</b>		<b>154 698,46</b>	<b>0,01</b>
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	140 009,08		140 009,08				140 009,08
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>685 415,69</b>		<b>685 415,69</b>	<b>541 733,96</b>		<b>541 733,96</b>	<b>143 681,73</b>



# Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	3 024 181,60	2 000,00	3 026 181,60	3 218 551,91	324 255,68	2 894 296,23	131 885,37
012	Charges de personnel et frais assimilés	360 000,00		360 000,00	338 502,16		338 502,16	21 497,84
65	Autres charges de gestion courante	4 257 847,00	133 000,00	4 390 847,00	4 305 747,50	24 169,47	4 281 578,03	109 268,97
67	Charges exceptionnelles	500,00	43 000,00	43 500,00	41 513,10		41 513,10	1 986,90
68	Dotations aux Amortissements et aux provisions	4,50		4,50	4,50		4,50	
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>7 642 533,10</b>	<b>178 000,00</b>	<b>7 820 533,10</b>	<b>7 904 319,17</b>	<b>348 425,15</b>	<b>7 555 894,02</b>	<b>264 639,08</b>
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	154 698,47		154 698,47	154 698,46		154 698,46	0,01
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>154 698,47</b>		<b>154 698,47</b>	<b>154 698,46</b>		<b>154 698,46</b>	<b>0,01</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>7 797 231,57</b>	<b>178 000,00</b>	<b>7 975 231,57</b>	<b>8 059 017,63</b>	<b>348 425,15</b>	<b>7 710 592,48</b>	<b>264 639,09</b>

# Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT  
RECETTES

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	387 500,00	60 000,00	447 500,00	366 574,11	120,00	366 454,11	81 045,89
73	Impôts et taxes	5 300 000,00		5 300 000,00	5 320 794,00		5 320 794,00	-20 794,00
74	Dotations et participations	548 278,23	118 000,00	666 278,23	1 297 309,84		1 297 309,84	-631 031,61
75	Autres produits de gestion courante	1 080 000,00		1 080 000,00	480 035,40		480 035,40	599 964,60
77	Produits exceptionnels				25 812,19		25 812,19	-25 812,19
78	Reprises sur amortissements et provisions				19,00		19,00	-19,00
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>7 315 778,23</b>	<b>178 000,00</b>	<b>7 493 778,23</b>	<b>7 490 544,54</b>	<b>120,00</b>	<b>7 490 424,54</b>	<b>3 353,69</b>
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	21 330,06		21 330,06	21 330,06		21 330,06	
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>21 330,06</b>		<b>21 330,06</b>	<b>21 330,06</b>		<b>21 330,06</b>	
002	Résultat de fonctionnement reporté	460 123,28		460 123,28				460 123,28
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>7 797 231,57</b>	<b>178 000,00</b>	<b>7 975 231,57</b>	<b>7 511 874,60</b>	<b>120,00</b>	<b>7 511 754,60</b>	<b>463 476,97</b>

## Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
DEPENSES

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
2051	Concessions et droits similaires	537,60		537,60
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>537,60</b>		<b>537,60</b>
2041582	Bâtiments et installations	61 604,52	61 604,52	
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>61 604,52</b>	<b>61 604,52</b>	
21578	Autre matériel et outillage de voirie	127 714,70		127 714,70
2158	Autres installations matériel et outillage techniques	242 030,60		242 030,60
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	2 095,87		2 095,87
2188	Autres immobilisations corporelles	6 288,00		6 288,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>378 129,17</b>		<b>378 129,17</b>
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b>	<b>440 271,29</b>	<b>61 604,52</b>	<b>378 666,77</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>440 271,29</b>	<b>61 604,52</b>	<b>378 666,77</b>
13913	Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Département	1 886,06		1 886,06
139141	Subvention d'équipement transférées au compte de résultat - Communes membres du GFP	10 751,00		10 751,00
13918	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat - autres	8 693,00		8 693,00
<b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 040</b>	<b>Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>21 330,06</b>		<b>21 330,06</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>21 330,06</b>		<b>21 330,06</b>
	<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>461 601,35</b>	<b>61 604,52</b>	<b>399 996,83</b>

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
RECETTES

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutée (FCTVA)	21 327,36		21 327,36
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 10</b>	<b>Dotations fonds divers et réserves</b>	<b>21 327,36</b>		<b>21 327,36</b>
1318	Subventions d'équipement transférables - autres subventions	365 708,14		365 708,14
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>365 708,14</b>		<b>365 708,14</b>
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b>	<b>387 035,50</b>		<b>387 035,50</b>
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>387 035,50</b>		<b>387 035,50</b>
28033	Amortissements frais d'insertion	216,00		216,00
28128	Amortissements autres agencements et aménagements de terrains	462,00		462,00
28135	Amortissements installations générales agencements aménagements des constructions	4 568,72		4 568,72
28145	Amortissements installations générales agencements aménagements des constructions sur sol d'autrui	589,00		589,00
281568	Amortissements autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	2 214,66		2 214,66
281578	Amortissements autre matériel et outillage de voirie	75 342,84		75 342,84
28158	Autres installations matériel et outillage techniques	48 876,35		48 876,35
281735	Installations générales agencements et aménagements des constructions	16 662,00		16 662,00
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	3 775,56		3 775,56
28188	Amortissements autres immobilisations corporelles	1 991,33		1 991,33
<b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 040</b>	<b>Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>154 698,46</b>		<b>154 698,46</b>
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>154 698,46</b>		<b>154 698,46</b>
	<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>541 733,96</b>		<b>541 733,96</b>

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
60611	Achats non stockés de fournitures non stockables - eau et assainissement	176,25		176,25
60612	Achats non stockés de fournitures non stockables - énergie électricité	1 919,07		1 919,07
60622	Achats non stockés de carburants	6 755,98		6 755,98
60623	Achats non stockés d'alimentation	620,83		620,83
60628	Achats d'autres fournitures non stockées	54 717,71		54 717,71
60632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	17 149,45	2 970,00	14 179,45
60633	Achats non stockés de fournitures de voirie	470,90		470,90
60636	Achats non stockés de vêtements de travail	4 351,54		4 351,54
6064	Achats non stockés de fournitures administratives	1 458,42		1 458,42
6078	Achats de marchandises - autres marchandises	41 500,00	24 900,00	16 600,00
611	Contrats prestations de services	2 960 196,57	246 439,57	2 713 757,00
6135	Services extérieurs - locations mobilières	9 928,07		9 928,07
615221	Bâtiments publics	12 196,68	2 130,15	10 066,53
615231	Voieries	6 411,36	5 811,36	600,00
61551	Services extérieurs - entretien et réparations sur matériel roulant	5 032,03		5 032,03
61558	Services extérieurs - entretien et réparations sur autres biens mobiliers	11 371,46		11 371,46
6156	Services extérieurs - maintenance	7 749,78		7 749,78
6161	Multirisques	383,30		383,30
617	Services extérieurs - études et recherches	47 053,80	37 084,60	9 969,20
6228	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - divers	2 968,90	1 020,00	1 948,90
6231	Publicité publications relations publiques - annonces et insertions	4 743,31		4 743,31
6238	Publicité publications relations publiques - divers	10 509,12	3 900,00	6 609,12
6241	Transports - transports de biens	2 425,20		2 425,20
6248	Transports - divers	251,90		251,90

# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6262	Frais de télécommunications	3 848,04		3 848,04
6281	Autres services extérieurs - concours divers (cotisations ...)	400,00		400,00
6282	Autres services extérieurs - frais gardiennage église forêts et bois communaux	3 615,74		3 615,74
6288	Autres services extérieurs	263,50		263,50
63512	Impôts directs - taxes foncières	83,00		83,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>3 218 551,91</b>	<b>324 255,68</b>	<b>2 894 296,23</b>
6215	Personnel extérieur au service affecté par collectivité rattachement	322 036,95		322 036,95
6217	Personnel affecté par la Commune membre du GFP	16 465,21		16 465,21
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>338 502,16</b>		<b>338 502,16</b>
6541	Créances admises en non-valeur	180,00		180,00
65548	Autres contributions	3 904 382,11	22 149,02	3 882 233,09
6555	Contingents et participations obligatoires - contribution au centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT	2 020,45	2 020,45	
6558	Contingents et participations obligatoires - autres contributions obligatoires	180 778,31		180 778,31
657358	Subventions fonctionnement aux organismes publics - Autres Groupements	217 486,63		217 486,63
65888	Autres	900,00		900,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>4 305 747,50</b>	<b>24 169,47</b>	<b>4 281 578,03</b>
6718	Charges exceptionnelles - autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	41 513,10		41 513,10
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>41 513,10</b>		<b>41 513,10</b>
6817	Dotations provisions dépréciation des actifs circulants	4,50		4,50
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 68</b>	<b>Dotations aux Amortissements et aux provisions</b>	<b>4,50</b>		<b>4,50</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>7 904 319,17</b>	<b>348 425,15</b>	<b>7 555 894,02</b>
6811	Dotations aux Amortissements immobilisations incorporelles et corporelles	154 698,46		154 698,46
<b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 042</b>	<b>Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>154 698,46</b>		<b>154 698,46</b>

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024028-BF

Document : CCDSP-OM  
 Dépenses nettes

*S2LO*

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	154 698,46		154 698,46





# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	8 059 017,63	348 425,15	7 710 592,48



## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
RECETTES

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7078	Ventes d'autres marchandises	11 710,00	120,00	11 590,00
70878	Autres produits - remboursement de frais par d'autres redevables	346 179,11		346 179,11
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et vente d'ouvrages..)	8 685,00		8 685,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 70</b>	<b>Produits des services, du domaine et ventes diverses</b>	<b>366 574,11</b>	<b>120,00</b>	<b>366 454,11</b>
7318	Impôts locaux - autres impôts locaux ou assimilés	858,00		858,00
7331	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères et assimilés	5 319 936,00		5 319 936,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>5 320 794,00</b>		<b>5 320 794,00</b>
744	FCTVA	2 031,62		2 031,62
74751	Participations - GFP de rattachement	1 295 278,22		1 295 278,22
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>1 297 309,84</b>		<b>1 297 309,84</b>
7588	Autres produits divers de gestion courante	480 035,40		480 035,40
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>480 035,40</b>		<b>480 035,40</b>
773	Produits exceptionnels mandats annulés (exercices antérieurs) ou atteints par déchéance quadriennale	200,00		200,00
7788	Produits exceptionnels divers	25 612,19		25 612,19
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>25 812,19</b>		<b>25 812,19</b>
7817	Reprises sur provisions pour dépréciations des actifs circulants	19,00		19,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 78</b>	<b>Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>19,00</b>		<b>19,00</b>
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>7 490 544,54</b>	<b>120,00</b>	<b>7 490 424,54</b>
777	Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat	21 330,06		21 330,06
<b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 042</b>	<b>Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>21 330,06</b>		<b>21 330,06</b>
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>21 330,06</b>		<b>21 330,06</b>
	<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>7 511 874,60</b>	<b>120,00</b>	<b>7 511 754,60</b>

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	FCTVA		247 691,15				21 327,36		269 018,51		269 018,51
1022	<b>Sous Total compte 1022</b>		<b>247 691,15</b>				<b>21 327,36</b>		<b>269 018,51</b>		<b>269 018,51</b>
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire	96 922,43			96 922,43			96 922,43	96 922,43		0,00
102	<b>Sous Total compte 102</b>	<b>96 922,43</b>	<b>247 691,15</b>		<b>96 922,43</b>		<b>21 327,36</b>	<b>96 922,43</b>	<b>365 940,94</b>		<b>269 018,51</b>
1068	Excédit de fonctionnement capitalisé		781 376,45						781 376,45		781 376,45
106	<b>Sous Total compte 106</b>		<b>781 376,45</b>						<b>781 376,45</b>		<b>781 376,45</b>
10	<b>Sous Total compte 10</b>	<b>96 922,43</b>	<b>1 029 067,60</b>		<b>96 922,43</b>		<b>21 327,36</b>	<b>96 922,43</b>	<b>1 147 317,39</b>		<b>1 050 394,96</b>
110	Report à nouveau solde créditeur		931 547,01	471 423,73				471 423,73	931 547,01		460 123,28
11	<b>Sous Total compte 11</b>		<b>931 547,01</b>	<b>471 423,73</b>				<b>471 423,73</b>	<b>931 547,01</b>		<b>460 123,28</b>
12	Résultat exercice excéd déficit	471 423,73			471 423,73			471 423,73	471 423,73		0,00
12	<b>Sous Total compte 12</b>	<b>471 423,73</b>			<b>471 423,73</b>			<b>471 423,73</b>	<b>471 423,73</b>		<b>0,00</b>
1313	Subv équipt transf - Dépt		22 128,02						22 128,02		22 128,02
13141	Subv équip transf Cnes membres du GFP		140 000,00						140 000,00		140 000,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1314	Sous Total compte 1314		140 000,00						140 000,00		140 000,00
1318	Subv équipt transf - autres subv		130 440,00				365 708,14		496 148,14		496 148,14
131	Sous Total compte 131		292 568,02				365 708,14		658 276,16		658 276,16
13913	Subv équipt transf - Dépt	5 658,18				1 886,06		7 544,24		7 544,24	
139141	Subv équipt transf - Cnes membres GFP	12 076,00				10 751,00		22 827,00		22 827,00	
13914	Sous Total compte 13914	12 076,00				10 751,00		22 827,00		22 827,00	
13918	Subv équipt transf autres	1 740,00				8 693,00		10 433,00		10 433,00	
1391	Sous Total compte 1391	19 474,18				21 330,06		40 804,24		40 804,24	
139	Sous Total compte 139	19 474,18				21 330,06		40 804,24		40 804,24	
13	Sous Total compte 13	19 474,18	292 568,02			21 330,06	365 708,14	40 804,24	658 276,16		617 471,92
181	Cpte liaison : affectation			495,88	495,88			495,88	495,88		0,00
18	Sous Total compte 18			495,88	495,88			495,88	495,88		0,00
192	Plus ou moins-values cessions immo	16 799,53						16 799,53		16 799,53	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
193	Autres neutralisations et régularisation			96 922,43				96 922,43		96 922,43	
19	Sous Total compte 19	16 799,53		96 922,43				113 721,96		113 721,96	
	<b>Total classe 1</b>	<b>604 619,87</b>	<b>2 253 182,63</b>	<b>568 842,04</b>	<b>568 842,04</b>	<b>21 330,06</b>	<b>387 035,50</b>	<b>1 194 791,97</b>	<b>3 209 060,17</b>	<b>154 526,20</b>	<b>2 168 794,40</b>
2033	Frais d'insertion	864,00			864,00			864,00	864,00		0,00
203	Sous Total compte 203	864,00			864,00			864,00	864,00		0,00
2041582	Bâtiments et installations					61 604,52	61 604,52	61 604,52	61 604,52		0,00
204158	Sous Total compte 204158					61 604,52	61 604,52	61 604,52	61 604,52		0,00
20415	Sous Total compte 20415					61 604,52	61 604,52	61 604,52	61 604,52		0,00
2041	Sous Total compte 2041					61 604,52	61 604,52	61 604,52	61 604,52		0,00
204	Sous Total compte 204					61 604,52	61 604,52	61 604,52	61 604,52		0,00
2051	Concessions et droits similaires	1 036,20				537,60		1 573,80		1 573,80	
205	Sous Total compte 205	1 036,20				537,60		1 573,80		1 573,80	
20	Sous Total compte 20	1 900,20			864,00	62 142,12	61 604,52	64 042,32	62 468,52	1 573,80	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2128	Autres agencet et améngt terrains	9 240,00						9 240,00		9 240,00	
<b>212</b>	<b>Sous Total compte 212</b>	<b>9 240,00</b>						<b>9 240,00</b>		<b>9 240,00</b>	
2135	Instal gales agencet amégts const	32 851,60						32 851,60		32 851,60	
<b>213</b>	<b>Sous Total compte 213</b>	<b>32 851,60</b>						<b>32 851,60</b>		<b>32 851,60</b>	
2145	Const sol autrui instal agencet amégat	5 894,92						5 894,92		5 894,92	
<b>214</b>	<b>Sous Total compte 214</b>	<b>5 894,92</b>						<b>5 894,92</b>		<b>5 894,92</b>	
2152	Installations de voirie	226,80						226,80		226,80	
21568	Autre mat outil incendie déf civ	11 513,14						11 513,14		11 513,14	
<b>2156</b>	<b>Sous Total compte 2156</b>	<b>11 513,14</b>						<b>11 513,14</b>		<b>11 513,14</b>	
21578	Autre mat et outillage de voirie	633 767,50				127 714,70		761 482,20		761 482,20	
<b>2157</b>	<b>Sous Total compte 2157</b>	<b>633 767,50</b>				<b>127 714,70</b>		<b>761 482,20</b>		<b>761 482,20</b>	
2158	Autres instal mat outil tech	583 519,57		495,88		242 030,60		826 046,05		826 046,05	
<b>215</b>	<b>Sous Total compte 215</b>	<b>1 229 027,01</b>		<b>495,88</b>		<b>369 745,30</b>		<b>1 599 268,19</b>		<b>1 599 268,19</b>	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21735	IGAAC constructions	166 645,02						166 645,02		166 645,02	
2173	<b>Sous Total compte 2173</b>	<b>166 645,02</b>						<b>166 645,02</b>		<b>166 645,02</b>	
217	<b>Sous Total compte 217</b>	<b>166 645,02</b>						<b>166 645,02</b>		<b>166 645,02</b>	
2182	Mat de transport	22 900,00						22 900,00		22 900,00	
2183	Mat bureau mat informatique	20 725,42				2 095,87		22 821,29		22 821,29	
2184	Mobilier	430,42						430,42		430,42	
2188	Autres immobilisations corporelles	10 424,40				6 288,00		16 712,40		16 712,40	
218	<b>Sous Total compte 218</b>	<b>54 480,24</b>				<b>8 383,87</b>		<b>62 864,11</b>		<b>62 864,11</b>	
21	<b>Sous Total compte 21</b>	<b>1 498 138,79</b>		<b>495,88</b>		<b>378 129,17</b>		<b>1 876 763,84</b>		<b>1 876 763,84</b>	
28033	Amort frais d'insertion		648,00	864,00			216,00	864,00	864,00		0,00
2803	<b>Sous Total compte 2803</b>		<b>648,00</b>	<b>864,00</b>			<b>216,00</b>	<b>864,00</b>	<b>864,00</b>		<b>0,00</b>
28051	Concessions et droits similaires		1 036,20						1 036,20		1 036,20
2805	<b>Sous Total compte 2805</b>		<b>1 036,20</b>						<b>1 036,20</b>		<b>1 036,20</b>

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280	Sous Total compte 280		1 684,20	864,00			216,00	864,00	1 900,20		1 036,20
28128	Amort autres agencet amégat terr		924,00				462,00		1 386,00		1 386,00
2812	Sous Total compte 2812		924,00				462,00		1 386,00		1 386,00
28135	Amort instal gales agencet amégat constru		14 768,45				4 568,72		19 337,17		19 337,17
2813	Sous Total compte 2813		14 768,45				4 568,72		19 337,17		19 337,17
28145	Amort inst gen agct amgt construct		589,00				589,00		1 178,00		1 178,00
2814	Sous Total compte 2814		589,00				589,00		1 178,00		1 178,00
28152	Installations de voirie		226,80						226,80		226,80
281568	Amort aut matér outil incend déf civile		7 083,78				2 214,66		9 298,44		9 298,44
28156	Sous Total compte 28156		7 083,78				2 214,66		9 298,44		9 298,44
281578	Amort autre mat outillage de voirie		271 982,05				75 342,84		347 324,89		347 324,89
28157	Sous Total compte 28157		271 982,05				75 342,84		347 324,89		347 324,89
28158	Autres instal mat outil tech		103 606,42		495,88		48 876,35		152 978,65		152 978,65

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2815	Sous Total compte 2815		382 899,05		495,88		126 433,85		509 828,78		509 828,78
281735	Instal gales agencé amégts const		14 586,00				16 662,00		31 248,00		31 248,00
28173	Sous Total compte 28173		14 586,00				16 662,00		31 248,00		31 248,00
2817	Sous Total compte 2817		14 586,00				16 662,00		31 248,00		31 248,00
28182	Mat de transport		22 900,00						22 900,00		22 900,00
28183	Mat bureau mat informatique		10 266,80				3 775,56		14 042,36		14 042,36
28184	Mobilier		430,42						430,42		430,42
28188	Amort autres immobilisations corporelles		2 560,67				1 991,33		4 552,00		4 552,00
2818	Sous Total compte 2818		36 157,89				5 766,89		41 924,78		41 924,78
281	Sous Total compte 281		449 924,39		495,88		154 482,46		604 902,73		604 902,73
28	Sous Total compte 28		451 608,59	864,00	495,88		154 698,46	864,00	606 802,93		605 938,93
	<b>Total classe 2</b>	<b>1 500 038,99</b>	<b>451 608,59</b>	<b>1 359,88</b>	<b>1 359,88</b>	<b>440 271,29</b>	<b>216 302,98</b>	<b>1 941 670,16</b>	<b>669 271,45</b>	<b>1 878 337,64</b>	<b>605 938,93</b>
4011	Fournisseurs		167 546,92	3 153 883,13	3 214 157,39			3 153 883,13	3 381 704,31		227 821,18



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions			7 837,12	7 837,12			7 837,12	7 837,12		0,00
<b>4017</b>	<b>Sous Total compte 4017</b>			<b>7 837,12</b>	<b>7 837,12</b>			<b>7 837,12</b>	<b>7 837,12</b>		<b>0,00</b>
<b>401</b>	<b>Sous Total compte 401</b>		167 546,92	3 161 720,25	3 221 994,51			3 161 720,25	3 389 541,43		227 821,18
4041	Fournis immob			378 666,77	378 666,77			378 666,77	378 666,77		0,00
<b>404</b>	<b>Sous Total compte 404</b>			<b>378 666,77</b>	<b>378 666,77</b>			<b>378 666,77</b>	<b>378 666,77</b>		<b>0,00</b>
408	Fournis factures non parvenues		324 255,68	324 255,68	8 121,60			324 255,68	332 377,28		8 121,60
<b>40</b>	<b>Sous Total compte 40</b>		<b>491 802,60</b>	<b>3 864 642,70</b>	<b>3 608 782,88</b>			<b>3 864 642,70</b>	<b>4 100 585,48</b>		<b>235 942,78</b>
4111	Redevables - amiable	2 458,60		513 536,84	435 116,35			515 995,44	435 116,35	80 879,09	
4116	Redevables - contentieux	120,00			120,00			120,00	120,00		0,00
<b>411</b>	<b>Sous Total compte 411</b>	<b>2 578,60</b>		<b>513 536,84</b>	<b>435 236,35</b>			<b>516 115,44</b>	<b>435 236,35</b>	<b>80 879,09</b>	
<b>41</b>	<b>Sous Total compte 41</b>	<b>2 578,60</b>		<b>513 536,84</b>	<b>435 236,35</b>			<b>516 115,44</b>	<b>435 236,35</b>	<b>80 879,09</b>	
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable			630 000,00	630 000,00			630 000,00	630 000,00		0,00
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	9 149,00			9 149,00			9 149,00	9 149,00		0,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
441	Sous Total compte 441	9 149,00		630 000,00	639 149,00			639 149,00	639 149,00		0,00
44312	Opér particul avec Etat recettes amiable			2 417,32				2 417,32		2 417,32	
4431	Sous Total compte 4431			2 417,32				2 417,32		2 417,32	
44331	Opér particulières avec Département_Dé			89,50	89,50			89,50	89,50		0,00
4433	Sous Total compte 4433			89,50	89,50			89,50	89,50		0,00
44341	Opér part av Etat communes dépenses		11 399,84	333 436,79	338 502,16			333 436,79	349 902,00		16 465,21
4434	Sous Total compte 4434		11 399,84	333 436,79	338 502,16			333 436,79	349 902,00		16 465,21
44351	Opér particul grp dépenses		6 311,72	4 167 672,49	4 183 473,26			4 167 672,49	4 189 784,98		22 112,49
4435	Sous Total compte 4435		6 311,72	4 167 672,49	4 183 473,26			4 167 672,49	4 189 784,98		22 112,49
44381	Aut serv organ pub - dépenses			182 888,26	182 888,26			182 888,26	182 888,26		0,00
4438	Sous Total compte 4438			182 888,26	182 888,26			182 888,26	182 888,26		0,00
443	Sous Total compte 443		17 711,56	4 686 504,36	4 704 953,18			4 686 504,36	4 722 664,74		36 160,38
447	Autres impôts taxes verSEMENTS assimilés			83,00	83,00			83,00	83,00		0,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4486	Autres charges à payer		20 303,22	20 303,22				20 303,22	20 303,22		0,00
448	Sous Total compte 448		20 303,22	20 303,22				20 303,22	20 303,22		0,00
44	Sous Total compte 44	9 149,00	38 014,78	5 336 890,58	5 344 185,18			5 346 039,58	5 382 199,96		36 160,38
4512	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	700 098,34		7 848 495,56	8 253 421,12			8 548 593,90	8 253 421,12	295 172,78	
451	Sous Total compte 451	700 098,34		7 848 495,56	8 253 421,12			8 548 593,90	8 253 421,12	295 172,78	
45	Sous Total compte 45	700 098,34		7 848 495,56	8 253 421,12			8 548 593,90	8 253 421,12	295 172,78	
46711	Autres comptes créditeurs		1 200,00	20 100,00	18 900,00			20 100,00	20 100,00		0,00
4671	Sous Total compte 4671		1 200,00	20 100,00	18 900,00			20 100,00	20 100,00		0,00
46721	Débiteurs divers - amiable			161 663,73	151 092,23			161 663,73	151 092,23	10 571,50	
4672	Sous Total compte 4672			161 663,73	151 092,23			161 663,73	151 092,23	10 571,50	
467	Sous Total compte 467		1 200,00	181 763,73	169 992,23			181 763,73	171 192,23	10 571,50	
4686	Divers - charges à payer				23 513,10				23 513,10		23 513,10
468	Sous Total compte 468				23 513,10				23 513,10		23 513,10

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46	Sous Total compte 46		1 200,00	181 763,73	193 505,33			181 763,73	194 705,33		12 941,60
4711	Verst des régisseurs			10 750,00	10 750,00			10 750,00	10 750,00		0,00
47131	Raet : verst contrib directes	419 272,00		4 493 610,00	4 460 853,00			4 912 882,00	4 460 853,00	452 029,00	
47134	Raet : subv			1 030 986,36	1 030 986,36			1 030 986,36	1 030 986,36		0,00
47138	Raet : autres			2 119 803,83	2 119 803,83			2 119 803,83	2 119 803,83		0,00
4713	Sous Total compte 4713	419 272,00		7 644 400,19	7 611 643,19			8 063 672,19	7 611 643,19	452 029,00	
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			30,00	30,00			30,00	30,00		0,00
47141	Sous Total compte 47141			30,00	30,00			30,00	30,00		0,00
4714	Sous Total compte 4714			30,00	30,00			30,00	30,00		0,00
4718	Autres recettes à régulariser			443 277,53	443 277,53			443 277,53	443 277,53		0,00
471	Sous Total compte 471	419 272,00		8 098 457,72	8 065 700,72			8 517 729,72	8 065 700,72	452 029,00	
47211	Remboursements d'annuités d'emprunts	346,80			346,80			346,80	346,80		0,00
47218	Autres dépenses		276,00	4 864,57	4 588,57			4 864,57	4 864,57		0,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4721	Sous Total compte 4721	346,80	276,00	4 864,57	4 935,37			5 211,37	5 211,37		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser			85 044,50	85 044,50			85 044,50	85 044,50		0,00
472	Sous Total compte 472	346,80	276,00	89 909,07	89 979,87			90 255,87	90 255,87		0,00
47	Sous Total compte 47	419 618,80	276,00	8 188 366,79	8 155 680,59			8 607 985,59	8 155 956,59	452 029,00	
4911	Prov dépréciat comptes redevables (nb)		19,00	19,00	4,50			19,00	23,50		4,50
491	Sous Total compte 491		19,00	19,00	4,50			19,00	23,50		4,50
49	Sous Total compte 49		19,00	19,00	4,50			19,00	23,50		4,50
	<b>Total classe 4</b>	<b>1 131 444,74</b>	<b>531 312,38</b>	<b>25 933 715,20</b>	<b>25 990 815,95</b>			<b>27 065 159,94</b>	<b>26 522 128,33</b>	<b>841 069,69</b>	<b>298 038,08</b>
580	Opérations d'ordre budgétaires			176 028,52	176 028,52			176 028,52	176 028,52		0,00
5872	Compte pivot - admission en non valeur			180,00	180,00			180,00	180,00		0,00
587	Sous Total compte 587			180,00	180,00			180,00	180,00		0,00
58	Sous Total compte 58			176 208,52	176 208,52			176 208,52	176 208,52		0,00
	<b>Total classe 5</b>			<b>176 208,52</b>	<b>176 208,52</b>			<b>176 208,52</b>	<b>176 208,52</b>		<b>0,00</b>

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60611	Achts non stkés fournit eau-assainist					176,25		176,25		176,25	
60612	Achts non stkés fournit énergie élect					1 919,07		1 919,07		1 919,07	
<b>6061</b>	<b>Sous Total compte 6061</b>					<b>2 095,32</b>		<b>2 095,32</b>		<b>2 095,32</b>	
60622	Achts non stkés carburants					6 755,98		6 755,98		6 755,98	
60623	Achts non stkés d'aliment					620,83		620,83		620,83	
60628	Achts autres fournit non stkées					54 717,71		54 717,71		54 717,71	
<b>6062</b>	<b>Sous Total compte 6062</b>					<b>62 094,52</b>		<b>62 094,52</b>		<b>62 094,52</b>	
60632	Achts non stkés fournit petit équipt					17 149,45	2 970,00	17 149,45	2 970,00	14 179,45	
60633	Achts non stkés fournit voirie					470,90		470,90		470,90	
60636	Achts non stkés vêtements travail					4 351,54		4 351,54		4 351,54	
<b>6063</b>	<b>Sous Total compte 6063</b>					<b>21 971,89</b>	<b>2 970,00</b>	<b>21 971,89</b>	<b>2 970,00</b>	<b>19 001,89</b>	
6064	Achts non stkés fournit admin					1 458,42		1 458,42		1 458,42	
<b>606</b>	<b>Sous Total compte 606</b>					<b>87 620,15</b>	<b>2 970,00</b>	<b>87 620,15</b>	<b>2 970,00</b>	<b>84 650,15</b>	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6078	Achts de march - autres					41 500,00	24 900,00	41 500,00	24 900,00	16 600,00	
607	<b>Sous Total compte 607</b>					<b>41 500,00</b>	<b>24 900,00</b>	<b>41 500,00</b>	<b>24 900,00</b>	<b>16 600,00</b>	
60	<b>Sous Total compte 60</b>					<b>129 120,15</b>	<b>27 870,00</b>	<b>129 120,15</b>	<b>27 870,00</b>	<b>101 250,15</b>	
611	Contrats prestations de services					2 960 196,57	246 439,57	2 960 196,57	246 439,57	2 713 757,00	
6135	Locations mobilières					9 928,07		9 928,07		9 928,07	
613	<b>Sous Total compte 613</b>					<b>9 928,07</b>		<b>9 928,07</b>		<b>9 928,07</b>	
615221	Bâtiments publics					12 196,68	2 130,15	12 196,68	2 130,15	10 066,53	
61522	<b>Sous Total compte 61522</b>					<b>12 196,68</b>	<b>2 130,15</b>	<b>12 196,68</b>	<b>2 130,15</b>	<b>10 066,53</b>	
615231	Voieries					6 411,36	5 811,36	6 411,36	5 811,36	600,00	
61523	<b>Sous Total compte 61523</b>					<b>6 411,36</b>	<b>5 811,36</b>	<b>6 411,36</b>	<b>5 811,36</b>	<b>600,00</b>	
6152	<b>Sous Total compte 6152</b>					<b>18 608,04</b>	<b>7 941,51</b>	<b>18 608,04</b>	<b>7 941,51</b>	<b>10 666,53</b>	
61551	Entretien réparations matériel roulant					5 032,03		5 032,03		5 032,03	
61558	Entretien réparations autres mobiliers					11 371,46		11 371,46		11 371,46	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6155	Sous Total compte 6155					16 403,49		16 403,49		16 403,49	
6156	Maintenance					7 749,78		7 749,78		7 749,78	
615	Sous Total compte 615					42 761,31	7 941,51	42 761,31	7 941,51	34 819,80	
6161	Multirisques					383,30		383,30		383,30	
616	Sous Total compte 616					383,30		383,30		383,30	
617	Etudes et recherches					47 053,80	37 084,60	47 053,80	37 084,60	9 969,20	
61	Sous Total compte 61					3 060 323,05	291 465,68	3 060 323,05	291 465,68	2 768 857,37	
6215	Persel extér au serv affecté par col rat					322 036,95		322 036,95		322 036,95	
6217	Persel affecté par Cnes membres GFP					16 465,21		16 465,21		16 465,21	
621	Sous Total compte 621					338 502,16		338 502,16		338 502,16	
6228	Rému interméd honoraires divers					2 968,90	1 020,00	2 968,90	1 020,00	1 948,90	
622	Sous Total compte 622					2 968,90	1 020,00	2 968,90	1 020,00	1 948,90	
6231	Pub public relat publ annonces insert					4 743,31		4 743,31		4 743,31	



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6238	Pub public relat publ divers					10 509,12	3 900,00	10 509,12	3 900,00	6 609,12	
<b>623</b>	<b>Sous Total compte 623</b>					<b>15 252,43</b>	<b>3 900,00</b>	<b>15 252,43</b>	<b>3 900,00</b>	<b>11 352,43</b>	
6241	Transports de biens					2 425,20		2 425,20		2 425,20	
6248	Transports-divers					251,90		251,90		251,90	
<b>624</b>	<b>Sous Total compte 624</b>					<b>2 677,10</b>		<b>2 677,10</b>		<b>2 677,10</b>	
6262	Frais de télécommunicat.					3 848,04		3 848,04		3 848,04	
<b>626</b>	<b>Sous Total compte 626</b>					<b>3 848,04</b>		<b>3 848,04</b>		<b>3 848,04</b>	
6281	Aut serv extér concours divers					400,00		400,00		400,00	
6282	Frais gardien églises forêts bois com					3 615,74		3 615,74		3 615,74	
6288	Autres serv extér					263,50		263,50		263,50	
<b>628</b>	<b>Sous Total compte 628</b>					<b>4 279,24</b>		<b>4 279,24</b>		<b>4 279,24</b>	
<b>62</b>	<b>Sous Total compte 62</b>					<b>367 527,87</b>	<b>4 920,00</b>	<b>367 527,87</b>	<b>4 920,00</b>	<b>362 607,87</b>	
63512	Impôts directs - taxes foncières					83,00		83,00		83,00	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6351	Sous Total compte 6351					83,00		83,00		83,00	
635	Sous Total compte 635					83,00		83,00		83,00	
63	Sous Total compte 63					83,00		83,00		83,00	
6541	Créances admises en non-valeur					180,00		180,00		180,00	
654	Sous Total compte 654					180,00		180,00		180,00	
65548	Autres contributions					3 904 382,11	22 149,02	3 904 382,11	22 149,02	3 882 233,09	
6554	Sous Total compte 6554					3 904 382,11	22 149,02	3 904 382,11	22 149,02	3 882 233,09	
6555	Contrib au CNFPT					2 020,45	2 020,45	2 020,45	2 020,45		0,00
6558	Autres contributions obligatoires					180 778,31		180 778,31		180 778,31	
655	Sous Total compte 655					4 087 180,87	24 169,47	4 087 180,87	24 169,47	4 063 011,40	
657358	Subv fonct aux orga pub autres grouppts					217 486,63		217 486,63		217 486,63	
65735	Sous Total compte 65735					217 486,63		217 486,63		217 486,63	
6573	Sous Total compte 6573					217 486,63		217 486,63		217 486,63	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
657	Sous Total compte 657					217 486,63		217 486,63		217 486,63	
65888	Autres					900,00		900,00		900,00	
6588	Sous Total compte 6588					900,00		900,00		900,00	
658	Sous Total compte 658					900,00		900,00		900,00	
65	Sous Total compte 65					4 305 747,50	24 169,47	4 305 747,50	24 169,47	4 281 578,03	
6718	Charg except aut charg except opér gest					41 513,10		41 513,10		41 513,10	
671	Sous Total compte 671					41 513,10		41 513,10		41 513,10	
67	Sous Total compte 67					41 513,10		41 513,10		41 513,10	
6811	DA - immob					154 698,46		154 698,46		154 698,46	
6817	Dp dépréciat actifs circulants					4,50		4,50		4,50	
681	Sous Total compte 681					154 702,96		154 702,96		154 702,96	
68	Sous Total compte 68					154 702,96		154 702,96		154 702,96	
	<b>Total classe 6</b>					<b>8 059 017,63</b>	<b>348 425,15</b>	<b>8 059 017,63</b>	<b>348 425,15</b>	<b>7 710 592,48</b>	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7078	Ventes d'autres marchandises					120,00	11 710,00	120,00	11 710,00		11 590,00
707	<b>Sous Total compte 707</b>					120,00	11 710,00	120,00	11 710,00		11 590,00
70878	Autres produits - remboursement de frais						346 179,11		346 179,11		346 179,11
7087	<b>Sous Total compte 7087</b>						346 179,11		346 179,11		346 179,11
7088	Aut prod activ annex abonnt vente ouvr						8 685,00		8 685,00		8 685,00
708	<b>Sous Total compte 708</b>						354 864,11		354 864,11		354 864,11
70	<b>Sous Total compte 70</b>					120,00	366 574,11	120,00	366 574,11		366 454,11
7318	Impôts locaux - autres impôts ou assimil						858,00		858,00		858,00
731	<b>Sous Total compte 731</b>						858,00		858,00		858,00
7331	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères						5 319 936,00		5 319 936,00		5 319 936,00
733	<b>Sous Total compte 733</b>						5 319 936,00		5 319 936,00		5 319 936,00
73	<b>Sous Total compte 73</b>						5 320 794,00		5 320 794,00		5 320 794,00
744	FCTVA						2 031,62		2 031,62		2 031,62

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74751	Participations - GFP de rattachement						1 295 278,22		1 295 278,22		1 295 278,22
7475	Sous Total compte 7475						1 295 278,22		1 295 278,22		1 295 278,22
747	Sous Total compte 747						1 295 278,22		1 295 278,22		1 295 278,22
74	Sous Total compte 74						1 297 309,84		1 297 309,84		1 297 309,84
7588	Autres produits divers de gestion couran						480 035,40		480 035,40		480 035,40
758	Sous Total compte 758						480 035,40		480 035,40		480 035,40
75	Sous Total compte 75						480 035,40		480 035,40		480 035,40
773	Mdts annul exer antér ou déchéance quad						200,00		200,00		200,00
777	Quote-part des subv d'invest transférée						21 330,06		21 330,06		21 330,06
7788	Produits exceptionnels divers						25 612,19		25 612,19		25 612,19
778	Sous Total compte 778						25 612,19		25 612,19		25 612,19
77	Sous Total compte 77						47 142,25		47 142,25		47 142,25
7817	Rep prov dépréciat actifs circul						19,00		19,00		19,00



# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
781	Sous Total compte 781						19,00		19,00		19,00
78	Sous Total compte 78						19,00		19,00		19,00
	Total classe 7					120,00	7 511 874,60	120,00	7 511 874,60		7 511 754,60
	Total général	3 236 103,60	3 236 103,60	26 680 125,64	26 737 226,39	8 520 738,98	8 463 638,23	38 436 968,22	38 436 968,22	10 584 526,01	10 584 526,01

**Balance des valeurs inactives**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40701 - CCDSP-OM

Exercice 2023

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé Nature des valeurs inactives	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861								
Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862								
Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863								
Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

## Page des signatures

40701 - CCDSP-OM

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

### Observations :

**MARCHAND Didier (1013369193-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **CCDSP-OM** pendant l'année **2023** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

**SOREDA Regis (1013824204-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A DDFiP DE LA DROME, le 07/03/2024

A PIERRELATTE, le 08/03/2024

A , le





3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :  
Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rohegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 - 029

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : COMPTE DE GESTION 2023 - BUDGET ANNEXE SPANC**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 36

Suffrages exprimés : 45

#### Étaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Étaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Alain GALLU donne procuration à Monsieur Jean-Pierre PLANEL  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absentes :**

Mesdames Béatrice MARTIN et Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 36 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12 et L.2121-31,

**Vu** l'avis de la Commission des Finances réunie le 26 Mars 2024,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 Mars 2024,

Le Compte de Gestion de l'exercice budgétaire 2023 du Budget Annexe SPANC, établi par Monsieur le Trésorier, et retraçant le résultat de clôture de l'exercice budgétaire 2023, présente les résultats de clôture suivants :

- En section de fonctionnement, un résultat d'exercice de – 8 894,99 €
- En section d'investissement, un résultat d'exercice de + 5 394,00 €

Les résultats de ce compte de gestion sont parfaitement concordants avec ceux du compte administratif,

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE DECLARER** que le compte de gestion du budget annexe SPANC dressé, pour l'exercice 2023, par Monsieur le Trésorier, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer toutes pièces se rapportant à l'affaire.

**DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **DECLARE** que le compte de gestion du budget annexe SPANC dressé, pour l'exercice 2023, par Monsieur le Trésorier, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,

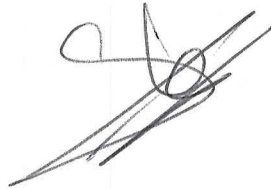
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer toutes pièces se rapportant à l'affaire.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

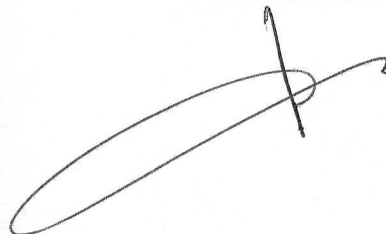
Au registre sont les signatures des délégués présents

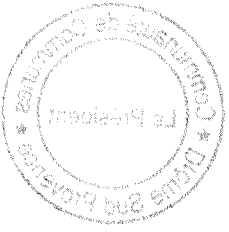
POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**





## CCDSP-SPANC BUDGET ANNEXE

### COMPTE DE GESTION EXERCICE 2023

PRÉSENTÉ À  
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)  
M Régis SOREDA

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION  
DU 01/01/2023 AU 05/03/2024

Nomenclature M49  
Voté par Nature

## SOMMAIRE

### Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE	: Situation patrimoniale .....	3
	<a href="#">1 Bilan synthétique .....</a>	<a href="#">Etat I-1 4</a>
	2 Bilan .....	Etat I-2 5
	<a href="#">2.1 Bilan Actif</a>	
	<a href="#">2.2 Bilan Passif</a>	
	<a href="#">3 Compte de résultat synthétique .....</a>	<a href="#">Etat I-3 13</a>
	<a href="#">4 Compte de résultat .....</a>	<a href="#">Etat I-4 14</a>
	5 Annexe .....	18
	<a href="#">Etats des opérations pour compte de tiers .....</a>	<a href="#">Etat I-5 19</a>
2EME PARTIE	: Exécution budgétaire .....	21
	<a href="#">1 Résultats budgétaires de l'exercice .....</a>	<a href="#">Etat II-1 22</a>
	<a href="#">2 Résultats d'exécution .....</a>	<a href="#">Etat II-2 23</a>
	<a href="#">3 Etat de consommation des crédits .....</a>	<a href="#">Etat II-3 26</a>
	<a href="#">4 Etat de réalisation des opérations .....</a>	<a href="#">Etat II-4 30</a>
3EME PARTIE	: Comptabilité des deniers et valeurs .....	34
	<a href="#">1 Balance des comptes .....</a>	<a href="#">Etat III-1 35</a>
	<a href="#">2 Situation des valeurs inactives .....</a>	<a href="#">Etat III-2 43</a>
4EME PARTIE	: Page des signatures .....	44

## Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

40704 - CCDSP-SPANC

ACTIF NET <sup>(1)</sup>	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
<b>Immobilisations incorporelles (nettes)</b>		Dotations	
Terrains		Fonds Globalisés	4,95
Constructions		Réserves	26,64
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	74,75
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	-8,89
Autres immobilisations corporelles	16,47	Subventions transférables	
<b>Total immobilisations corporelles (nettes)</b>	<b>16,47</b>	Subventions non transférables	
<b>Immobilisations financières</b>		Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermage et du remettant	
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>16,47</b>	Autres fonds propres	
Stocks		<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>97,44</b>
Créances	80,97	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	
Valeurs mobilières de placement		<b>Dettes financières à long terme</b>	
Disponibilités		Fournisseurs <sup>(2)</sup>	
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>80,97</b>	<b>Total dettes à court terme</b>	
<b>Comptes de régularisations</b>		<b>TOTAL DETTES</b>	
		<b>Comptes de régularisations</b>	
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>97,44</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>97,44</b>

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2024

**BILAN (en Euros)**

40704 - CCDSP-SPANC

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Frais d'études, de R et D				
	Conces, brev, licences, marques, procéd				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété				
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop				
	Oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	30 298,02	13 828,01	16 470,01	21 864,01
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession ou à				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
Constructions mises à disposition					
Construction sur sol autrui mise à dispo					
Instal, mat et outil tech mise à dispo					
MONTANT A REPORTER	30 298,02	13 828,01	16 470,01	21 864,01	

**BILAN (en Euros)**

40704 - CCDSP-SPANC

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT	30 298,02	13 828,01	16 470,01	21 864,01
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisations en cours mises à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Autres créances					
<b>ACTIF IMMOBILISE TOTAL I</b>		<b>30 298,02</b>	<b>13 828,01</b>	<b>16 470,01</b>	<b>21 864,01</b>



**BILAN (en Euros)**

40704 - CCDSP-SPANC

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés	19 860,42		19 860,42	9 361,46
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres				
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les BA ou le BP	61 369,86		61 369,86	75 710,24
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances		259,57	-259,57	-343,46
	Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités					
Avances de trésorerie					
Charges constatées d'avance					
	<b>ACTIF CIRCULANT TOTAL II</b>	<b>81 230,28</b>	<b>259,57</b>	<b>80 970,71</b>	<b>84 728,24</b>

**BILAN (en Euros)**

40704 - CCDSP-SPANC

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARISATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				
	Écarts de conversion - Actif				
	<b>COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III</b>				
	<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	111 528,30	14 087,58	97 440,72	106 592,25

**BILAN (en Euros)**

40704 - CCDSP-SPANC

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves	26 635,96	26 635,96
	Report à nouveau	74 747,65	108 085,33
	Résultat de l'exercice	-8 894,99	-33 337,68
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Fonds globalisés	4 952,10	4 952,10
	Droits de l'affectant		
<b>FONDS PROPRES TOTAL I</b>	<b>97 440,72</b>	<b>106 335,71</b>	



## BILAN (en Euros)

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	<b>PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II</b>		





## BILAN (en Euros)

40704 - CCDSP-SPANC

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits		
	Emprunts et dettes financières		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés		
	Dettes fiscales et sociales		
	Autres		
	Fournisseurs d'immobilisations		
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes		
Produits constatés d'avance			
<b>DETTES TOTAL III</b>			

**BILAN (en Euros)**

40704 - CCDSP-SPANC

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
COMPTES DE REGULARISATION	Recettes à classer ou à régulariser		256,54
	Écart de conversion - Passif		
	<b>COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV</b>		<b>256,54</b>
	<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV)</b>	<b>97 440,72</b>	<b>106 592,25</b>

**Compte de Résultat Synthétique**

En Milliers d'Euros

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services	41,77	24,48
Autres produits	0,34	
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	42,11	24,48
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	44,45	51,22
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions	5,65	5,74
Autres charges	0,90	1,16
Charges courantes non financières	51,01	58,13
<b>RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>-8,89</b>	<b>-33,64</b>
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
<b>RESULTAT COURANT FINANCIER</b>		
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>-8,89</b>	<b>-33,64</b>
Produits exceptionnels		0,58
Charges exceptionnelles		0,28
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>0,30</b>
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>-8,89</b>	<b>-33,34</b>

**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40704 - CCDSP-SPANC

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de marchandises		
Prestations de services	41 770,00	22 900,00
Divers		1 584,00
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions	343,46	
Transferts de charges		
Autres produits		
<b>TOTAL I</b>	<b>42 113,46</b>	<b>24 484,00</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	44 454,88	51 224,60
Impôts et taxes sur rémunérations		
Autres impôts, taxes et versem assimilés		
Salaires et traitements		



**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40704 - CCDSP-SPANC

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Charges sociales		
Dotations amortissements sur immob	5 394,00	5 394,00
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant	259,57	343,46
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges	900,00	1 163,62
<b>TOTAL II</b>	<b>51 008,45</b>	<b>58 125,68</b>
<b>A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-8 894,99</b>	<b>-33 641,68</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de VMP		
<b>TOTAL III</b>		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		

**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40704 - CCDSP-SPANC

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Charges nettes sur cessions de VMP		
<b>TOTAL IV</b>		
<b>B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>		
<b>A + B - RESULTAT COURANT</b>	<b>-8 894,99</b>	<b>-33 641,68</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		584,00
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>		<b>584,00</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		280,00
Valeur comptable des immo cédées		
Autres opérations en capital		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>		<b>280,00</b>
<b>C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		<b>304,00</b>



## COMPTE DE RESULTAT 2023

40704 - CCDSP-SPANC

POSTES	Exercice 2023		Exercice 2022	
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		42 113,46		25 068,00
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)		51 008,45		58 405,68
RESULTAT DE L'EXERCICE		-8 894,99		-33 337,68



# Opérations Compte de Tiers

40704 - CCDSP-SPANC

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur



## Opérations Compte de Tiers

40704 - CCDSP-SPANC

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

## Résultats budgétaires de l'exercice

40704 - CCDSP-SPANC

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>			
Prévisions budgétaires totales (a)	15 118,05	132 055,11	147 173,16
Titres de recette émis (b)	5 394,00	42 413,46	47 807,46
Réductions de titres (c)		300,00	300,00
Recettes nettes (d = b - c)	5 394,00	42 113,46	47 507,46
<b>DEPENSES</b>			
Autorisations budgétaires totales (e)	15 118,05	132 055,11	147 173,16
Mandats émis (f)		51 028,85	51 028,85
Annulations de mandats (g)		20,40	20,40
Depenses nettes (h = f - g)		51 008,45	51 008,45
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>			
(d - h) Excédent	5 394,00		
(h - d) Déficit		8 894,99	3 500,99

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des personnalisés

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2022	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2023	RESULTAT DE L'EXERCICE 2023	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2023
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
<b>TOTAL I</b>					
II - Budgets des services à caractère administratif					
<b>TOTAL II</b>					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
CCDSP-SPANC					
Investissement	9 724,05		5 394,00		15 118,05
Fonctionnement	74 747,65		-8 894,99		65 852,66
<b>Sous-Total</b>	<b>84 471,70</b>		<b>-3 500,99</b>		<b>80 970,71</b>
<b>TOTAL III</b>	<b>84 471,70</b>		<b>-3 500,99</b>		<b>80 970,71</b>
<b>TOTAL I + II + III</b>	<b>84 471,70</b>		<b>-3 500,99</b>		<b>80 970,71</b>



# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT  
DEPENSES

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
21	Immobilisations corporelles	9 724,05	4 261,00	13 985,05				13 985,05
020	Dépenses imprévues - section d'investissement	5 394,00	-4 261,00	1 133,00				1 133,00
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b>	<b>15 118,05</b>		<b>15 118,05</b>				<b>15 118,05</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>15 118,05</b>		<b>15 118,05</b>				<b>15 118,05</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>15 118,05</b>		<b>15 118,05</b>				<b>15 118,05</b>





# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT  
RECETTES

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	5 394,00		5 394,00	5 394,00		5 394,00	
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>5 394,00</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>		<b>5 394,00</b>	
001	Excédent ou déficit d'investissement reporté au budget	9 724,05		9 724,05				9 724,05
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>15 118,05</b>		<b>15 118,05</b>	<b>5 394,00</b>		<b>5 394,00</b>	<b>9 724,05</b>

# Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	68 417,11		68 417,11	2 308,95	20,40	2 288,55	66 128,56
012	Charges de personnel et frais assimilés	50 000,00		50 000,00	42 166,33		42 166,33	7 833,67
65	Autres charges de gestion courante	1 600,00		1 600,00	900,00		900,00	700,00
67	Charges exceptionnelles	2 000,00		2 000,00				2 000,00
68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	350,00		350,00	259,57		259,57	90,43
022	Dépenses imprévues de la section d'exploitation	4 294,00		4 294,00				4 294,00
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>126 661,11</b>		<b>126 661,11</b>	<b>45 634,85</b>	<b>20,40</b>	<b>45 614,45</b>	<b>81 046,66</b>
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	5 394,00		5 394,00	5 394,00		5 394,00	
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>5 394,00</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>		<b>5 394,00</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>132 055,11</b>		<b>132 055,11</b>	<b>51 028,85</b>	<b>20,40</b>	<b>51 008,45</b>	<b>81 046,66</b>



# Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT  
RECETTES

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
70	Ventes de produits fabriques prestations de services marchandises	56 964,00		56 964,00	42 070,00	300,00	41 770,00	15 194,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	343,46		343,46	343,46		343,46	
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>57 307,46</b>		<b>57 307,46</b>	<b>42 413,46</b>	<b>300,00</b>	<b>42 113,46</b>	<b>15 194,00</b>
002	Résultat d'exploitation reporté	74 747,65		74 747,65				74 747,65
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>132 055,11</b>		<b>132 055,11</b>	<b>42 413,46</b>	<b>300,00</b>	<b>42 113,46</b>	<b>89 941,65</b>

# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
 DEPENSES

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
--	----------	----------------	------------------	------------------------------





# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
RECETTES

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
28182	Matériel de transport	5 338,00		5 338,00
28184	Mobilier	56,00		56,00
<b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 040</b>	<b>Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>5 394,00</b>		<b>5 394,00</b>
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>5 394,00</b>		<b>5 394,00</b>
	<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>5 394,00</b>		<b>5 394,00</b>

## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	131,65		131,65
6135	Locations mobilières	1 218,06		1 218,06
61551	Matériel roulant	241,60		241,60
6156	Maintenance	392,44		392,44
6248	Divers	43,20		43,20
6261	Frais d'affranchissement	20,40	20,40	
6262	Frais de télécommunications	261,60		261,60
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>2 308,95</b>	<b>20,40</b>	<b>2 288,55</b>
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	42 166,33		42 166,33
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>42 166,33</b>		<b>42 166,33</b>
6541	Créances admises en non-valeur	900,00		900,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>900,00</b>		<b>900,00</b>
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	259,57		259,57
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 68</b>	<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)</b>	<b>259,57</b>		<b>259,57</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>45 634,85</b>	<b>20,40</b>	<b>45 614,45</b>
6811	Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	5 394,00		5 394,00
<b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 042</b>	<b>Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>5 394,00</b>		<b>5 394,00</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>5 394,00</b>		<b>5 394,00</b>
	<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>51 028,85</b>	<b>20,40</b>	<b>51 008,45</b>



# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
RECETTES

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7062	Redevances d'assainissement non collectif	42 070,00	300,00	41 770,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 70</b>	<b>Ventes de produits fabriques prestations de services marchandises</b>	<b>42 070,00</b>	<b>300,00</b>	<b>41 770,00</b>
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	343,46		343,46
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 78</b>	<b>Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)</b>	<b>343,46</b>		<b>343,46</b>
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>42 413,46</b>	<b>300,00</b>	<b>42 113,46</b>
	<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>42 413,46</b>	<b>300,00</b>	<b>42 113,46</b>

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	FCTVA		4 952,10						4 952,10		4 952,10
1022	Sous Total compte 1022		4 952,10						4 952,10		4 952,10
102	Sous Total compte 102		4 952,10						4 952,10		4 952,10
1068	Autres réserves		26 635,96						26 635,96		26 635,96
106	Sous Total compte 106		26 635,96						26 635,96		26 635,96
10	Sous Total compte 10		31 588,06						31 588,06		31 588,06
110	Report à nouveau solde créditeur		108 085,33	33 337,68				33 337,68	108 085,33		74 747,65
11	Sous Total compte 11		108 085,33	33 337,68				33 337,68	108 085,33		74 747,65
12	Résultat exercice bénéf ou perte	33 337,68			33 337,68			33 337,68	33 337,68		0,00
12	Sous Total compte 12	33 337,68			33 337,68			33 337,68	33 337,68		0,00
	<b>Total classe 1</b>	<b>33 337,68</b>	<b>139 673,39</b>	<b>33 337,68</b>	<b>33 337,68</b>			<b>66 675,36</b>	<b>173 011,07</b>		<b>106 335,71</b>
2051	Concessions et droits assimilés	7 249,88			7 249,88			7 249,88	7 249,88		0,00
205	Sous Total compte 205	7 249,88			7 249,88			7 249,88	7 249,88		0,00



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40704 - CCDS-SPANC

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
20	Sous Total compte 20	7 249,88			7 249,88			7 249,88	7 249,88		0,00
2182	Mat de transport	26 692,96						26 692,96		26 692,96	
2183	Mat bureau mat informatique	2 801,21						2 801,21		2 801,21	
2184	Mobilier	565,05						565,05		565,05	
2188	Autres	15 181,03			14 942,23			15 181,03	14 942,23	238,80	
218	Sous Total compte 218	45 240,25			14 942,23			45 240,25	14 942,23	30 298,02	
21	Sous Total compte 21	45 240,25			14 942,23			45 240,25	14 942,23	30 298,02	
2805	Concessions droits similaires brevets		7 249,88	7 249,88				7 249,88	7 249,88		0,00
280	Sous Total compte 280		7 249,88	7 249,88				7 249,88	7 249,88		0,00
28182	Mat de transport		5 338,00				5 338,00		10 676,00		10 676,00
28183	Mat bureau mat informatique		2 801,21						2 801,21		2 801,21
28184	Mobilier		56,00				56,00		112,00		112,00
28188	Amort autres		15 181,03		14 942,23			14 942,23	15 181,03		238,80

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2818	Sous Total compte 2818		23 376,24	14 942,23			5 394,00	14 942,23	28 770,24		13 828,01
281	Sous Total compte 281		23 376,24	14 942,23			5 394,00	14 942,23	28 770,24		13 828,01
28	Sous Total compte 28		30 626,12	22 192,11			5 394,00	22 192,11	36 020,12		13 828,01
	<b>Total classe 2</b>	<b>52 490,13</b>	<b>30 626,12</b>	<b>22 192,11</b>	<b>22 192,11</b>		<b>5 394,00</b>	<b>74 682,24</b>	<b>58 212,23</b>	<b>30 298,02</b>	<b>13 828,01</b>
4011	Fournisseurs			2 026,95	2 026,95			2 026,95	2 026,95		0,00
401	Sous Total compte 401			2 026,95	2 026,95			2 026,95	2 026,95		0,00
40	Sous Total compte 40			2 026,95	2 026,95			2 026,95	2 026,95		0,00
411	Clients	7 419,32		42 070,00	31 260,00			49 489,32	31 260,00	18 229,32	
4161	Créances douteuses	1 942,14		240,00	551,04			2 182,14	551,04	1 631,10	
416	Sous Total compte 416	1 942,14		240,00	551,04			2 182,14	551,04	1 631,10	
41	Sous Total compte 41	9 361,46		42 310,00	31 811,04			51 671,46	31 811,04	19 860,42	
4431	Opér particul avec Etat dépenses			42 166,33	42 166,33			42 166,33	42 166,33		0,00
443	Sous Total compte 443			42 166,33	42 166,33			42 166,33	42 166,33		0,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40704 - CCDS-SPANC

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
<b>44</b>	<b>Sous Total compte 44</b>			<b>42 166,33</b>	<b>42 166,33</b>			<b>42 166,33</b>	<b>42 166,33</b>		<b>0,00</b>
4511	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	75 710,24		30 524,18	44 864,56			106 234,42	44 864,56	61 369,86	
<b>451</b>	<b>Sous Total compte 451</b>	<b>75 710,24</b>		<b>30 524,18</b>	<b>44 864,56</b>			<b>106 234,42</b>	<b>44 864,56</b>	<b>61 369,86</b>	
<b>45</b>	<b>Sous Total compte 45</b>	<b>75 710,24</b>		<b>30 524,18</b>	<b>44 864,56</b>			<b>106 234,42</b>	<b>44 864,56</b>	<b>61 369,86</b>	
466	Excédnt de verSEment			405,66	405,66			405,66	405,66		0,00
46721	Débiteurs divers - amiable			40,80	40,80			40,80	40,80		0,00
<b>4672</b>	<b>Sous Total compte 4672</b>			<b>40,80</b>	<b>40,80</b>			<b>40,80</b>	<b>40,80</b>		<b>0,00</b>
<b>467</b>	<b>Sous Total compte 467</b>			<b>40,80</b>	<b>40,80</b>			<b>40,80</b>	<b>40,80</b>		<b>0,00</b>
<b>46</b>	<b>Sous Total compte 46</b>			<b>446,46</b>	<b>446,46</b>			<b>446,46</b>	<b>446,46</b>		<b>0,00</b>
4713	Recettes perçues avant émission titres			200,00	200,00			200,00	200,00		0,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		256,54	409,68	153,14			409,68	409,68		0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			100,00	100,00			100,00	100,00		0,00
<b>47141</b>	<b>Sous Total compte 47141</b>		<b>256,54</b>	<b>509,68</b>	<b>253,14</b>			<b>509,68</b>	<b>509,68</b>		<b>0,00</b>

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4714	Sous Total compte 4714		256,54	509,68	253,14			509,68	509,68		0,00
471	Sous Total compte 471		256,54	709,68	453,14			709,68	709,68		0,00
4721	Dép sans mandatement préalable			282,00	282,00			282,00	282,00		0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul			4,02	4,02			4,02	4,02		0,00
472	Sous Total compte 472			286,02	286,02			286,02	286,02		0,00
47	Sous Total compte 47		256,54	995,70	739,16			995,70	995,70		0,00
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers		343,46	343,46	259,57			343,46	603,03		259,57
49	Sous Total compte 49		343,46	343,46	259,57			343,46	603,03		259,57
	<b>Total classe 4</b>	<b>85 071,70</b>	<b>600,00</b>	<b>118 813,08</b>	<b>122 314,07</b>			<b>203 884,78</b>	<b>122 914,07</b>	<b>81 230,28</b>	<b>259,57</b>
580	Opérations d'ordre budgétaires			5 394,00	5 394,00			5 394,00	5 394,00		0,00
5872	Cpte pivot - ANV			900,00	900,00			900,00	900,00		0,00
587	Sous Total compte 587			900,00	900,00			900,00	900,00		0,00
58	Sous Total compte 58			6 294,00	6 294,00			6 294,00	6 294,00		0,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	<b>Total classe 5</b>			<b>6 294,00</b>	<b>6 294,00</b>			<b>6 294,00</b>	<b>6 294,00</b>		<b>0,00</b>
6063	Autres fournitures entretien et petit équipement					131,65		131,65		131,65	
606	<b>Sous Total compte 606</b>					<b>131,65</b>		<b>131,65</b>		<b>131,65</b>	
60	<b>Sous Total compte 60</b>					<b>131,65</b>		<b>131,65</b>		<b>131,65</b>	
6135	Locations mobilieres					1 218,06		1 218,06		1 218,06	
613	<b>Sous Total compte 613</b>					<b>1 218,06</b>		<b>1 218,06</b>		<b>1 218,06</b>	
61551	Mat roulant					241,60		241,60		241,60	
6155	<b>Sous Total compte 6155</b>					<b>241,60</b>		<b>241,60</b>		<b>241,60</b>	
6156	Maintenance					392,44		392,44		392,44	
615	<b>Sous Total compte 615</b>					<b>634,04</b>		<b>634,04</b>		<b>634,04</b>	
61	<b>Sous Total compte 61</b>					<b>1 852,10</b>		<b>1 852,10</b>		<b>1 852,10</b>	
6215	Persel affecté par collectivité rattaché					42 166,33		42 166,33		42 166,33	
621	<b>Sous Total compte 621</b>					<b>42 166,33</b>		<b>42 166,33</b>		<b>42 166,33</b>	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6248	Divers					43,20		43,20		43,20	
624	Sous Total compte 624					43,20		43,20		43,20	
6261	Frais d'affranchissement					20,40	20,40	20,40	20,40		0,00
6262	Frais de télécommunication					261,60		261,60		261,60	
626	Sous Total compte 626					282,00	20,40	282,00	20,40	261,60	
62	Sous Total compte 62					42 491,53	20,40	42 491,53	20,40	42 471,13	
6541	Créances admises en non-valeur					900,00		900,00		900,00	
654	Sous Total compte 654					900,00		900,00		900,00	
65	Sous Total compte 65					900,00		900,00		900,00	
6811	DA - immob corpo et incorpo					5 394,00		5 394,00		5 394,00	
6817	Dot dépréciat actifs circulants					259,57		259,57		259,57	
681	Sous Total compte 681					5 653,57		5 653,57		5 653,57	
68	Sous Total compte 68					5 653,57		5 653,57		5 653,57	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	<b>Total classe 6</b>					51 028,85	20,40	51 028,85	20,40	51 008,45	
7062	Redevance d'assainissement non collectif					300,00	42 070,00	300,00	42 070,00		41 770,00
706	<b>Sous Total compte 706</b>					300,00	42 070,00	300,00	42 070,00		41 770,00
70	<b>Sous Total compte 70</b>					300,00	42 070,00	300,00	42 070,00		41 770,00
7817	Reprises dépréciations actifs circulants						343,46		343,46		343,46
781	<b>Sous Total compte 781</b>						343,46		343,46		343,46
78	<b>Sous Total compte 78</b>						343,46		343,46		343,46
	<b>Total classe 7</b>					300,00	42 413,46	300,00	42 413,46		42 113,46
	<b>Total général</b>	170 899,51	170 899,51	180 636,87	184 137,86	51 328,85	47 827,86	402 865,23	402 865,23	162 536,75	162 536,75



## Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40704 - CCDSP-SPANC

Exercice 2023

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé Nature des valeurs inactives	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861								
Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862								
Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863								
Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



## Page des signatures

40704 - CCDSP-SPANC

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

### Observations :

**MARCHAND Didier (1013369193-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale**

A DDFiP DE LA DROME, le 07/03/2024

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **CCDSP-SPANC** pendant l'année 2023 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

**SOREDA Regis (1013824204-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale**

A PIERRELATTE, le 08/03/2024

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le



Communauté de communes  
**Drôme Sud Provence**

3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Roche-gude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 - 030

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : COMPTE DE GESTION 2023 - BUDGET ANNEXE GEMAPI**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 36

Suffrages exprimés : 45

#### **Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### **Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Alain GALLU donne procuration à Monsieur Jean-Pierre PLANEL  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absentes :**

Mesdames Béatrice MARTIN et Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 36 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-12 et L.2121-31,

**Vu** l'avis de la Commission des Finances réunie le 26 Mars 2024,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 Mars 2024,

Le Compte de Gestion de l'exercice budgétaire 2023 du Budget Annexe GEMAPI établi par Monsieur le Trésorier, et retraçant le résultat de clôture de l'exercice budgétaire 2023, présente les résultats de clôture suivants :

- En section de fonctionnement, un résultat d'exercice de + 103 108,02 €
- En section d'investissement, un résultat d'exercice de + 2 892,20 €

Les résultats de ce compte de gestion sont parfaitement concordants avec ceux du compte administratif,

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE DECLARER** que le compte de gestion du budget annexe GEMAPI dressé, pour l'exercice 2023, par Monsieur le Trésorier, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer toutes pièces se rapportant à l'affaire.

**DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **DECLARE** que le compte de gestion du budget annexe GEMAPI dressé, pour l'exercice 2023, par Monsieur le Trésorier, n'appelle ni observation ni réserve de sa part,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer toutes pièces se rapportant à l'affaire.

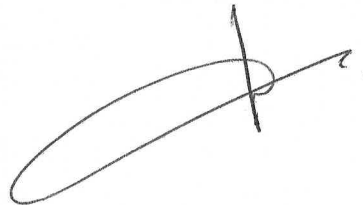
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.  
Au registre sont les signatures des délégués présents

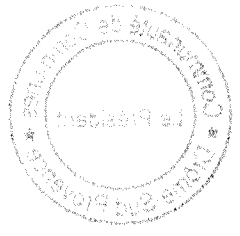
POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**





## CCDSP-GEMAPI BUDGET ANNEXE

### COMPTE DE GESTION EXERCICE 2023

PRÉSENTÉ À  
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)  
M Régis SOREDA

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION  
DU 01/01/2023 AU 05/03/2024

Nomenclature M14 sup egal 10000h  
Voté par Nature avec ref. fonct.

## SOMMAIRE

### Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE	: Situation patrimoniale .....	3
	<a href="#">1 Bilan synthétique .....</a>	<a href="#">Etat I-1 4</a>
	2 Bilan .....	Etat I-2 5
	<a href="#">2.1 Bilan Actif</a>	
	<a href="#">2.2 Bilan Passif</a>	
	<a href="#">3 Compte de résultat synthétique .....</a>	<a href="#">Etat I-3 13</a>
	<a href="#">4 Compte de résultat .....</a>	<a href="#">Etat I-4 14</a>
	5 Annexe .....	18
	<a href="#">Etats des opérations pour compte de tiers .....</a>	<a href="#">Etat I-5 19</a>
2EME PARTIE	: Exécution budgétaire .....	21
	<a href="#">1 Résultats budgétaires de l'exercice .....</a>	<a href="#">Etat II-1 22</a>
	<a href="#">2 Résultats d'exécution .....</a>	<a href="#">Etat II-2 23</a>
	<a href="#">3 Etat de consommation des crédits .....</a>	<a href="#">Etat II-3 26</a>
	<a href="#">4 Etat de réalisation des opérations .....</a>	<a href="#">Etat II-4 30</a>
3EME PARTIE	: Comptabilité des deniers et valeurs .....	35
	<a href="#">1 Balance des comptes .....</a>	<a href="#">Etat III-1 36</a>
	<a href="#">2 Situation des valeurs inactives .....</a>	<a href="#">Etat III-2 46</a>
4EME PARTIE	: Page des signatures .....	47

## Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

40706 - CCDSP-GEMAPI

ACTIF NET <sup>(1)</sup>	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
<b>Immobilisations incorporelles (nettes)</b>		Dotations	
Terrains	2,23	Fonds Globalisés	68,56
Constructions		Réserves	
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	649,01
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	103,11
Autres immobilisations corporelles	2,75	Subventions transférables	
<b>Total immobilisations corporelles (nettes)</b>	<b>4,97</b>	Subventions non transférables	
<b>Immobilisations financières</b>		Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermage et du remettant	
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>4,97</b>	Autres fonds propres	
Stocks		<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>820,68</b>
Créances	814,96	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	
Valeurs mobilières de placement		<b>Dettes financières à long terme</b>	
Disponibilités		Fournisseurs <sup>(2)</sup>	3,08
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	18,06
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>814,96</b>	<b>Total dettes à court terme</b>	<b>21,13</b>
<b>Comptes de régularisations</b>		<b>TOTAL DETTES</b>	<b>21,13</b>
		<b>Comptes de régularisations</b>	<b>-21,88</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>819,93</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>819,93</b>

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2024

**BILAN (en Euros)**

40706 - CCDSP-GEMAPI

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété	2 616,00	390,00	2 226,00	2 356,00
	Constructions en toute propriété				
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	5 894,46	3 146,20	2 748,26	5 510,46
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immo affect à service non personnalisé				
	Immo en concess afferm à dispo immo aff				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Réseaux installations voirie rés divers				
Collections et oeuvres d'art					
Autres immobilisations corporelles					
MONTANT A REPORTER	8 510,46	3 536,20	4 974,26	7 866,46	



**BILAN (en Euros)**

40706 - CCDSP-GEMAPI

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT	8 510,46	3 536,20	4 974,26	7 866,46
	Terrains recus au titre d'affectation				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construc sol d'autrui au titre affectat				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Avances en garanties d'emprunt				
Autres créances					
<b>ACTIF IMMOBILISE TOTAL I</b>		<b>8 510,46</b>	<b>3 536,20</b>	<b>4 974,26</b>	<b>7 866,46</b>

**BILAN (en Euros)**

40706 - CCDSP-GEMAPI

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Terrains				
	Production autre que terrains				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés				
	Créanc irrécouv adm par juge des cptes				
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur BA CCAS et CDE rattachées	814 958,01		814 958,01	689 530,71
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités				
	Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance					
<b>ACTIF CIRCULANT TOTAL II</b>		<b>814 958,01</b>		<b>814 958,01</b>	<b>689 530,71</b>

**BILAN (en Euros)**

40706 - CCDSP-GEMAPI

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARISATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer ou à régulariser				
	Ecart de conversion - Actif				
	<b>COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III</b>				
	<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	823 468,47	3 536,20	819 932,27	697 397,17

**BILAN (en Euros)**

40706 - CCDSP-GEMAPI

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Réserves		
	Neutra amortis subv equip versees		
	Report à nouveau	649 014,84	496 879,25
	Résultat de l'exercice	103 108,02	152 135,59
	Subventions transférables		
	Différences sur réalisations d'immob		
	Fonds globalisés	68 557,29	68 557,29
	Subventions non transférables		
Droits de l'affectant			
<b>FONDS PROPRES TOTAL I</b>	<b>820 680,15</b>	<b>717 572,13</b>	



## BILAN (en Euros)

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	<b>PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II</b>		



**BILAN (en Euros)**

40706 - CCDSP-GEMAPI

<b>PASSIF</b>		<b>Exercice 2023</b>	<b>Exercice 2022</b>
<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	3 075,28	8 914,04
	Dettes fiscales et sociales		
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	18 056,84	
	Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes		
	Fournisseurs d'immobilisations		
Produits constatés d'avance			
<b>DETTES TOTAL III</b>	<b>21 132,12</b>	<b>8 914,04</b>	

**BILAN (en Euros)**

40706 - CCDSP-GEMAPI

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
COMPTES DE REGULARISATION	Recettes à classer ou à régulariser	-21 880,00	-29 089,00
	Ecart de conversion - Passif		
	<b>COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV</b>	<b>-21 880,00</b>	<b>-29 089,00</b>
	<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV)</b>	<b>819 932,27</b>	<b>697 397,17</b>



## Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Impôts et taxes perçus	264,47	340,65
Dotations et subventions reçues	134,20	114,50
Produits des services		
Autres produits		1,56
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	398,67	456,71
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	148,06	143,28
Participations et interventions	144,61	160,21
Dotations aux amortissements et provisions	2,89	0,51
Autres charges		0,57
Charges courantes non financières	295,56	304,57
<b>RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>103,11</b>	<b>152,14</b>
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
<b>RESULTAT COURANT FINANCIER</b>		
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>103,11</b>	<b>152,14</b>
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>		
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>103,11</b>	<b>152,14</b>



**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40706 - CCDSP-GEMAPI

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS</b>		
Impôts locaux	3 174,00	-2 285,00
Autres impôts et taxes	261 295,00	342 935,00
Produits services, domaine et ventes div		
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprise sur amortissements et provisions		1 555,45
Transferts de charges		
Autres produits		
Dotations de l'Etat		32,15
Subventions et participations	19 727,75	
Autres attributions (péréquat, compensa)	114 469,00	114 469,00
<b>TOTAL I</b>	<b>398 665,75</b>	<b>456 706,60</b>
<b>CHARGES COURANTES NON FINANCIERES</b>		
Traitements et salaires		
Charges sociales		
Achats et charges externes	148 060,53	143 275,94
Impôts et taxes		
Dotations amortissements des immob	2 892,20	514,00
Dot amort sur charges à répartir		

**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40706 - CCDSP-GEMAPI

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Dotations aux provisions		
Autres charges		574,08
Contingents et participations	126 548,16	160 206,99
Subventions	18 056,84	
<b>TOTAL II</b>	<b>295 557,73</b>	<b>304 571,01</b>
<b>A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)</b>	<b>103 108,02</b>	<b>152 135,59</b>
<b>PRODUITS COURANTS FINANCIERS</b>		
Valeurs mob et créances de l'actif immo		
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
<b>TOTAL III</b>		
<b>CHARGES COURANTES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
<b>TOTAL IV</b>		

**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40706 - CCDSP-GEMAPI

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)</b>		
<b>A + B - RESULTAT COURANT</b>	<b>103 108,02</b>	<b>152 135,59</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits except op gestion : Subventions		
Prod exception gestion : Autres opér		
Produits des cessions d'immobilisations		
Diff réalis(négatives)repr cpte résultat		
Neutralisation des amortissements		
Prod exception capital : Autres opér		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charg except op gestion : subventions		
Charg excep op gestion-Autres opérations		
Valeur comptable des immo cédées		
Diff réalis(positives)transf à investist		
Charg excep op capital-Autres opérations		
Dotations aux amort et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>		

**COMPTE DE RESULTAT 2023**

40706 - CCDSP-GEMAPI

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	398 665,75	456 706,60
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	295 557,73	304 571,01
RESULTAT DE L'EXERCICE	103 108,02	152 135,59



# Opérations Compte de Tiers

40706 - CCDSP-GEMAPI

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur



## Opérations Compte de Tiers

40706 - CCDSP-GEMAPI

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

## Résultats budgétaires de l'exercice

40706 - CCDSP-GEMAPI

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>RECETTES</b>			
Prévisions budgétaires totales (a)	64 590,83	1 141 583,84	1 206 174,67
Titres de recette émis (b)	2 892,20	422 775,75	425 667,95
Réductions de titres (c)		20 584,00	20 584,00
Recettes nettes (d = b - c)	2 892,20	402 191,75	405 083,95
<b>DEPENSES</b>			
Autorisations budgétaires totales (e)	64 590,83	1 141 583,84	1 206 174,67
Mandats émis (f)		299 083,73	299 083,73
Annulations de mandats (g)			
Depenses nettes (h = f - g)		299 083,73	299 083,73
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>			
(d - h) Excédent	2 892,20	103 108,02	106 000,22
(h - d) Déficit			

# Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services personnalisés

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2022	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2023	RESULTAT DE L'EXERCICE 2023	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2023
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
<b>TOTAL I</b>					
II - Budgets des services à caractère administratif CCDSP-GEMAPI					
Investissement	60 690,83		2 892,20		63 583,03
Fonctionnement	649 014,84		103 108,02		752 122,86
<b>Sous-Total</b>	<b>709 705,67</b>		<b>106 000,22</b>		<b>815 705,89</b>
<b>TOTAL II</b>	<b>709 705,67</b>		<b>106 000,22</b>		<b>815 705,89</b>
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
<b>TOTAL III</b>					
<b>TOTAL I + II + III</b>	<b>709 705,67</b>		<b>106 000,22</b>		<b>815 705,89</b>





# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT  
DEPENSES

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
21	Immobilisations corporelles	62 000,00		62 000,00				62 000,00
020	Dépenses imprévues - section d'investissement	2 590,83		2 590,83				2 590,83
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b>	<b>64 590,83</b>		<b>64 590,83</b>				<b>64 590,83</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>64 590,83</b>		<b>64 590,83</b>				<b>64 590,83</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>64 590,83</b>		<b>64 590,83</b>				<b>64 590,83</b>

# Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT  
RECETTES

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	1 000,00		1 000,00				1 000,00
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS</b>	<b>1 000,00</b>		<b>1 000,00</b>				<b>1 000,00</b>
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 000,00</b>		<b>1 000,00</b>				<b>1 000,00</b>
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 900,00		2 900,00	2 892,20		2 892,20	7,80
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>2 900,00</b>		<b>2 900,00</b>	<b>2 892,20</b>		<b>2 892,20</b>	<b>7,80</b>
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	60 690,83		60 690,83				60 690,83
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>64 590,83</b>		<b>64 590,83</b>	<b>2 892,20</b>		<b>2 892,20</b>	<b>61 698,63</b>

## Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	841 433,84	-18 100,00	823 333,84	50 532,33		50 532,33	772 801,51
012	Charges de personnel et frais assimilés	137 000,00		137 000,00	97 528,20		97 528,20	39 471,80
014	Atténuations de produits	7 250,00		7 250,00	3 526,00		3 526,00	3 724,00
65	Autres charges de gestion courante	143 000,00	18 100,00	161 100,00	144 605,00		144 605,00	16 495,00
68	Dotations aux Amortissements et aux provisions	10 000,00		10 000,00				10 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 138 683,84</b>		<b>1 138 683,84</b>	<b>296 191,53</b>		<b>296 191,53</b>	<b>842 492,31</b>
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 900,00		2 900,00	2 892,20		2 892,20	7,80
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 900,00</b>		<b>2 900,00</b>	<b>2 892,20</b>		<b>2 892,20</b>	<b>7,80</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 141 583,84</b>		<b>1 141 583,84</b>	<b>299 083,73</b>		<b>299 083,73</b>	<b>842 500,11</b>



# Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT  
RECETTES

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
73	Impots et taxes	375 640,00		375 640,00	288 579,00	20 584,00	267 995,00	107 645,00
74	Dotations et participations	116 929,00		116 929,00	134 196,75		134 196,75	-17 267,75
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>492 569,00</b>		<b>492 569,00</b>	<b>422 775,75</b>	<b>20 584,00</b>	<b>402 191,75</b>	<b>90 377,25</b>
002	Résultat de fonctionnement reporté	649 014,84		649 014,84				649 014,84
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 141 583,84</b>		<b>1 141 583,84</b>	<b>422 775,75</b>	<b>20 584,00</b>	<b>402 191,75</b>	<b>739 392,09</b>



# Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
 DEPENSES

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
--	----------	----------------	------------------	------------------------------





## Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT  
RECETTES

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
28128	Amortissements autres agencements et aménagements de terrains	130,00		130,00
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	2 706,20		2 706,20
28184	Mobilier	56,00		56,00
<b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 040</b>	<b>Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>2 892,20</b>		<b>2 892,20</b>
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT</b>	<b>2 892,20</b>		<b>2 892,20</b>
	<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>2 892,20</b>		<b>2 892,20</b>

## Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
60622	Achats non stockés de carburants	421,26		421,26
60632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	14,99		14,99
6064	Achats non stockés de fournitures administratives	28,89		28,89
61521	Services extérieurs - entretien et réparations de terrains	25 044,00		25 044,00
617	Services extérieurs - études et recherches	22 584,00		22 584,00
6231	Publicité publications relations publiques - annonces et insertions	682,38		682,38
6238	Publicité publications relations publiques - divers	19,68		19,68
6248	Transports - divers	51,37		51,37
6256	Déplacements missions et réceptions - missions	32,16		32,16
6262	Frais de télécommunications	633,60		633,60
6281	Autres services extérieurs - concours divers (cotisations ...)	1 020,00		1 020,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>50 532,33</b>		<b>50 532,33</b>
6215	Personnel extérieur au service affecté par collectivité rattachement	40 635,52		40 635,52
6218	Autre personnel extérieur au service	56 892,68		56 892,68
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 012</b>	<b>Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>97 528,20</b>		<b>97 528,20</b>
7391178	Autres restitutions au titre de dégrèvements sur contributions directes	3 526,00		3 526,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>3 526,00</b>		<b>3 526,00</b>
65548	Autres contributions	126 548,16		126 548,16
657358	Subventions fonctionnement aux organismes publics - Autres Groupements	18 056,84		18 056,84
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>144 605,00</b>		<b>144 605,00</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>296 191,53</b>		<b>296 191,53</b>
6811	Dotations aux Amortissements immobilisations incorporelles et corporelles	2 892,20		2 892,20
<b>SOUS-TOTAL OPERATION n° 042</b>	<b>Opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>2 892,20</b>		<b>2 892,20</b>
<b>TOTAL</b>	<b>DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 892,20</b>		<b>2 892,20</b>



# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
DEPENSES

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	299 083,73		299 083,73





# Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT  
RECETTES

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7318	Impôts locaux - autres impôts locaux ou assimilés	6 700,00		6 700,00
7346	Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations	281 879,00	20 584,00	261 295,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>288 579,00</b>	<b>20 584,00</b>	<b>267 995,00</b>
7473	Participations - Départements	19 727,75		19 727,75
74833	Etat Compensation au titre de contribution économique territoriale (CVAE et CFE)	78 690,00		78 690,00
74834	Etat compensation au titre des exonérations des taxes foncières	35 779,00		35 779,00
<b>SOUS-TOTAL CHAPITRE 74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>134 196,75</b>		<b>134 196,75</b>
<b>TOTAL</b>	<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>422 775,75</b>	<b>20 584,00</b>	<b>402 191,75</b>
	<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>422 775,75</b>	<b>20 584,00</b>	<b>402 191,75</b>

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	FCTVA		68 557,29						68 557,29		68 557,29
1022	Sous Total compte 1022		68 557,29						68 557,29		68 557,29
102	Sous Total compte 102		68 557,29						68 557,29		68 557,29
10	Sous Total compte 10		68 557,29						68 557,29		68 557,29
110	Report à nouveau solde créditeur		496 879,25		152 135,59				649 014,84		649 014,84
11	Sous Total compte 11		496 879,25		152 135,59				649 014,84		649 014,84
12	Résultat exercice excéd déficit		152 135,59	152 135,59				152 135,59	152 135,59		0,00
12	Sous Total compte 12		152 135,59	152 135,59				152 135,59	152 135,59		0,00
	<b>Total classe 1</b>		<b>717 572,13</b>	<b>152 135,59</b>	<b>152 135,59</b>			<b>152 135,59</b>	<b>869 707,72</b>		<b>717 572,13</b>
2128	Autres agencet et aménagt terrains	2 616,00						2 616,00		2 616,00	
212	Sous Total compte 212	2 616,00						2 616,00		2 616,00	
2183	Mat bureau mat informatique	5 458,41			129,00			5 458,41	129,00	5 329,41	
2184	Mobilier	565,05						565,05		565,05	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
218	Sous Total compte 218	6 023,46			129,00			6 023,46	129,00	5 894,46	
21	Sous Total compte 21	8 639,46			129,00			8 639,46	129,00	8 510,46	
28128	Amort autres agenc t amégat terr		260,00				130,00		390,00		390,00
2812	Sous Total compte 2812		260,00				130,00		390,00		390,00
28183	Mat bureau mat informatique		457,00	129,00			2 706,20	129,00	3 163,20		3 034,20
28184	Mobilier		56,00				56,00		112,00		112,00
2818	Sous Total compte 2818		513,00	129,00			2 762,20	129,00	3 275,20		3 146,20
281	Sous Total compte 281		773,00	129,00			2 892,20	129,00	3 665,20		3 536,20
28	Sous Total compte 28		773,00	129,00			2 892,20	129,00	3 665,20		3 536,20
	<b>Total classe 2</b>	<b>8 639,46</b>	<b>773,00</b>	<b>129,00</b>	<b>129,00</b>		<b>2 892,20</b>	<b>8 768,46</b>	<b>3 794,20</b>	<b>8 510,46</b>	<b>3 536,20</b>
4011	Fournisseurs		8 914,04	112 598,01	106 759,25			112 598,01	115 673,29		3 075,28
401	Sous Total compte 401		8 914,04	112 598,01	106 759,25			112 598,01	115 673,29		3 075,28
40	Sous Total compte 40		8 914,04	112 598,01	106 759,25			112 598,01	115 673,29		3 075,28

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4111	Redevables - amiable			50 587,00	50 587,00			50 587,00	50 587,00		0,00
411	Sous Total compte 411			50 587,00	50 587,00			50 587,00	50 587,00		0,00
41	Sous Total compte 41			50 587,00	50 587,00			50 587,00	50 587,00		0,00
44311	Opér particul avec Etat dépenses			3 526,00	3 526,00			3 526,00	3 526,00		0,00
44312	Opér particul avec Etat recettes amiable			6 692,00	6 692,00			6 692,00	6 692,00		0,00
4431	Sous Total compte 4431			10 218,00	10 218,00			10 218,00	10 218,00		0,00
44351	Opér particul grp dépenses			126 548,16	144 605,00			126 548,16	144 605,00		18 056,84
4435	Sous Total compte 4435			126 548,16	144 605,00			126 548,16	144 605,00		18 056,84
44381	Aut serv organ pub - dépenses			40 635,52	40 635,52			40 635,52	40 635,52		0,00
4438	Sous Total compte 4438			40 635,52	40 635,52			40 635,52	40 635,52		0,00
443	Sous Total compte 443			177 401,68	195 458,52			177 401,68	195 458,52		18 056,84
44	Sous Total compte 44			177 401,68	195 458,52			177 401,68	195 458,52		18 056,84
4514	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	689 530,71		429 984,75	304 557,45			1 119 515,46	304 557,45	814 958,01	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
451	Sous Total compte 451	689 530,71		429 984,75	304 557,45			1 119 515,46	304 557,45	814 958,01	
45	Sous Total compte 45	689 530,71		429 984,75	304 557,45			1 119 515,46	304 557,45	814 958,01	
46711	Autres comptes créditeurs			32,16	32,16			32,16	32,16		0,00
4671	Sous Total compte 4671			32,16	32,16			32,16	32,16		0,00
467	Sous Total compte 467			32,16	32,16			32,16	32,16		0,00
46	Sous Total compte 46			32,16	32,16			32,16	32,16		0,00
47131	Raet : verst contrib directes			202 478,00	180 598,00			202 478,00	180 598,00	21 880,00	
47134	Raet : subv			19 727,75	19 727,75			19 727,75	19 727,75		0,00
47138	Raet : autres	29 089,00		165 055,00	194 144,00			194 144,00	194 144,00		0,00
4713	Sous Total compte 4713	29 089,00		387 260,75	394 469,75			416 349,75	394 469,75	21 880,00	
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			20 584,00	20 584,00			20 584,00	20 584,00		0,00
47141	Sous Total compte 47141			20 584,00	20 584,00			20 584,00	20 584,00		0,00
4714	Sous Total compte 4714			20 584,00	20 584,00			20 584,00	20 584,00		0,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471	Sous Total compte 471	29 089,00		407 844,75	415 053,75			436 933,75	415 053,75	21 880,00	
47218	Autres dépenses			633,60	633,60			633,60	633,60		0,00
4721	Sous Total compte 4721			633,60	633,60			633,60	633,60		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser			20 584,00	20 584,00			20 584,00	20 584,00		0,00
472	Sous Total compte 472			21 217,60	21 217,60			21 217,60	21 217,60		0,00
47	Sous Total compte 47	29 089,00		429 062,35	436 271,35			458 151,35	436 271,35	21 880,00	
	<b>Total classe 4</b>	<b>718 619,71</b>	<b>8 914,04</b>	<b>1 199 665,95</b>	<b>1 093 665,73</b>			<b>1 918 285,66</b>	<b>1 102 579,77</b>	<b>836 838,01</b>	<b>21 132,12</b>
580	Opérations d'ordre budgétaires			2 892,20	2 892,20			2 892,20	2 892,20		0,00
58	Sous Total compte 58			2 892,20	2 892,20			2 892,20	2 892,20		0,00
	<b>Total classe 5</b>			<b>2 892,20</b>	<b>2 892,20</b>			<b>2 892,20</b>	<b>2 892,20</b>		<b>0,00</b>
60622	Achts non stkés carburants					421,26		421,26		421,26	
6062	Sous Total compte 6062					421,26		421,26		421,26	
60632	Achts non stkés fournit petit équipt					14,99		14,99		14,99	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6063	Sous Total compte 6063					14,99		14,99		14,99	
6064	Achts non stkés fournit admin					28,89		28,89		28,89	
606	Sous Total compte 606					465,14		465,14		465,14	
60	Sous Total compte 60					465,14		465,14		465,14	
61521	Entretien et réparations de terrains					25 044,00		25 044,00		25 044,00	
6152	Sous Total compte 6152					25 044,00		25 044,00		25 044,00	
615	Sous Total compte 615					25 044,00		25 044,00		25 044,00	
617	Etudes et recherches					22 584,00		22 584,00		22 584,00	
61	Sous Total compte 61					47 628,00		47 628,00		47 628,00	
6215	Persel extér au serv affecté par col rat					40 635,52		40 635,52		40 635,52	
6218	Autre personnel extérieur au service					56 892,68		56 892,68		56 892,68	
621	Sous Total compte 621					97 528,20		97 528,20		97 528,20	
6231	Pub public relat publ annonces insert					682,38		682,38		682,38	

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6238	Pub public relat publ divers					19,68		19,68		19,68	
<b>623</b>	<b>Sous Total compte 623</b>					<b>702,06</b>		<b>702,06</b>		<b>702,06</b>	
6248	Transports-divers					51,37		51,37		51,37	
<b>624</b>	<b>Sous Total compte 624</b>					<b>51,37</b>		<b>51,37</b>		<b>51,37</b>	
6256	Déplacts missions récep - missions					32,16		32,16		32,16	
<b>625</b>	<b>Sous Total compte 625</b>					<b>32,16</b>		<b>32,16</b>		<b>32,16</b>	
6262	Frais de télécommunicat					633,60		633,60		633,60	
<b>626</b>	<b>Sous Total compte 626</b>					<b>633,60</b>		<b>633,60</b>		<b>633,60</b>	
6281	Aut serv extér concours divers					1 020,00		1 020,00		1 020,00	
<b>628</b>	<b>Sous Total compte 628</b>					<b>1 020,00</b>		<b>1 020,00</b>		<b>1 020,00</b>	
<b>62</b>	<b>Sous Total compte 62</b>					<b>99 967,39</b>		<b>99 967,39</b>		<b>99 967,39</b>	
65548	Autres contributions					126 548,16		126 548,16		126 548,16	
<b>6554</b>	<b>Sous Total compte 6554</b>					<b>126 548,16</b>		<b>126 548,16</b>		<b>126 548,16</b>	



**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
655	Sous Total compte 655					126 548,16		126 548,16		126 548,16	
657358	Subv fonct aux orga pub autres grouppts					18 056,84		18 056,84		18 056,84	
65735	Sous Total compte 65735					18 056,84		18 056,84		18 056,84	
6573	Sous Total compte 6573					18 056,84		18 056,84		18 056,84	
657	Sous Total compte 657					18 056,84		18 056,84		18 056,84	
65	Sous Total compte 65					144 605,00		144 605,00		144 605,00	
6811	DA - immob					2 892,20		2 892,20		2 892,20	
681	Sous Total compte 681					2 892,20		2 892,20		2 892,20	
68	Sous Total compte 68					2 892,20		2 892,20		2 892,20	
	<b>Total classe 6</b>					<b>295 557,73</b>		<b>295 557,73</b>		<b>295 557,73</b>	
7318	Impôts locaux - autres impôts ou assimil						6 700,00		6 700,00		6 700,00
731	Sous Total compte 731						6 700,00		6 700,00		6 700,00
7346	Taxe pour la gestion des milieux aquatiq					20 584,00	281 879,00	20 584,00	281 879,00		261 295,00

**BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
734	Sous Total compte 734					20 584,00	281 879,00	20 584,00	281 879,00		261 295,00
7391178	Autres restitutions dégrt contrib direct					3 526,00		3 526,00		3 526,00	
739117	Sous Total compte 739117					3 526,00		3 526,00		3 526,00	
73911	Sous Total compte 73911					3 526,00		3 526,00		3 526,00	
7391	Sous Total compte 7391					3 526,00		3 526,00		3 526,00	
739	Sous Total compte 739					3 526,00		3 526,00		3 526,00	
73	Sous Total compte 73					24 110,00	288 579,00	24 110,00	288 579,00		264 469,00
7473	Participations - Dépt						19 727,75		19 727,75		19 727,75
747	Sous Total compte 747						19 727,75		19 727,75		19 727,75
74833	Etat Compensation de la CET (CVAE CFE)						78 690,00		78 690,00		78 690,00
74834	Compens au titre exonérat tax foncieres						35 779,00		35 779,00		35 779,00
7483	Sous Total compte 7483						114 469,00		114 469,00		114 469,00
748	Sous Total compte 748						114 469,00		114 469,00		114 469,00



# BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74	Sous Total compte 74						134 196,75		134 196,75		134 196,75
	Total classe 7					24 110,00	422 775,75	24 110,00	422 775,75	3 526,00	402 191,75
	Total général	727 259,17	727 259,17	1 354 822,74	1 248 822,52	319 667,73	425 667,95	2 401 749,64	2 401 749,64	1 144 432,20	1 144 432,20

**Balance des valeurs inactives**

Arrêtée à la date du 31/12/2023

40706 - CCDSP-GEMAPI

Exercice 2023

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé Nature des valeurs inactives	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861								
Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862								
Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863								
Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



## Page des signatures

40706 - CCDSP-GEMAPI

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

### Observations :

**MARCHAND Didier (1013369193-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **CCDSP-GEMAPI** pendant l'année **2023** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

**SOREDA Regis (1013824204-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A DDFiP DE LA DROME, le 07/03/2024

A PIERRELATTE, le 08/03/2024

A , le

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 - 031

Compétence communautaire : FINANCES

**OBJET : VOTE DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2023 – ELECTION DU  
PRESIDENT DE SEANCE**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 36

Suffrages exprimés : 45

#### Étaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Étaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Alain GALLU donne procuration à Monsieur Jean-Pierre PLANEL  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD



Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absentes :**

Mesdames Béatrice MARTIN et Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-14,

Dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le Conseil Communautaire doit élire son président. En effet, Monsieur le Président peut prendre part aux débats mais doit se retirer au moment du vote.

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

**Candidature : Monsieur Didier BESNIER**

**DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

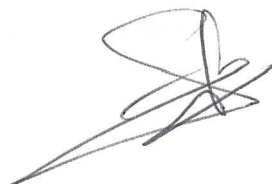
- **DECLARE**, Monsieur Didier BESNIER, Président de séance.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

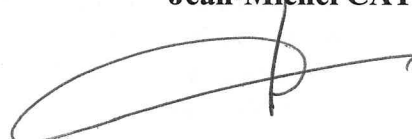
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**





3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :  
Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 - 032

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : COMPTE ADMINISTRATIF 2023 – BUDGET GENERAL**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 45 (Monsieur le Président ne prend pas part au vote)

#### **Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### **Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ



**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L1612-2 et suivants,

**Vu** le Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 Mars 2024,

Le Compte de gestion de l'exercice budgétaire 2023 du budget principal a été établi par Monsieur le Trésorier et retrace le résultat de clôture de l'exercice budgétaire 2023. Les résultats de ce compte de gestion sont en parfaite concordance avec ceux du compte administratif ce qui n'appelle aucune observation de la part du conseil communautaire.

Le Compte administratif 2023 fait ressortir les résultats budgétaires suivants :

**Section de Fonctionnement**

Recettes de fonctionnement de l'exercice	8 469 483,12
Dépenses de fonctionnement de l'exercice	6 027 404,43
<b>Résultat de fonctionnement de l'Exercice</b>	<b>2 442 078,69</b>

**Section d'Investissement**

Recettes d'investissement de l'exercice	4 182 847,60
Dépenses d'investissement de l'exercice	1 869 753,37
<b>Résultat d'investissement de l'Exercice</b>	<b>2 313 094,23</b>

<i>Restes à réaliser 2023 pour information</i>	<i>- 1 608 687,84</i>
--	-----------------------

Monsieur Didier BESNIER est président de séance pour les votes des comptes administratifs 2023.

Monsieur le Président, Jean-Michel CATELINOIS, ne prend pas part au vote et sort de la salle.

### **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE CONSTATER** que le compte administratif 2023 du Budget Principal dressé par le Président, est conforme au compte de gestion 2023 établi par Monsieur le Trésorier,
- **DE DONNER ACTE** de la présentation faite du compte administratif 2023 du Budget Principal,
- **DE RECONNAITRE** la sincérité des restes à réaliser.

### **DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

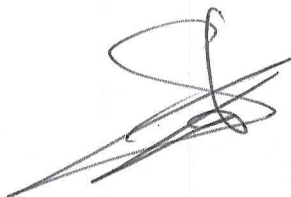
- **CONSTATE** que le compte administratif 2023 du Budget Principal dressé par le Président, est conforme au compte de gestion 2023 établi par Monsieur le Trésorier,
- **DONNE ACTE** de la présentation faite du compte administratif 2023 du Budget Principal,
- **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024032-BF



<b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>V</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>A</b>

Nombre de membres en exercice : 47  
 Nombre de membres présents : **38**  
 Nombre de suffrages exprimés : **46**  
 VOTES :  
 Pour : **46**  
 Contre : **0**  
 Abstentions : **0**

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par Le Président (1).  
 A Pierrelatte, le 10/04/2024

Délibéré par l'assemblée Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire(2), réunie en session Ordinaire *du conseil communautaire,*  
 A Pierrelatte, le 10/04/2024  
 Les membres de l'assemblée délibérante Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire (2),(3).

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	Procureur à H. MEDINA
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	<b>AROUÉ.</b>
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	Procureur à J.F. CATELINOIS
M. ENTAT Romain	<b>AROUÉ.</b> Procureur à E. CAROU
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	Procureur à J. GALLU
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	Procureur à M. GARIN
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	Procureur à A. MILHAUD
M. LOPEZ Antonio	Procureur à P. ESCOFFIER
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

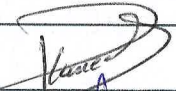








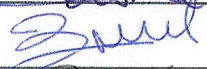





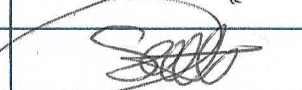
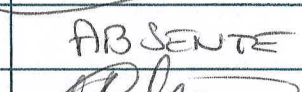
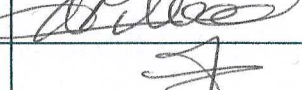
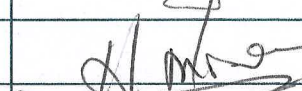

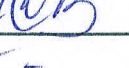

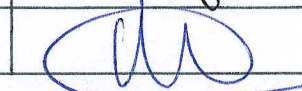


S<sup>2</sup>LOW

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024032-BF

V - ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

A

M. PLANEL Jean Pierre	
M. POIGNET Richard	
M. PUEL Jean Marie	 Procuration à V. ALLIEZ
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	ABSENTE
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	



<b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b>	
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>A</b>

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Pierrelatte, le 18/04/2024

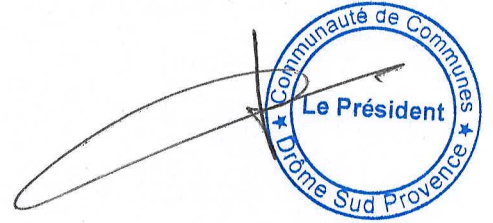
(1) Indiquer « la présidente » ou « le président »

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante du conseil régional de , de la Collectivité territoriale unique de , de la métropole de , du Conseil syndical de

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif

le Président,

Jean-Michel CATELINOS



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**Communauté de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP - Communauté  
de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)**

Numéro SIRET : 20004290100062

POSTE COMPTABLE : CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

**M 14**

**Compte administratif  
voté par nature**

BUDGET : Principal (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	19

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	20
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	28
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	29
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	33
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	34
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	35
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	37
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	38
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	39
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	40
A4 - Etat des provisions	41
A5 - Etalement des provisions	42
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	43
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	44
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	46
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	47
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	48
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	49
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	50
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	51
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	52
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	53
A10.3 - Opérations liées aux cessions	54
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	55
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	56
A11 - Etat des travaux en régie	57
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	59

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	60
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	61
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	62
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	63
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	64
B1.6 - Etat des engagements reçus	65
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	66



B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

C1.1 - Etat du personnel 70

C1.2 - Actions de formation des élus 73

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier 74

C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 75

C3.2 - Liste des établissements publics créés 76

C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 77

C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 78

C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 79

C3.6 - Identification des flux croisés 82

C4 - Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain

Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 83

D2 - Arrêté et signatures 84

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE  
200042901Communauté de Communes Drôme Sud Provence-  
PrincipalS<sup>2</sup>LO  
CA  
DE

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	44106
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : CCDSP	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
35666023,00		502,79	432,44

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	123,31	1154,00
2	Produit des impositions directes/population	112,20	613,00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	183,92	1351,00
4	Dépenses d'équipement brut/population	1,36	331,00
5	Encours de dette/population	42,87	816,00
6	DGF/population	5,31	172,00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0,2547	0,5970
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0,6994	0,9200
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0,0100	0,2450
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0,2330	0,6000

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE(1)**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)		DEPENSES		RECETTES	
	Section de fonctionnement	A	6 027 404,43	G	8 469 483,12
	Section d'investissement	B	1 869 753,37	H	4 182 847,60

REPORTS DE L'EXERCICE N-1					
	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	3 456 831,40 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	1 073 153,69 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)

TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	8 970 311,49	= G+H+I+J	16 109 162,12
--------------------------------	--	-----------	--------------	-----------	---------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	1 608 687,84	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	1 608 687,84	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	6 027 404,43	= G+I+K	11 926 314,52
	Section d'investissement	= B+D+F	4 551 594,90	= H+J+L	4 182 847,60
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	10 578 999,33	= G+H+I+J+K+L	16 109 162,12

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre		
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général	0,00			
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00			
014	Atténuations de produits	0,00			
65	Autres charges de gestion courante	0,00			
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00			
66	Charges financières	0,00			
67	Charges exceptionnelles	0,00			
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	1 608 687,84	L	0,00
010	Stocks (4)	0,00			0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00			0,00
13	Subventions d'investissement	0,00			0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00			0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00			0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00			0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées	Publié le	Titres restant à émettre
204	Subventions d'équipement versées	1 560 000,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	48 687,84		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00		0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.



## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	2 049 309,02	1 138 651,64	38 316,28	0,00	872 341,10
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 452 126,53	1 385 412,55	0,00	0,00	66 713,98
014	Atténuations de produits	676 400,80	646 341,34	0,00	0,00	30 059,46
65	Autres charges de gestion courante	2 277 264,12	2 203 332,45	0,00	0,00	73 931,67
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>6 455 100,47</b>	<b>5 373 737,98</b>	<b>38 316,28</b>	<b>0,00</b>	<b>1 043 046,21</b>
66	Charges financières	22 066,70	11 649,73	10 416,97	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 200,00	1 195,20	0,00	0,00	4,80
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	3 620,10	3 611,10			9,00
022	Dépenses imprévues	250 000,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>6 731 987,27</b>	<b>5 390 194,01</b>	<b>48 733,25</b>	<b>0,00</b>	<b>1 293 060,01</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	4 947 446,91				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	675 904,97	588 477,17			87 427,80
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>5 623 351,88</b>	<b>588 477,17</b>			<b>5 034 874,71</b>
<b>TOTAL</b>		<b>12 355 339,15</b>	<b>5 978 671,18</b>	<b>48 733,25</b>	<b>0,00</b>	<b>6 327 934,72</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	6 800,00	23 644,11	0,00	0,00	-16 844,11
70	Produits services, domaine et ventes div	1 238 562,00	901 659,85	0,00	0,00	336 902,15
73	Impôts et taxes	6 299 137,75	6 340 485,36	0,00	0,00	-41 347,61
74	Dotations et participations	909 085,00	846 110,45	0,00	0,00	62 974,55
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1,15	0,00	0,00	-1,15
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>8 453 584,75</b>	<b>8 111 900,92</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>341 683,83</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	125,54	0,00	0,00	-125,54
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>8 453 584,75</b>	<b>8 112 026,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>341 558,29</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	444 923,00	357 456,66			87 466,34
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>444 923,00</b>	<b>357 456,66</b>			<b>87 466,34</b>
<b>TOTAL</b>		<b>8 898 507,75</b>	<b>8 469 483,12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>429 024,63</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>3 456 831,40</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	8 088,00	278,40	0,00	7 809,60
204	Subventions d'équipement versées	2 745 708,14	1 145 708,14	1 560 000,00	40 000,00
21	Immobilisations corporelles	4 470 425,81	59 841,05	48 687,84	4 361 896,92
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>7 224 221,95</b>	<b>1 205 827,59</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>4 409 706,52</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	71 252,00	71 252,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	235 217,12	235 217,12	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	107 206,28			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>413 675,40</b>	<b>306 469,12</b>	<b>0,00</b>	<b>107 206,28</b>
45...	Total des opé. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>7 637 897,35</b>	<b>1 512 296,71</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>4 516 912,80</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	444 923,00	357 456,66		87 466,34
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>444 923,00</b>	<b>357 456,66</b>		<b>87 466,34</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>8 082 820,35</b>	<b>1 869 753,37</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>4 604 379,14</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>1 073 153,69</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	97 185,00	141 252,00	0,00	-44 067,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>97 185,00</b>	<b>141 252,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-44 067,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	10 350,00	28 031,27	0,00	-17 681,27
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	3 425 087,16	3 425 087,16	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>3 435 437,16</b>	<b>3 453 118,43</b>	<b>0,00</b>	<b>-17 681,27</b>
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>3 532 622,16</b>	<b>3 594 370,43</b>	<b>0,00</b>	<b>-61 748,27</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	4 947 446,91			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	675 904,97	588 477,17		87 427,80
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>5 623 351,88</b>	<b>588 477,17</b>		<b>5 034 874,71</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>9 155 974,04</b>	<b>4 182 847,60</b>	<b>0,00</b>	<b>4 973 126,44</b>

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>	
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>		

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 176 967,92		1 176 967,92
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 385 412,55		1 385 412,55
014	Atténuations de produits	646 341,34		646 341,34
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 203 332,45		2 203 332,45
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	22 066,70	0,00	22 066,70
67	Charges exceptionnelles	1 195,20	0,00	1 195,20
68	Dot. aux amortissements et provisions	3 611,10	231 331,97	234 943,07
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		357 145,20	357 145,20
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>5 438 927,26</b>	<b>588 477,17</b>	<b>6 027 404,43</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	71 252,00	0,00	71 252,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	235 217,12	0,00	235 217,12
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	278,40	0,00	278,40
204	Subventions d'équipement versées	1 145 708,14	0,00	1 145 708,14
21	Immobilisations corporelles (6)	59 841,05	0,00	59 841,05
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		311,46	311,46
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	357 145,20	357 145,20
<b>Dépenses d'investissement –Total</b>		<b>1 512 296,71</b>	<b>357 456,66</b>	<b>1 869 753,37</b>
<b>Pour information</b>				<b>1 073 153,69</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				<b>1 073 153,69</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	23 644,11		23 644,11
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	901 659,85		901 659,85
71	Production stockée (ou déstockage)		357 145,20	357 145,20
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	6 340 485,36		6 340 485,36
74	Dotations et participations	846 110,45		846 110,45
75	Autres produits de gestion courante	1,15	0,00	1,15
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	125,54	0,00	125,54
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	311,46	311,46
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>8 112 026,46</b>	<b>357 456,66</b>	<b>8 469 483,12</b>
<b>Pour information</b>				<b>3 456 831,40</b>
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	28 031,27	0,00	28 031,27
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 425 087,16		3 425 087,16
13	Subventions d'investissement	141 252,00	0,00	141 252,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		231 331,97	231 331,97
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	357 145,20	357 145,20
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>3 594 370,43</b>	<b>588 477,17</b>	<b>4 182 847,60</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.



## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>2 049 309,02</b>	<b>1 138 651,64</b>	<b>38 316,28</b>	<b>0,00</b>	<b>872 341,10</b>
6015	Terrains à aménager	533 488,00	357 145,20	0,00	0,00	176 342,80
60611	Eau et assainissement	1 000,00	541,60	0,00	0,00	458,40
60612	Energie - Electricité	54 596,92	27 297,45	0,00	0,00	27 299,47
60622	Carburants	1 600,00	956,81	0,00	0,00	643,19
60623	Alimentation	2 500,00	2 031,98	0,00	0,00	468,02
60624	Produits de traitement	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	250,00	0,00	0,00	-250,00
60631	Fournitures d'entretien	2 000,00	974,83	0,00	0,00	1 025,17
60632	Fournitures de petit équipement	6 470,10	3 051,93	0,00	0,00	3 418,17
60636	Vêtements de travail	400,00	273,60	0,00	0,00	126,40
6064	Fournitures administratives	6 000,00	5 803,27	0,00	0,00	196,73
6068	Autres matières et fournitures	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
611	Contrats de prestations de services	87 104,00	96 847,03	0,00	0,00	-9 743,03
6132	Locations immobilières	55 334,00	46 389,20	0,00	0,00	8 944,80
6135	Locations mobilières	11 000,00	14 896,14	0,00	0,00	-3 896,14
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	3 000,00	6 072,02	3 650,82	0,00	-6 722,84
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	250,80	0,00	0,00	-250,80
61551	Entretien matériel roulant	2 000,00	392,10	0,00	0,00	1 607,90
61558	Entretien autres biens mobiliers	100,00	1 152,00	0,00	0,00	-1 052,00
6156	Maintenance	40 440,00	32 423,43	0,00	0,00	8 016,57
6161	Multirisques	21 466,00	21 276,95	0,00	0,00	189,05
6168	Autres primes d'assurance	600,00	553,81	0,00	0,00	46,19
617	Etudes et recherches	249 025,00	171 795,00	0,00	0,00	77 230,00
6182	Documentation générale et technique	17 650,00	28 914,14	0,00	0,00	-11 264,14
6184	Versements à des organismes de formation	4 000,00	5 490,54	0,00	0,00	-1 490,54
6185	Frais de colloques et de séminaires	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
6188	Autres frais divers	582 000,00	13 454,95	0,00	0,00	568 545,05
6226	Honoraires	8 000,00	2 545,20	0,00	0,00	5 454,80
6227	Frais d'actes et de contentieux	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
6228	Divers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	866,82	0,00	0,00	2 133,18
6232	Fêtes et cérémonies	3 000,00	1 349,44	0,00	0,00	1 650,56
6233	Foires et expositions	0,00	1 834,00	0,00	0,00	-1 834,00
6236	Catalogues et imprimés	21 000,00	4 108,90	15 090,00	0,00	1 801,10
6237	Publications	16 022,00	225,60	0,00	0,00	15 796,40
6238	Divers	136,00	720,00	0,00	0,00	-584,00
6248	Divers	600,00	137,48	0,00	0,00	462,52
6251	Voyages et déplacements	4 000,00	2 879,77	0,00	0,00	1 120,23
6256	Missions	2 000,00	227,50	0,00	0,00	1 772,50
6257	Réceptions	8 000,00	4 881,26	0,00	0,00	3 118,74
6261	Frais d'affranchissement	6 000,00	5 476,82	0,00	0,00	523,18
6262	Frais de télécommunications	20 000,00	19 452,03	0,00	0,00	547,97
627	Services bancaires et assimilés	200,00	174,79	0,00	0,00	25,21
6281	Concours divers (cotisations)	7 300,00	7 864,18	0,00	0,00	-564,18
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	1 800,00	1 988,40	0,00	0,00	-188,40
6283	Frais de nettoyage des locaux	15 600,00	19 844,25	0,00	0,00	-4 244,25
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	224 177,00	225 415,99	5 075,46	0,00	-6 314,45
62878	Remb. frais à d'autres organismes	13 500,00	356,67	14 500,00	0,00	-1 356,67
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	67,76	0,00	0,00	-67,76
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>1 452 126,53</b>	<b>1 385 412,55</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>66 713,98</b>
6217	Personnel affecté par la commune membre	6 929,88	6 929,88	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	807,07	825,40	0,00	0,00	-18,33
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	15 541,59	14 874,22	0,00	0,00	667,37
64111	Rémunération principale titulaires	604 357,96	523 011,12	0,00	0,00	81 346,84
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	15 948,47	19 207,05	0,00	0,00	-3 258,58
64114	Personnel titulaire - Indemnité inflat°	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
64118	Autres indemnités titulaires	223 793,24	196 940,82	0,00	0,00	26 852,42
64131	Rémunérations non tit.	174 413,15	199 144,09	0,00	0,00	-24 730,94
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6417	Rémunérations des apprentis	12 512,28	9 138,59	0,00	0,00	3 373,69
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	1 042,69	0,00	0,00	-1 042,69
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	144 944,22	177 147,71	0,00	0,00	-32 203,49
6453	Cotisations aux caisses de retraites	206 331,33	180 593,72	0,00	0,00	25 737,61
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	6 670,14	8 065,29	0,00	0,00	-1 395,15
6455	Cotisations pour assurance du personnel	25 877,20	37 215,69	0,00	0,00	-11 338,49
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	1 000,00	406,00	0,00	0,00	594,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou à employer)			
			Mandats émis	Charges rattachées	réaliser au 31/12	Crédits annulés
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	8 000,00	7 342,28	0,00	0,00	657,72
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 000,00	1 650,00	0,00	0,00	350,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	1 878,00	0,00	0,00	-1 878,00
6488	Autres charges	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>676 400,80</b>	<b>646 341,34</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>30 059,46</b>
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0,00	75 266,00	0,00	0,00	-75 266,00
73916	Prél / contrib redressement fin. publiques	32 941,00	32 941,00	0,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	618 004,80	516 136,00	0,00	0,00	101 868,80
7398	Reversit., restitut° et prélèvt divers	25 455,00	21 998,34	0,00	0,00	3 456,66
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>2 277 264,12</b>	<b>2 203 332,45</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>73 931,67</b>
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	26 860,00	4 730,66	0,00	0,00	22 129,34
6531	Indemnités	113 331,24	114 181,50	0,00	0,00	-850,26
6533	Cotisations de retraite	7 820,00	6 513,32	0,00	0,00	1 306,68
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	34 078,81	0,00	0,00	0,00	34 078,81
6535	Formation	0,00	126,00	0,00	0,00	-126,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	57,00	0,00	0,00	-57,00
6542	Créances éteintes	18 000,00	16 538,10	0,00	0,00	1 461,90
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	16 896,00	0,00	0,00	0,00	16 896,00
65548	Autres contributions	107 568,00	112 375,44	0,00	0,00	-4 807,44
657363	Subv. fonct. Établ. à caractère adminis	1 295 278,22	1 295 278,22	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	657 429,85	653 029,60	0,00	0,00	4 400,25
65888	Autres	2,00	502,61	0,00	0,00	-500,61
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)</b> <b>= (011+012+014+65+656)</b>		<b>6 455 100,47</b>	<b>5 373 737,98</b>	<b>38 316,28</b>	<b>0,00</b>	<b>1 043 046,21</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>22 066,70</b>	<b>11 649,73</b>	<b>10 416,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
66111	Intérêts réglés à l'échéance	23 435,25	23 435,25	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-1 368,55	-11 785,52	10 416,97	0,00	0,00
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>1 200,00</b>	<b>1 195,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4,80</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 200,00	1 195,20	0,00	0,00	4,80
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)</b>	<b>3 620,10</b>	<b>3 611,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9,00</b>
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	3 620,10	3 611,10	0,00	0,00	9,00
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>250 000,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b> <b>= a+b+c+d+e</b>		<b>6 731 987,27</b>	<b>5 390 194,01</b>	<b>48 733,25</b>	<b>0,00</b>	<b>1 293 060,01</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>4 947 446,91</b>	<b>0,00</b>			<b>4 947 446,91</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</b>	<b>675 904,97</b>	<b>588 477,17</b>			<b>87 427,80</b>
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporables	231 331,97	231 331,97			0,00
71355	Variat° stocks terrains aménagés	444 573,00	357 145,20			87 427,80
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>5 623 351,88</b>	<b>588 477,17</b>			<b>5 034 874,71</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>5 623 351,88</b>	<b>588 477,17</b>			<b>5 034 874,71</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</b> <b>(= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>12 355 339,15</b>	<b>5 978 671,18</b>	<b>48 733,25</b>	<b>0,00</b>	<b>6 327 934,72</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)**

Montant des ICNE de l'exercice	10 416,97
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-11 785,52
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-1 368,55

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>6 800,00</b>	<b>23 644,11</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-16 844,11</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	6 800,00	23 644,11	0,00	0,00	-16 844,11
<b>70</b>	<b>Produits services, domaine et ventes div</b>	<b>1 238 562,00</b>	<b>901 659,85</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>336 902,15</b>
7015	Ventes de terrains aménagés	533 488,00	357 145,20	0,00	0,00	176 342,80
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	517 000,00	404 838,80	0,00	0,00	112 161,20
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	37 624,00	0,00	0,00	0,00	37 624,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	150 450,00	139 675,85	0,00	0,00	10 774,15
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>6 299 137,75</b>	<b>6 340 485,36</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-41 347,61</b>
73111	Impôts directs locaux	4 979 661,30	5 001 711,00	0,00	0,00	-22 049,70
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	12 235,00	12 240,00	0,00	0,00	-5,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	43 305,00	0,00	0,00	-43 305,00
73216	Reversements conventionnels de fiscalité	857 869,00	845 177,00	0,00	0,00	12 692,00
7362	Taxes de séjour	277 685,45	271 741,36	0,00	0,00	5 944,09
7382	Fraction de TVA	171 687,00	166 311,00	0,00	0,00	5 376,00
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>909 085,00</b>	<b>846 110,45</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>62 974,55</b>
74124	Dotation d'intercommunalité	232 751,00	234 385,00	0,00	0,00	-1 634,00
744	FCTVA	0,00	950,93	0,00	0,00	-950,93
74718	Autres participations Etat	67 925,00	51 500,00	0,00	0,00	16 425,00
7472	Participat° Régions	15 600,00	0,00	0,00	0,00	15 600,00
7473	Participat° Départements	20 700,00	0,00	0,00	0,00	20 700,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	38 993,00	0,00	0,00	0,00	38 993,00
7478	Participat° Autres organismes	8 450,00	2 597,52	0,00	0,00	5 852,48
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	2 146,00	0,00	0,00	-2 146,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	524 666,00	554 531,00	0,00	0,00	-29 865,00
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>1,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1,15</b>
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1,15	0,00	0,00	-1,15
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>8 453 584,75</b>	<b>8 111 900,92</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>341 683,83</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>125,54</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-125,54</b>
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	125,54	0,00	0,00	-125,54
<b>78</b>	<b>Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>8 453 584,75</b>	<b>8 112 026,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>341 558,29</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)</b>	<b>444 923,00</b>	<b>357 456,66</b>			<b>87 466,34</b>
71355	Variat° stocks terrains aménagés	444 573,00	357 145,20			87 427,80
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	350,00	311,46			38,54
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>444 923,00</b>	<b>357 456,66</b>			<b>87 466,34</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>8 898 507,75</b>	<b>8 469 483,12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>429 024,63</b>
<b>Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>3 456 831,40</b>				

#### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>010</b>	<b>Stocks</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)</b>	<b>8 088,00</b>	<b>278,40</b>	<b>0,00</b>	<b>7 809,60</b>
2051	Concessions, droits similaires	8 088,00	278,40	0,00	7 809,60
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (sauf opérations)</b>	<b>2 745 708,14</b>	<b>1 145 708,14</b>	<b>1 560 000,00</b>	<b>40 000,00</b>
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	365 708,14	365 708,14	0,00	0,00
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	2 340 000,00	780 000,00	1 560 000,00	0,00
2041631	ADM : Bien mobilier, matériel	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (sauf opérations)</b>	<b>4 470 425,81</b>	<b>59 841,05</b>	<b>48 687,84</b>	<b>4 361 896,92</b>
2111	Terrains nus	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00
2135	Installations générales, agencements	3 469 234,34	5 370,18	0,00	3 463 864,16
21533	Réseaux câblés	400,00	0,00	0,00	400,00
21571	Matériel roulant	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	50 000,00	32 520,60	0,00	17 479,40
21712	Terrains de voirie (mise à dispo)	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00
2182	Matériel de transport	69 784,00	2 599,00	46 229,76	20 955,24
2183	Matériel de bureau et informatique	31 754,00	16 320,60	0,00	15 433,40
2184	Mobilier	3 542,03	2 319,23	0,00	1 222,80
2188	Autres immobilisations corporelles	5 711,44	711,44	2 458,08	2 541,92
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (sauf opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>7 224 221,95</b>	<b>1 205 827,59</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>4 409 706,52</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>71 252,00</b>	<b>71 252,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1312	Subv. transf. Régions	71 252,00	71 252,00	0,00	0,00
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>235 217,12</b>	<b>235 217,12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1641	Emprunts en euros	235 217,12	235 217,12	0,00	0,00
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>107 206,28</b>			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>413 675,40</b>	<b>306 469,12</b>	<b>0,00</b>	<b>107 206,28</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>7 637 897,35</b>	<b>1 512 296,71</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>4 516 912,80</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4)</b>	<b>444 923,00</b>	<b>357 456,66</b>		<b>87 466,34</b>
	<b>Reprises sur autofinancement antérieur (5)</b>	<b>350,00</b>	<b>311,46</b>		<b>38,54</b>
28183	Matériel de bureau et informatique	150,00	122,00		28,00
28188	Autres immo. corporelles	200,00	189,46		10,54
	<b>Charges transférées (6)</b>	<b>444 573,00</b>	<b>357 145,20</b>		<b>87 427,80</b>
3555	Terrains aménagés	444 573,00	357 145,20		87 427,80
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>444 923,00</b>	<b>357 456,66</b>		<b>87 466,34</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>8 082 820,35</b>	<b>1 869 753,37</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>4 604 379,14</b>
<b>Pour information</b>		<b>1 073 153,69</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	97 185,00	141 252,00	0,00	-44 067,00
1313	Subv. transf. Départements	70 000,00	70 000,00	0,00	0,00
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	25 185,00	0,00	0,00	25 185,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	71 252,00	0,00	-71 252,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>97 185,00</b>	<b>141 252,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-44 067,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 435 437,16	3 453 118,43	0,00	-17 681,27
10222	FCTVA	10 350,00	28 031,27	0,00	-17 681,27
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 425 087,16	3 425 087,16	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>3 435 437,16</b>	<b>3 453 118,43</b>	<b>0,00</b>	<b>-17 681,27</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>3 532 622,16</b>	<b>3 594 370,43</b>	<b>0,00</b>	<b>-61 748,27</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	4 947 446,91			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	675 904,97	588 477,17		87 427,80
2804123	Subv.Régions : Projet infrastructure	134 700,00	0,00		134 700,00
28041583	GFP : Projet infrastructure	0,00	134 700,00		-134 700,00
28041631	ADM : Bien mobilier, matériel	20 865,00	20 865,00		0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	166,00	166,00		0,00
28051	Concessions et droits similaires	7 605,34	7 605,34		0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	6 941,00	6 941,00		0,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° généré.	1 006,00	1 006,00		0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	695,36	695,36		0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	20 911,53	20 911,53		0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	3 313,00	3 313,00		0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	240,00	240,00		0,00
28182	Matériel de transport	4 227,64	4 227,64		0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	23 618,36	23 618,36		0,00
28184	Mobilier	6 498,84	6 498,84		0,00
28188	Autres immo. corporelles	543,90	543,90		0,00
3555	Terrains aménagés	444 573,00	357 145,20		87 427,80
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>5 623 351,88</b>	<b>588 477,17</b>		<b>5 034 874,71</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>5 623 351,88</b>	<b>588 477,17</b>		<b>5 034 874,71</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>9 155 974,04</b>	<b>4 182 847,60</b>	<b>0,00</b>	<b>4 973 126,44</b>
<b>Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.



(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

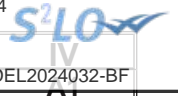




**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT**

Cet état ne contient pas d'information.



## IV – ANNEXES

### PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat <sup>a</sup> publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	---	---------------------------	-------

#### INVESTISSEMENT

##### REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Dépenses réelles	5 335	1 505 708	0	0	0	0	0	0	0	1 253	0	1 512 297
- Equipements municipaux (2)		58 866	0	0	0	0	0	0	0	1 253	0	60 119
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		1 145 708	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 145 708
- Opérations financières	5 335											5 335
Dépenses d'ordre	357 457											357 457
Solde d'exécution reporté de N-1	0											1 073 154
<b>Total dépenses</b>	<b>362 792</b>	<b>2 578 862</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 253</b>	<b>0</b>	<b>2 942 907</b>
<b>Total recettes</b>	<b>4 013 564</b>	<b>169 283</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 182 848</b>
<b>Solde d'investissement</b>	<b>3 650 773</b>	<b>-2 409 579</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1 253</b>	<b>0</b>	<b>1 239 941</b>

##### RESTES A REALISER au 31/12/N

<b>Total RAR dépenses</b>	<b>0</b>	<b>1 608 688</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 608 688</b>
<b>Total RAR recettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE RAR investissement</b>	<b>0</b>	<b>-1 608 688</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1 608 688</b>

#### FONCTIONNEMENT

##### REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

<b>Total dépenses</b>	<b>578 023</b>	<b>4 943 947</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>145 440</b>	<b>359 994</b>	<b>6 027 404</b>
<b>Total recettes</b>	<b>357 457</b>	<b>7 662 113</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 861 670</b>	<b>45 075</b>	<b>11 926 315</b>
<b>Solde de fonctionnement</b>	<b>-220 567</b>	<b>2 718 166</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 716 230</b>	<b>-314 919</b>	<b>5 898 910</b>

##### RESTES A REALISER au 31/12/N

<b>Total RAR dépenses</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total RAR recettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE RAR fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

## IV – ANNEXES

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat <sup>e</sup> publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

## INVESTISSEMENT

DEPENSES													
<b>Total dépenses d'investissement</b>		<b>362 792</b>	<b>4 187 550</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 253</b>	<b>0</b>	<b>4 551 595</b>
Dépenses réelles		5 335	3 114 396	0	0	0	0	0	0	0	1 253	0	3 120 985
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	71 252	0	0	0	0	0	0	0	0	0	71 252
1312	Subv. transf. Régions	0	71 252	0	0	0	0	0	0	0	0	0	71 252
16	Emprunts et dettes assimilées	5 335	229 882	0	0	0	0	0	0	0	0	0	235 217
1641	Emprunts en euros	5 335	229 882	0	0	0	0	0	0	0	0	0	235 217
18	Compte de liaison : affectat <sup>e</sup> (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	278	0	0	0	0	0	0	0	0	0	278
2051	Concessions, droits similaires	0	278	0	0	0	0	0	0	0	0	0	278
204	Subventions d'équipement versées	0	2 705 708	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 705 708
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0	365 708	0	0	0	0	0	0	0	0	0	365 708
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	0	2 340 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 340 000
21	Immobilisations corporelles	0	107 275	0	0	0	0	0	0	0	1 253	0	108 529
2135	Installations générales, agencements	0	5 370	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 370
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	32 521	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 521
2182	Matériel de transport	0	48 829	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 829
2183	Matériel de bureau et informatique	0	16 321	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 321
2184	Mobilier	0	1 777	0	0	0	0	0	0	0	542	0	2 319
2188	Autres immobilisations corporelles	0	2 458	0	0	0	0	0	0	0	711	0	3 170
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat <sup>e</sup> et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Dépenses d'ordre</i>		<i>357 457</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>357 457</i>
040	<i>Opérat<sup>e</sup> ordre transfert entre sections</i>	<i>357 457</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>357 457</i>
28183	<i>Matériel de bureau et informatique</i>	<i>122</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>122</i>



Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9 services urbains, environnement	9 économique	
28188	Autres immo. corporelles	189	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	189
3555	Terrains aménagés	357 145	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	357 145
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	1 073 154	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 073 154

RECETTES													
Total recettes d'investissement		4 013 564	169 283	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 182 848
Recettes réelles		3 425 087	169 283	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 594 370
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 425 087	28 031	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 453 118
10222	FCTVA	0	28 031	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 031
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 425 087	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 425 087
13	Subventions d'investissement	0	141 252	0	0	0	0	0	0	0	0	0	141 252
1313	Subv. transf. Départements	0	70 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 000
1322	Subv. non transf. Régions	0	71 252	0	0	0	0	0	0	0	0	0	71 252
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		588 477	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	588 477
040	Opérat° ordre transfert entre sections	588 477	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	588 477
28041583	GFP : Projet infrastructure	134 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	134 700
28041631	ADM : Bien mobilier, matériel	20 865	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 865
280422	Privé : Bâtiments, installations	166	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	166
28051	Concessions et droits similaires	7 605	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 605
28135	Installations générales, agencements, ...	6 941	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 941
28145	Construct° sol autrui - Installat° généré.	1 006	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 006
281568	Autres matériels, outillages incendie	695	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	695



Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Publié le			
											ID : 026-200042901-20240410-DEL2024032-BF	9		
28158	Autres installat°, matériel et outillage	20 912	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 912
281735	Installations générales (m. à dispo)	3 313	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 313
28181	Installations générales, aménagt divers	240	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	240
28182	Matériel de transport	4 228	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 228
28183	Matériel de bureau et informatique	23 618	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 618
28184	Mobilier	6 499	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 499
28188	Autres immo. corporelles	544	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	544
3555	Terrains aménagés	357 145	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	357 145
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement		578 023	4 943 947	0	0	0	0	0	0	0	145 440	359 994	6 027 404
Dépenses réelles		-10 454	4 943 947	0	0	0	0	0	0	0	145 440	359 994	5 438 927
011	Charges à caractère général	0	1 064 110	0	0	0	0	0	0	0	86 862	25 996	1 176 968
6015	Terrains à aménager	0	357 145	0	0	0	0	0	0	0	0	0	357 145
60611	Eau et assainissement	0	468	0	0	0	0	0	0	0	73	0	542
60612	Energie - Electricité	0	27 297	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 297
60622	Carburants	0	814	0	0	0	0	0	0	0	0	143	957
60623	Alimentation	0	1 837	0	0	0	0	0	0	0	195	0	2 032
60628	Autres fournitures non stockées	0	250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	250
60631	Fournitures d'entretien	0	785	0	0	0	0	0	0	0	190	0	975
60632	Fournitures de petit équipement	0	-535	0	0	0	0	0	0	0	47	3 540	3 052
60636	Vêtements de travail	0	274	0	0	0	0	0	0	0	0	0	274
6064	Fournitures administratives	0	4 951	0	0	0	0	0	0	0	852	0	5 803
611	Contrats de prestations de services	0	89 359	0	0	0	0	0	0	0	7 488	0	96 847
6132	Locations immobilières	0	23 687	0	0	0	0	0	0	0	22 702	0	46 389
6135	Locations mobilières	0	9 780	0	0	0	0	0	0	0	5 116	0	14 896
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	9 524	0	0	0	0	0	0	0	199	0	9 723
615232	Entretien, réparations réseaux	0	251	0	0	0	0	0	0	0	0	0	251
61551	Entretien matériel roulant	0	392	0	0	0	0	0	0	0	0	0	392
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	1 152	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 152
6156	Maintenance	0	25 555	0	0	0	0	0	0	0	2 404	4 464	32 423
6161	Multirisques	0	21 277	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 277
6168	Autres primes d'assurance	0	554	0	0	0	0	0	0	0	0	0	554
617	Etudes et recherches	0	119 475	0	0	0	0	0	0	0	43 500	8 820	171 795



Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	9		
											services urbains, environnement	économique	
6182	Documentation générale et technique	0	28 914	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 914
6184	Versements à des organismes de formation	0	5 491	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 491
6188	Autres frais divers	0	13 455	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 455
6226	Honoraires	0	2 160	0	0	0	0	0	0	0	0	385	2 545
6231	Annonces et insertions	0	867	0	0	0	0	0	0	0	0	0	867
6232	Fêtes et cérémonies	0	1 349	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 349
6233	Foires et expositions	0	1 834	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 834
6236	Catalogues et imprimés	0	19 199	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 199
6237	Publications	0	226	0	0	0	0	0	0	0	0	0	226
6238	Divers	0	720	0	0	0	0	0	0	0	0	0	720
6248	Divers	0	101	0	0	0	0	0	0	0	27	10	137
6251	Voyages et déplacements	0	2 474	0	0	0	0	0	0	0	213	194	2 880
6256	Missions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	88	140	228
6257	Réceptions	0	2 778	0	0	0	0	0	0	0	0	2 103	4 881
6261	Frais d'affranchissement	0	5 184	0	0	0	0	0	0	0	0	293	5 477
6262	Frais de télécommunications	0	16 092	0	0	0	0	0	0	0	3 192	168	19 452
627	Services bancaires et assimilés	0	103	0	0	0	0	0	0	0	0	72	175
6281	Concours divers (cotisations)	0	7 864	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 864
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0	1 412	0	0	0	0	0	0	0	576	0	1 988
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	19 844	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 844
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0	224 827	0	0	0	0	0	0	0	0	5 665	230 491
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0	14 857	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 857
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	1 385 413	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 385 413
6217	Personnel affecté par la commune membre	0	6 930	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 930
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	825	0	0	0	0	0	0	0	0	0	825
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	14 874	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 874
64111	Rémunération principale titulaires	0	523 011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	523 011
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	19 207	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 207
64118	Autres indemnités titulaires	0	196 941	0	0	0	0	0	0	0	0	0	196 941
64131	Rémunérations non tit.	0	199 144	0	0	0	0	0	0	0	0	0	199 144
6417	Rémunérations des apprentis	0	9 139	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 139
64171	Apprentis - rémunérations	0	1 043	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 043
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	177 148	0	0	0	0	0	0	0	0	0	177 148
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	180 594	0	0	0	0	0	0	0	0	0	180 594

Communauté de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP - Principal - CA - 2023

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024



Publié le  
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024032-BF

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	9 économique	TOTAL
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	8 065	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 065
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	37 216	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37 216
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0	406	0	0	0	0	0	0	0	0	0	406
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	7 342	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 342
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	1 650	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 650
6478	Autres charges sociales diverses	0	1 878	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 878
014	Atténuations de produits	0	624 343	0	0	0	0	0	0	0	0	21 998	646 341
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0	75 266	0	0	0	0	0	0	0	0	0	75 266
73916	Prél / contrib redressement fin. publiques	0	32 941	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 941
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0	516 136	0	0	0	0	0	0	0	0	0	516 136
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 998	21 998
65	Autres charges de gestion courante	0	1 832 754	0	0	0	0	0	0	0	58 578	312 000	2 203 332
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0	4 731	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 731
6531	Indemnités	0	114 182	0	0	0	0	0	0	0	0	0	114 182
6533	Cotisations de retraite	0	6 513	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 513
6535	Formation	0	126	0	0	0	0	0	0	0	0	0	126
6541	Créances admises en non-valeur	0	57	0	0	0	0	0	0	0	0	0	57
6542	Créances éteintes	0	16 538	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 538
65548	Autres contributions	0	53 797	0	0	0	0	0	0	0	58 578	0	112 375
657363	Subv. fonct. Établ. à caractère adminis	0	1 295 278	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 295 278
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	341 030	0	0	0	0	0	0	0	0	312 000	653 030
65888	Autres	0	503	0	0	0	0	0	0	0	0	0	503
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	-10 454	32 520	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 067
66111	Intérêts réglés à l'échéance	1 332	22 103	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 435
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-11 786	10 417	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-1 369
67	Charges exceptionnelles	0	1 195	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 195
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0	1 195	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 195
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	3 611	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 611
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0	3 611	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 611



Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	économique	
<b>Dépenses d'ordre</b>		588 477	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	588 477
042	Opérat° ordre transfert entre sections	588 477	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	588 477
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	231 332	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	231 332
71355	Variat° stocks terrains aménagés	357 145	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	357 145
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

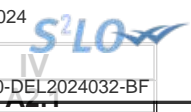
RECETTES													
<b>Total recettes de fonctionnement</b>		357 457	7 662 113	0	0	0	0	0	0	0	3 861 670	45 075	11 926 315
Recettes réelles		0	7 662 113	0	0	0	0	0	0	0	404 839	45 075	8 112 026
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0</b>	<b>23 644</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>23 644</b>
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	23 644	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 644
<b>70</b>	<b>Produits des services, du domaine, vente</b>	<b>0</b>	<b>496 821</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>404 839</b>	<b>0</b>	<b>901 660</b>
7015	Ventes de terrains aménagés	0	357 145	0	0	0	0	0	0	0	0	0	357 145
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0	0	0	0	0	0	0	0	0	404 839	0	404 839
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0	139 676	0	0	0	0	0	0	0	0	0	139 676
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0</b>	<b>6 295 410</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>45 075</b>	<b>6 340 485</b>
73111	Impôts directs locaux	0	5 001 711	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 001 711
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	0	12 240	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 240
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0	43 305	0	0	0	0	0	0	0	0	0	43 305
73216	Reversements conventionnels de fiscalité	0	845 177	0	0	0	0	0	0	0	0	0	845 177
7362	Taxes de séjour	0	226 666	0	0	0	0	0	0	0	0	45 075	271 741
7382	Fraction de TVA	0	166 311	0	0	0	0	0	0	0	0	0	166 311
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>0</b>	<b>846 110</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>846 110</b>
74124	Dotation d'intercommunalité	0	234 385	0	0	0	0	0	0	0	0	0	234 385
744	FCTVA	0	951	0	0	0	0	0	0	0	0	0	951
74718	Autres participations Etat	0	51 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51 500
7478	Participat° Autres organismes	0	2 598	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 598
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0	2 146	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 146
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0	554 531	0	0	0	0	0	0	0	0	0	554 531





Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	9 économique	TOTAL
75	<b>Autres produits de gestion courante</b>	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
76	<b>Produits financiers</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	<b>Produits exceptionnels</b>	0	126	0	0	0	0	0	0	0	0	0	126
7711	Dédits et pénalités perçus	0	126	0	0	0	0	0	0	0	0	0	126
78	<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		357 457	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	357 457
042	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	357 457	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	357 457
71355	Variat° stocks terrains aménagés	357 145	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	357 145
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	311	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	311
043	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 456 831	0	3 456 831

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.



### IV – ANNEXES

#### ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

##### A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
<b>519 Crédits de trésorerie (Total)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.




## IV – ANNEXES

### ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

#### A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					3 687 800,00									
1641 Emprunts en euros (total)					3 687 800,00									
2- FIBRE OPTIQUE	Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche	09/11/2016		25/05/2017	3 261 000,00	F		1,034	1,034	EUR	A	P	N	A-1
4- n°1127623	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMEN	30/01/2019		01/08/2019	426 800,00	F		1,480	1,480	EUR	T	C	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024032-BF



Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat											dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)		
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise							
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel								
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00												
1681 Autres emprunts (total)					0,00												
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00												
1687 Autres dettes (total)					0,00												
<b>Total général</b>					<b>3 687 800,00</b>												

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV  
A2.2

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		1 890 879,16					235 217,12	23 435,25	0,00	10 416,97
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 890 879,16					235 217,12	23 435,25	0,00	10 416,97
2- FIBRE OPTIQUE	N	0,00	A-1	1 560 109,16	7,98	F		1,034	213 877,12	18 272,06	0,00	9 596,84
4- n°1127623	N	0,00	A-1	330 770,00	15,58	F		1,480	21 340,00	5 163,19	0,00	820,13
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>1 890 879,16</b>					<b>235 217,12</b>	<b>23 435,25</b>	<b>0,00</b>	<b>10 416,97</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

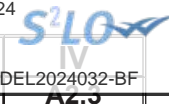
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

- (1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
- (3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
- (4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
- (5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
- (6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
- (7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
- (8) Montant, index ou formule.
- (9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
- (10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
- (11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

## IV – ANNEXES

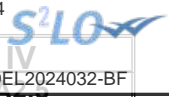
## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

## A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 890 879,16	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.





## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

## A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV  
A2.5

## A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
<b>Total</b>						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

## A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
<b>Total des dépenses au c/ 166</b> <b>Refinancement de dette (3)</b>					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes au c/ 166</b> <b>Refinancement de dette (4)</b>					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

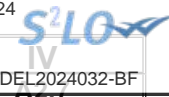
(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.



### IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N

### A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Con- trat initial	Con- trat rené- gocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
<b>Total</b>												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE  
DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME

A2.8

## A2.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dettes en capital à l'origine (2)	Dettes en capital au 31/12 de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
<b>TOTAL</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires(ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500,00 €			2019-11-26
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Autre immobilisation matériel et outillage	7	26/11/2019
L	Autres agencements et aménagement de terrains	20	26/11/2019
L	Autres immobilisations corporelles	10	26/11/2019
L	Camion	10	26/11/2019
L	Frais d'étude non suivi de travaux	5	26/11/2019
L	Frais d'études	10	26/11/2019
L	Frais de recherche et dév : si échec	1	26/11/2019
L	Frais de recherche et dév. : si réussite	5	26/11/2019
L	Installations mat outil. techn. réseaux et autres	30	26/11/2019
L	Logiciels- concessions -droit- licences	2	26/11/2019
L	Matériel de bureau	10	26/11/2019
L	Matériels informatiques	5	26/11/2019
L	Mobiliers	10	26/11/2019
L	Subvention équip biens immob	15	26/11/2019
L	Subvention équip biens mobiliers	5	26/11/2019
L	Subvention équip. projets infrastructures	30	26/11/2019
L	Véhicules légers	5	26/11/2019



**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**ETAT DES PROVISIONS**

**A4****A4 – ETAT DES PROVISIONS**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
<b>PROVISIONS BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS</b>
<b>A5</b>

**A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)**

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.





## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>342 423,40</b>	<b>I 235 217,12</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>235 217,12</b>	<b>235 217,12</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	235 217,12	235 217,12
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>107 206,28</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	107 206,28	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>235 217,12</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>1 073 153,69</b>	<b>2 917 058,65</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES


A6.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>5 189 128,88</b>	<b>III 259 363,24</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>10 350,00</b>	<b>28 031,27</b>
10222	FCTVA	10 350,00	28 031,27
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>5 178 778,88</b>	<b>231 331,97</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
2804123	Subv.Régions : Projet infrastructure	134 700,00	0,00
28041583	GFP : Projet infrastructure	0,00	134 700,00
28041631	ADM : Bien mobilier, matériel	20 865,00	20 865,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	166,00	166,00
28051	Concessions et droits similaires	7 605,34	7 605,34
28135	Installations générales, agencements, ...	6 941,00	6 941,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° généré.	1 006,00	1 006,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	695,36	695,36
28158	Autres installat°, matériel et outillage	20 911,53	20 911,53
281735	Installations générales (m. à dispo)	3 313,00	3 313,00
28181	Installations générales, aménagt divers	240,00	240,00
28182	Matériel de transport	4 227,64	4 227,64
28183	Matériel de bureau et informatique	23 618,36	23 618,36
28184	Mobilier	6 498,84	6 498,84
28188	Autres immo. corporelles	543,90	543,90
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	4 947 446,91	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>259 363,24</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 425 087,16</b>	<b>3 684 450,40</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 2 917 058,65</b>

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le 
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024032-BF

<b>Ressources propres disponibles</b>	IV
<b>Solde</b>	<b>V = IV - II (3)</b>

- (1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
- (2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (3) Indiquer le signe algébrique.



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA</b>	<b>A7.2.1</b>
<b>TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	

Cet état ne contient pas d'information.



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>A7.2.2</b>

Cet état ne contient pas d'information.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

A7.3.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

## A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

## A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

A7.3.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

## A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

## A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	
Total des recettes réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.



**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

**A8****A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).



S<sup>2</sup>LO  
IV

## IV – ANNEXES

### ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

#### A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (4) Indiquer le chapitre.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES

A10.1

## A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
20/01/2023	ACHAT DE CUMULUS LOCAL DM	711,44	0,00	10
08/02/2023	ECRAN TACTILE MULTIFONCTIONS	10 680,00	0,00	5
09/02/2023	2 POUFS -OTI PIERRELATTE	542,03	0,00	10
21/03/2023	CASQUE VELO	42,00	0,00	1
21/03/2023	VELO TOUT CHEMIN ELECTRIQUE BATTERIE BOSH	2 599,00	0,00	5
22/03/2023	ECRAN CLAVIER AGENT C. BOQUET	205,20	0,00	1
22/03/2023	ECRAN-CLAVIER AGENT C.CHAYARD	222,00	0,00	1
22/03/2023	LICENCE OFFICE AGENT C. BOCQUET	278,40	0,00	1
23/03/2023	ORDINATEUR PORTABLE AGENT C. BOCQUET	1 299,60	0,00	5
06/04/2023	TEL PORTABLE XIAOMI AGENT C. BOCQUET	273,80	0,00	1
12/06/2023	FINANCEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE SUR LE TERRITOIRE	780 000,00	0,00	30
04/08/2023	ACHAT MOBILIER CC BANQUE ACCUEIL + BUREAUX	3 950,48	0,00	10
30/08/2023	MOBILIER DE JARDIN	1 777,20	0,00	10
04/09/2023	ACHAT MOBILIER CC BANQUE ACCUEIL + BUREAUX	1 419,70	0,00	10
06/10/2023	TELEPHONE PORTABLE NOUVEL AGENT ADS	234,70	0,00	1
09/10/2023	onduleur fact FA232887	1 435,56	0,00	5
07/11/2023	BROYEUR DE BRANCHES TIGER 25D GR-517-ZS FACT 23015	32 478,60	0,00	15
15/11/2023	TELEPHONE POUR AGENT MUTUALISATION - F PLUSQUIN	283,90	0,00	1
08/12/2023	versement subvention d équipement au budget DM	365 708,14	0,00	15
18/12/2023	MATERIEL INFORMATIQUE DAMIEN MONTEGU	1 685,84	0,00	5
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 205 827,59</b>	<b>0,00</b>	

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES****A10.2****A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS**

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS</b>	
<b>A10.3</b>	

**A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS**

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES****A10.4****A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)**

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES****A10.5****A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)**

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
<b>TOTAL GENERAL</b>		0,00					0,00



**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)**

A11

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE</b>	<b>A11</b>

**RATIO**

	Montant
<b>Recettes 72 (I)</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>0,00 %</b>



**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE****A12**

Cet état ne contient pas d'information.



**IV – ANNEXES**

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT**

**B1.1**

**B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)**

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>										<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT****B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

<b>Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT</b>	<b>Valeur en euros</b>	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	258 652,37
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
<b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>	<b>I = A + B + C - D</b>	<b>258 652,37</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>II</b>	<b>8 112 026,46</b>
<b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)</b>	<b>I / II</b>	<b>3,19</b>

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS  
ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL****B1.3****B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL**

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024032-BF

S<sup>2</sup>LO  
IV

## IV – ANNEXES

### ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

**B1.4**

#### B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

## IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

B1.5

## B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
	<b>8017 Subventions à verser en annuités</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>8018 Autres engagements donnés</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>Au profit d'organismes publics</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>Au profit d'organismes privés (1)</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.



## IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
 ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**
**B1.6****B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8026	Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)			0,00	0,00	0,00
	8027	Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)			0,00	0,00	0,00
	8028	Autres engagements reçus			0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



## IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS**  
**LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS**

B1.7

**B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS**  
**(Article L. 2313-1 du CGCT)**

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
<b>Personnes de droit privé</b>		
<u>Associations</u>		
ATOUT TRICASTIN	19 322,00	ATOUT TRICASTIN
AURA ENTREPRISES ASSOCIATION	100,00	AURA Entreprises
DESTINATION DROME PROVENCALE	27 909,00	La Drôme Provençale
INITIATIVE SEUIL DE PROVENCE	32 202,75	Initiative Seuil de Provence
MISSION LOCALE DROME PROVENCALE	61 109,00	Mission Locale Drôme Provençale
MISSION LOCALE PORTES DE PROVENCE	3 297,00	Mission Locale Portes de Provence
OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DSP	285 000,00	OFFICE DU TOURISME
PIMMS PORTES DE PROVENCE	27 000,00	PIMMS
PREVIGRELE	6 143,00	Prévigrèle
RESEAU ENTREPRENDRE	3 500,00	Réseau entreprendre
UNE AUTRE PROVENCE - PAYS	2 146,85	Le Pays, Une Autre Provence
<u>Entreprises</u>		
<u>Personnes physiques</u>		
<u>Autres</u>		
<b>Personnes de droit public</b>		
<u>Etat</u>		
<u>Régions</u>		
<u>Départements</u>		
<u>Communes</u>		
<u>Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)</u>		
<u>Autres</u>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>467 729,60</b>	





<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>
<b>AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT</b>
<b>B2.1</b>

### B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.



**IV – ANNEXES**

**ENGAGEMENTS HORS BILAN  
AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

**B2.2**

**B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>	
<b>ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE</b>	
	<b>B3</b>

<b>TOTAL Reste à employer au 01/01/N :</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL Recettes</b>	<b>0,00</b>	<b>Total Dépenses</b>
		<b>0,00</b>
<b>TOTAL Reste à employer au 31/12/N :</b>		<b>0,00</b>

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>23,00</b>	<b>0,00</b>	<b>23,00</b>	<b>12,00</b>	<b>4,00</b>	<b>16,00</b>
ADJOINT ADM. PRINCIPAL 1ERE CL. (Av. Janv. 2020)	C	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
ADJOINT ADM. PRINCIPAL 2EME CL. (Av. Janv. 2020)	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
ADJOINT ADMINISTRATIF (Av. Janv. 2020)	C	6,00	0,00	6,00	4,00	1,00	5,00
ATTACHE PRINCIPAL (Av. Janv. 2020)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ATTACHE TERRITORIAL	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
ATTACHE TERRITORIAL (Av. Janv. 2020)	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
ATTACHE TERRITORIAL HORS CLASSE (Av. Janv. 2020)	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
REDACTEUR	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
REDACTEUR (Av. Sept. 2022)	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL (Av. Sept. 2022)	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>18,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18,00</b>	<b>9,00</b>	<b>1,00</b>	<b>10,00</b>
ADJOINT TECHNIQUE	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
ADJOINT TECHNIQUE (Av. Janv. 2020)	C	4,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00
ADJOINT TECHNIQUE PR. DE 1ERE CL. (Av. Janv. 2020)	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
AGENT DE MAITRISE (Av. Janv. 2020)	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEUR	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
INGENIEUR (Av. Janv. 2020)	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
TECHNICIEN (Av. Sept. 2022)	B	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CLASSE (Av. Sept. 2022)	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EMPLOIS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		<b>41,00</b>	<b>0,00</b>	<b>41,00</b>	<b>21,00</b>	<b>5,00</b>	<b>26,00</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
<b>Agents occupant un emploi permanent (6)</b>				<b>0,00</b>		
ADJOINT ADMINISTRATIF (Av. Janv. 2020)	C	ADM	448	0,00	3-3-1°	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	367	0,00	A	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	567	0,00	A	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	499	0,00	A	CDD
INGENIEUR	A	TECH	821	0,00	A	CDD
REDACTEUR	B	ADM	395	0,00	A	CDD
<b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b>				<b>0,00</b>		
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	367	0,00	A	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	367	0,00	A	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	367	0,00	A	CDD
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
TECH : Technique.  
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
S : Social.  
MS : Médico-social.  
MT : Médico-technique.  
SP : Sportif.  
CULT : Culturel  
ANIM : Animation.  
PM : Police.  
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :  
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.  
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.  
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...)  
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.  
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.  
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.  
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.  
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.  
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.  
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels  
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.  
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.  
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION</b>	
<b>ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N</b>	
	<b>C1.2</b>

**C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)**

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.



## IV – ANNEXES

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT  
FINANCIER**

C2

**C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
-	SPL DU TRICASTIN			45 000,00
<u>Détention d'une part du capital</u>				
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
<u>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).



**IV – ANNEXES**
**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT**
**C3.1**
**C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU  
L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
<b>Etablissements publics de coopération intercommunale</b>			
Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique	28/05/2015	Participation/hbt	58 578,00
<b>Autres organismes de regroupement</b>			
SCOT		Participation / Hab	48 990,00
SDED			0,00
SPPEH			16 896,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.



## IV – ANNEXES

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES PAR LA COMMUNE**

C3.2

## C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	< Néant >		-		Non
CE	< Néant >		-		Non
Régie personnalisée	< Néant >		-		Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

**IV – ANNEXES**
**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS**  
**LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**
**C3.3****C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	< Néant >		-			Non
Lotissement	< Néant >		-			Non
Service social et médico-social	< Néant >		-			Non



**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS**

**LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

**C3.4**

**C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**



## IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION  
PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

C3.5

## C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

## 1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	9 155 974,04	2 942 907,06	1 608 687,84	4 604 379,14
RECETTES	9 155 974,04	4 182 847,60	0,00	4 973 126,44
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	12 355 339,15	6 027 404,43	0,00	6 327 934,72
RECETTES	12 355 339,15	11 926 314,52	0,00	429 024,63

(1) Y compris les rattachements.

## 2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

## BUDGET : CC Drôme Sud Provence- BA déchets ménagers / N°SIRET : 20004290100039

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	685 415,69	399 996,83	176 428,80	108 990,06
RECETTES	685 415,69	681 743,04	0,00	3 672,65
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	7 975 231,57	7 710 592,48	0,00	264 639,09
RECETTES	7 975 231,57	7 971 877,88	0,00	3 353,69

## BUDGET : CC Drôme Sud Provence- BA SPANC / N°SIRET : 20004290100021

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	15 118,05	0,00	0,00	15 118,05
RECETTES	15 118,05	15 118,05	0,00	0,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	132 055,11	51 008,45	0,00	81 046,66
RECETTES	132 055,11	116 861,11	0,00	15 194,00

## BUDGET : CC Drôme Sud Provence- Budget annexe GEMAPI / N°SIRET : 20004290100054

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	64 590,83	0,00	0,00	64 590,83
RECETTES	64 590,83	63 583,03	0,00	1 007,80
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	1 141 583,84	299 083,73	0,00	842 500,11
RECETTES	1 141 583,84	1 051 206,59	0,00	90 377,25

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

## 3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	9 921 098,61	3 342 903,89	1 785 116,64	4 793 078,08



SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes	
RECETTES	9 921 098,61	4 943 291,72		0,00 4 977 806,89
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	21 604 209,67	14 088 089,09		0,00 7 516 120,58
RECETTES	21 604 209,67	21 066 260,10		0,00 537 949,57
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	31 525 308,28	17 430 992,98		1 785 116,64 12 309 198,66
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	31 525 308,28	26 009 551,82		0,00 5 515 756,46

(1) Y compris les rattachements.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION  
PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS  
ANNEXES****C3.5****4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des  
principales opérations en annexe de la M14) (1)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

**5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la  
neutralisation des flux réciproques) (1)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	9 921 098,61	3 342 903,89	1 785 116,64	4 793 078,08
RECETTES	9 921 098,61	4 943 291,72	0,00	4 977 806,89
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	21 604 209,67	14 088 089,09	0,00	7 516 120,58
RECETTES	21 604 209,67	21 066 260,10	0,00	537 949,57
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	31 525 308,28	17 430 992,98	1 785 116,64	12 309 198,66
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	31 525 308,28	26 009 551,82	0,00	5 515 756,46

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION  
IDENTIFICATION DES FLUX CROISES****C3.6****C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES****1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)**

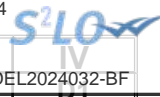
SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

**2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)**

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.





## IV – ANNEXES

## DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

## D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	86 601 000,00	981,01	4,41	0,00	3 819 104,00	981,00
TFPNB	2 126 000,00	6,89	5,79	0,00	123 095,00	6,89
CFE	50 563 000,00	5,16	2,00	0,00	1 011 260,00	5,16
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires.	5 696 043,00	7,10	0,46	0,00	26 201,00	7,10
<b>TOTAL</b>	<b>144 986 043,00</b>	<b>128,69</b>			<b>4 979 660,00</b>	<b>242,40</b>

## IV – ANNEXES

### ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 47  
 Nombre de membres présents : 38  
 Nombre de suffrages exprimés : 45  
 VOTES :  
 Pour : 45  
 Contre : 0  
 Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par (1) Le Président.  
 A Pierrelatte, le 04/04/2024  
 Le Président

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire.  
 A Pierrelatte, le 10/04/2024  
 Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	
M. ENTAT Romain	
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	
M. LOPEZ Antonio	
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	
M. PLANEL Jean Pierre	
M. POIGNET Richard	

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

M. PUEL Jean Marie	
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 17/04/2024, et de la publication le 18/04/2024

A Pierrelatte, le 12/04/2024

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.



3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :  
Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 - 033

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : COMPTE ADMINISTRATIF 2023 – BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 45 (Monsieur le Président ne prend pas part au vote)

#### **Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### **Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L1612-2 et suivants,

**Vu** le Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 Mars 2024,

Le Compte de gestion de l'exercice budgétaire 2023 du budget annexe Déchets Ménagers a été établi par Monsieur le Trésorier et retrace le résultat de clôture de l'exercice budgétaire 2023. Les résultats de ce compte de gestion sont en parfaite concordance avec ceux du compte administratif ce qui n'appelle aucune observation de la part du conseil communautaire.

Le Compte administratif 2023 fait ressortir les résultats budgétaires suivants :

**Section de Fonctionnement**

Recettes de fonctionnement de l'exercice	7 511 754,60
Dépenses de fonctionnement de l'exercice	7 710 592,48
<b>Résultat de fonctionnement de l'Exercice</b>	<b>- 198 837,88</b>

**Section d'Investissement**

Recettes d'investissement de l'exercice	541 733,96
Dépenses d'investissement de l'exercice	399 996,83
<b>Résultat d'investissement de l'Exercice</b>	<b>141 737,13</b>

<i>Restes à réaliser 2023 pour information</i>	<i>- 176 428,80</i>
--	---------------------

Monsieur Didier BESNIER est président de séance pour les votes des comptes administratifs 2023.

Monsieur le Président, Jean-Michel CATELINOIS ne prend pas part au vote et sort de la salle.

## PROPOSITION du PRESIDENT

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE CONSTATER** que le compte administratif 2023 du Budget Annexe Déchets Ménagers dressé par le Président, est conforme au compte de gestion 2023 établi par Monsieur le Trésorier,
- **DE DONNER ACTE** de la présentation faite du compte administratif 2023 du Budget Annexe Déchets Ménagers,
- **DE RECONNAITRE** la sincérité des restes à réaliser.

## DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

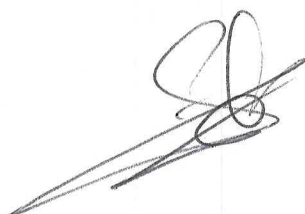
- **CONSTATE** que le compte administratif 2023 du Budget Annexe Déchets Ménagers dressé par le Président, est conforme au compte de gestion 2023 établi par Monsieur le Trésorier,
- **DONNE ACTE** de la présentation faite du compte administratif 2023 du Budget Annexe Déchets Ménagers,
- **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

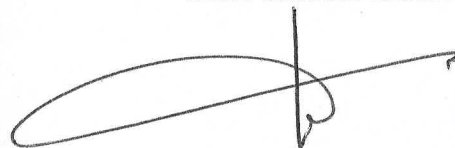
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



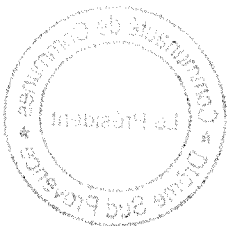
Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

S<sup>2</sup>LOW

Communauté de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP - Communauté de Communes Drôme S

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF

V – ARRETE ET SIGNATURES

V

ARRETE ET SIGNATURES

A

Nombre de membres en exercice : 47

Nombre de membres présents : 35

Nombre de suffrages exprimés : 46

VOTES :

Pour : 46

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par Le Président (1).

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Délibéré par l'assemblée Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire(2), réunie en session Ordinaire

du conseil communautaire,

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Les membres de l'assemblée délibérante Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire (2),(3).

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	Procureur H. MEDINA
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	AROU E.
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	Procureur J. CATELINOIS
M. ENTAT Romain	Procureur E. CAROU
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	gaillard
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	Procureur M. GARIN
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	Procureur A. MILHAUD
M. LOPEZ Antonio	Procureur P. ESCOFFIER
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	



V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

A

M. PLANEL Jean Pierre	
M. POIGNET Richard	
M. PUEL Jean Marie	 Procureur à V. ALLIEZ
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VELLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	ABSENTE
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	 Procureur à C. Forot
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	



<b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b>	
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>A</b>

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Pierrelatte, le 10/04/2024

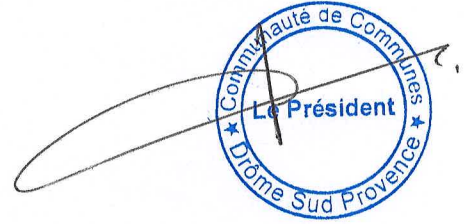
(1) Indiquer « la présidente » ou « le président »

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante du conseil régional de , de la Collectivité territoriale unique de , de la métropole de , du Conseil syndical de

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif

Le Président,

Jean-Michel CATELINOIS.



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**CC Drôme Sud Provence- BA déchets ménagers - Communauté de  
Communes Drôme Sud Provence- CCDSP (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Communauté de Communes Drôme  
Sud Provence- CCDSP (2)**

Numéro SIRET : 20004290100039

POSTE COMPTABLE : CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

BUDGET : CC Drôme Sud Provence- BA déchets ménagers (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	18

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	19
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	25
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	26
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	30
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	31
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	32
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	34
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	35
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	36
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	37
A4 - Etat des provisions	38
A5 - Etalement des provisions	39
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	40
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	41
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	43
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	44
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	45
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	46
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	47
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	48
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	49
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	51
A10.3 - Opérations liées aux cessions	52
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	53
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	54
A11 - Etat des travaux en régie	55
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	57

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	58
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	59
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	60
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	61
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	62
B1.6 - Etat des engagements reçus	63
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	64

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

**C - Autres éléments d'informations**

C1.1 - Etat du personnel 68

C1.2 - Actions de formation des élus 70

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier 71

C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 72

C3.2 - Liste des établissements publics créés 73

C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 74

C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 75

C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 76

C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet

C4 - Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain Sans Objet

**D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures**

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 78

D2 - Arrêté et signatures 79

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE  
200042901Communauté de Communes Drôme Sud Provence-  
CC Drôme Sud Provence- BA déchets ménagers**I – INFORMATIONS GENERALES****INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES****I****A**

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	44106
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : CCDSP	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
35666023,00		502,79	432,44

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	171,31	1154,00
2	Produit des impositions directes/population	0,02	613,00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	169,82	1351,00
4	Dépenses d'équipement brut/population	8,58	331,00
5	Encours de dette/population		816,00
6	DGF/population		172,00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0,0400	0,5970
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	1,0087	0,9200
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0,0500	0,2450
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		0,6000

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE(1)**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	7 710 592,48	G	7 511 754,60
	Section d'investissement	B	399 996,83	H	541 733,96
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	460 123,28 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	140 009,08 (si excédent)
		=		=	
<b>TOTAL (réalisations + reports)</b>		= A+B+C+D	<b>8 110 589,31</b>	= G+H+I+J	<b>8 653 620,92</b>
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	176 428,80	L	0,00
	<b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b>	= E+F	<b>176 428,80</b>	= K+L	<b>0,00</b>
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	7 710 592,48	= G+I+K	7 971 877,88
	Section d'investissement	= B+D+F	576 425,63	= H+J+L	681 743,04
	<b>TOTAL CUMULE</b>	= A+B+C+D+E+F	<b>8 287 018,11</b>	= G+H+I+J+K+L	<b>8 653 620,92</b>

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F 176 428,80	L 0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00



Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées	Publié le	Titres restant à émettre
204	Subventions d'équipement versées	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	176 428,80		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00		0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	3 026 181,60	2 886 174,63	8 121,60	0,00	131 885,37
012	Charges de personnel, frais assimilés	360 000,00	338 502,16	0,00	0,00	21 497,84
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	4 390 847,00	4 281 578,03	0,00	0,00	109 268,97
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>7 777 028,60</b>	<b>7 506 254,82</b>	<b>8 121,60</b>	<b>0,00</b>	<b>262 652,18</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	43 500,00	18 000,00	23 513,10	0,00	1 986,90
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	4,50	4,50			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>7 820 533,10</b>	<b>7 524 259,32</b>	<b>31 634,70</b>	<b>0,00</b>	<b>264 639,08</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	154 698,47	154 698,46			0,01
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>154 698,47</b>	<b>154 698,46</b>			<b>0,01</b>
<b>TOTAL</b>		<b>7 975 231,57</b>	<b>7 678 957,78</b>	<b>31 634,70</b>	<b>0,00</b>	<b>264 639,09</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

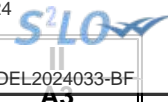
#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	447 500,00	366 454,11	0,00	0,00	81 045,89
73	Impôts et taxes	5 300 000,00	5 320 794,00	0,00	0,00	-20 794,00
74	Dotations et participations	666 278,23	1 297 309,84	0,00	0,00	-631 031,61
75	Autres produits de gestion courante	1 080 000,00	480 035,40	0,00	0,00	599 964,60
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>7 493 778,23</b>	<b>7 464 593,35</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 184,88</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	25 812,19	0,00	0,00	-25 812,19
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	19,00			-19,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>7 493 778,23</b>	<b>7 490 424,54</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 353,69</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	21 330,06	21 330,06			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>21 330,06</b>	<b>21 330,06</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>7 515 108,29</b>	<b>7 511 754,60</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 353,69</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>460 123,28</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 000,00	537,60	0,00	462,40
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	663 085,63	378 129,17	176 428,80	108 527,66
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>664 085,63</b>	<b>378 666,77</b>	<b>176 428,80</b>	<b>108 990,06</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opé. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>664 085,63</b>	<b>378 666,77</b>	<b>176 428,80</b>	<b>108 990,06</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	21 330,06	21 330,06		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>21 330,06</b>	<b>21 330,06</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>685 415,69</b>	<b>399 996,83</b>	<b>176 428,80</b>	<b>108 990,06</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	365 708,14	365 708,14	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>365 708,14</b>	<b>365 708,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	25 000,00	21 327,36	0,00	3 672,64
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>25 000,00</b>	<b>21 327,36</b>	<b>0,00</b>	<b>3 672,64</b>
45...	<b>Total des opé. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>390 708,14</b>	<b>387 035,50</b>	<b>0,00</b>	<b>3 672,64</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	154 698,47	154 698,46		0,01
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>154 698,47</b>	<b>154 698,46</b>		<b>0,01</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>545 406,61</b>	<b>541 733,96</b>	<b>0,00</b>	<b>3 672,65</b>

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis		
	<b>Pour information</b>	(2) <b>140 009,08</b>			
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FUNCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 894 296,23		2 894 296,23
012	Charges de personnel, frais assimilés	338 502,16		338 502,16
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	4 281 578,03		4 281 578,03
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	41 513,10	0,00	41 513,10
68	Dot. aux amortissements et provisions	4,50	154 698,46	154 702,96
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>7 555 894,02</b>	<b>154 698,46</b>	<b>7 710 592,48</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	21 330,06	21 330,06
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	537,60	0,00	537,60
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	378 129,17	0,00	378 129,17
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>378 666,77</b>	<b>21 330,06</b>	<b>399 996,83</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	366 454,11		366 454,11
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	5 320 794,00		5 320 794,00
74	Dotations et participations	1 297 309,84		1 297 309,84
75	Autres produits de gestion courante	480 035,40	0,00	480 035,40
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	25 812,19	21 330,06	47 142,25
78	Reprise sur amortissements et provisions	19,00	0,00	19,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>7 490 424,54</b>	<b>21 330,06</b>	<b>7 511 754,60</b>
<b>Pour information</b>				<b>460 123,28</b>
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	21 327,36	0,00	21 327,36
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	365 708,14	0,00	365 708,14
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		154 698,46	154 698,46
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>387 035,50</b>	<b>154 698,46</b>	<b>541 733,96</b>
<b>Pour information</b>				<b>140 009,08</b>
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>3 026 181,60</b>	<b>2 886 174,63</b>	<b>8 121,60</b>	<b>0,00</b>	<b>131 885,37</b>
60611	Eau et assainissement	500,00	176,25	0,00	0,00	323,75
60612	Energie - Electricité	2 500,00	1 919,07	0,00	0,00	580,93
60622	Carburants	10 000,00	6 755,98	0,00	0,00	3 244,02
60623	Alimentation	300,00	620,83	0,00	0,00	-320,83
60628	Autres fournitures non stockées	55 000,00	54 717,71	0,00	0,00	282,29
60632	Fournitures de petit équipement	12 000,00	11 899,45	2 280,00	0,00	-2 179,45
60633	Fournitures de voirie	0,00	470,90	0,00	0,00	-470,90
60636	Vêtements de travail	200,00	4 351,54	0,00	0,00	-4 151,54
6064	Fournitures administratives	1 000,00	1 458,42	0,00	0,00	-458,42
6068	Autres matières et fournitures	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
6078	Autres marchandises	25 000,00	16 600,00	0,00	0,00	8 400,00
611	Contrats de prestations de services	2 800 000,00	2 713 757,00	0,00	0,00	86 243,00
6135	Locations mobilières	34 851,60	9 928,07	0,00	0,00	24 923,53
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	3 500,00	7 688,13	2 378,40	0,00	-6 566,53
615231	Entretien, réparations voiries	5 000,00	600,00	0,00	0,00	4 400,00
61551	Entretien matériel roulant	3 000,00	5 032,03	0,00	0,00	-2 032,03
61558	Entretien autres biens mobiliers	7 500,00	8 748,26	2 623,20	0,00	-3 871,46
6156	Maintenance	4 000,00	7 749,78	0,00	0,00	-3 749,78
6161	Multirisques	1 000,00	383,30	0,00	0,00	616,70
617	Etudes et recherches	34 000,00	9 969,20	0,00	0,00	24 030,80
6226	Honoraires	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6228	Divers	1 900,00	1 948,90	0,00	0,00	-48,90
6231	Annonces et insertions	3 500,00	4 743,31	0,00	0,00	-1 243,31
6238	Divers	6 000,00	5 769,12	840,00	0,00	-609,12
6241	Transports de biens	4 000,00	2 425,20	0,00	0,00	1 574,80
6248	Divers	300,00	251,90	0,00	0,00	48,10
6261	Frais d'affranchissement	150,00	0,00	0,00	0,00	150,00
6262	Frais de télécommunications	7 000,00	3 848,04	0,00	0,00	3 151,96
6281	Concours divers (cotisations)	200,00	400,00	0,00	0,00	-200,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	2 500,00	3 615,74	0,00	0,00	-1 115,74
6288	Autres services extérieurs	100,00	263,50	0,00	0,00	-163,50
63512	Taxes foncières	80,00	83,00	0,00	0,00	-3,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>360 000,00</b>	<b>338 502,16</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 497,84</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	330 000,00	322 036,95	0,00	0,00	7 963,05
6217	Personnel affecté par la commune membre	30 000,00	16 465,21	0,00	0,00	13 534,79
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>4 390 847,00</b>	<b>4 281 578,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>109 268,97</b>
6541	Créances admises en non-valeur	600,00	180,00	0,00	0,00	420,00
6542	Créances éteintes	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
65548	Autres contributions	3 990 512,00	3 882 233,09	0,00	0,00	108 278,91
6558	Autres contributions obligatoires	180 757,00	180 778,31	0,00	0,00	-21,31
657358	Subv. fonct. Autres groupements	217 278,00	217 486,63	0,00	0,00	-208,63
65888	Autres	1 400,00	900,00	0,00	0,00	500,00
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)</b>		<b>7 777 028,60</b>	<b>7 506 254,82</b>	<b>8 121,60</b>	<b>0,00</b>	<b>262 652,18</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>43 500,00</b>	<b>18 000,00</b>	<b>23 513,10</b>	<b>0,00</b>	<b>1 986,90</b>
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	43 000,00	18 000,00	23 513,10	0,00	1 486,90
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)</b>	<b>4,50</b>	<b>4,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	4,50	4,50	0,00	0,00	0,00
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>7 820 533,10</b>	<b>7 524 259,32</b>	<b>31 634,70</b>	<b>0,00</b>	<b>264 639,08</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</b>	<b>154 698,47</b>	<b>154 698,46</b>			<b>0,01</b>
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	154 698,47	154 698,46			0,01
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>154 698,47</b>	<b>154 698,46</b>			<b>0,01</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>



Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ouverts)		
			Mandats émis	Chapitres rattachés	Crédits réalisés au 31/12
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>154 698,47</b>	<b>154 698,46</b>		<b>0,01</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>7 975 231,57</b>	<b>7 678 957,78</b>	<b>31 634,70</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>			

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.





## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	447 500,00	366 454,11	0,00	0,00	81 045,89
7078	Autres marchandises	500,00	11 590,00	0,00	0,00	-11 090,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	410 000,00	346 179,11	0,00	0,00	63 820,89
7088	Produits activités annexes (abonnements)	7 000,00	8 685,00	0,00	0,00	-1 685,00
73	Impôts et taxes	5 300 000,00	5 320 794,00	0,00	0,00	-20 794,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	858,00	0,00	0,00	-858,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	5 300 000,00	5 319 936,00	0,00	0,00	-19 936,00
74	Dotations et participations	666 278,23	1 297 309,84	0,00	0,00	-631 031,61
744	FCTVA	1 000,00	2 031,62	0,00	0,00	-1 031,62
74751	Participat° GFP de rattachement	665 278,23	1 295 278,22	0,00	0,00	-629 999,99
75	Autres produits de gestion courante	1 080 000,00	480 035,40	0,00	0,00	599 964,60
7552	Prise en charge déficit BA administratif	630 000,00	0,00	0,00	0,00	630 000,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	450 000,00	480 035,40	0,00	0,00	-30 035,40
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>7 493 778,23</b>	<b>7 464 593,35</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 184,88</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	25 812,19	0,00	0,00	-25 812,19
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	200,00	0,00	0,00	-200,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	25 612,19	0,00	0,00	-25 612,19
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	19,00	0,00	0,00	-19,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	19,00	0,00	0,00	-19,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>7 493 778,23</b>	<b>7 490 424,54</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 353,69</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	21 330,06	21 330,06			0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	21 330,06	21 330,06			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>21 330,06</b>	<b>21 330,06</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>7 515 108,29</b>	<b>7 511 754,60</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 353,69</b>
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		460 123,28				

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>010</b>	<b>Stocks</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)</b>	<b>1 000,00</b>	<b>537,60</b>	<b>0,00</b>	<b>462,40</b>
2051	Concessions, droits similaires	1 000,00	537,60	0,00	462,40
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (sauf opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (sauf opérations)</b>	<b>663 085,63</b>	<b>378 129,17</b>	<b>176 428,80</b>	<b>108 527,66</b>
21578	Autre matériel et outillage de voirie	124 263,61	127 714,70	0,00	-3 451,09
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	506 600,00	242 030,60	176 428,80	88 140,60
21735	Installations générales (mise à dispo)	27 512,02	0,00	0,00	27 512,02
2183	Matériel de bureau et informatique	4 710,00	2 095,87	0,00	2 614,13
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	6 288,00	0,00	-6 288,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (sauf opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>664 085,63</b>	<b>378 666,77</b>	<b>176 428,80</b>	<b>108 990,06</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00</b>			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>664 085,63</b>	<b>378 666,77</b>	<b>176 428,80</b>	<b>108 990,06</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4)</b>	<b>21 330,06</b>	<b>21 330,06</b>		<b>0,00</b>
	<b>Reprises sur autofinancement antérieur (5)</b>	<b>21 330,06</b>	<b>21 330,06</b>		<b>0,00</b>
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	1 886,06	1 886,06		0,00
139141	Sub. transf cpte résult. Communes du GFP	10 751,00	10 751,00		0,00
13918	Autres subventions d'équipement	8 693,00	8 693,00		0,00
	<b>Charges transférées (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>21 330,06</b>	<b>21 330,06</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>685 415,69</b>	<b>399 996,83</b>	<b>176 428,80</b>	<b>108 990,06</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	365 708,14	365 708,14	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	365 708,14	365 708,14	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>365 708,14</b>	<b>365 708,14</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	25 000,00	21 327,36	0,00	3 672,64
10222	FCTVA	25 000,00	21 327,36	0,00	3 672,64
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>25 000,00</b>	<b>21 327,36</b>	<b>0,00</b>	<b>3 672,64</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>390 708,14</b>	<b>387 035,50</b>	<b>0,00</b>	<b>3 672,64</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	154 698,47	154 698,46		0,01
28033	Frais d'insertion	216,00	216,00		0,00
28128	Autres aménagements de terrains	462,00	462,00		0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	4 568,72	4 568,72		0,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° généré.	589,00	589,00		0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	2 214,66	2 214,66		0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	75 342,84	75 342,84		0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	48 876,35	48 876,35		0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	16 662,00	16 662,00		0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	3 775,56	3 775,56		0,00
28188	Autres immo. corporelles	1 991,34	1 991,33		0,01
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>154 698,47</b>	<b>154 698,46</b>		<b>0,01</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>154 698,47</b>	<b>154 698,46</b>		<b>0,01</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>545 406,61</b>	<b>541 733,96</b>	<b>0,00</b>	<b>3 672,65</b>
<b>Pour information</b>		<b>140 009,08</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.



**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT**

Cet état ne contient pas d'information.



## IV – ANNEXES

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

## INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	378 667	0	378 667
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	0	0	0	0	0	378 667	0	378 667
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	21 330											21 330
Solde d'exécution reporté de N-1	0											0
<b>Total dépenses</b>	<b>21 330</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>378 667</b>	<b>0</b>	<b>399 997</b>
<b>Total recettes</b>	<b>154 698</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>527 045</b>	<b>0</b>	<b>681 743</b>
<b>Solde d'investissement</b>	<b>133 368</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>148 378</b>	<b>0</b>	<b>281 746</b>
RESTES A REALISER au 31/12/N												
<b>Total RAR dépenses</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>176 429</b>	<b>0</b>	<b>176 429</b>
<b>Total RAR recettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE RAR investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-176 429</b>	<b>0</b>	<b>-176 429</b>

## FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
<b>Total dépenses</b>	<b>154 698</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 555 894</b>	<b>0</b>	<b>7 710 592</b>
<b>Total recettes</b>	<b>21 330</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 950 548</b>	<b>0</b>	<b>7 971 878</b>
<b>Solde de fonctionnement</b>	<b>-133 368</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>394 654</b>	<b>0</b>	<b>261 285</b>
RESTES A REALISER au 31/12/N												
<b>Total RAR dépenses</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total RAR recettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE RAR fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

## IV – ANNEXES

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

## INVESTISSEMENT

## DEPENSES

Total dépenses d'investissement		21 330	0	0	0	0	0	0	0	0	555 096	0	576 426
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	555 096	0	555 096
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	538	0	538
2051	Concessions, droits similaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	538	0	538
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	554 558	0	554 558
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	127 715	0	127 715
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	418 459	0	418 459
2183	Matériel de bureau et informatique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 096	0	2 096
2188	Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 288	0	6 288
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat* et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		21 330	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 330
040	Opérat° ordre transfert entre sections	21 330	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 330
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	1 886	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 886
139141	Sub. transf cpte résult. Communes du GFP	10 751	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 751
13918	Autres subventions d'équipement	8 693	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 693
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Publié le	9	ID: 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF
											services urbains, environnement	économique	

RECETTES													
<b>Total recettes d'investissement</b>		<b>154 698</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>527 045</b>	<b>0</b>	<b>681 743</b>
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	387 036	0	387 036
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 327	0	21 327
10222	FCTVA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 327	0	21 327
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	365 708	0	365 708
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	365 708	0	365 708
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat* et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		154 698	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	154 698
040	Opérat* ordre transfert entre sections	154 698	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	154 698
28033	Frais d'insertion	216	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216
28128	Autres aménagements de terrains	462	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	462
28135	Installations générales, agencements, ..	4 569	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 569
28145	Construct* sol autrui - Installat* géné.	589	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	589
281568	Autres matériels, outillages incendie	2 215	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 215
281578	Autre matériel et outillage de voirie	75 343	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	75 343
28158	Autres installat*, matériel et outillage	48 876	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 876
281735	Installations générales (m. à dispo)	16 662	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 662
28183	Matériel de bureau et informatique	3 776	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 776
28188	Autres immo. corporelles	1 991	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 991
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	140 009	0	140 009



Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	Publié le	9	ID : 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF
											services urbains, environnement	économique	

FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement		154 698	0	0	0	0	0	0	0	0	7 555 894	0	7 710 592
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 555 894	0	7 555 894
011	Charges à caractère général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 894 296	0	2 894 296
60611	Eau et assainissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	176	0	176
60612	Energie - Electricité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 919	0	1 919
60622	Carburants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 756	0	6 756
60623	Alimentation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	621	0	621
60628	Autres fournitures non stockées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	54 718	0	54 718
60632	Fournitures de petit équipement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 179	0	14 179
60633	Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	471	0	471
60636	Vêtements de travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 352	0	4 352
6064	Fournitures administratives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 458	0	1 458
6078	Autres marchandises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 600	0	16 600
611	Contrats de prestations de services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 713 757	0	2 713 757
6135	Locations mobilières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 928	0	9 928
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 067	0	10 067
615231	Entretien, réparations voiries	0	0	0	0	0	0	0	0	0	600	0	600
61551	Entretien matériel roulant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 032	0	5 032
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 371	0	11 371
6156	Maintenance	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 750	0	7 750
6161	Multirisques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	383	0	383
617	Etudes et recherches	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 969	0	9 969
6228	Divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 949	0	1 949
6231	Annonces et insertions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 743	0	4 743
6238	Divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 609	0	6 609
6241	Transports de biens	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 425	0	2 425
6248	Divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	252	0	252
6262	Frais de télécommunications	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 848	0	3 848
6281	Concours divers (cotisations)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	400	0	400
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 616	0	3 616
6288	Autres services extérieurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	264	0	264
63512	Taxes foncières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	83	0	83
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	338 502	0	338 502
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	322 037	0	322 037





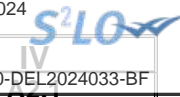
Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	9 économique	TOTAL
6217	Personnel affecté par la commune membre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 465	0	16 465
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 281 578	0	4 281 578
6541	Créances admises en non-valeur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	180	0	180
65548	Autres contributions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 882 233	0	3 882 233
6558	Autres contributions obligatoires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	180 778	0	180 778
657358	Subv. fonct. Autres groupements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	217 487	0	217 487
65888	Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	900	0	900
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41 513	0	41 513
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41 513	0	41 513
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	5
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	5
<b>Dépenses d'ordre</b>		<b>154 698</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>154 698</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections	154 698	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	154 698
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	154 698	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	154 698
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002	Déficit de fonctionnement reporté	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
<b>Total recettes de fonctionnement</b>		<b>21 330</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 950 548</b>	<b>0</b>	<b>7 971 878</b>
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 490 425	0	7 490 425
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	366 454	0	366 454
7078	Autres marchandises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 590	0	11 590
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	0	0	0	0	0	0	0	0	346 179	0	346 179
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 685	0	8 685
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 320 794	0	5 320 794
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	858	0	858



Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	9 économique	TOTAL
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 319 936	0	5 319 936
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 297 310</b>	<b>0</b>	<b>1 297 310</b>
744	FCTVA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 032	0	2 032
74751	Participat° GFP de rattachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 295 278	0	1 295 278
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>480 035</b>	<b>0</b>	<b>480 035</b>
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	480 035	0	480 035
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 812</b>	<b>0</b>	<b>25 812</b>
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200	0	200
7788	Produits exceptionnels divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 612	0	25 612
<b>78</b>	<b>Reprise sur amortissements et provisions</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>19</b>
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	0	19
<i>Recettes d'ordre</i>		<i>21 330</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>21 330</i>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>21 330</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>21 330</b>
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	21 330	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 330
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
002	Excédent de fonctionnement reporté	0	0	0	0	0	0	0	0	0	460 123	0	460 123

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE**

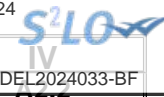
**A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
<b>519 Crédits de trésorerie (Total)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									



Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>0,00</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV  
A2.2

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



marge exprimée en point de pourcentage)

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

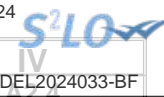
(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.





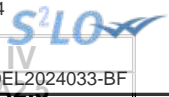
## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

## A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

## A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

A2.5

## A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

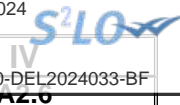
Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
<b>Total</b>						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT**

**A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)**

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
<b>Total des dépenses au c/ 166</b>					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Refinancement de dette (3)</b>																
<b>Total des recettes au c/ 166</b>					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Refinancement de dette (4)</b>																

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

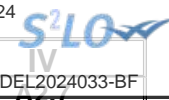
(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.



### IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N

### A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Con- trat initial	Con- trat rené- gocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE  
DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME

A2.8

## A2.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dettes en capital à l'origine (2)	Dettes en capital au 31/12 de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
<b>TOTAL</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires(ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500,00 €			2019-11-26
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Autres installations matériels, outillages	1	26/11/2019
L	Autres installations matériels, outillages	4	26/11/2019
L	Autres installations matériels, outillages	7	26/11/2019
L	bacs roulants	5	26/11/2019
L	bacs roulants	7	26/11/2019
L	containers enterrés et semi-enterrés	15	26/11/2019
L	IMMOBILISATION VALEUR ACQUI INF 500 €	1	26/11/2019
L	IMMOBILISATION VALEUR ACQUI INF 500 €	10	26/11/2019
L	Installations générales agencements et aménagt div	1	26/11/2019
L	Installations générales agencements et aménagt div	7	26/11/2019
L	Installations générales agencements et aménagt div	20	26/11/2019
L	Installations matériel et outillages techniques	1	26/11/2019
L	Installations matériel et outillages techniques	5	26/11/2019
L	Logiciels	2	26/11/2019
L	Matériels classiques	6	26/11/2019
L	Matériels de bureau	1	26/11/2019
L	Matériels de bureau	10	26/11/2019
L	Matériels de bureau électrique	5	26/11/2019
L	Matériels informatiques	1	26/11/2019
L	Matériels informatiques	5	26/11/2019
L	Véhicules légers	5	26/11/2019



**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**ETAT DES PROVISIONS**

**A4**

**A4 – ETAT DES PROVISIONS**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
<b>PROVISIONS BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	4,50		4,50	9,00	19,00	-10,00
provision pour risque sur actif circulants	4,50	05/04/2023	4,50	9,00	19,00	-10,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES</b>	<b>4,50</b>		<b>4,50</b>	<b>9,00</b>	<b>19,00</b>	<b>-10,00</b>
<b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).



Envoyé en préfecture le 18/04/2024	023
Reçu en préfecture le 18/04/2024	
Publié le	
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF	



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS</b>
<b>A5</b>

**A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)**

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>21 330,06</b>	<b>I 21 330,06</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>21 330,06</b>	<b>21 330,06</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	21 330,06	21 330,06
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>21 330,06</b>	<b>176 428,80</b>	<b>0,00</b>	<b>197 758,86</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>179 698,47</b>	<b>III 176 025,82</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>25 000,00</b>	<b>21 327,36</b>
10222	FCTVA	25 000,00	21 327,36
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>154 698,47</b>	<b>154 698,46</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28033	Frais d'insertion	216,00	216,00
28128	Autres aménagements de terrains	462,00	462,00
28135	Installations générales, agencements, ..	4 568,72	4 568,72
28145	Construct° sol autrui - Installat° gén.	589,00	589,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	2 214,66	2 214,66
281578	Autre matériel et outillage de voirie	75 342,84	75 342,84
28158	Autres installat°, matériel et outillage	48 876,35	48 876,35
281735	Installations générales (m. à dispo)	16 662,00	16 662,00
28183	Matériel de bureau et informatique	3 775,56	3 775,56
28188	Autres immo. corporelles	1 991,34	1 991,33
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>176 025,82</b>	<b>0,00</b>	<b>140 009,08</b>	<b>0,00</b>	<b>316 034,90</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 197 758,86</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 316 034,90</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) 118 276,04</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.



(3) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA</b>
<b>TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>
<b>A7.2.1</b>

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>
<b>A7.2.2</b>

Cet état ne contient pas d'information.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

A7.3.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

## A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

## A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM****A7.3.2**

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

**A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES**

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

**A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.





## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

A8

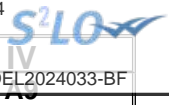
## A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).



## IV – ANNEXES

### ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

#### A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (4) Indiquer le chapitre.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES


A10.1

## A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
20/01/2023	23 CONTENEURS SEMI ENTERRES -LES GRANGES GONTARDES	1 263,61	7 233,68	15
23/02/2023	23 CONTENEURS SEMI ENTERRES -LES GRANGES GONTARDES	1 263,61	7 233,68	15
14/03/2023	23 CONTENEURS SEMI ENTERRES -LES GRANGES GONTARDES	1 263,61	7 233,68	15
14/03/2023	COLONNE Verre RAR 2022 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	960,00	0,00	15
14/03/2023	COLONNE Verre RAR 2022 BOUCHET	480,00	0,00	1
14/03/2023	COLONNE Verre RAR 2022 LABAUME	480,00	0,00	1
14/03/2023	COLONNE Verre RAR 2022 PIERRELATTE	960,00	0,00	15
14/03/2023	COLONNE Verre RAR 2022 ROCHEGUDE	960,00	0,00	15
14/03/2023	COLONNE Verre RAR 2022 SAINT RESTITUT	480,00	0,00	1
14/03/2023	COLONNE Verre RAR 2022 SUZE	480,00	0,00	1
18/04/2023	23 CONTENEURS SEMI ENTERRES -LES GRANGES GONTARDES	1 263,61	7 233,68	15
12/05/2023	23 CONTENEURS SEMI ENTERRES -LES GRANGES GONTARDES	1 263,61	7 233,68	15
15/06/2023	23 CONTENEURS SEMI ENTERRES -LES GRANGES GONTARDES	1 263,61	7 233,68	15
20/06/2023	SOUFFLEUR BOSH	335,00	0,00	1
10/07/2023	23 CONTENEURS SEMI ENTERRES -LES GRANGES GONTARDES	1 263,61	7 233,68	15
03/08/2023	10 BACS ROULANT POUR LA BAUME	1 339,56	0,00	5
03/08/2023	10 BACS ROULANTS POUR CLANSAYES	1 339,56	0,00	5
03/08/2023	10 BACS ROULANTS PR ST RESTITUT	1 339,56	0,00	5
03/08/2023	15 BACS ROULANTS PR SUZE	763,80	0,00	5
03/08/2023	15 BACS ROULANTS PR TULETTE	2 009,35	0,00	5
03/08/2023	176 BACS ROULANTS PR SP3C	7 368,82	0,00	5
03/08/2023	20 BACS ROULANTS PR ROCHEGUDE	2 679,12	0,00	5
03/08/2023	24 BACS ROULANTS POUR DONZERE	3 214,95	0,00	5
03/08/2023	406 BACS ROULANTS POUR PIERRELATTE	29 895,35	0,00	5
03/08/2023	5 BACS ROULANTS POUR MALATAVERNE	669,78	0,00	5
03/08/2023	516 BACS ROULANTS PR BOUCHET	11 401,66	0,00	5
03/08/2023	65 BACS ROULANTS POUR LGA	2 847,30	0,00	5
03/08/2023	TELEPHONE SAMSUNG A23 lecture carte acces DECHSP3	389,36	0,00	1
08/08/2023	23 CONTENEURS SEMI ENTERRES -LES GRANGES GONTARDES	1 263,61	7 233,68	15
04/09/2023	200 BACS 40 L VERRE PR PIERRELATTE	3 456,00	0,00	5
12/09/2023	23 CONTENEURS SEMI ENTERRES -LES GRANGES GONTARDES	1 263,61	7 233,68	15
22/09/2023	BROYEUR VEGETAUX	332,40	0,00	1
09/10/2023	1ECRAN DE PC (Valerie)	152,10	0,00	1
09/10/2023	ACHATS DE 5 COMPOSTEURS PARTAGES POUR LES COMMUNES	6 288,00	0,00	5
09/10/2023	LICENCE MICROSOFT OFFICE 2021 S/2PC	537,60	0,00	2
09/10/2023	LOT DE 2 ORDINATEURS (Olivier et Christophe A)	1 554,41	0,00	5
10/10/2023	23 CONTENEURS SEMI ENTERRES -LES GRANGES GONTARDES	1 263,61	7 233,68	15
09/11/2023	5 CE OM pr Pierrelatte	44 100,00	0,00	15
17/11/2023	23 CONTENEURS SEMI ENTERRES -LES GRANGES GONTARDES	1 263,61	7 233,68	15
17/11/2023	9 CE POUR SP3C / 6 VERRE-2 EMR-1 OM EN PAY	55 930,80	0,00	15
17/11/2023	9 CE POUR SP3C / 6 VERRE-2 EMR-1 OM EN PAY	15 396,00	0,00	15
07/12/2023	6 CSE PR DONZERE ( suite incendie )	27 896,40	0,00	15
07/12/2023	ACHAT 12 CE POUR CLANSAYES	93 240,00	0,00	15
15/12/2023	23 CONTENEURS SEMI ENTERRES -LES GRANGES GONTARDES	45 490,18	7 233,68	15
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF



Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)		
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>378 666,77</b>	<b>86 804,16</b>	

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES****A10.2****A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS**

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
	TEL LECTEUR CARTE DECHSUZE	368,22	1	368,22	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>368,22</b>					<b>0,00</b>



<b>IV – ANNEXES</b>		
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>		
<b>OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS</b>		<b>A10.3</b>

**A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS**

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES****A10.4****A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)**

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES****A10.5****A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)**

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
<b>TOTAL GENERAL</b>		0,00					0,00





**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)**

A11

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE</b>	<b>A11</b>

**RATIO**

	Montant
<b>Recettes 72 (I)</b>	<b>0.00</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>0.00</b>
<b>Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>0.00 %</b>

Envoyé en préfecture le 18/04/2024	023
Reçu en préfecture le 18/04/2024	
Publié le	
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF	



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE</b>	<b>A12</b>

Cet état ne contient pas d'information.



**IV – ANNEXES**

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT**

**B1.1**

**B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)**

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>										<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT****B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

<b>Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT</b>	<b>Valeur en euros</b>	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
<b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>	<b>I = A + B + C - D</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>II</b>	<b>7 490 424,54</b>
<b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)</b>	<b>I / II</b>	<b>0,00</b>

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.



## IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL**
**B1.3****B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL**

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)
2023	Mobilier : credit bail sur vehicule	3 653,52	diac location	1	1 692,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 692,00

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF



**IV – ANNEXES**

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

**B1.4**

**B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

- (1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.
- (2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

## IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
 ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

B1.5

## B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
	<b>8017 Subventions à verser en annuités</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>8018 Autres engagements donnés</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>Au profit d'organismes publics</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>Au profit d'organismes privés (1)</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.



**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS****B1.6****B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8026	Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)			0,00	0,00	0,00
	8027	Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)			0,00	0,00	0,00
	8028	Autres engagements reçus			0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

## IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS

B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS  
(Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
<b>Personnes de droit privé</b>		
<u>Associations</u>		
ACCA DONZERE	300,00	SUBVENTION VERSEE
ACCA LA BAUME DE TRANSIT	300,00	SUBVENTION VERSEE
ACCA ROCHEGUDE	300,00	SUBVENTION VERSEE
<u>Entreprises</u>		
<u>Personnes physiques</u>		
<u>Autres</u>		
<b>Personnes de droit public</b>		
<u>Etat</u>		
<u>Régions</u>		
<u>Départements</u>		
<u>Communes</u>		
<u>Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)</u>		
SYNDICAT DES PORTES DE PROVENCE	102 823,90	PART RBT CAPITAL + INTERET SYPROVAL
<u>Autres</u>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>103 723,90</b>	

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN  
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT****B2.1****B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.  
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.



**IV – ANNEXES**

**ENGAGEMENTS HORS BILAN  
AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

**B2.2**

**B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>	
<b>ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE</b>	<b>B3</b>

<b>TOTAL Reste à employer au 01/01/N :</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL Recettes</b>	<b>0,00</b>	<b>Total Dépenses</b>
		<b>0,00</b>
<b>TOTAL Reste à employer au 31/12/N :</b>		<b>0,00</b>

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.

TECH : Technique.

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

S : Social.

MS : Médico-social.

MT : Médico-technique.

SP : Sportif.

CULT : Culturel

ANIM : Animation.

PM : Police.

OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.

3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.

3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).

3-2 : vacance temporaire d'un emploi.

3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.

3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.

3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.

38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.

47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels

110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.

110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.

A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION</b>
<b>ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N</b>
<b>C1.2</b>

**C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)**

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.





## IV – ANNEXES

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT  
FINANCIER**

C2

**C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
<u>Détention d'une part du capital</u>				
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
<u>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT****C3.1****C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU  
L'ETABLISSEMENT**

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
<b>Etablissements publics de coopération intercommunale</b>			
SYPP	01/01/2015	TEOM	180 778,31
<b>Autres organismes de regroupement</b>			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.



## IV – ANNEXES

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES PAR LA COMMUNE**

C3.2

## C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	< Néant >		-		Non
CE	< Néant >		-		Non
Régie personnalisée	< Néant >		-		Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS****LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE****C3.3****C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	< Néant >		-			Non
Lotissement	< Néant >		-			Non
Service social et médico-social	< Néant >		-			Non

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024033-BF



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS</b>	
<b>LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE</b>	<b>C3.4</b>

**C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION  
PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES****C3.5****C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES****1 – BUDGET PRINCIPAL**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	685 415,69	399 996,83	176 428,80	108 990,06
RECETTES	685 415,69	681 743,04	0,00	3 672,65
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	7 975 231,57	7 710 592,48	0,00	264 639,09
RECETTES	7 975 231,57	7 971 877,88	0,00	3 353,69

(1) Y compris les rattachements.

**2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)****BUDGET : CC Drôme Sud Provence- BA SPANC / N°SIRET : 20004290100021**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	15 118,05	0,00	0,00	15 118,05
RECETTES	15 118,05	15 118,05	0,00	0,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	132 055,11	51 008,45	0,00	81 046,66
RECETTES	132 055,11	116 861,11	0,00	15 194,00

**BUDGET : CC Drôme Sud Provence- Budget annexe GEMAPI / N°SIRET : 20004290100054**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	64 590,83	0,00	0,00	64 590,83
RECETTES	64 590,83	63 583,03	0,00	1 007,80
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	1 141 583,84	299 083,73	0,00	842 500,11
RECETTES	1 141 583,84	1 051 206,59	0,00	90 377,25

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

**3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	765 124,57	399 996,83	176 428,80	188 698,94
RECETTES	765 124,57	760 444,12	0,00	4 680,45
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	9 248 870,52	8 060 684,66	0,00	1 188 185,86
RECETTES	9 248 870,52	9 139 945,58	0,00	108 924,94
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	10 013 995,09	8 460 681,49	176 428,80	1 376 884,80
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	10 013 995,09	9 900 389,70	0,00	113 605,39

(1) Y compris les rattachements.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION  
PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS  
ANNEXES****C3.5****4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des  
principales opérations en annexe de la M14) (1)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

**5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la  
neutralisation des flux réciproques) (1)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	765 124,57	399 996,83	176 428,80	188 698,94
RECETTES	765 124,57	760 444,12	0,00	4 680,45
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	9 248 870,52	8 060 684,66	0,00	1 188 185,86
RECETTES	9 248 870,52	9 139 945,58	0,00	108 924,94
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	10 013 995,09	8 460 681,49	176 428,80	1 376 884,80
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	10 013 995,09	9 900 389,70	0,00	113 605,39

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.



## IV – ANNEXES

## DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

## D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	86 601 000,00	981,01	4,41	0,00	3 819 104,00	981,00
TFPNB	2 126 000,00	6,89	5,79	0,00	123 095,00	6,89
CFE	50 563 000,00	5,16	2,00	0,00	1 011 260,00	5,16
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires.	5 696 043,00	7,10	0,46	0,00	26 201,00	7,10
<b>TOTAL</b>	<b>144 986 043,00</b>	<b>128,69</b>			<b>4 979 660,00</b>	<b>242,40</b>



## IV – ANNEXES

### ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 47  
 Nombre de membres présents : 47  
 Nombre de suffrages exprimés : 45  
 VOTES :  
 Pour : 45  
 Contre : 0  
 Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par (1) le Président.  
 A Pierrelatte, le 10/04/2024  
 le Président

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire.  
 A Pierrelatte, le 10/04/2024  
 Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	
M. ENTAT Romain	
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	
M. LOPEZ Antonio	
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	
M. PLANEL Jean Pierre	
M. POIGNET Richard	

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

M. PUEL Jean Marie	
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	

Certifié exécutoire par (1) le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 17/04/2024, et de la publication le 18/04/2024

A Pierrelatte, le 12/04/2024

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.



3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :  
Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 – 034

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : COMPTE ADMINISTRATIF 2023 – BUDGET ANNEXE SPANC**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 45 (Monsieur le Président ne prend pas part au vote)

#### **Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### **Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L1612-2 et suivants,

**Vu** le Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 Mars 2024,

Le Compte de gestion de l'exercice budgétaire 2023 du budget annexe SPANC a été établi par Monsieur le Trésorier et retrace le résultat de clôture de l'exercice budgétaire 2023. Les résultats de ce compte de gestion sont en parfaite concordance avec ceux du compte administratif ce qui n'appelle aucune observation de la part du conseil communautaire.

Le Compte administratif 2023 fait ressortir les résultats budgétaires suivants :

**Section de Fonctionnement**

Recettes de fonctionnement de l'exercice	42 113,46
Dépenses de fonctionnement de l'exercice	51 008,45
<b>Résultat de fonctionnement de l'Exercice</b>	<b>- 8 894,99</b>

**Section d'Investissement**

Recettes d'investissement de l'exercice	5 394,00
Dépenses d'investissement de l'exercice	0,00
<b>Résultat d'investissement de l'Exercice</b>	<b>5 394,00</b>

Monsieur Didier BESNIER est président de séance pour les votes des comptes administratifs 2023.

Monsieur le Président, Jean-Michel CATELINOIS ne prend pas part au vote et sort de la salle.

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE CONSTATER** que le compte administratif 2023 du Budget Annexe SPANC dressé par le Président, est conforme au compte de gestion 2023 établi par Monsieur le Trésorier,
- **DE DONNER ACTE** de la présentation faite du compte administratif 2023 du Budget Annexe SPANC,

### **DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

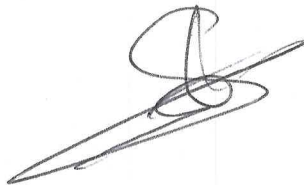
- **CONSTATE** que le compte administratif 2023 du Budget annexe SPANC dressé par le Président, est conforme au compte de gestion 2023 établi par Monsieur le Trésorier,
- **DONNE ACTE** de la présentation faite du compte administratif 2023 du Budget Annexe SPANC,

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.


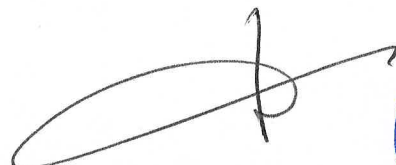
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024034-BF



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

S<sup>2</sup>LOW

Communauté de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP - Communauté de Communes Drôme S

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024034-BF

V – ARRETE ET SIGNATURES

V

ARRETE ET SIGNATURES

A

Nombre de membres en exercice : 47

Nombre de membres présents : 38

Nombre de suffrages exprimés : 46

VOTES :

Pour : 46

Contre 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par Le Président (1),

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Délibéré par l'assemblée Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire(2), réunie en session Ordinaire

du conseil communautaire,

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Les membres de l'assemblée délibérante Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire (2),(3).

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	Procurator H. MEDINA
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	AROUÉ.
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	Procurator M. CATELINOIS
M. ENTAT Romain	AROUÉ Procurator E. CAROU
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	Procurator M. GARIN
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	Procurator F. LAPLANCHE
M. LOPEZ Antonio	Procurator P. ESCOFFIER
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

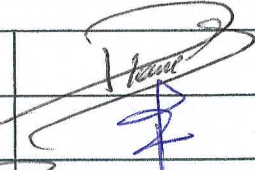





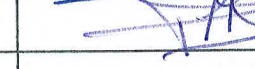

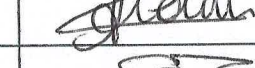










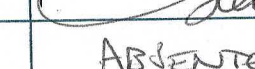
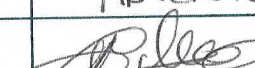
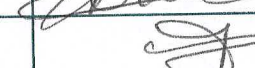

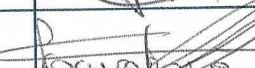



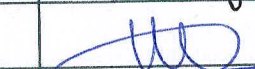
S<sup>2</sup>LOW

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024034-BF

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

A

M. PLANEL Jean Pierre	
M. POIGNET Richard	
M. PUEL Jean Marie	 
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	ABSENTE
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024034-BF



V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

A

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Pierrelatte, le 10/04/2024

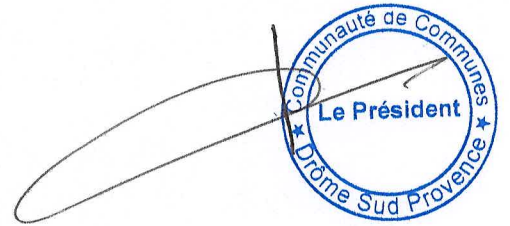
(1) Indiquer « la présidente » ou « le président »

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de , de la Collectivité territoriale unique de , de la métropole de , du Conseil syndical de

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif

Le Président,

Jean-Michel GATELINOS





## REPUBLIQUE FRANÇAISE

<b>Numéro SIRET</b> <b>20004290100021</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>CC Drôme Sud Provence- BA SPANC Communauté</b> <b>de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP</b>
--	--

POSTE COMPTABLE DE : CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 49 (1)

<b>Compte administratif</b>
-----------------------------

BUDGET : CC Drôme Sud Provence- BA SPANC (2)

**ANNEE 2023**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

## II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9

B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 12

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 13

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 14

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 15

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 16

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 20

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 21

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 22

A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 24

A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 25

A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes 26

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 27

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 28

A3.2 - Etalement des provisions 29

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 30

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 31

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 32

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 38

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet

A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet

A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

A6 - Etat des charges transférées 44

A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers 45

A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 46

A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 47

A8.3 - Opérations liées aux cessions 48

A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 49

A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 50

A10 - Etat des travaux en régie 51

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 53

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 54

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 55

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 56

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé 57

B1.6 - Etat des autres engagements donnés 58

B1.7 - Etat des engagements reçus 59

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 60

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 61

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 62

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 64

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 65

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 66

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes

## D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures

- (1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
- (2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
- (3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 51 008,45	G 42 113,46	G-A -8 894,99
	Section d'investissement	B 0,00	H 5 394,00	H-B 5 394,00

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 74 747,65 (si excédent)		
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 9 724,05 (si excédent)		

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
<b>TOTAL (réalisations + reports)</b>		P= A+B+C+D 51 008,45	Q= G+H+I+J 131 979,16	=Q-P 80 970,71

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)		Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
		Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
		TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 51 008,45	= G+I+K 116 861,11	65 852,66
	Section d'investissement	= B+D+F 0,00	= H+J+L 15 118,05	15 118,05
	<b>TOTAL CUMULE</b>	= A+B+C+D+E+F 51 008,45	= G+H+I+J+K+L 131 979,16	80 970,71

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F 0,00	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières		0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

### DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	68 417,11	2 288,55	0,00	0,00	66 128,56
012	Charges de personnel, frais assimilés	50 000,00	42 166,33	0,00	0,00	7 833,67
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 600,00	900,00	0,00	0,00	700,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>120 017,11</b>	<b>45 354,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>74 662,23</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	350,00	259,57			90,43
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	4 294,00				
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>126 661,11</b>	<b>45 614,45</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>81 046,66</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections	5 394,00	5 394,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>132 055,11</b>	<b>51 008,45</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>81 046,66</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>						

### RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	56 964,00	41 770,00	0,00	0,00	15 194,00
73	Produits issus de la fiscalité(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>56 964,00</b>	<b>41 770,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 194,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	343,46	343,46			0,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>57 307,46</b>	<b>42 113,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 194,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>57 307,46</b>	<b>42 113,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 194,00</b>
<b>Pour information</b>		<b>74 747,65</b>				
<b>R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>						

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.



## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

## SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	13 985,05	0,00	0,00	13 985,05
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>13 985,05</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 985,05</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 133,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>1 133,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 133,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour compte de tiers (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>15 118,05</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 118,05</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>15 118,05</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 118,05</b>
	<b>Pour information</b>	<b>0,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	<b>Total des opérations pour le compte de tiers (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation (2)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	5 394,00	5 394,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Pour information</b>	<b>9 724,05</b>			
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 288,55		2 288,55
012	Charges de personnel, frais assimilés	42 166,33		42 166,33
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	900,00		900,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	259,57	5 394,00	5 653,57
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés(4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
	<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>	<b>45 614,45</b>	<b>5 394,00</b>	<b>51 008,45</b>

+	<b>D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>0,00</b>
---	--	-------------

=	<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>51 008,45</b>
---	---	------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations(reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	<b>Dépenses d'investissement –Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

+	<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1</b>	<b>0,00</b>
---	--	-------------

=	<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE</b>	<b>0,00</b>
---	--	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

## II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	41 770,00		41 770,00
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	343,46	0,00	343,46
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>42 113,46</b>	<b>0,00</b>	<b>42 113,46</b>

+

<b>R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1</b>	<b>74 747,65</b>
---	------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>116 861,11</b>
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		5 394,00	5 394,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1</b>	<b>9 724,05</b>
---	-----------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>0,00</b>
------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>15 118,05</b>
---	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (2) (3)</b>	<b>68 417,11</b>	<b>2 288,55</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>66 128,56</b>
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	20,00	0,00	0,00	0,00	20,00
6063	Fournitures entretien et petit équi	380,00	131,65	0,00	0,00	248,35
6064	Fournitures administratives	150,00	0,00	0,00	0,00	150,00
6135	Locations mobilières	1 264,00	1 218,06	0,00	0,00	45,94
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	241,60	0,00	0,00	758,40
6156	Maintenance	400,00	392,44	0,00	0,00	7,56
618	Divers	64 153,11	0,00	0,00	0,00	64 153,11
6222	Commissions recouvrement redevance	50,00	0,00	0,00	0,00	50,00
6248	Divers	0,00	43,20	0,00	0,00	-43,20
6251	Voyages et déplacements	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
6256	Missions	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6261	Frais d'affranchissement	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6262	Frais de télécommunications	300,00	261,60	0,00	0,00	38,40
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>50 000,00</b>	<b>42 166,33</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 833,67</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	50 000,00	42 166,33	0,00	0,00	7 833,67
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (4)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>1 600,00</b>	<b>900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>700,00</b>
6541	Créances admises en non-valeur	1 500,00	900,00	0,00	0,00	600,00
6542	Créances éteintes	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)</b>		<b>120 017,11</b>	<b>45 354,88</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>74 662,23</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>2 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 000,00</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)</b>	<b>350,00</b>	<b>259,57</b>			<b>90,43</b>
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	350,00	259,57			90,43
<b>69</b>	<b>Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (f)</b>	<b>4 294,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f</b>		<b>126 661,11</b>	<b>45 614,45</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>81 046,66</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>				
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)</b>	<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>			<b>0,00</b>
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	5 394,00	5 394,00			0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>			<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>132 055,11</b>	<b>51 008,45</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>81 046,66</b>
<b>Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

#### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.



### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	56 964,00	41 770,00	0,00	0,00	15 194,00
7062	Redevances assainissement non collectif	56 964,00	41 770,00	0,00	0,00	15 194,00
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>56 964,00</b>	<b>41 770,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 194,00</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	343,46	343,46			0,00
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	343,46	343,46			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>57 307,46</b>	<b>42 113,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 194,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>57 307,46</b>	<b>42 113,46</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 194,00</b>
<b>Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1</b>		<b>74 747,65</b>				

#### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.



### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	13 985,05	0,00	0,00	13 985,05
2182	Matériel de transport	4 261,00	0,00	0,00	4 261,00
2183	Matériel de bureau et informatique	1 860,00	0,00	0,00	1 860,00
2184	Mobilier	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 864,05	0,00	0,00	5 864,05
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>13 985,05</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>13 985,05</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 133,00			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>1 133,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 133,00</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>15 118,05</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 118,05</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>15 118,05</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 118,05</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.



### III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	5 394,00	5 394,00		0,00
28182	Matériel de transport	5 338,00	5 338,00		0,00
28184	Mobilier	56,00	56,00		0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>		<b>0,00</b>
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>		<b>9 724,05</b>			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.



**III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF**  
**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT**

Cet état ne contient pas d'information.



**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE****A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
<b>519 Crédits de trésorerie (Total)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>0,00</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024034-BF

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV  
A1.2

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3

## A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

## A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

## A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

A1.5

## A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
<b>Total</b>						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



S<sup>2</sup>LO

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT**

**A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D’UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)**

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
<b>Total des dépenses au c/ 166</b>					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Refinancement de dette (3)</b>																
<b>Total des recettes au c/ 166</b>					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Refinancement de dette (4)</b>																

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

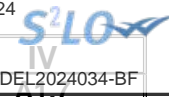
(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.



## IV – ANNEXES

### ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N

#### A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Con- trat initial	Con- trat rené- gocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
<b>Total</b>												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE  
AUTRES DETTES****A1.8****A1.8 – AUTRES DETTES****(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)**

<b>LIBELLES</b>	<b>Montant initial de la dette</b>	<b>Dépenses de l'exercice</b>	<b>Dettes restantes</b>
Autres dettes à long ou moyen terme (sans réception de fonds)	0,00	0,00	0,00
Dettes pour location - acquisitions	0,00	0,00	0,00
Dettes pour location - ventes	0,00	0,00	0,00
Dettes pour travaux devant être réglées en plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN  
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS****A2****A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES**

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500,00 €	2019-11-26

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Autres immobilisations corporelles	10	26/11/2019
L	Logiciels	2	26/11/2019
L	Matériel de bureau	10	26/11/2019
L	Matériels informatiques	5	26/11/2019
L	Mobiliers	10	26/11/2019
L	Réseaux divers de voirie eau et assainissement	15	26/11/2019
L	Véhicules légers	5	26/11/2019

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

A3.1

## A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
<b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES</b>						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL SEMI-BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).



**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**ETALEMENT DES PROVISIONS**

**A3.2**

**A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS**

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>1 133,00</b>	<b>I 0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>1 133,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 133,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>5 394,00</b>	<b>III 5 394,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28182	Matériel de transport	5 338,00	5 338,00
28184	Mobilier	56,00	56,00
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>5 394,00</b>	<b>0,00</b>	<b>9 724,05</b>	<b>0,00</b>	<b>15 118,05</b>

	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 0,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 15 118,05</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV – II (3) 15 118,05</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION</b>
<b>A5.1.1</b>

**FONCTIONNEMENT GENERAL (1)**  
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

**A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES**

<b>DEPENSES – MANDATS EMIS</b>		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>1 288,10</b>
6135	Locations mobilières	654,06
61551	Matériel roulant	241,60
6156	Maintenance	392,44
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>1 288,10</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>5 394,00</b>
6811	Dot.aux amort.des immo.incorporelles & corporelles	5 394,00
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>
6811	Dot.aux amort.des immo.incorporelles & corporelles	0,00
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>5 394,00</b>
<b>D 002 (5)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERALEDES DEPENSES</b>		<b>6 682,10</b>

**A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES**

<b>RECETTES – TITRES EMIS</b>		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Ventes produits fabriqués, prestations</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>0,00</b>
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00</b>
<b>78</b>	<b>Reprises sur provisions et dépréciations (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>R 002 (5)</b>		<b>74 747,65</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>74 747,65</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION****A5.1.1****PERMIS DE CONTRUIRE (1)  
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)****A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES**

<b>DEPENSES – MANDATS EMIS</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		0,00
<b>D 002 (5)</b>		0,00
<b>TOTAL GENERALDES DEPENSES</b>		0,00

**A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES**

<b>RECETTES – TITRES EMIS</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
013	Atténuations de charges	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 840,00
7062	Redevances d'assainissement non collectif	2 840,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		2 840,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		0,00
<b>R 002 (5)</b>		0,00
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		2 840,00

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION****A5.1.1**

**Poste par défaut (1)**  
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

**A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES**

<b>DEPENSES – MANDATS EMIS</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>1 000,45</b>
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	131,65
6135	Locations mobilières	564,00
6248	Divers	43,20
6262	Frais de télécommunications	261,60
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>42 166,33</b>
6215	Personnel affecté par collectivité de rattachement	42 166,33
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>900,00</b>
6541	Créances admises en non-valeur	900,00
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (4)</b>	<b>259,57</b>
6817	Dot. aux dépréciations des actifs circulants	259,57
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>44 326,35</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>D 002 (5)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERALDES DEPENSES</b>		<b>44 326,35</b>

**A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES**

<b>RECETTES – TITRES EMIS</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges</b>	<b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Ventes produits fabriqués, prestations</b>	<b>160,00</b>
7062	Redevances d'assainissement non collectif	160,00
<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>0,00</b>
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0,00</b>
<b>78</b>	<b>Reprises sur provisions et dépréciations (4)</b>	<b>343,46</b>
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	343,46
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>503,46</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>R 002 (5)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>503,46</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

SLOW

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION

A5.1.1

REDEVANCE VENTE (1)  
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

## A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		0,00
<b>D 002 (5)</b>		0,00
<b>TOTAL GENERALDES DEPENSES</b>		0,00

## A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
013	Atténuations de charges	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	6 800,00
7062	Redevances d'assainissement non collectif	6 800,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		6 800,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		0,00
<b>R 002 (5)</b>		0,00
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		6 800,00

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

SLOW

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION****A5.1.1****REDEVANCES SPANC (1)  
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)****A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES**

<b>DEPENSES – MANDATS EMIS</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		0,00
<b>D 002 (5)</b>		0,00
<b>TOTAL GENERALDES DEPENSES</b>		0,00

**A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES**

<b>RECETTES – TITRES EMIS</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
013	Atténuations de charges	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	20 610,00
7062	Redevances d'assainissement non collectif	20 610,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		20 610,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		0,00
<b>R 002 (5)</b>		0,00
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		20 610,00

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

SLOW

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION

A5.1.1

Réhabilitation des instal (1)  
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

## A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		0,00
<b>D 002 (5)</b>		0,00
<b>TOTAL GENERALDES DEPENSES</b>		0,00

## A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
013	Atténuations de charges	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	11 360,00
7062	Redevances d'assainissement non collectif	11 360,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		11 360,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		0,00
<b>R 002 (5)</b>		0,00
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		11 360,00

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT

A5.1.2

FONCTIONNEMENT GENERAL<sup>(1)</sup>  
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

## A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées.	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>D 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DE DEPENSES</b>		<b>0,00</b>

## A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
106	Réserves	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	5 394,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>5 394,00</b>
<b>R 001 (4)</b>		<b>9 724,05</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>15 118,05</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

SLOW

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT

A5.1.2

PERMIS DE CONTRUIRE<sup>(1)</sup>  
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

## A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées.	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>D 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DE DEPENSES</b>		<b>0,00</b>

## A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
106	Réserves	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>R 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>0,00</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



SLOW

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT

A5.1.2

Poste par défaut(1)  
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

## A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées.	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>D 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DE DEPENSES</b>		<b>0,00</b>

## A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
106	Réserves	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>R 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>0,00</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

SLOW

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT

A5.1.2

REDEVANCE VENTE<sup>(1)</sup>  
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

## A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées.	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>D 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DE DEPENSES</b>		<b>0,00</b>

## A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
106	Réserves	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>R 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>0,00</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

SLOW

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT

A5.1.2

REDEVANCES SPANC<sup>(1)</sup>  
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

## A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées.	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>D 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DE DEPENSES</b>		<b>0,00</b>

## A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
106	Réserves	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>R 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>0,00</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT****A5.1.2****Réhabilitation des instal<sup>(1)</sup>  
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)****A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES**

<b>DEPENSES – MANDATS EMIS</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
<b>Opérations d'équipement (1 ligne par opération)</b>		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées.	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)</b>		
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>D 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DE DEPENSES</b>		<b>0,00</b>

**A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

<b>RECETTES – TITRES EMIS</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant</b>
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
106	Réserves	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)</b>		
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>R 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>0,00</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

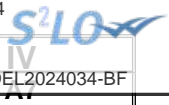
(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES****A6****A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).



## IV – ANNEXES

### ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

#### A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (4) Indiquer le chapitre.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES****A8.1****A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS**

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES

A8.2

## A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
	onduleurs poste SPANC	612,96	5	612,96	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>612,96</b>					<b>0,00</b>



**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN  
OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS****A8.3****A8.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS**

<b>Produit des cessions</b>		<b>Réalisations</b>
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES****A9.1****A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)**

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES****A9.2****A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)**

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>



**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)**

A10

**SECTION D'EXPLOITATION**

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE</b>	<b>A10</b>

**RATIO**

	Montant
<b>Recettes 72 (I)</b>	<b>0.00</b>
<b>Recettes réelles d'exploitation</b>	<b>42 113,46</b>
<b>Recettes 72 / Recettes réelles d'exploitation</b>	<b>0.00 %</b>

## IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

B1.1

## B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>										<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT****B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

<b>Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT</b>	<b>Valeur en euros</b>	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
<b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>	<b>I = A + B + C - D</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>II</b>	<b>0,00</b>
<b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)</b>	<b>I / II</b>	<b>0,00</b>

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET****B1.3****B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versé la subvention.





## IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL**

B1.4

## B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir				
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.



**IV – ANNEXES**

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

**B1.5**

**B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP (TTC)	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP (en mois)	Date de fin du contrat de PPP

## IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

B1.6

## B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
	<b>8017 Subventions à verser en annuités</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>8018 Autres engagements donnés</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>Au profit d'organismes publics</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>Au profit d'organismes privés (1)</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

**IV – ANNEXES**
**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
 ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**
**B1.7****B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>				0,00	0,00	0,00



## IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN  
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

B2.1

## B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.



## IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN  
AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

B2.2

## B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.

TECH : Technique.

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

S : Social.

MS : Médico-social.

MT : Médico-technique.

SP : Sportif.

CULT : Culturel

ANIM : Animation.

PM : Police.

OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.

3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.

3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).

3-2 : vacance temporaire d'un emploi.

3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.

3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.

3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.

38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.

47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels

110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.

110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.

A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS</b>	
<b>ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE</b>	<b>C1.2</b>

**C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)**

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
		0	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT  
FINANCIER**

**C2**

**C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS****LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE****C3****C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)**

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	< Néant >		-			Non

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.



## IV – ANNEXES

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION  
PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES  
(uniquement pour les SPIC dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale)**

C4

## C4 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES

## 1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
<b>EXPLOITATION</b>				
DEPENSES	132 055,11	51 008,45	0,00	51 008,45
RECETTES	132 055,11	116 861,11	0,00	116 861,11
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	15 118,05	0,00	0,00	0,00
RECETTES	15 118,05	15 118,05	0,00	15 118,05

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

## 2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET CC Drôme Sud Provence- BA déchets ménagers / Numéro SIRET : 20004290100039				
SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
<b>EXPLOITATION</b>				
DEPENSES	7 975 231,57	7 710 592,48	0,00	7 710 592,48
RECETTES	7 975 231,57	7 971 877,88	0,00	7 971 877,88
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	685 415,69	399 996,83	176 428,80	576 425,63
RECETTES	685 415,69	681 743,04	0,00	681 743,04

BUDGET CC Drôme Sud Provence- Budget annexe GEMAPI / Numéro SIRET : 20004290100054				
SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
<b>EXPLOITATION</b>				
DEPENSES	1 141 583,84	299 083,73	0,00	299 083,73
RECETTES	1 141 583,84	1 051 206,59	0,00	1 051 206,59
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	64 590,83	0,00	0,00	0,00
RECETTES	64 590,83	63 583,03	0,00	63 583,03

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

## 3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
<b>EXPLOITATION</b>				
DEPENSES	9 248 870,52	8 060 684,66	0,00	8 060 684,66
RECETTES	9 248 870,52	9 139 945,58	0,00	9 139 945,58
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	765 124,57	399 996,83	176 428,80	576 425,63
RECETTES	765 124,57	760 444,12	0,00	760 444,12
<b>TOTAL AGREGE DES DEPENSES</b>	10 013 995,09	8 460 681,49	176 428,80	8 637 110,29
<b>TOTAL AGREGE DES RECETTES</b>	10 013 995,09	9 900 389,70	0,00	9 900 389,70

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

## IV – ANNEXES

### ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 47  
 Nombre de membres présents : 38  
 Nombre de suffrages exprimés : 45  
 VOTES :  
 Pour : 45  
 Contre : 0  
 Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par (1) Le Président,  
 A Pierrelatte le 10/04/2024  
 (1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire  
 A Pierrelatte, le 10/04/2024  
 Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	
M. ENTAT Romain	
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	
M. LOPEZ Antonio	
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	
M. PLANEL Jean Pierre	
M. POIGNET Richard	

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

M. PUEL Jean Marie	
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 17/04/2024, et de la publication le 18/04/2024  
A Pierrelatte, le 12/04/2024

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.



3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :  
Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 - 035

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : COMPTE ADMINISTRATIF 2023 – BUDGET ANNEXE GEMAPI**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 45 (Monsieur le Président ne prend pas part au vote)

#### **Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### **Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L1612-2 et suivants,

**Vu** le Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 Mars 2024,

Le Compte de gestion de l'exercice budgétaire 2023 du budget annexe GEMAPI a été établi par Monsieur le Trésorier et retrace le résultat de clôture de l'exercice budgétaire 2023. Les résultats de ce compte de gestion sont en parfaite concordance avec ceux du compte administratif ce qui n'appelle aucune observation de la part du conseil communautaire.

Le Compte administratif 2023 fait ressortir les résultats budgétaires suivants :

**Section de Fonctionnement**

Recettes de fonctionnement de l'exercice	402 191,75
Dépenses de fonctionnement de l'exercice	299 083,73
<b>Résultat de fonctionnement de l'Exercice</b>	<b>103 108,02</b>

**Section d'Investissement**

Recettes d'investissement de l'exercice	2 892,20
Dépenses d'investissement de l'exercice	0,00
<b>Résultat d'investissement de l'Exercice</b>	<b>2 892,20</b>

Monsieur Didier BESNIER est président de séance pour les votes des comptes administratifs 2023.

Monsieur le Président, Jean-Michel CATELINOIS ne prend pas part au vote et sort de la salle.

**PROPOSITION du PRESIDENT**



Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE CONSTATER** que le compte administratif 2023 du Budget Annexe GEMAPI dressé par le Président, est conforme au compte de gestion 2023 établi par Monsieur le Trésorier,
- **DE DONNER ACTE** de la présentation faite du compte administratif 2023 du Budget Annexe GEMAPI,

### **DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **CONSTATE** que le compte administratif 2023 du Budget annexe GEMAPI dressé par le Président, est conforme au compte de gestion 2023 établi par Monsieur le Trésorier,
- **DONNE ACTE** de la présentation faite du compte administratif 2023 du Budget Annexe GEMAPI,

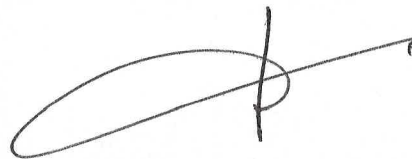
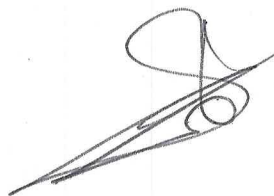
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**

**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

S<sup>2</sup>LOW

Communauté de Communes Drôme Sud Provence- CCDSPP - Communauté de Communes Drôme

ID: 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF

V – ARRETE ET SIGNATURES

V

ARRETE ET SIGNATURES

A

Nombre de membres en exercice : 47

Nombre de membres présents : 38

Nombre de suffrages exprimés : 46

VOTES :

Pour : 46

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

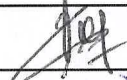


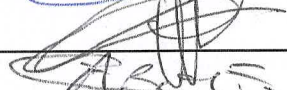


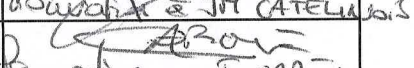

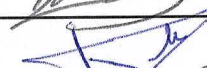
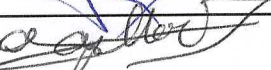


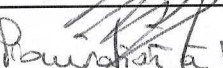
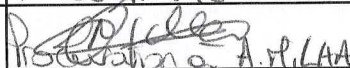
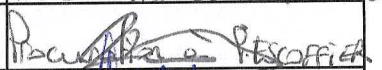

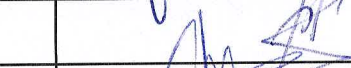


Présenté par Le Président (1),

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Délibéré par l'assemblée Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire(2), réunie en session Ordinaire  
A Pierrelatte, le 10/04/2024

du conseil communautaire,

Les membres de l'assemblée délibérante Les membres l'Assemblée delibérante réuni(e) en session Ordinaire (2),(3).

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	 Procuration à Jean Michel AVIAS
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	 Procuration à JM CATELINOIS
M. ENTAT Romain	 Procuration à F. CAROU
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	 Procuration à H. GARIN
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	 Procuration à A. LAPLANCHE
M. LOPEZ Antonio	 Procuration à ESCOFFIER
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

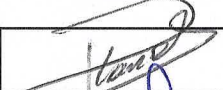
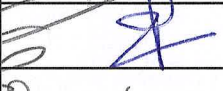

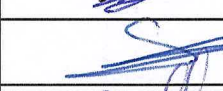
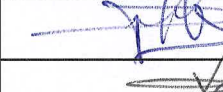
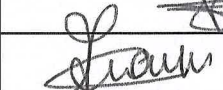
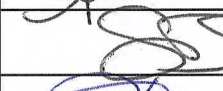

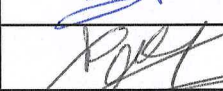


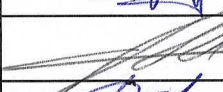

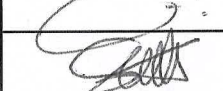
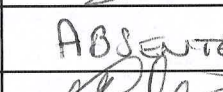
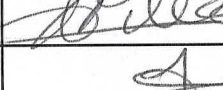
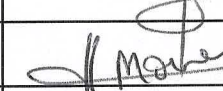
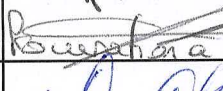
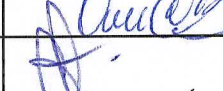
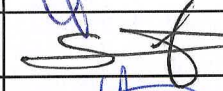
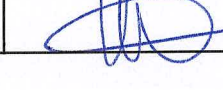


S<sup>2</sup>LOW

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

A

M. PLANEL Jean Pierre	
M. POIGNET Richard	
M. PUEL Jean Marie	
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	ABSENTE
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

S<sup>2</sup>LOW

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF

**V – ARRETE ET SIGNATURES**

**ARRETE ET SIGNATURES**

**A**

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Pierrelatte, le 18/04/2024

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Le Président,

Jean-Michel GATELINO





# REPUBLIQUE FRANÇAISE

## **CC Drôme Sud Provence- Budget annexe GEMAPI - Communauté de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Communauté de Communes Drôme  
Sud Provence- CCDSP (2)**

Numéro SIRET : 20004290100054

POSTE COMPTABLE : CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

**BUDGET : CC Drôme Sud Provence- Budget annexe GEMAPI (3)**

**ANNEE 2023**

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

## III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	18

## IV - Annexes (6)

### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	19
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	24
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	25
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	29
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	30
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	31
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	33
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	34
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	35
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	36
A4 - Etat des provisions	37
A5 - Etalement des provisions	38
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	39
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	40
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	41
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	42
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	43
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	44
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	45
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	46
A8 - Etat des charges transférées	47
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	48
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	49
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	50
A10.3 - Opérations liées aux cessions	51
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	52
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	53
A11 - Etat des travaux en régie	54
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	56

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	57
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	58
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	59
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	60
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	61
B1.6 - Etat des engagements reçus	62



B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	65
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	66
<b>C - Autres éléments d'informations</b>	
C1.1 - Etat du personnel	67
C1.2 - Actions de formation des élus	69
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	70
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	71
C3.2 - Liste des établissements publics créés	72
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	73
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	74
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	75
C3.6 - Identification des flux croisés	77
C4 - Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain	78
<b>D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures</b>	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	79
D2 - Arrêté et signatures	80

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.



Code INSEE  
200042901Communauté de Communes Drôme Sud Provence-  
CC Drôme Sud Provence- Budget annexe GEM**I – INFORMATIONS GENERALES****INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES****I****A**

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	44106
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : CCDSP	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
35666023,00		502,79	432,44

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	6,71	1107,00
2	Produit des impositions directes/population	0,07	567,00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	9,11	1299,00
4	Dépenses d'équipement brut/population		247,00
5	Encours de dette/population		931,00
6	DGF/population		190,00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0,3292	0,5880
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0,7364	0,9230
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		0,1900
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		0,7200

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**MODALITES DE VOTE DU BUDGET****POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

### EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	299 083,73	G	402 191,75
	Section d'investissement	B	0,00	H	2 892,20
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	649 014,84 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	60 690,83 (si excédent)
		=		=	
<b>TOTAL (réalisations + reports)</b>		= A+B+C+D	299 083,73	= G+H+I+J	1 114 789,62
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	299 083,73	= G+I+K	1 051 206,59
	Section d'investissement	= B+D+F	0,00	= H+J+L	63 583,03
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	299 083,73	= G+H+I+J+K+L	1 114 789,62

### DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	K
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F	0,00
010	Stocks (4)	0,00	L
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées mandatées	Publié le	Titres restant à émettre
204	Subventions d'équipement versées	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00		0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	823 333,84	50 532,33	0,00	0,00	772 801,51
012	Charges de personnel, frais assimilés	137 000,00	97 528,20	0,00	0,00	39 471,80
014	Atténuations de produits	7 250,00	3 526,00	0,00	0,00	3 724,00
65	Autres charges de gestion courante	161 100,00	144 605,00	0,00	0,00	16 495,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>1 128 683,84</b>	<b>296 191,53</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>832 492,31</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	10 000,00	0,00			10 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>1 138 683,84</b>	<b>296 191,53</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>842 492,31</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	2 900,00	2 892,20			7,80
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>2 900,00</b>	<b>2 892,20</b>			<b>7,80</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 141 583,84</b>	<b>299 083,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>842 500,11</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>0,00</b>				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	375 640,00	267 995,00	0,00	0,00	107 645,00
74	Dotations et participations	116 929,00	134 196,75	0,00	0,00	-17 267,75
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>492 569,00</b>	<b>402 191,75</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>90 377,25</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>492 569,00</b>	<b>402 191,75</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>90 377,25</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>492 569,00</b>	<b>402 191,75</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>90 377,25</b>
<b>Pour information</b>		(3) <b>649 014,84</b>				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>62 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>62 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	2 590,83			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>2 590,83</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 590,83</b>
45...	<b>Total des opé. pour compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>64 590,83</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>64 590,83</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>64 590,83</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>64 590,83</b>
	<b>Pour information</b>	(2) <b>0,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000,00</b>
45...	<b>Total des opé. pour le compte de tiers (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	2 900,00	2 892,20		7,80
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>2 900,00</b>	<b>2 892,20</b>		<b>7,80</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>3 900,00</b>	<b>2 892,20</b>	<b>0,00</b>	<b>1 007,80</b>

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis		
	<b>Pour information</b>	(2) <b>60 690,83</b>			
	<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	50 532,33		50 532,33
012	Charges de personnel, frais assimilés	97 528,20		97 528,20
014	Atténuations de produits	3 526,00		3 526,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	144 605,00		144 605,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	2 892,20	2 892,20
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>296 191,53</b>	<b>2 892,20</b>	<b>299 083,73</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information</b>				<b>0,00</b>
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				<b>0,00</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	267 995,00		267 995,00
74	Dotations et participations	134 196,75		134 196,75
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>402 191,75</b>	<b>0,00</b>	<b>402 191,75</b>
<b>Pour information</b>				<b>649 014,84</b>
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				<b>649 014,84</b>

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		2 892,20	2 892,20
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>2 892,20</b>	<b>2 892,20</b>
<b>Pour information</b>				<b>60 690,83</b>
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				<b>60 690,83</b>

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>823 333,84</b>	<b>50 532,33</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>772 801,51</b>
60622	Carburants	1 000,00	421,26	0,00	0,00	578,74
60632	Fournitures de petit équipement	300,00	14,99	0,00	0,00	285,01
60636	Vêtements de travail	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6064	Fournitures administratives	500,00	28,89	0,00	0,00	471,11
6068	Autres matières et fournitures	560 754,84	0,00	0,00	0,00	560 754,84
611	Contrats de prestations de services	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
61521	Entretien terrains	10 000,00	25 044,00	0,00	0,00	-15 044,00
61551	Entretien matériel roulant	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
617	Etudes et recherches	200 000,00	22 584,00	0,00	0,00	177 416,00
6184	Versements à des organismes de formation	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6231	Annonces et insertions	5 000,00	682,38	0,00	0,00	4 317,62
6238	Divers	15 679,00	19,68	0,00	0,00	15 659,32
6248	Divers	200,00	51,37	0,00	0,00	148,63
6256	Missions	0,00	32,16	0,00	0,00	-32,16
6262	Frais de télécommunications	1 000,00	633,60	0,00	0,00	366,40
6281	Concours divers (cotisations)	3 900,00	1 020,00	0,00	0,00	2 880,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>137 000,00</b>	<b>97 528,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>39 471,80</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	80 000,00	40 635,52	0,00	0,00	39 364,48
6218	Autre personnel extérieur	57 000,00	56 892,68	0,00	0,00	107,32
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>7 250,00</b>	<b>3 526,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 724,00</b>
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	3 550,00	3 526,00	0,00	0,00	24,00
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	3 700,00	0,00	0,00	0,00	3 700,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>161 100,00</b>	<b>144 605,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 495,00</b>
65548	Autres contributions	143 000,00	126 548,16	0,00	0,00	16 451,84
657358	Subv. fonct. Autres groupements	18 100,00	18 056,84	0,00	0,00	43,16
<b>656</b>	<b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)</b>		<b>1 128 683,84</b>	<b>296 191,53</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>832 492,31</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)</b>	<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 000,00</b>
6865	Dot. prov. risques et charges financiers	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (e)</b>	<b>0,00</b>				
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e</b>		<b>1 138 683,84</b>	<b>296 191,53</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>842 492,31</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)</b>	<b>2 900,00</b>	<b>2 892,20</b>			<b>7,80</b>
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	2 900,00	2 892,20			7,80
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>2 900,00</b>	<b>2 892,20</b>			<b>7,80</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>2 900,00</b>	<b>2 892,20</b>			<b>7,80</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>1 141 583,84</b>	<b>299 083,73</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>842 500,11</b>
<b>Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00


(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024 2023  
Reçu en préfecture le 18/04/2024  
Publié le  
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF



(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire perm

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	375 640,00	267 995,00	0,00	0,00	107 645,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	6 700,00	0,00	0,00	-6 700,00
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	375 640,00	261 295,00	0,00	0,00	114 345,00
74	Dotations et participations	116 929,00	134 196,75	0,00	0,00	-17 267,75
7473	Participat° Départements	15 679,00	19 727,75	0,00	0,00	-4 048,75
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	71 250,00	78 690,00	0,00	0,00	-7 440,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	30 000,00	35 779,00	0,00	0,00	-5 779,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		<b>492 569,00</b>	<b>402 191,75</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>90 377,25</b>
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		<b>492 569,00</b>	<b>402 191,75</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>90 377,25</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>492 569,00</b>	<b>402 191,75</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>90 377,25</b>
<b>Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>649 014,84</b>				

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.



## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	62 000,00	0,00	0,00	62 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	45 000,00	0,00	0,00	45 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>62 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>62 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	2 590,83			
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>2 590,83</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 590,83</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>64 590,83</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>64 590,83</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>64 590,83</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>64 590,83</b>
<b>Pour information</b>		<b>0,00</b>			
<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
10222	FCTVA	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>		<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 000,00</b>
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	2 900,00	2 892,20		7,80
28128	Autres aménagements de terrains	130,00	130,00		0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	2 714,00	2 706,20		7,80
28184	Mobilier	56,00	56,00		0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>2 900,00</b>	<b>2 892,20</b>		<b>7,80</b>
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>2 900,00</b>	<b>2 892,20</b>		<b>7,80</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>3 900,00</b>	<b>2 892,20</b>	<b>0,00</b>	<b>1 007,80</b>
<b>Pour information</b>		<b>60 690,83</b>			
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>					

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

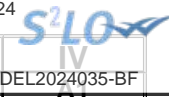
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024 2023
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF



<b>III – VOTE DU BUDGET</b>
<b>DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN</b>

Cet état ne contient pas d'information.



## IV – ANNEXES

### PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

#### INVESTISSEMENT

##### REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equipements municipaux (2)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equip. non municipaux (c/204) (3)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total dépenses</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total recettes</b>	<b>2 892</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>60 691</b>	<b>0</b>	<b>63 583</b>
<b>Solde d'investissement</b>	<b>2 892</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>60 691</b>	<b>0</b>	<b>63 583</b>

##### RESTES A REALISER au 31/12/N

<b>Total RAR dépenses</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total RAR recettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE RAR investissement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

#### FONCTIONNEMENT

##### REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)

<b>Total dépenses</b>	<b>2 892</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>296 192</b>	<b>0</b>	<b>299 084</b>
<b>Total recettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 051 207</b>	<b>0</b>	<b>1 051 207</b>
<b>Solde de fonctionnement</b>	<b>-2 892</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>755 015</b>	<b>0</b>	<b>752 123</b>

##### RESTES A REALISER au 31/12/N

<b>Total RAR dépenses</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total RAR recettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE RAR fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.



## IV – ANNEXES

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	--	---------------------------	-------

## INVESTISSEMENT

## DEPENSES

Total dépenses d'investissement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

## RECETTES

Total recettes d'investissement		2 892	0	0	0	0	0	0	0	0	60 691	0	63 583
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	9 économique	TOTAL
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Recettes d'ordre</b>		<b>2 892</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 892</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	2 892	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 892
28128	Autres aménagements de terrains	130	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	130
28183	Matériel de bureau et informatique	2 706	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 706
28184	Mobilier	56	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	60 691	0	60 691

FONCTIONNEMENT

DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement		2 892	0	0	0	0	0	0	0	0	296 192	0	299 084
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	296 192	0	296 192
011	Charges à caractère général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 532	0	50 532
60622	Carburants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	421	0	421
60632	Fournitures de petit équipement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15	0	15
6064	Fournitures administratives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29	0	29
61521	Entretien terrains	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 044	0	25 044
617	Etudes et recherches	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 584	0	22 584
6231	Annonces et insertions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	682	0	682
6238	Divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	0	20
6248	Divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51	0	51
6256	Missions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32	0	32
6262	Frais de télécommunications	0	0	0	0	0	0	0	0	0	634	0	634
6281	Concours divers (cotisations)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 020	0	1 020
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	97 528	0	97 528
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 636	0	40 636



Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 services urbains, environnement	9 économique	TOTAL
6218	Autre personnel extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56 893	0	56 893
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 526	0	3 526
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 526	0	3 526
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	144 605	0	144 605
65548	Autres contributions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	126 548	0	126 548
657358	Subv. fonct. Autres groupements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 057	0	18 057
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Dépenses d'ordre</b>		<b>2 892</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 892</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections	2 892	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 892
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	2 892	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 892
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002	Déficit de fonctionnement reporté	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
<b>Total recettes de fonctionnement</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 051 207</b>	<b>0</b>	<b>1 051 207</b>
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	402 192	0	402 192
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	267 995	0	267 995
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 700	0	6 700
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	261 295	0	261 295
74	Dotations et participations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	134 197	0	134 197
7473	Participat° Départements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 728	0	19 728
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	78 690	0	78 690
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35 779	0	35 779
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0



Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	services urbains, environnement	9 économique	TOTAL
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Recettes d'ordre</i>		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Excédent de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	649 015	0	649 015

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

S<sup>2</sup>LO  
IV  
111

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE**

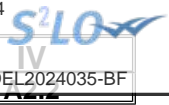
**A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
<b>519 Crédits de trésorerie (Total)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									



Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat											dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de rembour- sement anticipé O/N	gorie d'em- prunt (8)	
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise						
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel							
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00											
1687 Autres dettes (total)					0,00											
<b>Total général</b>					<b>0,00</b>											

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



marge exprimée en point de pourcentage)

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.



### IV – ANNEXES

#### ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

#### A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

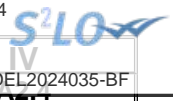
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.



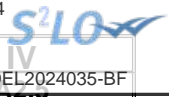
## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

## A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

## A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE**

**IV**  
**A2.5**

**A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)**

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
<b>Taux fixe (total)</b>						0,00	0,00		
<b>Taux variable simple (total)</b>						0,00	0,00		
<b>Taux complexe (total) (2)</b>						0,00	0,00		
<b>Total</b>						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

## A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
<b>Total des dépenses au c/ 166</b> <b>Refinancement de dette (3)</b>					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes au c/ 166</b> <b>Refinancement de dette (4)</b>					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

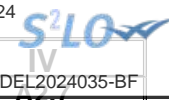
(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.



## IV – ANNEXES

### ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N

#### A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Con- trat initial	Con- trat rené- gocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
<b>Total</b>												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

**IV – ANNEXES**
**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE**  
**DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME**
**A2.8****A2.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)**

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12 de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
<b>TOTAL</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires(ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500,00 €			2019-11-26
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	autres immo corporelles	10	26/11/2019
L	camion	10	26/11/2019
L	frais d'études non suivis de travaux	5	26/11/2019
L	frais d'études, élaboration documents urbanismes	10	26/11/2019
L	frais de recherche et développement	5	26/11/2019
L	install matériels outillages techniques	30	26/11/2019
L	installation et agencet et aménagt divers	10	26/11/2019
L	logiciels concession	2	26/11/2019
L	matériels de bureau	10	26/11/2019
L	matériels informatiques	5	26/11/2019
L	meubliers	10	26/11/2019
L	subventions équipement versées	0	26/11/2019
L	véhicules légers	5	26/11/2019

**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**ETAT DES PROVISIONS**

A4

## A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
<b>PROVISIONS BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	10 000,00		0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
Contentieux ROUBINE	10 000,00	05/04/2023	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES</b>	<b>10 000,00</b>		<b>0,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 000,00</b>
<b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

Envoyé en préfecture le 18/04/2024 2023
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>
<b>ETALEMENT DES PROVISIONS</b>
<b>A5</b>

**A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)**

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>2 590,83</b>	<b>I 0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>2 590,83</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	2 590,83	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>3 900,00</b>	<b>III 2 892,20</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	1 000,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (2)</b>		<b>2 900,00</b>	<b>2 892,20</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28128	Autres aménagements de terrains	130,00	130,00
28183	Matériel de bureau et informatique	2 714,00	2 706,20
28184	Mobilier	56,00	56,00
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
<b>Total ressources propres disponibles</b>	<b>2 892,20</b>	<b>0,00</b>	<b>60 690,83</b>	<b>0,00</b>	<b>63 583,03</b>


	Montant
<b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b>	<b>II 0,00</b>
<b>Ressources propres disponibles</b>	<b>IV 63 583,03</b>
<b>Solde</b>	<b>V = IV - II (3) 63 583,03</b>

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.


Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA</b>
<b>TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>
<b>A7.2.1</b>

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>
<b>A7.2.2</b>

Cet état ne contient pas d'information.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

A7.3.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

## A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

## A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.



**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM****A7.3.2**

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

**A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES**

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	<b>Remboursement d'emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>
	<b>Acquisitions d'immobilisations</b>	<b>0,00</b>
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	
	<b>Autres dépenses éventuelles</b>	<b>0,00</b>
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

**A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	<b>Souscription d'emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>
	<b>Dotations et subventions reçues</b>	<b>0,00</b>
	<b>Autres recettes éventuelles</b>	<b>0,00</b>
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU  
COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT****A7.4.1****A7.4.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT**

<b>DEPENSES – MANDATS EMIS</b>		
<b>Article (1)</b>	<b>Libellé (1)</b>	<b>Montant</b>
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU  
 COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT**

A7.4.2

## A7.4.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

A8

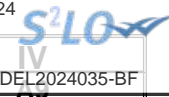
## A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).



## IV – ANNEXES

### ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

#### A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (4) Indiquer le chapitre.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES****A10.1****A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS**

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES****A10.2****A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS**

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
	TELEPHONE PORTABLE	129,00	1	129,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>129,00</b>					<b>0,00</b>



<b>IV – ANNEXES</b>		
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>		
<b>OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS</b>		<b>A10.3</b>

### A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00



**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES****A10.4****A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)**

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES****A10.5****A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)**

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
<b>TOTAL GENERAL</b>		0,00					0,00



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)</b>	<b>A11</b>

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT


Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF



<b>IV – ANNEXES</b>	<b>IV</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE</b>	<b>A11</b>

**RATIO**

	<b>Montant</b>
<b>Recettes 72 (I)</b>	<b>0.00</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>0.00</b>
<b>Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>0.00 %</b>

Envoyé en préfecture le 18/04/2024 2023
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>
<b>EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE</b>
<b>A12</b>

Cet état ne contient pas d'information.

### IV – ANNEXES

## ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

**B1.1**

### B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>										<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT****B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

<b>Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT</b>	<b>Valeur en euros</b>	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
<b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>	<b>I = A + B + C - D</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>II</b>	<b>0,00</b>
<b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)</b>	<b>I / II</b>	<b>0,00</b>

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024	2023
Reçu en préfecture le 18/04/2024	
Publié le	
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF	

<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS</b>
<b>ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL</b>
<b>B1.3</b>

**B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL**

- (1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.
- (2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF

S<sup>2</sup>LO  
IV

## IV – ANNEXES

### ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

**B1.4**

#### B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

- (1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.  
(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

## IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

B1.5

## B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
	<b>8017 Subventions à verser en annuités</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>8018 Autres engagements donnés</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>Au profit d'organismes publics</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>Au profit d'organismes privés (1)</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS****B1.6****B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8026	Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)			0,00	0,00	0,00
	8027	Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)			0,00	0,00	0,00
	8028	Autres engagements reçus			0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



## IV – ANNEXES


**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS**

B1.7

**B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS  
(Article L. 2313-1 du CGCT)**

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
<b>Personnes de droit privé</b> <u>Associations</u> <u>Entreprises</u> <u>Personnes physiques</u> <u>Autres</u>		
<b>Personnes de droit public</b> <u>Etat</u> SMBRJ SYNDICAT MIXTE BASSIN ROUBION JABRON 3 745,80 SMBVL SYNDICAT MIXTE BASSIN VERSANT LEZ 103 963,00 SMEA SYNDICAT MIXTE EYGUES AYGUES 18 839,36 <u>Régions</u> <u>Départements</u> <u>Communes</u> <u>Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)</u> <u>Autres</u>		adhésions aux syndicats adhésions aux syndicats adhésions aux syndicats
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>126 548,16</b>	

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>
<b>AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT</b>
<b>B2.1</b>

**B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF




<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>
<b>AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT</b>
<b>B2.2</b>

**B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>	
<b>ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE</b>	
<b>B3</b>	

<b>TOTAL Reste à employer au 01/01/N :</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL Recettes</b>	<b>0,00</b>	<b>Total Dépenses</b>
		<b>0,00</b>
<b>TOTAL Reste à employer au 31/12/N :</b>		<b>0,00</b>

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.



## IV – ANNEXES

### AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

C1.1

#### C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.

TECH : Technique.

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

S : Social.

MS : Médico-social.

MT : Médico-technique.

SP : Sportif.

CULT : Culturel

ANIM : Animation.

PM : Police.

OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.

3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.

3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).

3-2 : vacance temporaire d'un emploi.

3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.

3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.

3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.

38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.

47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels

110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.

110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.

A : autres (préciser).


(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION</b>
<b>ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N</b>
<b>C1.2</b>

**C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)**

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.



## IV – ANNEXES

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT  
FINANCIER**

C2

**C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
<u>Détention d'une part du capital</u>				
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
<u>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</u>				
-	SIABBVA	SYNDICAT	EPCI	0,00
-	SMBRJ	SYNDICAT	EPCI	3 745,80
-	SMBVL	SYNDICAT	EPCI	103 963,00
-	SMEA	SYNDICAT	EPCI	18 839,36
<b>Autres</b>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).



## IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

C3.1

## C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
<b>Etablissements publics de coopération intercommunale</b>			
<b>Autres organismes de regroupement</b>			
SIABBVA SYND AMENAG BASSIN BERRE VENCE AFFLUENTS		CONTRIBUTION	0,00
SMBRJ SYNDICAT MIXTE BASSIN ROUBION JABRON		CONTRIBUTION	3 745,80
SMBVL SYNDICAT MIXTE BASSIN VERSANT LEZ		CONTRIBUTION	103 963,00
SMEA SYNDICAT MIXTE EYGUES AYGUES		CONTRIBUTION	18 839,36

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.



## IV – ANNEXES

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS**  
**LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES PAR LA COMMUNE**

C3.2

## C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	< Néant >		-		Non
CE	< Néant >		-		Non
Régie personnalisée	< Néant >		-		Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :


- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS****LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE****C3.3****C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	< Néant >		-			Non
Lotissement	< Néant >		-			Non
Service social et médico-social	< Néant >		-			Non

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF



**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS**

**LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

**C3.4**

**C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

## IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION  
PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

C3.5

## C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

## 1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	64 590,83	0,00	0,00	64 590,83
RECETTES	64 590,83	63 583,03	0,00	1 007,80
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	1 141 583,84	299 083,73	0,00	842 500,11
RECETTES	1 141 583,84	1 051 206,59	0,00	90 377,25

(1) Y compris les rattachements.

## 2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

## BUDGET : CC Drôme Sud Provence- BA déchets ménagers / N°SIRET : 20004290100039

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	685 415,69	399 996,83	176 428,80	108 990,06
RECETTES	685 415,69	681 743,04	0,00	3 672,65
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	7 975 231,57	7 710 592,48	0,00	264 639,09
RECETTES	7 975 231,57	7 971 877,88	0,00	3 353,69

## BUDGET : CC Drôme Sud Provence- BA SPANC / N°SIRET : 20004290100021

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	15 118,05	0,00	0,00	15 118,05
RECETTES	15 118,05	15 118,05	0,00	0,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	132 055,11	51 008,45	0,00	81 046,66
RECETTES	132 055,11	116 861,11	0,00	15 194,00

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

## 3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	765 124,57	399 996,83	176 428,80	188 698,94
RECETTES	765 124,57	760 444,12	0,00	4 680,45
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	9 248 870,52	8 060 684,66	0,00	1 188 185,86
RECETTES	9 248 870,52	9 139 945,58	0,00	108 924,94
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	10 013 995,09	8 460 681,49	176 428,80	1 376 884,80
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	10 013 995,09	9 900 389,70	0,00	113 605,39

(1) Y compris les rattachements.



**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION  
PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS  
ANNEXES****C3.5****4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

**5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)**

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
DEPENSES	765 124,57	399 996,83	176 428,80	188 698,94
RECETTES	765 124,57	760 444,12	0,00	4 680,45
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
DEPENSES	9 248 870,52	8 060 684,66	0,00	1 188 185,86
RECETTES	9 248 870,52	9 139 945,58	0,00	108 924,94
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	10 013 995,09	8 460 681,49	176 428,80	1 376 884,80
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	10 013 995,09	9 900 389,70	0,00	113 605,39

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION  
IDENTIFICATION DES FLUX CROISES****C3.6****C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES****1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)**

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

**2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)**

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
<b>INVESTISSEMENT</b>				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.



**IV – ÉTATS ANNEXÉS**

**C – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN**

**C4**

IV - Annexe « Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain »

Nature de l'opération ( selon la nomenclature)	Dépenses / Recettes	Chapitre	Article	Maîtrise d'œuvre assurée par la collectivité	Financiers ( Etat, Collectivités, Caisse des dépôts,....)	Total des engagements juridiques année N	Total des Crédits de paiement année N	
						<b>Total Recettes</b>	0,00	0,00
						<b>Total Dépenses</b>	0,00	0,00

NOMENCLATURE :

- |  |  |
|--|--|
| 14-Etudes et conduite de projet                            | 34-Résidentialisation de logements                                     |
| 15-Relogement des ménages avec minoration de loyer         | 35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées                 |
| 21-Démolition de logements locatifs sociaux                | 36-Accession à la propriété  |
| 22-Recyclage de copropriétés dégradées                     | 37-Equipement public de proximité                                      |
| 23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé                   | 38-Immobilier à vocation économique                                    |
| 24-Aménagement d'ensemble                                  | 39-Autres investissements  |
| 31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux | 41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel |
| 32-Production d'une offre de relogement temporaire         | 42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement                      |
| 33-Requalification de logements locatifs sociaux           |  |

**IV – ANNEXES****DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES****D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES**

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	86 601 000,00	981,01	4,41	0,00	3 819 104,00	981,00
TFPNB	2 126 000,00	6,89	5,79	0,00	123 095,00	6,89
CFE	50 563 000,00	5,16	2,00	0,00	1 011 260,00	5,16
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires.	5 696 043,00	7,10	0,46	0,00	26 201,00	7,10
<b>TOTAL</b>	<b>144 986 043,00</b>	<b>128,69</b>			<b>4 979 660,00</b>	<b>242,40</b>

## IV – ANNEXES

### ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 47  
 Nombre de membres présents : 38  
 Nombre de suffrages exprimés : 45  
 VOTES :  
 Pour : 45  
 Contre : 0  
 Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par (1) le Président, J-M CATELINOIS.  
 A Pierrelatte, le 04/04/2024  
 le Président, J-M CATELINOIS

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire.  
 A Pierrelatte, le 10/04/2024  
 Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	
M. ENTAT Romain	
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	
M. LOPEZ Antonio	
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	
M. PLANEL Jean Pierre	
M. POIGNET Richard	

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

M. PUEL Jean Marie	
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	

Certifié exécutoire par (1) le Président, J-M CATELINOIS, compte tenu de la transmission en préfecture, le 17/04/2024, et de la publication le 18/04/2024


A Pierrelatte, le 12/04/2024

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024 2023
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024035-BF





Communauté de communes  
**Drôme Sud Provence**

3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :  
Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 - 036

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : AFFECTATION DES RESULTATS 2023 – BUDGET GENERAL**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

#### **Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### **Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ





**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 Mars 2024,

**Considérant** la concordance entre le Compte de Gestion de l'exercice 2023 établi par Monsieur le Trésorier et le Compte Administratif de l'exercice budgétaire 2023 retraçant le résultat de clôture,

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE CONSTATER** que le compte administratif présente les résultats suivants :

	Résultat à la clôture de l'exercice 2022	Part affectée à la SI (compte 1068)	Résultat de l'exercice 2023	Résultat cumulé fin 2023	Restes à réaliser 2023	Chiffres à prendre en compte pour l'affectation du résultat
<b>Investissement RAR 2022</b>	-1 073 153,69	3 425 087,16	2 313 094,23	1 239 940,54	-1 608 687,84	- 368 747,30
	- 2 351 933,47					
<b>Fonctionnement</b>	6 881 918,56		2 442 078,69	5 898 910,09		5 898 910,09
<b>total</b>	3 456 831,40		4 755 172,92	7 138 850,63		5 530 162,79

Ainsi il est proposé l'affectation du résultat comme suit :

<b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31.12.2023</b>	<b>5 898 910,09 €</b>
<b>Affectation obligatoire :</b> A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)	368 747,30 €
<b>Solde disponible affecté comme suit :</b>	
Affectation complémentaire en réserves (c/1068)	0 €
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (R002)	5 530 162,79 €
Couverture du besoin de financement de la Section d'Investissement (D001)	0 €
Excédent d'investissement (R001)	1 239 940,54 €

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE DECIDER** d'affecter le résultat comme présenté dans le tableau ci-dessus.

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **CONSTATE** que le compte administratif présente les résultats suivants :

	Résultat à la clôture de l'exercice 2022	Part affectée à la SI (compte 1068)	Résultat de l'exercice 2023	Résultat cumulé fin 2023	Restes à réaliser 2023	Chiffres à prendre en compte pour l'affectation du résultat
<b>Investissement RAR 2022</b>	-1 073 153,69	3 425 087,16	2 313 094,23	1 239 940,54	-1 608 687,84	- 368 747,30
	- 2 351 933,47					
<b>Fonctionnement</b>	6 881 918,56		2 442 078,69	5 898 910,09		5 898 910,09
<b>total</b>	3 456 831,40		4 755 172,92	7 138 850,63		5 530 162,79



Ainsi il est proposé l'affectation du résultat comme suit :

<b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31.12.2023</b>	<b>5 898 910,09 €</b>
<b>Affectation obligatoire :</b> A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)	368 747,30 €
<b>Solde disponible affecté comme suit :</b> Affectation complémentaire en réserves (c/1068)	0 €
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (R002)	5 530 162,79 €
Couverture du besoin de financement de la Section d'Investissement (D001)	0 €
Excédent d'investissement (R001)	1 239 940,54 €

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

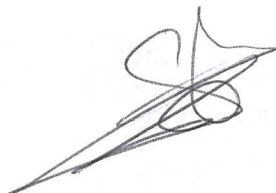
- **DECIDE** d'affecter le résultat comme présenté dans le tableau ci-dessus.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

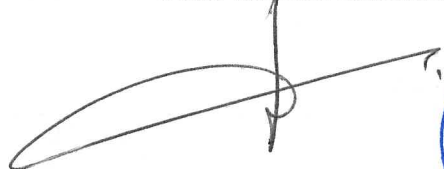
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**






Communauté de communes  
**Drôme Sud Provence**

3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 - 037

Compétence communautaire : FINANCES

**OBJET : AFFECTATION DES RESULTATS 2023 – BUDGET ANNEXE  
DECHETS MENAGERS**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

**Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

**Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 Mars 2024,

**Considérant** la concordance entre le Compte de Gestion de l'exercice 2023 établi par Monsieur le Trésorier et le Compte Administratif de l'exercice budgétaire 2023 retraçant le résultat de clôture,

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE CONSTATER** que le compte administratif présente les résultats suivants :

	Résultat à la clôture de l'exercice 2022	Part affectée à la SI (compte 1068)	Résultat de l'exercice 2023	Résultat cumulé fin 2023	Restes à réaliser 2023	Chiffres à prendre en compte pour l'affectation du résultat
<b>Investissement RAR 2022</b>	140 009,08		141 737,13	281 746,21	- 176 428,80	105 317,41
	- 7 863,61					
<b>Fonctionnement</b>	460 123,28		- 198 837,88	261 285,40		261 285,40
<b>total</b>	592 268,75		- 57 100,75	543 031,61		366 602,81

Ainsi il est proposé l'affectation du résultat comme suit :

<b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31.12.2023</b>	<b>261 285,40 €</b>
<b>Affectation obligatoire :</b> A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)	0 €
<b>Solde disponible affecté comme suit :</b> Affectation complémentaire en réserves (c/1068)	0 €
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (R002)	261 285,40 €
Couverture du besoin de financement de la Section d'Investissement (D001)	0 €
Excédent d'investissement (R001)	281 746,21 €

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE DECIDER** d'affecter le résultat comme présenté dans le tableau ci-dessus.

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **CONSTATE** que le compte administratif présente les résultats suivants :

	Résultat à la clôture de l'exercice 2022	Part affectée à la SI (compte 1068)	Résultat de l'exercice 2023	Résultat cumulé fin 2023	Restes à réaliser 2023	Chiffres à prendre en compte pour l'affectation du résultat
<b>Investissement RAR 2022</b>	140 009,08		141 737,13	281 746,21	- 176 428,80	105 317,41
	- 7 863,61					
<b>Fonctionnement</b>	460 123,28		- 198 837,88	261 285,40		261 285,40
<b>total</b>	592 268,75		- 57 100,75	543 031,61		366 602,81

Ainsi il est proposé l'affectation du résultat comme suit :

<b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31.12.2023</b>	<b>261 285,40 €</b>
<b>Affectation obligatoire :</b> A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)	0 €
<b>Solde disponible affecté comme suit :</b> Affectation complémentaire en réserves (c/1068)	0 €
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (R002)	261 285,40 €
Couverture du besoin de financement de la Section d'Investissement (D001)	0 €
Excédent d'investissement (R001)	281 746,21 €

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **DECIDE** d'affecter le résultat comme présenté dans le tableau ci-dessus.

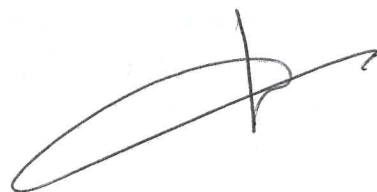
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**

**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**




3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :  
Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 - 038

Compétence communautaire : FINANCES

**OBJET : AFFECTATION DES RESULTATS 2023 – BUDGET ANNEXE SPANC**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

#### Étaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Étaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ



**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l’avis de la Conférence des Maires du 27 Mars 2024,

**Considérant** la concordance entre le Compte de Gestion de l’exercice 2023 établi par Monsieur le Trésorier et le Compte Administratif de l’exercice budgétaire 2023 retraçant le résultat de clôture,

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l’assemblée délibérante :

- **DE CONSTATER** que le compte administratif présente les résultats suivants :

	Résultat à la clôture de l'exercice 2022	Part affectée à la SI (compte 1068)	Résultat de l'exercice 2023	Résultat cumulé fin 2023	Restes à réaliser 2023	Chiffres à prendre en compte pour l'affectation du résultat
<b>Investissement RAR 2022</b>	9 724,05		5 394,00	15 118,05		15 118,05
<b>Fonctionnement</b>	74 747,65		- 8 894,99	65 852,66		65 852,66
<b>total</b>	84 471,70		- 3 500,99	80 970,71		80 970,71

Ainsi il est proposé l’affectation du résultat comme suit :

<b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31.12.2023</b>	<b>65 852,66 €</b>
<b>Affectation obligatoire :</b> A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)	0 €
<b>Solde disponible affecté comme suit :</b> Affectation complémentaire en réserves (c/1068)	0 €
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (R002)	65 852,66 €
Couverture du besoin de financement de la Section d'Investissement (D001)	0 €
Excédent d'investissement (R001)	15 118,05 €

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE DECIDER** d'affecter le résultat comme présenté dans le tableau ci-dessus.

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **CONSTATE** que le compte administratif présente les résultats suivants :

	Résultat à la clôture de l'exercice 2022	Part affectée à la SI (compte 1068)	Résultat de l'exercice 2023	Résultat cumulé fin 2023	Restes à réaliser 2023	Chiffres à prendre en compte pour l'affectation du résultat
<b>Investissement RAR 2022</b>	9 724,05		5 394,00	15 118,05		15 118,05
<b>Fonctionnement</b>	74 747,65		- 8 894,99	65 852,66		65 852,66
<b>total</b>	84 471,70		- 3 500,99	80 970,71		80 970,71

Ainsi il est proposé l'affectation du résultat comme suit :

<b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31.12.2023</b>	<b>65 852,66 €</b>
---	--------------------

<b>Affectation obligatoire :</b> A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)	0 €
<b>Solde disponible affecté comme suit :</b> Affectation complémentaire en réserves (c/1068)	0 €
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (R002)	65 852,66 €
Couverture du besoin de financement de la Section d'Investissement (D001)	0 €
Excédent d'investissement (R001)	15 118,05 €

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **DECIDE** d'affecter le résultat comme présenté dans le tableau ci-dessus.

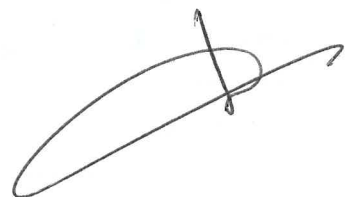
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**

**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**





Communauté de communes  
**Drôme Sud Provence**

3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 - 039

Compétence communautaire : **FINANCES**

**OBJET : AFFECTATION DES RESULTATS 2023 – BUDGET ANNEXE  
GEMAPI**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : **47**

Délégués présents : **38**

Suffrages exprimés : **46**

#### Étaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Étaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 Mars 2024,

**Considérant** la concordance entre le Compte de Gestion de l'exercice 2023 établi par Monsieur le Trésorier et le Compte Administratif de l'exercice budgétaire 2023 retraçant le résultat de clôture,

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE CONSTATER** que le compte administratif présente les résultats suivants :

	Résultat à la clôture de l'exercice 2022	Part affectée à la SI (compte 1068)	Résultat de l'exercice 2023	Résultat cumulé fin 2023	Restes à réaliser 2023	Chiffres à prendre en compte pour l'affectation du résultat
<b>Investissement RAR 2022</b>	60 690,83		2 892,20	63 583,03		63 583,03
<b>Fonctionnement</b>	649 014,84		103 108,02	752 122,86		752 122,86
<b>total</b>	709 705,67		106 000,22	815 705,89		815 705,89

Ainsi il est proposé l'affectation du résultat comme suit :

<b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31.12.2023</b>	<b>752 122,86 €</b>
<b>Affectation obligatoire :</b> A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)	0 €
<b>Solde disponible affecté comme suit :</b> Affectation complémentaire en réserves (c/1068)	0 €
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (R002)	752 122,86 €
Couverture du besoin de financement de la Section d'Investissement (D001)	0 €
Excédent d'investissement (R001)	63 583,03 €

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE DECIDER** d'affecter le résultat comme présenté dans le tableau ci-dessus.

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **CONSTATE** que le compte administratif présente les résultats suivants :

	Résultat à la clôture de l'exercice 2022	Part affectée à la SI (compte 1068)	Résultat de l'exercice 2023	Résultat cumulé fin 2023	Restes à réaliser 2023	Chiffres à prendre en compte pour l'affectation du résultat
<b>Investissement RAR 2022</b>	60 690,83		2 892,20	63 583,03		63 583,03
<b>Fonctionnement</b>	649 014,84		103 108,02	752 122,86		752 122,86
<b>total</b>	709 705,67		106 000,22	815 705,89		815 705,89



Ainsi il est proposé l'affectation du résultat comme suit :

<b>EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31.12.2023</b>	<b>752 122,86 €</b>
<b>Affectation obligatoire :</b> A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)	0 €
<b>Solde disponible affecté comme suit :</b> Affectation complémentaire en réserves (c/1068)	0 €
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (R002)	752 122,86 €
Couverture du besoin de financement de la Section d'Investissement (D001)	0 €
Excédent d'investissement (R001)	63 583,03 €

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **DECIDE** d'affecter le résultat comme présenté dans le tableau ci-dessus.

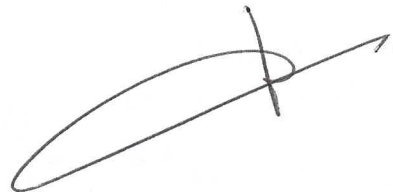
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**

**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**


## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024 – 040

Compétence communautaire : **FINANCES**

#### **OBJET : TAUX DE FISCALITE ADDITIONNELLE 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : **47**

Délégués présents : **38**

Suffrages exprimés : **46**

#### **Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### **Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

#### **Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.



Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

### **EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Impôts et notamment ses articles 1379, 1407 et suivants, 1636 B sexies relatifs aux impôts locaux et au vote des taux d'imposition,

**Vu** la Commission Finances en date du 26 Mars 2024,

**Vu** la Conférence des Maires en date du 27 Mars 2024,

**Considérant** les taux d'imposition de l'année 2023 :

Taxe sur le foncier bâti :	4,41 %
Taxe sur le foncier non bâti :	5,79 %
Taxe d'habitation additionnelle	0,46 %
Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)	2,00 %

**Considérant** que, compte tenu du produit fiscal attendu pour l'équilibre du budget principal, il est proposé à l'assemblée de reconduire en 2024 des taux identiques à ceux de l'année 2023,

### **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE DECIDER** de fixer les taux de fiscalité additionnelle 2024 à :

Taxe sur le foncier bâti :	4,41 %
Taxe sur le foncier non bâti :	5,79 %
Taxe d'habitation additionnelle	0,46 %
Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)	2,00 %

- **DE CHARGER** Monsieur le Président de notifier à l'administration fiscale la présente décision.

### **DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **DECIDE** de fixer les taux de fiscalité additionnelle 2024 à :

Taxe sur le foncier bâti :	4,41 %
Taxe sur le foncier non bâti :	5,79 %
Taxe d'habitation additionnelle	0,46 %
Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)	2,00 %

- **CHARGE** Monsieur le Président de notifier à l'administration fiscale la présente décision.

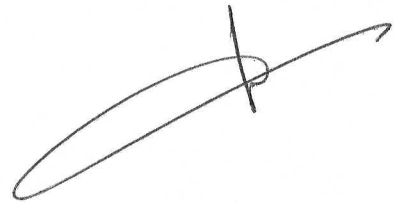
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.  
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024040-BF



ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2024

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le 18/04/2024  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024040-BF

	1	2a	3	4	5	6	7
	Bases d'imposition effectives de 2023	Taux de référence pour 2024	Tx moyens pondérés des com. si fusion	Bases d'imposition prévisionnelles 2024	Produits référence (col.4 x col.2a ou 2b)	Taux votés	Produits attendus (col. 4 x col. 6)
Taxe foncière sur les propriétés bâties	86 786 088	4,41		89 895 000	3 964 370	4,41	3 964 370
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	2 127 517	5,79		2 202 000	127 496	5,79	127 496
Taxe d'habitation additionnelle	7 712 520	0,460		7 297 000	33 566	0,46	33 566
CFE unique ou de zone	50 563 650	2,00		52 915 000	1 058 300	2,00	1 058 300
CFE éolienne	>>>	>>>		0	0	>>>	0
Taux CFE plafonné pour 2024 (2b)	>>>	>>>		>>>	5 183 732	>>>	5 183 732
				Total de la fiscalité additionnelle		Total	
				Total des CFE unique, de zone et éolienne		5 183 732	

Aide au calcul des taux additionnels par variation proportionnelle : il n'est pas nécessaire de remplir cette rubrique en cas de reconduction des taux de référence ou de variation différenciée.

	8	9	10
	Produits attendus	Calcul du coefficient de variation proportionnelle (6 décimales)	Taux proportionnels (col. 2 x col. 9)
Taxe foncière bâtie additionnelle	5 183 732	1,000000	
Taxe foncière non bâtie additionnelle			
Taxe d'habitation additionnelle			
CFE additionnelle			
Produits référence de la fiscalité additionnelle (sous-total col. 5)			

Si la diminution sans lien des taux a été décidée en 2024, cochez la case

	11	12	13	14
	Éléments relatifs au vote du taux de CFE unique, de zone ou éolienne	Réserve de taux capitalisée utilisable en 2024 (11)	Réserve de taux utilisée pour le taux voté en 2024 (12)	Fraction de taux mis en réserve sur délibération (13)
CFE unique ou de zone	>>>	>>>	>>>	
CFE éolienne	>>>	>>>	>>>	

II - RESSOURCES FISCALES INDÉPENDANTES DES TAUX VOTÉS EN 2024

	TVA	IFER	TASCOM	TAFNB	Alloc. compensatrices	DCRTP	FNGIR	Total
	175 390	12 546	0	0	589 342	0	0	777 278

III - TOTALISATION DES RESSOURCES FISCALES PRÉVISIONNELLES POUR 2024

	15	16	17
	Produits attendus des taxes à taux voté (col. 7)	Ressources fiscales indépendantes des taux votés (cadre II)	Montant prévisionnel de la fiscalité directe locale pour 2024
	5 183 732	777 278	5 961 010

À VALENCE  
 Le 08 MARS 2024

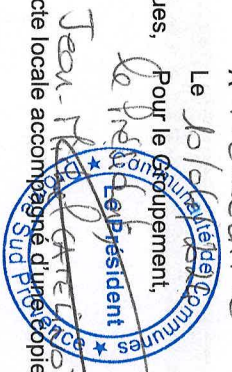
À PIERRELATTE  
 Le 10/04/2024

À  
 Le

Pour la Direction des Finances publiques,  
 CECILE GUYADER-BERBIGIER

Pour le Groupement,  
 Le Président

Pour la Préfecture,  
 Le



Feuillet à compléter et à retourner systématiquement à la Préfecture et au service de fiscalité directe locale accompagné d'une copie de la délibération de vote des taux.

## ÉTAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PRÉVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2024

EPCI : **235 CC DROME SUD PROVENCE**  
 DEPARTEMENT : **26**  
 TRÉSORERIE OU SGC : **SGC DE PIERRELATTE**

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le 18/04/2024  
 ID : 026-2000042901-20240410-DEL2024040-BF

## DES ALLOCATIONS COMPENSATRICES ET DOTATIONS

<b>Taxe foncière bâtie :</b>	0
a. Taxe foncière des propriétés bâties de condition modeste	6 966
b. Taxe foncière des propriétés bâties de condition modeste	360 260
c. Taxe foncière des propriétés bâties de condition modeste	2 567

## 2. BASES EXONÉRÉES

<b>Taxe foncière bâtie :</b>	0
a. Par le conseil communautaire	0
b. Par la loi	32 635 048
<b>Taxe foncière non bâtie :</b>	0
a. Par le conseil communautaire	0
b. Par la loi (terres agricoles)	496 652
c. Par la loi (autres)	0

## 4. PRODUITS PRÉVISIONNELS DE L'IFER

a. Éoliennes et hydroliennes	12 546
b. Centrales électriques	0
c. Centrales photovoltaïques	0
d. Centrales hydrauliques	0
e. Transformateurs électriques	0
f. Stations radioélectriques	0
g. Installations gazières et autres	0

## 5. RÉFORMES FISCALES

a. TVA prév. (compensation TH)	175 390
b. TVA prév. (comp. CVAE)	0
c. DTCE (Métropole de Lyon)	>>>

## 6. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE TH

a. 75% moyenne nationale	6,61
b. Taux maximum	0,901

**Taxe foncière non bâtie**  
**Taxe d'habitation :**  
 a. Dotation pour perte de THLV  
 b. Mayotte

## Cotisation foncière des entreprises :

a. Exonérations en zone d'aménagement. du territoire	0
b. Base minimum	2 296
c. Locaux industriels	217 176
d. Autres allocations	77

## 3. BASES DE TAXE D'HABITATION

a. Résidences secondaires et assimilées	7 297 000
b. Logements vacants soumis à la THLV	0
c. Bases dégrévées hors locaux vacants	689 365
d. Bases dégrévées locaux vacants	0

## 7. ÉLÉMENTS UTILES AU VOTE DES TAUX DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES

## 7.1. TAUX MAXIMUM ET TAUX MOYENS PONDÉRÉS

CFE unique ou de zone	CFE éolienne
-----------------------	--------------

<b>Taux maximum :</b>	>>>
a. De droit commun	>>>
b. Dérogatoire	>>>
c. Avec rattrapage	>>>
d. Avec capitalisation	>>>
e. Avec majoration spéciale	>>>

## Taux moyens pondérés :

a. 75 % de la moyenne nationale de la catégorie	>>>
b. En cas de changement de périmètre	>>>

## 7.2. COEFFICIENTS DE VARIATION DES TAUX MOYENS DES TAXES FONCIÈRES

a. Taxe foncière bâtie	>>>	>>>
b. Taxes foncières bâtie et non bâtie	>>>	>>>

## 7.3. PLAFONNEMENT DU TAUX DE CFE

a. Taux moyen communal de 2023 au niveau national	>>>
b. Taux plafond de 2024	>>>

## 7.4. MAJORATION SPÉCIALE DU TAUX DE CFE

<b>Taux moyens des taxes foncières de 2023 :</b>	CFE unique/de zone	CFE éolienne
a. au niveau national	>>>	>>>
b. au niveau de l'EPCI	>>>	>>>
<b>Taux maximum de la majoration spéciale</b>	>>>	>>>

## 8. DIMINUTION SANS LIEN

## Année antérieure à 2024 au titre de laquelle... :

a. ...la diminution sans lien a été appliquée	
b. ...les taux précédemment diminués sans lien ont été augmentés	

## Taux moyens de référence au niveau national :

a. Taxe foncière bâtie	39,42
b. Taxe foncière non bâtie	50,82



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-041

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : TAUX DE TEOM 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

#### Étaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Étaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Hélène MOULY*

**Vu** le Code Général des Impôts et notamment son article 1379 bis VI-1-2° relatif à la compétence en matière de décision relative à la TEOM,

**Vu** les délibérations en date du 16 décembre 2015 relative à l'instauration de la TEOM, la mise en place d'un zonage et d'un lissage,

**Vu** la délibération en date du 20 mars 2024 relative au changement de zonage de la commune des Granges Gontardes,

**Vu** l'avis de la commission déchets et commission des finances réunies le 13 Mars 2024,

**Vu** la conférence des Maires en date du 27 Mars 2024,

**Considérant** que les taux de TEOM pour l'année 2023 s'établissent comme suit :

Zones	Communes	Taux 2023
1	Pierrelatte	8.96%
2	St Paul 3 Châteaux	7.50%
3	Donzère	8.94%
4	Les Granges Gontardes	9.56%
	La Baume de Transit	9.56%
	Bouchet	9.56%
	Rochegeude	9.56%
	St Restitut	9.56%
	Tulette	9.56%
	Malataverne	9.56%
	La Garde Adhémar	9.56%
	Suze la Rousse	9.56%
5	Clansayes	8.50%
	Solérieux	8.50%

**Considérant** le cas particulier de la zone 2 qui passe en tarification incitative au 01/01/2024 (selon délibération 2023-083 du 20/09/2023)

**Considérant** la proposition de maintenir les taux de TEOM 2024 comme suit :

Zones	Communes	Taux 2024
1	Pierrelatte	8.96%
2	St Paul 3 Châteaux	Cf délib TEOMI du 10/04/2024
3	Donzère	8.94%
4	La Baume de Transit	9.56%
	Bouchet	9.56%
	RocheGude	9.56%
	St Restitut	9.56%
	Tulette	9.56%
	Malataverne	9.56%
	La Garde Adhémar	9.56%
	Suze la Rousse	9.56%
5	Les Granges Gontardes	8.50%
	Clansayes	8.50%
	Solérieux	8.50%

### PROPOSITION du PRESIDENT

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE FIXER** les taux de TEOM pour l'année 2024 comme défini dans le tableau ci-dessus.

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **FIXE** les taux de TEOM pour l'année 2024 comme défini dans le tableau ci-dessus.

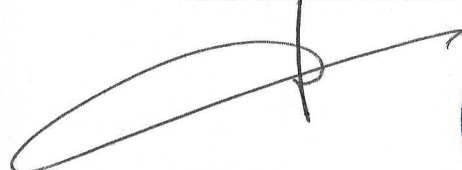
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**

**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**




A LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES  
TAXE INSTITUEE PAR L'EPCI

COMMUNAUTE DE COMMUNES : 235 CC DROME SUD PROVENCE

Bases exonérées sur délibération : 195 441

Pas de plafonnement institué : >>>>>>>>

Coefficient : >>>>>>>>

Bases définitives de l'année précédente : 60 186 542

Bases prévisionnelles d'imposition : 62 907 359

I-COMMUNES DONT LES TAUX TEOM NE SONT PAS EN COURS D'HARMONISATION PROGRESSIVE

ZIP	BASES PREVISIONNELLES	TAUX	PRODUITS ATTENDUS
04 MALATAVERNE + 7 COMMUNES	18.574 531	9,56	1.775 715
05 CLANSAYES + 3 COMMUNES	2 184 755	8,50	185.708

A VALENCE, le 05 mars 2024

Le Directeur Départemental des Finances Publiques,

CECILE GUYADER-BERBIGIER

A , le

Le Préfet,


A PIERRELATTE, le 10/04/2024

Le Président,



Jean-Michel CATELINOZ  
*[Signature]*

Envoyé en préfecture le 19/04/2024  
 Reçu en préfecture le 19/04/2024  
 Publié le  
 ID : 026-200042901-20240410-DELIB2024041\_2-BF



COMMUNAUTE DE COMMUNES : 235 CC DROME SUD PROVENCE

1259 TEOM - I

COMMUNES	Zone Intercommun. de Percept.	Zone Infra Communale	BASES D'IMPOSITION PREVISIONNELLES	TAUX VOTE	PRODUIT ATTENDU
116 DONZERE	03	P	7 269 264	8,94	649.872
235 PIERRELATTE	01	P	21 454 135	8,96	1.922.250
324 ST PAUL TROIS CHATEAUX	02	P	13 424 634	6,38	856.492

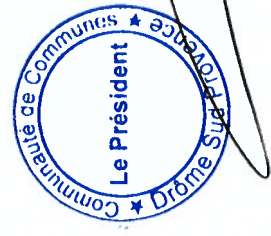
A VALENCE, le 05 mars 2024 A PIERRELATTE, le 10/04/2024

Le Directeur Départemental des Finances Publiques, Le Préfet,

CECILE GUYADER-BERBIGIER

Le Président,

Jean-Michel CATELNOIS



III- COMMUNES DONT LES TAUX TEOM NE SONT PAS EN COURS D'HARMONISATION PROGRESSIVE

COMMUNAUTE DE COMMUNES : 235 CC DROME SUD PROVENCE

1259 TEOM - I

Zone Intercommunale de Perception	COMMUNES	Zone Infra Communale	BASES D'IMPOSITION PREVISIONNELLES
04 MALATAVERNE + 7 COMMUNES	033 LA BAUME DE TRANSIT	P	1 240 435
	054 BOUCHET	P	1 624 976
	138 LA GARDE ADHEMAR	P	2 124 048
	<del>145 LES GRANGES GONTARDES</del>	<del>P</del>	<del>629 785</del>
	169 MALATAVERNE	P	2 913 553
	275 ROCHEGUDE	P	2 402 688
	326 ST RESTITUT	P	2 312 042
	345 SUZE LA ROUSSE	P	3 291 433
	357 TULETTE	P	2 665 356
	05 CLANSAYES + 3 COMMUNES	093 CLANSAYES	P
342 SOLERIEUX		PP	540 793
<del>LES GRANGES GONTARDES</del>		<del>PP</del>	<del>715 765</del>

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-042

Compétence communautaire : **FINANCES**

#### **OBJET : TAUX DE TEOMI 2024 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : **47**

Délégués présents : **38**

Suffrages exprimés : **46**

#### Étaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Étaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

#### Absente :

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

### **EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Hélène MOULY*

**Vu** le Code Général des Impôts et notamment son article dans l'article 1522 bis relatif à la TEOM incitative,

**Vu** la délibération 2023-083 en date du 20 septembre 2023 relative à l'instauration d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMI) avec, en première phase de mise en œuvre, la commune de Saint Paul Trois Châteaux au 01/01/2024,

**Vu** la délibération 2024-012 en date du 14 février 2024 instaurant pour Saint Paul Trois Châteaux une part variable de 15%

**Considérant** que le taux de TEOM pour l'année 2023 pour la commune de Saint Paul Trois châteaux (zone 2) s'élevait à 7.5%,

**Considérant** la règle particulière s'appliquant à la première année de mise en place de la TEOMI, précisant que le produit brut global de la TEOM comprenant une part fixe et une part incitative, ne doit être supérieur au produit de la TEOM de l'année précédente, augmenté toutefois du taux de revalorisation des bases fiscales (de 3.9% en 2024)

**Vu** la conférence des Maires en date du 27 Mars 2024,

### **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE FIXER** le taux de la part fixe de TEOMI de Saint Paul trois Châteaux pour l'année 2024 à 6.38 %, et la part variable à 0.0105 € le litre, soit l'application des montants suivants, par levée de bac ou dépôt par badge :
  - Pour un badge de valeur 50L = 0.525 €
  - Pour un badge de valeur 100L = 1.05 €
  - Pour un bac de contenance 120L = 1.26 €
  - Pour un bac de contenance 140L = 1.47 €
  - Pour un bac de contenance 180L = 1.89 €
  - Pour un bac de contenance 240L = 2.52 €
  - Pour un bac de contenance 340L = 3.57 €
  - Pour un bac de contenance 660L = 6.93 €

## DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

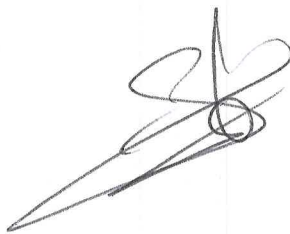
- **FIXE** le taux de la part fixe de TEOMI de Saint Paul trois Châteaux pour l'année 2024 à 6.38 %, et la part variable à 0.0105 € le litre, soit l'application des montants suivants, par levée de bac ou dépôt par badge :
  - Pour un badge de valeur 50L = 0.525 €
  - Pour un badge de valeur 100L = 1.05 €
  - Pour un bac de contenance 120L = 1.26 €
  - Pour un bac de contenance 140L = 1.47 €
  - Pour un bac de contenance 180L = 1.89 €
  - Pour un bac de contenance 240L = 2.52 €
  - Pour un bac de contenance 340L = 3.57 €
  - Pour un bac de contenance 660L = 6.93 €

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

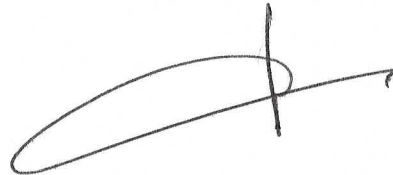
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024042-BF





Communauté de communes  
**Drôme Sud Provence**

3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-043

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : FIXATION DU PRODUIT DE LA TAXE GEMAPI POUR 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

#### Étaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Étaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ



**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** l'article L2334-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'article L211-7 du Code de l'Environnement,

**Vu** les articles 1530 bis et 1639 A bis du Code Général des Impôts,

**Vu** la loi NOTRe du 7 Août 2015 actant le transfert obligatoire de la compétence GEMAPI aux Communautés de Communes à compter du 1er janvier 2018,

**Vu** la Conférence des Maires en date du 27 Mars 2024,

**Considérant** que les EPCI peuvent, selon les dispositions du Code Général des Impôts, instituer et percevoir une taxe en vue de financer la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations,

**Considérant** que les EPCI votent un produit attendu et non un taux.

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **DE DETERMINER** un produit de 252 482 euros pour l'exercice de la compétence GEMAPI en vue de financer l'exercice de cette compétence au titre de l'année 2024,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout acte ou document en lien avec la présente délibération.

**DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

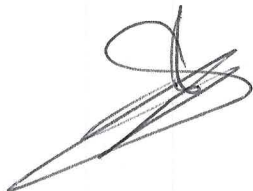
Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **DETERMINE** un produit de 252 482 euros pour l'exercice de la compétence GEMAPI en vue de financer l'exercice de cette compétence au titre de l'année 2024,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tout acte ou document en lien avec la présente délibération.

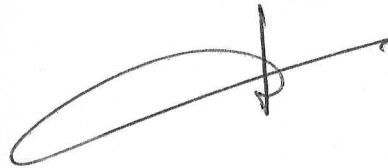
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.  
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024043-BF





Communauté de communes  
**Drôme Sud Provence**

3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :  
Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-044

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : CONVENTION DE PARTAGE DE FISCALITE 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

#### **Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### **Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale et notamment ses articles 11 et 29 modifiée par les lois n° 99-586 du 12 juillet 1999 et n° 2004-809 du 13 août 2004 relatives aux accords de partage de fiscalité,

**Vu** la Commission des Finances du 26 Mars 2024,

**Vu** la Conférence des Maires du 27 Mars 2024,

**Vu** la délibération n°2022-07 portant convention cadre de gestion des ZAE 2022-2024,

**Vu** le projet de convention de partage de fiscalité économique,

**Considérant** que la convention de partage de fiscalité prévoit :

**Commune de Pierrelatte :**

- 277 705,81 € reversée à la CCDSP dès notification de la présente délibération.
- 98 313 € reversée à la CCDSP avant la fin de l'exercice budgétaire et au regard d'un état des dépenses d'entretien et de gestion des ZAE

**Commune de Donzère :**

- 7 069,06 € reversée à la CCDSP dès notification de la présente délibération.
- 32 000 € reversée à la CCDSP avant la fin de l'exercice budgétaire et au regard d'un état des dépenses d'entretien et de gestion des ZAE

**Commune de Saint Paul Trois Châteaux**

- 32 451,50 € reversée à la CCDSP dès notification de la présente délibération.
- 45 134 € reversée à la CCDSP avant la fin de l'exercice budgétaire et au regard d'un état des dépenses d'entretien et de gestion des ZAE

Commune de Malataverne :

- 19 800 € reversée à la CCDSP avant la fin de l'exercice budgétaire et au regard d'un état des dépenses d'entretien et de gestion des ZAE

Commune de Rochegude :

- 2 974 € reversée à la CCDSP avant la fin de l'exercice budgétaire et au regard d'un état des dépenses d'entretien et de gestion des ZAE

Commune de St Restitut :

- 5 000 € reversée à la CCDSP avant la fin de l'exercice budgétaire et au regard d'un état des dépenses d'entretien et de gestion des ZAE

Commune de Suze La Rousse :

- 5 200 € reversée à la CCDSP avant la fin de l'exercice budgétaire et au regard d'un état des dépenses d'entretien et de gestion des ZAE

Commune de Tulette :

- 670 € reversée à la CCDSP avant la fin de l'exercice budgétaire et au regard d'un état des dépenses d'entretien et de gestion des ZAE



**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** les montants de la convention de partage de fiscalité à intervenir avec chacune des communes concernées,
- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention à intervenir avec chaque commune concernée ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** les montants de la convention de partage de fiscalité à intervenir avec chacune des communes concernées,
- **AUTORISE** le Président à signer la convention à intervenir avec chaque commune concernée ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

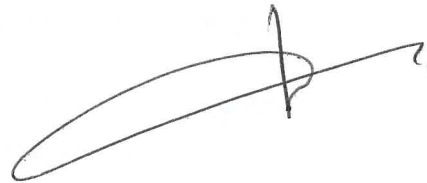
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.  
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-045

Compétence communautaire : FINANCES

**OBJET : BUDGET PRIMITIF 2024 – BUDGET ANNEXE DECHETS MENAGERS**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

#### Étaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Étaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ



**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Hélène MOULY*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier les dispositions financières et comptables ainsi que les articles R5211-13 et suivants, relatifs aux budgets des EPCI,

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux EPCI,

**Vu** le débat d'orientation budgétaire pour l'année 2024 en date du 20 mars 2024,

**Vu** la Commission Finances en date du 26 Mars 2024,

**Vu** la Conférence des Maires en date du 27 Mars 2024,

Madame la vice-présidente présente au Conseil Communautaire le Budget Primitif du Budget Annexe Déchets Ménagers pour l'exercice 2024, dont les dépenses et les recettes s'équilibrent de la manière suivante :

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 011 – Charges à caractère général	3 311 328,91
Chapitre 012 – Charges de personnel	410 200,00
Chapitre 65 – Autres charges de gestion	4 086 102,00
Chapitre 66 – Charges Financières	0,00
Chapitre 67 – Charges exceptionnelles	500,00
Chapitre 68 – Dotations provisions semi-budgétaires	50,00
<i>Chapitre 042 - Opérations d'ordre de section à section</i>	<i>182 657,00</i>
<i>Chapitre 023 – Virement à la section d'investissement</i>	<i>0,00</i>
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>7 990 837,91</b>

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 70 – Produits des services	396 643,00
Chapitre 73 – Impôts et taxes	5 530 000,00
Chapitre 74 – Dotations et Participations	1 384 612,01
Chapitre 75 – Produits divers de gestion courante	374 000,00
Chapitre 78 – Reprise sur amortissements et provisions	4,50
<i>Chapitre 042 - Opérations d'ordre de section à section</i>	<i>44 293,00</i>
<i>R002 Résultat reporté</i>	<i>261 285,40</i>
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>7 990 837,91</b>

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles	50 000,00
Chapitre 204 – Subventions d'équipements versées	0,00
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles	760 000,00
Chapitre 16 – Emprunts et dettes	0,00
<i>Chapitre 040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>44 293,00</i>
<i>Restes à réaliser N-1</i>	<i>176 428,80</i>
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 030 721,80</b>

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 13 – Subventions d'investissement reçues	523 663,46
Chapitre 10 – Dotations, fonds divers et réserves	42 655,13
<i>Chapitre 040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>182 657,00</i>
<i>Chapitre 021 – Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>0,00</i>
<i>R001 Résultat reporté</i>	<i>281 746,21</i>
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 030 721,80</b>

### PROPOSITION du PRESIDENT

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'ADOPTER** le budget primitif du Budget Annexe Déchets Ménagers 2024 au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

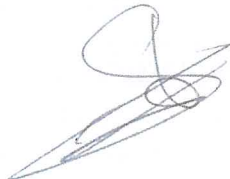
Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **ADOPTE** le budget primitif du Budget Annexe Déchets Ménagers 2024 au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

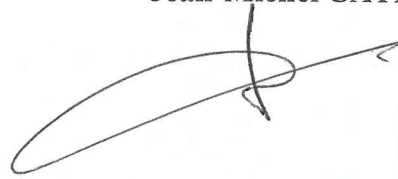
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.  
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**





Communauté de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP - Communauté de Communes Drôme

<b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>V</b>
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>A</b>

Nombre de membres en exercice : 47

Nombre de membres présents : 38

Nombre de suffrages exprimés : 46

VOTES :

Pour 46

Contre 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par Le Président (1).

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Délibéré par l'assemblée Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire(2), réunie en session Ordinaire

*du conseil communautaire,*

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Les membres de l'assemblée délibérante Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire (2).(3).

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	Procuration de M. HORTAIL GÉRARD
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	AROU E.
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	Proc. de M. CATELINOIS
M. ENTAT Romain	AROU E. Proc. de E. CAROU
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	Proc. de M. GARIN
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	Proc. de M. GAILLARD
M. LOPEZ Antonio	Proc. de M. ESCOFFIER
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le


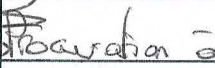



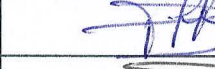
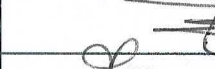
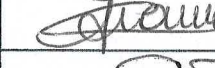



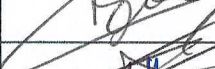






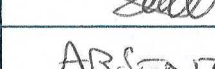
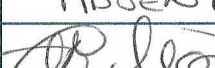

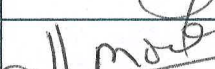





S<sup>2</sup>LOW

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024045-BF

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

A

M. PLANEL Jean Pierre	
M. POIGNET Richard	
M. PUEL Jean Marie	<del></del> Procuration à V. ALLIEZ
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	<del></del>
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	<del></del>
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	<del></del>
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	ABSENTE
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	<del></del> Procuration à C. FOROT
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024045-BF

S<sup>2</sup>LOW

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

A

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Le Président,

Jean-Michel CATELINO

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président »

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante du conseil régional de , de la Collectivité territoriale unique de , de la métropole de , du Conseil syndical de

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif



## Rapport d'analyse

**Identification du flux :** 2024- 026038- 407- 01- 01- -2024/4/12-11:58:08

CC Drôme Sud Provence- BA déchets ménagers- CC Drôme Sud Provence- BA déchets ménagers- 2024- Budget Principal

**Ce flux est associé à un pavé d'information(s) et/ou d'anomalie(s)**

### Anomalie(s) rencontrée(s) :

**Contrôle:** FCT\_ASPECT\_REGLEMENTAIRE\_NATURE - Contrôle de l'utilisation du plan de compte règlementaire nature au niveau requis.

**Règle fonctionnelle:** Les articles nature utilisés Nature/@V doivent être présents dans le plan de compte règlementaire. L'utilisation (dépense/recette, réel/ordre) de l'article doit permettre de le rattacher à un chapitre.

9 erreurs

- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 2183, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 6135, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 6226, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 65548, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 6718, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 28135, avec CodRD=R et OpBudg=1 (0 pour réel, 1 pour ordre) et TypOpBudg 2 (1 intérieur section, 2 entre section)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 28183, avec CodRD=R et OpBudg=1 (0 pour réel, 1 pour ordre) et TypOpBudg 2 (1 intérieur section, 2 entre section)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 7552, avec CodRD=R et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 7588, avec CodRD=R et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

## **CC Drôme Sud Provence- BA déchets ménagers : CC Drôme Sud Provence- BA déchets ménagers (1)**

AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE Communauté de Communes Drôme Sud Provence-  
CCDSP (2)

Numéro SIRET : 20004290100039

POSTE COMPTABLE : CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

**M. 57**

**Budget primitif**

**Voté par nature**

BUDGET : CC Drôme Sud Provence- BA déchets ménagers (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



# Sommaire

## I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

## II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

## III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	38

## IV - Annexes

### A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

### B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	40
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	41
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	45
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	46
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	47

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	51
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	52
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	52
B3.1 - Etat des provisions constituées	52
B3.2 - Etalement des provisions	54
B4 - Etat des charges transférées	55
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	56
B6 - Prêts	57
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	58
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	59
B7.3 - Etat des emprunts garantis	60
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	61
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	62
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	63
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	64
B7.8 - Autres engagements donnés	65
B7.9 - Autres engagements reçus	66
B8 - Subventions versées	67
B9 - Etat du personnel	68
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	70
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	71
B11.2 - Liste des établissements publics créés	72
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	73
<b>C - Annexes budgétaires</b>	
C1.1 - Equilibre budgétaire	Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	Sans Objet
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet
<b>D - Autres éléments d'information</b>	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	74
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	75
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	76
D3 - Décisions en matière de taux	78
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	79
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	80
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	82
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	83
<b>V - Arrêté et signatures</b>	
A - Arrêté et signatures	84

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

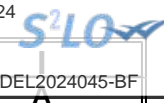
Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;  
*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)



## I – INFORMATIONS GENERALES

### INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

#### Informations statistiques

	Valeurs
Population totale	44106

#### Informations fiscales (N-2)

	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	35666023,00

#### Informations financières – ratios

	Valeurs
1 Dépenses réelles de fonctionnement / population	177,03
2 Recettes réelles de fonctionnement / population	174,24
3 Dépenses d'équipement brut / population	18,36
4 Encours de dette / population (2) (3)	
5 DGF / population	
6 Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0,0500
7 Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	1,0159
8 Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0,1053
9 Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10 Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	-0,0159

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1<sup>er</sup> janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,50 %
- Investissement : 7,50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

S2LO

## I – INFORMATIONS GENERALES

### EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	4 174 819,18	7 539 496,69	600 132,36	A1 3 964 809,87
<b>Investissement</b>	397 900,96	533 389,68	(3) 140 009,08	A2 275 497,80
<b>Fonctionnement</b>	3 776 918,22	7 006 107,01	(4) 460 123,28	A3 3 689 312,07

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde (B)		
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II 176 428,80	III + IV 0,00	B1	-176 428,80	
<b>Investissement</b>	I 176 428,80	III 0,00	B2	-176 428,80	
<b>Fonctionnement</b>	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00	

			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>		3 788 381,07
<b>Investissement</b>	<b>A2 + B2</b>		99 069,00
<b>Fonctionnement</b>	<b>A3 + B3</b>		3 689 312,07

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES

#### DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(I) <b>176 428,80</b>
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	176 428,80
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(II) <b>0,00</b>
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

**I – INFORMATIONS GENERALES****EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES****DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)**

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(III) <b>0,00</b>
<b>018</b>	<b>RSA</b>	<b>0,00</b>
<b>024</b>	<b>Produits des cessions d'immobilisations</b>	<b>0,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (reçues) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Cpte de liaison : affectation (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (3) (5)</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participations et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>45</b>	<b>Chapitres d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(IV) <b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Prod. services, domaine, ventes diverses</b>	<b>0,00</b>
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>
<b>731</b>	<b>Fiscalité locale</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Dotations et participations (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>016</b>	<b>APA</b>	<b>0,00</b>
<b>017</b>	<b>RSA / Régularisations de RMI</b>	<b>0,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits spécifiques (4)</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS

		DEPENSES	RECETTES
<b>VOTE</b>	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	854 293,00	748 975,59
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	176 428,80	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 281 746,21
=		=	=
<b>Total de la section d'investissement (2)</b>		<b>1 030 721,80</b>	<b>1 030 721,80</b>
		+	+
<b>VOTE</b>	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	7 990 837,91	7 729 552,51
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 261 285,40
=		=	=
<b>Total de la section de fonctionnement (3)</b>		<b>7 990 837,91</b>	<b>7 990 837,91</b>
<b>TOTAL DU BUDGET (4)</b>		<b>9 021 559,71</b>	<b>9 021 559,71</b>

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



S<sup>2</sup>LO

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### PRESENTATION DES AP VOTEES

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>
<b>« AP de dépenses imprévues » (2)</b>		020	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	
<b>PRESENTATION DES AE VOTEES</b>	

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>

<b>« AE de dépenses imprévues » (2)</b>	022	0,00
---	-----	------

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	2 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	1 289 239,24	176 428,80	760 000,00	760 000,00	936 428,80
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>1 291 239,24</b>	<b>176 428,80</b>	<b>810 000,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>986 428,80</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>1 291 239,24</b>	<b>176 428,80</b>	<b>810 000,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>986 428,80</b>

040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	42 660,12		44 293,00	44 293,00	44 293,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>42 660,12</b>		<b>44 293,00</b>	<b>44 293,00</b>	<b>44 293,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>1 333 899,36</b>	<b>176 428,80</b>	<b>854 293,00</b>	<b>854 293,00</b>	<b>1 030 721,80</b>
--------------	---------------------	-------------------	-------------------	-------------------	---------------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 030 721,80</b>
---	---------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>C1</b>

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	731 416,28	0,00	523 663,46	523 663,46	523 663,46
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>731 416,28</b>	<b>0,00</b>	<b>523 663,46</b>	<b>523 663,46</b>	<b>523 663,46</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	50 000,00	0,00	42 655,13	42 655,13	42 655,13
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>42 655,13</b>	<b>42 655,13</b>	<b>42 655,13</b>
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>781 416,28</b>	<b>0,00</b>	<b>566 318,59</b>	<b>566 318,59</b>	<b>566 318,59</b>

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	292 708,38		182 657,00	182 657,00	182 657,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>292 708,38</b>		<b>182 657,00</b>	<b>182 657,00</b>	<b>182 657,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>1 074 124,66</b>	<b>0,00</b>	<b>748 975,59</b>	<b>748 975,59</b>	<b>748 975,59</b>
--------------	---------------------	-------------	-------------------	-------------------	-------------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>281 746,21</b>
--	-------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>1 030 721,80</b>
---	---------------------

## Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)</b>	<b>138 364,00</b>
--	-------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et



réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	5 980 910,00	0,00	3 311 328,91	3 311 328,91	3 311 328,91
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	720 000,00	0,00	410 200,00	410 200,00	410 200,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	800 370,00	0,00	4 086 102,00	4 086 102,00	4 086 102,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>7 501 280,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 807 630,91</b>	<b>7 807 630,91</b>	<b>7 807 630,91</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	500,00	0,00	500,00	500,00	500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	9,00		50,00	50,00	50,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>7 501 789,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 808 180,91</b>	<b>7 808 180,91</b>	<b>7 808 180,91</b>

023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	309 396,94		182 657,00	182 657,00	182 657,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>309 396,94</b>		<b>182 657,00</b>	<b>182 657,00</b>	<b>182 657,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>7 811 185,94</b>	<b>0,00</b>	<b>7 990 837,91</b>	<b>7 990 837,91</b>	<b>7 990 837,91</b>
--------------	---------------------	-------------	---------------------	---------------------	---------------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>7 990 837,91</b>
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

II

C2

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	865 000,00	0,00	396 643,00	396 643,00	396 643,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	10 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	5 530 000,00	5 530 000,00	5 530 000,00
74	Dotations et participations (3)	1 332 556,46	0,00	1 384 612,01	1 384 612,01	1 384 612,01
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	374 000,00	374 000,00	374 000,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>12 797 556,46</b>	<b>0,00</b>	<b>7 685 255,01</b>	<b>7 685 255,01</b>	<b>7 685 255,01</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00	4,50	4,50	4,50
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>12 797 556,46</b>	<b>0,00</b>	<b>7 685 259,51</b>	<b>7 685 259,51</b>	<b>7 685 259,51</b>

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	42 660,12	0,00	44 293,00	44 293,00	44 293,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>42 660,12</b>	<b>0,00</b>	<b>44 293,00</b>	<b>44 293,00</b>	<b>44 293,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>12 840 216,58</b>	<b>0,00</b>	<b>7 729 552,51</b>	<b>7 729 552,51</b>	<b>7 729 552,51</b>
--------------	----------------------	-------------	---------------------	---------------------	---------------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>261 285,40</b>
---	-------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>7 990 837,91</b>
--	---------------------

#### Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)</b>	<b>138 364,00</b>
---	-------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

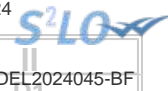
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4)  $DF\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RF\ 042$  ;  $RI\ 040 = DF\ 042$  ;  $DF\ 043 = RF\ 043$ .

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération  $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – DEPENSES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	44 293,00	44 293,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	50 000,00	0,00	50 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	936 428,80	0,00	936 428,80
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>986 428,80</b>	<b>44 293,00</b>	<b>1 030 721,80</b>

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

1 030 721,80

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	3 311 328,91		3 311 328,91
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	410 200,00		410 200,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	4 086 102,00	0,00	4 086 102,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	500,00	0,00	500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	50,00	182 657,00	182 707,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>7 808 180,91</b>	<b>182 657,00</b>	<b>7 990 837,91</b>

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

7 990 837,91

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.





- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – RECETTES

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	42 655,13	0,00	42 655,13
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	523 663,46	0,00	523 663,46
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		182 657,00	182 657,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>566 318,59</b>	<b>182 657,00</b>	<b>748 975,59</b>

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE

281 746,21

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT

0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

1 030 721,80

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	396 643,00		396 643,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	5 530 000,00		5 530 000,00
74	Dotations et participations (8)	1 384 612,01		1 384 612,01
75	Autres produits de gestion courante (8)	374 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	44 293,00	44 293,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	4,50	0,00	4,50
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>7 685 259,51</b>	<b>44 293,00</b>	<b>7 729 552,51</b>

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

261 285,40

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

7 990 837,91

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

#### DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 333 899,36</b>	<b>176 428,80</b>	<b>0,00</b>	<b>854 293,00</b>	<b>854 293,00</b>	<b>0,00</b>	<b>854 293,00</b>	<b>1 030 721,80</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	2 000,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 289 239,24	176 428,80	0,00	760 000,00	760 000,00	0,00	760 000,00	936 428,80
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>1 291 239,24</b>	<b>176 428,80</b>	<b>0,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>986 428,80</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>1 291 239,24</b>	<b>176 428,80</b>	<b>0,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>986 428,80</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	42 660,12			44 293,00	44 293,00		44 293,00	44 293,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>42 660,12</b>			<b>44 293,00</b>	<b>44 293,00</b>		<b>44 293,00</b>	<b>44 293,00</b>

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)

0,00

Total des dépenses d'investissement cumulées

1 030 721,80

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

The logo for S2LO, featuring the letters 'S2LO' in a stylized blue font with a small graphic element to the right.

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024045-BF

### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

A

#### RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 074 124,66</b>	<b>0,00</b>	<b>748 975,59</b>	<b>748 975,59</b>	<b>748 975,59</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	731 416,28	0,00	523 663,46	523 663,46	523 663,46
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>731 416,28</b>	<b>0,00</b>	<b>523 663,46</b>	<b>523 663,46</b>	<b>523 663,46</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	50 000,00	0,00	42 655,13	42 655,13	42 655,13
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>42 655,13</b>	<b>42 655,13</b>	<b>42 655,13</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>781 416,28</b>	<b>0,00</b>	<b>566 318,59</b>	<b>566 318,59</b>	<b>566 318,59</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	292 708,38		182 657,00	182 657,00	182 657,00
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>292 708,38</b>		<b>182 657,00</b>	<b>182 657,00</b>	<b>182 657,00</b>

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)

281 746,21

Affectation au compte 1068 (8)

0,00

**Total des recettes d'investissement cumulées**

**1 030 721,80**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

The logo for S2LO, featuring the letters 'S2LO' in a stylized blue font with a swoosh underneath.

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024045-BF



## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 333 899,36</b>	<b>176 428,80</b>	<b>0,00</b>	<b>854 293,00</b>	<b>854 293,00</b>	<b>0,00</b>	<b>854 293,00</b>	<b>1 030 721,80</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	2 000,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
2051	Concessions, droits similaires	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 289 239,24	176 428,80	0,00	760 000,00	760 000,00	0,00	760 000,00	936 428,80
21578	Autre matériel technique	248 527,22	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
2158	Autres inst., matériel, outil. techniques	1 013 200,00	176 428,80		450 000,00	450 000,00	0,00	450 000,00	626 428,80
21735	Installations générales (mise à dispo)	27 512,02	0,00		65 800,00	65 800,00	0,00	65 800,00	65 800,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00		2 900,00	2 900,00	0,00	2 900,00	2 900,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00		1 800,00	1 800,00	0,00	1 800,00	1 800,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		89 500,00	89 500,00	0,00	89 500,00	89 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>1 291 239,24</b>	<b>176 428,80</b>	<b>0,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>986 428,80</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00



Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP		III = I + II
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>1 291 239,24</b>	<b>176 428,80</b>	<b>0,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>810 000,00</b>	<b>986 428,80</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (6)	42 660,12			44 293,00	44 293,00		44 293,00	44 293,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	42 660,12			44 293,00	44 293,00		44 293,00	44 293,00
13913	Subv. transf. Départements	3 772,12			1 887,00	1 887,00		1 887,00	1 887,00
139141	Subv. transf. Communes membres du GFP	21 502,00			9 333,00	9 333,00		9 333,00	9 333,00
13918	Autres subventions d'équipement transf.	17 386,00			33 073,00	33 073,00		33 073,00	33 073,00
	Charges transférées (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>42 660,12</b>			<b>44 293,00</b>	<b>44 293,00</b>		<b>44 293,00</b>	<b>44 293,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT**

**Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement**

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
<b>TOTAL</b>			<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.



**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQU**

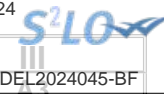
Cet état ne contient pas d'information.



**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT**

Cet état ne contient pas d'information.



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 074 124,66</b>	<b>0,00</b>	<b>748 975,59</b>	<b>748 975,59</b>	<b>748 975,59</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	731 416,28	0,00	523 663,46	523 663,46	523 663,46
1318	Autres subventions d'équipement transf.	731 416,28	0,00	523 663,46	523 663,46	523 663,46
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>731 416,28</b>	<b>0,00</b>	<b>523 663,46</b>	<b>523 663,46</b>	<b>523 663,46</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	50 000,00	0,00	42 655,13	42 655,13	42 655,13
10222	FCTVA	50 000,00	0,00	42 655,13	42 655,13	42 655,13
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>50 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>42 655,13</b>	<b>42 655,13</b>	<b>42 655,13</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>781 416,28</b>	<b>0,00</b>	<b>566 318,59</b>	<b>566 318,59</b>	<b>566 318,59</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	292 708,38		182 657,00	182 657,00	182 657,00
28033	Frais d'insertion	432,00		0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00		268,00	268,00	268,00
28128	Autres aménagements de terrains	924,00		462,00	462,00	462,00
281351	Bâtiments publics	0,00		4 568,72	4 568,72	4 568,72
28145	Construct° sol autrui - Installat° généré.	1 178,00		589,00	589,00	589,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	4 429,32		2 214,70	2 214,70	2 214,70
281578	Autre matériel technique	150 685,68		82 075,84	82 075,84	82 075,84
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	97 752,70		69 659,99	69 659,99	69 659,99
281735	Installations générales (m. à dispo)	33 324,00		16 662,00	16 662,00	16 662,00
281838	Autre matériel informatique	0,00		2 126,10	2 126,10	2 126,10
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00		208,25	208,25	208,25
28185	Matériel de téléphonie	0,00		574,06	574,06	574,06
28188	Autres immo. corporelles	3 982,68		3 248,34	3 248,34	3 248,34

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le 18/04/2024  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024045-BF

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote	Publié le	Assemblée
			I		II	TOTAL (RAR N-1 + Vote)	
						III = I + II	
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00		0,00	0,00	0,00	
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>292 708,38</b>		<b>182 657,00</b>	<b>182 657,00</b>	<b>182 657,00</b>	

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

#### DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>7 811 185,94</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 990 837,91</b>	<b>7 990 837,91</b>	<b>0,00</b>	<b>7 990 837,91</b>	<b>7 990 837,91</b>
011	Charges à caractère général (3)	5 980 910,00	0,00	0,00	3 311 328,91	3 311 328,91	0,00	3 311 328,91	3 311 328,91
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	720 000,00	0,00		410 200,00	410 200,00		410 200,00	410 200,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	800 370,00	0,00	0,00	4 086 102,00	4 086 102,00	0,00	4 086 102,00	4 086 102,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>7 501 280,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 807 630,91</b>	<b>7 807 630,91</b>	<b>0,00</b>	<b>7 807 630,91</b>	<b>7 807 630,91</b>
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	500,00	0,00		500,00	500,00		500,00	500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	9,00			50,00	50,00		50,00	50,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>509,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>550,00</b>	<b>550,00</b>		<b>550,00</b>	<b>550,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>7 501 789,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 808 180,91</b>	<b>7 808 180,91</b>	<b>0,00</b>	<b>7 808 180,91</b>	<b>7 808 180,91</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	309 396,94			182 657,00	182 657,00		182 657,00	182 657,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>309 396,94</b>			<b>182 657,00</b>	<b>182 657,00</b>		<b>182 657,00</b>	<b>182 657,00</b>

**D002 Résultat reporté ou anticipé (5) 0,00**

**Total des dépenses de fonctionnement cumulées 7 990 837,91**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024045-BF



**III – VOTE DU BUDGET****SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE****III****B****RECETTES**

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>12 840 216,58</b>	<b>0,00</b>	<b>7 729 552,51</b>	<b>7 729 552,51</b>	<b>7 729 552,51</b>
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	865 000,00	0,00	396 643,00	396 643,00	396 643,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	10 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	5 530 000,00	5 530 000,00	5 530 000,00
74	Dotations et participations (2)	1 332 556,46	0,00	1 384 612,01	1 384 612,01	1 384 612,01
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	374 000,00	374 000,00	374 000,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>12 797 556,46</b>	<b>0,00</b>	<b>7 685 255,01</b>	<b>7 685 255,01</b>	<b>7 685 255,01</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		4,50	4,50	4,50
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4,50</b>	<b>4,50</b>	<b>4,50</b>
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>12 797 556,46</b>	<b>0,00</b>	<b>7 685 259,51</b>	<b>7 685 259,51</b>	<b>7 685 259,51</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	42 660,12		44 293,00	44 293,00	44 293,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>42 660,12</b>		<b>44 293,00</b>	<b>44 293,00</b>	<b>44 293,00</b>

**R002 Résultat reporté ou anticipé (7)****261 285,40****Total des recettes de fonctionnement cumulées****7 990 837,91**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>7 811 185,94</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 990 837,91</b>	<b>7 990 837,91</b>	<b>0,00</b>	<b>7 990 837,91</b>	<b>7 990 837,91</b>
011	Charges à caractère général (4)	5 980 910,00	0,00	0,00	3 311 328,91	3 311 328,91	0,00	3 311 328,91	3 311 328,91
60611	Eau et assainissement	1 000,00	0,00		250,00	250,00	0,00	250,00	250,00
60612	Energie - Electricité	5 000,00	0,00		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00
60622	Carburants	20 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
60623	Alimentation	600,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
60628	Autres fournitures non stockées	110 000,00	0,00		87 000,00	87 000,00	0,00	87 000,00	87 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	24 000,00	0,00		32 840,00	32 840,00	0,00	32 840,00	32 840,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
60636	Habillement et vêtements de travail	400,00	0,00		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00
6064	Fournitures administratives	2 000,00	0,00		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00
6068	Autres matières et fournitures	600,00	0,00		1 800,00	1 800,00	0,00	1 800,00	1 800,00
6078	Autres marchandises	50 000,00	0,00		57 000,00	57 000,00	0,00	57 000,00	57 000,00
611	Contrats de prestations de services	5 600 000,00	0,00		2 974 168,00	2 974 168,00	0,00	2 974 168,00	2 974 168,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00		10 640,00	10 640,00	0,00	10 640,00	10 640,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	7 000,00	0,00		11 600,00	11 600,00	0,00	11 600,00	11 600,00
615231	Entretien, réparations voiries	10 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
61551	Entretien matériel roulant	6 000,00	0,00		7 758,91	7 758,91	0,00	7 758,91	7 758,91
61558	Entretien autres biens mobiliers	15 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6156	Maintenance	8 000,00	0,00		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
6161	Multirisques	2 000,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
617	Etudes et recherches	68 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00		5 072,00	5 072,00	0,00	5 072,00	5 072,00
6228	Divers	3 800,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6231	Annonces et insertions	7 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	12 000,00	0,00		28 000,00	28 000,00	0,00	28 000,00	28 000,00
6241	Transports de biens	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	150,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	14 000,00	0,00		4 200,00	4 200,00	0,00	4 200,00	4 200,00
6281	Concours divers (cotisations)	400,00	0,00		400,00	400,00	0,00	400,00	400,00
6282	Frais de gardiennage	5 000,00	0,00		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00
6288	Autres services extérieurs	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	160,00	0,00		100,00	100,00	0,00	100,00	100,00



Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	Vote)  III = I + II
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	720 000,00	0,00		410 200,00	410 200,00		410 200,00	410 200,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	660 000,00	0,00		410 200,00	410 200,00		410 200,00	410 200,00
6217	Personnel affecté par la commune du GFP	60 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	800 370,00	0,00	0,00	4 086 102,00	4 086 102,00	0,00	4 086 102,00	4 086 102,00
6541	Créances admises en non-valeur	1 200,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6542	Créances éteintes	300,00	0,00		300,00	300,00	0,00	300,00	300,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00		3 422 073,00	3 422 073,00	0,00	3 422 073,00	3 422 073,00
6558	Autres contributions obligatoires	361 514,00	0,00		180 000,00	180 000,00	0,00	180 000,00	180 000,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	434 556,00	0,00		483 229,00	483 229,00	0,00	483 229,00	483 229,00
65888	Autres	2 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>7 501 280,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 807 630,91</b>	<b>7 807 630,91</b>	<b>0,00</b>	<b>7 807 630,91</b>	<b>7 807 630,91</b>
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	500,00	0,00		500,00	500,00		500,00	500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	500,00	0,00		500,00	500,00		500,00	500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	9,00			50,00	50,00		50,00	50,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	9,00			50,00	50,00		50,00	50,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des charges financières et spécifiques</b>		<b>509,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>550,00</b>	<b>550,00</b>		<b>550,00</b>	<b>550,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>7 501 789,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 808 180,91</b>	<b>7 808 180,91</b>	<b>0,00</b>	<b>7 808 180,91</b>	<b>7 808 180,91</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	309 396,94			182 657,00	182 657,00		182 657,00	182 657,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	309 396,94			182 657,00	182 657,00		182 657,00	182 657,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	Vote)  III = I + II
043	Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>309 396,94</b>			<b>182 657,00</b>	<b>182 657,00</b>		<b>182 657,00</b>	<b>182 657,00</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.



### III – VOTE DU BUDGET


#### SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>12 840 216,58</b>	<b>0,00</b>	<b>7 729 552,51</b>	<b>7 729 552,51</b>	<b>7 729 552,51</b>
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	865 000,00	0,00	396 643,00	396 643,00	396 643,00
7078	Autres marchandises	1 000,00	0,00	18 000,00	18 000,00	18 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
70878	Remb. frais par des tiers	820 000,00	0,00	338 643,00	338 643,00	338 643,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	14 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	10 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7331	Taxe annuelle sur locaux de bureaux	10 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	5 530 000,00	5 530 000,00	5 530 000,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	0,00	0,00	5 530 000,00	5 530 000,00	5 530 000,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	1 332 556,46	0,00	1 384 612,01	1 384 612,01	1 384 612,01
744	FCTVA	2 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
74751	Participation GFP de rattachement	1 330 556,46	0,00	1 383 612,01	1 383 612,01	1 383 612,01
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	374 000,00	374 000,00	374 000,00
75888	Autres	0,00	0,00	374 000,00	374 000,00	374 000,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>12 797 556,46</b>	<b>0,00</b>	<b>7 685 255,01</b>	<b>7 685 255,01</b>	<b>7 685 255,01</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		4,50	4,50	4,50
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		4,50	4,50	4,50
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>12 797 556,46</b>	<b>0,00</b>	<b>7 685 259,51</b>	<b>7 685 259,51</b>	<b>7 685 259,51</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	42 660,12		44 293,00	44 293,00	44 293,00
777	Rec... subv inv transférées cpte résult	42 660,12		44 293,00	44 293,00	44 293,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>42 660,12</b>		<b>44 293,00</b>	<b>44 293,00</b>	<b>44 293,00</b>

#### Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00

Montant net	0,00
-------------	------

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le 
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024045-BF

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

S<sup>2</sup>LO  
IV  
111

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE**

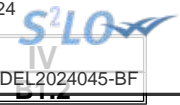
**B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
<b>519 Crédits de trésorerie (Total)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									



Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>0,00</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**B1.2**

**B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

B1.3

**B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

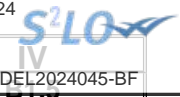
## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

## B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE**

**B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)**

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE**

**IV**

**B1.5**

**B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)**

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
<b>Taux fixe (total)</b>						0,00	0,00		
<b>Taux variable simple (total)</b>						0,00	0,00		
<b>Taux complexe (total) (2)</b>						0,00	0,00		
<b>Total</b>						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME****B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)**

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dettes en capital à l'origine (2)	Dettes en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)</u>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.

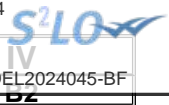
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.



**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES****B1.7 – AUTRES DETTES**

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

<b>LIBELLES</b>	<b>Montant initial de la dette</b>	<b>Dépenses de l'exercice</b>	<b>Dettes restantes</b>
Autres dettes à long ou moyen terme (sans réception de fonds)	0,00	0,00	0,00
Dettes pour location - acquisitions	0,00	0,00	0,00
Dettes pour location - ventes	0,00	0,00	0,00
Dettes pour souscription au capital d'une SEM	0,00	0,00	0,00
Dettes pour subventions d'équipement à verser en annuités	0,00	0,00	0,00
Dettes pour travaux devant être réglées en plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00

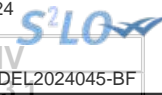


**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS**

**METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS**

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	<b>Biens de faible valeur</b> - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500,00 €		
	<b>Catégories de biens amortis</b>	<b>Durée (en années)</b>	
L	Autres agencements et aménagements divers	5	20/03/2024
L	Autres immobilisations corporelles	5	20/03/2024
L	Autres immobilisations incorporelles	5	20/03/2024
L	Autres installations, gros outillages	10	20/03/2024
L	Autres matériels techniques et outillages	5	20/03/2024
L	Constructions de bâtiments publics , administratifs	30	20/03/2024
L	Frais d etude non suivis de travaux	5	20/03/2024
L	Frais d études	5	20/03/2024
L	frais d insertion dans la presse	5	20/03/2024
L	frais de recherche et dev si echec	1	20/03/2024
L	frais de recherche et dev si reussite	5	20/03/2024
L	Installation de voirie	10	20/03/2024
L	Installations generales aménagements des bâtiments	10	20/03/2024
L	Installations mat outi techn reseaux et autres	30	20/03/2024
L	Logiciels concessions droits licences	2	20/03/2024
L	Matériel de bureau	5	20/03/2024
L	Matériel et outillage incendie defense civile	5	20/03/2024
L	Materiels informatiques	5	20/03/2024
L	Mobilier	10	20/03/2024
L	Petits équipements et petits matériels	5	20/03/2024
L	Reseaux cablés téléphonie	15	20/03/2024
L	Subvention équipement biens immobiliers	30	20/03/2024
L	Subvention équipement biens mobiliers	5	20/03/2024
L	Subvention équipement projets infrastructures nati	40	20/03/2024
L	Téléphonie	5	20/03/2024
L	Véhicule industriels lourds	10	20/03/2024
L	Véhicule léger	5	20/03/2024
L	Véhicule utilitaire fourgonnette	7	20/03/2024



## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

## PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
<b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)</b>						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des provisions semi-budgétaires</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PROVISIONS BUDGETAIRES (2)</b>						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des provisions budgétaires</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le 18/04/2024  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024045-BF



Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	E = C - D
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

S<sup>2</sup>LO

IV

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS**

**B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)**

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
------------------------	-------	--	-------	---	---	--------------------------------

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

S<sup>2</sup>LO

IV  
34

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

**ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

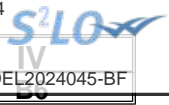
(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

## IV – ANNEXES

### ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

#### CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.



**IV – ANNEXES**  
**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS**

**Prêts (compte 274)**

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
<b>Assortis d'intérêts (total)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Non assortis d'intérêts (total)</b>		0,00	0,00		



## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

## ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	Emprunts garantis (1)	0,00	0,00	
8016	Contrats de crédit-bail (2)	20 000,00	0,00	1 692,00
8017	Subvention à verser en annuité (3)	0,00	0,00	0,00
8018	Autres engagements donnés			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements donnés.

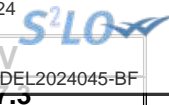
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)**

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)	0,00	0,00	0,00
8027	Subvention à recevoir par annuité	0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN**

**ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS**

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>										<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

<b>Calcul du ratio (1)</b>	<b>Valeur en euros</b>	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
<b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>	<b>I = A + B + C - D</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>II</b>	<b>7 685 259,51</b>
<b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)</b>	<b>I / II</b>	<b>0,00</b>

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.



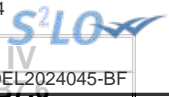
**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN**

**ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)**

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir							
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)		
<b>Crédits-bails mobiliers</b>													
location ZOE	2024	DIAC LOCATION	6	1 692,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Crédits-bails immobiliers</b>													
<b>Total</b>						<b>1 692,00</b>	<b>20 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN**

**ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT**

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
<b>Marchés de partenariat (1)</b>													
<b>SOUS-TOTAL</b>							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)</b>													
<b>SOUS-TOTAL</b>							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>							<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

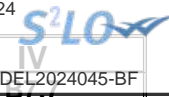
(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN**

**ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE**

**Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale**

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
<b>TOTAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>8017 Subventions à verser en annuités</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>8018 Autres engagements donnés</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Au profit d'organismes publics</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Au profit d'organismes privés (1)</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Engagements liés à des délégations de service public</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.



**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
<b>TOTAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)				0,00	0,00	0,00
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00

S<sup>2</sup>LO  
IV

**IV – ANNEXES**  
**ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES**

**SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
<b>INVESTISSEMENT (total)</b>					<b>0,00</b>
<b>FONCTIONNEMENT (total)</b>					<b>483 229,00</b>
657358	N°2 PART RBT CAPITAL + INTERET SYPROVAL	rbt SYPROVAL	SYNDICAT DES PORTES DE PROVENCE	Etablissement de droit public	483 229,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

## B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>EMPLOIS NON CITES (l) (5)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %)

%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N**

**B9**

**B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)**

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
 TECH : Technique.  
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
 S : Social.  
 MS : Médico-social.  
 MT : Médico-technique.  
 SP : Sportif.  
 CULT : Culturel  
 ANIM : Animation.  
 POL : Police.  
 POMP : Sapeurs-pompiers.  
 X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :

- 332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
- 332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
- 332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
- 332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
- 332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
- 332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
- 332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
- 332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
- 332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
- 332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
- 332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
- 327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
- 332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
- 332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
- 326\_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
- 343-1\_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
- 333-1\_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
- 333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
- A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES**

**LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**

**B10**

**LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).  
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<b>Délégation de service public (3) (4)</b>				
<b>Détention d'une part du capital</b>				
<b>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</b>				
<b>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</b>				
<b>Autres</b>				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

S<sup>2</sup>LO

IV

DTT.1

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT**

**LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE**

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
<b>Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)</b>			
<b>EPCI</b>			
SYPP(cotisation+ perquation)	01/01/2015	TEOM	180 000,00
<b>Autres organismes de regroupement</b>			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

S<sup>2</sup>LO

IV  
1111

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES**

**LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES**

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	< Néant >				non
CE	< Néant >				non
Régie personnalisée	< Néant >				non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

S<sup>2</sup>LO

IV

BTT.3

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

**LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	< Néant >					non
Lotissement	< Néant >					non
Service social et médico-social	< Néant >					non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024045-BF

*S2LO*  
IV  
DT

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

**LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
-----------------------	-----------------------------	------------------	----------------------	---------------------------------



**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION**

**SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET**

**D2.1**

**VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)**

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant	FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
<b>Sous-total Fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>Sous-total Fonctionnement</b>		<b>(B) 0,00</b>

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
<b>Sous-total Investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>Effort propre de la Région (A – B)</b>		<b>(C) 0,00</b>

<b>TOTAL DEPENSES</b>		<b>(A) 0,00</b>	<b>TOTAL RECETTES (B + C)</b>		<b>0,00</b>
-----------------------	--	-----------------	-------------------------------	--	-------------

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

## SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION

## Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

<b>Produits d'exploitation courante :</b>	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>0,00</b>
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
<b>Total produits d'exploitation courante</b>	<b>0,00</b>

<b>Charges d'exploitation courante :</b>	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
<b>Total charges d'exploitation courante</b>	<b>0,00</b>

<b>Facturations majeures :</b>	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
<b>Total facturations majeures</b>	<b>0,00</b>
<b>Prestations de main d'œuvre inter-domaines :</b>	
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00
<b>Total facturations internes</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL CHARGES (2)</b>	<b>0,00</b>

Contributions aux ECE	0,00
-----------------------	------

<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)</b>	<b>0,00</b>
Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
<b>Total dotations, reprises, transferts et autres</b>	<b>0,00</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (4)</b>	<b>0,00</b>
Résultat financier	0,00
<b>RESULTAT COURANT (5)</b>	<b>0,00</b>
Résultat spécifique	0,00
<b>RESULTAT NET (6)</b>	<b>0,00</b>

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

Libellés	Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
<b>Part régionale des ressources</b>						
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Part départementale des ressources</b>						
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Part communale des ressources</b>						
TFPB	89 895 000,00	3,58	4,41 %	0,00	3 964 370,00	3,58
TFPNB	2 202 000,00	3,50	5,79 %	0,00	127 496,00	3,50
CFE	52 915 000,00	4,65	2,00 %	0,00	1 058 300,00	4,65
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	7 297 000,00	-5,39	0,46 %	0,00	33 566,00	-5,39
<b>TOTAL</b>	<b>152 309 000,00</b>	<b>3,48</b>			<b>5 183 732,00</b>	<b>3,73</b>

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM**

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

**SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES**

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	<b>Total des dépenses réelles</b>	<b>0,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
	<b>Total des recettes réelles</b>	<b>0,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00
	<b>Total des recettes d'ordre</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le 
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024045-BF
<b>0,00</b>

RECETTES (1)	
Article (2)	Libellé (2)
<b>TOTAL GENERAL</b>	
	<b>0,00</b>

- (1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.
- (2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.
- (3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.
- (4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.



Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024045-BF



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>D5.1</b>

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024045-BF



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>D5.2</b>

Cet état ne contient pas d'information.

**V – ARRETE ET SIGNATURES****ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 47

Nombre de membres présents : 47

Nombre de suffrages exprimés : 46

VOTES :

Pour : 44

Contre : 0

Abstentions : 2

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par le Président (1),

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Délibéré par l'assemblée Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire(2), réunie en session Ordinaire  
A Pierrelatte, le 10/04/2024

Les membres de l'assemblée délibérante Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire (2),(3).

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	
M. ENTAT Romain	
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	
M. LOPEZ Antonio	
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	
M. PLANEL Jean Pierre	

**V – ARRETE ET SIGNATURES****ARRETE ET SIGNATURES**

M. POIGNET Richard	
M. PUEL Jean Marie	
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	

Certifié exécutoire par le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 17/04/2024, et de la publication le 18/04/2024

A Pierrelatte, le 12/04/2024



(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-046

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : BUDGET PRIMITIF 2024 – BUDGET GENERAL**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

#### Étaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Étaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier les dispositions financières et comptables ainsi que les articles R5211-13 et suivants, relatifs aux budgets des EPCI,

**Vu** l’instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux communes et aux EPCI,

**Vu** le débat d’orientation budgétaire pour l’année 2024 en date du 20 mars 2024,

**Vu** la Commission Finances en date du 26 Mars 2024,

**Vu** la Conférence des Maires en date du 27 Mars 2024,

Monsieur le Président présente au Conseil Communautaire le Budget Primitif du Budget Principal pour l’exercice 2024, dont les dépenses et les recettes s’équilibrent de la manière suivante :

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 011 – Charges à caractère général	2 644 794,38
Chapitre 012 – Charges de personnel	1 652 166,72
Chapitre 014 – Atténuation de produits	675 000,00
Chapitre 65 – Autres charges de gestion	2 484 541,11
Chapitre 66 – Charges Financières	19 543,38
Chapitre 67 – Charges exceptionnelles	500,00
Chapitre 68 – Dotations provisions semi-budgétaires	1 000,00
<i>Chapitre 042 - Opérations d'ordre de section à section</i>	<i>611 535,30</i>
<i>Chapitre 023 – Virement à la section d’investissement</i>	<i>6 000 000,00</i>
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>14 089 080,89</b>

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 013 – Atténuation de charges	10 300,00
Chapitre 70 – Produits des services	904 700,00
Chapitre 73 – Impôts et taxes	6 175 274,00
Chapitre 74 – Dotations et Participations	1 126 730,77
Chapitre 75 – Produits divers de gestion courante	150,00
Chapitre 78 – Reprise sur amortissements et provisions	3 620,00
<i>Chapitre 042 - Opérations d'ordre de section à section</i>	<i>338 143,33</i>
<i>R002 Résultat reporté</i>	<i>5 530 162,79</i>
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>14 089 080,89</b>

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles	2 340,00
Chapitre 204 – Subventions d'équipements versées	1 148 163,46
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles	5 607 600,45
Chapitre 16 – Emprunts et dettes	237 420,06
<i>Chapitre 040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>338 143,33</i>
<i>Restes à réaliser N-1</i>	<i>1 608 687,84</i>
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>8 942 355,14</b>

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 13 – Subventions d'investissement reçues	470 000,00
Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilés	0
Chapitre 10 – Dotations, fonds divers et réserves	620 879,30
<i>Chapitre 040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>611 535,30</i>
<i>Chapitre 021 – Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>6 000 000,00</i>
<i>R001 Résultat reporté</i>	<i>1 239 940,54</i>
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>8 942 355,14</b>

### PROPOSITION du PRESIDENT

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'ADOPTER** le budget primitif du budget principal 2024 au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **ADOPTE** le budget primitif du budget principal 2024 au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement.



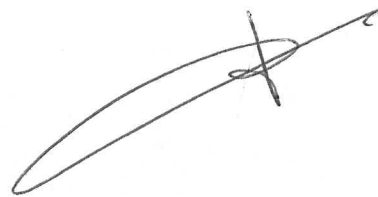
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.  
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

S<sup>2</sup>LOW

Communauté de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP - Communauté de Communes Drôme S

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024046-BF

V – ARRETE ET SIGNATURES

V

ARRETE ET SIGNATURES

A

Nombre de membres en exercice : 47

Nombre de membres présents : 38

Nombre de suffrages exprimés : 46

VOTES :

Pour : 46

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par Le Président (1).

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Délibéré par l'assemblée Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire(2), réunie en session Ordinaire

du conseil communautaire,

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Les membres de l'assemblée délibérante Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire (2),(3).

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	Proc. à l'Assemblée 
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	AROU 
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	Proc. à l'Assemblée 
M. ENTAT Romain	AROU 6. Proc. à l'Assemblée (AROU) 
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	Proc. à l'Assemblée GARIN 
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	Proc. à l'Assemblée LAPLANCHE 
M. LOPEZ Antonio	Proc. à l'Assemblée LOPEZ 
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

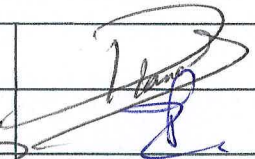

















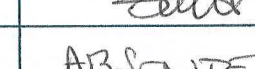
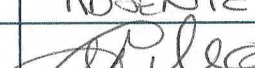
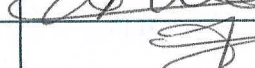
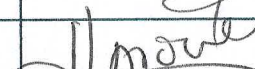



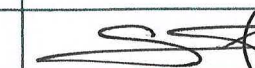

S<sup>2</sup>LOW

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024046-BF

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

A

M. PLANEL Jean Pierre	
M. POIGNET Richard	
M. PUEL Jean Marie	 Proc. à V. ALGER
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	ABSENTE
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	



<b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b>	
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>A</b>

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Pierrelatte, le 10/04/2024

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président »

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante du conseil régional de , de la Collectivité territoriale unique de , de la métropole de , du Conseil syndical de

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif

le Président,  
Jean Michel GARNIER

## Rapport d'analyse

**Identification du flux :** 2024- 026038- 407- 00- 01- -2024/4/12-12:37:29

Communauté de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP- Principal- 2024- Budget Principal

**Ce flux est associé à un pavé d'information(s) et/ou d'anomalie(s)**

### Anomalie(s) rencontrée(s) :

**Contrôle:** FCT\_ASPECT\_REGLEMENTAIRE\_NATURE - Veuillez vérifier les imputations budgétaires suivantes, présentes dans le flux mais inexistantes dans le plan de compte ou mal utilisées (dépense/recette, réel/ordre) :

**Règle fonctionnelle:** Les articles utilisés dans le flux doivent être présents dans le plan de compte règlementaire et leur utilisation (dépense/recette, réel/ordre) doit être correcte afin de pouvoir les rattacher à un chapitre.

34 erreurs

- Les lignes budgétaires avec la nature 13913 et utilisées en D (R=Recette, D=Dépense), en opération 1 (0=Réel ou mixte, 1=Ordre) et en 1 (1=Interieur d'une même section, 2=De section à section), doivent être corrigées.
- Les lignes budgétaires avec la nature 777 et utilisées en R (R=Recette, D=Dépense), en opération 1 (0=Réel ou mixte, 1=Ordre) et en 1 (1=Interieur d'une même section, 2=De section à section), doivent être corrigées.
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 2041631, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 2135, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 2182, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 2183, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 2184, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 28183, avec CodRD=D et OpBudg=1 (0 pour réel, 1 pour ordre) et TypOpBudg 2 (1 intérieur section, 2 entre section)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 28183, avec CodRD=R et OpBudg=1 (0 pour réel, 1 pour ordre) et TypOpBudg 2 (1 intérieur section, 2 entre section)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 6135, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 6226, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 6256, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 6257, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 64114, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 64134, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 6512, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 6531, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 6533, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 6534, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 65548, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)

- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 6574, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 73916, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 739223, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 1317, avec CodRD=R et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 28041631, avec CodRD=R et OpBudg=1 (0 pour réel, 1 pour ordre) et TypOpBudg 2 (1 intérieur section, 2 entre section)
- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 28051, avec CodRD=R et OpBudg=1 (0 pour réel, 1 pour ordre) et TypOpBudg 2 (1 intérieur section, 2 entre section)
- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 28135, avec CodRD=R et OpBudg=1 (0 pour réel, 1 pour ordre) et TypOpBudg 2 (1 intérieur section, 2 entre section)
- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 28182, avec CodRD=R et OpBudg=1 (0 pour réel, 1 pour ordre) et TypOpBudg 2 (1 intérieur section, 2 entre section)
- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 28184, avec CodRD=R et OpBudg=1 (0 pour réel, 1 pour ordre) et TypOpBudg 2 (1 intérieur section, 2 entre section)
- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 73216, avec CodRD=R et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 7362, avec CodRD=R et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 7382, avec CodRD=R et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 7477, avec CodRD=R et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non réglementaire 7478, avec CodRD=R et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**Communauté de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP : Communauté  
de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP (1)**

AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20004290100062

POSTE COMPTABLE : CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

**M. 57**

**Budget primitif**

**Voté par nature**

BUDGET : Principal (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

## II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

## III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	33
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	36
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	40

## IV - Annexes

### A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

### B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	42
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	43
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	47
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	48
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	49



B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	53
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	54
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	56
B3.1 - Etat des provisions constituées	57
B3.2 - Etalement des provisions	58
B4 - Etat des charges transférées	59
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	60
B6 - Prêts	61
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	62
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	63
B7.3 - Etat des emprunts garantis	64
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	65
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	66
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	67
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	68
B7.8 - Autres engagements donnés	69
B7.9 - Autres engagements reçus	70
B8 - Subventions versées	71
B9 - Etat du personnel	72
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	73
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	74
B11.2 - Liste des établissements publics créés	75
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	76
<b>C - Annexes budgétaires</b>	
C1.1 - Equilibre budgétaire	Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	Sans Objet
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet
<b>D - Autres éléments d'information</b>	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	78
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	79
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	80
D3 - Décisions en matière de taux	82
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	83
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	84
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	86
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	87
<b>V - Arrêté et signatures</b>	
A - Arrêté et signatures	88

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;  
*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

## I – INFORMATIONS GENERALES

### INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

#### Informations statistiques

	Valeurs
Population totale	44106

#### Informations fiscales (N-2)

	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	35666023,00

#### Informations financières – ratios

	Valeurs
1 Dépenses réelles de fonctionnement / population	169,53
2 Recettes réelles de fonctionnement / population	186,38
3 Dépenses d'équipement brut / population	127,19
4 Encours de dette / population (2) (3)	42,87
5 DGF / population	5,66
6 Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0,2209
7 Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0,9384
8 Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0,6824
9 Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,2300
10 Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0,0900

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1<sup>er</sup> janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,50 %
- Investissement : 7,50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	6 331 534,48	11 296 620,97	2 383 677,71	A1 7 348 764,20
<b>Investissement</b>	1 843 022,36	4 113 091,42	(3) -1 073 153,69	A2 1 196 915,37
<b>Fonctionnement</b>	4 488 512,12	7 183 529,55	(4) 3 456 831,40	A3 6 151 848,83

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde (B)		
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II 1 562 458,08	III + IV 0,00	B1	-1 562 458,08	
<b>Investissement</b>	I 1 562 458,08	III 0,00	B2	-1 562 458,08	
<b>Fonctionnement</b>	II 0,00	IV 0,00	B3	0,00	

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>	5 786 306,12
<b>Investissement</b>	<b>A2 + B2</b>	-365 542,71
<b>Fonctionnement</b>	<b>A3 + B3</b>	6 151 848,83

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES

#### DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(I) <b>1 562 458,08</b>
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	1 560 000,00
21	Immobilisations corporelles (3)	2 458,08
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(II) <b>0,00</b>
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES

#### DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(III) <b>0,00</b>
<b>018</b>	<b>RSA</b>	<b>0,00</b>
<b>024</b>	<b>Produits des cessions d'immobilisations</b>	<b>0,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement (reçues) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Cpte de liaison : affectation (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées (3) (5)</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participations et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières (3)</b>	<b>0,00</b>
<b>45</b>	<b>Chapitres d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(IV) <b>0,00</b>
<b>70</b>	<b>Prod. services, domaine, ventes diverses</b>	<b>0,00</b>
<b>73</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>0,00</b>
<b>731</b>	<b>Fiscalité locale</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Dotations et participations (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>016</b>	<b>APA</b>	<b>0,00</b>
<b>017</b>	<b>RSA / Régularisations de RMI</b>	<b>0,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits spécifiques (4)</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

S<sup>2</sup>LO

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS

		DEPENSES	RECETTES
<b>VOTE</b>	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	7 328 857,30	7 702 414,60
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	1 608 687,84	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 1 239 940,54
=		=	=
<b>Total de la section d'investissement (2)</b>		<b>8 937 545,14</b>	<b>8 942 355,14</b>
		DEPENSES	RECETTES
<b>VOTE</b>	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	14 089 080,89	8 554 108,10
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 5 530 162,79
=		=	=
<b>Total de la section de fonctionnement (3)</b>		<b>14 089 080,89</b>	<b>14 084 270,89</b>
<b>TOTAL DU BUDGET (4)</b>		<b>23 026 626,03</b>	<b>23 026 626,03</b>

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

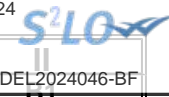
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

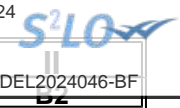
### PRESENTATION DES AP VOTEES

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>
<b>« AP de dépenses imprévues » (2)</b>		020	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.





<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	
<b>PRESENTATION DES AE VOTEES</b>	

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>

<b>« AE de dépenses imprévues » (2)</b>	022	0,00
---	-----	------

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	16 176,00	0,00	2 340,00	2 340,00	2 340,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	5 436 416,28	1 560 000,00	1 148 163,46	1 148 163,46	2 708 163,46
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	957 534,32	48 687,84	5 607 600,45	5 607 600,45	5 656 288,29
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>6 410 126,60</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>6 758 103,91</b>	<b>6 758 103,91</b>	<b>8 366 791,75</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	142 504,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	705 651,36	0,00	237 420,06	237 420,06	237 420,06
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>848 155,36</b>	<b>0,00</b>	<b>237 420,06</b>	<b>237 420,06</b>	<b>237 420,06</b>
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>7 258 281,96</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>6 995 523,97</b>	<b>6 995 523,97</b>	<b>8 604 211,81</b>

040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	889 546,00		333 333,33	333 333,33	333 333,33
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>889 546,00</b>		<b>333 333,33</b>	<b>333 333,33</b>	<b>333 333,33</b>

<b>TOTAL</b>	<b>8 147 827,96</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>7 328 857,30</b>	<b>7 328 857,30</b>	<b>8 937 545,14</b>
--------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>8 937 545,14</b>
---	---------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT

II

C1

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	142 000,00	0,00	470 000,00	470 000,00	470 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>142 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>470 000,00</b>	<b>470 000,00</b>	<b>470 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	20 700,00	0,00	252 132,00	252 132,00	252 132,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	6 850 174,32	0,00	368 747,30	368 747,30	368 747,30
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>6 870 874,32</b>	<b>0,00</b>	<b>620 879,30</b>	<b>620 879,30</b>	<b>620 879,30</b>
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>7 012 874,32</b>	<b>0,00</b>	<b>1 090 879,30</b>	<b>1 090 879,30</b>	<b>1 090 879,30</b>

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	4 947 446,91		6 000 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	1 077 597,58		611 535,30	611 535,30	611 535,30
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>6 025 044,49</b>		<b>6 611 535,30</b>	<b>6 611 535,30</b>	<b>6 611 535,30</b>

<b>TOTAL</b>	<b>13 037 918,81</b>	<b>0,00</b>	<b>7 702 414,60</b>	<b>7 702 414,60</b>	<b>7 702 414,60</b>
--------------	----------------------	-------------	---------------------	---------------------	---------------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>1 239 940,54</b>
--	---------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>8 942 355,14</b>
---	---------------------

#### Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR  
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

**6 278 201,97**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et



réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	5 133 243,24	0,00	2 644 794,38	2 644 794,38	2 644 794,38
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 899 253,06	0,00	1 652 166,72	1 652 166,72	1 652 166,72
014	Atténuations de produits	50 910,00	0,00	675 000,00	675 000,00	675 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	2 643 456,44	0,00	2 484 541,11	2 484 541,11	2 484 541,11
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>10 726 862,74</b>	<b>0,00</b>	<b>7 456 502,21</b>	<b>7 456 502,21</b>	<b>7 456 502,21</b>
66	Charges financières	66 200,10	0,00	19 543,38	19 543,38	19 543,38
67	Charges spécifiques (3)	2 400,00	0,00	500,00	500,00	500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	7 240,20		1 000,00	1 000,00	1 000,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>10 802 703,04</b>	<b>0,00</b>	<b>7 477 545,59</b>	<b>7 477 545,59</b>	<b>7 477 545,59</b>

023	Virement à la section d'investissement (4)	4 947 446,91		6 000 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	1 351 809,94		611 535,30	611 535,30	611 535,30
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>6 299 256,85</b>		<b>6 611 535,30</b>	<b>6 611 535,30</b>	<b>6 611 535,30</b>

<b>TOTAL</b>	<b>17 101 959,89</b>	<b>0,00</b>	<b>14 089 080,89</b>	<b>14 089 080,89</b>	<b>14 089 080,89</b>
--------------	----------------------	-------------	----------------------	----------------------	----------------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>14 089 080,89</b>
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

II

C2

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	13 600,00	0,00	10 300,00	10 300,00	10 300,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 473 500,00	0,00	904 700,00	904 700,00	904 700,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	707 616,00	707 616,00	707 616,00
731	Fiscalité locale	9 983 792,60	0,00	5 467 658,00	5 467 658,00	5 467 658,00
74	Dotations et participations (3)	1 686 984,00	0,00	1 126 730,77	1 126 730,77	1 126 730,77
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	150,00	150,00	150,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>15 157 876,60</b>	<b>0,00</b>	<b>8 217 154,77</b>	<b>8 217 154,77</b>	<b>8 217 154,77</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		3 620,00	3 620,00	3 620,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>15 157 876,60</b>	<b>0,00</b>	<b>8 220 774,77</b>	<b>8 220 774,77</b>	<b>8 220 774,77</b>

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	889 846,00		333 333,33	333 333,33	333 333,33
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>889 846,00</b>		<b>333 333,33</b>	<b>333 333,33</b>	<b>333 333,33</b>

<b>TOTAL</b>	<b>16 047 722,60</b>	<b>0,00</b>	<b>8 554 108,10</b>	<b>8 554 108,10</b>	<b>8 554 108,10</b>
--------------	----------------------	-------------	---------------------	---------------------	---------------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>5 530 162,79</b>
---	---------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>14 084 270,89</b>
--	----------------------

#### Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)</b>	<b>6 278 201,97</b>
---	---------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4)  $DF\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RF\ 042$  ;  $RI\ 040 = DF\ 042$  ;  $DF\ 043 = RF\ 043$ .

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération  $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – DEPENSES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	4 810,00	4 810,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	237 420,06	0,00	237 420,06
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	2 340,00	0,00	2 340,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	2 708 163,46	0,00	2 708 163,46
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	5 656 288,29	0,00	5 656 288,29
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		333 333,33	333 333,33
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>8 604 211,81</b>	<b>333 333,33</b>	<b>8 937 545,14</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>8 937 545,14</b>
---	---------------------

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	2 644 794,38		2 644 794,38
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	1 652 166,72		1 652 166,72
014	Atténuations de produits	675 000,00		675 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	2 484 541,11	0,00	2 484 541,11
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	19 543,38	0,00	19 543,38
67	Charges spécifiques (9)	500,00	0,00	500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	1 000,00	278 201,97	279 201,97
71	Production stockée (ou déstockage)		333 333,33	333 333,33
023	Virement à la section d'investissement		6 000 000,00	6 000 000,00
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>7 477 545,59</b>	<b>6 611 535,30</b>	<b>14 089 080,89</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>14 089 080,89</b>
--	----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.



- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – RECETTES

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	252 132,00	0,00	252 132,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	470 000,00	0,00	470 000,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (7)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		278 201,97	278 201,97
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		333 333,33	333 333,33
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		6 000 000,00	6 000 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>722 132,00</b>	<b>6 611 535,30</b>	<b>7 333 667,30</b>

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

8 942 355,14

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	10 300,00		10 300,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	904 700,00		904 700,00
71	Production stockée (ou déstockage)		333 333,33	333 333,33
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	707 616,00		707 616,00
731	Fiscalité locale	5 467 658,00		5 467 658,00
74	Dotations et participations (8)	1 126 730,77		1 126 730,77
75	Autres produits de gestion courante (8)	150,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	4 810,00	4 810,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	3 620,00	0,00	3 620,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>8 220 774,77</b>	<b>333 333,33</b>	<b>8 554 108,10</b>

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

14 084 270,89

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

## DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>8 147 827,96</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>0,00</b>	<b>7 328 857,30</b>	<b>7 328 857,30</b>	<b>0,00</b>	<b>7 328 857,30</b>	<b>8 937 545,14</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	16 176,00	0,00	0,00	2 340,00	2 340,00	0,00	2 340,00	2 340,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	5 436 416,28	1 560 000,00	0,00	1 148 163,46	1 148 163,46	0,00	1 148 163,46	2 708 163,46
21	Immobilisations corporelles	957 534,32	48 687,84	0,00	5 607 600,45	5 607 600,45	0,00	5 607 600,45	5 656 288,29
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>6 410 126,60</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>0,00</b>	<b>6 758 103,91</b>	<b>6 758 103,91</b>	<b>0,00</b>	<b>6 758 103,91</b>	<b>8 366 791,75</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	142 504,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	705 651,36	0,00		237 420,06	237 420,06		237 420,06	237 420,06
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>848 155,36</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>237 420,06</b>	<b>237 420,06</b>	<b>0,00</b>	<b>237 420,06</b>	<b>237 420,06</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>7 258 281,96</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>0,00</b>	<b>6 995 523,97</b>	<b>6 995 523,97</b>	<b>0,00</b>	<b>6 995 523,97</b>	<b>8 604 211,81</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	889 546,00			333 333,33	333 333,33		333 333,33	333 333,33
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>889 546,00</b>			<b>333 333,33</b>	<b>333 333,33</b>		<b>333 333,33</b>	<b>333 333,33</b>

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)

0,00

Total des dépenses d'investissement cumulées

8 937 545,14

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024046-BF

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

A

## RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>6 187 744,49</b>	<b>0,00</b>	<b>7 333 667,30</b>	<b>7 333 667,30</b>	<b>7 333 667,30</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	142 000,00	0,00	470 000,00	470 000,00	470 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>142 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>470 000,00</b>	<b>470 000,00</b>	<b>470 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	20 700,00	0,00	252 132,00	252 132,00	252 132,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>20 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>252 132,00</b>	<b>252 132,00</b>	<b>252 132,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>162 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>722 132,00</b>	<b>722 132,00</b>	<b>722 132,00</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	4 947 446,91		6 000 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	1 077 597,58		611 535,30	611 535,30	611 535,30
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>6 025 044,49</b>		<b>6 611 535,30</b>	<b>6 611 535,30</b>	<b>6 611 535,30</b>

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7) 1 239 940,54

Affectation au compte 1068 (8) 368 747,30

Total des recettes d'investissement cumulées 8 942 355,14

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

- (2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
- (4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024046-BF



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>8 147 827,96</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>0,00</b>	<b>7 328 857,30</b>	<b>7 328 857,30</b>	<b>0,00</b>	<b>7 328 857,30</b>	<b>8 937 545,14</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	16 176,00	0,00	0,00	2 340,00	2 340,00	0,00	2 340,00	2 340,00
2051	Concessions, droits similaires	16 176,00	0,00		2 340,00	2 340,00	0,00	2 340,00	2 340,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	5 436 416,28	1 560 000,00	0,00	1 148 163,46	1 148 163,46	0,00	1 148 163,46	2 708 163,46
204123	Subv.Régions : Projet infrastructure	0,00	0,00		200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	731 416,28	0,00		613 163,46	613 163,46	0,00	613 163,46	613 163,46
20415331	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		250 000,00	250 000,00	0,00	250 000,00	250 000,00
2041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	4 680 000,00	1 560 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1 560 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	25 000,00	0,00		55 000,00	55 000,00	0,00	55 000,00	55 000,00
21	Immobilisations corporelles	957 534,32	48 687,84	0,00	5 607 600,45	5 607 600,45	0,00	5 607 600,45	5 656 288,29
2111	Terrains nus	500 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00		260 000,00	260 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00		4 896 060,45	4 896 060,45	0,00	4 896 060,45	4 896 060,45
21533	Réseaux câblés	400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel ferroviaire	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	100 000,00	0,00		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
21712	Terrains de voirie (mise à dispo)	300 000,00	0,00		200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	46 229,76		75 000,00	75 000,00	0,00	75 000,00	121 229,76
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00		58 000,00	58 000,00	0,00	58 000,00	58 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00		12 840,00	12 840,00	0,00	12 840,00	12 840,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00		7 700,00	7 700,00	0,00	7 700,00	7 700,00
2188	Autres immobilisations corporelles	17 134,32	2 458,08		90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00	92 458,08
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Publié le information Crédits gérés hors AP ID : 026-200042901-20240410-DEL2024046-BF	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>6 410 126,60</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>0,00</b>	<b>6 758 103,91</b>	<b>6 758 103,91</b>	<b>0,00</b>	<b>6 758 103,91</b>	<b>8 366 791,75</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	142 504,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	142 504,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	705 651,36	0,00		237 420,06	237 420,06		237 420,06	237 420,06
1641	Emprunts en euros	705 651,36	0,00		237 420,06	237 420,06		237 420,06	237 420,06
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>848 155,36</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>237 420,06</b>	<b>237 420,06</b>	<b>0,00</b>	<b>237 420,06</b>	<b>237 420,06</b>
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>7 258 281,96</b>	<b>1 608 687,84</b>	<b>0,00</b>	<b>6 995 523,97</b>	<b>6 995 523,97</b>	<b>0,00</b>	<b>6 995 523,97</b>	<b>8 604 211,81</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (6)	889 546,00			333 333,33	333 333,33		333 333,33	333 333,33
	Reprise sur autofinancement antérieur	400,00			0,00	0,00		0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	400,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (7)	889 146,00			333 333,33	333 333,33		333 333,33	333 333,33
3555	Terrains aménagés	889 146,00			333 333,33	333 333,33		333 333,33	333 333,33
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>889 546,00</b>			<b>333 333,33</b>	<b>333 333,33</b>		<b>333 333,33</b>	<b>333 333,33</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.



- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024046-BF

**III – VOTE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT****Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement**

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
<b>TOTAL</b>			<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.



**III – VOTE DU BUDGET**

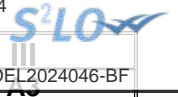
**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQU**

Cet état ne contient pas d'information.

### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIL

Cet état ne contient pas d'information.



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>6 187 744,49</b>	<b>0,00</b>	<b>7 333 667,30</b>	<b>7 333 667,30</b>	<b>7 333 667,30</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	142 000,00	0,00	470 000,00	470 000,00	470 000,00
1313	Subv. transf. Départements	140 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
13173	Subv. transf. FEADER	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	2 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>142 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>470 000,00</b>	<b>470 000,00</b>	<b>470 000,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	20 700,00	0,00	252 132,00	252 132,00	252 132,00
10222	FCTVA	20 700,00	0,00	252 132,00	252 132,00	252 132,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>20 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>252 132,00</b>	<b>252 132,00</b>	<b>252 132,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>162 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>722 132,00</b>	<b>722 132,00</b>	<b>722 132,00</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	4 947 446,91		6 000 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	1 077 597,58		611 535,30	611 535,30	611 535,30
2804123	Subv. Régions : Projet infrastructure	134 700,00		0,00	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00		24 380,00	24 380,00	24 380,00
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00		20 865,00	20 865,00	20 865,00
28041583	Autres grpts-Proj infrastruct Int nation	0,00		160 700,00	160 700,00	160 700,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	332,00		166,00	166,00	166,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00		804,52	804,52	804,52
281351	Bâtiments publics	0,00		6 264,80	6 264,80	6 264,80
28145	Construct° sol autrui - Installat° généré.	2 012,00		1 006,00	1 006,00	1 006,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	1 390,72		385,28	385,28	385,28
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	41 823,06		20 117,00	20 117,00	20 117,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote	Publié le	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II		III = I + II
281735	Installations générales (m. à dispo)	6 626,00		3 313,00	3 313,00		3 313,00
28181	Installations générales, aménagt divers	480,00		240,00	240,00		240,00
281828	Autres matériels de transport	0,00		12 793,00	12 793,00		12 793,00
281838	Autre matériel informatique	0,00		18 864,70	18 864,70		18 864,70
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00		5 717,27	5 717,27		5 717,27
28185	Matériel de téléphonie	0,00		2 450,40	2 450,40		2 450,40
28188	Autres immo. corporelles	1 087,80		135,00	135,00		135,00
3555	Terrains aménagés	889 146,00		333 333,33	333 333,33		333 333,33
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00		0,00	0,00		0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>6 025 044,49</b>		<b>6 611 535,30</b>	<b>6 611 535,30</b>		<b>6 611 535,30</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

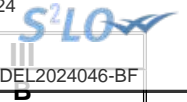
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

#### DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>17 101 959,89</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 089 080,89</b>	<b>14 089 080,89</b>	<b>0,00</b>	<b>14 089 080,89</b>	<b>14 089 080,89</b>
011	Charges à caractère général (3)	5 133 243,24	0,00	0,00	2 644 794,38	2 644 794,38	0,00	2 644 794,38	2 644 794,38
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 899 253,06	0,00		1 652 166,72	1 652 166,72		1 652 166,72	1 652 166,72
014	Atténuations de produits	50 910,00	0,00		675 000,00	675 000,00		675 000,00	675 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	2 643 456,44	0,00	0,00	2 484 541,11	2 484 541,11	0,00	2 484 541,11	2 484 541,11
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>10 726 862,74</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 456 502,21</b>	<b>7 456 502,21</b>	<b>0,00</b>	<b>7 456 502,21</b>	<b>7 456 502,21</b>
66	Charges financières	66 200,10	0,00		19 543,38	19 543,38		19 543,38	19 543,38
67	Charges spécifiques (3)	2 400,00	0,00		500,00	500,00		500,00	500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	7 240,20			1 000,00	1 000,00		1 000,00	1 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>75 840,30</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 043,38</b>	<b>21 043,38</b>		<b>21 043,38</b>	<b>21 043,38</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>10 802 703,04</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 477 545,59</b>	<b>7 477 545,59</b>	<b>0,00</b>	<b>7 477 545,59</b>	<b>7 477 545,59</b>
023	Virement à la section d'investissement	4 947 446,91			6 000 000,00	6 000 000,00		6 000 000,00	6 000 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	1 351 809,94			611 535,30	611 535,30		611 535,30	611 535,30
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>6 299 256,85</b>			<b>6 611 535,30</b>	<b>6 611 535,30</b>		<b>6 611 535,30</b>	<b>6 611 535,30</b>
<b>D002 Résultat reporté ou anticipé (5)</b>									<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses de fonctionnement cumulées</b>									<b>14 089 080,89</b>

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024046-BF



**III – VOTE DU BUDGET****SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE****III****B****RECETTES**

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>16 047 722,60</b>	<b>0,00</b>	<b>8 554 108,10</b>	<b>8 554 108,10</b>	<b>8 554 108,10</b>
013	Atténuations de charges (2)	13 600,00	0,00	10 300,00	10 300,00	10 300,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 473 500,00	0,00	904 700,00	904 700,00	904 700,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	707 616,00	707 616,00	707 616,00
731	Fiscalité locale	9 983 792,60	0,00	5 467 658,00	5 467 658,00	5 467 658,00
74	Dotations et participations (2)	1 686 984,00	0,00	1 126 730,77	1 126 730,77	1 126 730,77
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	150,00	150,00	150,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>15 157 876,60</b>	<b>0,00</b>	<b>8 217 154,77</b>	<b>8 217 154,77</b>	<b>8 217 154,77</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		3 620,00	3 620,00	3 620,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 620,00</b>	<b>3 620,00</b>	<b>3 620,00</b>
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>15 157 876,60</b>	<b>0,00</b>	<b>8 220 774,77</b>	<b>8 220 774,77</b>	<b>8 220 774,77</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	889 846,00		333 333,33	333 333,33	333 333,33
043	Opérations ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>889 846,00</b>		<b>333 333,33</b>	<b>333 333,33</b>	<b>333 333,33</b>

**R002 Résultat reporté ou anticipé (7)****5 530 162,79****Total des recettes de fonctionnement cumulées****14 084 270,89**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.



## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>17 101 959,89</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 089 080,89</b>	<b>14 089 080,89</b>	<b>0,00</b>	<b>14 089 080,89</b>	<b>14 089 080,89</b>
011	Charges à caractère général (4)	5 133 243,24	0,00	0,00	2 644 794,38	2 644 794,38	0,00	2 644 794,38	2 644 794,38
6015	Terrains à aménager	1 066 976,00	0,00		200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
60611	Eau et assainissement	3 000,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
60612	Energie - Electricité	109 193,84	0,00		43 975,00	43 975,00	0,00	43 975,00	43 975,00
60622	Carburants	6 400,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
60623	Alimentation	12 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	25 880,40	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	800,00	0,00		300,00	300,00	0,00	300,00	300,00
6064	Fournitures administratives	24 000,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
6068	Autres matières et fournitures	100,00	0,00		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00
611	Contrats de prestations de services	261 312,00	0,00		128 280,00	128 280,00	0,00	128 280,00	128 280,00
6132	Locations immobilières	166 002,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
61358	Autres	0,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	9 000,00	0,00		28 000,00	28 000,00	0,00	28 000,00	28 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
61551	Entretien matériel roulant	4 000,00	0,00		2 100,00	2 100,00	0,00	2 100,00	2 100,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	200,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
6156	Maintenance	202 200,00	0,00		38 899,00	38 899,00	0,00	38 899,00	38 899,00
6161	Multirisques	42 932,00	0,00		22 000,00	22 000,00	0,00	22 000,00	22 000,00
6168	Autres primes d'assurance	1 200,00	0,00		870,00	870,00	0,00	870,00	870,00
617	Etudes et recherches	996 100,00	0,00		247 900,00	247 900,00	0,00	247 900,00	247 900,00
6182	Documentation générale et technique	35 300,00	0,00		29 000,00	29 000,00	0,00	29 000,00	29 000,00
6184	Versements à des organismes de formation	8 000,00	0,00		16 496,00	16 496,00	0,00	16 496,00	16 496,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	4 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6188	Autres frais divers	1 164 000,00	0,00		1 386 761,38	1 386 761,38	0,00	1 386 761,38	1 386 761,38
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	4 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6228	Divers	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	Vote) III = I + II
			I						
6231	Annonces et insertions	6 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	6 000,00	0,00		6 232,00	6 232,00	0,00	6 232,00	6 232,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00		4 500,00	4 500,00	0,00	4 500,00	4 500,00
6234	Réceptions	0,00	0,00		8 300,00	8 300,00	0,00	8 300,00	8 300,00
6236	Catalogues et imprimés	63 000,00	0,00		45 798,00	45 798,00	0,00	45 798,00	45 798,00
6237	Publications	32 044,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	272,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6248	Divers	2 400,00	0,00		10 920,00	10 920,00	0,00	10 920,00	10 920,00
6251	Voyages, déplacements et missions	16 000,00	0,00		14 000,00	14 000,00	0,00	14 000,00	14 000,00
6261	Frais d'affranchissement	18 000,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
6262	Frais de télécommunications	80 000,00	0,00		26 300,00	26 300,00	0,00	26 300,00	26 300,00
627	Services bancaires et assimilés	600,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6281	Concours divers (cotisations)	14 600,00	0,00		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
6282	Frais de gardiennage	5 400,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	31 200,00	0,00		42 000,00	42 000,00	0,00	42 000,00	42 000,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	672 531,00	0,00		215 727,00	215 727,00	0,00	215 727,00	215 727,00
62878	Remb. frais à des tiers	27 000,00	0,00		936,00	936,00	0,00	936,00	936,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	2 899 253,06	0,00		1 652 166,72	1 652 166,72		1 652 166,72	1 652 166,72
6217	Personnel affecté par la commune du GFP	13 859,76	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 614,14	0,00		900,00	900,00		900,00	900,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	31 083,18	0,00		18 500,00	18 500,00		18 500,00	18 500,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 208 715,92	0,00		580 000,00	580 000,00		580 000,00	580 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	31 896,94	0,00		6 000,00	6 000,00		6 000,00	6 000,00
64113	NBI	0,00	0,00		13 812,00	13 812,00		13 812,00	13 812,00
64118	Autres indemnités	447 586,48	0,00		230 000,00	230 000,00		230 000,00	230 000,00
64131	Rémunérations	348 826,30	0,00		313 610,00	313 610,00		313 610,00	313 610,00
6417	Rémunérations des apprentis	25 024,56	0,00		5 100,00	5 100,00		5 100,00	5 100,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	289 888,44	0,00		195 000,00	195 000,00		195 000,00	195 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	412 662,66	0,00		220 000,00	220 000,00		220 000,00	220 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	13 340,28	0,00		12 600,00	12 600,00		12 600,00	12 600,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	51 754,40	0,00		36 574,72	36 574,72		36 574,72	36 574,72
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	2 000,00	0,00		500,00	500,00		500,00	500,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	16 000,00	0,00		9 250,00	9 250,00		9 250,00	9 250,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	4 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00	2 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	Vote) III = I + II
			I						
6488	Autres	1 000,00	0,00		8 320,00	8 320,00		8 320,00	8 320,00
014	Atténuations de produits	50 910,00	0,00		675 000,00	675 000,00		675 000,00	675 000,00
739115	Prél contrib redress finances publiques	0,00	0,00		75 000,00	75 000,00		75 000,00	75 000,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00		575 000,00	575 000,00		575 000,00	575 000,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	50 910,00	0,00		25 000,00	25 000,00		25 000,00	25 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	2 643 456,44	0,00	0,00	2 484 541,11	2 484 541,11	0,00	2 484 541,11	2 484 541,11
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00		120 000,00	120 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00		7 200,00	7 200,00	0,00	7 200,00	7 200,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
65315	Formation	0,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6542	Créances éteintes	36 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
65541	Compens. versée Région (loi NOTRe)	16 896,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00		87 928,50	87 928,50	0,00	87 928,50	87 928,50
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	2 590 556,44	0,00		1 448 612,01	1 448 612,01	0,00	1 448 612,01	1 448 612,01
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00		60 211,20	60 211,20	0,00	60 211,20	60 211,20
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00		694 799,40	694 799,40	0,00	694 799,40	694 799,40
65811	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00		57 290,00	57 290,00	0,00	57 290,00	57 290,00
65888	Autres	4,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>10 726 862,74</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 456 502,21</b>	<b>7 456 502,21</b>	<b>0,00</b>	<b>7 456 502,21</b>	<b>7 456 502,21</b>
66	Charges financières	66 200,10	0,00		19 543,38	19 543,38		19 543,38	19 543,38
66111	Intérêts réglés à l'échéance	70 305,75	0,00		20 925,48	20 925,48		20 925,48	20 925,48
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-4 105,65	0,00		-1 382,10	-1 382,10		-1 382,10	-1 382,10
67	Charges spécifiques (4)	2 400,00	0,00		500,00	500,00		500,00	500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 400,00	0,00		500,00	500,00		500,00	500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	7 240,20			1 000,00	1 000,00		1 000,00	1 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	7 240,20			1 000,00	1 000,00		1 000,00	1 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	Vote)  III = I + II
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des charges financières et spécifiques</b>		<b>75 840,30</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>21 043,38</b>	<b>21 043,38</b>		<b>21 043,38</b>	<b>21 043,38</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>10 802 703,04</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7 477 545,59</b>	<b>7 477 545,59</b>	<b>0,00</b>	<b>7 477 545,59</b>	<b>7 477 545,59</b>
023	Virement à la section d'investissement	4 947 446,91			6 000 000,00	6 000 000,00		6 000 000,00	6 000 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	1 351 809,94			611 535,30	611 535,30		611 535,30	611 535,30
6811	Dot. amort. immos incorporelles	462 663,94			278 201,97	278 201,97		278 201,97	278 201,97
71355	Variat° stocks terrains aménagés	889 146,00			333 333,33	333 333,33		333 333,33	333 333,33
043	Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>6 299 256,85</b>			<b>6 611 535,30</b>	<b>6 611 535,30</b>		<b>6 611 535,30</b>	<b>6 611 535,30</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)**

Montant des ICNE de l'exercice	9 034,87
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-10 416,97
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-1 382,10

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

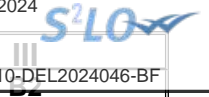
(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>16 047 722,60</b>	<b>0,00</b>	<b>8 554 108,10</b>	<b>8 554 108,10</b>	<b>8 554 108,10</b>
013	Atténuations de charges (3)	13 600,00	0,00	10 300,00	10 300,00	10 300,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	13 600,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	300,00	300,00	300,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 473 500,00	0,00	904 700,00	904 700,00	904 700,00
7015	Ventes de terrains aménagés	1 066 976,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	2 068 000,00	0,00	514 200,00	514 200,00	514 200,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	37 624,00	0,00	38 000,00	38 000,00	38 000,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	300 900,00	0,00	152 500,00	152 500,00	152 500,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	707 616,00	707 616,00	707 616,00
73215	Reversements conventionnels de fiscalité	0,00	0,00	532 226,00	532 226,00	532 226,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	0,00	0,00	175 390,00	175 390,00	175 390,00
731	Fiscalité locale	9 983 792,60	0,00	5 467 658,00	5 467 658,00	5 467 658,00
73111	Impôts directs locaux	9 959 322,60	0,00	5 180 112,00	5 180 112,00	5 180 112,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	24 470,00	0,00	12 546,00	12 546,00	12 546,00
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	0,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	1 686 984,00	0,00	1 126 730,77	1 126 730,77	1 126 730,77
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	0,00	0,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
74124	Régularisation de l'exercice écoulé	465 502,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	135 850,00	0,00	178 898,00	178 898,00	178 898,00
7472	Participation régions	15 600,00	0,00	30 168,00	30 168,00	30 168,00
7473	Participation départements	20 700,00	0,00	28 067,00	28 067,00	28 067,00
74773	Participation FEADER	0,00	0,00	38 992,98	38 992,98	38 992,98
74778	Autres fonds européens	0,00	0,00	9 262,79	9 262,79	9 262,79
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	0,00	0,00	589 342,00	589 342,00	589 342,00
74834	Etat-Compens.exonération taxe habitation	1 049 332,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	150,00	150,00	150,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	150,00	150,00	150,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>15 157 876,60</b>	<b>0,00</b>	<b>8 217 154,77</b>	<b>8 217 154,77</b>	<b>8 217 154,77</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Publié l'assemblée II	Total III = I + II
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		3 620,00	3 620,00	3 620,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		3 620,00	3 620,00	3 620,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>15 157 876,60</b>	<b>0,00</b>	<b>8 220 774,77</b>	<b>8 220 774,77</b>	<b>8 220 774,77</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	889 846,00		333 333,33	333 333,33	333 333,33
71355	Variat° stocks terrains aménagés	889 146,00		333 333,33	333 333,33	333 333,33
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	700,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>889 846,00</b>		<b>333 333,33</b>	<b>333 333,33</b>	<b>333 333,33</b>

### Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

### Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

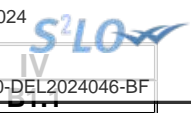
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE**

**B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
<b>519 Crédits de trésorerie (Total)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.





## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					3 687 800,00									
1641 Emprunts en euros (total)					3 687 800,00									
2- FIBRE OPTIQUE	Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche	09/11/2016		25/05/2017	3 261 000,00	F		1,034	1,034	EUR	A	P	N	A-1
4- n°1127623	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMEN	30/01/2019		01/08/2019	426 800,00	F		1,480	1,480	EUR	T	C	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									



Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat											dité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)		
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise							
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel								
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00												
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00												
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00												
1687 Autres dettes (total)					0,00												
<b>Total général</b>					<b>3 687 800,00</b>												

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

## B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		1 890 879,16					237 420,06	20 925,48	0,00	9 034,87
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 890 879,16					237 420,06	20 925,48	0,00	9 034,87
2- FIBRE OPTIQUE	N	0,00	A-1	1 560 109,16	7,98	F		1,034	216 080,06	16 069,12	0,00	8 267,65
4- n°1127623	N	0,00	A-1	330 770,00	15,58	F		1,480	21 340,00	4 856,36	0,00	767,22
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>1 890 879,16</b>					<b>237 420,06</b>	<b>20 925,48</b>	<b>0,00</b>	<b>9 034,87</b>

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

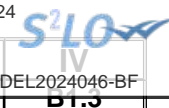
(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

B1.3

**B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

## B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 890 879,16	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

## B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV  
B1.5

## B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
<b>Total</b>						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME****B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)**

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dettes en capital à l'origine (2)	Dettes en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)</u>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES****B1.7 – AUTRES DETTES****(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)**

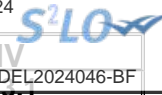
<b>LIBELLES</b>	<b>Montant initial de la dette</b>	<b>Dépenses de l'exercice</b>	<b>Dettes restantes</b>
Autres dettes à long ou moyen terme (sans réception de fonds)	0,00	0,00	0,00
Dettes pour location - acquisitions	0,00	0,00	0,00
Dettes pour location - ventes	0,00	0,00	0,00
Dettes pour souscription au capital d'une SEM	0,00	0,00	0,00
Dettes pour subventions d'équipement à verser en annuités	0,00	0,00	0,00
Dettes pour travaux devant être réglées en plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00

## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	<b>Biens de faible valeur</b> - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500,00 €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Autres agencements et aménagement divers	5	20/03/2024
L	Autres immobilisations corporelles	5	20/03/2024
L	Autres immobilisations incorporelles	5	20/03/2024
L	Autres installations, gros outillages	10	20/03/2024
L	Autres matériels techniques et outillages	5	20/03/2024
L	Constructions de bâtiments publics, administratifs	30	20/03/2024
L	Frais d'étude non suivi de travaux	5	20/03/2024
L	Frais d'études	5	20/03/2024
L	Frais d'insertion dans la presse	5	20/03/2024
L	Frais de recherche et dév : si échec	1	20/03/2024
L	Frais de recherche et dév. : si réussite	5	20/03/2024
L	Installation de voirie	10	20/03/2024
L	Installations générales, aménagements des bâtiment	10	20/03/2024
L	Installations mat outil. techn. réseaux et autres	30	20/03/2024
L	Logiciels- concessions -droit- licences	2	20/03/2024
L	Matériel de bureau	5	20/03/2024
L	Matériel et outillage incendie, défense civile	5	20/03/2024
L	Matériels informatiques	5	20/03/2024
L	Mobiliers	10	20/03/2024
L	Petits équipements et petits matériels	5	20/03/2024
L	Réseaux câblés, téléphonie	15	20/03/2024
L	Subvention équip biens immob	30	20/03/2024
L	Subvention équip biens mobiliers	5	20/03/2024
L	Subvention équip. projets infrastructures	40	20/03/2024
L	Téléphonie	5	20/03/2024
L	véhicule utilitaire, fourgonnette	7	20/03/2024
L	véhicules industriels lourds	10	20/03/2024
L	Véhicules légers	5	20/03/2024



## IV – ANNEXES

### ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

#### PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
<b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)</b>						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des provisions semi-budgétaires</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PROVISIONS BUDGETAIRES (2)</b>						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des provisions budgétaires</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le 18/04/2024  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024046-BF

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises D	Solde E = C - D
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

S<sup>2</sup>LO

IV

**IV – ANNEXES**  
**ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS**

**B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)**

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
------------------------	-------	--	-------	---	---	--------------------------------

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES****ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS****CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)**

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.





**IV – ANNEXES**  
**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS**

**Prêts (compte 274)**

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
<b>Assortis d'intérêts (total)</b>		<b>1 890 879,16</b>	<b>237 420,06</b>	<b>20 925,48</b>	<b>9 034,87</b>
Caisse d'Epargne	09/11/2016	1 560 109,16	216 080,06	16 069,12	8 267,65
Caisse française de financement	30/01/2019	330 770,00	21 340,00	4 856,36	767,22
<b>Non assortis d'intérêts (total)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		

S<sup>2</sup>LO

IV

**IV – ANNEXES**  
**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN**

**ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES**

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
<b>8015</b>	<b>Emprunts garantis (1)</b>	0,00	0,00	
<b>8016</b>	<b>Contrats de crédit-bail (2)</b>	0,00	0,00	0,00
<b>8017</b>	<b>Subvention à verser en annuité (3)</b>	0,00	0,00	0,00
<b>8018</b>	<b>Autres engagements donnés</b>			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

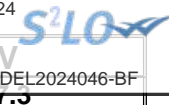
(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)**

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
<b>8026</b>	<b>Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)</b>	0,00	0,00	0,00
<b>8027</b>	<b>Subvention à recevoir par annuité</b>	0,00	0,00	0,00
<b>8028</b>	<b>Autres engagements reçus</b>			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.



### IV – ANNEXES

### ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>										<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

**IV – ANNEXES**  
**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN**

**CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	258 345,54
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
<b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>	<b>I = A + B + C - D</b>	<b>258 345,54</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>II</b>	<b>8 220 774,77</b>
<b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)</b>	<b>I / II</b>	<b>3,14</b>

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

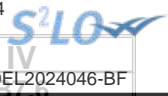
(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)**

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'origine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.



## IV – ANNEXES

### ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
<b>Marchés de partenariat (1)</b>													
<b>SOUS-TOTAL</b>							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)</b>													
<b>SOUS-TOTAL</b>							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>							<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE****Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale**

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.



**IV – ANNEXES**  
**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN**

**ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
<b>TOTAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>8017 Subventions à verser en annuités</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>8018 Autres engagements donnés</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Au profit d'organismes publics</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Au profit d'organismes privés (1)</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Engagements liés à des délégations de service public</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;

- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;

- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;

- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;

- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
<b>TOTAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)				0,00	0,00	0,00
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00

**IV – ANNEXES**  
**ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES**

**SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
<b>INVESTISSEMENT (total)</b>					<b>0,00</b>
<b>FONCTIONNEMENT (total)</b>					<b>645 273,19</b>
6574	N°1 ATOUT TRICASTIN		ATOUT TRICASTIN	Association	19 350,90
6574	N°1 AURA Entreprises		AURA ENTREPRISES ASSOCIATION	Association	100,00
6574	N°1 La Drôme Provençale		DESTINATION DROME PROVENCALE	Association	13 975,65
6574	N°1 Initiative Seuil de Provence		INITIATIVE SEUIL DE PROVENCE	Association	32 251,50
6574	N°1 Mission Locale Drôme Provençale		MISSION LOCALE DROME PROVENCALE	Association	61 485,00
6574	N°1 Mission Locale Portes de Provence		MISSION LOCALE PORTES DE PROVENCE	Association	3 018,00
6574	N°1 OFFICE DU TOURISME		OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DSP	Association	470 000,00
6574	N°1 Parc Naturel Régional des Baronnies Prov		PARC NATUREL REGIONAL DES BARONNIES PROVENCALES	Etablissement de droit public	6 299,04
6574	N°1 PIMMS		PIMMS PORTES DE PROVENCE	Association	27 000,00
6574	N°1 Prévigrèze		PREVIGRELE	Association	6 143,00
6574	N°1 Réseau entreprendre		RESEAU ENTREPRENDRE	Association	3 500,00
6574	N°1 Le Pays, Une Autre Provence		UNE AUTRE PROVENCE - PAYS	Association	2 150,10

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV  
B9

## B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>23,00</b>	<b>0,00</b>	<b>23,00</b>	<b>12,00</b>	<b>4,00</b>	<b>16,00</b>
ADJOINT ADM. PRINCIPAL 1ERE CL. (Av. Janv. 2020)	C	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
ADJOINT ADM. PRINCIPAL 2EME CL. (Av. Janv. 2020)	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
ADJOINT ADMINISTRATIF (Av. Janv. 2020)	C	6,00	0,00	6,00	4,00	1,00	5,00
ATTACHE PRINCIPAL (Av. Janv. 2020)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ATTACHE TERRITORIAL	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
ATTACHE TERRITORIAL (Av. Janv. 2020)	A	3,00	0,00	3,00	1,00	0,00	1,00
ATTACHE TERRITORIAL HORS CLASSE (Av. Janv. 2020)	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
REDACTEUR	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
REDACTEUR (Av. Sept. 2022)	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL (Av. Sept. 2022)	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>18,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18,00</b>	<b>9,00</b>	<b>2,00</b>	<b>11,00</b>
ADJOINT TECHNIQUE	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
ADJOINT TECHNIQUE (Av. Janv. 2020)	C	4,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00
ADJOINT TECHNIQUE PR. DE 1ERE CL. (Av. Janv. 2020)	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
AGENT DE MAITRISE (Av. Janv. 2020)	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEUR	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
INGENIEUR (Av. Janv. 2020)	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS PERSONNELS (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TECHNICIEN (Av. Sept. 2022)	B	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CLASSE (Av. Sept. 2022)	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>EMPLOIS NON CITES (l) (5)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)</b>		<b>41,00</b>	<b>0,00</b>	<b>41,00</b>	<b>21,00</b>	<b>6,00</b>	<b>27,00</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

B9

## B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
<b>Agents occupant un emploi permanent (6)</b>				<b>0,00</b>		
ADJOINT ADMINISTRATIF (Av. Janv. 2020)	C	ADM	448	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	367	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	821	0,00	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	395	0,00	332-8-2°	CDD
<b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b>				<b>0,00</b>		
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	367	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	367	0,00	332-24	CDD
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	367	0,00	332-24	CDD
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
 TECH : Technique.  
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
 S : Social.  
 MS : Médico-social.  
 MT : Médico-technique.  
 SP : Sportif.  
 CULT : Culturel  
 ANIM : Animation.  
 POL : Police.  
 POMP : Sapeurs-pompiers.  
 X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :  
 332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.  
 332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.  
 332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans  
 332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.  
 332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.  
 332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
 332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.  
 332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.  
 332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.  
 332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
 332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.  
 327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.  
 332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.  
 332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.  
 326\_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).  
 343-1\_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).  
 333-1\_333-10 : Collaborateurs de cabinet.  
 333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.  
 A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024046-BF



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES**

**LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**

**B10**

**LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).

Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<b>Délégation de service public (3) (4)</b>				
-	SPL DU TRICASTIN			45 000,00
<b>Détention d'une part du capital</b>				
<b>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</b>				
<b>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</b>				
<b>Autres</b>				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.



S<sup>2</sup>LO

IV

DTT.1

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT**

**LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE**

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
<b>Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)</b>			
<b>EPCI</b>			
Syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique	28/05/2015	Participation/hbt	58 607,00
<b>Autres organismes de regroupement</b>			
SCOT		Participation / Hab	49 480,00
SDED			0,00
SPPEH			20 351,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES****LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES**

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	< Néant >				non
CE	< Néant >				non
Régie personnalisée	< Néant >				non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

S<sup>2</sup>LO

IV

BTT.3

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

**LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	< Néant >					non
Lotissement	< Néant >					non
Service social et médico-social	< Néant >					non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

S<sup>2</sup>LO  
IV  
DT

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

**LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
-----------------------	-----------------------------	------------------	----------------------	---------------------------------



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION</b>
<b>SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET</b>
<b>D2.1</b>

**VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)**

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant	FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
<b>Sous-total Fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>Sous-total Fonctionnement</b>		<b>(B) 0,00</b>

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
<b>Sous-total Investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>Effort propre de la Région (A – B)</b>		<b>(C) 0,00</b>

<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>(A)</b>	<b>0,00</b>	<b>TOTAL RECETTES (B + C)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------	------------	-------------	-------------------------------	-------------

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

## SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION

## Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

<b>Produits d'exploitation courante :</b>	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>0,00</b>
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
<b>Total produits d'exploitation courante</b>	<b>0,00</b>

<b>Charges d'exploitation courante :</b>	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
<b>Total charges d'exploitation courante</b>	<b>0,00</b>

<b>Facturations majeures :</b>	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
<b>Total facturations majeures</b>	<b>0,00</b>
<b>Prestations de main d'œuvre inter-domaines :</b>	
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00
<b>Total facturations internes</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL CHARGES (2)</b>	<b>0,00</b>

Contributions aux ECE	0,00
-----------------------	------

<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)</b>	<b>0,00</b>
Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
<b>Total dotations, reprises, transferts et autres</b>	<b>0,00</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (4)</b>	<b>0,00</b>
Résultat financier	0,00
<b>RESULTAT COURANT (5)</b>	<b>0,00</b>
Résultat spécifique	0,00
<b>RESULTAT NET (6)</b>	<b>0,00</b>

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

Libellés	Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
<b>Part régionale des ressources</b>						
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Part départementale des ressources</b>						
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Part communale des ressources</b>						
TFPB		89 895 000,00	3,58	4,41 %	0,00	3 964 370,00
TFPNB		2 202 000,00	3,50	5,79 %	0,00	127 496,00
CFE		52 915 000,00	4,65	2,00 %	0,00	1 058 300,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		7 297 000,00	-5,39	0,46 %	0,00	33 566,00
<b>TOTAL</b>		<b>152 309 000,00</b>	<b>3,48</b>			<b>5 183 732,00</b>

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.



**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM**

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

**SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES**

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	<b>Total des dépenses réelles</b>	<b>0,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
	<b>Total des recettes réelles</b>	<b>0,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00
	<b>Total des recettes d'ordre</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024046-BF



RECETTES (1)	
Article (2)	Libellé (2)
<b>TOTAL GENERAL</b>	
	<b>0,00</b>

- (1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.
- (2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.
- (3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.
- (4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>D5.1</b>

Cet état ne contient pas d'information.



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>D5.2</b>

Cet état ne contient pas d'information.

**V – ARRETE ET SIGNATURES****ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 47

Nombre de membres présents : 38

Nombre de suffrages exprimés : 46

VOTES :

Pour : 46

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par Le Président (1),

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Délibéré par l'assemblée Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire(2), réunie en session Ordinaire

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Les membres de l'assemblée délibérante Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire (2),(3).

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	
M. ENTAT Romain	
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	
M. LOPEZ Antonio	
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	
M. PLANEL Jean Pierre	

**V – ARRETE ET SIGNATURES**

Publié le

**ARRETE ET SIGNATURES**

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024046-BF

M. POIGNET Richard	
M. PUEL Jean Marie	
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 17/04/2024, et de la publication le 18/04/2024

A Pierrelatte, le 12/04/2024



(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.





3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :  
Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-047

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : BUDGET PRIMITIF 2024 – BUDGET ANNEXE SPANC**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

#### **Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### **Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Maryannick GARIN*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier les dispositions financières et comptables ainsi que les articles R5211-13 et suivants, relatifs aux budgets des EPCI,

**Vu** l’instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux EPCI,

**Vu** le débat d’orientation budgétaire pour l’année 2023 en date du 1<sup>er</sup> mars 2023,

**Vu** la Commission Finances en date du 26 Mars 2024,

**Vu** la Conférence des Maires en date du 27 Mars 2024,

Monsieur le vice-président présente au Conseil Communautaire le Budget Primitif du Budget Annexe SPANC pour l’exercice 2024, dont les dépenses et les recettes s’équilibrent de la manière suivante :

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 011 – Charges à caractère général	89 767,51
Chapitre 012 – Charges de personnel	44 000,00
Chapitre 65 – Autres charges de gestion	1 600,00
Chapitre 67 – Charges exceptionnelles	1 000,00
Chapitre 68 – Dotations provisions semi-budgétaires	350,00
Chapitre 022 – Dépenses imprévues	6 801,15
<i>Chapitre 042 - Opérations d'ordre de section à section</i>	<i>5 394,00</i>
<i>Chapitre 023 – Virement à la section d’investissement</i>	<i>0,00</i>
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>148 912,66</b>

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 70 – Produits des services	82 800,00
Chapitre 74 – Dotations et Participations	0,00
Chapitre 77 – Produits exceptionnels	0,00
Chapitre 78 – Reprise provisions semi-budgétaires	260,00 €
<i>R002 Résultat reporté</i>	<i>65 852,66</i>
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>148 912,66</b>

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles	19 082,00
Chapitre 020 – Dépenses imprévues	1 430,05
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>20 512,05</b>

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 10 – Dotations, fonds divers et réserves	0,00
<i>Chapitre 040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>5 394,00</i>
<i>Chapitre 021 – Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>0,00</i>
<i>R001 Résultat reporté</i>	<i>15 118,05</i>
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>20 512,05</b>

### PROPOSITION du PRESIDENT

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'ADOPTER** le budget primitif du budget Annexe SPANC 2024 au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

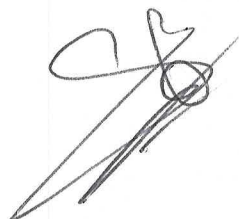
- **ADOpte** le budget primitif du budget annexe SPANC 2024 au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024047-BF



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

S<sup>2</sup>LOW

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024047-BF

Communauté de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP - Communauté de Communes Drôme

V – ARRETE ET SIGNATURES

V

ARRETE ET SIGNATURES

A

Nombre de membres en exercice : 47

Nombre de membres présents : 28

Nombre de suffrages exprimés : 66

VOTES :

Pour : 46

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par Le Président (1).


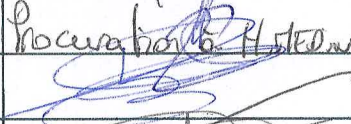
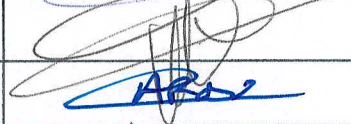




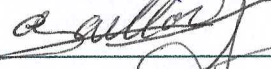
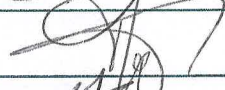

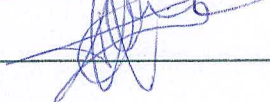
A Pierrelatte, le 10/04/2024

Délibéré par l'assemblée Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire(2), réunie en session Ordinaire

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Les membres de l'assemblée délibérante Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire (2).(3).

du conseil communautaire,

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	Procuration à M. HORTAIL
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	Procuration à JM CATELINOIS
M. ENTAT Romain	Procuration à E. CAROU
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	Procuration à M. GARIN
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	Procuration à A. GAILLARD
M. LOPEZ Antonio	Procuration à P. ESCOFFIER
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

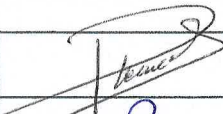

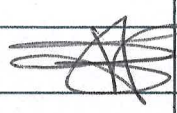



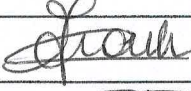
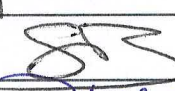

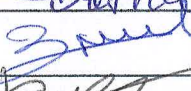
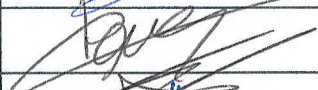



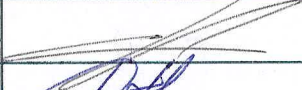

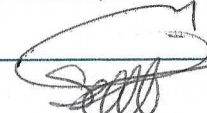
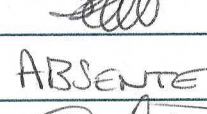
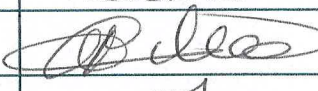

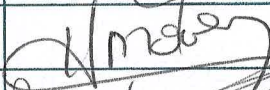
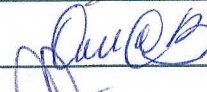
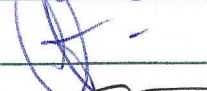


S<sup>2</sup>LOW

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024047-BF

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

A

M. PLANEL Jean Pierre	
M. POIGNET Richard	
M. PUEL Jean Marie	 Recevoir à l'ALIA
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	ABSENTE
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	 Recevoir à Cros
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	



<b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b>	
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>A</b>

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Pierrelatte, le 10/04/2024

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président »

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante du conseil régional de , de la Collectivité territoriale unique de , de la métropole de , du Conseil syndical de

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif

le Président,

Jean-Michel CATELINO



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

<b>Numéro SIRET</b> <b>20004290100021</b>	<b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b> <b>CC Drôme Sud Provence- BA SPANC CC Drôme Sud</b> <b>Provence- BA SPANC</b>
--	---

POSTE COMPTABLE DE : CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

<b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b>
-----------------------------

M. 49 (1)

<b>Budget primitif</b>
------------------------

BUDGET : CC Drôme Sud Provence- BA SPANC (2)

**ANNEE 2024**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



# Sommaire

## I - Informations générales

Modalités de vote du budget	3
-----------------------------	---

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

## III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	25
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes	27
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	29
A3.2 - Etalement des provisions	30
A4.1 - Equilibre des opérations financières	31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	32
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes	33
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	34
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	40
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées	46
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers	47

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	48
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	49
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	50
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	51
B1.5 - Etat des marchés de partenariat	52
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	53
B1.7 - Etat des engagements reçus	54
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	55
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	56

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	57
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	59
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	60
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	61

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	62
--------------------------	----

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.



## I – INFORMATIONS GENERALES

### MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

### EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
<b>V O T E</b>	<b>CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)</b>	148 912,66	83 060,00
+		+	+
<b>R E P O R T S</b>	<b>RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>	0,00	0,00
	<b>002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)</b>	(si déficit) 0,00	(si excédent) 65 852,66
=		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)</b>		<b>148 912,66</b>	<b>148 912,66</b>

### INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
<b>V O T E</b>	<b>CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)</b>	20 512,05	5 394,00
+		+	+
<b>R E P O R T S</b>	<b>RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)</b>	0,00	0,00
	<b>001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)</b>	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 15 118,05
=		=	=
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)</b>		<b>20 512,05</b>	<b>20 512,05</b>

### TOTAL

<b>TOTAL DU BUDGET (3)</b>	<b>169 424,71</b>	<b>169 424,71</b>
----------------------------	-------------------	-------------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

#### DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	68 417,11	0,00	89 767,51	89 767,51	89 767,51
012	Charges de personnel, frais assimilés	50 000,00	0,00	44 000,00	44 000,00	44 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 600,00	0,00	1 600,00	1 600,00	1 600,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>120 017,11</b>	<b>0,00</b>	<b>135 367,51</b>	<b>135 367,51</b>	<b>135 367,51</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	2 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	350,00		350,00	350,00	350,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	4 294,00		6 801,15	6 801,15	6 801,15
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>126 661,11</b>	<b>0,00</b>	<b>143 518,66</b>	<b>143 518,66</b>	<b>143 518,66</b>
023	Virement à la section d'investissement (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	5 394,00		5 394,00	5 394,00	5 394,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>5 394,00</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>132 055,11</b>	<b>0,00</b>	<b>148 912,66</b>	<b>148 912,66</b>	<b>148 912,66</b>

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES

148 912,66

#### RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	56 964,00	0,00	82 800,00	82 800,00	82 800,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>56 964,00</b>	<b>0,00</b>	<b>82 800,00</b>	<b>82 800,00</b>	<b>82 800,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	343,46		260,00	260,00	260,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>57 307,46</b>	<b>0,00</b>	<b>83 060,00</b>	<b>83 060,00</b>	<b>83 060,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>57 307,46</b>	<b>0,00</b>	<b>83 060,00</b>	<b>83 060,00</b>	<b>83 060,00</b>

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)

65 852,66

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES

148 912,66

#### Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)</b>	<b>5 394,00</b>
---	-----------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	13 985,05	0,00	19 082,00	19 082,00	19 082,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>13 985,05</b>	<b>0,00</b>	<b>19 082,00</b>	<b>19 082,00</b>	<b>19 082,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 133,00		1 430,05	1 430,05	1 430,05
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>1 133,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 430,05</b>	<b>1 430,05</b>	<b>1 430,05</b>
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>15 118,05</b>	<b>0,00</b>	<b>20 512,05</b>	<b>20 512,05</b>	<b>20 512,05</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>15 118,05</b>	<b>0,00</b>	<b>20 512,05</b>	<b>20 512,05</b>	<b>20 512,05</b>

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

20 512,05

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation (4)	0,00		0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le 5 394,00  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024047-BF



040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	5 394,00		5 394,00		
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>5 394,00</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>5 394,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>15 118,05</b>
--	------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>20 512,05</b>
---	------------------

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)</b>	<b>5 394,00</b>
---	-----------------

- (1) cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
- (5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
- (6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).
- (7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
- (8) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	89 767,51		89 767,51
012	Charges de personnel, frais assimilés	44 000,00		44 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 600,00		1 600,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	1 000,00
68	Dot. Amortist°, dépréciat°, provisions	350,00	5 394,00	5 744,00
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés (4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	6 801,15		6 801,15
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>		<b>143 518,66</b>	<b>5 394,00</b>	<b>148 912,66</b>

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>148 912,66</b>
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	19 082,00	0,00	19 082,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 430,05		1 430,05
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>20 512,05</b>	<b>0,00</b>	<b>20 512,05</b>

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>20 512,05</b>
---	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	82 800,00		82 800,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	260,00	0,00	260,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>83 060,00</b>	<b>0,00</b>	<b>83 060,00</b>

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>65 852,66</b>
---	------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>148 912,66</b>
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		5 394,00	5 394,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
491	<i>Dépréciations des comptes de clients</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la section d'exploitation</i>		0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>15 118,05</b>
--	------------------

+

<b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b>	<b>0,00</b>
------------------------------------	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>20 512,05</b>
---	------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (5) (6)</b>	<b>68 417,11</b>	<b>89 767,51</b>	<b>89 767,51</b>
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	35 000,00	35 000,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	20,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	380,00	400,00	400,00
6064	Fournitures administratives	150,00	100,00	100,00
6135	Locations mobilières	1 264,00	1 220,00	1 220,00
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	500,00	500,00
6156	Maintenance	400,00	400,00	400,00
618	Divers	64 153,11	46 633,51	46 633,51
6222	Commissions recouvrement redevance	50,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	4 654,00	4 654,00
6248	Divers	0,00	50,00	50,00
6251	Voyages et déplacements	300,00	0,00	0,00
6256	Missions	200,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	200,00	500,00	500,00
6262	Frais de télécommunications	300,00	310,00	310,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>50 000,00</b>	<b>44 000,00</b>	<b>44 000,00</b>
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	50 000,00	44 000,00	44 000,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>1 600,00</b>	<b>1 600,00</b>	<b>1 600,00</b>
6541	Créances admises en non-valeur	1 500,00	1 500,00	1 500,00
6542	Créances éteintes	100,00	100,00	100,00
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)</b> <b>= (011 + 012 + 014 + 65)</b>		<b>120 017,11</b>	<b>135 367,51</b>	<b>135 367,51</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles (c)</b>	<b>2 000,00</b>	<b>1 000,00</b>	<b>1 000,00</b>
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	2 000,00	1 000,00	1 000,00
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)</b>	<b>350,00</b>	<b>350,00</b>	<b>350,00</b>
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	350,00	350,00	350,00
<b>69</b>	<b>Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (10)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues (f)</b>	<b>4 294,00</b>	<b>6 801,15</b>	<b>6 801,15</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b> <b>= a + b + c + d + e + f</b>		<b>126 661,11</b>	<b>143 518,66</b>	<b>143 518,66</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)</b>	<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	5 394,00	5 394,00	5 394,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION</b> <b>D'INVESTISSEMENT</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE</b> <b>(= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>132 055,11</b>	<b>148 912,66</b>	<b>148 912,66</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (13)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>	<b>148 912,66</b>
---	-------------------

#### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	56 964,00	82 800,00	82 800,00
7062	Redevances assainissement non collectif	56 964,00	82 800,00	82 800,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		56 964,00	82 800,00	82 800,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	343,46	260,00	260,00
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	343,46	260,00	260,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		57 307,46	83 060,00	83 060,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		57 307,46	83 060,00	83 060,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
----------------------------	------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	65 852,66
---	-----------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	148 912,66
--	------------

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>	<b>13 985,05</b>	<b>19 082,00</b>	<b>19 082,00</b>
2182	Matériel de transport	4 261,00	16 582,00	16 582,00
2183	Matériel de bureau et informatique	1 860,00	1 500,00	1 500,00
2184	Mobilier	2 000,00	500,00	500,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 864,05	500,00	500,00
<b>22</b>	<b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>13 985,05</b>	<b>19 082,00</b>	<b>19 082,00</b>
<b>10</b>	<b>Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16</b>	<b>Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>18</b>	<b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>26</b>	<b>Participat° et créances rattachées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>27</b>	<b>Autres immobilisations financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>020</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>1 133,00</b>	<b>1 430,05</b>	<b>1 430,05</b>
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>1 133,00</b>	<b>1 430,05</b>	<b>1 430,05</b>
<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>		<b>15 118,05</b>	<b>20 512,05</b>	<b>20 512,05</b>
<b>040</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<i>Reprises sur autofinancement antérieur</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
	<i>Charges transférées</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<b>041</b>	<b>Opérations patrimoniales (9)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>		<b>15 118,05</b>	<b>20 512,05</b>	<b>20 512,05</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------------------	-------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>20 512,05</b>
---	------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	5 394,00	5 394,00	5 394,00
28182	Matériel de transport	5 338,00	5 338,00	5 338,00
28184	Mobilier	56,00	56,00	56,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		5 394,00	5 394,00	5 394,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		5 394,00	5 394,00	5 394,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		5 394,00	5 394,00	5 394,00

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (9)</b>	<b>0,00</b>
----------------------------------	-------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)</b>	<b>15 118,05</b>
--	------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>20 512,05</b>
---	------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



### III – VOTE DU BUDGET

#### DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

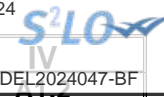
## A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>0,00</b>									

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024047-BF

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV  
A1.2

## A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024047-BF



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

A1.3

**A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

## A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

## A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.



## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

A1.5

## A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
<b>Total</b>						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE  
AUTRES DETTES****A1.6****A1.6 – AUTRES DETTES****(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)**

<b>LIBELLES</b>	<b>Montant initial de la dette</b>	<b>Dépenses de l'exercice</b>	<b>Dettes restantes</b>
Autres dettes à long ou moyen terme (sans réception de fonds)	0,00	0,00	0,00
Dettes pour location - acquisitions	0,00	0,00	0,00
Dettes pour location - ventes	0,00	0,00	0,00
Dettes pour travaux devant être réglées en plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A2

## A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
<b>Biens de faible valeur</b> Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500,00 €	2024-03-20

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Autres immobilisations corporelles	5	20/03/2024
L	Logiciels	2	20/03/2024
L	Matériel de bureau	5	20/03/2024
L	Matériels informatiques	5	20/03/2024
L	Mobiliers	10	20/03/2024
L	Réseaux divers de voirie eau et assainissement	15	20/03/2024
L	Véhicules légers	5	20/03/2024

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

A3.1

## A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
<b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES</b>						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	344,00		259,57	603,57	260,00	343,57
créances douteuses	344,00	05/04/2023	259,57	603,57	260,00	343,57
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL BUDGETAIRES</b>	<b>344,00</b>		<b>259,57</b>	<b>603,57</b>	<b>260,00</b>	<b>343,57</b>
<b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL SEMI-BUDGETAIRES</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**ETALEMENT DES PROVISIONS**

**A3.2****A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS**

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES

A4.1

## DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

## Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>Solde d'exécution 001 (A)</b> montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	15 118,05	15 118,05
<b>Solde des RAR (B)</b> montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00
<b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B)</b> Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	15 118,05	0,00

## Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>Affectation au 106 (C)</b>	0,00	0,00
<b>Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I)</b> Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	15 118,05	0,00
<b>Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I)</b> Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	15 118,05	0,00

## COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
<b>Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)</b>	1 430,05	1 430,05
<b>Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)</b>	5 394,00	5 394,00
<b>Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D)</b> Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	3 963,95	3 963,95

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.2

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>1 430,05</b>	<b>1 430,05</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>1 430,05</b>	<b>1 430,05</b>
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	1 430,05	1 430,05

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.3

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>		<b>5 394,00</b>	<b>III 5 394,00</b>
<b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
<b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b>		<b>5 394,00</b>	<b>5 394,00</b>
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28182	Matériel de transport	5 338,00	5 338,00
28184	Mobilier	56,00	56,00
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.



**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION****A5.1.1****FONCTIONNEMENT GENERAL (1)  
(En application de l'article L. 2224-6 du CGCT)****A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES**

<b>DEPENSES</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>89 407,51</b>
604	Achats études, presta de services, équip & travaux	35 000,00
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	400,00
6064	Fournitures administratives	100,00
6135	Locations mobilières	1 220,00
61551	Matériel roulant	500,00
6156	Maintenance	400,00
618	Divers	46 633,51
6227	Frais d'actes et de contentieux	4 654,00
6261	Frais d'affranchissement	500,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>44 000,00</b>
6215	Personnel affecté par collectivité de rattachement	44 000,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>1 600,00</b>
6541	Créances admises en non-valeur	1 500,00
6542	Créances éteintes	100,00
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (4)</b>	<b>0,00</b>
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>6 801,15</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>141 808,66</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>5 394,00</b>
6811	Dot.aux amort.des immo.incorporelles & corporelles	5 394,00
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>5 394,00</b>
<b>D 002 (5)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>		<b>147 202,66</b>

**A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES**

<b>RECETTES</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
013	Atténuations de charges	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>R 002 (5)</b>		<b>65 852,66</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>65 852,66</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » si ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION****A5.1.1**

**Poste par défaut (1)**  
**(En application de l'article L. 2224-6 du CGCT)**

**A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES**

<b>DEPENSES</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>360,00</b>
6248	Divers	50,00
6262	Frais de télécommunications	310,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>0,00</b>
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits</b>	<b>0,00</b>
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières</b>	<b>0,00</b>
<b>67</b>	<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>
<b>68</b>	<b>Dotations aux provisions et dépréciat° (4)</b>	<b>350,00</b>
6817	Dot. aux dépréciations des actifs circulants	350,00
<b>022</b>	<b>Dépenses imprévues</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>710,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat° ordre transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>	<b>0,00</b>
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>D 002 (5)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>		<b>710,00</b>

## A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES

RECETTES		
Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
013	Atténuations de charges	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	82 800,00
7062	Redevances d'assainissement non collectif	82 800,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	260,00
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	260,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>83 060,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>R 002 (5)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>83 060,00</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » si ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION****A5.1.1****REDEVANCES SPANC (1)  
(En application de l'article L. 2224-6 du CGCT)****A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES**

<b>DEPENSES</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		1 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		0,00
<b>D 002 (5)</b>		0,00
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>		1 000,00

**A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES**

<b>RECETTES</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
013	Atténuations de charges	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>R 002 (5)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>0,00</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » si ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT****A5.1.2****FONCTIONNEMENT GENERAL (1)  
(En application de l'article L. 2224-6 du CGCT)****A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES**

<b>DEPENSES</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	2 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
020	Dépenses imprévues	1 430,05
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>3 930,05</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>D 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DE DEPENSES</b>		<b>3 930,05</b>

**A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

<b>RECETTES</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant</b>
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
106	Réserves	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	5 394,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>5 394,00</b>
<b>R 001 (4)</b>		<b>15 118,05</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>20 512,05</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » si ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT****A5.1.2**

**Poste par défaut (1)**  
**(En application de l'article L. 2224-6 du CGCT)**

**A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES**

<b>DEPENSES</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	16 582,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
<b>Opérations d'équipement (1 ligne par opération)</b>		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)</b>		
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>16 582,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>D 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DE DEPENSES</b>		<b>16 582,00</b>

**A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

<b>RECETTES</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant</b>
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
106	Réserves	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)</b>		
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>R 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>0,00</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » si ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN****ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT****A5.1.2****REDEVANCES SPANC (1)  
(En application de l'article L. 2224-6 du CGCT)****A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES**

<b>DEPENSES</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant (3)</b>
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
<b>Opérations d'équipement (1 ligne par opération)</b>		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)</b>		
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>D 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DE DEPENSES</b>		<b>0,00</b>

**A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

<b>RECETTES</b>		
<b>Article (2)</b>	<b>Libellé (2)</b>	<b>Montant</b>
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
106	Réserves	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
<b>Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)</b>		
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>0,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>
<b>R 001 (4)</b>		<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>0,00</b>

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » si ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

**A6**

**A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

## A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 11	Intitulé de l'opération : aide Agence de l'eau réhabilitation ANC			Date de la délibération :	
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)	
<b>DEPENSES (a)</b>	<b>93 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
45.1 aide Agence de l'eau réhabilitation ANC (5)	9 000,00	0,00	0,00	0,00	
45.1 aide Agence de l'eau réhabilitation ANC (5)	18 000,00	0,00	0,00	0,00	
45.1 aide Agence de l'eau réhabilitation ANC (5)	27 000,00	0,00	0,00	0,00	
45.1 aide Agence de l'eau réhabilitation ANC (5)	39 000,00	0,00	0,00	0,00	
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Dépenses nettes (a – c)</b>	<b>93 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>RECETTES (b)</b>	<b>66 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
45.2 Financement par le tiers (7)	66 000,00	0,00	0,00	0,00	
Financement par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	
040 Financement par le service (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>Recettes nettes (b - d)</b>	<b>66 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

## IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

B1.1

## B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>										<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT****B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

<b>Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT</b>	<b>Valeur en euros</b>	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
<b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>	<b>I = A + B + C - D</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>II</b>	<b>0,00</b>
<b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)</b>	<b>I / II</b>	<b>0,00</b>

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.





**IV – ANNEXES**

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**

**B1.3**

**B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024047-BF



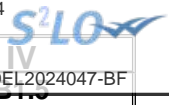
<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS</b>
<b>ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL</b>
<b>B1.4</b>

**B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL**

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir						
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)	

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.



**IV – ANNEXES**

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT**

**ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT**

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
<b>Marchés de partenariat (1)</b>													
<b>SOUS-TOTAL</b>							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)</b>													
<b>SOUS-TOTAL</b>							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>							<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

## IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS  
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

B1.6

## B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
	<b>8017 Subventions à verser en annuités</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>8018 Autres engagements donnés</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>Au profit d'organismes publics</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>Au profit d'organismes privés (1)</b>				0,00	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l'« Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS****B1.7****B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	<b>TOTAL</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



<b>IV – ANNEXES</b>
<b>ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>
<b>AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT</b>
<b>B2.1</b>

**B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
- (3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

**IV – ANNEXES**
**ENGAGEMENTS HORS BILAN  
 AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**
**B2.2****B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP		
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.



## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1.1

## C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.

TECH : Technique.

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).

S : Social.

MS : Médico-social.

MT : Médico-technique.

SP : Sportif.

CULT : Culturel

ANIM : Animation.

POL : Police.

POMP : Sapeurs-pompiers.

X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :

332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.

332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.

332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans

332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.

332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.

332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.

332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.

332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.

332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.

332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.

327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.

332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.

332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.

326\_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).

343-1\_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).

333-1\_333-10 : Collaborateurs de cabinet.

333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.

A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS</b>	
<b>ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT</b>	<b>C1.2</b>
<b>EMPLOYE PAR LA REGIE</b>	

**C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)**

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
		0	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER****C2****C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).



**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS**

**LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

**C3**

**C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

Catégorie de service	Intitulé / objet de service	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	< Néant >		-			Non

## IV – ANNEXES

### ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 47

Nombre de membres présents : 38

Nombre de suffrages exprimés : 46

VOTES :

Pour : 46

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par (1) Le Président,

A Pierrelatte le 10/04/2024

(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	
M. ENTAT Romain	
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	
M. LOPEZ Antonio	
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	
M. PLANEL Jean Pierre	
M. POIGNET Richard	

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

M. PUEL Jean Marie	
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 17/04/2024, et de la publication le 18/04/2024

A Pierrelatte, le 12/04/2024

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.



Communauté de communes  
**Drôme Sud Provence**

3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-048

Compétence communautaire : FINANCES

#### **OBJET : BUDGET PRIMITIF 2024 – BUDGET ANNEXE GEMAPI**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

**Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

**Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Maryannick GARIN*

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier les dispositions financières et comptables ainsi que les articles R5211-13 et suivants, relatifs aux budgets des EPCI,

**Vu** l’instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux communes et aux EPCI,

**Vu** le débat d’orientation budgétaire pour l’année 2024 en date du 20 mars 2024,

**Vu** la Commission Finances en date du 26 Mars 2024,

**Vu** la Conférence des Maires en date du 27 Mars 2024,

Monsieur le vice-président présente au Conseil Communautaire le Budget Primitif du Budget Annexe GEMAPI pour l’exercice 2024, dont les dépenses et les recettes s’équilibrent de la manière suivante :

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 011 – Charges à caractère général	764 422,82
Chapitre 012 – Charges de personnel	121 325,00
Chapitre 014 – Atténuations de produits	3 500,00
Chapitre 65 – Autres charges de gestion	217 685,00
Chapitre 67 – Charges exceptionnelles	0,00
Chapitre 68 – Dotations provisions semi-budgétaires	10 000,00
Chapitre 022 – Dépenses imprévues	0,00
<i>Chapitre 042 - Opérations d'ordre de section à section</i>	<i>2 482,00</i>
<i>Chapitre 023 – Virement à la section d’investissement</i>	<i>114 646,04</i>
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 234 060,86</b>

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 73 – Impôts et taxes	252 482,00
Chapitre 74 – Dotations et Participations	229 456,00
<i>Chapitre 77 – Produits exceptionnels</i>	<i>0,00</i>
<i>R002 Résultat reporté</i>	<i>752 122,86</i>
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 234 060,86</b>



	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles	30 000,00
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles	180 500,00
<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>210 500,00</b>

	<b>BUDGET PRIMITIF 2024</b>
Chapitre 10 – Dotations, fonds divers et réserves	29 788,93
<i>Chapitre 040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections</i>	<i>2 482,00</i>
<i>Chapitre 021 – Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>114 646,04</i>
<i>R001 Résultat reporté</i>	<i>63 583,03</i>
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>210 500,00</b>

### PROPOSITION du PRESIDENT

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'ADOPTER** le budget primitif du budget Annexe GEMAPI 2024 au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **ADOPTE** le budget primitif du budget annexe GEMAPI 2024 au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

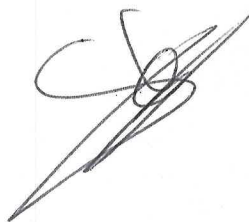
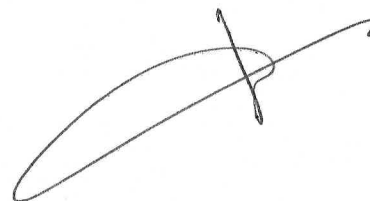
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**

**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**


Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024048-BF



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

S<sup>2</sup>LOW

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024048-BF

Communauté de Communes Drôme Sud Provence- CCDSP - Communauté de Communes Drôme

V – ARRETE ET SIGNATURES

V

ARRETE ET SIGNATURES

A

Nombre de membres en exercice : 47

Nombre de membres présents : 38

Nombre de suffrages exprimés : 46

VOTES :

Pour : 46

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par Le Président (1).

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Délibéré par l'assemblée Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire(2), réunie en session Ordinaire du conseil communautaire,

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Les membres de l'assemblée délibérante Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire (2),(3).

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	Procuration à H. MEDINA
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	Procuration à JM CATELINOIS
M. ENTAT Romain	Procuration à E. CAROU
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	Procuration à M. GARIN
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	Procuration à A. P. LAHAU
M. LOPEZ Antonio	Procuration à P. ESCOFFIER
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le







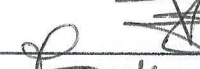
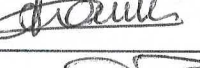











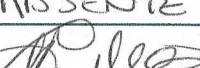
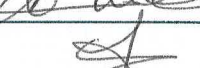



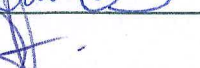


S<sup>2</sup>LOW

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024048-BF

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

A

M. PLANEL Jean Pierre	
M. POIGNET Richard	
M. PUEL Jean Marie	 Procuration à V. ALLIEZ
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	ABSENTE
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	 Procuration à C. FOROT
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	



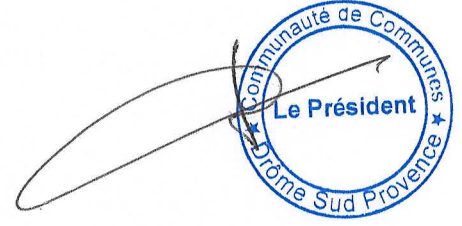
<b>V – ARRETE ET SIGNATURES</b>	
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	<b>A</b>

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le . et de la publication le

A Pierrelatte, le 18/04/2024

- (1) Indiquer « la présidente » ou « le président »
- (2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante du conseil régional de , de la Collectivité territoriale unique de , de la métropole de , du Conseil syndical de
- (3) L'ajout des signataires est désormais facultatif

Le Président,  
Jean-Michel CATELINO



## Rapport d'analyse

**Identification du flux :** 2024- 026038- 407- 06- 01- -2024/4/12-12:18:08

CC Drôme Sud Provence- Budget annexe GEMAPI- CC Drôme Sud Provence- Budget annexe GEMAPI- 2024- Budget Principal

**Ce flux est associé à un pavé d'information(s) et/ou d'anomalie(s)**

### Anomalie(s) rencontrée(s) :

**Contrôle:** FCT\_ASPECT\_REGLEMENTAIRE\_NATURE - Contrôle de l'utilisation du plan de compte règlementaire nature au niveau requis.

**Règle fonctionnelle:** Les articles nature utilisés Nature/@V doivent être présents dans le plan de compte règlementaire. L'utilisation (dépense/recette, réel/ordre) de l'article doit permettre de le rattacher à un chapitre.

6 erreurs

- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 2183, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 65548, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 7391178, avec CodRD=D et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 28183, avec CodRD=R et OpBudg=1 (0 pour réel, 1 pour ordre) et TypOpBudg 2 (1 intérieur section, 2 entre section)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 28184, avec CodRD=R et OpBudg=1 (0 pour réel, 1 pour ordre) et TypOpBudg 2 (1 intérieur section, 2 entre section)
- Ligne budgétaire portant sur article non règlementaire 7346, avec CodRD=R et opbudg=0 (0 pour réel, 1 pour ordre)



# REPUBLIQUE FRANÇAISE

## **CC Drôme Sud Provence- Budget annexe GEMAPI : CC Drôme Sud Provence- Budget annexe GEMAPI (1)**

AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE Communauté de Communes Drôme Sud Provence-  
CCDSP (2)

Numéro SIRET : 20004290100054

POSTE COMPTABLE : CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES

**M. 57**

**Budget primitif**

**Voté par nature**

BUDGET : CC Drôme Sud Provence- Budget annexe GEMAPI (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

## II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

## III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	37

## IV - Annexes

### A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

### B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	39
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	40
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	44
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	45
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	46



B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	50
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	51
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	53
B3.1 - Etat des provisions constituées	54
B3.2 - Etalement des provisions	55
B4 - Etat des charges transférées	56
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	57
B6 - Prêts	58
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	59
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	60
B7.3 - Etat des emprunts garantis	61
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	62
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	63
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	64
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	65
B7.8 - Autres engagements donnés	66
B7.9 - Autres engagements reçus	67
B8 - Subventions versées	69
B9 - Etat du personnel	70
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	71
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	72
B11.2 - Liste des établissements publics créés	
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	
<b>C - Annexes budgétaires</b>	
C1.1 - Equilibre budgétaire	Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	Sans Objet
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet
<b>D - Autres éléments d'information</b>	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	73
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	74
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	75
D3 - Décisions en matière de taux	77
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	78
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	79
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	81
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	82
<b>V - Arrêté et signatures</b>	
A - Arrêté et signatures	83

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;  
*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

## I – INFORMATIONS GENERALES

### INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

#### Informations statistiques

	Valeurs
Population totale	44106

#### Informations fiscales (N-2)

	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	35666023,00

#### Informations financières – ratios

	Valeurs
1 Dépenses réelles de fonctionnement / population	25,32
2 Recettes réelles de fonctionnement / population	10,92
3 Dépenses d'équipement brut / population	4,77
4 Encours de dette / population (2) (3)	0,00
5 DGF / population	0,00
6 Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0,1086
7 Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	2,3175
8 Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0,4367
9 Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0,0000
10 Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	-1,3175

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1<sup>er</sup> janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7,50 %
- Investissement : 7,50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.



**I – INFORMATIONS GENERALES**  
**EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)**

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	168 977,41	141 026,75	709 705,67	A1 681 755,01
<b>Investissement</b>	0,00	130,00 (3)	60 690,83	A2 60 820,83
<b>Fonctionnement</b>	168 977,41	140 896,75 (4)	649 014,84	A3 620 934,18

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
<b>Investissement</b>	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
<b>Fonctionnement</b>	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>	681 755,01
<b>Investissement</b>	<b>A2 + B2</b>	60 820,83
<b>Fonctionnement</b>	<b>A3 + B3</b>	620 934,18

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES

#### DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(I) <b>0,00</b>
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(II) <b>0,00</b>
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES

#### DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		(III) <b>0,00</b>
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		(IV) <b>0,00</b>
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

S<sup>2</sup>LO

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS

		DEPENSES	RECETTES
<b>VOTE</b>	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	210 500,00	146 916,97
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 63 583,03
=		=	=
<b>Total de la section d'investissement (2)</b>		<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>
		+	+
<b>VOTE</b>	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	1 234 060,86	481 938,00
+		+	+
<b>REPORTS</b>	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 752 122,86
=		=	=
<b>Total de la section de fonctionnement (3)</b>		<b>1 234 060,86</b>	<b>1 234 060,86</b>
<b>TOTAL DU BUDGET (4)</b>		<b>1 444 560,86</b>	<b>1 444 560,86</b>

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

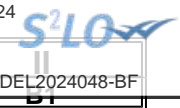
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.



**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET  
PRESENTATION DES AP VOTEES**

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.





II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
PRESENTATION DES AE VOTEES

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>
<b>« AE de dépenses imprévues » (2)</b>		022	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	59 000,00	0,00	180 500,00	180 500,00	180 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>59 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>59 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>

040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>59 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>
--------------	------------------	-------------	-------------------	-------------------	-------------------

+

<b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>210 500,00</b>
---	-------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

<b>II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>C1</b>

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 000,00	0,00	29 788,93	29 788,93	29 788,93
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 788,93</b>	<b>29 788,93</b>	<b>29 788,93</b>
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 788,93</b>	<b>29 788,93</b>	<b>29 788,93</b>

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	0,00		114 646,04	114 646,04	114 646,04
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	130,00		2 482,00	2 482,00	2 482,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>130,00</b>		<b>117 128,04</b>	<b>117 128,04</b>	<b>117 128,04</b>

<b>TOTAL</b>	<b>1 130,00</b>	<b>0,00</b>	<b>146 916,97</b>	<b>146 916,97</b>	<b>146 916,97</b>
--------------	-----------------	-------------	-------------------	-------------------	-------------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>63 583,03</b>
--	------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>210 500,00</b>
---	-------------------

## Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR  
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

**117 128,04**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et



réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	837 333,84	0,00	764 422,82	764 422,82	764 422,82
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	217 000,00	0,00	121 325,00	121 325,00	121 325,00
014	Atténuations de produits	3 700,00	0,00	3 500,00	3 500,00	3 500,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	18 100,00	0,00	217 685,00	217 685,00	217 685,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>1 076 133,84</b>	<b>0,00</b>	<b>1 106 932,82</b>	<b>1 106 932,82</b>	<b>1 106 932,82</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	10 000,00		10 000,00	10 000,00	10 000,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>1 086 133,84</b>	<b>0,00</b>	<b>1 116 932,82</b>	<b>1 116 932,82</b>	<b>1 116 932,82</b>

023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00		114 646,04	114 646,04	114 646,04
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	2 900,00		2 482,00	2 482,00	2 482,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>2 900,00</b>		<b>117 128,04</b>	<b>117 128,04</b>	<b>117 128,04</b>

<b>TOTAL</b>	<b>1 089 033,84</b>	<b>0,00</b>	<b>1 234 060,86</b>	<b>1 234 060,86</b>	<b>1 234 060,86</b>
--------------	---------------------	-------------	---------------------	---------------------	---------------------

+

<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>0,00</b>
---	-------------

=

<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>1 234 060,86</b>
--	---------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

II

C2

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	252 482,00	252 482,00	252 482,00
74	Dotations et participations (3)	116 929,00	0,00	229 456,00	229 456,00	229 456,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>116 929,00</b>	<b>0,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>116 929,00</b>	<b>0,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>116 929,00</b>	<b>0,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>
--------------	-------------------	-------------	-------------------	-------------------	-------------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>752 122,86</b>
---	-------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>1 234 060,86</b>
--	---------------------

#### Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)</b>	<b>117 128,04</b>
---	-------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – DEPENSES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	30 000,00	0,00	30 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	180 500,00	0,00	180 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>210 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

210 500,00

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	764 422,82		764 422,82
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	121 325,00		121 325,00
014	Atténuations de produits	3 500,00		3 500,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	217 685,00	0,00	217 685,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	10 000,00	2 482,00	12 482,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		114 646,04	114 646,04
<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>		<b>1 116 932,82</b>	<b>117 128,04</b>	<b>1 234 060,86</b>

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

1 234 060,86

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.



- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE – RECETTES

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	29 788,93	0,00	29 788,93
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		2 482,00	2 482,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		114 646,04	114 646,04
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>29 788,93</b>	<b>117 128,04</b>	<b>146 916,97</b>

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE

63 583,03

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT

0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

210 500,00

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	252 482,00		252 482,00
74	Dotations et participations (8)	229 456,00		229 456,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>481 938,00</b>	<b>0,00</b>	<b>481 938,00</b>

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

752 122,86

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

1 234 060,86

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

## DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>59 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	59 000,00	0,00	0,00	180 500,00	180 500,00	0,00	180 500,00	180 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>59 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>59 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)

0,00

Total des dépenses d'investissement cumulées

210 500,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

A

## RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 130,00</b>	<b>0,00</b>	<b>146 916,97</b>	<b>146 916,97</b>	<b>146 916,97</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 000,00	0,00	29 788,93	29 788,93	29 788,93
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 788,93</b>	<b>29 788,93</b>	<b>29 788,93</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 788,93</b>	<b>29 788,93</b>	<b>29 788,93</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		114 646,04	114 646,04	114 646,04
040	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	130,00		2 482,00	2 482,00	2 482,00
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>130,00</b>		<b>117 128,04</b>	<b>117 128,04</b>	<b>117 128,04</b>

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7) 63 583,03

Affectation au compte 1068 (8) 0,00

Total des recettes d'investissement cumulées 210 500,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>59 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	59 000,00	0,00	0,00	180 500,00	180 500,00	0,00	180 500,00	180 500,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00		150 000,00	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	14 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	45 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>59 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 / AP hors AP / Vote) III = I + II
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>59 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>210 500,00</b>	<b>210 500,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (6)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Charges transférées (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



**III – VOTE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT****Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement**

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
<b>TOTAL</b>			<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.



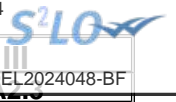
**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQU**

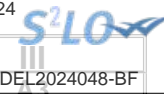
Cet état ne contient pas d'information.

**III – VOTE DU BUDGET**

**SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT**



Cet état ne contient pas d'information.



### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 130,00</b>	<b>0,00</b>	<b>146 916,97</b>	<b>146 916,97</b>	<b>146 916,97</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 000,00	0,00	29 788,93	29 788,93	29 788,93
10222	FCTVA	1 000,00	0,00	29 788,93	29 788,93	29 788,93
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 788,93</b>	<b>29 788,93</b>	<b>29 788,93</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>1 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>29 788,93</b>	<b>29 788,93</b>	<b>29 788,93</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		114 646,04	114 646,04	114 646,04
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	130,00		2 482,00	2 482,00	2 482,00
28128	Autres aménagements de terrains	130,00		130,00	130,00	130,00
281838	Autre matériel informatique	0,00		2 296,00	2 296,00	2 296,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00		56,00	56,00	56,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>130,00</b>		<b>117 128,04</b>	<b>117 128,04</b>	<b>117 128,04</b>

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024048-BF



## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

## DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 089 033,84</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 234 060,86</b>	<b>1 234 060,86</b>	<b>0,00</b>	<b>1 234 060,86</b>	<b>1 234 060,86</b>
011	Charges à caractère général (3)	837 333,84	0,00	0,00	764 422,82	764 422,82	0,00	764 422,82	764 422,82
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	217 000,00	0,00		121 325,00	121 325,00		121 325,00	121 325,00
014	Atténuations de produits	3 700,00	0,00		3 500,00	3 500,00		3 500,00	3 500,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	18 100,00	0,00	0,00	217 685,00	217 685,00	0,00	217 685,00	217 685,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>1 076 133,84</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 106 932,82</b>	<b>1 106 932,82</b>	<b>0,00</b>	<b>1 106 932,82</b>	<b>1 106 932,82</b>
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	10 000,00			10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>10 000,00</b>		<b>10 000,00</b>	<b>10 000,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>1 086 133,84</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 116 932,82</b>	<b>1 116 932,82</b>	<b>0,00</b>	<b>1 116 932,82</b>	<b>1 116 932,82</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00			114 646,04	114 646,04		114 646,04	114 646,04
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	2 900,00			2 482,00	2 482,00		2 482,00	2 482,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>2 900,00</b>			<b>117 128,04</b>	<b>117 128,04</b>		<b>117 128,04</b>	<b>117 128,04</b>
<b>D002 Résultat reporté ou anticipé (5)</b>									<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses de fonctionnement cumulées</b>									<b>1 234 060,86</b>

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

**III – VOTE DU BUDGET****SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE****III****B****RECETTES**

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>116 929,00</b>	<b>0,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	252 482,00	252 482,00	252 482,00
74	Dotations et participations (2)	116 929,00	0,00	229 456,00	229 456,00	229 456,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>116 929,00</b>	<b>0,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>116 929,00</b>	<b>0,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

**R002 Résultat reporté ou anticipé (7)****752 122,86****Total des recettes de fonctionnement cumulées****1 234 060,86**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.





## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)  III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>1 089 033,84</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 234 060,86</b>	<b>1 234 060,86</b>	<b>0,00</b>	<b>1 234 060,86</b>	<b>1 234 060,86</b>
011	Charges à caractère général (4)	837 333,84	0,00	0,00	764 422,82	764 422,82	0,00	764 422,82	764 422,82
60622	Carburants	1 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	300,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	1 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6064	Fournitures administratives	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6068	Autres matières et fournitures	560 754,84	0,00		343 752,82	343 752,82	0,00	343 752,82	343 752,82
611	Contrats de prestations de services	20 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
61521	Entretien terrains	20 000,00	0,00		60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
61551	Entretien matériel roulant	4 000,00	0,00		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00
617	Etudes et recherches	200 000,00	0,00		327 770,00	327 770,00	0,00	327 770,00	327 770,00
6184	Versements à des organismes de formation	2 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00		100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
6231	Annonces et insertions	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6238	Divers	15 679,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	200,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6262	Frais de télécommunications	3 000,00	0,00		600,00	600,00	0,00	600,00	600,00
6281	Concours divers (cotisations)	3 900,00	0,00		1 200,00	1 200,00	0,00	1 200,00	1 200,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	217 000,00	0,00		121 325,00	121 325,00		121 325,00	121 325,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	160 000,00	0,00		60 000,00	60 000,00		60 000,00	60 000,00
6218	Autre personnel extérieur	57 000,00	0,00		61 325,00	61 325,00		61 325,00	61 325,00
014	Atténuations de produits	3 700,00	0,00		3 500,00	3 500,00		3 500,00	3 500,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	0,00	0,00		3 500,00	3 500,00		3 500,00	3 500,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	3 700,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	18 100,00	0,00	0,00	217 685,00	217 685,00	0,00	217 685,00	217 685,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00		197 620,00	197 620,00	0,00	197 620,00	197 620,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	18 100,00	0,00		20 065,00	20 065,00	0,00	20 065,00	20 065,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1  I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée  II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	Vote)  III = I + II
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>1 076 133,84</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 106 932,82</b>	<b>1 106 932,82</b>	<b>0,00</b>	<b>1 106 932,82</b>	<b>1 106 932,82</b>
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	10 000,00			10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
6865	Dot. prov. risques et charges financiers	10 000,00			10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
<b>Total des charges financières et spécifiques</b>		<b>10 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>10 000,00</b>		<b>10 000,00</b>	<b>10 000,00</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>1 086 133,84</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 116 932,82</b>	<b>1 116 932,82</b>	<b>0,00</b>	<b>1 116 932,82</b>	<b>1 116 932,82</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00			114 646,04	114 646,04		114 646,04	114 646,04
042	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	2 900,00			2 482,00	2 482,00		2 482,00	2 482,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	2 900,00			2 482,00	2 482,00		2 482,00	2 482,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>2 900,00</b>			<b>117 128,04</b>	<b>117 128,04</b>		<b>117 128,04</b>	<b>117 128,04</b>

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
<b>TOTAL</b>		<b>116 929,00</b>	<b>0,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	252 482,00	252 482,00	252 482,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	0,00	0,00	252 482,00	252 482,00	252 482,00
7318	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	116 929,00	0,00	229 456,00	229 456,00	229 456,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	36 171,00	36 171,00	36 171,00
7473	Participation départements	15 679,00	0,00	28 000,00	28 000,00	28 000,00
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	60 285,00	60 285,00	60 285,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	71 250,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
74834	Etat-Compens.exonération taxe habitation	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>116 929,00</b>	<b>0,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>116 929,00</b>	<b>0,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>	<b>481 938,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

## Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

## Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

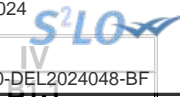
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE**

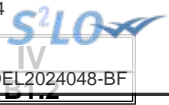
**B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
<b>519 Crédits de trésorerie (Total)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>					0,00									
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>					0,00									
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									



Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat										dicité des remboursements (6)	Pron d'amortissement (7)	de remboursement anticipé O/N	gorie d'emprunt (8)
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise				
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
<b>Total général</b>					<b>0,00</b>									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**B1.2**

**B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
<b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.



(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

## B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
<b>TOTAL (A)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Barrière simple (B)														
<b>TOTAL (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Option d'échange (C)														
<b>TOTAL (C)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
<b>TOTAL (D)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
<b>TOTAL (E)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres types de structures (F)														
<b>TOTAL (F)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>						<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

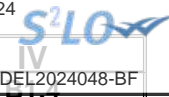
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS**

**B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
<b>Structure</b>							
<b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(C) Option d'échange (swaption)</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<b>(F) Autres types de structures</b>	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

## B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

## B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture						Catégorie d'emprunt (8)	
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Avant opération de couverture	Après opération de couverture
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768		
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
<b>Total</b>						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME****B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)**

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dettes en capital à l'origine (2)	Dettes en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<u>Auprès des organismes de droit privé</u>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<u>Auprès des organismes de droit public</u>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)</u>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES****B1.7 – AUTRES DETTES**

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

<b>LIBELLES</b>	<b>Montant initial de la dette</b>	<b>Dépenses de l'exercice</b>	<b>Dettes restantes</b>
Autres dettes à long ou moyen terme (sans réception de fonds)	0,00	0,00	0,00
Dettes pour location - acquisitions	0,00	0,00	0,00
Dettes pour location - ventes	0,00	0,00	0,00
Dettes pour souscription au capital d'une SEM	0,00	0,00	0,00
Dettes pour subventions d'équipement à verser en annuités	0,00	0,00	0,00
Dettes pour travaux devant être réglées en plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00

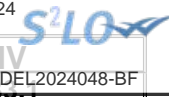
## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	<b>Biens de faible valeur</b> - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500,00 €		
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Autres agencements, aménagements divers	5	20/03/2024
L	autres immobilisation corporelles	5	20/03/2024
L	autres immobilisation incorporelles	5	20/03/2024
L	autres installations, gros outillages	10	20/03/2024
L	autres matériels techniques et outillages	5	20/03/2024
L	constructions de bâtiments publics administratifs	30	20/03/2024
L	frais d'étude non suivi de travaux	5	20/03/2024
L	frais d'études	5	20/03/2024
L	frais d'insertion dans la presse	5	20/03/2024
L	frais de recherche et dev si échec	1	20/03/2024
L	frais de recherche et dev si réussite	5	20/03/2024
L	installation de voirie	10	20/03/2024
L	installation générale aménagement des bâtiments	10	20/03/2024
L	installation matériel outillage technique réseaux et autres	30	20/03/2024
L	logiciels concessions droit licence	2	20/03/2024
L	matériel de bureau	5	20/03/2024
L	matériel et outillage incendie et sécurité civile	5	20/03/2024
L	Matériels informatiques	5	20/03/2024
L	Mobilier	10	20/03/2024
L	petits équipements et petits matériels	5	20/03/2024
L	réseaux câbles de téléphonie	15	20/03/2024
L	subvention équipement bien immobiliers	30	20/03/2024
L	subvention équipement bien mobilier	5	20/03/2024
L	subvention équipement projets infrastructures	40	20/03/2024
L	téléphonie	5	20/03/2024
L	véhicule industriels lourds	10	20/03/2024
L	véhicule léger	5	20/03/2024
L	véhicule utilitaire fourgonnette	7	20/03/2024





## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

## PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
<b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)</b>						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des provisions semi-budgétaires</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>PROVISIONS BUDGETAIRES (2)</b>						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des provisions budgétaires</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le 18/04/2024  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024048-BF

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises D	E = C - D
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

S<sup>2</sup>LO

IV

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS**

**B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)**

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
------------------------	-------	--	-------	---	---	--------------------------------

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES****ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

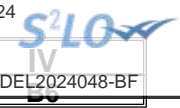
(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
<b>TOTAL</b>				<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS****CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)**

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.



IV – ANNEXES
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS

**Prêts (compte 274)**

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
<b>Assortis d'intérêts (total)</b>		0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Non assortis d'intérêts (total)</b>		0,00	0,00		

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES**

Article		Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
<b>8015</b>	<b>Emprunts garantis (1)</b>	0,00	0,00	
<b>8016</b>	<b>Contrats de crédit-bail (2)</b>	0,00	0,00	0,00
<b>8017</b>	<b>Subvention à verser en annuité (3)</b>	0,00	0,00	0,00
<b>8018</b>	<b>Autres engagements donnés</b>			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements donnés.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

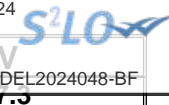
**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)**

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)	0,00	0,00	0,00
8027	Subvention à recevoir par annuité	0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.





**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN**

**ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS**

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>										<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

<b>Calcul du ratio (1)</b>	<b>Valeur en euros</b>	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
<b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>	<b>I = A + B + C - D</b>	<b>0,00</b>
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>II</b>	<b>481 938,00</b>
<b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)</b>	<b>I / II</b>	<b>0,00</b>

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

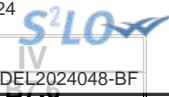
(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)**

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'origine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.



## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

## ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
<b>Marchés de partenariat (1)</b>													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)</b>													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

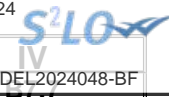
(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN**

**ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE**

**Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale**

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
<b>TOTAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>8017 Subventions à verser en annuités</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>8018 Autres engagements donnés</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Au profit d'organismes publics</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Au profit d'organismes privés (1)</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Engagements liés à des délégations de service public</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;

- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;

- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;

- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;

- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

**IV – ANNEXES****ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN****ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS**

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
<b>TOTAL</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)				0,00	0,00	0,00
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00

**IV – ANNEXES**  
**ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES**

**SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
<b>INVESTISSEMENT (total)</b>					<b>0,00</b>
<b>FONCTIONNEMENT (total)</b>					<b>167 880,00</b>
65548	N°1 adhésions aux syndicats	M14	SIABBVA SYND AMENAG BASSIN BERRE VENCE AFFLUENTS	Etat	0,00
65548	N°1 adhésions aux syndicats	M14	SMBRJ SYNDICAT MIXTE BASSIN ROUBION JABRON	Etat	0,00
65548	N°1 adhésions aux syndicats	M14	SMBVL SYNDICAT MIXTE BASSIN VERSANT LEZ	Etat	0,00
65548	N°1 adhésions aux syndicats	M14	SMEA SYNDICAT MIXTE EYGUES AYGUES	Etat	0,00
65568	N°1 adhésion aux syndicats	adhésion annuelle M57	SIABBVA SYND AMENAG BASSIN BERRE VENCE AFFLUENTS	Etat	31 500,00
65568	N°1 adhésions aux syndicats	adhésion annuelle M57	SMBRJ SYNDICAT MIXTE BASSIN ROUBION JABRON	Etat	3 867,00
65568	N°1 adhésions aux syndicats	adhésion annuelle M57	SMBVL SYNDICAT MIXTE BASSIN VERSANT LEZ	Etat	112 330,00
65568	N°1 adhésions aux syndicats	adhésion annuelle M57	SMEA SYNDICAT MIXTE EYGUES AYGUES	Etat	20 183,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.



## IV – ANNEXES

## ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

## B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
<b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SOCIALE (d)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE ANIMATION (i)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE POLICE (j)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>EMPLOIS NON CITES (l) (5)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %)

%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N**

**B9**

**B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)**

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>0,00</b>		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
 TECH : Technique.  
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
 S : Social.  
 MS : Médico-social.  
 MT : Médico-technique.  
 SP : Sportif.  
 CULT : Culturel  
 ANIM : Animation.  
 POL : Police.  
 POMP : Sapeurs-pompiers.  
 X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :

- 332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
- 332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
- 332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
- 332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
- 332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
- 332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
- 332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
- 332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
- 332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
- 332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
- 332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
- 327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
- 332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
- 332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
- 326\_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
- 343-1\_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
- 333-1\_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
- 333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
- A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES**

**LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**

**B10**

**LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).

Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<b>Délégation de service public (3) (4)</b>				
<b>Détention d'une part du capital</b>				
<b>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</b>				
<b>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</b>				
-	SIABBVA	SYNDICAT	EPCI	31 500,00
-	SMBRJ	SYNDICAT	EPCI	3 867,00
-	SMBVL	SYNDICAT	EPCI	112 330,00
-	SMEA	SYNDICAT	EPCI	20 183,00
<b>Autres</b>				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

S<sup>2</sup>LO

IV

DTT.1

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT**

**LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE**

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
<b>Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)</b>			
<b>EPCI</b>			
<b>Autres organismes de regroupement</b>			
SIABBVA SYND AMENAG BASSIN BERRE VENCE AFFLUENTS		CONTRIBUTION	31 500,00
SMBRJ SYNDICAT MIXTE BASSIN ROUBION JABRON		CONTRIBUTION	3 867,00
SMBVL SYNDICAT MIXTE BASSIN VERSANT LEZ		CONTRIBUTION	112 330,00
SMEA SYNDICAT MIXTE EYGUES AYGUES		CONTRIBUTION	20 183,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

S<sup>2</sup>LO

IV

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES**

**LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES**

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	< Néant >				non
CE	< Néant >				non
Régie personnalisée	< Néant >				non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

S<sup>2</sup>LO

IV  
D11.3

**IV – ANNEXES**

**ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

**LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie à seule autonomie financière	< Néant >					non
Lotissement	< Néant >					non
Service social et médico-social	< Néant >					non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

S<sup>2</sup>LO

IV

DT

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

**LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
-----------------------	-----------------------------	------------------	----------------------	---------------------------------



**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION**

**SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 1 : BUDGET**

**D2.1**

**VOLET 1 – BUDGETAIRE (circulaire n° LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)**

DEPENSES			RECETTES		
FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant	FONCTIONNEMENT	Chapitre	Montant
Contribution régionale d'équilibre d'exploitation TTC		0,00	Compensation financière versée par l'Etat au titre de l'exploitation		0,00
Autres		0,00	Compensation financière au titre des tarifs sociaux fixés par l'Etat		0,00
			Matériel		0,00
<b>Sous-total Fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>Sous-total Fonctionnement</b>		<b>(B) 0,00</b>

INVESTISSEMENT	Chapitre	Montant			
Matériel		0,00			
Autres		0,00			
<b>Sous-total Investissement</b>		<b>0,00</b>	<b>Effort propre de la Région (A – B)</b>		<b>(C) 0,00</b>

<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>(A)</b>	<b>0,00</b>	<b>TOTAL RECETTES (B + C)</b>	<b>0,00</b>
-----------------------	------------	-------------	-------------------------------	-------------



## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

## SERVICES FERROVIAIRES REGIONAUX DE VOYAGEURS – VOLET 2 : COMPTE D'EXPLOITATION

## Volet 2 – Compte TER SNCF (1) par la collectivité (circulaire n°LBL/B/03/10082/C du 11 décembre 2003)

<b>Produits d'exploitation courante :</b>	
Produits du trafic	0,00
Produits annexes au trafic	0,00
Compensations des réductions tarifaires	0,00
Travaux pour Tiers	0,00
Produits hors trafic	0,00
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>0,00</b>
Versements des Collectivités	0,00
Production immobilisée et stockée	0,00
<b>Total produits d'exploitation courante</b>	<b>0,00</b>

<b>Charges d'exploitation courante :</b>	
Personnel – Masse salariale	0,00
Consommations intermédiaires	0,00
Péage RFF	0,00
Impôts, taxes et versements assimilés	0,00
<b>Total charges d'exploitation courante</b>	<b>0,00</b>

<b>Facturations majeures :</b>	
Achats stockés	0,00
Impôts et taxes hors FAP	0,00
Maintenance matériel roulant	0,00
Traction trains, conduite et logistique	0,00
Echange de locomotives entre Activités	0,00
Energie de traction électrique	0,00
Energie de traction diesel	0,00
Entretien/maintenance des installations fixes	0,00
Prestations télécoms	0,00
Echange de matériel roulant entre Activités	0,00
Prestations trains	0,00
Contribution de service Activité Gare	0,00
Transport en service	0,00
<b>Total facturations majeures</b>	<b>0,00</b>
<b>Prestations de main d'œuvre inter-domaines :</b>	
- Dont Etablissements autres que EEX	0,00
- Dont Etablissements EEX	0,00
Autres facturations	0,00
<b>Total facturations internes</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL CHARGES (2)</b>	<b>0,00</b>

Contributions aux ECE	0,00
-----------------------	------

<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (3)</b>	<b>0,00</b>
Dotations aux amortissements	0,00
Reprise de subvention et écart de réévaluation	0,00
Variation des provisions/transfert de charges	0,00
Autres produits et charges de gestion courante	0,00
<b>Total dotations, reprises, transferts et autres</b>	<b>0,00</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (4)</b>	<b>0,00</b>
Résultat financier	0,00
<b>RESULTAT COURANT (5)</b>	<b>0,00</b>
Résultat spécifique	0,00
<b>RESULTAT NET (6)</b>	<b>0,00</b>

(1) A compléter par « approuvé » ou « non approuvé ».

(2) Total charges = total charges d'exploitation courante + total facturations majeures + total facturations internes.

(3) Excédent brut d'exploitation = total produits d'exploitation courante – total charges.

(4) Résultat d'exploitation = excédent brut d'exploitation – contribution aux ECE - total dotations, reprises, transferts et autres.

(5) Résultat courant = résultat d'exploitation + résultat financier.

(6) Résultat net = résultat courant + résultat spécifique.

Cette annexe correspond au modèle de présentation du compte d'exploitation figurant dans la convention SNCF, elle est donc susceptible de subir des modifications à l'initiative de la SNCF.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

Libellés	Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
<b>Part régionale des ressources</b>						
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Part départementale des ressources</b>						
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Part communale des ressources</b>						
TFPB		89 895 000,00	3,58	4,41 %	0,00	3 964 370,00
TFPNB		2 202 000,00	3,50	5,79 %	0,00	127 496,00
CFE		52 915 000,00	4,65	2,00 %	0,00	1 058 300,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		7 297 000,00	-5,39	0,46 %	0,00	33 566,00
<b>TOTAL</b>		<b>152 309 000,00</b>	<b>3,48</b>			<b>5 183 732,00</b>

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM**

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

**SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES**

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	<b>Total des dépenses réelles</b>	<b>0,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES**

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
	<b>Total des recettes réelles</b>	<b>0,00</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement (3)	0,00
	<b>Total des recettes d'ordre</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00

Envoyé en préfecture le 18/04/2024  
 Reçu en préfecture le 18/04/2024  
 Publié le  
 ID : 026-200042901-20240410-DEL2024048-BF



RECETTES (1)	
Article (2)	Libellé (2)
<b>TOTAL GENERAL</b>	
	<b>0,00</b>

- (1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.
- (2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité ou l'établissement.
- (3) Si la collectivité ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.
- (4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024048-BF



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>D5.1</b>

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 18/04/2024
Reçu en préfecture le 18/04/2024
Publié le
ID : 026-200042901-20240410-DEL2024048-BF



<b>IV – ANNEXES</b>	
<b>ELEMENTS DU BILAN</b>	
<b>ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>D5.2</b>

Cet état ne contient pas d'information.



**V – ARRETE ET SIGNATURES****ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 47

Nombre de membres présents : 47

Nombre de suffrages exprimés : 46

VOTES :

Pour : 46

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 04/04/2024

Présenté par le Président, J-M CATELINOIS (1),

A Pierrelatte, le 10/04/2024

Délibéré par l'assemblée Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire(2), réunie en session Ordinaire  
A Pierrelatte, le 10/04/2024

Les membres de l'assemblée délibérante Les membres l'Assemblée délibérante réuni(e) en session Ordinaire (2),(3).

M. AUGUSTE William	
M. AVIAS Jean Michel	
M. BESNIER Didier	
M. CARIAS Jean-Marc	
M. CAROU Eric	
M. CATELINOIS Jean Michel	
M. DEPIERRE Guillaume	
M. ENTAT Romain	
M. ESCOFFIER Patrice	
M. FAYOLLE Guy	
M. GAILLARD Denis	
M. GALLU Alain	
M. GARIN Maryannick	
M. HORTAIL Gérard	
M. LAPLANCHE -SERVIGNE François	
M. LOPEZ Antonio	
M. MARGOUM Hicham	
M. MEDINA Hervé	
M. PERILLON Jean-Luc	
M. PLANEL Jean Pierre	

**V – ARRETE ET SIGNATURES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

M. POIGNET Richard	
M. PUEL Jean Marie	
M. SABATIER Christian	
M. SCOTTO DI CARLO Patrick	
M. VEILLY Daniel	
Mme ALLIEZ Véronique	
Mme ARANEGA Céline	
Mme BARAKEL Sandrine	
Mme BESSIERE Jacqueline	
Mme BRUN Georgia	
Mme CANESTRARI Véronique	
Mme CROS Véronique	
Mme FERNANDEZ Marie	
Mme FISSIER Peggy	
Mme FOROT Christine	
Mme HURBIN Véronique	
Mme MARTIN Béatrice	
Mme MASSAUDET SOJKA Patricia	
Mme MIGLIORI Catherine	
Mme MILHAUD Agnès	
Mme MOLINIÉ Sylvie	
Mme MOULY Hélène	
Mme MOUTON Marie-Pierre	
Mme ROCHE-CAMACHO Aura	
Mme SAGE Nathalie	
Mme SOUBEYRAS Sophie	
Mme YAHIAOUI Malika	

Certifié exécutoire par le Président, J-M CATELINOIS (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 17/04/2024, et de la publication le 18/04/2024

A Pierrelatte, le 12/04/2024



(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Délibération N° 2024-049**

Compétence communautaire : **FINANCES**

**OBJET : PARTENARIAT AVEC LE PIMMS PORTE DE PROVENCE : CONVENTION  
D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ET SUBVENTION**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : **47**

Délégués présents : **38**

Suffrages exprimés : **46**

**Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

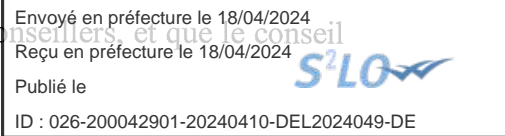
**Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.



Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO

## **EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS

**Vu** l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

**Vu** les statuts de la Communauté de Communes et notamment sa compétence en matière de création et gestion de maisons de services au public,

**Vu** les statuts de l'association PIMMS Porte de Provence précisant l'objet de cette structure et son périmètre d'intervention,

**Vu** le projet de convention d'objectifs et de moyens 2024-2026,

**Vu** la délibération n°2024- d'adoption du Budget Général de la CCDSF,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires en date du 27 mars 2024,

**Considérant** que le PIMMS Portes de Provence intervient notamment dans l'accompagnement de tous les publics dans leurs démarches administratives, dans l'aide à l'utilisation et à l'accès aux outils numériques et dans divers sujets de médiation. L'accueil des usagers s'effectue dans les locaux situés à la gare de Donzère mais également lors des escales du PIMMS Mobile dans les différentes communes du territoire. Ces 2 outils ont été labellisés Maison France Service. A ce titre, la communauté de communes Drôme Sud Provence soutient financièrement l'association depuis 2018.

**Considérant** que la convention d'objectifs et de moyens signée entre la communauté de communes et le PIMMS Porte de Provence fixant les objectifs et responsabilités de chacune des parties est arrivée à son terme au 31 janvier 2023. Il est proposé de renouveler ce partenariat sur une durée de 3 ans, de 2024 à 2026, selon la convention annexée à la présente délibération.

Dans ce cadre, l'association s'engage à pérenniser ses actions. De son côté, la communauté de communes verse une subvention de fonctionnement à l'association qui est proposé à 27 000 € pour 2024, même montant que 2023.

## **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention d'objectifs et de moyens avec le PIMMS Porte de Provence telle qu'annexée à la présente délibération.
- **D'APPROUVER** l'octroi d'une subvention de 27 000 € au titre de l'année 2024.
- **DE PRECISER** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2024 du budget principal.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs et de moyens et tout document relatif à l'application de la présente délibération

**DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAL**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

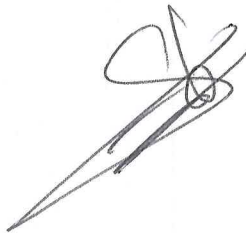
- **APPROUVE** les termes de la convention d'objectifs et de moyens avec le PIMM'S Porte de Provence telle qu'annexée à la présente délibération.
- **APPROUVE** l'octroi d'une subvention de 27 000 € au titre de l'année 2024.
- **PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2024 du budget principal.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs et de moyens et tout document relatif à l'application de la présente délibération

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

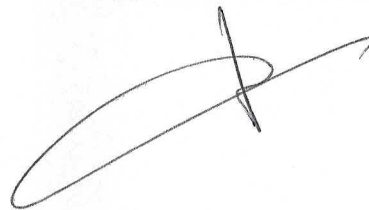
Au registre sont les signatures des délégués présents

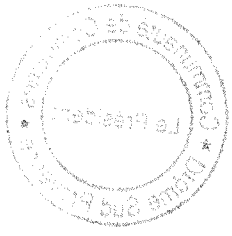
POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**





## **CONVENTION PLURIANNUELLE ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

### **ENTRE :**

**La Communauté de Commune Drôme Sud Provence**, représentée par son président en exercice, Jean-Michel CATELINOIS, dûment autorisé par la délibération en date du 10 avril 2024,

ci-dessous dénommé la Communauté

### **ET**

**Le PIMMS MEDIATION PORTES DE PROVENCE**, représenté par Jeanine DOPPEL, Présidente, 130 avenue de la Gare à DONZERE (26290), ci-dessous dénommé le PIMMS Médiation

Vu les statuts de la communauté de communes et notamment sa compétence relative aux maisons de service au public,

**En conséquence, il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

### ***Préambule***

PIMMS Médiation Portes de Provence favorise et facilite l'accès de ses usagers aux services de différents opérateurs publics ou privés, qui mutualisent leurs moyens et leurs actions au travers de l'association. PIMMS Portes de Provence souhaite poursuivre et pérenniser ses actions de médiation, notamment dans le domaine numérique et sociétal. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, le PIMMS Médiation est habilité France Services.

La Communauté de communes Drôme Sud Provence a pour objet d'associer des communes au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement. En conformité avec la loi NOTRE, elle a complété en 2017 ses compétences avec des compétences additionnelles relatives à l'action sociale d'intérêt communautaire et à la création et à la gestion de maisons de services au public.



## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT**

La présente convention de partenariat (ci-après désignée « convention ») a pour objet de déterminer les modalités de participation de chacun des signataires, notamment leurs obligations réciproques, pour une mise en œuvre la plus efficace et la plus opérationnelle possible en tenant compte des objectifs spécifiques de chacun :

- Pour le PIMMS Portes de Provence : faciliter l'accès pour tous aux services publics, aux usages numériques et professionnaliser et permettre l'accès à l'emploi durable pour ses personnels en statut de contrat aidé
- Pour La Communauté : développer dans l'intérêt communautaire une offre de proximité d'accès aux services publics assurée par des agents médiateurs du PIMMS pour aider et accompagner les citoyens dans les démarches administratives dématérialisées, informer et initier les usagers et lever les incompréhensions entre les personnes et les institutions partenaires.

Le PIMMS Médiation porte des valeurs et des actions en capacité de répondre à ces objectifs. Par ailleurs, il est en posture de proposer des accompagnements adéquats pour aider tant les usagers en difficulté administrative ou numérique d'accès aux services publics que les opérateurs de services publics dans la transformation numérique.

En s'engageant dans la dynamique du PIMMS Médiation, la Communauté de communes se veut actrice d'une structure qui facilite ainsi l'accès aux services publics pour tous, renforce le lien social dans l'espace public, crée des emplois, favorise l'insertion professionnelle des jeunes en leur offrant l'opportunité d'un parcours de qualification.

## **ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE**

La Communauté s'engage à :

- Soutenir financièrement la réalisation du projet en versant une subvention de fonctionnement annuelle au bénéficiaire, sur une durée de trois ans, d'un montant de 27 000 € au titre de la première année, de 27 000€ au titre de la deuxième année et de 27 000 € au titre de la troisième année, sous réserve de l'inscription des crédits au budget annuel de la communauté
- Contribuer et à faciliter l'activité du PIMMS Médiation sur son territoire notamment en s'appuyant sur une commission d'élus dédiée et en communiquant et relayant ses activités auprès de ses membres.
- Communiquer et orienter les usagers vers le PIMMS Médiation.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU PIMMS**

Le PIMMS s'engage à :

- Participer aux réunions de la commission France SERVICES
- Proposer un programme d'activités et d'action accessibles aux habitants du territoire communautaire (Pimms en gare, actions in situ ; Unité mobile etc...)
- Mettre en place des permanences sur les communes de la Communauté avec validation du programme par la Communauté
- Rendre compte de son activité en tenant compte des indicateurs d'activité proposés par la communauté
- Avoir un site Internet sur lequel est communiqué le calendrier des animations
- Faire connaître à la Communauté, dans un délai d'un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction et transmettre les statuts actualisés le cas échéant

- Faciliter le contrôle par les services de la Communauté de la réalisation des actions notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.
- Fournir chaque année le compte-rendu financier de son activité, signé par le représentant légal ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation et au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante.
- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et fournir les dits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

#### Engagement particulier

- Associer la Communauté à la gouvernance du PIMMS Médiation,
- Mettre en œuvre le plan d'actions présenté à la commission France Services.

#### **ARTICLE 4 : INDICATEURS D'ACTIVITE**

- Activités, ateliers et animations proposés
- Fréquentation de la France Services et le type de publics accueillis (données quantitatives et qualitatives) par type d'accueil (en gare et mobile, par escale)
- Organisation et répartition du personnel (données quantitatives et qualitatives)
- Partenariats mis en œuvre
- Participation au réseau national des France Services

#### **ARTICLE 5 : VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La subvention annuelle fait l'objet d'un seul versement sur appel de fonds.

Le versement de la subvention de la Communauté sera effectué par virement de compte à compte. A chaque modification des coordonnées bancaires, un nouveau RIB doit être produit pour permettre le virement.

#### **ARTICLE 6 : EVALUATION**

Il sera procédé à l'issue du contrat à une évaluation des actions réalisées par le PIMMS Médiation.

#### **ARTICLE 7 : PUBLICITE**

Le PIMMS Médiation s'engage à mentionner le soutien financier de la Communauté obtenu dans le cadre de cette convention par tout moyen approprié tel que l'affichage du logotype de la Communauté sur les supports de communication de la France Services.

#### **ARTICLE 8 : RESPONSABILITE – ASSURANCES**

La responsabilité du PIMMS Médiation sera seule engagée, à l'exclusion de celle de la communauté, à l'occasion des dommages aux personnes et/ou aux biens, quel qu'en soit le propriétaire, en raison de leur activité ou de celle de leurs préposés.

Chaque signataire est responsable de tout dommage que lui-même cause à l'autre signataire ou à des tiers du fait de l'exécution de la présente convention. Il tiendra l'autre signataire et ses assureurs garantis de tout dommage, et/ou responsabilité que cet autre signataire viendrait à supporter à ce titre.

Le PIMMS Médiation déclare et garantit être assuré en responsabilité des conséquences de tous les dommages dont elle aurait à répondre au titre de la convention. (Contrat n° 125223976 U souscrit auprès de MMA)

Chaque signataire supportera, sans recours directs ni recours de la part des assureurs contre l'autre, les conséquences pécuniaires des dommages subis par son personnel au cours de l'exécution de la convention. Il et/ou ses assureurs garantissent en conséquence l'autre signataire contre les conséquences pécuniaires qui pourraient être exercées contre lui par ses préposés, leurs ayants-droit et/ou les Caisses de Sécurité Sociale à raison de ces dommages.

### **ARTICLE 9 : NON EXCLUSIVITE**

La présente convention est conclue sans exclusivité et ne fait pas obstacle à ce que chacun des signataires puissent conclure un accord du même type avec d'autres partenaires.

### **ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES**

Tout litige relatif à la validité, à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, à défaut de règlement amiable, sera soumis à la juridiction compétente dans le ressort de la Cour d'Appel de Valence.

### **ARTICLE 11: CALENDRIER**

Le démarrage des actions est prévu le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### **ARTICLE 12 : DUREE - EVALUATION DES ACTIONS**

La présente convention s'achèvera le 31 décembre 2026 ; elle prendra effet à la date de la signature des parties. Elle pourra être renouvelée selon les modalités définies par les partenaires après évaluation du partenariat.

Au cours de cette période, les signataires s'engagent à établir un retour d'expérience pour préciser les conditions de la poursuite de l'action.

Tout besoin ou demande d'objet complémentaire par l'un ou l'autre des signataires devra faire l'objet d'un avenant.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des dispositions de la convention et des informations échangées. Chaque signataire s'engage à respecter cette obligation de confidentialité et à la faire respecter de la même façon par son personnel et tout autre tiers.

Pour la mise en œuvre de la convention et le suivi de son application, les signataires désignent comme interlocuteurs :

- Pour le PIMMS, Madame Edith ORLANDO-KOSIK, Directrice
- Pour La Communauté de communes, Madame Sandrine PULCRANO, Directrice du Pôle ressources

Ou toutes personnes qui leur seraient substituées.

Ces personnes pourront être accompagnées par d'autres représentants impliqués dans la convention ou dans le domaine de la médiation sociale.

### **ARTICLE 13 : RESILIATION**

En cas de manquement de l'un ou l'autre signataire à ses obligations contractuelles, la présente convention pourra être résiliée par le signataire s'estimant lésé, sans indemnité de part et d'autre, après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant une durée d'un mois. La résiliation sera effective passé ce délai.

Fait à Donzère le

Pour la CCDSP

Pour le PIMMS

Jean-Michel CATELINOIS, Président

Jeanine DOPPEL, Présidente

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Délibération N° 2024-050**

Compétence communautaire : **FINANCES / DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**OBJET : PARTENARIAT AVEC ATOUT TRICASTIN : CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ET SUBVENTION**

**L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril**, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : **47**

Délégués présents : **38**

Suffrages exprimés : **46**

**Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

**Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 communistes, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO

## **EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

Rapporteur : Alain GALLU

**Vu** l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

**Vu** les statuts de la communauté de communes et notamment sa compétence en matière de développement économique,

**Vu** les statuts de l'association Atout Tricastin précisant l'objet de la structure et son périmètre d'intervention,

**Vu** le projet de convention d'objectifs et de moyens 2024-2026 ci-joint annexé,

**Vu** la délibération n°2024-046 d'adoption du Budget Général de la CCDSP,

**Vu** l'avis de la Commission Développement Economique en date du 14 mars 2024,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires en date du 27 mars 2024,

**Considérant** que l'association Atout Tricastin intervient en tant que Club d'Entreprises du territoire ;

**Considérant** que la Communauté de Communes Drôme Sud Provence soutient l'association depuis 2014 ;

**Considérant** que le projet de convention ci-joint annexé vient définir les conditions de partenariat entre la CCDSP et l'association ATOUT TRICASTIN pour une durée de 3 ans ;

**Considérant** qu'Atout Tricastin s'engage à dynamiser le réseau des acteurs économiques du territoire par l'organisation de rencontre, l'animation de groupes de travail et la mise en place de mutualisations. De son côté, la Communauté de Communes soutient l'association Atout Tricastin par le versement d'une subvention de fonctionnement dont le montant pour 2024, s'élève à 0,45 €/habitant soit 19 351€.

## **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de partenariat avec Atout Tricastin telle qu'annexée à la présente délibération.
- **D'APPROUVER** l'octroi d'une subvention de 19 350,90 € pour 2024.
- **DE PRECISER** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2024 du budget principal.
- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention de partenariat et tout document relatif à l'application de la présente délibération.

## **DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** les termes de la convention de partenariat avec Atout Tricastin telle qu'annexée à la présente délibération.

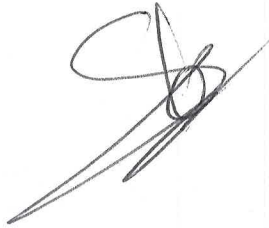
- **APPROUVE** l'octroi d'une subvention de 19 350,90 € pour 2024.
- **PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2024 du budget principal.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention de partenariat et tout document relatif à l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

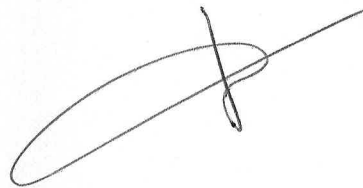
Au registre sont les signatures des délégués présents

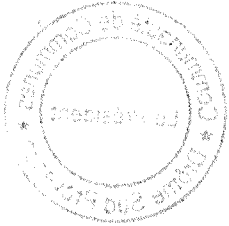
POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**









## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2023-2026

### **ENTRE**

**La Communauté de Communes Drôme Sud Provence,**  
Sise 3 rue Jean Charcot – 26700 PIERRELATTE  
représentée par son Président, Jean-Michel CATELINOIS, agissant en cette qualité en vertu  
de la délibération n° ..... du Conseil Communautaire en date du 03/04/2024  
Vu la délibération du Conseil Communautaire

Ci-après désignée « **la Collectivité** » d'une part,

### **ET :**

**L'Association Atout Tricastin,**  
représentée par son Président, XXX habilité par son Conseil d'Administration du XXX.

Ci-après désignée « **l'Association** », d'autre part.

### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **PREAMBULE**

L'Association Atout Tricastin est un club d'entreprises ayant pour objet de **favoriser le développement économique local**. Pour cela, elle vise à développer **la synergie entre les entreprises de tous les secteurs d'activité confondus du territoire Drôme Sud Provence et des communes limitrophes**.

Aussi, le partenariat de la communauté de communes Drôme Sud Provence avec Atout Tricastin fait partie des actions de la collectivité pour intervenir dans le développement économique local.

### **TITRE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

#### **Article 1 : cadre général**

Cette convention vise à définir les conditions d'exercice du partenariat entre les signataires.

La Collectivité a décidé de participer activement au fonctionnement de l'association dont les objectifs sont :

- L'amélioration de la connaissance du tissu économique et des compétences locales par les entreprises afin de trouver des réponses à leur problématique et favoriser les partenariats
- La mutualisation de services pour trouver des réponses communes avec des coûts partagés
- Des projets spécifiques répondant aux besoins du territoire et ancrés dans la stratégie économique de la collectivité



## **TITRE 2 – CONDITIONS GENERALES**

### **Article 2 : rôles de la Collectivité**

La Collectivité prêtera son concours à la bonne réalisation des objectifs de l'association en :

- Accueillant l'Association dans son bâtiment dédié à l'économie, en mettant à disposition un bureau et en lui donnant accès aux espaces partagés (salles de réunion, ...),
- Mettant à disposition de l'Association des outils partagés
- Orientant les entreprises vers l'association
- Communiquant sur les services et résultats de l'Association sur le territoire de la Collectivité
- Conseillant les entreprises orientées par l'Association sur les possibilités d'accueil ou d'extension de leur activité sur une de ses communes
- En participant aux événements organisés par l'Association
- En informant l'Association des projets et orientations de la collectivité.

### **Article 3 : Rôle d'Atout Tricastin**

L'association s'engage à favoriser les synergies locales en :

- ➔ Animant des groupes de travail sur différentes thématiques :
  - Nucléaire
  - Innovation
  - BTP
  - Communication
  - RH et Formation
  - Animation
  - ...
- ➔ Co-construisant un programme d'animations et d'actions avec la Collectivité, afin de mettre en place des complémentarités et synergies.
- ➔ Organisant des rencontres entre entrepreneurs à une fréquence d'une fois tous les 15 jours sur des thématiques particulières (visite d'entreprise le soir 2<sup>ème</sup> mardi du mois / rencontres matinales 3<sup>ème</sup> vendredi du mois avec 1 intervenant) et des moments moins formels une fois toutes les semaines (Atout Déj' par exemple) ou plus pour échanger sur des sujets libres.
- ➔ Participant activement aux actions de la Collectivité (Booster, Territoire d'Industrie, ...)
- ➔ Gérant des outils partagés avec la Collectivité permettant de recenser et faire connaître les besoins des entreprises locales tous secteurs d'activité confondu en matière de compétences techniques et humaines, de formation et de mettre en relation les demandeurs d'emploi et stagiaires avec les entreprises
- ➔ Mettant en place des mutualisations répondant aux besoins des entreprises : ex : " La collecte de déchets avec IndusTriplus " (collecte mutualisée de petites quantités de déchets est organisée avec l'Entreprise d'Insertion Professionnelle ANCRE) ;
- ➔ Portant des projets en lien avec la stratégie économique de la collectivité : ex : CLEE Comité Local Ecole Entreprise (levier pour développer et pérenniser les partenariats entre l'éducation nationale et le monde économique. Il constitue une force de propositions et d'actions au plus près des acteurs locaux).
- ➔ Se faisant relai d'information reçues des collectivités, des partenaires et autres sources gouvernementales ou non et qui pourraient trouver écho au besoin des entrepreneurs, ce de manière à ce qu'ils ne soient pas isolés.
- ➔ Faisant connaître le soutien de la collectivité à l'association et son action et en organisant toute communication souhaitée par la Communauté de Communes en lien avec les actions de l'association



Chaque début d'année, l'association transmettra à la Collectivité le plan d'actions de l'année. L'association s'engage à effectuer plusieurs événements sur le territoire Drôme Sud Provence (assemblée générale, rencontres, salon, ...).

L'association s'engage à répondre aux sollicitations de la collectivité sur des projets et démarches qu'elle mène et à être représentée lors des différentes manifestations du territoire en lien avec l'économie lorsqu'elle y est conviée (ex : forum des Jobs, forum des métiers, etc).

### **TITRE 3 – MODALITE DE SUIVI DE LA CONVENTION**

#### **Article 4 : suivi et évaluation**

Le dispositif de suivi et l'évaluation seront établis au travers :

- du rapport annuel général d'activité présentant toutes les actions réalisées par l'association et leurs résultats
- du bilan financier annuel

Une réunion de suivi sera organisée au minimum annuellement entre les 2 parties.

Indicateurs annuels de suivi :

- Nombre de rencontres, de réunions de chaque groupe de travail
- Nombre d'adhérents du territoire Drôme sud Provence à l'association et répartition par secteur d'activité
- Modalités de mise en place et de gestion des outils au service de la synergie inter-entreprises
- Nombre d'actions communes

#### **Article 5 : financement**

Afin d'assurer ses missions, la Collectivité accorde une participation annuelle. Elle sera fixée par délibération du conseil communautaire.

Pour 2024, elle est de 0,45 €/habitant, sous réserve de l'inscription des crédits au budget annuel de la communauté de communes.

#### **Article 6 : responsabilité des parties**

Chaque structure signataire est tenue responsable au titre de sa responsabilité civile professionnelle dans le cadre des interventions qu'elle réalise.

#### **Article 7 : Durée**

La présente convention aura une durée de 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2026.

#### **Article 8 : Dénonciation**

Il pourra être mis fin à la présente convention 31 décembre de chaque année sur l'initiative de l'une ou de l'autre des parties signataires par lettre recommandée avec accusé de réception six mois avant l'échéance annuelle.

La convention peut également être amendée par avenant, notamment pour intégrer de nouvelles actions en lien avec la stratégie économique de l'intercommunalité qui est en cours d'élaboration.

Fait à Pierrelatte, le .....

Jean-Michel CATELINOIS,  
Président de la Communauté de Communes

XXX XXX, Président d'Atout Tricastin

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Délibération N° 2024-051**

Compétence communautaire : **FINANCES / DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**OBJET : PARTENARIAT AVEC LA PLATEFORME INITIATIVE SEUIL DE PROVENCE ARDECHE  
MÉRIDIIONALE : CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ET SUBVENTION**

**L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril**, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : **47**

Délégués présents : **38**

Suffrages exprimés : **46**

**Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

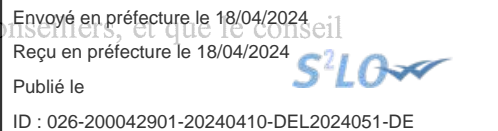
**Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 communes, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.



Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO

## **EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

Rapporteur : Alain GALLU

**Vu** l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

**Vu** les statuts de la communauté de communes et notamment sa compétence en matière de développement économique,

**Vu** les statuts de l'association Initiative seuil de Provence Ardèche Méridionale précisant l'objet de la structure et son périmètre d'intervention,

**Vu** le projet de la convention d'objectifs et de moyens 2024-2026 ci-joint annexé,

**Vu** la délibération n°2024-046 d'adoption du Budget Général de la CCDSP,

**Vu** l'avis de la Commission Développement Economique en date du 14 mars 2024,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires en date du 27 mars 2024,

**Considérant** que la plateforme Initiative Seuil de Provence Ardèche Méridionale accompagne les porteurs de projet du territoire dans la création ou la reprise de TPE et PME. A ce titre, la communauté de communes Drôme Sud Provence soutient l'association depuis 2014.

La convention d'objectifs et de moyens fixant les objectifs et responsabilités de chacune des parties est arrivée à son terme au 31 décembre 2023 et il est proposé de renouveler ce partenariat sur une durée de 3 ans, de 2024 à 2026, selon la convention annexée à la présente délibération. Dans ce cadre, la plateforme s'engage à accueillir et accompagner les porteurs de projets, les aider dans leur demande de dossiers de financement, instruire leur dossier au regard du dispositif financier de la Région et les intégrer dans leur réseau d'acteurs économiques. De son côté, la communauté de communes verse une subvention de fonctionnement à l'association dont le montant pour 2024, s'élève à 0,75 €/habitant soit 32 251,50 €.

## **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de partenariat avec la plateforme Initiative Seuil de Provence Ardèche Méridionale telle qu'annexée à la présente délibération.
- **D'APPROUVER** l'octroi d'une subvention de 32 251,50 € pour l'année 2024.
- **DE PRECISER** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2024 du budget principal.
- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention de partenariat et tout document relatif à l'application de la présente délibération

**DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAL**

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024051-DE



Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** les termes de la convention de partenariat avec la plateforme Initiative seuil de Provence Ardèche Méridionale telle qu'annexée à la présente délibération.
- **APPROUVE** l'octroi d'une subvention de 32 251,50 € pour l'année 2024.
- **PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2024 du budget principal.
- **AUTORISE** le Président à signer la convention de partenariat et tout document relatif à l'application de la présente délibération

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**

**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



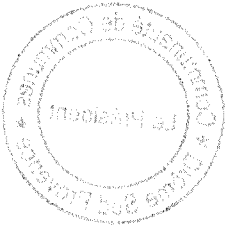
Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024051-DE



## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2024-2026

### **ENTRE**

**La Communauté de Communes Drôme Sud Provence,**  
Sise 3 rue Jean Charcot – 26700 PIERRELATTE  
représentée par son Président, Jean-Michel CATELINOIS, agissant en cette qualité en vertu de la délibération n° ..... du Conseil Communautaire en date du 03 avril 2024.  
Vu la délibération du Conseil Communautaire

Ci-après désignée « **la Collectivité** » d'une part,

### **ET :**

**L'Association Initiative Seuil De Provence Ardèche Méridionale,**  
Sise 32 avenue Pasteur 84500 BOLLENE  
représentée par son Président Nicolas GIRARD habilitée par son Conseil d'Administration du 23 Juin 2020.

Ci-après désignée « **l'Association** », d'autre part.

### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **PREAMBULE**

L'Association Initiative Seuil De Provence Ardèche Méridionale (ISDPAM) a pour objet de **favoriser la création, reprise et le développement d'entreprises et donc la création et/ou le maintien d'emplois.**

L'Association propose un panel de services et d'actions dans l'objectif de favoriser la création d'entreprises sur ce territoire :

- Accueil et accompagnement des porteurs de projets sur la méthode pour créer son entreprise
- Constitution d'un dossier de demande de financement
- Octroi d'un prêt d'honneur à taux 0% pour obtenir un financement bancaire
- Mobilisation d'autres outils financiers pour assurer l'assise financière du projet
- Suivi de l'activité pendant la durée de remboursement du prêt d'honneur
- Mise en place d'un parrainage avec un chef d'entreprise expérimenté (objectif 35% des projets financés parrainés)
- Mise en réseau des acteurs du territoire et des nouveaux chefs d'entreprises



L'association est qualifiée et adhérente au 1<sup>er</sup> réseau associatif d'entreprise : INITIATIVE FRANCE. Dans ce cadre, elle respecte la démarche qualité du réseau (norme AFNOR NF X 50-771) destinée à renforcer la qualité des services apportés aux porteurs de projets. L'Association a été qualifiée en 2003 et maintient sa qualification depuis.

L'Association propose une organisation coordonnée sur ses trois territoires d'intervention pour assurer son ancrage territorial et une mutualisation de ses moyens.

Ainsi, 6 bureaux locaux reçoivent les porteurs de projets :

- **Bollène** pour les Communautés de Commune Rhône Lez Provence (84), Aygues Ouvèze en Provence (84) et Drôme Sud Provence (26). La Collectivité met à disposition un bureau et ses salles de réunions pour leur apporter le meilleur accueil.
- **Nyons et Valréas** pour le territoire de la Communauté de Communes des Baronnie en Drôme Provençale (26), et de l'Enclave des Papes et du Pays de Grignan (84 et 26).
- **Buis les Baronnie** pour les porteurs de projet de ce territoire (26).
- **Lachapelle sous Aubenas et Le Teil** pour le territoire de la Communautés de Communes du Rhône aux gorges de l'Ardèche et les Communautés de Communes du territoire de l'Ardèche Méridionale.
- **Coucouron** pour les porteurs de projet de ce territoire (07).

La Collectivité au titre de ses compétences obligatoires est engagée dans le développement économique de son territoire. Ainsi, la création d'entreprise est un de ses champs d'intervention pour assurer :

- Une dynamique de territoire
- Une diversification du tissu économique local
- La création ou le maintien d'emplois

Aussi, le partenariat avec la plate-forme Initiative Seuil De Provence Ardèche Méridionale fait partie des actions de la Collectivité pour intervenir dans le développement économique local.

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'exercice de la mission confiée par la Collectivité à l'association.

## **TITRE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

### **Article 1 : cadre général**

Cette convention vise à définir les conditions d'exercice du partenariat entre les signataires.

La Collectivité a décidé de participer activement au fonctionnement de l'association dont les objectifs sont de :

- Favoriser les initiatives créatrices d'activité par l'octroi d'une aide financière aux créateurs/repreneurs d'entreprises nouvelles ou en premier développement (moins de trois ans),
- Mettre en place un suivi technique couplé à du parrainage (en cas de besoin) pour améliorer les chances de réussite du projet,
- Renforcer le lien entre le territoire et les entreprises au service du développement économique local.
- Soutenir les créations/reprise d'activités agricoles et leur intégration dans les circuits courts.

## **TITRE 2 – CONDITIONS GENERALES**

## Article 2 : rôles de la Collectivité

La présence d'une plate-forme INITIATIVE FRANCE sur la Collectivité est un atout de taille en matière de marketing territorial. Elle assure aux porteurs de projets qu'une structure est à même de les accompagner dans l'installation de leur entreprise sur la communauté de communes.

Aussi, la Collectivité prêtera son concours à la bonne réalisation des objectifs de l'association en :

- Orientant les porteurs de projets de création/reprise ou 1<sup>er</sup> développement d'entreprise de moins de 5 ans vers l'association.
- Communiquant sur les services et résultats de la plate-forme sur le territoire de la Collectivité
- Conseillant les porteurs de projets orientés par l'Association sur les possibilités d'accueil de leur activité sur une de ses communes
- Participant aux Comités techniques mensuels de l'association dès lors qu'un projet concerne l'intercommunalité.
- Participant aux événements et rencontres organisés par l'Association.
- Mettant à disposition des bureaux et salles de réunions pour recevoir les porteurs de projets et organiser des événements, notamment.

## Article 3 : Rôle d'INITIATIVE SEUIL DE PROVENCE ARDECHE MERIDIONALE

Dans le cadre de ce partenariat l'Association mutualise ses moyens au service des intercommunalités de son territoire. Ce partenariat permet d'assurer pour la Collectivité une pluralité de services aux porteurs de projets quel que soit le potentiel en matière de création d'entreprise sur son territoire.

Aussi, l'association met à disposition l'ensemble des actions exposées en préambule.

Elle s'engage donc :

⇒ en matière d'accompagnement des projets :

- A recevoir tout porteur de projet de création/reprise ou 1<sup>er</sup> développement d'activité, à l'informer sur les contacts à prendre, les actions à mener et les financements à mobiliser pour réaliser leur projet
- A instruire les dossiers de demandes de financements éligibles à son action (cf. statuts de l'Association et Règlement intérieur)
- A suivre les porteurs de projets financés et mettre en œuvre des actions visant à contribuer au développement de leur activité.

⇒ en matière de financement des projets :

- A mettre à disposition son fonds d'intervention « INITIATIVE SEUIL DE PROVENCE ARDECHE MERIDIONALE » traditionnel et celui spécifique agricole au service des projets émergents sur la Collectivité dans le respect des statuts et du règlement intérieur de l'Association.

Ces fonds sont destinés à l'octroi de prêts personnels à taux 0% : les prêts d'honneurs. Ces prêts sont attribués sans caution du créateur d'entreprise et sont remboursables sur 5 ans maximum.

- A veiller au remboursement des prêts par les porteurs de projets
- A mobiliser des fonds publics et privés pour abonder ce fonds
- A gérer l'enveloppe de ce fonds d'intervention mutualisé

⇒ en matière de communication :

- A informer trimestriellement la Communauté de Communes de tout accord ou déblocage de prêt d'honneur concernant un projet de l'intercommunalité.
- A communiquer lors de chaque afterwork organisé par L'Association sur le territoire de l'intercommunalité en présence de la presse et de l'intercommunalité
- A organiser annuellement une rencontre entre les lauréats de prêts d'honneur et les représentants de la communauté de communes

- A organiser un des évènements de l'année de l'Association Provence (assemblée générale ou dispositif d'accompagnement collectif, afterwork ou autre)
- A organiser toute autre communication souhaitée par la Communauté de Communes

⇒ de matière transversale :

- A renforcer les outils de suivi partagés relatifs aux porteurs de projets
- A resserrer les liens et les actions avec la Collectivité
- A co-construire un programme d'actions convergentes vers la stratégie de développement économique de la Collectivité
- A participer activement aux politiques de la Collectivité (Booster, Territoire d'Industrie, ...) dans la limite des compétences et savoir-faire de l'Association.

### **TITRE 3 – MODALITE DE SUIVI DE LA CONVENTION**

#### **Article 4 : suivi et évaluation**

Le dispositif de suivi et l'évaluation seront établis au travers :

- d'un rapport annuel général d'activité reprenant, l'évolution des chiffres indicateurs du territoire sur les 3 dernières années
- d'un tableau de bord récapitulatif des projets instruits sur la Collectivité et communiqué une fois par trimestre (le mois suivant la fin du trimestre).
- d'un mail informant la Collectivité des prêts d'honneurs d'Initiative Seuil De Provence Ardèche Méridionale débloqués dans le trimestre.
- Tout au long de l'année lors des Comités techniques, des points sur les projets en cours pourront être réalisés.

Les livrables cités ci-dessus sont décrits dans l'annexe 1 de la présente convention. Ils seront transmis au vice-président ainsi qu'au référent technique interne de la collectivité. Le président sera destinataire, a minima, du bilan annuel.

#### **Article 5 : financement**

Afin d'assurer ses missions, la Collectivité accorde une participation annuelle de 0,75€ par habitant (population municipale INSEE de l'année en cours) pour 2024, sous réserve de l'inscription des crédits au budget annuel de la communauté de communes.

#### **Article 6 : responsabilité des parties**

Chaque structure signataire est tenue responsable au titre de sa responsabilité civile professionnelle dans le cadre des interventions qu'elle réalise.

#### **Article 7 : Durée**

La présente convention aura une durée de 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2026.

#### **Article 8 : Dénonciation**

Il pourra être mis fin à la présente convention 31 décembre de chaque année sur l'initiative de l'une ou de l'autre des parties signataires par lettre recommandée avec accusé de réception six mois avant l'échéance annuelle.

#### **Article 9 : Respect du Règlement Général sur la Protection des Données**

Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai 2018. Il a pour objectif de protéger les données à caractère personnel et s'applique à toutes les organisations et entreprises ayant une activité au sein de l'Union européenne.

En application de ce nouveau Règlement, l'Association doit s'assurer que ses partenaires et donneurs d'ordre se sont également engagés à protéger les données à caractère personnel et

notamment celles que l'Association pourrait leur confier pour promouvoir le territoire d'implantation des porteurs de projet.

La « Charte pour la protection des données » de l'association décrit sa politique de confidentialité, les explications relatives à la conservation des données personnelles et les conditions d'utilisation de celles-ci par l'association et ses partenaires.

La Collectivité s'engage donc à protéger et à assurer la sécurité et la confidentialité des données personnelles des entrepreneurs transmises par l'association notamment en prenant toutes précautions utiles pour empêcher que celles-ci ne soient volées, déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

La Collectivité reconnaît que ces données à caractère personnel sont transmises à ses services :

- Pour certains traitements, tels que l'analyse statistique de l'activité entrepreneuriale de la Collectivité.
- Pour assurer un accompagnement complémentaire au service apporté par l'association aux porteurs de projets qu'elle finance lors du Comité d'Agrément
- Pour informer ces futurs entrepreneurs du soutien de la Collectivité au travers de l'accompagnement de l'association.

La Collectivité prend l'engagement de ne pas utiliser ces données pour ses propres besoins ni de les communiquer à un tiers.

La communication de ces données par la Collectivité visera uniquement à promouvoir la création de l'activité de l'entrepreneur sur le territoire d'implantation de son entreprise et ne saurait mettre en avant des informations personnelles.

La Collectivité est également tenue, dans la même mesure que l'Association, d'assurer la protection des données personnelles dans le respect de la charte pour la protection des données de l'association ci-annexée.

Fait à Pierrelatte, le .....

Jean-Michel CATELINOIS,

Président de la Communauté de Communes  
Drôme Sud Provence.....

Nicolas GIRARD,

Président d'Initiative Seuil De Provence  
Ardèche Méridionale

## ANNEXE 1 : Les livrables

### Tous les trimestres :

Mail récapitulatif des projets validés en Comité d'Agrément et des projets décaissés sur le trimestre adressé au Président de l'intercommunalité, au Vice-Président en charge de l'économie, au Directeur Général des Services, au Responsable du service économique.

Ce même mail sera également adressé à chaque Maire des communes concernées par un projet soutenu.

Pour tous ces destinataires, afin de recevoir les mails, à la signature de la convention et à chaque changement, l'intercommunalité devra communiquer à ISDPAM les adresses mails et noms des personnes concernées ci-dessus.

### Tableau de Bord d'activité joint au mail trimestriel :



### En juillet :

Récapitulatif semestriel des projets financés

### D'ici Mars pour l'année N-1:

Tableau de Bord d'activité annuel

Liste des projets soutenus sur l'année

Effet de levier du prêt d'honneur sur le prêt bancaire

Effet de levier de la dotation de la communauté de communes sur les financements accordés (retour sur investissement)

## ANNEXE 2 : CHARTRE POUR LA PROTECTION DES DONNEES

Je soussigné.....reconnait être informé et accepter que mes données personnelles puissent être collectées et utilisées par ISDPAM qui agit en qualité de responsable de traitement au sens de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés telle que modifiée au 20 janvier 2017 et telle que modifiée par le Règlement général sur la protection des données 2016/679 en date du 27 avril 2016.

ISDPAM s'engage à protéger et à assurer la sécurité et la confidentialité de mes données personnelles, notamment en prenant toutes précautions utiles pour empêcher que mes données soient volées, déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. En cas de violation de mes données personnelles, ISDPAM notifiera la violation en question, à la CNIL, dans les meilleurs délais, dès la découverte de celle-ci. Si la violation de mes données personnelles est susceptible d'engendrer un risque élevé pour mes droits et libertés, ISDPAM m'informera dans les meilleurs délais de la violation de mes données personnelles.

Je reconnais avoir pris connaissances que mes données personnelles peuvent être accessibles :

**A/** aux bénévoles de la plateforme ;

**B/** aux prestataires (ateliers et permanences d'experts) et partenaires techniques d'ISDPAM ;

qui interviennent et contribuent directement à la finalisation/consolidation des projets des entrepreneurs et pour lesquels, il est absolument nécessaire d'accéder à mes données personnelles renseignées ou/et validées par mes soins lors de la création et de l'utilisation de mon compte IP2.0 (identité, adresse postale, numéro de téléphone, adresse mail). Les bénévoles, les prestataires et les partenaires techniques ne peuvent agir que sur instruction d'ISDPAM.

**C/** Mes données personnelles peuvent également être transmises à d'autres catégories de partenaires d'ISDPAM (réseau Initiative France, collectivités locales) pour certains traitements, tels que l'analyse statistique de l'activité d'ISDPAM. Les données sont alors transmises de manière anonyme (les adresses et informations d'identité n'y figurent pas).

Dans le cas contraire, ces partenaires (réseau I. France, collectivités locales) auront pris l'engagement de ne pas utiliser mes données pour leurs propres besoins ni de les communiquer à un tiers. Le cas échéant, la communication de mes données par ces entités visera à promouvoir la création de mon activité au sein du réseau Initiative et sur le territoire d'implantation de mon entreprise. Ces entités sont également tenues, dans la même mesure qu'ISDPAM, d'assurer la protection de mes données personnelles. Les partenaires ne peuvent agir que sur instruction d'ISDPAM.

**D/** Mes données sont susceptibles d'être transférées aux partenaires commerciaux (banques, assureurs, experts-comptables...) d'ISDPAM susceptibles d'intervenir dans le bouclage financier des projets entrepreneuriaux. Dans ce cas, ISDPAM m'en informera et m'assurera de contrôler que mes données bénéficient d'une protection adéquate au regard des réglementations française et européenne. Les partenaires commerciaux ne peuvent agir que sur instruction d'ISDPAM.

E/ Enfin, la législation ou une procédure juridique peut également contraindre ISDPAM à divulguer mes données personnelles.

Mes données personnelles sont donc collectées pour les finalités suivantes :

- la gestion des dossiers des porteurs de projets ;
- l'information des porteurs de projets, des lauréats et des membres d'ISDPAM sur l'activité de cette dernière ;
- le renforcement et l'amélioration de la communication du Site Internet et de la marque par l'envoi, notamment, de newsletters et la diffusion de portraits de créateurs ;
- l'amélioration des services proposés aux entrepreneurs ;
- la réalisation d'études statistiques;
- la participation à des concours locaux, régionaux et nationaux de promotion de l'entrepreneuriat;
- la gestion des avis (questionnaire de satisfaction) des porteurs de projet ;
- la recherche de partenaires bancaires pour financer les projets des candidats à la création/reprise /développement d'entreprise ;
- les procédures de recouvrement des PH ;
- la recherche de partenaires pour accroître les chances de réussite des candidats à la création/reprise /développement d'entreprise.

Afin d'assurer la sécurité des paiements liés à ma participation aux manifestations d'ISDPAM, le site [www.initiative-sdpam.com](http://www.initiative-sdpam.com) utilise le service de paiement sécurisé Billetweb. Ce service intègre la norme de sécurité Lemonway / BNP Paribas. Les données confidentielles (le numéro de carte de crédit à 16 chiffres, la date d'expiration ainsi que le cryptogramme) sont directement transmises de manière cryptée aux serveurs Billetweb sans transiter sur les supports physiques du serveur d'ISDPAM. Lemonway est un établissement de paiement agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, spécialisé dans la collecte d'argent pour le compte de tiers et le cantonnement de fonds sur compte séquestre.

ISDPAM est uniquement amené à recevoir, enregistrer et conserver des éléments concernant mes informations bancaires dans le but de mettre en place les opérations d'octroi et de remboursement des prêts d'honneur.

Mes données à caractère personnel sont conservées 10 ans à compter de la fin de la relation avec ISDPAM ou du dernier contact.

Conformément à la loi informatique et libertés, je dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux données personnelles me concernant et du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, du droit à la limitation du traitement, du droit à l'effacement des données ainsi que du droit à la portabilité des données.

A Bollène, le .....

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Délibération N° 2024-052**

Compétence communautaire : **FINANCES / DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**OBJET : SUBVENTIONS AUX MISSIONS LOCALES DU TERRITOIRE ET CONVENTION  
D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC LA MISSION LOCALE DROME PROVENÇALE**

**L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril**, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : **47**

Délégués présents : **38**

Suffrages exprimés : **45**

**Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

**Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.



Madame Véronique CROS ne prend pas part au vote pour cette délibération.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

### **EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Alain GALLU*

**Vu** l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

**Vu** les statuts de la communauté de communes et notamment sa compétence en matière d'action sociale,

**Vu** les statuts des associations Missions Locales Drôme Provençale et Porte de Provence précisant l'objet de ces structures et leur périmètre d'intervention,

**Vu** la délibération n°2024-046 d'adoption du Budget Général de la CCDSPP,

**Vu** le projet de convention d'objectifs et de moyens 2024-2026 ci-joint annexé,

**Vu** l'avis de la Commission Développement Economique et Agriculture en date du 14 mars 2024,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires en date du 27 mars 2024,

Les Missions Locales Drôme Provençale et Porte de Provence interviennent dans l'accompagnement des jeunes âgés de 16 à 25 ans en matière d'insertion professionnelle et plus globalement d'autonomie. La Mission Locale Porte de Provence couvre, entre autres, la commune de Malataverne. La Mission Locale Drôme Provençale opère, entre autres, sur les autres communes de Drôme Sud Provence. A ce titre, la communauté de communes Drôme Sud Provence soutient les deux associations depuis 2014.

Une convention d'objectifs et de moyens signée entre la communauté de communes et la Mission Locale Drôme Provençale fixe les objectifs et responsabilités de chacune des parties. Elle est arrivée à son terme au 31 janvier 2023. Il est proposé de renouveler ce partenariat sur une durée de 3 ans, de 2024 à 2026, selon la convention annexée à la présente délibération.

Dans ce cadre, les 2 associations s'engagent à réaliser un suivi personnalisé des jeunes. De son côté, la Communauté de Communes verse une subvention de fonctionnement à l'association s'élevant à 1,5 € par habitant pour 2024, montant stable depuis 2014. Cela représente 61 485 € pour la Mission Locale Drôme Provençale et 3 018 € pour la Mission Locale Porte de Provence. Il n'est pas proposé de convention pour la Mission locale Porte de Provence en raison du montant inférieur au seuil réglementaire le nécessitant.

### **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de partenariat avec Mission Locale Drôme Provençale telle qu'annexée à la présente délibération.
- **D'APPROUVER** l'octroi d'une subvention de 61 485 € pour Mission Locale Drôme Provençale et 3 018€ pour Mission Locale Porte de Provence pour 2024.
- **DE PRECISER** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2024 du budget principal

- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention de partenariat et tout document relatif à l'application de la présente délibération.

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

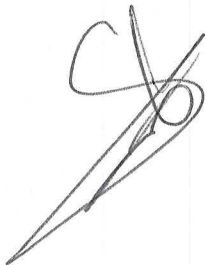
- **APPROUVE** les termes de la convention de partenariat avec Mission Locale Drôme Provençale telle qu'annexée à la présente délibération.
- **APPROUVE** l'octroi d'une subvention de 61 485 € pour Mission Locale Drôme Provençale et 3 018 € pour Mission Locale Porte de Provence pour 2024.
- **PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2024 du budget principal
- **AUTORISE** le Président à signer la convention de partenariat et tout document relatif à l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

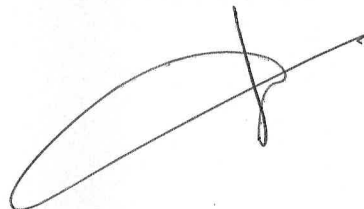
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



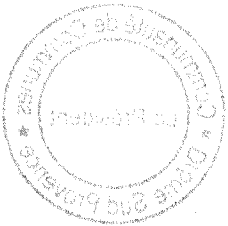
Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024052-DE



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024052-DE



**Période du : 01.01.2024**

**Au : 31.12.2026**

# Convention

## d'objectifs et de moyens

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DRÔME SUD PROVENCE**

# **PARTENARIAT associatif**

*Association*

**« MISSION LOCALE DRÔME PROVENÇALE »**



## Table des matières

PREAMBULE .....	3
Article 1   Objet de la convention .....	3
Article 2   Obligations des parties .....	3
2.1.   Obligations de la CCDSP.....	3
2.2.   Obligations de l'association .....	5
2.2.1.   Objet et engagements de l'association .....	4
2.2.2.   Inaccessibilité des droits .....	5
2.2.3.   Informations de l'association .....	5
2.2.4.   Communication .....	5
Article 3   Contrôles et évaluation .....	5
3.1.   Contrôle et réalisation des objectifs.....	5
3.1.1.   Evaluation .....	6
3.1.2.   Présentation des documents.....	6
<i>Documents comptables et financiers</i> .....	6
<i>Documents traitant de l'activité de l'association et restitution</i> .....	7
Article 4   Clauses générales .....	8
4.1.   Durée de la convention .....	8
4.2.   Renouvellement de la convention.....	8
4.3.   Sanctions.....	8
4.4.   Résiliation de la convention pour faute.....	8
Article 5   Dispositions diverses .....	9
5.1.   Contestations.....	9
5.2.   Avenants .....	9
5.3.   Dispositions diverses .....	9
Annexes .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>



# **Convention d'objectif et de moyens**

## **MISSION LOCALE DROME PROVENCALE**

**Entre :**

La Communauté de Communes Drôme Sud Provence (CCDSP), représentée par son Président, **Monsieur Jean-Michel CATELINOIS**, ou son représentant,

**d'une part,**

**Et**

L'Association, **MISSION LOCALE DRÔME PROVENCALE**  
Représentée par ses Co-présidentes en exercice

Mesdames : **Brigitte MERTZ et Véronique CROS** dûment autorisées à l'effet de passer une convention

**d'autre part,**

### **Il a été convenu ce qui suit**

#### **PRÉAMBULE**

La mission locale est chargée d'accueillir et d'accompagner le public reçu vers l'emploi, en développant des missions d'orientation, d'information et de suivi. Elle est aussi chargée d'initier et de promouvoir, en partenariat avec les entreprises, les institutions et les associations locales, des actions pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle de ces publics.

#### **Article 1           Objet de la convention**

La présente convention définit les conditions d'un partenariat entre la mission locale et la Communauté de Communes Drôme Sud Provence

#### **Article 2           Obligations des parties**

**2.1. Obligations de la Communauté de Communes Drôme Sud Provence (CCDSP)**

Pour sa part, la CCDSP s'engage à soutenir financièrement la réalisation des objectifs de la Mission Locale Drôme Provençale précisés à l'article 2.2.1, ci-après, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert.

Pour ce faire, la collectivité apporte son aide à la Mission Locale Drôme Provençale pour la mise en œuvre d'une politique locale :

**D'accompagnement et de soutien personnalisé du public accueilli dans ses démarches vers l'autonomie pour l'ensemble des communes du territoire (Hors Malataverne)**

A ce titre, la CCDSP s'engage à attribuer à la Mission Locale Drôme Provençale une subvention numéraire annuelle :

Le montant de la subvention sera soumis au vote annuel du conseil communautaire et la délibération sera annexée, en tant que de besoin, au présent document.

La participation de la CCDSP pourra faire l'objet d'un échéancier de règlement mensuel, trimestriel ou semestriel, actualisé chaque année au vu des prestations effectives de la Mission Locale Drôme Provençale de l'année précédente et de la demande de subvention présentée par la Mission Locale Drôme Provençale. L'échéancier sera annexé, le cas échéant, au présent document.

Il est rappelé que la Mission Locale Drôme Provençale travaille en partenariat avec les institutions (fédérations, collectivités territoriales) et privilégie les démarches transversales et participatives.

## **2.2. Obligations de l'association**

### **2.2.1. Objet et engagements de l'association**

La Mission Locale Drôme Provençale a pour objet :

**D'apporter un suivi personnalisé du public accueilli, dans le cadre de ses démarches vers l'autonomie pour l'ensemble des communes du territoire (Hors Malataverne)**

La Mission Locale Drôme Provençale s'engage à :

- Respecter et mettre en œuvre toutes les dispositions contenues dans ses statuts.
- Exercer ses activités dans le respect des règles juridiques, fiscales, sociales et comptables auxquelles elle est assujettie.
- Exercer ses activités dans le strict respect de son objet statutaire.
- Tenir sa comptabilité par référence aux principes du plan comptable général. Celle-ci sera tenue à disposition de la commune.

**Moyens :**

- **Moyens humains** : Les services, objet de l'article 1 de la présente convention seront assurés par les conseillères Emploi/Formation de la Mission Locale Drôme Provençale.
- **Moyens matériels** : le public sera accueilli à l'adresse suivante :  
**Mission Locale Drôme Provençale, Antenne de Pierrelatte**  
**8 Allée André Le Nôtre – 26700 Pierrelatte**  
ainsi que sur différents lieux de permanences sur le territoire de la CCDSP.

Les objectifs poursuivis par la Mission Locale Drôme Provençale doivent s'inscrire dans l'objet général de la présente convention.

**2.2.2. Inaccessibilité des droits**

La présente convention est conclue à titre personnel et exclusif : La Mission Locale Drôme Provençale ne pourra céder à des tiers les droits et obligations en résultant.

**2.2.3. Informations de l'association**

La Mission Locale Drôme Provençale s'engage à informer la CCDSP, dans les meilleurs délais, de toute difficulté qu'elle rencontrerait dans la réalisation de ses missions

La Mission Locale Drôme Provençale communiquera sans délai à la CCDSP, copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901, portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association (changements de dirigeants et modifications statutaires).

**2.2.4. Communication**

Dans toute action de communication autour des projets soutenus par la collectivité, la Mission Locale Drôme Provençale s'engage à faire apparaître l'intervention de la CCDSP. Elle pourra être sollicitée pour médiatiser et valoriser son action à la demande des services de la CCDSP.

La Mission Locale Drôme Provençale assure la responsabilité éditoriale des documents imprimés ou multimédia destinés aux usagers potentiels.

**Article 3 Contrôles et évaluation****3.1. Contrôle et réalisation des objectifs**

La Mission Locale Drôme Provençale s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CCDSP de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses ou frais et tout autre document dont la production serait jugée utile.



En particulier, la Mission Locale Drôme Provençale remet à la CCDSP, avant le 30 septembre de chaque année un compte rendu provisoire des actions déjà menées. La Mission Locale Drôme Provençale s'engage en outre à communiquer à toute personne physique ou morale accréditée par la CCDSP, tous les documents et renseignements permettant de justifier du parfait accomplissement des obligations mises à sa charge et des résultats de son activité.

Au terme de la convention, la Mission Locale Drôme Provençale remet, dans un délai de trois mois, un bilan couvrant l'ensemble de la période d'exécution de la convention. Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par la CCDSP en vue d'en vérifier l'exactitude.

### **3.1.1. Evaluation**

Les dirigeants ou représentants dûment habilités à cet effet de la Mission Locale Drôme Provençale rencontreront au moins une fois par an les représentants de la CCDSP pour évaluer les conditions d'application de la convention.

L'évaluation portera sur :

- ▶ Les conditions de réalisation de l'objectif décrit ci-avant par la Mission Locale Drôme Provençale auquel la CCDSP a apporté son concours, sur un plan quantitatif et qualitatif.
- ▶ La conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1<sup>er</sup>,
- ▶ Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

### **3.1.2. Présentation des documents**

#### **Documents comptables et financiers**

La Mission Locale Drôme Provençale s'engage :

A fournir chaque année à la CCDSP, dans les trois mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, le compte-rendu financier signé par le président ou toute personne habilitée à représenter la Mission Locale Drôme Provençale, attestant de la conformité des dépenses effectuées au regard de l'objet de la subvention défini à l'article 1<sup>er</sup> ;

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 octobre 2006, relatif au compte-rendu financier prévu par la loi du 12 avril 2000, traitant des droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le compte-rendu financier est constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée.

- Le tableau des charges et produits est issu du compte de résultat de la Mission Locale Drôme Provençale. Il fait apparaître les écarts éventuels, exprimés en euros et en pourcentage, constatés entre le budget prévisionnel et les réalisations.(actions individualisées et fonctionnement annuel)
- Le compte-rendu financier est accompagné de deux annexes :  
La première annexe comprend un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et les réalisations ainsi qu'un tableau de répartition entre le budget principal et le compte-rendu financier des charges communes indiquant les critères utilisés à cet effet ;  
Une seconde annexe comprend une information qualitative décrivant notamment la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.
  - ✓ A justifier à tout moment de l'utilisation de la subvention et à tenir sa comptabilité à la disposition de la CCDSP ;
  - ✓ A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuel des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel du 8 avril 1999 ;
  - ✓ A transmettre le cas échéant à la CCDSP dans les meilleurs délais, tout rapport produit par l'expert-comptable de La Mission locale Drôme Provençale, le commissaire aux comptes, le comptable qui la contrôle : en particulier, la Mission Locale Drôme Provençale fournira une copie certifiée conforme de ses budgets et comptes de l'exercice écoulé.

### **Documents traitant de l'activité de l'association et restitution**

La Mission Locale Drôme Provençale s'engage à communiquer à toute personne physique ou morale accréditée par la CCDSP, tous documents et renseignements permettant de justifier du parfait accomplissement des obligations mises à sa charge.

La Mission locale Drôme Provençale devra également fournir des procès-verbaux des assemblées générales et des réunions du Conseil d'Administration ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du Bureau.

A la demande de la collectivité, une réunion trimestrielle associant les signataires de la Convention pourra être programmée pour un meilleur suivi des opérations.

Par ailleurs, la Mission Locale Drôme Provençale pourra être amenée à présenter le bilan annuel de ses opérations au Conseil Communautaire de la CCDSP.

## **Article 4 Clauses générales**

### **4.1. Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter du :

**1<sup>er</sup> janvier 2024**

La CCDSP notifie chaque année le montant de son concours global.

La CCDSP peut mettre un terme à la présente convention pour un motif d'intérêt général.

### **4.2. Renouvellement de la convention**

La conclusion d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 3 et au dépôt des conclusions éventuellement provisoires de l'évaluation prévue au dit article.

### **4.3. Sanctions**

En cas de méconnaissance, non-exécution ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la CCDSP des conditions d'exécution de la présente convention par la Mission Locale Drôme Provençale et sans préjudice des dispositions des articles 4.3 et 4.4, la CCDSP peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

### **4.4. Résiliation de la convention pour faute**

En cas de manquement par l'une des parties à un ou plusieurs des engagements inscrits à la présente convention, la partie contractante pourra résilier, sans indemnisation, la présente convention dans les conditions suivantes :

- ▶ La partie la plus diligente adressera à l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, une mise en demeure de se conformer à l'obligation litigieuse en précisant les stipulations méconnues de la convention l'exposant à une résiliation de la convention ;
- ▶ La partie défaillante disposera d'un délai de trois mois à compter de la réception de la mise en demeure pour justifier de l'accomplissement de l'obligation ;
- ▶ A l'expiration du délai précité, la résiliation de la convention ne pourra intervenir qu'après avoir provoqué une réunion de conciliation entre les parties et dont le résultat serait infructueux.

**Article 5 Dispositions diverses****5.1. Contestations**

Les contestations qui s'élèveraient au sujet de l'exécution et de l'interprétation de la présente convention seront soumises au Tribunal Administratif de Grenoble.

**5.2. Avenants**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

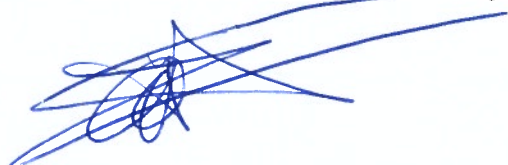
**5.3. Dispositions diverses**

Conformément aux dispositions de l'article 10 alinéas 5 et 6 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, il est rappelé que le budget et les comptes de la Mission locale Drôme Provençale, la convention d'objectifs et le compte-rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent dans les conditions prévues par la loi 78-753 du 17 juillet 1978 précitée.

En outre, la Mission Locale Drôme Provençale est tenue de déposer à la préfecture du département où se trouve son siège social, son budget, ses comptes, les conventions d'objectifs conclues pour le versement de subventions dont le montant annuel excéderait le seuil de 153 000 euros par an et, le cas échéant, les comptes-rendus financiers des subventions reçues, pour y être consultés.

Fait à Pierrelatte, le 16/02/2024

**Véronique CROS**  
Co-Présidente  
Mission Locale Drôme Provençale



**Jean-Michel CATELINOIS,**  
Président  
Communauté de Communes  
Drôme Sud Provence

**MISSION LOCALE DROME PROVENCALE**  
2, place Jacques Martin DEYDIER – 26110 NYONS  
Tél : 04.75.26.17.03 – Fax : 04.75.26.01.36  
SIRET : 381 403 583 00028 – APE : 8413Z

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024052-DE

Le 18/04/2024, le préfet de la région Île-de-France, le préfet de police de Paris et le préfet de la Seine-Saint-Denis ont signé le décret n° 2024-052 relatif à la délimitation des zones de protection des sites classés de la région Île-de-France.

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne, Pierrelatte, Rochevade, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Délibération N° 2024-053**

Compétence communautaire : **FINANCES / DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA DROME**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

**Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

**Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO

## **EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

Rapporteur : Alain GALLU

**Vu** l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

**Vu** les statuts de la communauté de communes et notamment sa compétence en matière de développement économique,

**Vu** les statuts de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme,

**Vu** le projet de la convention de partenariat 2024 ci-joint annexé,

**Vu** la délibération n°2024-046 d'adoption du Budget Général de la CCDSP,

**Vu** l'avis de la Commission Développement Economique en date du 14 mars 2024,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires en date du 27 mars 2024,

**Considérant** que la C.C.I. de la Drôme est un établissement public dont la mission est de soutenir le développement des entreprises de son territoire (le département de la Drôme) dans toutes les étapes de leur vie (création, croissance, développement, transmission) ainsi que d'animer la dynamique économique de son territoire. En ce sens, elle est partenaire des institutions locales départementales et régionales et agit de concert avec les Collectivités Territoriales,

**Considérant** que la CCDSP de par sa compétence développement économique, s'est doté en avril 2022 d'une stratégie de développement économique, assortie d'un plan d'actions pluriannuel. Ainsi, la CCDSP prévoit de travailler en partenariat avec la CCI de la Drôme sur un certain nombre de sujets.

**Considérant** que la C.C.I. de la Drôme et la CCDSP partagent des valeurs communes pour le développement des territoires, les deux parties ont décidé de conclure un accord de partenariat pour l'année 2024. L'engagement réciproque de la CCDSP et de la C.C.I. de la Drôme témoigne notamment de leur volonté partagée :

- De s'associer pour construire ensemble une collaboration sur le long terme, privilégiant des relations de proximité et de qualité
- D'être des partenaires actifs et privilégiés, dans le cadre de leurs politiques et actions respectives, particulièrement sur les axes suivants : l'attractivité économique du territoire drômois et la formation.

Ainsi, cette convention établit les conditions du partenariat ainsi qu'une liste de prestations de la CCI mobilisables à la carte et à tarifs préférentiels, dans la limite du montant inscrit au budget 2024, à savoir 10 000 €.

## **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme telle qu'annexée à la présente délibération.

- **DE PRECISER** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal.
- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention de partenariat et tout document relatif à l'application de la présente délibération

Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024053-DE

SLO

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

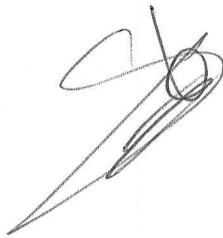
- **APPROUVE** les termes de la convention de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme telle qu'annexée à la présente délibération.
- **PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2024 du budget principal.
- **AUTORISE** le Président à signer la convention de partenariat et tout document relatif à l'application de la présente délibération

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

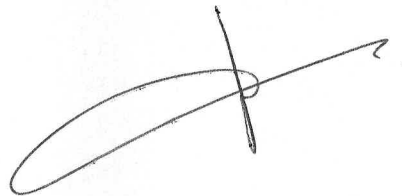
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**





Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024053-DE





## CONVENTION DE PARTENARIAT N°

ENTRE

COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD PROVENCE

ET

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DE LA DRÔME

Entre les soussignées :

**La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme**

52-74, rue Barthélémy de Laffemas - BP 1023 - 26010 VALENCE CEDEX

Représentée par **M. Alain GUIBERT**, Président, dûment habilité aux fins des présentes en vertu des pouvoirs qui lui ont été consentis par l'Assemblée Générale de la C.C.I. de la Drôme du 29 novembre 2021

Désignée par tout ce qui suit par « **C.C.I. de la Drôme** », d'une part

Et

**La Communauté de Communes Drôme Sud Provence**

3, rue Jean Charcot 26700 PIERRELATTE

Représentée par Jean-Michel CATELINOIS, Président, dûment habilité par délibération n° 2024-XXX du 3 avril 2024

Désignée par tout ce qui suit par « **CCDSP** », d'autre part

***Il a été arrêté et convenu ce qui suit :***

**ARTICLE 1 : EXPOSÉ DES MOTIFS**

La C.C.I. de la Drôme est un établissement public dont la mission est de soutenir le développement des entreprises de son territoire (le département de la Drôme) dans toutes les étapes de leur vie (création, croissance, développement, transmission) ainsi que d'animer la dynamique économique de son territoire. En ce sens, elle est partenaire des institutions locales départementales et régionales et agit de concert avec les Collectivités Territoriales

La CCDSP de par sa compétence développement économique, s'est doté en avril 2022 d'une stratégie de développement économique, assortie d'un plan d'actions pluriannuel. Ainsi, la CCDSP prévoit de travailler en partenariat avec la CCI de la Drôme sur un certain nombre de sujets.

Parce que la C.C.I. de la Drôme et la CCDSP partagent des valeurs communes pour le développement des territoires, les deux parties ont décidé de conclure un accord de partenariat pour l'année 2024. L'engagement réciproque de la CCDSP et de la C.C.I. de la Drôme témoigne notamment de leur volonté partagée :

- De s'associer pour construire ensemble une collaboration sur le long terme, privilégiant des relations de proximité et de qualité
- D'être des partenaires actifs et privilégiés, dans le cadre de leurs politiques et actions respectives, particulièrement sur les axes suivants : l'attractivité économique du territoire drômois et la formation.

**ARTICLE 2 : OBJET**

L'objet de la présente convention est de définir le cadre général de la coopération entre les parties, dans une optique de développement mutuel, qui se traduira par des actions communes notamment au regard de l'article 3 et 4 de la convention.

**ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS de la CCDSP**

Dans le cadre de la présente convention, la CCDSP s'engage à :

- **Désigner des interlocuteurs attitrés** pour entretenir des relations personnalisées avec la C.C.I. de la Drôme : La directrice du pôle développement territorial (Marylise BERGÈS) et le responsable du service développement économique (Jérémy GOSSET)

- **Mettre à disposition de la C.C.I. de la Drôme des locaux** (bureau et salles de réunions), afin de recevoir des porteurs de projets, chefs d'entreprises, ... et d'organiser des événements ou rencontres professionnelles.

- **Apporter à la C.C.I. de la Drôme une contribution financière** pour soutenir la mise en œuvre des actions listées ci-après :

➤ **Participation à la Task force du projet BOOSTER et prestations d'accompagnement des entreprises** retenues dans ce cadre : (dans le cadre de nos bonnes relations, il n'y aura pas de facturation des séances de travail auxquelles participent Mme Alessi)

- **Les ateliers pris en charge par la CCI de la Drôme et ses partenaires (dits gratuits)**

- Atelier « Développement à l'international » en partenariat avec le réseau EEN (financements à l'international / trouver des partenaires commerciaux ou techniques pour le développement de leur projet, ...)
- RDV INPI - RDV de 30 minutes soit 1 journée/an

- **Les ateliers simples au tarif préférentiel de 300€ HT pour 2h**, ce prix s'entend après une remise de 20% comme par exemple :

- Atelier sécurité informatique
- Atelier financer son projet

- **Les ateliers au tarif préférentiel de 500€ HT pour 3.5h**, ce prix s'entend après une remise de 20% comme par exemple :

- Donner de l'élan à son business model
- Les bases de la cybersécurité dans l'entreprise
- Management de l'information
- Faire de votre banquier votre meilleur allié : les clés et enjeux d'une bonne communication avec son banquier
- Transition écologique

**\*Pas plus de 20 personnes/atelier**

**Pour bénéficier des ateliers gratuits, il faut à minima retenir deux prestations payantes.**

➤ **Autres prestations à la carte :**

**INDUSTRIE :**

Pour les programmes région suivants : « Région Industrie Conseil Performance Entreprises » (programmes pris en charge à 70% par la Région AuRA).

Ces programmes sont déclinés dans différentes thématiques \* :

- **Achats** (programme court = 4 journées d'accompagnement individuel + 2 journées collectives) Coût total : 6 050€ HT / Reste à charge entreprise : 1 815€ HT
- **Commercial** (programme court = 4 journées d'accompagnement individuel + 2 journées collectives) : Coût total : 6 050€ HT / Reste à charge entreprise : 1 815€ HT
- **Innovation** (programme court = 4 journées d'accompagnement individuel + 2 journées collectives) : Coût total : 6 050€ HT / Reste à charge entreprise : 1 815€ HT
- **Gestion financière** (programme court = 2 journées d'accompagnement individuel + 3,5 journées d'ateliers collectifs) : Coût total : 4 340€ HT / Reste à charge entreprise : 1 302€ HT
- **International** (programme = jusqu'à 12 jours d'expertises et de conseil individuel + 2 journées collectives) Coût total : 9 202€ HT / Reste à charge entreprise : 2 760€ HT

*\*programmes et prix définis à ce jour par la Région AuRA sous réserve de possibles modifications imposées par la Région AuRA.*

**PROFESSIONNELS DU TOURISME**, accompagnements individuels (100€ HT/jour avec une prise en charge de la CCI à 30%, 70% restant à la CCDSP – Maximum de 6 jours par an) :

– **Conseil business sur mesure :**

Objectifs pour le chef d'entreprise :

- Développer son activité
- Monter en compétence sur une problématique commerciale, marketing, numérique ou financière....

L'objectif de l'intervention du conseiller C.C.I. est de permettre au chef d'entreprise :

- D'avoir une vision objective de son fonctionnement et de ses éventuelles difficultés,
- De trouver une réponse adaptée à une problématique spécifique de l'entreprise : booster les ventes, conquérir de nouveaux clients, créer un business model Canvas, travailler le positionnement de l'entreprise, financement, ligne éditoriale, etc.

Des ressources et outils pratiques seront fournis aux chefs d'entreprise : rapports comparatifs de solutions, supports d'information, méthodologies, tableaux de suivi, outils de pilotage, etc.

– **Améliorer sa présence en ligne : coaching numérique :**

Selon les cibles de clientèles visées et les activités, les entreprises utilisent différents outils (réseaux sociaux, sites, emailings, etc.) pour rester en lien avec leurs clients potentiels.

L'objectif de l'intervention d'un conseiller numérique de la C.C.I. est de répondre aux attentes spécifiques de chaque entreprise et de lui permettre de gagner en efficacité par :

- Un contenu plus pertinent et plus attractif au regard de ses cibles,
- Une cohérence d'ensemble de la communication de l'entreprise,
- Une meilleure maîtrise des outils numériques adaptés à ses besoins et à ses contraintes.

– **Optimiser sa marge en restauration commerciale :**

Les objectifs :

- Analyser la rentabilité de l'entreprise et de ses marges,
- Augmenter le résultat net de l'entreprise

Le conseiller C.C.I. spécialisé en restauration effectue un travail de retraitement des chiffres de l'entreprise afin d'identifier les éventuelles dérives non détectables par une analyse comptable classique. La lecture objective et analytique de la gestion de l'établissement est adressée au chef d'entreprise avec des propositions d'améliorations de son fonctionnement et des possibilités d'accompagnements pour les mettre en œuvre.

– **Calculer ses prix au plus juste et construire sa carte :**

Objectif : déterminer la bonne politique tarifaire et le bon coût matière pour assurer la viabilité de l'entreprise

Le conseiller C.C.I. spécialisé en restauration propose un coaching personnalisé au restaurateur : notion de coût matière et de marge brute, utilisation de la fiche technique, les objectifs à fixer pour assurer sa rentabilité, construction et évolution de la carte, etc.

Le coaching comprend des conseils personnalisés dans l'entreprise, des exercices pratiques et la remise d'outils au restaurateur.

➤ **AUTRES ACCOMPAGNEMENTS :**

- A la demande notre parcours créateur avec ces ateliers sera accessible sur Montélimar au tarif en vigueur. Si vous souhaitez que l'on organise cela sur votre site, un devis vous sera établi
- Parcours dirigeants – Formation stratégie d'entreprise – Programme en cours de développement

- Formule d'accompagnement de suivi des bénéficiaires booster de 1 jour/mois au tarif de 700€ HT/jour - hors mois d'août et décembre (en fonction des besoins, la CCI mobilisera le service concerné)
- Formation Être à l'aise dans sa prise parole en public - Durée : 2 jours - Effectif maxi : 8 - Tarif : 2400 € net de taxe les 2 jours
- Formation Pitcher son activité - Durée : 1 jour - Effectif maxi : 8 - Tarif : 1200 € net de taxe
- Atelier sensibilisation RH – sur devis
- Formation Optimiser son salon en France – sur devis
- Formation langues pour entreprises dans accompagnement - Anglais Espagnol Allemand Italien Français avec un accès illimité e-learning et certification CLOE (éligible au CPF) en fin de formation. Horaires à la carte. Coûts :
  - Cours binôme 69€/h
  - Cours collectif de 3 à 5 participants 75€/h

➤ **Organisation d'un évènement en 2024 :**

La CCI propose de prendre en charge pour vous l'organisation, sous réserve du thème et des objectifs que vous aurez défini (on peut vous y aider), à savoir :

- Ingénierie et coordination CCI : (temps de Mme ALESSI 700€ HT/jour au lieu des 1200€/HT/jour) temps estimé 5 jours soit 3500€HT
  - Le format le plus adapté
  - Sourcing des intervenants,
  - Cahier des charges avec l'expert et animateur
  - Recrutement expert et du journaliste animateur,
  - Retro planning
  - Points d'étapes
  - Organisation du fil rouge entre les différents intervenants dont le journaliste et les élus
  - Coordination avec équipe communication
  - Coordination traiteur
  - Coordination équipe salon
  - Coordination avec la Task Force et le cabinet (qui accompagne le projet Booster)
- Équipe d'hôtesse professionnelles : coût journalier de 230 € HT par personne
- Gestion des inscriptions via notre site internet avec une page dédiée avec votre logo (offert) et badges au nom de l'évènement :
- Coût à affiner en fonction du format, du délai possible des inscriptions et du nombre estimatif attendu de participants et/ou visiteurs si vous choisissez option entre 1700 € HT et 2500€ HT
- OPTION : Nous pouvons vous proposer également l'organisation sur l'après midi d'ateliers et/ou RDV Business sur thématiques que vous aurez retenu – sur devis. Coût à affiner en fonction du format, du délai possible des inscriptions et du nombre estimatif attendu de participants à partir de 3 000€ HT. A prévoir, en sus, à votre charge, le montant des indemnités/salaires des différents intervenants/experts/journalistes/animateurs, le traiteur, la salle et le matériel pour les ateliers ou RDV business ainsi que la régie et le personnel lié à la partie technique.

➤ **Formations délocalisées** ou à distance plus précisément pour commencer autour de la filière numérique

➤ **RDV experts...** lorsque nécessaire et au fur et à mesure des promos.

**Les tarifs indiqués sur cette convention, sont ceux au 23/01/2024 et sont susceptibles d'évoluer au fur et à mesure de l'année. Ils vous seront confirmés lors des devis sur les prestations retenues.**

En fonction du volume par année, à votre demande, un tarif préférentiel sera étudié.

La contribution financière sera versée après réception des factures liées aux prestations engagées dans cette convention.

L'ordre de virement sera effectué dans un délai de 60 jours suivant la date d'émission des factures correspondantes émises par la C.C.I de la Drôme, par virement bancaire aux coordonnées suivantes : Compte Banque Populaire des Alpes / 16807-00110-01019001203-01/ IBAN FR76-1680-7001-1001-0190-0120-301 / SWIFT : CCBPFRPPGRE

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA C.C.I. DE LA DRÔME**

En contrepartie de la contribution financière versée par la CCDSP, la C.C.I. de la Drôme s'engage à :

- Désigner des interlocuteurs attitrés pour entretenir des relations personnalisées avec la CCDSP. La C.C.I. de la Drôme désigne : Mme Sandrine ALESSI, Déléguée territoriale/Responsable de l'Antenne de Montélimar pour l'ensemble de la convention.
- Réaliser avec qualité les prestations retenues pour l'année par la CCDSP

#### **ARTICLE 5 : COMMUNICATION**

Les Parties s'engagent à s'informer au préalable de la mise en œuvre de toute action de communication propre liée aux domaines d'actions conduites en commun dans le cadre de la présente convention. Dans cette hypothèse, et quelle qu'en soit la forme, les Parties s'engagent à respecter les axes de communication et les messages principaux définis en commun.

#### **ARTICLE 6 : DURÉE, RÉSILIATION ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue entre les Parties pour une durée de 1 an. Elle ne pourra pas être poursuivie par tacite reconduction et devra faire l'objet d'une nouvelle signature si les parties le souhaitent.

En cas d'inexécution, manquement ou faute d'une des parties, au regard de l'une des obligations prévues par la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit après mise en demeure adressée en lettre recommandée avec AR par l'autre partie, et demeurée infructueuse, plus de 15 jours après la date de sa première présentation. La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité au profit de la partie fautive.

Au plus tard à date anniversaire, les deux parties se rencontreront pour établir un bilan des activités de l'année écoulée. Les deux parties si elles le souhaitent, et en commun accord, pourront convenir de la conclusion d'une nouvelle convention.

#### **ARTICLE 7 : RESPONSABILITE RELATIVE A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les parties s'engagent à respecter toutes dispositions en vigueur relatives à la protection des données et notamment le règlement général sur la protection des données (RGPD). Elles s'engagent à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que leurs traitements répondent aux exigences du règlement et garantissent la protection des droits des personnes concernées.

Les parties s'engagent à traiter les données uniquement pour les finalités qui font l'objet de la convention et à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans ce cadre.

Il appartient à la partie collectant des données personnelles de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte.

Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits que leur confère la réglementation en vigueur relatives à la protection des données, à l'égard de et contre chacune des parties.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès d'une des parties des demandes d'exercice de leurs droits, les autres parties doivent, dans la mesure du possible, l'aider à s'acquitter de son obligation.

## **ARTICLE 8 : PROPRIETE INTELLECTUELLE**

La C.C.I. de la Drôme et la CCDSP sont et restent titulaires de l'ensemble des droits de propriété industrielle, droits de propriété littéraire et artistique, droits de communication et droits à l'image respectifs.

Il est précisé que la présente convention ne confère à chaque partie qu'un droit d'usage des signes distinctifs et des appellations de l'autre partie dans les strictes limites prévues à la présente convention.

La CCDSP demeure propriétaire de l'intégralité des contenus, fichiers, données et documents communiqués à la C.C.I. de la Drôme pour les besoins de la présente convention, y compris pour les modifications ou compléments qui pourraient y être apportés par la C.C.I. de la Drôme.

Au titre de cet accord, la CCDSP aura la possibilité de faire apparaître la mention « membre partenaire de la C.C.I. de la Drôme » sur des documents tant internes qu'externes (à l'exception de toutes offres commerciales). L'accord express de la C.C.I. de la Drôme sera requis préalablement à la diffusion de chaque document.

Au titre de cet accord, la C.C.I. de la Drôme aura la possibilité de faire apparaître la mention « membre partenaire de la CCDSP sur des documents tant internes qu'externes (à l'exception de toutes offres commerciales). L'accord express de la CCDSP sera requis préalablement à la diffusion de chaque document.

## **ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE**

Pendant toute la durée de la convention et pendant une période de 5 ans après son expiration, les deux parties s'engagent à considérer comme confidentiels tous les documents, informations et données quel qu'en soit le support qu'elles échangent à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

En conséquence, elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers pour quelque raison que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'autre partie concernée.

A l'expiration de la convention, les deux parties s'engagent à se restituer ou à détruire les informations qu'elles auront pu se communiquer.

Chacune des parties pourra, sans qu'il soit besoin d'obtenir l'accord préalable et écrit de l'autre partie, communiquer à ses comptables, commissaires aux comptes ou à l'administration fiscale la présente convention.

## **ARTICLE 10 : NON EXCLUSIVITE**

La présente convention est conclue sans exclusivité de part ni d'autre, chaque partie se réservant la possibilité de conclure des conventions analogues à la présente convention avec tout autre organisme ou entreprise.

## **ARTICLE 11 : CONTESTATION**

Tout différend né entre les deux parties, relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution des présentes, devra faire l'objet d'une recherche de solution amiable. A défaut d'accord, le différend sera soumis à la juridiction compétente.

## **ARTICLE 12 : CESSION**

Chacune des deux parties s'interdit de céder ou de transmettre tout ou partie des droits et obligations résultant de la présente convention, sous quelque forme et sous quelque modalité que ce soit, sans l'accord exprès préalable de l'autre partie.

## **ARTICLE 13 : INTUITU PERSONAE – INDEPENDANCE – ETHIQUE**

La convention est conclue *intuitu personae*, en considération de l'identité et de la réputation de la C.C.I. de la Drôme. Tout évènement modifiant l'identité, l'actionnariat ou la qualité de la C.C.I. de la Drôme devra préalablement être notifié sans délai à la CCDSP, et par écrit, cette dernière disposant de la faculté de résilier la convention par lettre recommandée avec AR avec effet à l'issue du délai qui y sera indiqué, sans qu'aucune indemnité ne soit due de ce chef par la CCDSP.



La convention exclut tout lien de préposition ou de subordination entre les parties, qui chacune exécutent celle-ci de façon autonome et indépendante. Les parties s'interdisent de se présenter comme le mandataire, l'agent ou le salarié de l'autre partie.

Chaque partie conserve la seule et entière responsabilité de ses salariés sans que l'autre partie ne puisse être inquiétée à cet égard, en quoi que ce soit. Chaque partie fait en particulier son affaire du respect des réglementations applicables, des déclarations, ainsi que des règlements et contributions à effectuer.

Les parties déclarent avoir une parfaite connaissance des articles 432-11 et suivants du Code Pénal et des articles 435-1 et suivants et qu'elles s'y conformeront.

#### **ARTICLE 14 : ELECTION DE DOMICILE**

Pour les besoins d'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

- Pour la C.C.I. de la Drôme, en ses bureaux, 52-74 rue Barthélemy de Laffemas à Valence
- Pour la CCDSP, en son siège, 3 rue Jean Charcot à Pierrelatte

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'une information écrite et préalable à l'autre partie.

#### **ARTICLE 15 – DIVERS**

La convention constitue l'intégralité des accords des parties au titre de son objet et remplace tous autres accords antérieurs, écrits ou verbaux.

La renonciation par une partie à un droit quelconque ne vaudra pas renonciation pour l'avenir, d'exercer le même droit.

Toute modification à la présente convention ne pourra valablement intervenir que par écrit, par voie d'avenant préalablement signé par les parties.

Fait à Valence, le .....  
En deux exemplaires originaux

**Chambre de Commerce et  
d'Industrie de la Drôme**

**Communauté de Communes  
Drôme Sud Provence**

**Alain GUIBERT  
Président**

**Jean-Michel CATELINOIS  
Président**



3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :  
Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-054

Compétence communautaire : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**OBJET : SERVICE PUBLIC DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DE L'HABITAT SUD DROME – CONVENTION 2024 FIXANT LES CONDITIONS DE PORTAGE DU SERVICE PUBLIC**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

#### Etaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Etaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Marie FERNANDEZ*

**Vu** la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et son article 22, modifiant le chapitre II du titre III du livre II du code de l'énergie,

**Vu** l'article L232-1 du Code de l'énergie qui détermine que le service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH) s'appuie sur un réseau de plateforme territoriale de rénovation portées par un ou plusieurs EPCI,

**Vu** l'arrêté du 5 septembre 2019 portant validation du programme « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » (SARE) dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie,

**Vu** la délibération n°2021-72 du conseil communautaire du 5 mai 2021 approuvant la structuration d'un service public de la performance énergétique de l'habitat à l'échelle Sud Drôme en partenariat avec 4 autres EPCI, pour une durée de 3 ans,

**Vu** la délibération n°2023-090 du conseil communautaire en date 13 décembre 2023 approuvant le Plan Climat Air Energie Territorial et notamment la fiche action 1.1.1 relative à l'accompagnement des ménages dans la rénovation énergétique de leur habitat,

**Vu** la délibération n°2023-36 du Conseil d'Administration de l'ANAH en date du 16 octobre 2023 approuvant les mesures exceptionnelles en faveur du financement du réseau de guichets prévus à l'article L.232-2 du Code de l'énergie dans la région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** l'avis de la commission aménagement du territoire en date du 12 mars 2024,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 mars 2024,

Le Président rappelle que le service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH) accompagne depuis 3 ans les ménages dans la rénovation de leur logement en apportant des conseils techniques et en les orientant vers les aides auxquelles ils peuvent prétendre.

Ce service a été structuré en partenariat avec 4 autres EPCI afin d'apporter une lisibilité et une souplesse d'accès aux usagers. La convention de partenariat signée en 2021 a pris fin au 31 décembre 2023. Afin d'assurer une continuité à ce service, une nouvelle convention est proposée en pièce jointe.

Pour cette nouvelle année et suite au désengagement de la Région sur ce dossier, l'ANAH prend le relais de la Région sur les financements des certificats d'économie d'énergie sur les actes et forfaits SARE et assure

l'équivalent de 50 % pour les aides directes 2023 du précédent appel à manifestation d'intérêt régional. Comme sur le montage précédent, Montélimar Agglomération serait désignée comme bénéficiaire principale pour la réception des aides et procéderait aux reversements pour les EPCI partenaires. Le programme d'actions 2024 proposé pour la CCDSF s'établit à un coût résiduel de moins de 0,5 € par habitant, ce qui équivaut à la même implication financière annuelle que celle qui avait été décidée pour les 3 années précédentes.

### **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** la convention fixant les conditions de portage du service public de la performance énergétique de l'Habitat pour 2024 jointe à la présente délibération,
- **D'AUTORISER** le Président à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

### **DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** la convention fixant les conditions de portage du service public de la performance énergétique de l'Habitat pour 2024 jointe à la présente délibération,
- **AUTORISE** le Président à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

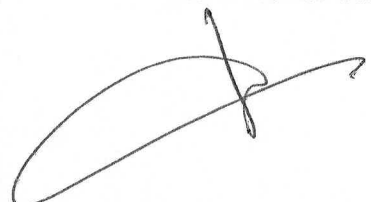
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**

**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



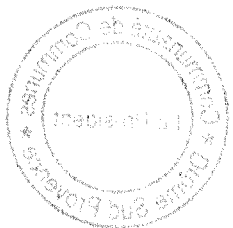
Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024054-DE



## **Convention fixant les conditions de portage du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat - année 4 - 2024 -**

### **ENTRE**

la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération, représentée par son Président Monsieur Julien CORNILLET, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du.....2024.  
Ci-après désignée CAMA,

la Communauté de communes Drôme Sud Provence, représentée par son Président Monsieur Jean-Michel CATELINOIS, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du.....2024.  
Ci-après désignée CCDSF

la Communauté de communes des Baronnie en Drôme Provençale, représentée par son Président Monsieur Thierry DAYRE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du.....2024.  
Ci-après désignée CCBDP

la Communauté de communes Dieulefit-Bourdeaux, représentée par sa Présidente Madame Fabienne SIMIAN, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du.....2024.  
Ci-après désignée CCDB

la Communauté de communes Enclave des Papes – Pays de Grignan, représentée par son Président Monsieur Patrick ADRIEN, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du.....2024.  
Ci-après désignée CCEPPG

### **Préambule**

La Loi du 18/08/2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit la création du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH) qui prend le relais des services précédemment assurés par les Espaces Information Energie (Sensibilisation et conseil) et par les Plateformes de la Rénovation (Accompagnement personnalisé des porteurs de projet.

L'article L232-1 du Code de l'énergie détermine que « le service public de la performance énergétique de l'habitat assure l'accompagnement des consommateurs souhaitant diminuer leur consommation énergétique. Il assiste les propriétaires et les locataires dans la réalisation des travaux d'amélioration de la performance énergétique de leur logement et leur fournit des informations et des conseils personnalisés. »

L'article L232-2 du même code prévoit que ce service public de la performance énergétique de l'habitat s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique portées par un ou plusieurs EPCI afin de couvrir l'ensemble du territoire national. Ces plateformes ont une mission d'accueil, d'information et de conseil du consommateur. Elles fournissent à ce dernier les informations techniques, financières, fiscales et réglementaires nécessaires à l'élaboration de son projet de rénovation. Les conseils fournis sont personnalisés, gratuits et indépendants. Ces plateformes peuvent favoriser la mobilisation des professionnels et des acteurs locaux en vue de mettre en place des actions favorisant la rénovation énergétique des logements.

Un travail conduit en 2020, coordonné par le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes et la Préfecture de la Drôme, a acté la nécessité d'élargir le champ d'intervention des plateformes de la rénovation afin d'assurer une couverture le plus large possible pour l'ensemble des administrés de la Drôme et pouvoir mutualiser un service à une échelle intéressante. Ainsi, les Communautés de communes Drôme Sud Provence (CCDSP), Baronnies en Drôme Provençale (CCBDP), Dieulefit-Bourdeaux (CCDB) et Enclave des Papes – Pays de Grignan (CCEPPG) ont sollicité la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération (CAMA) afin d'assurer la gestion administrative du SPPEH et ont décidé de faire appel à un opérateur unique pour l'animation de ce service public.

Les intercommunalités signataires de la convention ont assuré le portage du SPPEH sur l'ensemble de leurs communes à compter du 1er janvier 2021 conformément à la loi de transition énergétique pour la croissance verte.

Aujourd'hui en 2024, à travers une convention de financement des Espaces Conseil France Rénov', l'ANAH prend le relais des financements sur la base du budget 2023, à 100 % pour les actes et forfaits SARE et 50 % pour les anciennes aides directes de l'AMI régional.

Afin de poursuivre le service, les cinq communautés ont décidé de mettre en place une nouvelle convention de partenariat inter-EPCI pour 2024, vu la délibération du Conseil d'Administration ANAH n°2023-36 en date du 16 octobre 2023 approuvant les mesures exceptionnelles en faveur du financement du réseau de guichets prévus à l'article L.232-2 du code de l'énergie dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, convention portée administrativement par Montélimar-Agglomération.

Cette convention précise le rôle de chaque intercommunalité signataire, ses objectifs vis-à-vis du programme CEE SARE et le financement nécessaire à la mise en œuvre du SPPEH.

### **ARTICLE 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de confier la gestion administrative du SPPEH à la CAMA, pour le compte des intercommunalités signataires ci-dessus et de définir les engagements des différentes parties et plus particulièrement les modalités d'animation et de financement du programme.

### **ARTICLE 2 - Durée de la convention**

La présente convention est établie pour 1 an à compter du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024, en attendant la mise en place du Service Public de la Rénovation de l'Habitat prévue au 1er janvier 2025 et de ses modalités de fonctionnement.

### **ARTICLE 3 – Engagements de l'EPCI en charge de la gestion administrative**

La CAMA assure la gestion administrative du SPPEH pour le compte des EPCI signataires à compter du 1er janvier 2024 et ce jusqu'au 31 décembre 2024 et dans la limite des moyens accordés par l'ANAH.

Pour cela la CAMA est chargée :

- De signer la convention de partenariat avec l'ANAH pour le compte des EPCI signataires après validation de son contenu par l'ensemble des intercommunalités,
- De signer la convention d'objectifs et de moyens avec les opérateurs du SPPEH pour le compte des EPCI signataires après validation de son contenu par l'ensemble des intercommunalités,
- De procéder au versement des subventions aux l'opérateurs, pour le compte des intercommunalités signataires, tel que défini dans la convention d'objectifs et de moyens, sous réserve de l'atteinte des objectifs,
- De procéder au versement de la subvention à destination de la CCDSP, pour les actions réalisées en interne, tel que défini à l'article 9,
- D'assurer l'animation du dispositif en réunissant les Comités de Pilotage et Comités Techniques conformément à l'article 5,
- De mobiliser l'ensemble des subventions et participations attendues dans le cadre de la convention ANAH de financement du réseau ECFR,
- De s'impliquer dans l'animation du réseau départemental,
- De coordonner la communication à l'échelle du territoire.

La CAMA mettra à disposition des moyens humains, 0.2 ETP/an afin de mener ses missions dans les meilleures conditions. L'ancienne prime régionale de regroupement perçue par Montélimar-Agglomération, destinée à financer ces missions, étant diminuée de 50%, les 5 EPCI compenseront cette baisse au prorata de leurs populations.

En cas de départ du/des agent(s), la CAMA s'engage à pourvoir au remplacement rapidement pour poursuivre les missions citées ci-dessus et ainsi honorer les engagements contractuels avec l'ANAH pris dans ce cadre.

#### **ARTICLE 4 – Engagements des intercommunalités signataires**

Les intercommunalités signataires sont co-maîtres d'ouvrage et confient à la CAMA la gestion administrative du SPPEH.

Par voie de conséquence :

- elles mandatent la CAMA pour effectuer en leur lieu et place les missions décrites dans l'article 3,
- elles nomment un élu référent pour siéger au Comité de Pilotage,
- elles nomment un/des technicien(s) référent(s) pour participer au Comité Technique,
- elles s'assurent de la mise en œuvre opérationnelle du SPPEH sur leur territoire en lien direct avec les opérateurs,
- elles s'engagent à transmettre à la CAMA les indicateurs attendus par les financeurs pour leur territoire,
- elles compensent la baisse de la prime de regroupement au prorata de leurs populations.

#### **ARTICLE 5 - Modalités de gouvernance**

Le Comité de pilotage est composé d'un élu référent pour chaque EPCI, nommé par leur intercommunalité. Chaque collectivité s'engage à communiquer les coordonnées de son élu référent à la CAMA ainsi que tout changement.

Le Comité de Pilotage se réunira au moins une fois par an et aussi souvent que nécessaire sur demande d'un de ses membres. Il sera seul décisionnaire de toute modification ou renouvellement de la présente convention. Ces décisions devront être validées par l'ensemble des Conseils Communautaires des collectivités signataires.

Le comité technique est composé d'au moins un référent technique par EPCI. Chaque collectivité s'engage à communiquer les coordonnées du/des référents techniques à la CAMA ainsi que tout changement. Le comité technique se réunira au moins 2 fois par an et aussi souvent que nécessaire sur demande d'un de ses membres. Il sera l'interlocuteur privilégié de l'opérateur unique, suivra la réalisation des missions de ce dernier et ses membres assureront les remontées d'informations auprès de la CAMA afin de pouvoir réaliser les demandes de paiement de la subvention ANAH. Les indicateurs attendus sont détaillés à l'article 6 de la présente convention. Enfin, il définira avec les opérateurs les actions mutualisées de structuration et d'animation du secteur privé à mener dans la limite de l'enveloppe budgétaire prévue à l'article 7.

#### **ARTICLE 6 – Contenu des missions du SPPEH**

La convention de financement de la continuité des ECFR de l'ANAH s'articule autour de 5 axes :

- Axe 1 : Stimuler puis conseiller la demande
- Axe 2 : Accompagner les ménages
- Axe 3 : Mobiliser et animer l'ensemble des acteurs de l'offre (services des collectivités, artisans, banques, agences immobilières, notaires) impliqués dans les projets de rénovation
- Axe 4 : Anticiper en 2024 l'évolution du SPPEH en SPRH pour le 1<sup>er</sup> janvier 2025
- Axe 5 : S'impliquer dans l'animation-départementale

La mise en œuvre et l'organisation du service pourront être évolutives, tout changement sera débattu lors d'un Comité de Pilotage et validé par les conseils communautaires de chacune des parties.

Dans un souci de mutualisation et de qualité du service, les intercommunalités de définir ensemble une stratégie unique de communication à destination des ménages et d'animation des acteurs privés. Cette stratégie unique permettra tout de même des adaptations locales afin de répondre aux besoins de chaque territoire.

Certaines missions seront donc réalisées par les opérateurs (voir article 7) et d'autres en régie par les collectivités (voir article 8).

Voici les objectifs prévisionnels définis pour la quatrième année (2024) :



BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 4							
DÉPENSES	CA MA		CCDSP	CCBDP	CCDB	CCPPG	TOTAL
Nombre d'habitants	65368		42344	21216	9412	9083	147423
Information de 1er niveau A1	700		450	530	380	120	2180
Information de 1er niveau A1 (€)	5 600.00 €		3 600.00 €	4 240.00 €	3 040.00 €	960.00 €	17 440.00 €
Conseil personnalisé aux ménages A2	550		300	410	330	100	1690
Conseil personnalisé aux ménages A2 (€)	27 500.00 €		15 000.00 €	20 500.00 €	16 500.00 €	5 000.00 €	84 500.00 €
Conseil personnalisé aux copros A2	5		5	2	2	-	14
Conseil personnalisé aux copros A2 (€)	750.00 €		750.00 €	300.00 €	300.00 €	- €	2 100.00 €
Sensibilisation, communication, animation des ménages C1	5 447.33 €		3 528.67 €	1 768.00 €	784.33 €	756.92 €	12 285.25 €
Forfait A1/A2	7 821.85 €		5 066.83 €	2 538.68 €	1 126.23 €	1 086.86 €	17 640.45 €
Autres dépenses	14 400.00 €		- €	- €	- €	- €	14 400.00 €
<b>Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)</b>	<b>61 519.18 €</b>		<b>27 945.50 €</b>	<b>29 346.68 €</b>	<b>21 750.56 €</b>	<b>7 803.78 €</b>	<b>148 365.70 €</b>
Accompagnement des ménages A4	91		29	30	14	8	172
Accompagnement des ménages A4 (€)	54 600.00 €		17 400.00 €	18 000.00 €	8 400.00 €	4 800.00 €	103 200.00 €
Accompagnement des copros A4	2		2	1	1	0	6
Accompagnement des copros A4 (€)	6 000.00 €		6 000.00 €	3 000.00 €	3 000.00 €	- €	18 000.00 €
Structurer et animer les acteurs privés C3	6 536.80 €		4 234.40 €	2 121.60 €	941.20 €	908.30 €	14 742.30 €
<b>Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et privés)</b>	<b>6 536.80 €</b>		<b>4 234.40 €</b>	<b>2 121.60 €</b>	<b>941.20 €</b>	<b>908.30 €</b>	<b>14 742.30 €</b>
Gestion administrative / Reporting opérateur	900.00 €		- €	- €	- €	- €	900.00 €
Gestion administrative	9 568.00 €		- €	- €	- €	- €	9 568.00 €
<b>TOTAL DÉPENSES</b>	<b>139 123.98 €</b>		<b>55 579.90 €</b>	<b>52 468.28 €</b>	<b>34 091.76 €</b>	<b>13 512.08 €</b>	<b>294 776.00 €</b>

### ARTICLE 7 – Contenu des missions confiées aux opérateurs

Certaines missions seront réalisées par les opérateurs et feront l'objet d'un conventionnement avec la CAMA :

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 4								
DÉPENSES	CA MA		CCDSP	CCBDP	CCDB	CCPPG	TOTAL	
	CEDER	Autre opérateur	CEDER	CEDER	CEDER	CEDER	CEDER	Autre opérateur
Information de 1er niveau A1	700		450	530	380	120		2180
Information de 1er niveau A1 (€)	5 600.00 €		3 600.00 €	4 240.00 €	3 040.00 €	960.00 €		17 440.00 €
Conseil personnalisé aux ménages A2	550		300	410	330	100		1690
Conseil personnalisé aux ménages A2 (€)	27 500.00 €		15 000.00 €	20 500.00 €	16 500.00 €	5 000.00 €		84 500.00 €
Conseil personnalisé aux copros A2	5		5	2	2	-		14
Conseil personnalisé aux copros A2 (€)	750.00 €		750.00 €	300.00 €	300.00 €	- €		2 100.00 €
Sensibilisation, communication, animation des ménages C1	1 650.00 €		1 000.00 €	1 200.00 €	250.00 €	250.00 €		4 350.00 €
Forfait A1/A2	7 821.85 €		5 066.83 €	2 538.68 €	1 126.23 €	1 086.86 €		17 640.45 €
Autres dépenses								- €
<b>Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)</b>	<b>43 921.85 €</b>		<b>25 416.83 €</b>	<b>28 778.68 €</b>	<b>21 216.23 €</b>	<b>7 296.86 €</b>		<b>126 030.45 €</b>
Accompagnement des ménages A4	55	36	29	30	14	8		136
Accompagnement des ménages A4 (€)	33 000.00 €	21 600.00 €	17 400.00 €	18 000.00 €	8 400.00 €	4 800.00 €		81 600.00 €
Accompagnement des copros A4	2		2	1	1			6
Accompagnement des copros A4 (€)	6 000.00 €		6 000.00 €	3 000.00 €	3 000.00 €	- €		18 000.00 €
Structurer et animer les acteurs privés C3	1 000.00 €		3 387.52 €	1 697.28 €	752.96 €	726.64 €		7 564.40 €
<b>Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et privés)</b>	<b>1 000.00 €</b>		<b>3 387.52 €</b>	<b>1 697.28 €</b>	<b>752.96 €</b>	<b>726.64 €</b>		<b>7 564.40 €</b>
Gestion administrative / Reporting opérateur	900.00 €							900.00 €
Gestion administrative								- €
<b>TOTAL DÉPENSES</b>	<b>84 221.85 €</b>	<b>21 600.00 €</b>	<b>52 204.35 €</b>	<b>51 475.96 €</b>	<b>33 369.19 €</b>	<b>12 823.50 €</b>		<b>234 094.85 €</b>

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 4								
RECETTES	CA MA		CCDSP	CCBDP	CCDB	CCPPG	TOTAL	
	CEDER	Autre opérateur	CEDER	CEDER	CEDER	CEDER	CEDER	Autre opérateur
Prime ANAH 2024	14 696.76 €		6 523.95 €	3 268.75 €	1 450.11 €	1 399.42 €		27 338.99 €
<b>Sous Total Prime ANAH</b>	<b>14 696.76 €</b>		<b>6 523.95 €</b>	<b>3 268.75 €</b>	<b>1 450.11 €</b>	<b>1 399.42 €</b>		<b>27 338.99 €</b>
A1	2 800.00 €		1 800.00 €	2 120.00 €	1 520.00 €	480.00 €		8 720.00 €
A2 (1)	13 750.00 €		7 500.00 €	10 250.00 €	8 250.00 €	2 500.00 €		42 250.00 €
A2 (2)	375.00 €		375.00 €	150.00 €	150.00 €	- €		1 050.00 €
C1	825.00 €		500.00 €	600.00 €	125.00 €	125.00 €		2 175.00 €
Forfait A1/A2	3 910.93 €		2 533.41 €	1 269.34 €	563.11 €	543.43 €		8 820.23 €
A4 (1)	16 500.00 €	10 800.00 €	9 700.00 €	9 000.00 €	4 200.00 €	2 400.00 €		40 800.00 €
A4 (2)	3 000.00 €		3 000.00 €	1 500.00 €	1 500.00 €	- €		9 000.00 €
C3	500.00 €		1 893.76 €	848.64 €	376.48 €	363.32 €		3 782.20 €
<b>Sous Total SARE</b>	<b>41 660.92 €</b>	<b>10 800.00 €</b>	<b>26 102.17 €</b>	<b>25 737.98 €</b>	<b>16 684.59 €</b>	<b>6 411.75 €</b>		<b>116 597.43 €</b>
<b>Sous Total Prime ANAH + CEE SARE</b>	<b>56 357.69 €</b>	<b>10 800.00 €</b>	<b>32 626.12 €</b>	<b>29 006.73 €</b>	<b>18 134.70 €</b>	<b>7 811.17 €</b>		<b>143 936.41 €</b>
Participation EPCI 2024	27 864.17 €		19 578.23 €	22 469.23 €	15 234.49 €	5 012.33 €		90 158.44 €
<b>Sous Total Collectivité locale</b>	<b>27 864.17 €</b>		<b>19 578.23 €</b>	<b>22 469.23 €</b>	<b>15 234.49 €</b>	<b>5 012.33 €</b>		<b>90 158.44 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>84 221.85 €</b>	<b>21 600.00 €</b>	<b>52 204.35 €</b>	<b>51 475.96 €</b>	<b>33 369.19 €</b>	<b>12 823.50 €</b>		<b>234 094.85 €</b>

Les opérateurs s'engagent à renseigner le nombre d'actes CEE SARE réalisés sur chaque territoire via l'outil SARENOV proposé par l'ADEME et effectueront des états récapitulatifs des dépenses pour les autres actions.

Les opérateurs assureront un accueil des demandeurs par téléphone, mail et lors de permanences physiques sur l'ensemble du territoire. Les conditions de cet accueil seront définies dans chaque convention signée entre les opérateurs et les intercommunalités.

**ARTICLE 8 – Contenu des missions réalisées en interne par les collectivités**

Les collectivités réaliseront principalement les actions de communication et participeront aux actions de sensibilisation et d'animation du territoire selon les modalités ci-dessous :

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 4						
DÉPENSES	CA/MA	CCDSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL
Sensibilisation, communication, animation des ménages C1	3 797,33 €	2 528,67 €	568,00 €	534,33 €	506,92 €	7 935,25 €
Autres dépenses	14 400,00 €					14 400,00 €
<b>Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)</b>	<b>18 197,33 €</b>	<b>2 528,67 €</b>	<b>568,00 €</b>	<b>534,33 €</b>	<b>506,92 €</b>	<b>22 335,25 €</b>
Structurer et animer les acteurs privés C3	5 536,80 €	846,88 €	424,32 €	188,24 €	181,66 €	7 177,90 €
<b>Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et privés)</b>	<b>5 536,80 €</b>	<b>846,88 €</b>	<b>424,32 €</b>	<b>188,24 €</b>	<b>181,66 €</b>	<b>7 177,90 €</b>
Gestion administrative	9 568,00 €					9 568,00 €
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>33 302,13 €</b>	<b>3 375,55 €</b>	<b>992,32 €</b>	<b>722,57 €</b>	<b>688,58 €</b>	<b>39 081,15 €</b>

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 4						
RECETTES	CA/MA	CCDSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL
Prime ANAH 2024	9 392,50 €	- €	- €	- €	- €	9 392,50 €
<b>Sous Total Prime ANAH</b>	<b>9 392,50 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>9 392,50 €</b>
C1	1 898,67 €	1 264,34 €	284,00 €	267,17 €	253,46 €	3 967,63 €
C3	2 768,40 €	423,44 €	212,16 €	94,12 €	90,83 €	3 588,95 €
<b>Sous Total SARE</b>	<b>4 667,07 €</b>	<b>1 687,78 €</b>	<b>496,16 €</b>	<b>361,29 €</b>	<b>344,29 €</b>	<b>7 556,58 €</b>
<b>Sous Total Prime ANAH + CEE SARE</b>	<b>14 059,56 €</b>	<b>1 687,78 €</b>	<b>496,16 €</b>	<b>361,29 €</b>	<b>344,29 €</b>	<b>16 949,07 €</b>
Participation EPCI 2024	19 242,57 €	1 687,78 €	496,16 €	361,29 €	344,29 €	22 132,08 €
<b>Sous Total Collectivité locale</b>	<b>19 242,57 €</b>	<b>1 687,78 €</b>	<b>496,16 €</b>	<b>361,29 €</b>	<b>344,29 €</b>	<b>22 132,08 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>33 302,13 €</b>	<b>3 375,55 €</b>	<b>992,32 €</b>	<b>722,57 €</b>	<b>688,58 €</b>	<b>39 081,15 €</b>

Comme décrit à l'article 3, la CAMA assurera la gestion administrative principalement en régie.

**ARTICLE 9 - Modalités financières**

Le cofinancement des EPCI signataires versé aux opérateurs, le montant des primes ANAH et des certificats d'économie d'énergie (CEE SARE) sont calculés en fonction des objectifs fixés sur chaque territoire, selon la répartition suivante (année 4) :

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 4						
RECETTES	CA/MA	CCDSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL
Prime ANAH 2024	24 089,26 €	6 523,95 €	3 268,75 €	1 450,11 €	1 399,42 €	36 731,49 €
<b>Sous Total Prime ANAH</b>	<b>24 089,26 €</b>	<b>6 523,95 €</b>	<b>3 268,75 €</b>	<b>1 450,11 €</b>	<b>1 399,42 €</b>	<b>36 731,49 €</b>
A1	2 800,00 €	1 800,00 €	2 120,00 €	1 520,00 €	480,00 €	8 720,00 €
A2 (1)	13 750,00 €	7 500,00 €	10 250,00 €	8 250,00 €	2 500,00 €	42 250,00 €
A2 (2)	375,00 €	375,00 €	150,00 €	150,00 €	- €	1 050,00 €
C1	2 723,67 €	1 764,34 €	884,00 €	392,17 €	378,46 €	6 142,63 €
Forfait A1/A2	3 910,93 €	2 533,41 €	1 269,34 €	563,11 €	543,43 €	8 820,23 €
A4 (1)	27 300,00 €	8 700,00 €	9 000,00 €	4 200,00 €	2 400,00 €	51 600,00 €
A4 (2)	3 000,00 €	3 000,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	- €	9 000,00 €
C3	3 268,40 €	2 117,20 €	1 060,80 €	470,60 €	454,15 €	7 371,15 €
<b>Sous Total SARE</b>	<b>57 127,99 €</b>	<b>27 789,95 €</b>	<b>26 234,14 €</b>	<b>17 045,88 €</b>	<b>6 756,04 €</b>	<b>134 954,00 €</b>
<b>Sous Total Prime ANAH + CEE SARE</b>	<b>81 217,25 €</b>	<b>34 313,90 €</b>	<b>29 502,89 €</b>	<b>18 495,99 €</b>	<b>8 155,46 €</b>	<b>171 685,49 €</b>
Participation EPCI 2024	57 906,73 €	21 266,00 €	22 965,39 €	15 595,77 €	5 356,62 €	123 090,51 €
<b>Sous Total Collectivité locale</b>	<b>57 906,73 €</b>	<b>21 266,00 €</b>	<b>22 965,39 €</b>	<b>15 595,77 €</b>	<b>5 356,62 €</b>	<b>123 090,51 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>139 123,98 €</b>	<b>59 579,90 €</b>	<b>52 468,28 €</b>	<b>34 091,76 €</b>	<b>13 511,08 €</b>	<b>294 776,00 €</b>

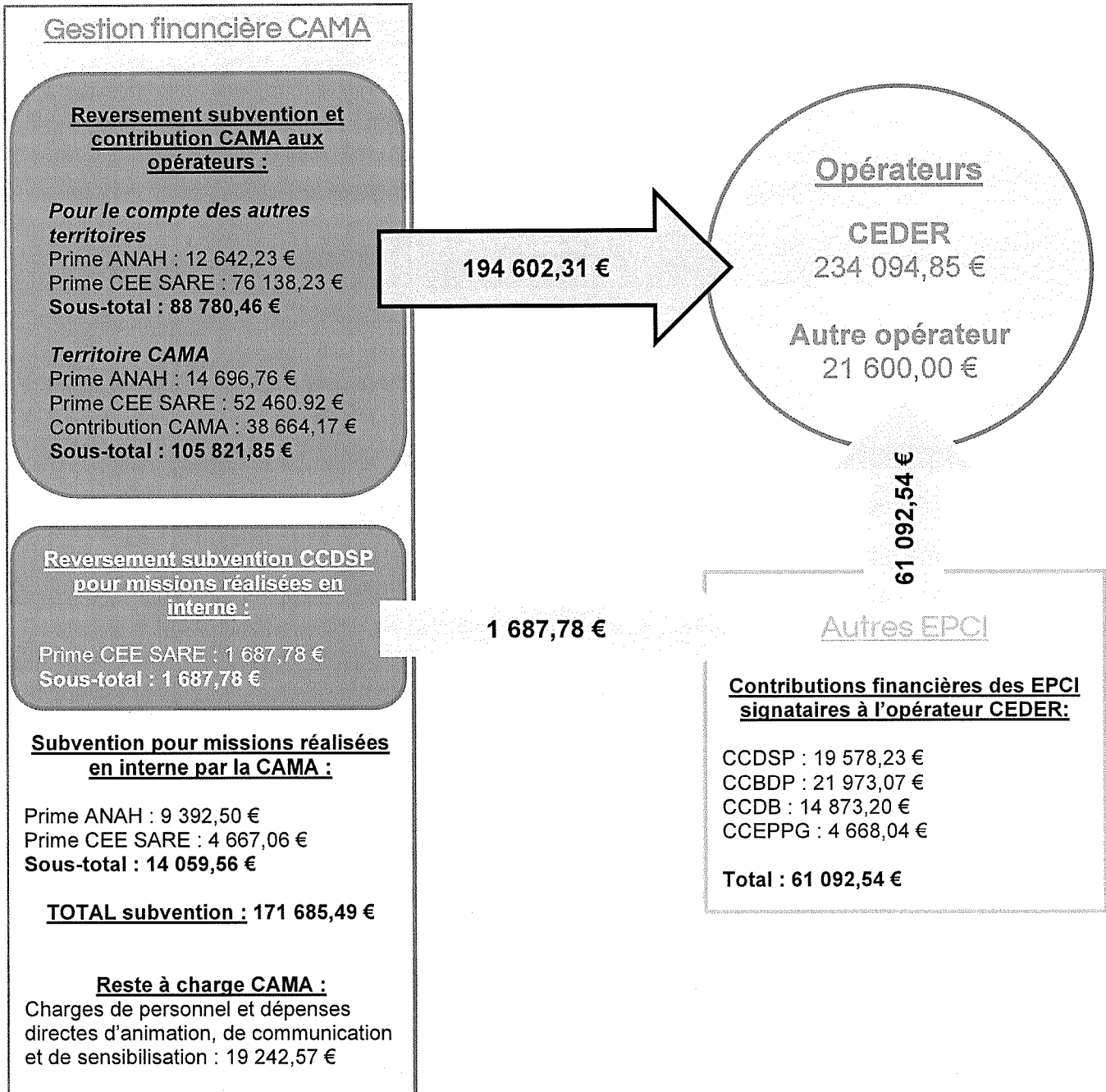
Les participations attendues par les intercommunalités seront versées en fonction des modalités de paiement définies dans la convention avec l'ANAH. La demande de subvention auprès de l'ANAH est réalisée par la Montélimar-Agglomération pour la mise en œuvre du SPPEH Sud Drôme, pour l'animation et le fonctionnement du projet sur la base du budget prévisionnel annuel ci-dessus.

La subvention totale de l'ANAH pour permettre la mise en œuvre du SPPEH Sud Drôme s'élève à 171 685,49 € (primes ANAH + CEE SARE) pour l'année 2024.

La CAMA est chargée de mobiliser l'ensemble des subventions et participations attendues après transmission des éléments demandés par le financeur pour chaque EPCI signataire.

Dans le cas où le montant des subventions serait inférieur, le budget global sera revu à la baisse ainsi que les objectifs opérationnels afin de ne pas revenir sur l'autofinancement des intercommunalités.

Afin de s'inscrire dans le règlement financier de l'ANAH, la CAMA reversera aux opérateurs l'intégralité des subventions (hors territoire CCDSP) y compris pour les missions réalisées en régie par les collectivités. Pour ces dernières, leurs montants seront déduits des contributions financières de chaque EPCI, selon le schéma de flux financier entre les différents acteurs ci-dessous :



**ARTICLE 10 : Conditions de modification ou de résiliation de la convention**

**1 - Renouvellement de la convention**

Tout renouvellement de la présente convention s'effectuera par voie d'avenant, après discussion et validation en comité de pilotage par l'ensemble des signataires.

**2 - Modification de la convention**

Toute modification des conditions d'exécution de la présente convention, jugée significative par l'une des parties, fera l'objet d'un avenant, après discussion et validation en comité de pilotage par l'ensemble des signataires.

### **3 - Résiliation de la convention**

Toute résiliation doit faire l'objet d'un préavis d'au moins 6 mois et être notifiée à toutes les parties.

Toute évolution du périmètre, et notamment du nombre d'EPCI participant au SPPEH conduira à une résiliation de la présente convention et à la signature d'une nouvelle convention qui définira le nouveau fonctionnement du SPPEH.

### **4 – Non atteinte des objectifs**

En cas de non-atteinte des objectifs de chaque collectivité territoriale du SPPEH Sud Drôme, les aides octroyées par l'ANAH en 2024 seront écartés sur chaque EPCI en fonctions des résultats.

### **ARTICLE 11 : Modalités de règlement des litiges**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Grenoble, mais seulement après épuisement des voies amiables, par tout moyen, dans le respect du principe de loyauté et de bonne foi dans les rapports contractuels.

Fait en 5 exemplaires à

Le



Pour la Communauté de Commune Drôme Sud Provence,

Jean Michel CATELINOIS,

Président,



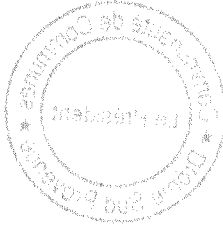
Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024054-DE





3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :  
Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-055

Compétence communautaire : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**OBJET : SERVICE PUBLIC DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DE L'HABITAT SUD DROME – CONVENTION 2024 D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC L'OPERATEUR EN CHARGE DE L'ANIMATION DU SERVICE (CEDER)**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

#### Étaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Étaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD

Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Marie FERNANDEZ*

**Vu** la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et son article 22, modifiant le chapitre II du titre III du livre II du code de l'énergie,

**Vu** l'article L232-1 du Code de l'énergie qui détermine que le service public de la performance énergétique de l'habitat (SPPEH) s'appuie sur un réseau de plateforme territoriale de rénovation portées par un ou plusieurs EPCI,

**Vu** l'arrêté du 5 septembre 2019 portant validation du programme « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » (SARE) dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie,

**Vu** la délibération n°2021-72 du conseil communautaire du 5 mai 2021 approuvant la structuration d'un service public de la performance énergétique de l'habitat à l'échelle Sud Drôme en partenariat avec 4 autres EPCI, pour une durée de 3 ans,

**Vu** la délibération n°2023-090 du conseil communautaire en date 13 décembre 2023 approuvant le Plan Climat Air Energie Territorial et notamment la fiche action 1.1.1 relative à l'accompagnement des ménages dans la rénovation énergétique de leur habitat,

**Vu** la délibération n°2023-36 du Conseil d'Administration de l'ANAH en date du 16 octobre 2023 approuvant les mesures exceptionnelles en faveur du financement du réseau de guichets prévus à l'article L.232-2 du Code de l'énergie dans la région Auvergne-Rhône-Alpes,

**Vu** l'avis de la commission aménagement du territoire en date du 12 mars 2024,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 mars 2024,

**Sous réserve** de l'approbation de la délibération relative à la convention 2024 fixant les conditions de portage du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat Sud Drôme.

Le Président rappelle que l'association CEDER assure depuis 2021 l'animation du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH) Sud Drôme. Ce service accompagne les ménages dans la rénovation de leur logement en apportant des conseils techniques et en les orientant vers les aides auxquelles ils peuvent prétendre.



Afin de reconduire le partenariat avec le CEDER pour une année supplémentaire, une convention d'objectifs et de moyens est proposée. Elle fixe les conditions de partenariat entre la communauté de communes et le CEDER et notamment le programme d'actions et les modalités de financement. En l'occurrence, le CEDER bénéficiera d'une subvention reversée par Montélimar Agglomération conformément à la convention 2024 fixant les conditions de portage du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat ainsi que d'une subvention complémentaire de la CCDSPP d'un montant prévisionnel de 21 578,23 €, correspondant à une implication de 0,5 € par habitant, en cohérence avec l'objectif qui avait été fixé pour la période 2021-2023. Ce montant couvre également un accompagnement pour le petit tertiaire en lien avec le Plan Climat et la stratégie de développement économique. A la fin de l'année, l'atteinte des objectifs sera évaluée et les volumes financiers seront adaptés en conséquence. La communauté de communes sera également tenue d'adhérer au CEDER dont la cotisation s'élève à 300€.

### PROPOSITION du PRESIDENT

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** les termes de la convention 2024 d'objectifs et de moyens avec le CEDER telle qu'annexée à la présente délibération
- **D'ADHERER** au CEDER tel que prévu dans la convention pour un montant de 300 € de cotisation
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à l'application de la présente délibération.

### DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** les termes de la convention 2024 d'objectifs et de moyens avec le CEDER telle qu'annexée à la présente délibération
- **ADHERE** au CEDER tel que prévu dans la convention pour un montant de 300 € de cotisation
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO

Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS



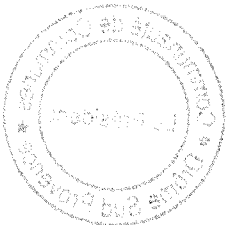
Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024055-DE



# CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

AU TITRE DE L'ANIMATION DU SERVICE PUBLIC

DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DE L'HABITAT (SPPEH)

Entre la Communauté de commune Drôme Sud Provence (CCDSP), située 3 Rue Jean Charcot - 26700 Pierrelatte, représentée par Monsieur Jean-Michel CATELINOIS, son président,

Et

Le Centre pour l'Environnement et le Développement des Energies Renouvelables (CEDER), association régie par la loi du 1er juillet 1901, situé 15 avenue Paul Laurens - 26110 NYONS et représentée par son Président, Hervé JARDIN, dénommé ci-dessous « structure de mise en œuvre ».

- Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et son article 22, modifiant le chapitre II du titre III du livre II du code de l'énergie, précisant que le Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique et que celles-ci sont prioritairement mises en œuvre à l'échelle d'un ou de plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre,
- Vu l'arrêté du 5 septembre 2019 portant validation du programme « Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique » dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie,
- Vu la délibération n°2023-090 du conseil communautaire en date 13 décembre 2023 approuvant le Plan Climat Air Energie Territorial et notamment la fiche action 1.1.1 relative à l'accompagnement des ménages dans la rénovation énergétique de leur habitat,
- Vu la délibération du Conseil d'Administration ANAH n°2023-36 en date du 16 octobre 2023 approuvant les mesures exceptionnelles en faveur du financement du réseau de guichets prévus à l'article L.232-2 du Code de l'énergie dans la région Auvergne-Rhône-Alpes,
- Vu la convention, en annexe, fixant les conditions de portage du SPPEH entre la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération (CAMA), la Communauté de communes Drôme Sud Provence (CCDSP), la Communauté de communes des Baronnie en Drôme Provençale (CCBDP), la Communauté de communes Dieulefit-Bourdeaux, la Communauté de communes Enclave des Papes – Pays de Grignan (CCEPPG),
- Considérant que le CEDER constitue un espace du réseau France Rénov', Faciliter, Accompagner et Informer pour la Rénovation Energétique, dont les conseillers accompagnent les particuliers dans leurs projets de rénovation énergétique de logements ou de petits locaux tertiaires privés,

**Il est convenu ce qui suit**

La Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit la création du Service public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH) et de son portage par les EPCI. Ce SPPEH prend le relais des services précédemment assurés par l'Espace Information Energie (CEDER) et par les Plateformes de la Rénovation à destination des propriétaires de logement privés et du petit tertiaire privé.

L'article L232-1 du Code de l'énergie détermine que « le service public de la performance énergétique de l'habitat assure l'accompagnement des consommateurs souhaitant diminuer leur consommation énergétique. Il assiste les propriétaires et les locataires dans la réalisation des travaux d'amélioration de la performance énergétique de leur logement et leur fournit des informations et des conseils personnalisés. »

L'article L232-2 du même code prévoit que ce service public de la performance énergétique de l'habitat s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique portées par un ou plusieurs EPCI afin de couvrir l'ensemble du territoire national. Ces plateformes ont une mission d'accueil, d'information et de conseil du consommateur. Elles fournissent à ce dernier les informations techniques, financières, fiscales et réglementaires nécessaires à l'élaboration de son projet de rénovation. Les conseils fournis sont personnalisés, gratuits et indépendants. Ces plateformes peuvent favoriser la mobilisation des professionnels et des acteurs locaux en vue de mettre en place des actions favorisant la rénovation énergétique des logements.

En 2020, le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes et la Préfecture de la Drôme, ont acté la nécessité d'élargir le champ d'intervention des plateformes de la rénovation afin d'assurer une couverture le plus large possible pour l'ensemble des administrés de la Drôme et pouvoir mutualiser un service à une échelle intéressante. Ainsi, les Communautés de communes Drôme Sud Provence (CCDSP), Baronnies en Drôme Provençale (CCBDP), Dieulefit-Bourdeaux (CCDB) et Enclave des Papes – Pays de Grignan (CCEPPG) ont sollicité la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération (CAMA) afin d'assurer la gestion administrative du SPPEH et ont décidé de faire appel à une structure de mise en œuvre unique (CEDER) pour l'animation de ce service public. Pendant 3 ans, à travers l'opération AMI SPPEH, la Région a participé au financement du service public en permettant le reversement des aides forfaitaires et celles issues des CEE SARE par Montélimar-Agglomération, désignée bénéficiaire principal.

En 2024, à travers une convention de financement des Espaces Conseil France Rénov', l'ANAH prend le relais des financements sur les actes et forfaits SARE et assure l'équivalent de 50 % pour les aides directes 2023 de l'AMI régional, suite au désengagement de la Région sur ce dossier. Montélimar-Agglomération reste désignée comme bénéficiaire principal des aides pour l'ensemble du SPPEH Sud Drôme.

### **Article 1 : Objet et durée de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement, par la Communauté de commune Drôme Sud Provence (CCDSP), du programme d'actions défini et présenté par la structure de mise en œuvre pour réaliser les missions du SPPEH, décrits à l'article 2.

La structure de mise en œuvre assure la responsabilité de la réalisation du programme d'actions défini à l'article 2. Elle sera seule responsable de l'utilisation de la contribution versée par la Communauté de commune Drôme Sud Provence (CCDSP).

Les dates d'éligibilité des dépenses sont prises en compte de manière rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2024 et ce jusqu'au 31 décembre 2024 afin de répondre au déploiement du SPPEH sur le territoire régional.

## **Article 2 – Programme d'action**

---

La structure de mise en œuvre s'engage à réaliser sous sa responsabilité la réalisation des actions suivantes dans le cadre de l'animation du SPPEH :

- Au titre de l'information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement :
  - information de 1er niveau : juridique, technique, financière et sociale ;
  - conseil personnalisé aux ménages ;
  - accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale ;
  - accompagnement des copropriétés pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale.
- Au titre de la dynamique de rénovation :
  - sensibilisation, communication, animation des ménages ;
  - sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux.

En continuité des précédentes actions et en lien avec le Plan Climat Air Energie Territorial et la stratégie de développement économique du territoire, la structure de mise en œuvre s'engage également à réaliser des actions d'information et de conseil à destination du petit tertiaire dans la rénovation de leur locaux.

Le programme d'actions défini et présenté par la structure de mise en œuvre contribuera à la réalisation des objectifs du programme SARE et plus largement des objectifs de qualité urbaine et des logements :

- Renforcer la dynamique de rénovation énergétique des bâtiments (logements et petit tertiaire privés) en impliquant l'ensemble des collectivités territoriales et les professionnels ;
- Assurer un parcours complet d'accompagnement avec une couverture complète du territoire national. Ce parcours est assuré par une bonne articulation entre les Espaces Conseils France Rénov', les services d'accueil et de conseil : Maisons de l'habitat, Maisons France Services, les Communes, etc.

DÉPENSES	Opérateur
Information de 1er niveau A1	450
Information de 1er niveau A1 (€)	3 600,00 €
Conseil personnalisé aux ménages A2	300
Conseil personnalisé aux ménages A2 (€)	15 000,00 €
Conseil personnalisé aux copros A2	5
Conseil personnalisé aux copros A2 (€)	750,00 €
Sensibilisation, communication, animation des ménages C1	1 000,00 €
Forfait A1/A2	5 066,83 €
<b>Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)</b>	<b>25 416,83 €</b>
Accompagnement des ménages A4	29
Accompagnement des ménages A4 (€)	17 400,00 €
Accompagnement des copros A4	2
Accompagnement des copros A4 (€)	6 000,00 €
<b>Sous Total Axe 2 (Accompagner les ménages)</b>	<b>23 400,00 €</b>
Information de 1er niveau B1	4
Information de 1er niveau B1 (€)	200,00 €
Conseil personnalisé aux entreprises B2	3
Conseil personnalisé aux entreprises B2 (€)	1 800,00 €
<b>Sous Total Axe 3 (Accompagner le petit tertiaire privé)</b>	<b>2 000,00 €</b>
Structurer et animer les acteurs privés C3	3 387,52 €
<b>Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et privés)</b>	<b>3 387,52 €</b>
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>54 204,35 €</b>

La structure de mise en œuvre s'engage à réaliser les actes métiers en vigueur tels que définis dans le guide des actes métiers du programme SARE décrit sur le site internet du ministère de la transition écologique et solidaire dans la rubrique dédiée au SARE : <https://www.ecologie.gouv.fr/service-daccompagnement-renovation-energetique-sare> .

Les porteurs de projets pourront accéder au service :

- Par téléphone, en composant le 04 75 26 22 53. Ce numéro sera accessible au moins 7 demi-journées par semaine.
- Par mail, en utilisant l'adresse [infoenergie@ceder-provence.org](mailto:infoenergie@ceder-provence.org)
- Lors des permanences physiques les 1<sup>ers</sup> lundis du mois de 14h à 17h sur la commune de Suze la Rousse, les 3<sup>èmes</sup> lundis du mois de 14h à 17h sur la commune de Donzère et les 2<sup>èmes</sup> et 4<sup>èmes</sup> jeudis du mois de 9h à 12h sur la commune de Saint Paul Trois Châteaux.
- Sur les autres permanences organisées par le CEDER sur le territoire su SPPEH

D'un commun accord entre les parties, le périmètre et les objectifs du programme d'actions pourront faire l'objet d'ajustements en cours d'exécution de la Convention.

## **Article 3 – Engagements de la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération**

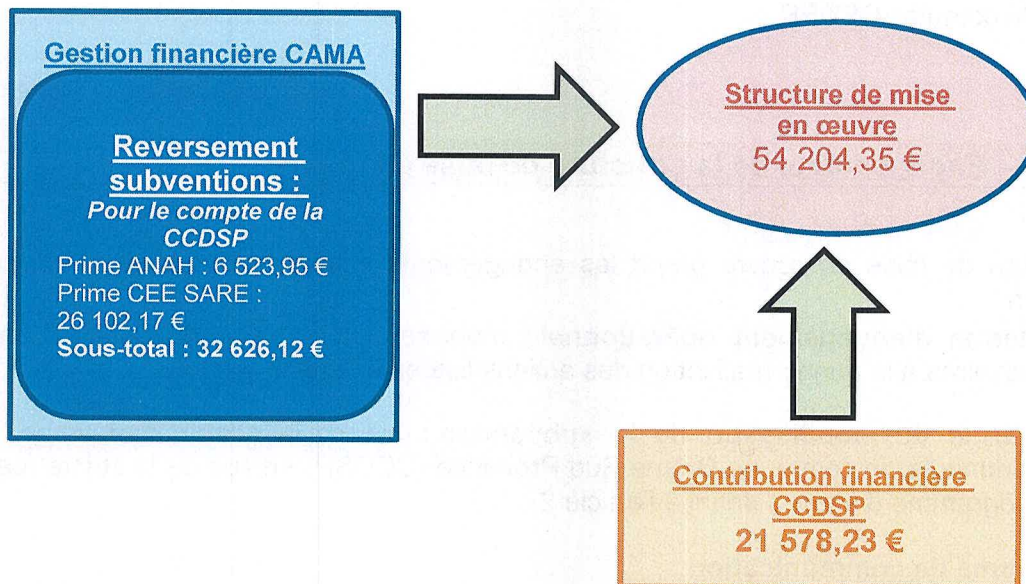
### **3.1 Contributions financières**

La Communauté de commune Drôme Sud Provence (CCDSP) s'engage à soutenir la structure de mise en œuvre, pour la réalisation des actions mentionnées à l'article 2 **pour un montant**

**total maximum de 21 578.23 €** pour la totalité de la durée de cette convention. Par ailleurs la Communauté de Communes s'engage à adhérer à l'association moyennant **une cotisation annuelle forfaitaire de 300€**.

Montélimar-Agglomération Communauté d'Agglomération (CAMA) étant le bénéficiaire principal pour la réception des aides de l'ANAH pour l'ensemble du SPPEH Sud Drôme, reversera au CEDER les sommes correspondantes au programme de la Communauté de commune Drôme Sud Provence.

RECETTES	Opérateur
Prime ANAH 2024	6 523,95 €
<b>Sous Total Prime ANAH</b>	<b>6 523,95 €</b>
A1	1 800,00 €
A2 (1)	7 500,00 €
A2 (2)	375,00 €
C1	500,00 €
Forfait A1/A2	2 533,41 €
A4 (1)	8 700,00 €
A4 (2)	3 000,00 €
B1	
B2	
C3	1 693,76 €
<b>Sous Total SARE</b>	<b>26 102,17 €</b>
<b>Sous Total Prime ANAH + CEE SARE</b>	<b>32 626,12 €</b>
Participation EPCI 2024	21 578,23 €
<b>Sous Total Collectivité locale</b>	<b>21 578,23 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>54 204,35 €</b>



A la fin de l'année, l'atteinte des objectifs sera ré-évaluée et les volumes financiers de l'année à venir, adaptés en conséquence.

Sont considérés comme éligibles les postes de dépenses suivants :

- les dépenses directes de personnel (salaires chargés non environnés) intervenant directement dans la mise en œuvre du programme au prorata du temps passé ;
- les frais de déplacement et de mission ;
- les équipements et prestations spécifiquement dédiés (exemple : supports de communication) ;
- les charges connexes : ensemble des charges (frais généraux, frais de structure, frais d'environnement, etc.) dans le cadre du règlement financier de l'ANAH.
- les factures (prestations de services, achats, etc.) payées par la structure de mise en œuvre dans le cadre du programme.

### 3.2 - Modalités de versement

La structure de mise en œuvre s'engage à utiliser en priorité la subvention régionale reversée par la Communauté d'Agglomération Montélimar - Agglomération. Une avance et des acomptes seront possibles, en fonction des modalités précisées dans la convention attributive de subvention annuelle, entre la Région et la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération, et de l'encaissement de la subvention.

La contribution financière de la CCDSP sera donc mobilisée après justification de l'atteinte des objectifs mentionnés à l'article 2 et après épuisement du financement régional.

Le versement des acomptes et du solde sera conditionné aux résultats effectivement réalisés (actes réalisés et population couverte) et justifiés dans les conditions prévues à l'article 4.

Le paiement dû par la Communauté de commune Drôme Sud Provence (CCDSP) sera effectué sur le compte bancaire suivant de la Structure de mise en œuvre :

Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB
10278	08939	00020027801	80

Banque : Crédit Mutuel

Titulaire du compte : CEDER

## Article 4 – Engagements de la structure de mise en œuvre

La structure de mise en œuvre prend les engagements suivants pour toute la durée de la convention :

- **En terme d'engagement opérationnel** : mobiliser les moyens humains et financiers nécessaires à la bonne réalisation des actions listées à l'article 2.
- **En terme de mobilisation de la subvention** : utiliser la contribution versée par la Communauté de commune Drôme Sud Provence (CCDSP) en vue de la stricte réalisation du programme d'actions défini à l'article 2.
- **En terme de communication** :
  - Valoriser le soutien financier des collectivités (Région et EPCI) et faire figurer les logos de la Région, de la Communauté de commune Drôme Sud Provence (CCDSP), de l'ADEME, de la campagne France Renov' et des CEE sur ses documents, courriers/courriels et publications officielles de communication, dans le cadre de la



réalisation de toute action se rapportant au programme. L'usage de ces logos est limité au cadre légal et temporel du programme SARE.

- Les locaux hébergeant les conseillers France Renov' devront obligatoirement être signalés par une plaque identifiant la Région, visible du public, fournie par la Région et posée par la structure de mise en œuvre.
  - Solliciter la présence de la Région et de la Communauté de commune Drôme Sud Provence (CCDSP) dans les événementiels liés aux actions.
  - Faire mention de la campagne nationale France Renov' et du soutien de la Région et de la Communauté de commune Drôme Sud Provence (CCDSP) dans ses rapports avec les médias.
- **En terme d'outils numériques :**
    - Utiliser et alimenter des outils numériques mis en place par l'ADEME pour permettre le suivi du programme SARE sur son territoire.
    - Alimenter et promouvoir auprès des Bénéficiaires, « SIMUL'AIDES », outil numérique permettant, grâce à un simulateur, d'identifier les aides financières mobilisables pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique.
  - **En terme de suivi et d'évaluation :**
    - Établir un bilan d'activité et de réalisation annuel.
    - Saisir chaque mois, les indicateurs de reporting et de suivi du programme SARE (liste à consulter sur le site internet du ministère de la transition écologique et solidaire dans la rubrique dédiée au SARE : <https://www.ecologie.gouv.fr/service-daccompagnement-renovation-energetique-sare>), dans le « Tableau de Bord SARE » (TBS) mis à en place par l'ADEME.
    - Transmettre, tous les deux mois, les indicateurs de suivi à la collectivité.

Il est expressément rappelé que la remontée des indicateurs cité plus haut conditionne les appels de fonds du Porteur associé auprès des Obligés, lors des COPIL REGIONAUX. La remontée des indicateurs, dans l'intervalle défini à l'alinéa précédent, constitue donc une condition essentielle et déterminante du versement de la subvention.

## **Article 5 – Contrôle**

---

### **5.1 Modalités d'exercice du contrôle**

En application de l'article 6.4 de la convention nationale conclue entre l'Etat, l'ADEME et les Obligés le 7 mai 2020, l'ADEME Porteur pilote du programme SARE peut faire l'objet d'un contrôle du PNCEE (Pôle National des Certificats d'Energie).

La Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC) peut demander, à tout moment avant la fin du programme, à l'ADEME de réaliser, ou de faire réaliser, un audit sur la situation du Programme, par un auditeur choisi par la DGEC.

A ce titre, la structure de mise en œuvre s'engage à faire toutes diligences pour permettre à l'auditeur ou au contrôleur désigné par le PNCEE ou la DGEC, de remplir sa mission. Il s'engage à donner à l'auditeur ou au contrôleur désigné un droit d'accès à ses locaux, ses sites et son siège.

Par ailleurs, indépendamment des audits diligentés par le PNCEE, la DGEC ou l'ADEME, l'ANAH pourra procéder à tout contrôle qu'elle jugera utile, directement ou par des personnes dûment mandatées par elle, pour s'assurer de la bonne utilisation de la contribution et du respect des engagements pris.

## **5.2 Conservation et mise à disposition des justificatifs en cas de contrôle**

La structure de mise en œuvre s'engage à conserver l'ensemble des justificatifs de dépenses liés à la mise en œuvre du programme d'actions défini à l'article 2, pendant toute la durée de la Convention et au-delà, pendant la durée de conservation des pièces comptables, documents fiscaux, sociaux, civils et commerciaux définis par la loi.

En cas de contrôle (du PNCEE, de la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC), de l'ADEME, de l'ANAH ou de tout autre organisme habilité), la structure de mise en œuvre s'engage à mettre à disposition de l'ANAH, les justificatifs de dépenses liés à la mise en œuvre du programme d'actions listés en annexe 1.

## **ARTICLE 6 : PILOTAGE ET SUIVI DU PROGRAMME**

---

**Un comité de pilotage et un comité technique** seront organisés par la Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération (voir annexe 2).

La structure de mise en œuvre s'engage à participer à ceux-ci sur demande de leurs membres.

## **ARTICLE 7 : EVALUATION DU PROGRAMME**

---

Le programme SARE entrant dans le cadre des politiques publiques de rénovation énergétique, il fera l'objet d'une évaluation comme tel.

A ce titre, la structure de mise en œuvre s'engage à participer à l'évaluation du programme SARE et à répondre à toutes demandes, notamment en :

- fournissant tous les éléments quantitatifs nécessaires à l'évaluation des effets en termes d'efficacité énergétique, d'économies d'énergie, de bénéfices techniques, économiques, sociaux et environnementaux du programme SARE ;
- répondant aux enquêtes par questionnaire (en ligne) et en participant à toute session, réunion, entretien, conférence, échange abordant la conduite du programme SARE et ses résultats.

## ARTICLE 8 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

---

La structure de mise en œuvre dispose d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui la concernent, sous réserve que l'exercice de ces droits ne compromette pas l'exécution, le suivi et le contrôle de la Convention.

Les outils numériques développés par l'ADEME pour le déploiement du programme SARE fonctionnent conformément au cadre juridique défini par la loi n°78-17 du 16 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Dans l'hypothèse où la structure de mise en œuvre souhaite développer d'autres outils numériques, il lui appartient de s'assurer de leur conformité à ce cadre juridique.

## Article 9 — Avenants

---

Le contenu de la présente convention peut être modifié par avenant qui sera signé des différentes Parties à la présente convention.

## Article 10— Reversements et résiliation

---

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'un des signataires, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

Dans cette hypothèse, les conventions d'attribution de subvention en vigueur concernant ce signataire seront soldées au terme du préavis de six mois et pourront donner lieu à une demande de reversement de la part de la Communauté de communes Drôme Sud Provence (CCDSP) si le niveau de réalisation d'une action est moindre que celui des avances et acomptes déjà versés pour réaliser cette action.

## Article 11 – Litiges

---

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Grenoble.

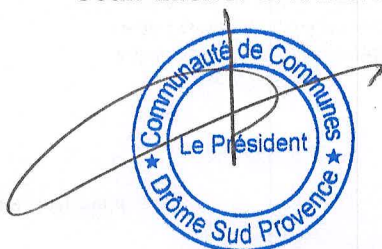
*Fait à Pierrelatte, en 2 exemplaires originaux, le*

**Pour la Communauté de communes  
Drôme Sud Provence (CCDSP),**

**Pour le CEDER,**

Le Président  
**Jean-Michel CATELINOIS**

Le Président  
**Hervé JARDIN**



## ANNEXE 1 : Justificatifs à transmettre en cas de contrôle



## Programme SARE



## Note sur les justificatifs à apporter en cas de contrôle

Le programme SARE permet, au travers de fonds CEE, de financer la réalisation d'actes métiers par des structures de mise en œuvre ainsi que l'animation et portage du programme par le porteur associé. Le porteur associé est responsable de la réalisation des actes métiers conformément à leur description définie dans le guide acte métier en annexe de la convention du porteur pilote. Ces actes métiers font l'objet d'un suivi au travers d'indicateurs définis dans les conventions des porteurs associés.

Les fonds CEE du programme SARE peuvent financer au maximum 50% du cout plafond des actes métiers, la contrepartie étant financée par les collectivités territoriales (fonds du porteur associé, des EPCI, FEDER, etc.). Lorsque certains actes présentent un « reste à charge » pour le bénéficiaire final du service, ce reste à charge n'est pas comptabilisé comme une contrepartie aux fonds CEE.

En cas de contrôle, le porteur associé est responsable de la justification des dépenses réalisées et payées dans le cadre du programme. Ainsi, le porteur associé s'assurera que chaque structure agissante dans le cadre du programme (le porteur associé, mais également les EPCI et leurs groupements ainsi que les structures de mise en œuvre) conserve les justificatifs de dépenses liés à la mise en œuvre du Programme.

En plus des justificatifs liés aux versements des CEE par les obligés (CR COPIL, notifications d'appels de fonds, titres de recettes, attestations de versement), les justificatifs suivants pourront être demandés en cas de contrôle aux structures agissantes:

- Bulletins de paie, justificatifs de salaires, déclaration du temps passé certifié par le représentant légal de la structure agissante pour le temps hommes dont le temps de travail a été comptabilisé dans les dépenses du programme. Il ne s'agit pas d'un suivi de temps acte par acte mais global.
- Dans le cas d'une subvention à un tiers ou de la réalisation des missions en régie : un état récapitulatif des dépenses effectuées certifié par le représentant légal, le contrat liant les structures ; l'attestation de paiement signée du représentant légal ;
- Bilan, comptes de résultat et le cas échéant rapport du Commissaire aux comptes ou du comptable public ;
- Factures (prestations de services, achats, etc.) payées par les structures agissantes dans le cadre du programme ;
- Notes de frais, titres de transport, ou toute autre pièce de valeur probante ;

Pour réaliser les missions décrites dans la convention du porteur associé, les financements des obligés sont complétés par des co-financement des collectivités territoriales (fonds du porteur associé, des EPCI, FEDER, etc.). Seuls les postes de dépenses ci-dessous sont considérés comme éligibles, dans le cadre du programme SARE, pour la réalisation des actions définies dans la convention du porteur associé :

- Les dépenses directes de personnel (salaires chargés non environnés) intervenant directement dans la mise en œuvre du programme au prorata du temps passé ;
- Les frais de déplacements et de missions ;
- Les équipements et prestations spécifiquement dédiés aux acte métiers (exemple : supports de communication, ...)
- Les charges connexes : ensemble des charges (frais généraux, frais de structure, frais d'environnement, etc.) qui ne peuvent être directement et exclusivement rattachées à l'opération mais qui concourent à la réalisation des objectifs de celles-ci. Ces charges connexes ne pourront dépasser 20% de la somme des plafonds définis pour chaque acte.

Le porteur pilote, en articulation avec le GT porteurs associés, met à disposition des porteurs associés cette liste des principaux justificatifs du programme. Le porteur associé est responsable de définir, en lien avec les collectivités infra-régionales et les structures de mise en œuvre, les justificatifs et les modalités de justification les plus adaptés aux spécificités locales du programme.

Ces documents devront être conservés dans les structures ad-hoc pendant 6 ans pour tous les documents antérieurs au 1<sup>er</sup> juin 2020 et pendant 9 ans pour tous les autres (la règle venant de changer récemment) et devront pouvoir être présentés par ces mêmes structures, sous la responsabilité du porteur associé.

Les justificatifs qui permettent de s'assurer de la réalisation des actes sont cités dans le guide des actes métiers (compte-rendus d'entretiens, rapports d'audits énergétiques, ...) et seront précisés si nécessaire dans le cadre du GT Actes métiers et indicateurs.



## Annexe 2 – Convention de partenariat e



### Convention fixant les conditions de portage du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat - année 4 - 2024 -

#### ENTRE

la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération, représentée par son Président Monsieur Julien CORNILLET, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du .....2023.

Ci-après désignée CAMA,

la Communauté de communes Drôme Sud Provence, représentée par son Président Monsieur Jean-Michel CATELINOIS, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du .....2023.

Ci-après désignée CCDSF

la Communauté de communes des Baronnie en Drôme Provençale, représentée par son Président Monsieur Thierry DAYRE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du .....2023.

Ci-après désignée CCBDF

la Communauté de communes Dieulefit-Bourdeaux, représentée par sa Présidente Madame Fabienne SIMIAN, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du .....2023.

Ci-après désignée CCDB

la Communauté de communes Enclave des Papes – Pays de Grignan, représentée par son Président Monsieur Patrick ADRIEN, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du .....2023.

Ci-après désignée CCEPPG

#### Préambule

La Loi du 18/08/2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte prévoit la création du Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat (SPPEH) qui prend le relais des services précédemment assurés par les Espaces Information Energie (Sensibilisation et conseil) et par les Plateformes de la Rénovation (Accompagnement personnalisé des porteurs de projet).

L'article L232-1 du Code de l'énergie détermine que « le service public de la performance énergétique de l'habitat assure l'accompagnement des consommateurs souhaitant diminuer leur consommation énergétique. Il assiste les propriétaires et les locataires dans la réalisation des travaux d'amélioration de la performance énergétique de leur logement et leur fournit des informations et des conseils personnalisés. »

L'article L232-2 du même code prévoit que ce service public de la performance énergétique de l'habitat s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique portées par un ou plusieurs EPCI afin de couvrir l'ensemble du territoire national. Ces plateformes ont une mission d'accueil, d'information et de conseil du consommateur. Elles fournissent à ce dernier les informations techniques, financières, fiscales et réglementaires nécessaires à l'élaboration de son projet de rénovation. Les conseils fournis sont personnalisés, gratuits et indépendants. Ces plateformes peuvent favoriser la mobilisation des professionnels et des acteurs locaux en vue de mettre en place des actions favorisant la rénovation énergétique des logements.

Un travail conduit en 2020, coordonné par le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes et la Préfecture de la Drôme, a acté la nécessité d'élargir le champ d'intervention des plateformes de la rénovation afin d'assurer une couverture le plus large possible pour l'ensemble des administrés de la Drôme et pouvoir mutualiser un service à une échelle intéressante. Ainsi, les Communautés de communes Drôme Sud Provence (CCDSP), Baronnies en Drôme Provençale (CCBDP), Dieulefit-Bourdeaux (CCDB) et Enclave des Papes – Pays de Grignan (CCEPPG) ont sollicité la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération (CAMA) afin d'assurer la gestion administrative du SPPEH et ont décidé de faire appel à un opérateur unique pour l'animation de ce service public.

Les intercommunalités signataires de la convention ont assuré le portage du SPPEH sur l'ensemble de leurs communes à compter du 1er janvier 2021 conformément à la loi de transition énergétique pour la croissance verte.

Aujourd'hui en 2024, à travers une convention de financement des Espaces Conseil France Rénov, l'ANAH prend le relais des financements sur la base du budget 2023, à 100 % pour les actes et forfaits SARE et 50 % pour les anciennes aides directes de l'AMI régional.

Afin de poursuivre le service, les cinq communautés ont décidé de mettre en place une nouvelle convention de partenariat inter-EPCI pour 2024, vu la délibération du Conseil d'Administration ANAH n°2023-36 en date du 16 octobre 2023 approuvant les mesures exceptionnelles en faveur du financement du réseau de guichets prévus à l'article L.232-2 du code de l'énergie dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, convention portée administrativement par Montélimar-Agglomération.

Cette convention précise le rôle de chaque intercommunalité signataire, ses objectifs vis-à-vis du programme CEE SARE et le financement nécessaire à la mise en œuvre du SPPEH.

#### **ARTICLE 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de confier la gestion administrative du SPPEH à la CAMA, pour le compte des intercommunalités signataires ci-dessus et de définir les engagements des différentes parties et plus particulièrement les modalités d'animation et de financement du programme.

#### **ARTICLE 2 - Durée de la convention**

La présente convention est établie pour 1 an à compter du 1er janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024, en attendant la mise en place du Service Public de la Rénovation de l'Habitat prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2025 et de ses modalités de fonctionnement.

#### **ARTICLE 3 – Engagements de l'EPCI en charge de la gestion administrative**

La CAMA assure la gestion administrative du SPPEH pour le compte des EPCI signataires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et ce jusqu'au 31 décembre 2024 et dans la limite des moyens accordés par l'ANAH.

Pour cela la CAMA est chargée :

- De signer la convention de partenariat avec l'ANAH pour le compte des EPCI signataires après validation de son contenu par l'ensemble des intercommunalités,
- De signer la convention d'objectifs et de moyens avec les opérateurs du SPPEH pour le compte des EPCI signataires après validation de son contenu par l'ensemble des intercommunalités,
- De procéder au versement des subventions aux opérateurs, pour le compte des intercommunalités signataires, tel que défini dans la convention d'objectifs et de moyens, sous réserve de l'atteinte des objectifs,
- De procéder au versement de la subvention à destination de la CCDSP, pour les actions réalisées en interne, tel que défini à l'article 9,
- D'assurer l'animation du dispositif en réunissant les Comités de Pilotage et Comités Techniques conformément à l'article 5,
- De mobiliser l'ensemble des subventions et participations attendues dans le cadre de la convention ANAH de financement du réseau ECFR,
- De s'impliquer dans l'animation du réseau départemental,
- De coordonner la communication à l'échelle du territoire.

La CAMA mettra à disposition des moyens humains, 0.2 ETP/an afin de mener ses conditions. L'ancienne prime régionale de regroupement perçue par Montélimar-Agglomération, destinée à financer ces missions, étant diminuée de 50%, les 5 EPCI compenseront cette baisse au prorata de leurs populations.

En cas de départ du/des agent(s), la CAMA s'engage à pourvoir au remplacement rapidement pour poursuivre les missions citées ci-dessus et ainsi honorer les engagements contractuels avec l'ANAH pris dans ce cadre.

#### **ARTICLE 4 – Engagements des intercommunalités signataires**

Les intercommunalités signataires sont co-maîtres d'ouvrage et confient à la CAMA la gestion administrative du SPPEH.

Par voie de conséquence :

- elles mandatent la CAMA pour effectuer en leur lieu et place les missions décrites dans l'article 3,
- elles nomment un élu référent pour siéger au Comité de Pilotage,
- elles nomment un/des technicien(s) référent(s) pour participer au Comité Technique,
- elles s'assurent de la mise en œuvre opérationnelle du SPPEH sur leur territoire en lien direct avec les opérateurs,
- elles s'engagent à transmettre à la CAMA les indicateurs attendus par les financeurs pour leur territoire,
- elles compensent la baisse de la prime de regroupement au prorata de leurs populations.

#### **ARTICLE 5 - Modalités de gouvernance**

Le Comité de pilotage est composé d'un élu référent pour chaque EPCI, nommé par leur intercommunalité. Chaque collectivité s'engage à communiquer les coordonnées de son élu référent à la CAMA ainsi que tout changement. Le Comité de Pilotage se réunira au moins une fois par an et aussi souvent que nécessaire sur demande d'un de ses membres. Il sera seul décisionnaire de toute modification ou renouvellement de la présente convention. Ces décisions devront être validées par l'ensemble des Conseils Communautaires des collectivités signataires.

Le comité technique est composé d'au moins un référent technique par EPCI. Chaque collectivité s'engage à communiquer les coordonnées du/des référents techniques à la CAMA ainsi que tout changement. Le comité technique se réunira au moins 2 fois par an et aussi souvent que nécessaire sur demande d'un de ses membres. Il sera l'interlocuteur privilégié de l'opérateur unique, suivra la réalisation des missions de ce dernier et ses membres assureront les remontées d'informations auprès de la CAMA afin de pouvoir réaliser les demandes de paiement de la subvention ANAH. Les indicateurs attendus sont détaillés à l'article 6 de la présente convention. Enfin, il définira avec les opérateurs les actions mutualisées de structuration et d'animation du secteur privé à mener dans la limite de l'enveloppe budgétaire prévue à l'article 7.

#### **ARTICLE 6 – Contenu des missions du SPPEH**

La convention de financement de la continuité des ECFR de l'ANAH s'articule autour de 5 axes :

- Axe 1 : Stimuler puis conseiller la demande
- Axe 2 : Accompagner les ménages
- Axe 3 : Mobiliser et animer l'ensemble des acteurs de l'offre (services des collectivités, artisans, banques, agences immobilières, notaires) impliqués dans les projets de rénovation
- Axe 4 : Anticiper en 2024 l'évolution du SPPEH en SPRH pour le 1<sup>er</sup> janvier 2025
- Axe 5 : S'impliquer dans l'animation-départementale

La mise en œuvre et l'organisation du service pourront être évolutives, tout changement sera débattu lors d'un Comité de Pilotage et validé par les conseils communautaires de chacune des parties.

Dans un souci de mutualisation et de qualité du service, les intercommunalités de définir ensemble une stratégie unique de communication à destination des ménages et d'animation des acteurs privés. Cette stratégie unique permettra tout de même des adaptations locales afin de répondre aux besoins de chaque territoire.

Certaines missions seront donc réalisées par les opérateurs (voir article 7) et d'autres en régie par les collectivités (voir article 8).

Voici les objectifs prévisionnels définis pour la quatrième année (2024) :

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 4						
DÉPENSES	CA MA	CC DSP	CC BDP	CC DR	CC EPPG	TOTAL
Nombre d'habitants	60360	42344	2 1295	9412	9062	147425
Information de l'annuaire A1	0	450	530	590	0	2 070
Information de l'annuaire A1 (6)	5 600,00 €	3 600,00 €	4 240,00 €	30 400,00 €	590,00 €	17 440,00 €
Conseil personnalisé aux ménages A2	0	30	40	30	0	100
Conseil personnalisé aux ménages A2 (6)	27 500,00 €	15 000,00 €	20 500,00 €	95 000,00 €	5 000,00 €	84 500,00 €
Conseil personnalisé aux coprs A2	0	0	2	2	0	4
Conseil personnalisé aux coprs A2 (6)	750,00 €	750,00 €	300,00 €	3 000,00 €	0	2 000,00 €
Sensibilisation, communication, animation des ménages C3	5 447,30 €	5 287,50 €	1 755,00 €	7 843,30 €	756,70 €	12 290,20 €
Forfait A2 (A2)	7 621,80 €	5 066,80 €	2 535,60 €	3 126,20 €	1 036,80 €	17 646,40 €
Autres dépenses	34 400,00 €	0	0	0	0	34 400,00 €
<b>Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)</b>	<b>60 319,10 €</b>	<b>27 945,30 €</b>	<b>29 346,80 €</b>	<b>23 790,50 €</b>	<b>7 802,70 €</b>	<b>148 365,70 €</b>
Accompagnement des ménages A4	0	20	30	0	0	50
Accompagnement des ménages A4 (6)	54 000,00 €	17 400,00 €	10 000,00 €	8 400,00 €	4 600,00 €	101 000,00 €
Accompagnement des coprs A4	0	2	0	0	0	2
Accompagnement des coprs A4 (6)	6 000,00 €	6 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	0	18 000,00 €
Structurer et animer les acteurs privés C3	6 536,20 €	4 234,80 €	2 121,60 €	9 412,00 €	908,30 €	34 742,90 €
<b>Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et privés)</b>	<b>6 536,20 €</b>	<b>4 234,80 €</b>	<b>2 121,60 €</b>	<b>9 412,00 €</b>	<b>908,30 €</b>	<b>34 742,90 €</b>
Gestion administrative / Reporting opérateur	900,00 €	0	0	0	0	900,00 €
Gestion administrative	9 588,00 €	0	0	0	0	9 588,00 €
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>130 323,30 €</b>	<b>55 579,90 €</b>	<b>52 468,40 €</b>	<b>34 010,70 €</b>	<b>13 512,00 €</b>	<b>294 775,00 €</b>

**ARTICLE 7 – Contenu des missions confiées aux opérateurs**

Certaines missions seront réalisées par les opérateurs et feront l'objet d'un conventionnement avec la CAMA :

DÉPENSES	CA MA		CC DSP	CC BDP	CC DR	CC EPPG	TOTAL	
	CA MA	Autre opérateur	CC DSP	CC BDP	CC DR	CC EPPG	CA MA	Autre opérateur
Information de l'annuaire A1	0	0	450	530	590	0	2 070	0
Information de l'annuaire A1 (6)	5 600,00 €	0	3 600,00 €	4 240,00 €	30 400,00 €	590,00 €	17 440,00 €	0
Conseil personnalisé aux ménages A2	0	0	30	40	30	0	100	0
Conseil personnalisé aux ménages A2 (6)	27 500,00 €	0	15 000,00 €	20 500,00 €	95 000,00 €	5 000,00 €	84 500,00 €	0
Conseil personnalisé aux coprs A2	0	0	0	2	2	0	4	0
Conseil personnalisé aux coprs A2 (6)	750,00 €	0	750,00 €	300,00 €	3 000,00 €	0	2 000,00 €	0
Sensibilisation, communication, animation des ménages C3	5 447,30 €	0	5 287,50 €	1 755,00 €	7 843,30 €	756,70 €	12 290,20 €	0
Forfait A2 (A2)	7 621,80 €	0	5 066,80 €	2 535,60 €	3 126,20 €	1 036,80 €	17 646,40 €	0
Autres dépenses	34 400,00 €	0	0	0	0	0	34 400,00 €	0
<b>Sous Total Axe 1 (Stimuler puis conseiller la demande)</b>	<b>60 319,10 €</b>	<b>0</b>	<b>29 346,80 €</b>	<b>29 776,80 €</b>	<b>21 266,20 €</b>	<b>7 802,70 €</b>	<b>126 948,60 €</b>	<b>0</b>
Accompagnement des ménages A4	0	0	20	30	0	0	50	0
Accompagnement des ménages A4 (6)	54 000,00 €	0	17 400,00 €	10 000,00 €	8 400,00 €	4 600,00 €	101 000,00 €	0
Accompagnement des coprs A4	0	0	2	0	0	0	2	0
Accompagnement des coprs A4 (6)	6 000,00 €	0	6 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	0	18 000,00 €	0
Structurer et animer les acteurs privés C3	6 536,20 €	0	4 234,80 €	2 121,60 €	9 412,00 €	908,30 €	34 742,90 €	0
<b>Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et privés)</b>	<b>6 536,20 €</b>	<b>0</b>	<b>4 234,80 €</b>	<b>2 121,60 €</b>	<b>9 412,00 €</b>	<b>908,30 €</b>	<b>34 742,90 €</b>	<b>0</b>
Gestion administrative / Reporting opérateur	900,00 €	0	0	0	0	0	900,00 €	0
Gestion administrative	9 588,00 €	0	0	0	0	0	9 588,00 €	0
<b>TOTAL DÉPENSES</b>	<b>66 855,30 €</b>	<b>0</b>	<b>33 581,60 €</b>	<b>31 898,40 €</b>	<b>30 678,20 €</b>	<b>11 711,00 €</b>	<b>206 979,50 €</b>	<b>0</b>

RECETTES	CA MA		CC DSP	CC BDP	CC DR	CC EPPG	TOTAL	
	CA MA	Autre opérateur	CC DSP	CC BDP	CC DR	CC EPPG	CA MA	Autre opérateur
Forfait A2 (A2)	7 621,80 €	0	5 066,80 €	2 535,60 €	3 126,20 €	1 036,80 €	17 646,40 €	0
<b>Sous Total Recettes</b>	<b>7 621,80 €</b>	<b>0</b>	<b>5 066,80 €</b>	<b>2 535,60 €</b>	<b>3 126,20 €</b>	<b>1 036,80 €</b>	<b>17 646,40 €</b>	<b>0</b>
CC	0	0	0	0	0	0	0	0
CC (6)	0	0	0	0	0	0	0	0
CC (6)	0	0	0	0	0	0	0	0
CC (6)	0	0	0	0	0	0	0	0
Forfait A2 (A2)	7 621,80 €	0	5 066,80 €	2 535,60 €	3 126,20 €	1 036,80 €	17 646,40 €	0
CC (6)	0	0	0	0	0	0	0	0
CC (6)	0	0	0	0	0	0	0	0
CC (6)	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sous Total Recettes</b>	<b>7 621,80 €</b>	<b>0</b>	<b>5 066,80 €</b>	<b>2 535,60 €</b>	<b>3 126,20 €</b>	<b>1 036,80 €</b>	<b>17 646,40 €</b>	<b>0</b>
Forfait A2 (A2) CC (6)	7 621,80 €	0	5 066,80 €	2 535,60 €	3 126,20 €	1 036,80 €	17 646,40 €	0
<b>TOTAL</b>	<b>7 621,80 €</b>	<b>0</b>	<b>5 066,80 €</b>	<b>2 535,60 €</b>	<b>3 126,20 €</b>	<b>1 036,80 €</b>	<b>17 646,40 €</b>	<b>0</b>

Les opérateurs s'engagent à renseigner le nombre d'actes CEE SARE réalisés sur chaque territoire via l'outil SARENOV proposé par l'ADEME et effectueront des états récapitulatifs des dépenses pour les autres actions.

Les opérateurs assureront un accueil des demandeurs par téléphone, mail et lors de permanences physiques sur l'ensemble du territoire. Les conditions de cet accueil seront définies dans chaque convention signée entre les opérateurs et les intercommunalités.



**ARTICLE 8 – Contenu des missions réalisées en interne par les collectivités**

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024055-DE

Les collectivités réaliseront principalement les actions de communication et participeront aux actions de sensibilisation et d'animation du territoire selon les modalités ci-dessous :

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 4						
DÉPENSES	CAMA	CCDSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL
Sensibilisation, communication, animation des ménages C1	3 797,33 €	2 528,67 €	568,00 €	534,33 €	506,92 €	7 935,25 €
Autres dépenses	14 400,00 €					14 400,00 €
<b>Sous Total Axe 1 (Stimuler puis consolider la demande)</b>	<b>18 197,33 €</b>	<b>2 528,67 €</b>	<b>568,00 €</b>	<b>534,33 €</b>	<b>506,92 €</b>	<b>22 335,25 €</b>
Structurer et animer les acteurs privés C3	5 536,80 €	846,88 €	424,32 €	188,24 €	183,66 €	7 179,90 €
<b>Sous Total Axe 4 (Animer l'ensemble des acteurs publics et privés)</b>	<b>5 536,80 €</b>	<b>846,88 €</b>	<b>424,32 €</b>	<b>188,24 €</b>	<b>183,66 €</b>	<b>7 179,90 €</b>
Gestion administrative	9 568,00 €					9 568,00 €
<b>TOTAL DÉPENSES</b>	<b>33 302,13 €</b>	<b>3 375,55 €</b>	<b>992,32 €</b>	<b>722,57 €</b>	<b>688,58 €</b>	<b>39 081,15 €</b>

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 4						
RECETTES	CAMA	CCDSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL
Prime ANAH 2024	9 392,50 €					9 392,50 €
<b>Sous Total Prime ANAH</b>	<b>9 392,50 €</b>					<b>9 392,50 €</b>
C1	1 898,67 €	1 264,34 €	284,00 €	267,17 €	252,46 €	3 967,63 €
C3	2 768,40 €	423,44 €	212,16 €	94,12 €	90,83 €	3 588,95 €
<b>Sous Total SARE</b>	<b>4 667,07 €</b>	<b>1 687,78 €</b>	<b>496,16 €</b>	<b>361,29 €</b>	<b>344,29 €</b>	<b>7 556,58 €</b>
<b>Sous Total Prime ANAH + CEE SARE</b>	<b>14 059,56 €</b>	<b>1 687,78 €</b>	<b>496,16 €</b>	<b>361,29 €</b>	<b>344,29 €</b>	<b>16 949,07 €</b>
Participation EPCI 2024	19 242,57 €	1 687,78 €	496,16 €	361,29 €	344,29 €	22 132,08 €
<b>Sous Total Collectivité locale</b>	<b>19 242,57 €</b>	<b>1 687,78 €</b>	<b>496,16 €</b>	<b>361,29 €</b>	<b>344,29 €</b>	<b>22 132,08 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>33 302,13 €</b>	<b>3 375,55 €</b>	<b>992,32 €</b>	<b>722,57 €</b>	<b>688,58 €</b>	<b>39 081,15 €</b>

Comme décrit à l'article 3, la CAMA assurera la gestion administrative principalement en régie.

**ARTICLE 9 - Modalités financières**

Le cofinancement des EPCI signataires versé aux opérateurs, le montant des primes ANAH et des certificats d'économie d'énergie (CEE SARE) sont calculés en fonction des objectifs fixés sur chaque territoire, selon la répartition suivante (année 4) :

BUDGET PREVISIONNEL ANNEE 4						
RECETTES	CAMA	CCDSP	CC BDP	CC DB	CC EPPG	TOTAL
Prime ANAH 2024	24 089,26 €	6 524,95 €	2 264,75 €	1 490,81 €	1 291,42 €	36 731,40 €
<b>Sous Total Prime ANAH</b>	<b>24 089,26 €</b>	<b>6 524,95 €</b>	<b>2 264,75 €</b>	<b>1 490,81 €</b>	<b>1 291,42 €</b>	<b>36 731,40 €</b>
A1	2 800,00 €	1 800,00 €	2 120,00 €	1 520,00 €	480,00 €	8 720,00 €
A2 (1)	13 750,00 €	7 500,00 €	10 250,00 €	8 250,00 €	2 500,00 €	42 250,00 €
A2 (2)	375,00 €	375,00 €	150,00 €	150,00 €	- €	1 050,00 €
C1	2 723,67 €	1 764,34 €	284,00 €	267,17 €	252,46 €	6 342,63 €
Portef A2/A2	2 000,00 €	2 524,44 €	1 261,34 €	563,33 €	542,43 €	8 891,23 €
A4 (1)	27 300,00 €	8 700,00 €	9 000,00 €	4 200,00 €	2 400,00 €	51 600,00 €
A4 (2)	3 000,00 €	3 000,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €	- €	9 000,00 €
C3	3 264,40 €	2 117,20 €	1 061,80 €	4 706,0 €	454,15 €	13 719,55 €
<b>Sous Total SARE</b>	<b>57 127,99 €</b>	<b>27 289,95 €</b>	<b>25 234,14 €</b>	<b>17 045,88 €</b>	<b>6 756,04 €</b>	<b>134 754,00 €</b>
<b>Sous Total Prime ANAH + CEE SARE</b>	<b>81 217,25 €</b>	<b>34 314,90 €</b>	<b>29 502,89 €</b>	<b>18 495,99 €</b>	<b>8 047,46 €</b>	<b>171 888,49 €</b>
Participation EPCI 2024	57 906,73 €	21 266,00 €	22 966,30 €	15 595,77 €	5 356,62 €	123 090,53 €
<b>Sous Total Collectivité locale</b>	<b>57 906,73 €</b>	<b>21 266,00 €</b>	<b>22 966,30 €</b>	<b>15 595,77 €</b>	<b>5 356,62 €</b>	<b>123 090,53 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>139 123,98 €</b>	<b>55 579,90 €</b>	<b>52 469,19 €</b>	<b>34 091,76 €</b>	<b>13 403,96 €</b>	<b>294 775,00 €</b>

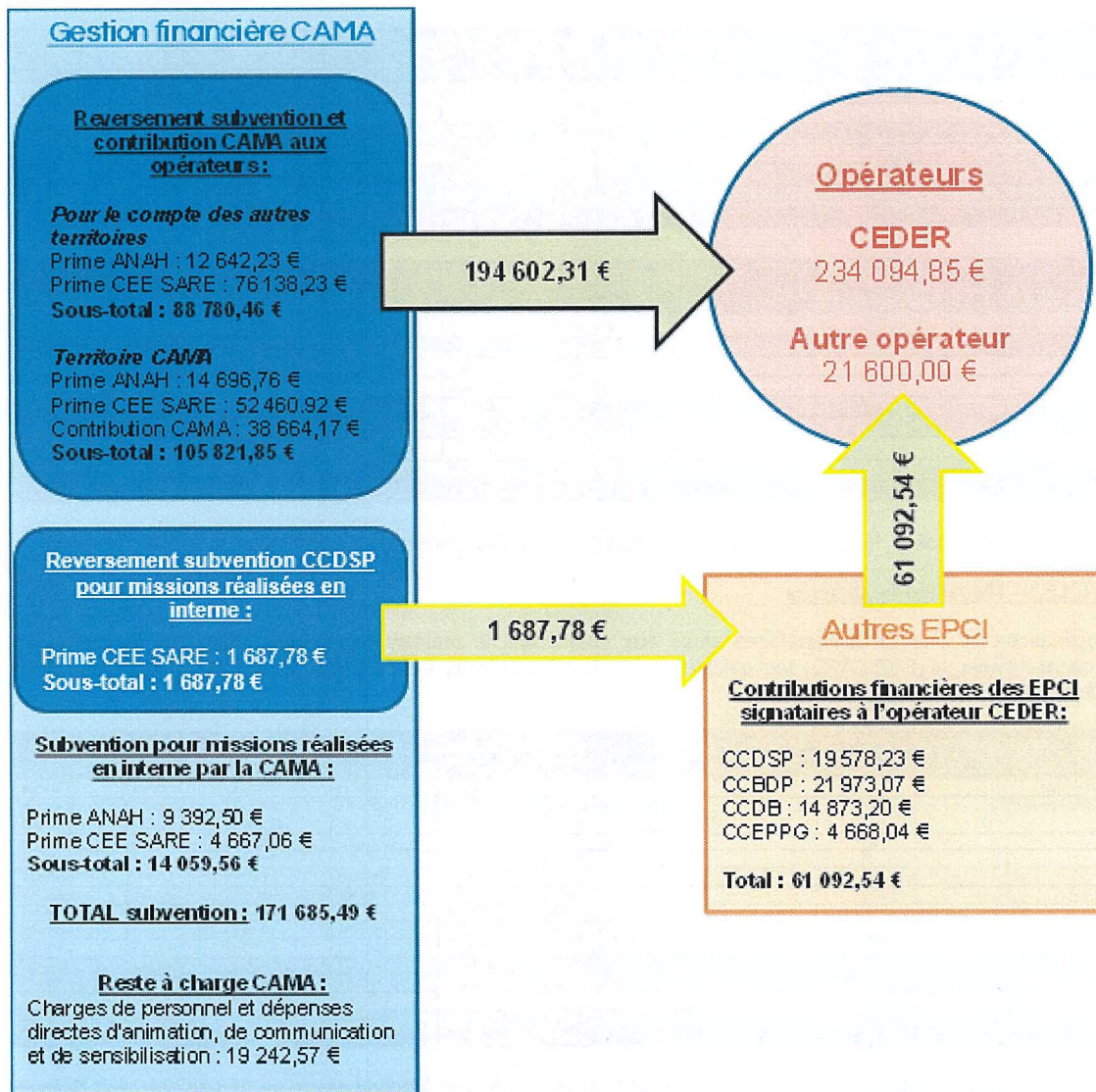
Les participations attendues par les intercommunalités seront versées en fonction des modalités de paiement définies dans la convention avec l'ANAH. La demande de subvention auprès de l'ANAH est réalisée par la Montélimar-Agglomération pour la mise en œuvre du SPPEH Sud Drôme, pour l'animation et le fonctionnement du projet sur la base du budget prévisionnel annuel ci-dessus.

La subvention totale de l'ANAH pour permettre la mise en œuvre du SPPEH Sud Drôme s'élève à 171 685,49 € (primes ANAH + CEE SARE) pour l'année 2024.

La CAMA est chargée de mobiliser l'ensemble des subventions et participations attendues après transmission des éléments demandés par le financeur pour chaque EPCI signataire.

Dans le cas où le montant des subventions serait inférieur, le budget global sera revu à la baisse ainsi que les objectifs opérationnels afin de ne pas revenir sur l'autofinancement des intercommunalités.

Afin de s'inscrire dans le règlement financier de l'ANAH, la CAMA reversera aux opérateurs (hors territoire CCDSP) y compris pour les missions réalisées en régie par les collectivités, les montants seront déduits des contributions financières de chaque EPCI, selon le schéma de flux financier entre les différents acteurs ci-dessous :



**ARTICLE 10 : Conditions de modification ou de résiliation de la convention**

**1 - Renouvellement de la convention**

Tout renouvellement de la présente convention s'effectuera par voie d'avenant, après discussion et validation en comité de pilotage par l'ensemble des signataires.

**2 - Modification de la convention**

Toute modification des conditions d'exécution de la présente convention, jugée significative par l'une des parties, fera l'objet d'un avenant, après discussion et validation en comité de pilotage par l'ensemble des signataires.



### **3 - Résiliation de la convention**

Toute résiliation doit faire l'objet d'un préavis d'au moins 6 mois et être notifiée à toutes les parties.

Toute évolution du périmètre, et notamment du nombre d'EPCI participant au SPPEH conduira à une résiliation de la présente convention et à la signature d'une nouvelle convention qui définira le nouveau fonctionnement du SPPEH.

### **4 – Non atteinte des objectifs**

En cas de non-atteinte des objectifs de chaque collectivité territoriale du SPPEH Sud Drôme, les aides octroyées par l'ANAH en 2024 seront écartés sur chaque EPCI en fonctions des résultats.

### **ARTICLE 11 : Modalités de règlement des litiges**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Grenoble, mais seulement après épuisement des voies amiables, par tout moyen, dans le respect du principe de loyauté et de bonne foi dans les rapports contractuels.

Fait en 5 exemplaires à

Le



Communauté de communes  
Drôme *Sud* Provence

3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-056

Compétence communautaire : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

#### **OBJET : ADHESION A L'ASSOCIATION DROMOLIB**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

#### Étaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Étaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Marie FERNANDEZ*

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2224-34 qui mentionne que les intercommunalités ayant adopté un Plan Climat Air Energie Territorial animent et coordonnent, sur leur territoire, des actions dans le domaine de l'énergie,

**Vu** la délibération n°2023-90 du conseil communautaire du 13 décembre 2023 approuvant le Plan Climat Air Energie Territorial de Drôme Sud Provence,

**Vu** la délibération n°2023-89 du conseil communautaire du 13 décembre 2023 adoptant le schéma directeur cyclable intercommunal de Drôme Sud Provence

**Vu** les statuts de l'association DROMOLIB,

**Vu** le tarif d'adhésion de 300 € pour les intercommunalités à l'association DROMOLIB,

**Vu** l'avis de la commission aménagement du territoire en date du 12 mars 2024,

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires du 27 mars 2024,

**Considérant** l'objet de l'association DROMOLIB tel qu'indiqué dans ses statuts :

- ⇒ La promotion auprès du plus grand nombre de personnes de tous les moyens de déplacements doux et alternatifs favorisant le partage, le respect des personnes et un développement durable,
- ⇒ La réalisation d'études, la proposition et la mise en œuvre de solutions de mobilité auprès des différents acteurs sociaux, politiques et économiques dans le but d'améliorer les conditions de déplacement

**Considérant** que la CCDSP est cours d'élaboration d'un schéma des mobilités durables afin de compléter la réflexion sur les déplacements

**Considérant** que l'association propose un appui technique intéressant sur les problématiques de mobilité,

## PROPOSITION du PRESIDENT

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'ADHERER** à l'association DROMOLIB pour l'année 2024 et pour les années suivantes,
- **DE DECIDER** d'inscrire chaque année les crédits nécessaires correspondant à la cotisation annuelle de la CCDSP,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à l'application de la présente délibération.

## DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **ADHERE** à l'association DROMOLIB pour l'année 2024 et pour les années suivantes,
- **DECIDE** d'inscrire chaque année les crédits nécessaires correspondant à la cotisation annuelle de la CCDSP,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

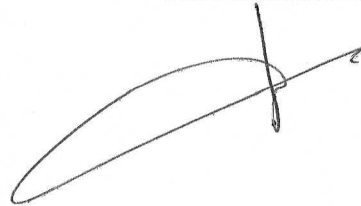
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024056-DE





Communauté de communes  
**Drôme Sud Provence**

3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-057

Compétence communautaire : **TOURISME**

**OBJET : SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS – OFFICE DE TOURISME  
INTERCOMMUNAL - ANNEE 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : 47

Délégués présents : 38

Suffrages exprimés : 46

**Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

**Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ



**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Véronique ALLIEZ*

**Vu** la délibération 2023-037 approuvant les termes de la convention d'objectifs et de moyens 2023-2025 entre la CCDSP et l'OTI,

**Vu** la délibération 2023-098 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens 2023-2025 entre la CCDSP et l'OTI,

**Vu** le Débat d'Orientation Budgétaire en date du 20 mars 2024,

**Vu** la Conférence des Maires du 27 mars 2024,

**Considérant** les prévisions budgétaires sur le budget prévisionnel 2024,

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** les montants de subventions ci-dessous,

<b>Organisme ou associations</b>		<b>Montant sollicité</b>
Office de tourisme intercommunal	Fonctionnement	470 000 €
Office de tourisme intercommunal	Investissement	30 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>500 000 €</b>

- **D'AUTORISER** le Président à signer l'ensemble des pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** les montants de subventions ci-dessous,

<b>Organisme ou associations</b>		<b>Montant sollicité</b>
Office de tourisme intercommunal	Fonctionnement	470 000 €
Office de tourisme intercommunal	Investissement	30 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>500 000 €</b>

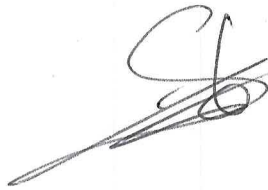
- **AUTORISE** le Président à signer l'ensemble des pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

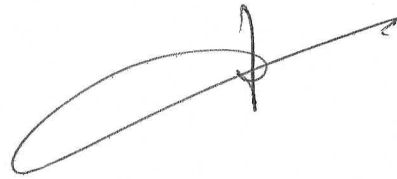
Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024057-DE



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-058

Compétence communautaire : **TOURISME**

**OBJET** : AVENANT CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CCDSP ET L'ASSOCIATION « DESTINATION DROME PROVENCALE »

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : **47**

Délégués présents : **38**

Suffrages exprimés : **46**

#### Étaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Étaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS - RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Véronique ALLIEZ*

**Vu** la compétence obligatoire de promotion du tourisme définie à l'article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération n°2021-65 approuvant la convention d'objectifs et de moyens 2021-2023, ci-jointe annexée, entre la Communauté de Commune Drôme Sud Provence, l'association « Destination Drôme Provençale » ainsi qu'avec les 4 autres intercommunalités et les 5 Offices de Tourisme du territoire Drôme Provençale,

**Vu** la décision du conseil d'administration de l'association de la Drôme Provençale du 11 décembre 2023 de proposer un avenant de prolongation de 6 mois,

**Vu** l'avis de la commission tourisme du 7 mars 2024

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires en date du 27 mars 2024,

**Considérant** que l'association Destination Drôme Provençale œuvre dans la réalisation d'actions de marketing de la destination touristique. Pour cela, elle porte, entre autres, des actions mutualisées, à la carte ou totalement communes, entre les différents offices de tourisme afin de réaliser des opérations de plus grandes envergures qui ne pourraient pas être faites à l'échelle d'un seul Office. A ce titre, la Communauté de Communes Drôme Sud Provence soutient les associations depuis 2014.

**Considérant** que la convention d'objectifs et de moyens signée entre la Communauté de Communes, l'association, les 4 autres intercommunalités et les 5 offices de tourisme du territoire Drôme Provençale fixe les objectifs et responsabilités de chacune des parties, pour une durée de 3 ans, de 2021 à 2023. Dans ce cadre, l'association s'engage à continuer son travail de mutualisation selon un programme défini en concertation avec les 5 sous-territoires. De son côté, la communauté de communes, tout comme les autres intercommunalités, verse une subvention de fonctionnement à l'association qui est proposé à 0,65 €/habitant, soit 27 951,30 € pour 2024, pour 43 002 habitants (population municipale INSEE au 01/01/2024) ;

**Considérant** que la convention d'objectifs et de moyens 2021-2023 a pris fin le 31 décembre 2023 et que les membres signataires ne sont pas parvenus à un accord sur les objectifs et les moyens au 31 décembre 2023 pour encadrer la convention 2024-2026, il est proposé la signature d'un avenant modifiant l'article 7 et prolongeant ainsi la convention jusqu'au 30 juin 2024 ;

**Considérant** que cette période de 6 mois sera consacrée à la mise à jour de la stratégie et de la gouvernance, afin de proposer une nouvelle convention triennale à l'issue ;

## PROPOSITION du PRESIDENT

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** les termes de l'avenant n°1 de la convention d'objectifs et de moyens 2021-2023 avec l'Association « Destination Drôme Provençale »
- **D'APPROUVER** l'attribution de la subvention correspondante :

Organisme ou associations	Mode de calcul	Montant sollicité
Drôme Provençale	0,65 € / habitant Pop Municipale 2024 = 43002 hab. Période 6 mois : janvier à juin 2024	13 975,65 €
<b>TOTAL</b>		<b>13 975,65 €</b>

- **D'AUTORISER** le Président à signer tout document relatif à l'application de la présente délibération

## DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** les termes de l'avenant n°1 de la convention d'objectifs et de moyens 2021-2023 avec l'Association « Destination Drôme Provençale »
- **D'APPROUVER** l'attribution de la subvention correspondante :

Organisme ou associations	Mode de calcul	Montant sollicité
Drôme Provençale	0,65 € / habitant Pop Municipale 2024 = 43002 hab. Période 6 mois : janvier à juin 2024	13 975,65 €
<b>TOTAL</b>		<b>13 975,65 €</b>

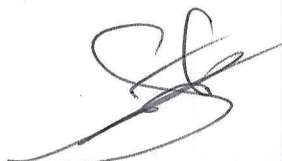
- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**



**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



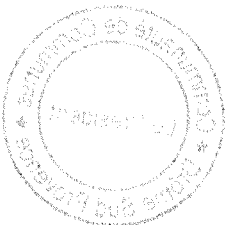
Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le



ID : 026-200042901-20240410-DEL2024058-DE



**CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS  
2021-2023  
Avenant 1**

ENTRE

L'Association Destination Drôme Provençale, dont le siège social est situé 8 Blvd Joliot-Curie 26130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX,

Représentée par Messieurs Sébastien BERNARD et Paul BERARD, coprésidents,

Ci-après désignée DDP d'une part,

ET

La Communauté de communes Drôme Sud Provence, dont le siège social est situé 3 rue Jean Charcot 26700 PIERRELATTE, représentée par son Président, Monsieur Jean-Michel CATELINOIS,

Ci-après désignée l'EPCI DSP

L'Office de Tourisme intercommunal Drôme Sud Provence, dont le siège social est situé 2 bis avenue Jean Perrin, 26700 Pierrelatte, représenté par son Président, Monsieur Sébastien MOREL

Ci-après désigné l'Office de Tourisme DSP

Le 11 décembre 2023, le Conseil d'Administration de DDP, en accord avec toutes les parties, a voté le prolongement de la Convention d'objectifs et de moyens 2021-2023 pour une durée de 6 mois.

Il est convenu, au travers de cet avenant, de modifier l'article 7 de la convention selon la rédaction ci-après.

Les autres articles restent inchangés.

**ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION**

Cette convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature jusqu'au 30 juin 2024.

Comme précisé dans l'article 2, elle fera l'objet d'une annexe annuelle pour chaque partenaire

Office de tourisme et EPCI précisant le plan d'actions détaillé et le budget.

Fait à Saint Paul Trois Châteaux le 1er janvier 2024

**Paul BERARD et Sébastien BERNARD**  
Coprésidents de DDP

**Jean-Michel CATELINOIS**  
Président de la CCDSP

**Sébastien MOREL**  
Président de l'OTDSP





Communauté de communes  
Drôme *Sud* Provence

3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Délibération N° 2024-059**

Compétence communautaire : **FINANCES**

**OBJET : SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS – ANNEE 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : **47**

Délégués présents : **38**

Suffrages exprimés : **46**

**Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

**Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** le Débat d'Orientation Budgétaire en date du 20 mars 2024,

**Vu** la Conférence des Maires du 27 mars 2024,

**Vu** les demandes déposées par les associations ou organismes pour solliciter l'octroi d'une subvention pour l'année 2024,

**Considérant** les prévisions budgétaires sur le budget prévisionnel 2024,

**PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** les montants des subventions sollicitées par les associations ou organismes telles que présentées ci-dessous,

<b>Organisme ou associations</b>	<b>Montant sollicité</b>
Pays « une autre Provence »	2 150,10 €
Parc des Baronnie Provençales (pour LEADER)	6 299,04 €
Réseau Entreprendre	3 500 €
AURA Entreprises	100 €
Prévigrêle	6 143 €
<b>TOTAL</b>	<b>18 192,14 €</b>

- **D'AUTORISER** le Président à signer l'ensemble des pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** les montants des subventions sollicitées par les associations ou organismes telles que présentées ci-dessous,

<b>Organisme ou associations</b>	<b>Montant sollicité</b>
Pays « une autre Provence »	2 150,10 €
Parc des Baronnies Provençales (pour LEADER)	6 299,04 €
Réseau Entreprendre	3 500 €
AURA Entreprises	100 €
Prévigrêle	6 143 €
<b>TOTAL</b>	<b>18 192,14 €</b>

- **AUTORISE** le Président à signer l'ensemble des pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.


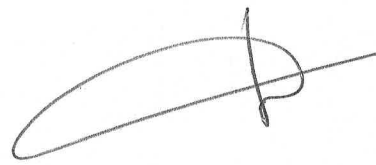
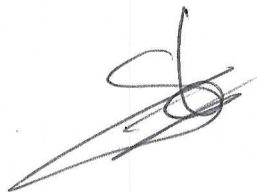
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**

**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



Envoyé en préfecture le 18/04/2024

Reçu en préfecture le 18/04/2024

Publié le

ID : 026-200042901-20240410-DEL2024059-DE





Communauté de communes  
**Drôme Sud Provence**

3 Rue Jean Charcot - 26700 PIERRELATTE

Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Délibération N° 2024-060

Compétence communautaire : **FINANCES**

**OBJET : ADOPTION DU NOUVEAU CONTRAT DE VILLE 2024-2030  
« ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 »**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : **47**

Délégués présents : **38**

Suffrages exprimés : **46**

#### Étaient présents :

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

#### Étaient représentés :

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

*Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO*

**EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

*Rapporteur : Jean-Michel CATELINOIS*

**Vu** la Loi n°2014-173 du 21 février 2014 portant loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

**Vu** la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté ;

**Vu** la loi de finances de 2019 ;

**Vu** la circulaire du Premier Ministre du 22 janvier 2019 portant sur la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers ;

**Vu** la circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville 2024-2030 ;

**Vu** la délibération N°2015-90 du Conseil municipal en date du 6 Juillet 2015 relative à l'adoption du contrat de ville de 2015-2020 de la Commune de Pierrelatte ;

**Vu** la délibération N°2019-158 du Conseil municipal en date du 16 septembre 2019 relative au contrat de ville et au protocole d'engagements renforcés et réciproques 2020/2022 ;

**Vu** la délibération de la Communauté de Communes Drôme Sud Provence en date du 24 juin 2015 relative au contrat de ville de la Commune de Pierrelatte 2015 – 2020 ;

En complément des politiques de droit commun, la politique de la ville est une politique de cohésion sociale et de solidarité nationale et locale envers les quartiers prioritaires, leurs habitants et les acteurs.

Afin d'agir au plus près des besoins, les partenaires engagés dans le cadre du Contrat de ville s'appuient sur la mobilisation de tous les acteurs de proximité pour mettre en œuvre des projets visant l'amélioration des conditions de vie des habitants.

Le cadre national proposé par la loi du 21 Février 2014 avait pour objectif de pouvoir redonner à la politique de la ville une meilleure lisibilité, une cohérence et de l'efficacité. Les orientations étaient définies à travers 3 piliers : la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain et le développement de l'activité économique et de l'emploi. Ils étaient complétés par 4 axes transversaux : la jeunesse, la lutte contre les discriminations, l'égalité entre les femmes et les hommes et les valeurs de la république et la citoyenneté.

Cette même loi prévoit une conclusion des contrats à l'échelle intercommunale entre l'Etat et ses établissements publics, les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés, les départements et les régions.

En 2015 un contrat de ville signé pour une durée de 6 ans définissait le cadre des actions à mener conjointement avec l'ensemble des partenaires mobilisés au titre de la Politique de la Ville. Les quartiers concernés étaient ceux du Roc à Pierrelatte et de l'Enclos à Donzère (en territoire de veille). La ville de Pierrelatte assurait le pilotage du contrat.

La loi de finance de 2019 a permis de prolonger les contrats de ville jusqu'en 2022.

Conformément à la circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration de la nouvelle génération 2024-2030 des contrats de ville dans les départements métropolitains, l'année 2024 sera la première année de contractualisation du nouveau contrat de ville « Quartiers 2030 », qui définira un projet local pour chaque quartier, s'inspirant des préoccupations des habitants des quartiers issus des phases de consultations citoyennes qui ont eu lieu pour le quartier du Roc à Pierrelatte le 20 juillet 2023 et le 22 février 2024. Le quartier de l'Enclos ne fait pas partie du nouveau dispositif.

Ces nouveaux contrats de ville 2024-2030 "devront répondre à un triple objectif" :

1. Simplifier et accélérer l'action publique, pour produire des résultats tangibles et mesurables pour les habitants ;
2. Assurer des réponses de qualité aux attentes des habitants, parmi lesquelles la sécurité, l'écologie du quotidien et l'accès à tous les services publics : que ce soit l'offre éducative, périscolaire et extra-scolaire, sportive, culturelle ou sociale etc. ;
3. Maximiser la mobilisation des acteurs publics et privés tout en rendant plus lisible le rôle de l'Etat, par une communication uniformisée autour des Quartiers 2030.

**Considérant** que la commune de Pierrelatte assure le pilotage du contrat de ville, la communauté de communes n'étant pas compétente mais devant être signataire du contrat,

**Considérant** qu'une phase de diagnostic partagé et un travail de définition des axes ont été réalisés préalablement avec les partenaires dont notamment l'ARS et Drôme Aménagement Habitat,

**Considérant** que le déploiement des actions futures du contrat de ville doit intégrer des objectifs transversaux :

- Lutter contre toute forme de discrimination ;
- Promouvoir l'égalité homme femme ;
- Lutter contre la radicalisation et défendre la laïcité et les valeurs républicaines ;
- Accompagner les publics sensibles les plus prioritaires : femmes, jeunes, familles monoparentales, personnes âgées ;
- Valoriser la participation citoyenne ;

**Considérant** le projet de contrat ci-annexé et notamment les axes stratégiques suivants retenus pour les futurs appels à projets qui seront lancés :

- AXE 1 – Favoriser la réussite par l'éducation, l'apprentissage, la formation et l'information ;
- AXE 2 – Cadre de vie et renouvellement urbain ;

**Considérant** que le contrat est conclu pour 6 ans et fera l'objet d'une actualisation en 2027 ;

### **PROPOSITION du PRESIDENT**

Monsieur le Président propose à l'assemblée :

- **D'APPROUVER** le projet de contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » ci-annexé, qui sera le cadre de référence pour la sélection et le financement des opérations proposées par les différents acteurs lors des appels à projets.
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président, à signer tout document relatif à cette affaire.

### **DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** le projet de contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » ci-annexé, qui sera le cadre de référence pour la sélection et le financement des opérations proposées par les différents acteurs lors des appels à projets.
- **AUTORISE** Monsieur le Président, à signer tout document relatif à cette affaire.


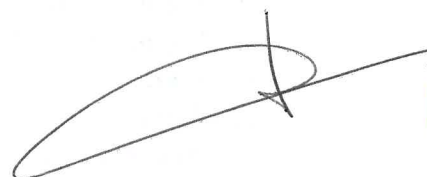
Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**

**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**







**MINISTÈRE  
CHARGÉ DE LA VILLE  
ET DU LOGEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**PIERRELATTE**  
TERRE DE CURIOSITÉS EN DRÔME PROVENÇALE

# CONTRAT DE VILLE 2024 – 2030 Engagements quartiers 2030

## Préambule

Le **quartier de la politique de la ville** (QPV) est un dispositif de la politique de la ville, rassemblant les zones urbaines les plus pauvres, nécessitant une intervention des pouvoirs publics, notamment en matière de rénovation urbaine.

Le dispositif entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 en remplacement de la zone urbaine sensible (ZUS) et du quartier en contrat urbain de cohésion sociale (CUCS). Il a pour but de réduire la complexité du maillage des zones socialement défavorisées, en remplaçant deux dispositifs par un seul et en simplifiant les critères de découpage.

2024 est une année de transition. En effet, le contrat de ville tel que nous le connaissons change.

L'appellation contrat de ville va disparaître pour faire place à "Engagements Quartiers 2030 ». Ces nouveaux contrats de ville 2024-2030 "devront répondre à un triple objectif" :

- 1- Simplifier et accélérer l'action publique, pour produire des résultats tangibles et mesurables pour les habitants,
- 2- Assurer des réponses de qualité aux attentes des habitants,
- 3- Maximiser la mobilisation des acteurs publics et privés

1 362 nouveaux quartiers prioritaires de la ville couvrent désormais l'intégralité des départements métropolitains, dont celui reconnu et maintenu sur la ville de Pierrelatte : le quartier du Roc.

La politique de ville se doit d'agir en faveur de l'égalité sous toute ses formes (économique, sociale...) en même temps qu'elle doit garantir l'égalité d'accès aux droits, à l'éducation et à la culture. Au travers d'actions sur le cadre de vie, le développement économique ou l'emploi, tout autant que la santé et la sécurité, sera de faire reculer toute forme de discrimination, de communautarisme et de radicalisation qui participent pleinement à renforcer les inégalités en fragilisant le socle républicain. Il s'agit d'une priorité sécuritaire et de cohésion nationale et sociale qui guidera pleinement les actions du présent contrat de ville.

# TABLE DES MATIERES

## I. LE PORTRAIT DU TERRITOIRE

### A. La Communauté de Communes Drôme Sud Provence

### B. La Ville de Pierrelatte

### C. Le quartier du Roc

1. Des choix d'aménagement urbain
2. Une évolution du périmètre du QPV
3. Les évolutions sociologiques
  - 3.1. Typologie des ménages
  - 3.2. Enfance-Jeunesse-Education
  - 3.3. Niveau de précarité
  - 3.4. Emploi/Entreprenariat
  - 3.5. Logement

## II. LE BILAN ET LES ENSEIGNEMENTS DU CONTRAT DE VILLE DEPUIS 2015

### A. Les services de droit commun en socle du contrat de ville

1. Axe Enfance -Jeunesse-Education
2. Axe Action Sociale – Accompagnement
3. Axe Logement
4. Axe Santé
5. Axe Sécurité
6. Axe Cadre de vie

## **B. Les actions du contrat de ville 2015-2023**

- **Cohésion sociale**
- **Cadre de vie et renouvellement urbain**
- **Développement de l'activité économique et de l'emploi**
- **Inclusion sociale et territoriale à travers la pratique sportive et culturelle**
- **Promotion de la santé**

## **III. ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 : METHODE ET STRATEGIES**

### **A. Méthode :**

- **Elaboration**
- **Gouvernance**

### **B. Stratégies et enjeux locaux :**

#### **1. La concertation citoyenne**

#### **2. Les axes stratégiques**

- **Axe 1 : Favoriser la réussite par l'éducation, l'apprentissage, la formation et l'information**
- **Axe 2 : Cadre de vie et renouvellement urbain**

#### **3. L'évaluation**

# I. LE PORTRAIT DU TERRITOIRE

Chaque territoire présente ses propres spécificités et afin d'identifier au mieux les enjeux pour le quartier prioritaire du Roc, il est essentiel d'en faire ressortir les principales caractéristiques.

## A. La Communauté de Communes Drôme Sud Provence

La Communauté de Communes Drôme Sud Provence (CCDSP) est issue du regroupement de neuf communes du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiples (SIVOM) du Tricastin (La Baume-de-Transit, Bouchet, Clansayes, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint-Restitut, Solérieux, Suze-la-Rousse, Tulette) et de cinq communes isolées (Donzère, La Garde-Adhémar, les Granges-Gontardes, Malataverne et Pierrelatte).

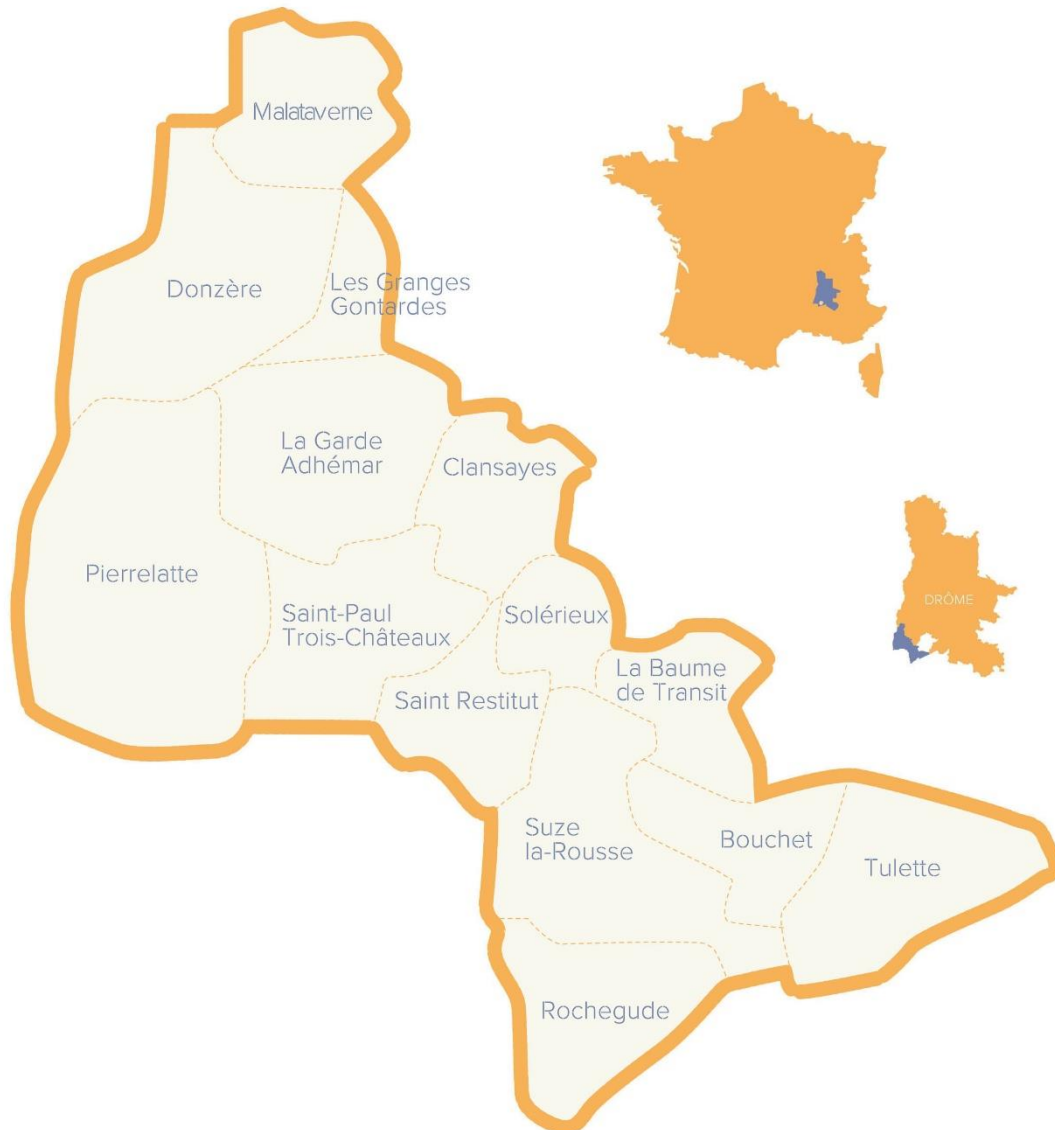
Cet Établissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI) créé le 1<sup>er</sup> janvier 2014 est situé à l'extrême sud-ouest du département de la Drôme, limitrophe du Vaucluse.

La Communauté de Communes d'une superficie de 289.20 Km<sup>2</sup>, regroupe 14 communes pour 42 697 habitants.

Le territoire est moins marqué par la ruralité que le reste de la Drôme, avec une part de communes rurales qui reste tout de même importante (64% de communes rurales sur ce territoire contre 83% sur le département). En effet, il est globalement davantage peuplé que le département, avec une densité de 146,4 habitants au km<sup>2</sup> (contre 78,3 en Drôme). La population est concentrée sur les communes de Pierrelatte (32% de la population), Saint-Paul-Trois-Châteaux (21%) et Donzère (14%). Il s'agit d'un territoire attractif qui connaît une hausse de population importante de 5,5% depuis 2010.

L'intercommunalité exerce les compétences qui lui ont été transférées par les communes membres dans le but d'apporter des services de qualité aux habitants et de continuer d'avancer pour améliorer et préparer l'avenir du territoire. Outre les missions obligatoires à savoir le développement économique, l'aménagement du territoire, l'environnement ou la gestion des déchets, la communauté de commune a fait le choix de gérer notamment les missions optionnelles suivantes :

- L'accompagnement des missions locales
- La création et la gestion des maisons de services publics et du PIMMS
- Le service public d'assainissement non collectif
- ...



Source : <https://www.ccdsp.fr/territoire>

## **B. La Ville de Pierrelatte**

Dans la vallée de la Drôme, la ville de Pierrelatte est située à l'extrême sud-ouest de la Drôme surnommée Drome Provençale. Quatrième ville de Drôme et la ville centre de la CCDSP, elle est au carrefour de deux départements à l'ouest : l'Ardèche et au sud : le Vaucluse. Elle se situe dans l'arrondissement de Nyons.

La ville de Pierrelatte compte plus de 14 000 habitants pour une superficie de 49.56 Km<sup>2</sup>  
La grande majorité réside sur les quartiers Est et Nord Est.  
Le quartier prioritaire du Roc occupe la majeure partie de l'iris Nord Est.

Pierrelatte est définie comme une commune urbaine au sens de la grille communale de densité de l'Insee.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, Pierrelatte, comme les communes environnantes, va vivre et évoluer au rythme des « grands chantiers ».

De 1947 à 1952, est aménagé le canal de dérivation des eaux du Rhône dit de Donzère-Mondragon. Dès les années 60 et l'implantation de l'usine du Commissariat à l'Energie Atomique, Pierrelatte, entrée de plein pied dans l'ère nucléaire, voit sa population plus que tripler entre 1936 et 1968.

Structures et infrastructures se développent à un rythme soutenu. Dans le cadre notamment d'une ZUP (zone d'urbanisme prioritaire), sont créés un vaste ensemble de logements (immeubles et premiers lotissements), un lycée, deux groupes scolaires (Claux et Roc), un centre commercial, etc., tandis que l'autoroute A7 en construction, atteint les environs de Pierrelatte à la même période.

A partir de 1974-1975, le CEA est rejoint par EDF, Eurodif, Comurhex,.... On parle dès lors du Site nucléaire du Tricastin auquel le nom de Pierrelatte est le plus souvent associé et qui fait de celle-ci une ville de renommée mondiale. C'est le début d'une nouvelle phase de développement intensif. La barre des 10 000 habitants est franchie. Parallèlement à l'industrie nucléaire, la Commune attire d'autres types d'entreprises, en créant dès 1970, sa première zone industrielle.

Durant ces phases de développement, Pierrelatte a dû apprendre à vivre avec des populations d'origines et de milieux sociaux très variés. Une forte vie associative en a notamment résulté, en particulier dans le domaine sportif. Un nouvel outil (plan d'eau) vient d'ailleurs d'enrichir le potentiel communal. Voisin de la désormais célèbre « Ferme aux crocodiles », l'ensemble constitue aussi une source d'attrait touristique supplémentaire.

Aujourd'hui, la Commune grâce à son vaste territoire, a conservé une importante dimension rurale et de multiples petits cours d'eau. Les entreprises restent plus que jamais les bienvenues.

Depuis 2010, la population tend à se stabiliser et en 2023, il y a eu un regain permettant à la commune de franchir le pallier des 14 000 habitants.

Selon les projections démographiques, une hausse de la population, notamment des plus de 60 ans est à prévoir. En effet, la population qui s'est installée à Pierrelatte pour travailler sur le site est désormais vieillissante.

Il est à noter entre 2010 et 2015, une hausse de la présence des 0-17 ans, en particulier les jeunes enfants (0-2 ans) dont le nombre a augmenté de 3.7% par an sur la période.

En 2017, un projet d'envergure a été conduit sur le centre-ville de Pierrelatte qui avait pour but de rénover et de redynamiser le centre-ville. Ce programme nommé « Tout part du cœur » a été financé à hauteur de 7 millions d'euros. L'embellissement et la rénovation ont concerné principalement les artères du centre-ville et un jardin a vu le jour en face de l'hôtel de ville. L'objectif de ce projet était de proposer plus de verdure et de confort pour les cyclistes et les piétons, ce dernier a été atteint.

Avec plus de 6 400 logements dont la part des résidences principales (89 % contre 83 % au niveau départemental), le territoire se caractérise par une plus faible proportion de maisons individuelles : elles représentent 57 % des logements, typologie qui se distingue de la moyenne drômoise (64% de maisons individuelles).

En 2017, près de 7 150 personnes sont couvertes par une prestation Caf, soit un taux de couverture de 54,5% sur la commune de Pierrelatte contre 48,1% en Drôme.

La ville se distingue par une part d'allocataires isolés plus importante que sur le département. 1 000 ménages pierrelattins, soit 36,6% des foyers allocataires, vivent sous le seuil des bas revenus (1 052 €/mois pour une personne seule), soit deux points de plus qu'à l'échelle

départementale. Les ménages âgés de 20 à 24 ans sont les plus touchés : 54,8 % d'entre eux ont des revenus inférieurs au seuil des bas revenus sur la commune de Pierrelatte.

La commune de Pierrelatte se caractérise par une population fortement familiale. En conséquence, les enfants et jeunes sont nombreux sur la commune, avec des besoins en mode d'accueil petite enfance et des lieux de loisirs et d'accompagnement de projets pour les enfants et les jeunes. On relève également un taux important d'adultes allocataires au chômage, ainsi qu'un nombre important de ménages précaires, ce qui laisse entrevoir des besoins en matière d'accompagnement à l'accès à l'emploi et des difficultés financières et sociales.

## C. Le quartier du Roc

En 2018, le quartier du Roc comptabilisait 2 818 personnes. Il est situé au cœur de la ville.

### 1. Des choix d'aménagement urbain

Les travaux de l'ANRU réalisées sur ce secteur avaient pour objectif la reconfiguration du quartier dans son ensemble et d'ouvrir le quartier sur le reste de la ville.

Les étapes les plus marquantes ont été :

- La démolition de quelques bâtiments fléchés qui ont donné lieu à la construction de nouvelles résidences de plus petites ampleur et à des logements individuels sur le reste de la commune. Afin de pouvoir reloger tous les locataires, l'enjeu était que pour la destruction d'un logement, un autre devait sortir de terre.
- La réhabilitation de certains bâtis existant tel que l'ancienne gendarmerie. Le but était de répartir la population du quartier sur l'ensemble de la commune pour favoriser une certaine mixité et également proposer des habitats diversifiés en adéquation avec les besoins actuels.

La création de voiries a permis de créer un maillage afin d'aérer le quartier et permettre de pouvoir y entrer et sortir plus aisément. Cette restructuration a permis de repenser les espaces et ainsi d'aménager des pistes cyclables, des voies pour piétons, de multiplier les espaces verts.....

Pour les résidences existantes, elles ont connu des transformations au niveau des abords avec l'intégration de parkings semi-privatifs, des clôtures sans portail et à nouveau des espaces de végétations ainsi que des terrasses, balcons ou jardins pour les rez-de-chaussée. Cette nouvelle configuration a permis de créer des îlots contribuant ainsi à une meilleure appropriation des lieux pour chaque locataire.

Cette appartenance plus affirmée a entraîné des répercussions dans les savoirs-être, de ce fait, il a été constaté que le respect des lieux était garanti par tous. Pour une meilleure acquisition, l'adressage a été revu pour pouvoir donner à chaque locataire un numéro et un nom de rue plutôt qu'un numéro de bâtiment comme par le passé.

Pour les constructions ou les rénovations, le choix s'est porté sur des matériaux qualitatifs pour éviter toute stigmatisation de cette zone et apporter une plus-value aux transformations réalisées. Chaque bâtiment conservé a été traité par un architecte différent pour une diversité des propositions et les façades ont toutes été reprises pour recréer un ensemble harmonieux et ainsi ne plus pouvoir distinguer l'ancien du neuf.



Sont sorties de terre, 9 maisons individuelles mises en accession à la propriété pour diversifier les profils : locataires et propriétaires.

## 2. Une évolution du périmètre du QPV

La géographie prioritaire a été actualisée par décret du 28 décembre 2023 marquant l'aboutissement d'un processus d'échanges fructueux entre les préfets et les élus locaux.

Après échanges et discussions, notamment de l'observation faite des actions menées dans les cadres des différentes programmations Politique de la ville, il est apparu pertinent de déplacer légèrement les contours du périmètre arrêté en 2014.

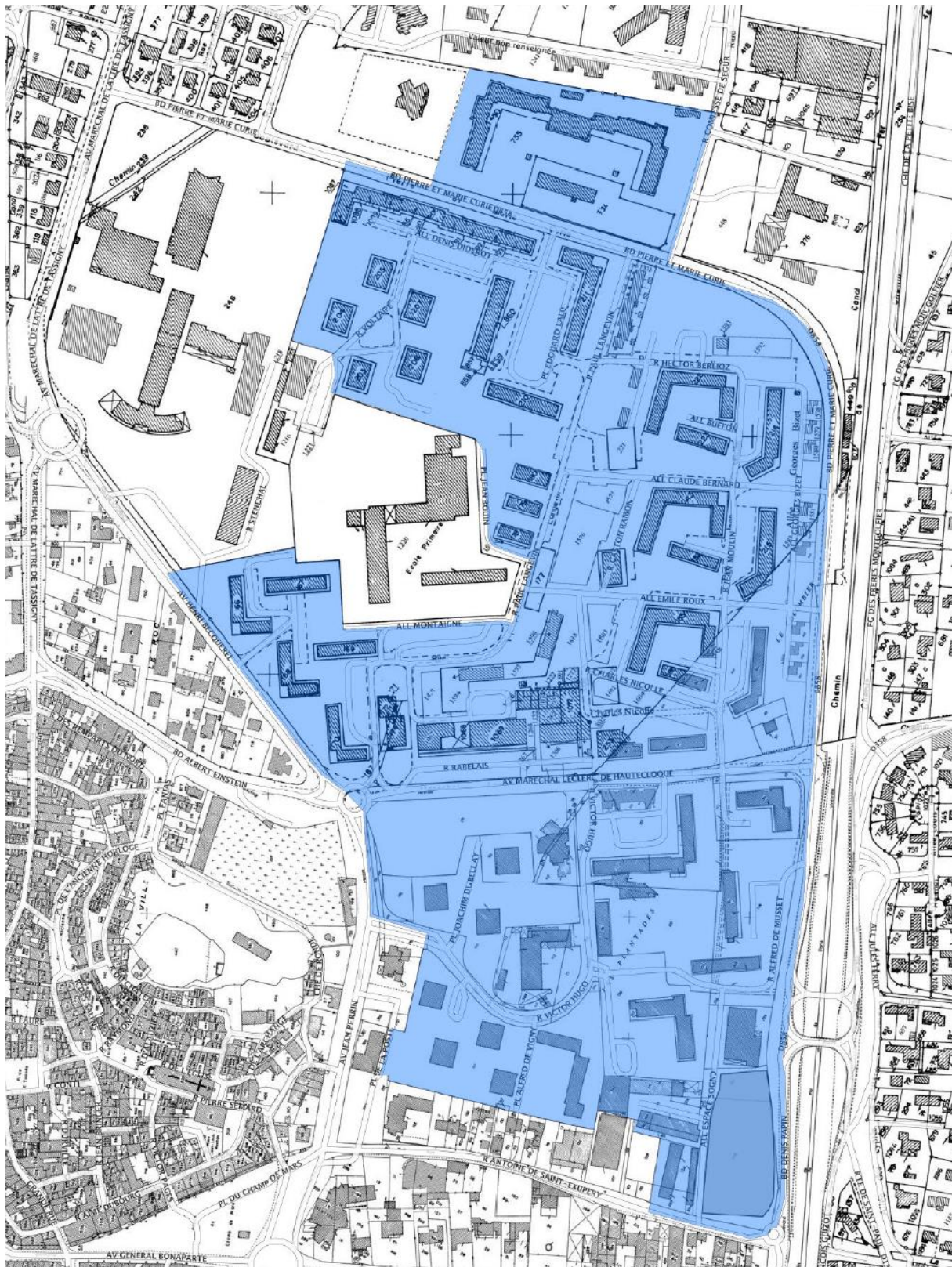
La cité scolaire Gustave Jaume a été incluse. La partie du sud a été faiblement rognée faisant sortir le secteur de Daudet.

Il faut noter que si cette zone est sortie du périmètre, c'est que le niveau de vie des habitants s'est amélioré.

La densité est restée identique à celle de 2014, ce sont simplement les contours qui ont subi une modification.

PROJET

### Quartier prioritaire du Roc en 2015



Source : © IGN – Octobre 2014 - CGET

## Quartier prioritaire du Roc en 2024



Source : [sig.ville.gouv.fr](http://sig.ville.gouv.fr)

### 3. Les évolutions sociologiques

Afin d'outiller les services politiques de la ville des collectivités, l'INSEE produit des données à l'échelle des Quartiers Politiques de la Ville (QPV) depuis 2010.

Une analyse croisée des données de l'INSEE et des éléments transmis par la CAF, la MSA, DAH et de la DEEP, Ministère de l'Education Nationale, permet d'établir la synthèse suivante :

#### 3.1. Typologie des ménages

- Sur les 2 818 personnes résident le QPV « le roc », 54% sont des femmes (en moyenne, les QPV accueillent 3 989 habitants dont 49% de femmes).
- 21% de la population a plus de 60 ans ; à noter que pour la ville de Pierrelatte, 3453 personnes ont plus de 60 ans ce qui représente 26% de la population.
- 70% des ménages du QPV sont bénéficiaires de la CAF. Cette proportion est largement supérieure au reste de la commune de Pierrelatte. Pour Pierrelatte, 50% des ménages sont bénéficiaires de la CAF.
- 20% des ménages bénéficiaires de la CAF sont des familles monoparentales dans le QPV contre 15% à l'échelle de la commune.
- Les ménages composés d'une seule personne représentent 42 % des ménages du QPV contre 39 % en moyenne dans l'ensemble des QPV Français, **démontrant une grande précarité et une fragilité de ce public.**
- On compte 1.8 jeunes de moins de 20 ans pour 1 personne de plus de 60 ans dans l'ensemble des QPV en 2017 contre 2 en 2015. On observe donc un vieillissement de la population dans le quartier prioritaire.
- Pour le Roc, entre 2015 et 2017, la population de 0-14 ans est passée de 26 % à 23 % soit une diminution de 3 points sur la période. **Cette évolution signifierait que les personnes vivant au sein du quartier sont peu mobiles et une fois installées, elles restent.**
- Pour le quartier prioritaire, le nombre d'allocataires de la CAF est passé de 850 à 854 entre 2015 et 2020, soit une augmentation de 0.4 sur la période. Cet accroissement est plus lent qu'à l'échelle de Pierrelatte (+18% sur la période).

#### 3.2. Enfance-Jeunesse-Education

- 48 % des enfants du QPV sont scolarisés dans un lycée professionnel 56 % dans un lycée général ou technologique. **Du fait de difficultés scolaires plus importantes mais aussi d'un phénomène d'auto-censure, les choix d'orientation des jeunes des QPV à la sortie du collège diffère de ceux d'autres collégiens.**
- 71% des collégiens (hors ULIS) du QPV sont issus de familles dont la CSP est défavorisée, c'est le cas de 49% des collégiens Pierrelattins.
- 63 % des collégiens (hors ULIS) sont boursiers dans le QPV et 73 % des lycéens inscrits en établissement général ou technologique le sont également.
- -53 %des 16-24 ans sont scolarisés dans le QPV contre 59 en moyenne dans l'ensemble des QPV de France
- Parmi les plus de 15 ans habitant le quartier du Roc, 75% ont un diplôme inférieur au bac contre 70% en moyenne dans les QPV. **Il est à souligner que 26% des jeunes de 16 à 24 ans habitant dans les QPV ne sont ni scolarisés, ni titulaire d'un contrat de travail.** Pour ces raisons, l'Etat a mis en place des dispositifs particulier dans ces zones, comme :

- ✓ Inciter les entreprises à prendre de jeunes en contrats d'apprentissage par de le biais d'assouplissement salariaux
- ✓ Ou à travers le PaQte (le pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises) pour lutter contre les discriminations à l'embauche.
- Au sein des établissements publics du QPV, 77% des collégiens ont obtenu leur diplôme du brevet. Ce taux est inférieur de 7 points par rapport au taux de réussite à l'échelle de la commune de Pierrelatte. Le taux de réussite dans les QPV est également inférieur à celui de la moyenne des QPV. **La scolarité est un axe qui est en prendre considération pour permettre de garantir les mêmes chances de réussite à tout un chacun.**

### 3.3. Niveau de précarité

- 50.5% des revenus disponibles des ménages sont issus de l'activité des habitants du QPV contre 67,5 % pour Pierrelatte. **Ce chiffre montre une volonté des habitants de vouloir sortir de leur situation.**
- 22% des ménages du QPV sont imposés contre 55% des ménages de la CCDSP.
- 48% des habitants du QPV vivent sous le seuil de pauvreté, fixé à 60 % du revenu médian, contre 19% des habitants de la commune. Cette proportion est plus élevée de 4 points à la moyenne des QPV.
- **Il est à indiquer que depuis 10 ans, le taux de pauvreté en France se stabilise autour de 14% des ménages. Toutefois, il reste largement supérieur dans les QPV par rapport aux autres quartiers. En moyenne, 44% des ménages des QPV vivent sous le seuil de pauvreté.**
- Le revenu médian est pratiquement stable sur la période 2015-2019. En 2015, le revenu médian était de 13 021€ pour le roc, contre 13 310€ en 2019. **Cette stagnation dénote le fait que les conditions de vie des personnes ne se sont pas améliorées.**
- 50% de la population du QPV gagne moins de 13 310€ par an. A l'échelle nationale, ce revenu médian est de 21 730€. Le revenu médian du QPV est inférieur de 700€ à la moyenne des QPV.
- Le taux de pauvreté est en augmentation sur le quartier du Roc. En 2015, 45% des habitants du QPV vivent sous le seuil de pauvreté, fixé à 60% du revenu médian, contre 48% en 2019.

### 3.4. Emploi/Entreprenariat

- 67% des habitants ayant entre 15 et 64 ans sont actifs dans le QPV, contre 73% pour Pierrelatte,
- 23% de la population active du QPV occupent un emploi à temps partiel, contre 13% pour Pierrelatte. **Ce chiffre confirme le niveau de vie précaire des habitants,**
- Dans le QPV, 44% de la population en âge de travailler occupe un emploi contre 60% pour Pierrelatte. Ce taux est égal à la moyenne des QPV,
- 22% de la population active du QPV occupe un emploi précaire (CDD, Interim,...),
- 255 habitants du QPV sont demandeurs d'emploi auprès de France Travail. Les femmes représentent 50 % de ces demandeurs d'emploi. **Il est important d'agir sur les Femmes et de mener des actions à leur intention en vue de leur permettre de sortir de cette situation de précarité.** En effet, en France, 37% des femmes salariées qui vivent dans des QPV occupent un emploi à temps partiel contre 30% des femmes salariées vivant en dehors

d'un QV. Pour se dégager des horizons, il faut que leur niveau de vie augmente grâce à des dispositifs tels que l'apprentissage et l'insertion,

- Le chômage de longue durée (=supérieur à 2 ans) concerne 33% des demandeurs d'emploi du QPV contre 29% en moyenne dans les QPV français,
- En 2015, 27% de la population active du QPV occupent un emploi précaire, contre 21 % en moyenne dans les QPV,
- Le taux de création d'établissements en 2015 était de 35% dans le QPV, contre 29% en 2020. **Un chiffre qui reste élevé et qui montre que sur le quartier, il a une réelle envie d'entrepreneuriat,**
- En 2016, 60% des demandeurs d'emploi avaient entre 26-50 ans, contre 62 % en moyenne dans les QPV,
- En 2015, 82% des établissements du QPV ne comptent aucun salarié contre 81 % en 2019. **Des actions de sensibilisation sont à mener et des partenariats sont à nouer avec les chefs d'entreprise en vue de de construire certaines représentations.**

### 3.5. Logement

- 2.3 personnes vivent sous le même toit en moyenne dans le QPV, le nombre est identique pour la commune. Dans les QPV français, le nombre moyen de personne par résidence principal est de 2.7. **Ce chiffre atteste que les familles sont de petites compositions au sein du QPV du Roc.**
- Les logements de petite taille (T1/T2) représentent 9% des logements du QPV alors que le logement de grade taille (T5 et plus) en représentent 22%.
- 96% des logements du QPV sont des appartements (= logements collectifs) contre 42% du parc de logement sur la commune,
- 8% des logements du QPV sont vacants. En moyenne, dans les QPV français, 7% du parc de logements est vacant.
- 980 logements sociaux sont implantés dans le QPV ce qui représente environ 80% du parc de logement total du quartier. A noter que 78 % des logements sociaux de la commune sont implantés dans le QPV. **En France, 30% des logements sociaux sont implantés dans les QPV, alors que ces quartiers représentent 8% de la population**
- En 2020, le QPV totalise 14% des 5 pièces ou plus au sien de son parc social, contre 8% en moyenne dans les QPV
- La date moyenne de construction du parc de logement social du QPV est de 1972 contre 1978 en moyenne pour le parc de logements sociaux de la commune. Le parc de logement social est également plus ancien que le parc de logement social à l'échelle des QPV. **A l'origine, ces logements en nombre ont été implantés pour accueillir les ouvriers qui participaient à la construction du site du CNPE.**

## II. LE BILAN ET LES ENSEIGNEMENTS DU CONTRAT DE VILLE DEPUIS 2015

En complément des politiques de droit commun, la politique de la ville est une politique de cohésion sociale et de solidarité nationale et locale envers les quartiers prioritaires, leurs habitants et les acteurs.

Afin d'agir au plus près des besoins, les partenaires engagés dans le cadre du contrat de ville s'appuient sur la mobilisation de tous les acteurs de proximité pour mettre en œuvre des projets visant l'amélioration des conditions de vie des habitants.

Le cadre national proposé par la loi du 21 Février 2014 a pour objectif de pourvoir redonner à la Politique de la ville une meilleure lisibilité, une cohérence et de l'efficacité. Les orientations étaient définies au travers de 3 piliers :

- La cohésion sociale,
- Le cadre de vie et le renouvellement urbain,
- Le développement de l'activité économique et de l'emploi.

Ils sont complétés par 4 axes transversaux :

- La jeunesse,
- La lutte contre les discriminations,
- L'égalité entre les femmes et les hommes,
- Les valeurs de la république et la citoyenneté.

Le contrat de ville de Pierrelatte a été signé pour une durée de 6 ans en décembre 2014 et en application de la loi de finances de 2019, il a été prolongé jusqu'en 2022 sous la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques.

### A. Les services de droit commun en socle du contrat de ville

Une multitude d'actions et de projets sont conduits sur la ville de Pierrelatte dans différents champs d'action pouvant répondre aux besoins et préoccupations des habitants du quartier, il paraît donc judicieux de pouvoir les énoncer et les énumérer dans ce paragraphe.

#### 1. Axe Enfance – Jeunesse - Education

Dans le périmètre du quartier, en termes de structure d'accueil sont présents :

- **Un Multi Accueil municipal** – capacité d'accueil de 50 enfants proposant deux services : une halte-garderie et une crèche. Il est à noter qu'un partenariat a été signé avec le Conseil Départemental pour mettre en œuvre le dispositif places réservées en crèche afin de permettre à des familles repérées par les travailleurs sociaux de pourvoir aider les parents à travailler le lien parent-enfant dans la plupart du temps en offrant soit du répit, soit en autorisant le parent à prendre de la distance avec son enfant.
- **Un Relais Petite Enfance municipal** qui est un point de référence et une source d'information pour les parents et les professionnels sur les différents modes d'accueil.
- **Un ALSH municipal.** Ces accueils sont ouverts aux enfants âgés de 3 à 14 ans. Les inscriptions sont prises au service Education-Enfance-Jeunesse qui se situe à l'espace Rabelais, bâtiment se trouvant au cœur du quartier. La collectivité a mis en place le passage de bus pour amener les enfants sur d'autres sites.

- A cet accueil est adossé **un accueil jeune**. Cet espace est l'occasion pour les jeunes de 14 à 17 ans de découvrir différentes activités sportives et de loisirs.
- **Une bibliothèque municipale** : lieu ouvert à tous offrant des services assez diversifiés et larges, pour tous les âges et tous les goûts et mettant à disposition deux ordinateurs dont l'accès est gratuit.
- **Une Structure Information Jeunesse municipale** qui est un lieu d'information, d'écoute et d'accompagnement, destiné aux personnes âgées de 11 – 30 ans. Le jeune peut venir seul ou avec ses parents en vue d'être écouté et aiguillé par un professionnel qui l'aidera à répondre à ses questions touchant à la vie quotidienne.
- **Au niveau de l'accès au sport**, la ville est dotée d'un nombre important d'associations sportives (+ de 70) sans parler des événements conduits par la ville. Il est tout à fait possible aux jeunes et aux adultes de pouvoir choisir une activité qui leur convienne.

En plus de ces structures, des dispositifs sont conduits sur le territoire en faveur des jeunes :

- La **prévention spécialisée** est une modalité d'intervention de prévention et de protection de l'enfance mise en œuvre par le conseil départemental. Cette compétence a été déléguée aux communes volontaires ayant un quartier en Politique de la ville. La commune de Pierrelatte a fait le choix d'opter pour une gestion déléguée et c'est donc la Sauvegarde 26 qui a en charge cette mission. Deux éducateurs œuvrent quotidiennement au sein du quartier et aux abords des cités scolaires pour aller à la rencontre des jeunes et de leurs familles.
- Les **chantiers loisirs** consistent en la réalisation de missions d'utilité sociale et citoyenne, pour la commune ou pour des partenaires, permettant d'autofinancer un projet individuel. Il s'adresse aux jeunes âgés de 14 à 17 ans. L'inscription s'effectue au service Education-Enfance-Jeunesse se trouvant au cœur du quartier. C'est une première expérience de travail encadré.
- Une fois par an, la ville de Pierrelatte organise un **forum de l'emploi** à la salle des fêtes, un lieu un peu excentré mais restant accessible à pied aux habitants du quartier. Cet événement est ouvert aux personnes de plus de 16 ans qui sont à la recherche d'un emploi durable ou saisonnier.
- L'école primaire du Rocher ainsi que la cité scolaire Gustave Jaume se situent en REP + (Réseau d'Education Prioritaire). Cette politique prioritaire repose sur six principes affirmés :
  - Garantir l'acquisition du « Lire, Ecrire, Parler » et enseigner plus explicitement les compétences que l'école requiert pour assurer la maîtrise du socle commun,
  - Conforter une école bienveillante et exigeante,
  - Mettre en place une école qui coopère utilement avec les parents et les partenaires pour la réussite scolaire,
  - Favoriser le travail collectif de l'équipe éducative,
  - Accueillir, accompagner, soutenir et former le personnel,
  - Renforcer le pilotage et l'animation des réseaux.



## 2. Axe Action Sociale – Accompagnement

- Le **Centre Communal d'Actions Sociales** se situe au **Pôle Social**. Il a la charge de coordonner les partenaires qui s'y trouvent. Ce bâtiment se trouve dans le périmètre du quartier prioritaire. Le CCAS est un lieu ouvert à tous les habitants majeurs de la commune. Sa première mission est d'accueillir, d'informer et de conseiller toutes personnes rencontrant des difficultés ou des problématiques quelles qu'elles soient. La ville a trouvé pertinent et judicieux de regrouper dans un même espace tous les partenaires pouvant aider et accompagner les habitants. Pierrelatte a beaucoup de chance de pouvoir dispenser une offre de service importante en présentiel et non de manière dématérialisée. A cet endroit, nous retrouvons les acteurs suivants : CIDFF, CAF, CSS, France Victime, ADIL, CARSAT Service Social, Cap Emploi, ....
- Un **Centre Médico-Social départemental** se trouve en périphérie du quartier et à proximité du CCAS. Il a pour missions l'aide et l'écoute de toutes les personnes qui éprouvent des freins familiaux et sociaux.
- Un **Espace de Vie Sociale** agréé par la CAF est porté par l'Association LIRE. Il a pour vocation de renforcer les liens sociaux et les solidarités en développant des services et des activités à finalités sociales et éducatives. LIRE (Lire Informer Rapprocher Eduquer) porte des actions de soutien à la parentalité, d'accompagnement à la scolarité et propose de l'aide administrative.
- Un **Point Multi Média** est présent sur la commune, il est localisé à l'espace Rabelais et porté par le service Education-Enfance-Jeunesse. Cet espace informatique à la disposition du public est équipé de 3 postes avec une connexion internet, une impression limitée est possible. Il n'y a pas d'accompagnateur à proprement dit simplement un référent, aussi il faut que la personne soit à minima autonome dans ses démarches numériques.
- La ville a fait le choix de recruter une **médiatrice sociale** en 2019, dans le but de proposer aux habitants du quartier d'avoir un interlocuteur privilégié et ainsi de faciliter les mises en relation avec les acteurs du territoire. Elle a comme champs d'intervention : le soutien à la scolarité, l'appui associatif, la captation du public pour des événements culturels, le maillage et la coordination des acteurs locaux, le dépôt de projets auprès du dispositif quartier d'été, la médiation de voisinage et une présence physique dans le quartier et au sein du Pôle social par la tenue d'une permanence.

## 3. Axe Logement

- Une **Cellule logement** est portée par la ville mais coordonnée par le CCAS. Une personne est dédiée à ce service. Ce guichet enregistreur des demandes de logement social a pour rôle d'informer, d'orienter les personnes à la recherche d'un logement, soit pour un premier accès, un relogement ou une mutation. Aussi, des relations privilégiées ont été nouées avec les trois bailleurs de la ville en vue de faciliter la communication et les échanges pour ainsi trouver aux personnes un logement adapté à leurs besoins et à leurs moyens.

#### 4. Axe Santé

- Le CMS abrite la **Protection Maternelle Infantile**. Ce service propose notamment des consultations et des actions médico-sociales de prévention et de suivi en faveur des femmes enceintes, des parents et des enfants de moins de 6 ans.
- Le **Centre de Santé Sexuel (CSS)** se situe au pôle social Emile Bourg. Dans ce centre, on répertorie : un docteur en gynécologie, une sage-femme et une conseillère conjugale. Il a pour vocation d'accompagner les personnes dans leur santé sexuelle, pour ce faire ils informent, conseillent et réalisent des dépistages.
- En proximité du quartier, un **pôle de santé** a été créé. Il propose différents services allant de la médecine généraliste (5 praticiens), à la médecine spécialisée (un gynécologue) et proposant des professionnels de la médecine douce. Au rez-de-chaussée, on y retrouve un centre optique, un audioprothésiste et prochainement une pharmacie.

#### 5. Axe Sécurité

- Depuis 2020, **une brigade de proximité** a été mise en place à l'initiative de la Police Municipale au sein du quartier en vue d'agir en prévention et de nouer des contacts avec les habitants. Pour opérer, différents modes d'intervention sont diligentés pour se rendre visible (patrouille pédestre, participation à des rencontres, prises de contact direct avec les habitants, régulation de la circulation aux abords de l'école du rocher...).

#### 6. Axe Cadre de vie

- Le Centre d'Exploitation Municipal (CEM) œuvre quotidiennement pour **embellir la ville**. Pour ce faire, des passages sont dédiés spécifiquement au QPV pour procéder au ramassage de déchets et à l'entretien des espaces verts. Pour l'enlèvement des encombrants, dans le cadre de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFBP), un partenariat a été noué avec DAH afin de programmer des passages très réguliers et ainsi éviter l'entassement.
- Dans le cadre des Contrats Urbains de Cohésion sociale (CUCS), la municipalité a émis le souhait de créer 7 parcelles de **jardins familiaux** pour que les locataires de DAH aient un espace à cultiver favorisant le lien social. Ce projet a pris forme en 2009 et est toujours en cours. Il a permis de diminuer fortement les dépôts sauvages et autres encombrements autour du site. Les jardiniers sont très investis et impliqués, depuis le début de la mise en œuvre de l'action.

## B. Les actions du Contrat de ville 2015-2023

Différentes actions ont été soutenues et déployées dans le cadre du contrat de ville depuis 2015. Une synthèse est ici présentée par grands axes et porteurs de projets.

### ➤ Cohésion sociale

PORTEURS DE PROJETS	INTITULE	ACTIONS PLURIANNUELLES
LIRE	Ateliers sociolinguistiques d'apprentissage de la langue française	X
LIRE	Aide à la parentalité	X
LIRE	Atelier Des Clics	X
Commune	Programme de réussite éducative	X
Courant fort	Une solution de mode de garde pour les habitants	
CIDFF	Sensibiliser à l'égalité entre les filles et les garçons et prévenir les violences sexistes - agir auprès des jeunes	
Main dans la main	Jeunes en action - Lutter contre la délinquance et l'incivilité	

**Le pilier de la cohésion sociale** est celui où l'on rattache le plus grand nombre d'actions. En effet, c'est le plus accessible pour les porteurs de projet.

Même si le Programme de Réussite Educative (PRE) est en veille depuis deux ans par manque de candidats qualifiés pour exercer le poste de coordonnateur, c'est une action phare du contrat de ville de Pierrelatte. Il est perçu par toutes les parties prenantes de manière très positive. 50% de l'enveloppe politique de la ville était consacrée au financement du PRE. Les partenaires et le public sont unanimes, sur le fait que c'est un dispositif qui a de réelles retombées à tous niveaux.

Les actions portées par l'association LIRE sont soutenues depuis le début du contrat de ville au regard des besoins clairement identifiés en matière d'apprentissage de la langue française ou d'aide à la parentalité.

### ➤ Cadre de vie et renouvellement urbain

Cette thématique a été travaillée il y a quelques années en arrière lors des CUCS et de l'ANRU et l'est aujourd'hui encore par des actions sur l'immobilier plus ponctuelles. Des échanges réguliers s'opèrent avec DAH pour essayer de proposer un cadre de vie propre et agréable. Concernant la tranquillité publique, il n'y a pas de faits marquants sur le quartier qui pourraient nuire à la sécurité des riverains. Ce calme est sûrement dû à toutes les actions et dispositifs cumulés sur le quartier qui privilégient la prévention en favorisant l'échange et le dialogue plutôt que la répression. Les habitants ressentent cette proximité, ils ont le sentiment d'être écoutés.

### ➤ Développement de l'activité économique et de l'emploi

PORTEURS DE PROJETS	INTITULE	ACTIONS PLURIANNUELLES
Pôle emploi /Mission locale	Club chercheurs d'emplois	X
CIDFF	Communiquons secteurs métiers	

**Le pilier développement économique, emploi** a très peu été développé depuis la mise en place du contrat de ville. L'aspect positif de cet axe est que malgré le peu d'actions déployées dans cet item, on constate qu'il y a un fort rebond de la création d'entreprises qui est plus fort à Pierrelatte que dans la moyenne des QPV.

➤ **Inclusion sociale et territoriale à travers la pratique sportive et culturelle**

PORTEURS DE PROJETS	INTITULE	ACTIONS PLURIANNUELLES
La Scène enchantée	Favoriser les activités artistiques (théâtre)	
Le lien théâtre	Spectacle les Hippocampes	
Fight Club Tricastin	Favoriser les échanges des habitants du QPV vers l'ouverture d'esprit d'équipe et maîtrise de soi - favoriser le vivre ensemble	
Judo club	Au travers d'un stage de Judo amener les licenciés vers un environnement inconnu pour une expérience de vie en collectivité	
Fight Club Tricastin	Jeux d'épreuves sportives inter quartiers	
Athénée	Vacances apprenantes 2021 - Histoire du quartier du Rocher	
Radio Micheline	Projet radio	
Rugby club tricastin	Rugby pour tous	

De nombreux projets axés sport ont été accompagnés. Les répercussions sont positives mais la durée est moins perceptible dans le temps puisque les actions sont de courtes durées et moins denses que d'autres actions d'accompagnement.

➤ **Promotion de la santé**

PORTEURS DE PROJETS	INTITULE	ACTIONS PLURIANNUELLES
ANPAA	Volet prévention et accompagnement : repérage des conduites addictives	X
TEMPO	Volet prévention : repérage des conduites addictives	X
Commune	Pierrelatte express 2023 : édition santé	
Sauvegarde 26	Charrette santé	
LIRE	Atelier corporel d'accompagnement au graphisme d'écriture	

Il est à noter la disparition des partenariats avec ANPAA et TEMPO du fait des porteurs de projets ce qui laisse un champ vacant de prévention et d'accompagnement pourtant essentiel en matière de conduites addictives.

### **III. ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 :** **METHODE ET STRATEGIES**

Les objectifs posés par l'Etat pour l'élaboration des nouveaux contrats de ville sont au nombre de trois :

- Simplifier et accélérer l'action publique, pour produire des résultats tangibles et mesurables pour les habitants ;
- Assurer des réponses de qualité aux attentes des habitants, parmi lesquelles la sécurité, l'écologie du quotidien et l'accès à tous les services publics : que ce soit l'offre éducative, périscolaire et extra-scolaire, sportive, culturelle ou sociale etc. ;
- Maximiser la mobilisation des acteurs publics et privés tout en rendant plus lisible le rôle de l'Etat, par une communication uniformisée autour des Quartiers 2030.

Pour ce faire, l'association des habitants constitue le socle de l'élaboration du contrat de ville.

#### **A. Méthode :**

Afin de définir les grandes priorités du nouveau contrat de ville du quartier du Roc de Pierrelatte, la consultation citoyenne a été engagée en juillet 2023. L'Etat a fixé au niveau national la date du 31 mars 2024 pour la signature des nouveaux contrats de ville.

A compter de sa validation le contrat de ville sera conclu pour 6 ans et fera l'objet d'une actualisation en 2027.

##### **➤ Elaboration**

Le Contrat de ville de Pierrelatte s'est construit selon le calendrier suivant :

- Actualisation de la géographie prioritaire de la Politique de la ville en co-construction Etat/ville : rencontre entre Monsieur le Sous-Préfet et Monsieur le Maire le 5 juin 2023 ;
- Concertation citoyenne animée par les représentants de l'Etat dont le Cabinet Pluricité le 20 juillet 2023. L'objet de cette rencontre était de rappeler la genèse du contrat de ville et d'échanger sur la projection des habitants à 2030 ;
- Concertation citoyenne animée par la ville de Pierrelatte en présence de Monsieur le Sous-Préfet le 22 février 2023. L'ordre du jour de cette rencontre était d'échanger sur les futurs grands axes du contrat de ville et sur les besoins prioritaires des habitants ;
- Réunion des partenaires institutionnels et signataires du contrat de ville le 05 mars 2023 autour du contenu du contrat de ville 2024-2030 ;
- Adoption du contrat de ville en conseil municipal le 25 mars 2023.

##### **➤ Gouvernance**

La ville de Pierrelatte assure le pilotage du contrat de ville (la Communauté de Communes Drôme Sud Provence n'ayant pas la compétence Politique de la ville). A ce titre, elle associe, sous couvert du soutien du représentant de l'Etat, la Communauté de Communes, le

Département du Rhône et la Région Auvergne Rhône Alpes qui doivent s'impliquer par des engagements concrets aux côtés de la ville.

La mobilisation partenariale élargie est mise en œuvre au travers des partenaires :

- l'ARS,
- Drôme Aménagement Habitat,
- la CAF,
- l'Education Nationale,
- France Travail,
- La Mission locale,
- Le Procureur de la République,
- La Caisse des dépôts,
- etc...

La ville de Pierrelatte, pour le suivi et l'évaluation du contrat de ville, organisera à minima annuellement :

- une **rencontre habitants** pour l'évaluation qualitative des actions du contrat de ville, le suivi des indicateurs et l'identification des nouveaux besoins ;
- un **comité technique** qui aura pour mission d'élaborer les appels à projet sur la base de la participation citoyenne, de créer au besoin des groupes de travail thématiques (partenaires-habitants-opérateurs), de suivre les porteurs de projets ;
- un **comité de pilotage** qui sera chargé d'acter les orientations stratégiques, valider les programmes d'actions après identification des priorités et suivre la cohérence du contrat de ville.

Afin d'optimiser la gouvernance des différents dispositifs le comité de pilotage du contrat de ville pourra être fusionné avec celui du CLSPD.

## **B. Stratégies et enjeux locaux :**

Conformément aux attendus nationaux, le déploiement des actions futures du contrat de ville devra intégrer les objectifs transversaux suivant :

- Lutter contre toute forme de discrimination ;
- Promouvoir l'égalité homme femme ;
- Lutter contre la radicalisation et défendre la laïcité et les valeurs républicaines ;
- Accompagner les publics sensibles les plus prioritaires : femmes, jeunes, familles monoparentales, personnes âgées, personnes en situation de handicap... ;
- Valoriser la participation citoyenne.

Ainsi, chaque action inscrite au contrat de ville et bénéficiant de financement à cet effet devra tenir compte et intégrer ces objectifs (en tout ou partie).

Pour toute action le premier levier d'engagement restera, bien entendu, la mobilisation du droit commun.

### **1. La concertation citoyenne**

La participation citoyenne a été mobilisée en deux temps : pour recueillir des éléments de bilan et pour construire le présent contrat de ville.

### Synthèse de la concertation citoyenne du 20 juillet 2023 :

La concertation a été menée par le cabinet Pluricité mandaté par la Préfecture. Moins de 5 habitants étaient présents. Il n'a pas été rédigé de compte-rendu des échanges qui ont été orientés essentiellement sur les besoins des associations.

### Synthèse de la concertation citoyenne du 22 février 2023 :

La concertation a été menée par la ville de Pierrelatte. 26 participants étaient présents à cette rencontre. Le tableau ci-dessous est une synthèse des échanges autour des atouts du quartier et des points d'amélioration attendus, le compte-rendu complet est joint en annexe.

Les atouts du quartier	Les points d'amélioration
Mixité, bien vivre ensemble, solidarité, convivialité	
Un environnement urbain plus agréable avec des immeubles de taille humaine	Plus de rotation pour l'accès aux logements
Présence de toutes les commodités à proximité	Centre commercial du Rocher à repenser
Installation des médecins à Pierrelatte et notamment au pôle de santé	
Quartier végétalisé	Développer le fleurissement
Sécurité et présence de la police municipale	Incivilités et nuisances : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépôts sauvages d'encombrants</li> <li>• Rodéos et vitesse excessive</li> <li>• Rassemblements notamment en nocturne bruyants</li> <li>• Déjections canines</li> </ul>
	Mise en place de navettes pour accéder à tous les quartiers de la ville (notamment au lac)
	Accompagnement à la scolarité tous niveaux, y compris recherche de stages
	Accès à l'information institutionnelle, manque de permanences CPAM...

Au regard de ces échanges, deux axes de travail ont été retenus prioritairement, sans pour autant être exclusifs et notamment pour les actions qui pourraient émerger, durant la durée de vie du contrat, et contribuer à apporter une réponse adaptée aux besoins identifiés des habitants du quartier du Roc.

Annuellement lors des lancements d'appels à projets, une attention particulière sera portée aux actions menées en inter quartier dans une logique d'ouverture et de mixité notamment avec le centre-ville, Baumet, les Blâches, les Plantades.

## 2. Les axes stratégiques

Les services et missions développés en partie II A seront maintenus et, dans la mesure des moyens financiers et humains dont dispose la collectivité, adaptés et orientés vers les besoins des habitants du quartier du Roc.

Il est à noter que la collectivité s'attache également à déployer des orientations complémentaires.

- Au niveau de **l'emploi**, la ville souhaite favoriser et développer les **clauses d'insertion** dans les marchés publics gérés par la commune. C'est un dispositif qui permet à des personnes éloignées de l'emploi de pouvoir bénéficier d'heures de travail.
- Au niveau de **l'éducation, un projet NEFLE** (Notre Ecole, Faisons Là Ensemble) va voir le jour à l'école du rocher. C'est un projet multidimensionnel et pluriannuel. Il se décompose de la manière suivante :
  - ✓ Le premier volet sera axé culture. Un théâtre pour grandir en culture. En première intention, l'équipe éducative a le souhait de faire visiter aux enfants un théâtre moderne pour qu'ils s'imprègnent de l'art de la scène. Ensuite une découverte de la pratique de la technique sera proposée aux élèves. Ce travail préparatoire sera relayé en classe par l'étude de l'histoire de la scène, de l'architecture théâtrale ; de plus du matériel spécifique sera exploité avec les enfants (Ombre, Kamishibai)
  - ✓ Le deuxième volet sera axé aménagement. L'école du rocher va se doter d'un espace extérieur à visé éducatif, solidaire et transformant. Cette nouvelle installation sera composée : d'une zone nature, d'une zone de motricité, d'une zone vivre ensemble, d'une zone autonomie pour que les élèves puissent s'épanouir pleinement. La commune réalisera ces aménagements.

Les axes stratégiques spécifiques aux futurs appels à projets sont :

- **Axe 1 : Favoriser la réussite par l'éducation, l'apprentissage, la formation et l'information\_**

Plan d'actions à destination des enfants et de leurs familles :

- En totale continuité avec le contrat de ville précédent, et compte tenu des enjeux et besoins exprimés par les habitants, le soutien des familles avec enfants scolarisés doit être maintenu. L'action phase en est le **Programme de réussite éducative** qui doit être relancé avec une nouvelle équipe de pilotage. Cet outil d'accompagnement des familles et de leurs enfants et de coordination des acteurs des champs éducatifs et sociaux a démontré son efficacité lors du précédent contrat de ville.
- Des actions de soutien à la scolarité pour **développer les pratiques pédagogiques et prévenir le décrochage scolaire** pourront être accompagnées (exemple : atelier corporel d'accompagnement au graphisme d'écriture (enfants en CE1), recherches de stages...).

Plan d'actions à destination des adultes :

- L'objectif de renforcer l'intégration des familles est reconduit et notamment les **actions de lutte contre l'illettrisme** (exemple : ateliers socio linguistiques).
- Les actions destinées à **faciliter l'accès à l'emploi** ou à la **création d'entreprises** des habitants du quartier pourront être éligibles et d'autant plus si un accompagnement renforcé et ciblé est prévu pour le public féminin.
- De la même manière pour **lutter contre la fracture numérique**, des actions de formation et d'accompagnement seront soutenues (exemple : ateliers "Des clics").
- Enfin l'accompagnement des parents dans leur relation à l'école et à la scolarité de leurs enfants sera maintenu notamment par les actions de **soutien à la parentalité**.



## ➤ **Axe 2 : Cadre de vie et renouvellement urbain**

Qualité résidentielle :

- **Démolition du bâtiment 43** : démolition de 30 logements en 2024, requalification des espaces en circulation, stationnement et espaces verts,
- **Ecrêtement de la tour 5** : réaménagement d'un bâtiment à 4 étages (début des travaux prévus fin 2026), relogement préalable des 59 ménages hébergés, suppression de 39 logements,
- **Démolition du centre commercial du Roc** : projet de mise en valeur de l'espace urbain par la création de logements inclusifs, de nouveaux espaces de commerces et d'espaces verts,
- **Renforcer les parcours résidentiels et l'implication des habitants à la vie du quartier.**

Cadre de vie :

- Les actions portées avec ou par les habitants visant à **s'approprier les espaces verts** au sein du quartier, en améliorer l'embellissement ou à développer les jardins partagés pourront être soutenus. Tout comme les actions collectives de gestion des bio déchets qui de la collecte à la transformation en compost valoriseraient le bien vivre ensemble et le sentiment de fierté.
- Renforcement de l'action du service de police municipale et plus particulièrement de la brigade de proximité contre les **incivilités et les nuisances** (une attention et action particulière est portée à l'optimisation de la gestion des déchets notamment)

Pour les actions et les porteurs de projets inscrits dans une durée pluriannuelle, des conventions spécifiques tenant compte de ce déploiement dans le temps seront contractées.

### 3. L'évaluation

L'évaluation sera réalisée annuellement et en fin de période du contrat de ville au regard des indicateurs de suivi qui seront à construire avec la population. Un comité de suivi composé de représentants du quartier du Roc et des différents partenaires sera constitué afin de porter cette évaluation qui sera présentée et discutée en COPIL.

Une clause de revoyure, prévue par le gouvernement en 2027, permettra l'actualisation du présent contrat de ville.

## ANNEXES

PROJET

## CONTRIBUTION DE DROME AMENAGEMENT HABITAT

### PREAMBULE

Le présent document a pour objet de préciser les engagements portés par Drôme Aménagement Habitat en faveur du développement du quartier du Roc sur la commune de Pierrelatte. Dans le cadre du futur contrat de ville, DAH souhaite apporter l'ensemble de ses contributions au bien vivre du quartier et contribuer à poursuivre les ambitions portées par l'Opération de renouvellement Urbain conventionnée avec l'ANRU dès 2008.

En effet, le quartier du « **Roc** », à Pierrelatte, est à l'image des investissements urbains des années 60 en termes d'habitat, témoin d'un urbanisme et d'une architecture propre à cette période marquée par les « grands ensembles ». Ce quartier reste aujourd'hui d'abord caractérisé par la prépondérance de l'habitat collectif social. Les engagements menés dans le cadre du PRU ont permis de faire évoluer les tendances de fond attachées à ce quartier au début des années 90. **Le bon accompagnement partagé par les acteurs institutionnels a permis de conserver une qualité de vie à ce secteur.**

La conjonction de différents facteurs d'évolution du quartier est aujourd'hui présente pour envisager une évolution encore positive de ces espaces : complément de renouvellement urbain, de renouvellement commercial, d'accompagnement de la couture urbaine par la qualité des espaces publics, prise en compte des évolutions sociétales propres à ces habitations ...

C'est sur cet espace à multiples entrées que Drôme Aménagement Habitat et la ville de Pierrelatte ont souhaité poursuivre une action de renouvellement urbain sur le cœur historique du Centre Commercial et de la Tour 5, tout en conservant une gestion urbaine de proximité partenariale et de qualité au bénéfice des habitants et de l'attractivité du quartier.

La présente contribution vise à traduire ces engagements pris et ceux à venir, ainsi que les investissements importants décidés aujourd'hui dans le cadre du renouvellement urbain du quartier.

#### 1 - PORTRAIT DE VILLE : PIERRELATTE, DYNAMIQUE D'HABITAT

Sixième ville de la Drôme avec 14 000 habitants, sur un bassin de vie de 50 000 habitants, entre la Drôme provençale, l'Ardèche, le Vaucluse et le Gard, Pierrelatte se conforte par sa situation sur des flux stratégiques transitant dans la vallée du Rhône.

Pierrelatte accueille une centaine de *nouveaux habitants par an*. *Depuis 1990, la population croît d'environ 2 % par an, avec une proportion notable d'actifs nouveaux.*

De telles évolutions ont des conséquences notables sur le marché de l'immobilier, et marquent notamment une augmentation des productions de logements neufs ainsi qu'une croissance plus forte des prix dans le neuf. Le pourcentage de logements sociaux est de **23 %** des résidences principales.

Ces indicateurs questionnent l'évolution actuelle et future du quartier du **Roc** en réinterrogeant sa situation dans un contexte de transformation urbaine plus globale :

- Adaptation des parcours résidentiels, dynamique de l'habitat
- Manque d'attractivité globale d'un quartier qui reste majoritairement mono-produit,
- Evolution sociale des ménages résidents.

## 2 - QUARTIER DU ROC, UN ENSEMBLE D'HABITAT CONTRASTE

L'ensemble immobilier du Roc, à Pierrelatte, est historiquement constitué de 1600 logements locatifs construits entre 1961 et 1976 par la société d'équipement de la Drôme (SEDRO) pour le compte du bailleur social OPDHLM Drôme (1200 logements) et la structure d'accession à la propriété SACLE (avec la création de copropriétés de 400 logements, dénommées SACLE NORD).

Issu d'un plan de composition du ministère de la reconstruction, prévoyant initialement 2200 logements, le quartier du Roc sera terminé en 1976 avec la résidence Curie au nord de ce quartier. Majoritairement composé de logements sociaux, cet ensemble immobilier est le plus important en gestion pour l'Office Départemental HLM sur le Département.



Dès les origines, le bailleur social possède une structure de proximité, ainsi qu'une régie d'entretien, pour couvrir les besoins de l'ensemble de ce qui représente le plus gros quartier de l'Office. En 1992, l'ODH26 inaugurera sa première agence de gestion décentralisée sur Pierrelatte, au bâtiment Daudet, afin de répondre aux besoins locaux et apporter tous les services en proximité du quartier. La présence de cette agence de gestion est le gage d'une présence forte de proximité, au plus près des locataires du secteur. Renforcé successivement à travers différents

aménagement, l'agence « Drôme Provençale » est ouverte sur le quartier et sert de point de référence aux actions menées par les équipes de DAH.

Le Roc est un quartier d'emplacement exceptionnel par rapport au centre-ville de Pierrelatte dont il est aujourd'hui partie intégrante.

Dès l'origine, plusieurs aspects conditionnent son mode de vie et sa condition urbaine :

### *C'est un quartier contraint*

Deux éléments physiques majeurs conditionnent son fonctionnement : la présence de la voie ferrée à l'Est doublée du boulevard Curie, et les équipements publics de la cité scolaire Jaume. Ces éléments sont néanmoins sources de fermetures visuelles voire de fractures dans le tissu urbain et peuvent être des éléments de repli du quartier sur lui-même.



### *C'est un quartier « frontière »*

La configuration des espaces bâtis du **Roc**, typiques des années 1960-1970, avec plusieurs immeubles assez longs, type « barres » (majoritairement R+4 et un R+8) et 5 tours d'une dizaine à quinzaine d'étages, s'inscrit dans un cadre urbain propre aux développements urbains de cette époque, accompagné d'un volet paysager important, renforcé au fil du temps (présence d'arbres de haute tige, d'espaces arborés, de pelouses...bien entretenus).

Cette architecture s'inscrit dans une desserte viaire labyrinthique et la présence de nombreux parkings, ne permettant aucune lisibilité urbaine. L'ensemble du quartier apparaît alors séparé du reste de la ville dans ses propres frontières.

### ***C'est un quartier à l'équilibre fragile***

Depuis plusieurs années, les acteurs publics et DAH propriétaire des ensembles immobiliers du quartier ont porté et lancé une réflexion générale sur le fonctionnement du quartier. Dans un dispositif « Développement Social des Quartiers » (DSQ), mis en œuvre dans les années 1990, on avait identifié à l'époque des problèmes majeurs de reconquête de « l'image » du quartier, et un risque d'inadéquation qualitative des logements risquant d'entraîner des difficultés de relocation. Après une convention commune portée dans le cadre du dispositif DSQ, des travaux effectués à l'intérieur des logements et une réfection des façades ont été mis en place. Une réflexion sur la remise en état des voiries et des espaces verts a été menée, cependant sans un travail urbain ambitieux, puis sans concrétisation physique.

Ces actions de soutien et d'animation locale menées à destination de la population pendant plusieurs années, (DSU, DSQ, Contrat de Ville, CUCS ...) **ont permis et permettent encore aujourd'hui** le maintien d'une **relative** tranquillité urbaine mais **n'ont pas conduit à améliorer l'attractivité et l'image du quartier**.

Aujourd'hui différentes composantes de l'ensemble immobilier font l'objet de préoccupations de gestion, vécues par les acteurs du site, Ville et DAH.



Pierrelatte - 2000

D'autre part, ce quartier est doté d'une présence de services de proximité (crèche, maison de quartier, groupe scolaire) favorable à son attractivité. Un point de difficulté réside dans le devenir du centre commercial. Historiquement rattaché à une moyenne surface (dernière enseigne ED), le centre commercial construit en 1963 vit aujourd'hui seul et a besoin d'un second souffle. Le projet de renouvellement urbain de ce secteur sera déterminant dans l'image à apporter à ce secteur et au maintien d'une activité commerciale de proximité.

### 3 – L'ENJEU D'UN QUARTIER STRATEGIQUE – LE PROJET ANRU

La Commune de Pierrelatte a signé en 2008 une convention ANRU pour engager le projet de renouvellement urbain du quartier du Roc. Plus petite commune de France à porter ce type de projet, les objectifs et résultats ont su démontrer leurs pertinences pour le quartier et ses résidents.

Le projet, développé de 2008 à 2014, a profondément recomposé la trame urbaine du quartier, et mobilisé tous les partenaires dans un projet à forte portée politique. Le résultat quantitatif s'établit comme suit :

Nombre de logements sociaux démolis : 265

Nombre de logement sociaux construits : 265

Sur site : 98

Hors site : 167

Nombre de logement privés construits :

Locatifs : 23

Accession sociale : 18

Nombre de logements réhabilités : 463

Nombre de logements résidentialisés : 463

Sur le plan qualitatif, l'évaluation de fin de programme a conclu positivement :

*Ci-joint synthèse d'évaluation finale de 2014 qui reste d'actualité :*

L'évaluation restitue une **vision unanime et positive** sur les interventions urbaines menées dans le cadre de l'ANRU. Les acteurs engagés (professionnels, institutionnels) et la population concernée s'accordent sur un changement net du cadre de vie des habitants, instaurant une quiétude inespérée au départ du projet. Le quartier est désormais apaisé.

#### Les gains perçus

En premier, force est de souligner la **réelle appropriation par les habitants des espaces reconfigurés** au détriment de la monopolisation des espaces par des jeunes et jeunes adultes proches de la délinquance. Même les habitants d'autres quartiers de la ville traversent maintenant "naturellement" le quartier, au lieu de le contourner comme autrefois. Concrètement, la résidentialisation et le travail sur l'espace public ont redonné une fierté d'habiter dans ce quartier. Il est restitué un **sentiment de sécurité, de jouissance du nouveau cadre de vie** (beauté des façades, du paysage, silence pour dormir ou faire une sieste...). La meilleure preuve de ces résultats réside sans aucun doute dans le respect actuel des espaces et bâtiments.

D'autres gains durables doivent ici être mentionnés :

- L'**instauration d'habitudes de travail collaboratif étroit**, notamment entre la Mairie et DAH. Alors qu'auparavant régnait plutôt l'incompréhension et des registres d'actions séparés, aujourd'hui les énergies locales sont fédérées dans des liens solides au profit des habitants.
- la **novation de la clause d'insertion**, l'ANRU ayant ici permis les bonnes expérimentations ouvrant un développement d'activités significatif pour les acteurs locaux de l'insertion par l'économie, et ce durablement.

#### Des points forts à souligner

La taille relativement modeste de l'ANRU. Celle-ci a autorisé une **gestion d'une qualité indéniable**, où chacun était reconnu dans sa posture propre. Cette lisibilité des acteurs et leur reconnaissance implicite ont alimenté tout au long de l'ANRU la **dynamique de changement**.

Une **novation conceptuelle productrice de sens pour l'habitant**. Rejetant les schémas classiques de travail sur l'identité de quartier, il a été parié sur l'apport d'une diversité morphologique urbaine en veillant à confondre le territoire concerné parmi les autres territoires de la ville. De plus, pour conforter les représentations positives, il a été décidé de s'appuyer sur une reconstruction plus individuelle. Aujourd'hui l'habitant est fier de son habitat, qu'il juge préférable à celui de la rue voisine (et vice-versa).

Une volonté de traiter tous les volets à aborder dans le cadre du référentiel ANRU avec un **pragmatisme privilégiant l'action**. Deux exemples : la modification du projet pour intégrer

un réseau de chaleur urbain qui aurait pu conduire à un dérapage de planning d'un an. Les difficultés à traiter le centre commercial n'ont pas obéré la réalisation globale de l'opération.

### Une dynamique enclenchée mais qu'il convient de poursuivre

#### **Performer la transformation urbaine en transformation sociale :**

Une des limites rencontrées par cette opération de requalification des espaces et de l'urbanisme a été finalement la relative faiblesse de la transformation du tissu social, les habitants étant plus sur du consumérisme que du participatif. L'accompagnement social devra donc se poursuivre en pensant une gouvernance structurée pour accompagner la vie sociale du quartier, organiser la gestion de proximité.

Le changement urbain, s'il a vraiment impacté le climat social sur le quartier, n'a pas modifié considérablement la composition sociale des habitants concernés. Les difficultés inhérentes aux milieux défavorisés sont toujours prégnantes, et les tendances à l'augmentation de familles monoparentales et à la montée des habitants âgés. La reconnaissance des habitants en regards des efforts considérables pour améliorer leur cadre de vie est un point d'assise solide pour aborder un travail en profondeur sur le Social, en s'appuyant sur les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité.

#### **Poursuivre la transformation urbaine :**

Nécessité de passer du désenclavement du quartier à son intégration définitive dans la ville en pensant les usages en termes de mobilités, les connexions avec la gare de Pierrelatte, la fin de tout clivage au sein d'un même quartier (l'insertion des Plantades Daudet doit achever l'image définitive de l'ensemble du quartier du Roc).

Le prolongement logique de l'opération est la transformation urbaine du quartier des Plantades Daudet. Juxtant le quartier rénové, les habitants du quartier des Plantades ont été exclus dans un premier temps des bénéfices visibles du quartier voisin. L'équité et les besoins actuels impliquent un traitement urbain de même nature que celui opéré.

De 2014 à aujourd'hui, l'action de DAH a été poursuivi sur le quartier des Plantades :

- Démolition partielle/réhabilitation bâtiment 45 : 45 logements
- Réhabilitation bâtiment 42 : 28 logements
- Démolition bâtiment 43 : 30 logements

Ainsi, la vision du contrat de Ville et l'opération de renouvellement urbain visent encore aujourd'hui à relever des enjeux de gestion et de vie sur le long terme, qui nécessitent de maintenir l'action publique et des actions d'accompagnement.

Cependant cela nécessite, de la part de Drôme Aménagement Habitat et de la commune des investissements stratégiques nouveaux. Une réflexion urbaine a été mise en place, mettant en évidence les conditions de sa transformation possible par le biais de :

- La recomposition de la partie centrale avec le transfert du centre commercial, l'intégration d'une nouvelle place Villon et la recomposition résidentielle.
- L'écrêtage de la Tour 5, dernier « emblème » de l'architecture des années 60, afin de repropuler des logements sur ce site et reconfigurer l'entrée sud du quartier.

## 4 – LA GESTION DE PROXIMITE



Depuis 30 ans DAH s'est engagé dans une politique de proximité en créant 6 agences au niveau du département de la Drôme. L'agence DAH Drôme Provençale » située au cœur du quartier a été créée en 1992. Cet attachement historique affirme une volonté d'assurer au quotidien dans ce quartier prioritaire de la ville une gestion de proximité renforcée afin de garantir aux habitants un même niveau de qualité de service que dans les autres territoires. Cette gestion quotidienne nécessite des mesures de gestion spécifiques (présence, sur-entretien, tranquillité résidentielle, actions d'insertion).

Huit agents de proximité assurent tous les jours le nettoyage des halls et montées d'escaliers ainsi que le nettoyage des abords d'immeuble. L'écoute, la disponibilité, la réactivité sont le leitmotiv des équipes de terrain afin de privilégier le lien social inestimable pour maintenir la tranquillité de tous en lien avec les acteurs sociaux du quartier et assurer un service de qualité auprès des locataires.

Afin de garantir une image de quartier digne, DAH met en place un service de sur-entretien tant dans ses parties communes qu'à l'extérieur de ses bâtiments. Un agent de proximité absent est aussitôt remplacé par un prestataire extérieur. Tous les ans des travaux de réfection en peinture de halls et montées d'escaliers sont réalisés par des entreprises d'insertion pour la qualité de vie de ses occupants mais également pour maintenir l'attractivité de son patrimoine. Enfin, tous signes extérieurs de détérioration (tags-casse...) sont traités dans la journée.

L'insécurité, les actes d'incivilités entre locataires viennent ternir l'image de ces quartiers prioritaires de la ville. Le quartier du Roc n'est pas une exception. Afin de prévenir ces troubles, DAH a souhaité mettre en place une procédure de gestion de troubles au sein de son parc. Dans ce cadre tous les locataires plaignants ou fauteurs sont entendus pour traiter au plus vite les problèmes rencontrés. Cette gestion des troubles nous permet de renforcer notre présence au sein de chaque famille. Nous tenons à souligner que ce travail quotidien ne pourrait se faire sans la contribution des forces vives du quartier ainsi que les services de police tant municipale que nationale. A ce titre, DAH participe aux réunions organisées par les services de sécurité en présence des représentants communaux.

Enfin, des actions suivies et spécifiques sont déployées par le Bailleur pour ce quartier :

- Renforcement de la présence de personnel de proximité
- Gestion des encombrants par le ramassage par une recyclerie
- Accueil des nouveaux locataires – visite de courtoisie
- Accompagnement d'une association de locataire CLCV – mise à disposition d'un local dédié
- Dotation budgétaire supplémentaire aux travaux d'entretien des parties communes et extérieures
- Niveau de remise en état renforcé des logements à la relocation, pour améliorer l'attractivité des logements à louer et éviter l'installation d'une vacance sur le quartier et problématiques associées.

Cette gestion et ce lien de proximité sont la force de DAH et contribue au bien vivre ensemble indispensable au sein d'un quartier prioritaire de la ville tel que celui du Roc.

#### 1. La redéfinition de la Gestion Urbaine de Proximité et la concertation

En lien avec la mise en œuvre de ce projet urbain, il sera envisagé de redéfinir les contours de la Gestion Urbaine de Proximité, ainsi que les rôles de la Ville et du bailleur. En effet,

aujourd'hui, bien que le quartier soit globalement bien entretenu, le diagnostic préalable pointe quelques dysfonctionnements à prendre en compte :

- mieux coordonner les interventions du bailleur et des services des collectivités locales,
- renforcer la qualité et l'entretien des espaces de vie des habitants,
- faire évoluer les métiers des personnels de proximité et des agents de terrain,
- développer des actions de développement social et le dialogue des habitants,
- prendre en compte la tranquillité des habitants
- valoriser l'image des quartiers pour les habitants qui y résident et les habitants potentiels.

Cela est en partie le cas pour la gestion des déchets ménagers, l'entretien des espaces verts,.... Des réponses liées à ces éléments seront apportées au cours du projet de rénovation en concertation avec les habitants (sur le tri sélectif par exemple), la Ville de Pierrelatte et Drôme Aménagement Habitat.

En amont de ce processus, et au sein de la conduite du projet lui-même, la volonté partagée des deux maîtres d'ouvrage de prendre soin de la continuité d'usage pour les habitants en phase travaux est affirmée. Cette prise en compte partagée esquissera les axes de gestion ultérieurs. Enfin, cette phase de travaux permettra d'engager un volet insertion économique par l'emploi en favorisant les travaux directs par des entreprises d'insertion.

Issue du diagnostic de Gestion Urbaine de Proximité, les engagements partenariaux sont nombreux et suivis afin d'apporter les meilleures réponses aux habitants de ce quartier dans l'amélioration de leur cadre de vie.

DAH mène par ailleurs des rencontres de proximité par immeuble en fonction des difficultés rencontrées en vie quotidienne.

Le volet de la concertation sera mis en valeur dans ce projet de façon encore plus visible lors de la définition de chacun des programmes de reprise de voirie et d'espaces extérieurs avec la prise en compte des demandes d'aménagement des habitants sur ce cœur de quartier.

Méthodologie de concertation active qui repose sur :

- le partage du diagnostic et l'élaboration concertée du projet
- les habitants tout au long de la mise en œuvre du projet
- l'évaluation des effets de ce dernier auprès des habitants.

Processus de concertation :

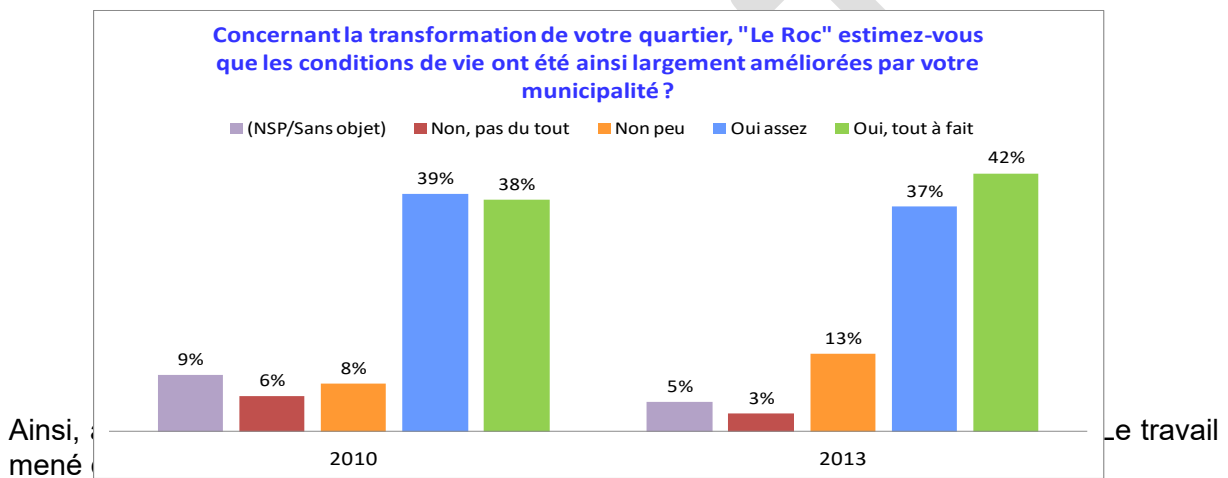
- Réunion Publique : explicitation du projet.
- Ateliers de concertation sur des thématiques en s'appuyant sur les groupes d'habitants potentiels

- proposer des animations avec l'ensemble des acteurs de la ville (centre de loisirs, centre culturel, bibliothèque,...).

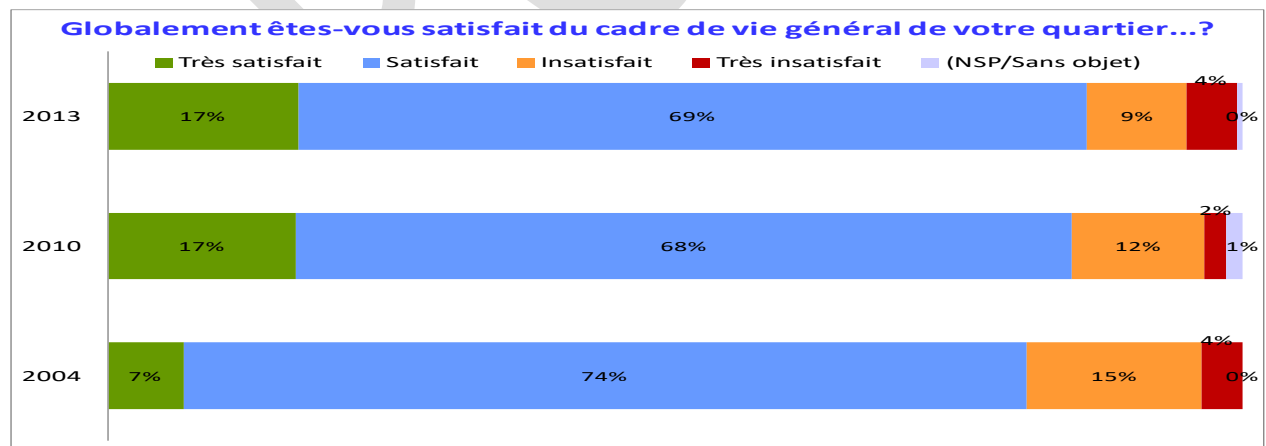
## 5 – LES EVOLUTIONS A ACCOMPAGNER

Au-delà de l'aspect urbain, les évolutions sociales sont à prendre en compte dans l'accompagnement du bien vivre sur le quartier.

La rénovation urbaine a tout d'abord visé à améliorer l'image du quartier pour les habitants. Une enquête de satisfaction est menée régulièrement par DAH afin de s'assurer des indicateurs d'attractivité du quartier. En mobilisant un regard exhaustif porté par les habitants, les orientations de gestion peuvent être mieux proposées afin de poursuivre la satisfaction.



Ci-après le ressenti sur la notion d'image du quartier à la suite de la rénovation urbaine :



satisfaction sur le périmètre QPV :

Taux de satisfaction des locataires sortants DAH	DAH global 2016	PIERRELATTE QPV (2016)	DAH global 2021	PIERRELATTE QPV 2021
		73 sortants 64 répondants soit 87 %		69 saisies - 73 sortants = <b>94 %</b>
La qualité de votre logement	91,00%	87,00%	90,06%	90,91%
Votre vie dans la résidence	83,00%	79,00%	83,31%	88,89%
La qualité de vie dans votre quartier	84,00%	81,00%	84,45%	85,45%
Le nettoyage de l'immeuble	87,00%	83,00%	87,82%	89,09%
L'état général des parties communes	88,00%	90,00%	88,27%	90,74%
l'état des espaces extérieurs	88,00%	85,00%	87,00%	86,54%
Les délais d'interventions des entreprises	86,00%	66,00%	86,02%	84,91%
Le service d'astreinte de DAH	93,00%	80,00%	91,67%	93,02%
La qualité d'accueil de l'Agence	96,00%	91,00%	97,08%	98,15%
Votre Bailleur DAH	95,00%	92,00%	95,67%	96,30%
satisfaction moyenne	89,10%	83,40%	89,13%	90,40%

Ainsi, les investissements initiaux, accompagnés depuis par **une politique volontariste Ville et Bailleur, ont permis de maintenir une satisfaction des usages du quartier à un niveau très élevé.**

Concernant les données liées à la population logée, les évolutions notables de ces dernières années sont les suivantes :

Aujourd'hui sur le patrimoine DAH du QPV Pierrelatte :

926 logements habités au 31/12/2024

344 logements (37%) occupés par des personnes seules dont 232 (67%) en sous occupation. (à DAH, 48% de personnes seules)

Nous avons 174 familles monoparentales soit (18%) ce qui est plus faible que la moyenne à DAH (28%)

Dans ces 926 logements nous logeons 2231 locataires soit 2,4 personnes/logement en moyenne. Pour DAH c'est 2,15 en moyenne.

Pour la répartition des âges (titulaire du bail) :

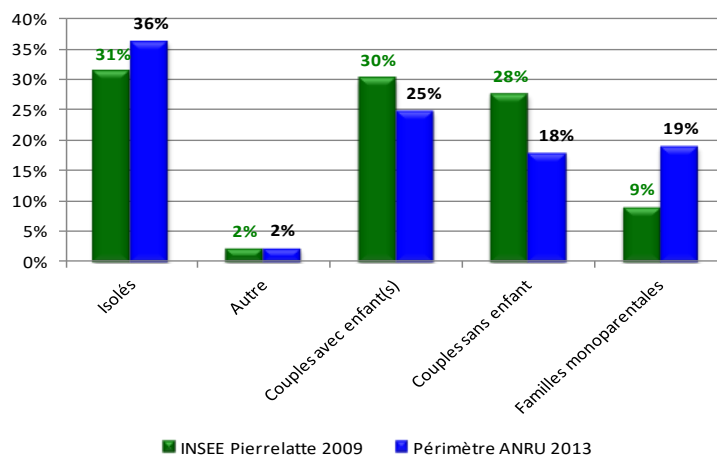
-30 ans : 58 familles (6%) - ensemble DAH : 6%

Entre 30 et 60 : 457 familles (50%) - ensemble DAH : 53%

Supérieur à 60 : 395 familles (44%) - ensemble DAH : 39%

Dont Supérieur à 75 : 150 familles (16,5%) - ensemble DAH : 13,7%

Ces chiffres sont le reflet des tendances démographiques perçues ces dernières années :



## LES ENGAGEMENTS D'INVESTISSEMENT DE DAH

Ci-joint les orientations liées au patrimoine locatif de DAH :

La déclinaison des engagements de DAH sur le projet urbain se détermine comme suit :

Démolition :

- Ecrêtage Tour 5 – 40 logements - 2026

Construction neuve :

- Résidence inclusive – boulevard Leclerc – 26 logements – 2026
- Résidence « nouvelle place Villon » - 14 logements – 2028

Restructuration centre commercial :

- Engagements projet centre commercial – 2026

Transfert Agence Drôme Provençale : 2027

# COMPTE-RENDU DE LA CONCERTATION LOCALE QUARTIER PRIORITAIRE DU ROC A PIERRELATTE « ENGAGEMENTS QUARTIERS 2030 » DU JEUDI 22 FEVRIER 2024

Le jeudi 22 février s'est tenu à l'espace Rabelais, au sein du service éducation-enfance-jeunesse, une concertation citoyenne. L'objet de cette rencontre était de recenser et de collecter les attentes des habitants de cette zone prioritaire pour contribuer à l'écriture du nouveau contrat de ville.

Monsieur le Maire, accompagné de son adjointe en charge de la politique de la ville, Véronique Cros, souhaite la bienvenue à l'assemblée, remercie les habitants pour leur présence et souligne la présence de Monsieur le Sous-Préfet, Philippe NUCHO. Il commence la réunion en rappelant le cadre et les objectifs de cette concertation et laisse la parole à Monsieur le Sous-Préfet.

Monsieur le Sous-Préfet a réaffirmé le principe pour un quartier d'être en politique de la ville. Il rappelle que ce dispositif a pour intention de donner la même chance à tout un chacun. Le droit commun est appliqué sur ce territoire et en complément des crédits spécifiques sont alloués.

Ces fonds supplémentaires sont fléchés sur les axes suivants :

- L'emploi
- L'émancipation,
- La transition écologique,
- La tranquillité publique.

Ce sont des piliers indispensables à atteindre pour ainsi pouvoir permettre à tous les administrés de se projeter sur l'avenir.

Monsieur le Sous-Préfet énonce la grande problématique nationale qui est d'éviter toute forme de radicalisation. La résolution de cette dernière passe en partie par la bonne compréhension de la notion de laïcité. Ce concept n'oppose pas les religions entre elles, bien au contraire, elle favorise la liberté d'expression de chacun tant qu'elle n'interfère pas sur la vie publique.

La laïcité n'a pas pour but de produire un mouvement de séparatisme, elle est là pour améliorer les relations entre les habitants pour ainsi optimiser le vivre ensemble et fluidifier les rapports entre les quartiers.

Monsieur le Sous-Préfet insiste sur le fait que Monsieur le Maire, l'adjointe, les techniciens de la ville et lui-même sont à l'écoute des personnes présentes.

Tous les sujets peuvent être abordés à savoir l'emploi, l'éducation, le vivre-ensemble, ...

Il précise que l'Etat, la ville et les autres partenaires du contrat de ville ne pourront probablement pas répondre à toutes leurs attentes mais qu'à minima celles-ci seront exprimées et posées.

Madame Isabelle GALLISA, Directrice Générale des Services de la mairie de Pierrelatte, prend la parole et lance la réunion.

En préambule, elle remercie Monsieur le Sous-préfet, le maire et l'adjointe de lui laisser en charge l'animation de cet échange.

Elle rappelle les contours.

Dans le cadre de la nouvelle réglementation par le biais de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, il a été demandé aux collectivités de recueillir la parole des habitants, leurs besoins et leurs problématiques. Cette collecte d'informations permettra d'extraire les grandes priorités du futur contrat de ville.

En effet, la collectivité a besoin des retours des habitants pour ainsi y répondre au mieux et se rapprocher de leurs réelles préoccupations.

Isabelle GALLISA précise qu'un cahier de contribution est à disposition des habitants pour ceux qui ne souhaitent pas s'exprimer à l'oral ou pour des doléances qui ne relèveraient pas du contrat de ville.

Très rapidement, un tour de table est effectué, elle questionne les participants en leur demandant qui habite le quartier, qui est un représentant d'association. Sur 26 participants les trois quarts sont des habitants du quartier.

Elle rappelle les trois grands piliers inscrits sur le précédent contrat de ville qui sont :

1. Pilier « Cohésion sociale »,
2. Pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain »,
3. Pilier « Développement de l'activité économique et de l'emploi.

Cette contractualisation établie en 2015 a été prorogée en 2020 par un Protocole d'engagements renforcés et réciproques.

Elle précise que beaucoup d'actions ont été conduites depuis 2014, elle en cite quelques-unes comme :

- Le Programme de Réussite Educative,
- Le club chercheur d'emploi,
- Les actions de soutien à la parentalité,
- Les ateliers sociolinguistiques,
- Les actions de repérage des conduites addictives,
- La conduite d'un spectacle sur les violences intrafamiliales,
- L'organisation de tournoi sportif inter-quartier,
- Le projet radio, ...

Elle énumère quelques partenaires incontournables qui ont été porteurs de ces projets :

- Association LIRE,
- Radio Micheline
- France Emploi
- France addiction
- La scène enchantée,
- Le club de boxe, ...

Elle souligne que depuis 2020, après la période du COVID, un déficit au niveau des porteurs de projets a été observé.

Elle continue la présentation en décrivant le nouveau périmètre à l'assemblée. En effet, les contours ont quelque peu changé, la densité reste la même, cependant la cité scolaire Gustave Jaume a été incluse, faisant ainsi sortir le secteur de Daudet.

Monsieur le Sous-Préfet précise que cette géographie prioritaire a été actualisée par rapport aux données de l'INSEE et à la suite d'une discussion avec l'édile pour pouvoir répondre aux attentes du territoire. Il précise que le secteur qui est sorti du périmètre est annonciateur de bonne nouvelle car cela signifie que le niveau de vie des habitants s'est amélioré.

Madame Isabelle GALLISA, reprend la parole et énumère toutes les ressources existantes déjà sur le territoire de Pierrelatte, se trouvant à proximité du quartier et pouvant profiter aux habitants.

Divers domaines sont listés de l'accès aux droits commun, à la jeunesse en passant par la santé, le logement et en allant sur la sécurité et l'entretien des espaces.

Tous ces moyens mis en œuvre, offrent une synergie permettant d'améliorer la qualité de vie des habitants si bien sûr, ils en ont connaissance et s'ils s'en saisissent pleinement.

Elle relève le travail effectué par la municipalité sur le pôle de santé permettant une offre de soins importante, attendant au quartier et avec facilité d'accès.

Elle évoque les intentions de la collectivité.

En effet, le maire et le conseil municipal souhaite mettre l'accent sur :

- Le développement des clauses d'insertion, favorisant l'emploi,
- La mise en œuvre du projet NEFLE pour l'école du rocher (théâtre, projet de réaménagement de l'espace extérieur) en lien avec l'éducation nationale,
- L'aménagement urbain par la démolition du bât 43 et l'arasement de la tour 5 par DAH permettant au quartier de s'ouvrir vers le cœur de ville.

Pour terminer sur ce prélude et lancer le débat, elle avance les deux axes sur lesquels, les habitants pourraient travailler.

Ces deux thèmes annoncés sont le reflet des bilans, des échanges et des observations faites par les partenaires du contrat de ville et de la collectivité.

Les deux sujets proposés sont donc :

- Favoriser la réussite par la société, l'enseignement et l'apprentissage ;
- Valoriser la place de la Femme dans la société.

Pour déclencher et libérer la parole, elle commence par interpeler les participants sur leur ressenti du quartier de manière globale.

Une habitante du quartier fait remarquer que la zone vers le bas du Groupe Daudet est sortie du nouveau périmètre des quartiers prioritaires et souhaite en connaître les raisons.

Monsieur le Sous-Préfet répond que si ce secteur est sorti du périmètre c'est bon signe, cela signifie que la population a obtenu un bon niveau pour en sortir.

Madame Isabelle GALLISA reprend sa présentation avec l'énumération de l'existant, les intentions et les axes prioritaires. Elle interroge à présent l'assemblée afin de pouvoir recueillir le point de vue des habitants du quartier prioritaire.

Une habitante du quartier prend la parole pour dire qu'elle se sent bien dans le quartier, il y a toutes les commodités à proximité : commerces et services ; les échanges avec les voisins sont très agréables.

Une autre habitante apprécie également la vie dans le quartier mais signale toutefois que les jeunes qui jouent au ballon tirent souvent dans les volets.



Un habitant trouve aussi le quartier très convivial mais souligne cependant qu'il y a de nombreuses personnes extérieures au quartier qui créent des nuisances.

Monsieur le Maire note qu'il y a effectivement des incivilités de la part des jeunes qui nécessiteraient d'avoir un encadrement pour mieux les contrôler. Pour lui le comportement des jeunes qui jouent au ballon ne relèvent pas de l'incivilité mais plutôt de l'amusement qui peut être facilement recadré.

Monsieur reprend la parole pour préciser qu'il s'agit des nuisances causées à 5h du matin sur le parking du lycée avec la nécessité de recourir à l'intervention de la gendarmerie qui ne se déplacent pas toujours.

Monsieur le Maire ajoute qu'à présent la Police Municipale peut également intervenir la nuit, elle est plus facilement disponible que la gendarmerie qui doit contrôler une zone plus vaste que la ville de Pierrelatte et donc parfois appelée ailleurs.

Il rappelle que ces dernières années la Police Municipale a nettement augmenté ses effectifs mais que la Commune de Pierrelatte a encore besoin de moyens supplémentaires, c'est donc un axe important à garder dans le contrat de ville.

Une habitante trouve le quartier beaucoup plus agréable avec la disparition des gros blocs d'immeubles et l'implantation des petites villas.

Monsieur le Maire précise qu'une réunion a eu lieu ce matin avec DAH qui souhaite organiser une concertation avec les habitants de la tour 5 et trouver des solutions de relogement et ainsi programmer son arasement.

D'autres habitants reviennent sur les incivilités et signalent qu'il y a souvent des rodéos la dans l'avenue Maréchal Leclerc de Hautecloque avec de la musique très forte très tard dans la nuit, causés souvent par des jeunes.

Monsieur le Maire précise que la Commune a mis en place la vidéo-verbalisation avec un agent au centre de supervision urbain lorsque la Police Municipale sera en patrouille afin de pouvoir établir les verbalisations sur le fait grâce aux images des plaques d'immatriculation.

Il souligne qu'heureusement très peu d'accidents ont eu lieu, les gendarmes et la Police Municipale font leur travail.

Effectivement il y a des jeunes qui jouent au ballon ou qui font trop de bruit, il retient néanmoins qu'en majorité il fait bon vivre dans le quartier du Roc.

Une habitante du quartier souligne la chance d'avoir des nouveaux médecins avec la création du Pôle de santé.

Monsieur le Maire rappelle l'importance du pilier santé avec les difficultés rencontrées pour faire venir de nouveaux médecins mais une réussite au final pour la Commune avec 9 médecins et 1 gynécologue.

Monsieur le Maire évoque également le souhait de pouvoir mettre en relation les demandeurs d'emploi et les entreprises.

Un habitant revient sur les rodéos rue Maréchal Leclerc de Hautecloque avec les voitures et les motos qui déboulent à grande vitesse.

Monsieur le Maire précise que cette problématique n'entre pas dans le champ du contrat de ville, il appartient à la Commune de mettre en place des solutions pour mettre fin à ces nuisances.

Il rappelle que le but de la réunion de ce soir est de trouver des axes de travail pour la zone prioritaire.

Monsieur le Sous-Préfet ajoute qu'il y a une rotation résidentielle au sein des quartiers. De nombreuses personnes issues des quartiers réussissent dans la vie mais ne restent pas dans les quartiers, il ne faudrait pas reconstituer à chaque fois des territoires stigmatisés. Dans ce quartier, nombreux sont des chefs d'entreprise.

Un habitant signale qu'il rencontre des difficultés à ouvrir la porte du Pôle de Santé.

Monsieur le Maire explique que la porte est très lourde pour éviter qu'elle ne se casse par fort mistral, il appartient au groupe des copropriétaires de l'immeuble de voter les travaux à réaliser.

Une habitante revient sur l'emploi et souhaite aborder le thème de la scolarité des jeunes qui lui semble être la base pour l'emploi, elle estime qu'il y a des choses à revoir : l'orientation, problèmes à l'entrée, beaucoup de parents se plaignent de la sécurité, pas de mixité, choc des cultures au lycée mais pas au collège. Si un élève sort du rang, il est tout de suite exclu, pas de place à une seconde chance, ce qui entraîne une démotivation.

Monsieur le Maire explique que les lycées et collèges dépendent du Ministère de l'Education nationale et que la Mairie ne gère que les écoles. Il précise toutefois qu'il y a une égalité dans le droit à l'éducation, tous les éducateurs travaillent de la même façon dans toutes les écoles. Il précise que les absences sont plutôt bien contrôlées. Il indique qu'il y a eu une redéfinition de la carte scolaire et que la mixité a augmenté de 4%.

Madame Vanessa BARILLE, habitante du quartier et médiatrice sociale pour la Commune de Pierrelatte, revient sur l'emploi, elle trouve intéressant de renouveler l'opération Roc Emploi à l'initiative de Pôle Emploi.

Un habitant apprécie la présence du Pôle de santé à proximité ainsi que l'ouverture du magasin NETTO POP à côté, il regrette toutefois la disparition du centre de radiologie.

Monsieur le Maire explique que la population éprouve des difficultés à accepter la médecine d'aujourd'hui. La rentabilité d'un centre de radiologie est trop lourde pour une petite ville plutôt rurale comme Pierrelatte.

Un habitant du quartier signale les nuisances causées par les pigeons, il doit sans cesse nettoyer son balcon.

Un habitant apprécie d'avoir beaucoup de végétation dans le quartier.  
Il se plaint de n'avoir pas été au courant du dernier Forum de l'emploi.

Madame Isabelle GALLISA précise que le prochain Forum de l'emploi aura lieu le samedi 16 mars.

Une autre habitante souligne le problème de communication, elle n'a été prévenue de la réunion de ce soir que tardivement. Tous les habitants ne sont pas au courant et cela va créer des déceptions.

Madame Isabelle GALLISA précise que la décision de cette réunion a été prise que récemment et n'a laissé que peu de temps pour l'organisation.

Une habitante du quartier prend la parole, ses parents habitent le quartier depuis 50 ans, elle apprécie la mixité présente dans le quartier.

Une habitante du quartier apprécie toutes les améliorations apportées au quartier mais regrette le manque de permanences de la CPAM et autres organismes, tous les habitants n'ont pas forcément accès à internet pour pouvoir effectuer les démarches en ligne.

Monsieur le Sous-Préfet signale que les services de l'association PIMMS (Point Information Médiation Multi Services) sont présents sur le territoire pour aider les personnes à effectuer leurs démarches auprès des services publics.

Madame Vanessa BARILLE précise que les conseillers au CCAS peuvent également donner des renseignements et aider les personnes dans les démarches auprès des services publics.

Monsieur Thierry BROCHIER, Président de l'association LIRE, signale qu'un point d'accès à internet est disponible à l'association LIRE, avec accompagnement ou seul si les personnes savent se débrouiller, l'association est ouverte 5 jours par semaine même pendant les vacances scolaires.

Monsieur le Maire remarque qu'il y a donc un problème de communication.

Une habitante souhaite savoir si des changements en mieux sont prévus pour les commerces du centre commercial du Rocher.

Monsieur le Maire explique que la volonté de la Commune est de maintenir des commerces dans le quartier.

La pharmacie est en attente des autorisations d'ouverture pour pouvoir être déplacée au Pôle de santé afin de se rapprocher des médecins.

La Commune est propriétaire de la plupart des commerces du Rocher, les autres sont privés et un travail est en cours avec l'aide d'un avocat mais c'est très long car il y a des divergences avec les commerçants propriétaires.

Une habitante trouve que le centre commercial représente un point négatif du quartier.

Madame Isabelle GALLISA indique une volonté d'ouverture urbaine concernant le centre commercial.

Madame Sonia AROUI, habitante du quartier et représentante de l'Association Main dans la Main, revient sur le thème de la sécurité pour déclarer que de nombreux habitants du quartier se sentent plus sereins et trouvent qu'il y a moins de délinquance. Elle souligne le travail exceptionnel de la Police Municipale. Elle souligne également la présence des nouveaux éducateurs de la Sauvegarde 26 qui est très positive dans les relations avec les jeunes.

Madame Isabelle GALLISA revient sur la partie Contrat de ville et interroge l'assemblée sur les besoins prioritaires.

Une habitante souhaite intervenir sur la partie scolarité, elle signale que le chef d'établissement de la cité scolaire Gustave Jaume refuse que la FCPE accompagne les parents d'élèves lors des réunions, un manque de confiance s'est installé chez les parents.

Monsieur le Sous-Préfet ne peut malheureusement pas intervenir mais fera tout de même remonter l'information au chef d'établissement de la cité scolaire Gustave Jaume.

Madame précise que l'information est déjà remontée auprès du Rectorat.

Monsieur le Sous-Préfet souhaite savoir si c'est le cas pour toutes les associations de parents d'élèves ou uniquement pour la FCPE.

Madame précise que c'est le cas pour toutes les associations de parents d'élèves.

Monsieur le Sous-Préfet s'étonne de cette pratique qui va à l'encontre du droit pour toute personne de bénéficier de l'assistance d'un conseil.

Une habitante aborde le thème de la mobilité et souhaite savoir si un projet de navettes est prévu prochainement.

Monsieur le Maire répond que la mobilité ne rentre pas dans le champ des compétences de la Commune mais de celles de la Communauté de Communes. Il précise qu'un travail est tout de même en cours sur un projet de test pour des navettes sans chauffeur. Il rappelle néanmoins les petites actions déjà existantes comme les minibus mis à disposition des associations.

Un habitant souhaite évoquer le dispositif PRE qu'il estime important.

Monsieur le Maire répond que la Commune rencontre des difficultés de recrutement pour ce dispositif qui ne trouve aucun candidat avec les compétences nécessaires.

Monsieur le Sous-Préfet assure que ce dispositif est une priorité. Il précise qu'une dérogation sera possible pour les candidats n'habitant pas le quartier.

Une autre habitante revient sur le thème de la sécurité pour évoquer des problèmes de trafic de drogue au lycée Jaume, elle demande si des caméras sont en place.

Monsieur le Maire répond qu'il y a de nombreuses caméras, 2 caméras de plus ont été installées côté école du Rocher.

Un habitant estime que Pierrelatte est une ville tranquille et qu'il n'y a pas de problème avec les jeunes.

Une habitante signale que la vitesse de circulation est très rapide rue Paul Langevin et avenue Henri Becquerel, ce malgré la limitation de vitesse à 30 km, ce qui est très dangereux surtout rue Paul Langevin qui est étroite.

Monsieur le Maire précise que la rue est volontairement étroite afin de limiter la vitesse, les conducteurs ralentissent automatiquement par peur d'abîmer leur véhicule.

Cette même habitante souhaiterait également que les gros blocs de pierre soient enlevés rue Langevin.

Monsieur le Maire répond qu'ils ne seront pas enlevés car ils ont été mis à cet emplacement justement pour faire ralentir les véhicules.

Cette habitante propose plutôt de mettre en place une circulation alternée pour éviter que 2 véhicules ne se croisent sur cette rue trop étroite.

Une habitante souhaite savoir si les chantiers loisirs pour les jeunes existent toujours.

Monsieur le Maire répond que les chantiers loisirs sont effectivement mis en place pour les jeunes.

Une autre habitante signale des difficultés à trouver un logement social, elle pense que ces logements sont souvent attribués à des personnes de l'extérieur.

Madame Véronique CROS, Adjointe au Maire en charge des Actions sociales, de la Qualité de vie, de la Solidarité et du Logement, précise qu'il y a une préférence pierrelattine pour l'attribution des logements mais pour les demandes plus compliquées avec certaines exigences, il est parfois plus difficile de les satisfaire.

Monsieur le Maire ajoute que le bailleur a l'obligation de combler les logements vides, il ne peut se permettre d'attendre plusieurs mois avant d'attribuer un logement s'il n'y a pas de demandes pierrelattines à ce moment. Il y a également une attractivité de la ville de Pierrelatte qui a toutes les commodités par rapport à d'autres petites communes.

Madame Solange FORTES, Responsable d'agence Drôme Provençale Drôme Aménagement Habitat, précise que des réunions de travail avec la Commune ont lieu 2 fois par mois. Les paramètres des demandes des Pierrelattins sont plus exigeants et donc plus difficiles à satisfaire.

Monsieur le Maire ajoute qu'il y a beaucoup de demandes de villas.

Une habitante ne trouve pas normal qu'une personne âgée seule reste dans un T5 et demande si elle ne pourrait pas être contrainte à quitter les lieux pour un logement plus petit.

Madame Solange FORTES explique que si la personne ne fait pas une demande de relogement, ce n'est pas possible.

Monsieur le Sous-Préfet rappelle que le logement est un enracinement et qu'il est donc difficile pour certaines personnes d'en partir car il y a de nombreux souvenirs. L'imposer n'est pas une bonne chose, des propositions peuvent être faites mais pas d'obligation.

Une habitante souhaite savoir si des permutations avec des membres de la famille sont possibles.

Madame Véronique CROS répond que ce n'est pas permis.

Madame Vanessa BARILLE revient sur l'axe prioritaire « favoriser la réussite » et notamment les demandes de stages. Elle indique que la collectivité prend beaucoup de stagiaires mais pour les stages obligatoires en fin de seconde et en filière professionnelle, c'est plus difficile de trouver une entreprise et certains jeunes rencontrent des difficultés à cause des problèmes de mobilité.

Monsieur le Sous-Préfet propose de confier cette mission à un prestataire.

Un habitant regrette que certains pots de fleurs restent vides et qu'il n'y ait pas de refleurissement.

Monsieur le Maire se défend en rappelant les arrêtés préfectoraux d'interdiction d'arrosage.

Monsieur le Sous-Préfet note une volonté de fleurissement du quartier.

Madame Solange FORTES informe l'assemblée qu'un projet de fleurissement des bacs appartenant à DAH est prévu pour le mois de juin. Cette action va être travaillée en concertation avec les locataires pour qu'il y ait une vraie implication des habitants.

Un habitant qui avait l'habitude de s'occuper des fleurs près de chez lui, pense que certains habitants seraient ravis de se porter volontaires pour l'arrosage et l'entretien des fleurs.

Une habitante souhaite qu'il y ait plus de verdure et d'entretien dans les parcs.

Madame Isabelle GALLISA rappelle que les services de la collectivité réalisent un travail énorme d'entretien. Les arrêtés préfectoraux interdisant l'arrosage ne permettant plus de maintenir un fleurissement comme auparavant, les services des espaces verts travaillent sur des projets de fleurissement moins gourmands en eau.

Monsieur le Maire souligne l'installation d'un city stade à côté du parc boulevard Pierre et Marie Curie.

Une autre habitante souhaite soulever les problèmes de déjections canines et l'incivilité de certains maîtres.

Monsieur le Maire explique les difficultés de verbalisation de l'infraction qui doit être prise sur le fait. Un arrêté a récemment été pris à l'encontre de ces maîtres qui causent ces incivilités. En amont, de la mise en application de ce dernier, il précise qu'un important travail de prévention va être conduit afin de responsabiliser les personnes sur ces actes.

Monsieur le Sous-Préfet fait remarquer que la verbalisation est plus facile dans les espaces dédiés aux enfants et interdit aux animaux.

Monsieur le Maire signale qu'au parc municipal il existe également un espace dédié aux animaux.

Une habitante trouve qu'il y a beaucoup trop de gravier au parc municipal, elle souhaiterait plus de verdure.

Monsieur le Maire explique que le gravier évite aux enfants de se blesser et nécessite moins d'entretien.

Un habitant souhaite aborder le manque de places de parking. Il signale que les gros blocs de pierre empêchent le stationnement des riverains. Il ne comprend pas pourquoi les places ont été condamnées alors que le stationnement ne cesse d'augmenter, il y a un réel manque de places de stationnement.

Une habitante ajoute que le dépôt minute à côté du collège Jaume cause des problèmes de circulation pour les riverains.

Une habitante soulève le point négatif des ordures ménagères et encombrants qui sont déposés par des personnes extérieures du quartier surtout à côté de l'école du Rocher.

Un habitant ajoute que les horaires de ramassage des encombrants ne sont pas respectés et s'accumulent.

Monsieur le Maire rappelle que la compétence déchets dépend de la Communauté de Communes et non de la ville de Pierrelatte mais en contrepartie d'un abattement de taxes, une convention avec DAH a permis de mettre en place certaines actions comme l'enlèvement des encombrants par un organisme spécial 2 fois par semaine au sein même du quartier alors que les encombrants doivent être normalement déposés en déchetterie. Les camions de la collectivité effectuent aussi 4 passages par semaine pour l'enlèvement des encombrants. Les anciens ont également la possibilité d'appeler le CCAS pour organiser l'enlèvement de leurs encombrants, après étude de la situation.

Une habitante suggère de mettre une pancarte d'information.

Monsieur le Maire refuse car normalement les gens doivent apporter leurs déchets en déchetterie. Il y a une vraie prise de conscience à avoir.

Une autre habitante suggère de mettre une pancarte avec l'interdiction de déposer des déchets.

Monsieur le Maire rappelle que des panneaux d'interdiction ont déjà placés à maintes reprises sans succès. Il s'agit d'incivilités de certaines personnes.

Une habitante souhaite connaître les obligations concernant les biodéchets.

Monsieur le Maire explique que des composteurs individuels ou lombrics-composteurs sont disponibles pour les villas à la Communauté de Communes.

Isabelle GALLISA revient sur les axes prioritaires, elle a remarqué que « favoriser la réussite... » est à retenir. Elle n'a cependant rien entendu concernant « valoriser la femme » alors qu'elle estime qu'il est important de garder cet axe. Elle note qu'il y a beaucoup de remarques concernant les incivilités.

Monsieur le Sous-Préfet suggère un axe sur le bien-être et le fleurissement.

Madame Isabelle GALLISA rappelle que les déchets et la mobilité sont des problématiques qui ne relèvent pas de la compétence de la Commune.

Elle informe l'assemblée qu'une réunion avec les partenaires institutionnels aura lieu le mardi 5 mars et que la délibération du Conseil Municipal concernant le contrat de ville interviendra fin mars.

Elle souhaite également remercier les associations présentes qui font un travail remarquable malgré un manque de moyens et de bénévoles.

Elle conclut par le fait que la mobilisation d'autres porteurs de projet sera un vrai challenge pour ce nouveau contrat de ville.



Communes membres :

Bouchet, Clansayes, Donzère, La Baume de Transit, La  
Garde Adhémar, Les Granges Gontardes, Malataverne,  
Pierrelatte, Rochegude, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint  
Restitut, Solérieux, Suze la Rousse, Tulette

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Délibération N° 2024-061**

Compétence communautaire : **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**OBJET : APPROBATION DE LA DELEGUATION DU DROIT DE PREEMPTION  
URBAIN (DPU) SUR LE PERIMETRE DE LA ZONE D'ACTIVITES  
ECONOMIQUES (ZAE) DE LA COMMUNE DE SUZE LA ROUSSE**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix avril, le Conseil Communautaire dûment convoqué en date du quatre avril deux mille vingt-quatre, s'est réuni à dix-huit heures salle du Conseil Municipal à la Mairie de Pierrelatte sous la présidence de Monsieur Jean-Michel CATELINOIS.

Délégués en exercice : **47**

Délégués présents : **38**

Suffrages exprimés : **46**

**Etaient présents :**

Mesdames : Véronique ALLIEZ, Céline ARANEGA, Sandrine BARAKEL, Jacqueline BESSIERE, Georgia BRUN, Véronique CANESTRARI, Véronique CROS, Marie FERNANDEZ, Peggy FISSIER, Christine FOROT, Véronique HURBIN, Béatrice MARTIN, Patricia MASSAUDET-SOJKA, Agnès MILHAUD, Sylvie MOLINIE, Hélène MOULY, Aura ROCHE-CAMACHO, Nathalie SAGE, Sophie SOUBEYRAS, Malika YAHIAOUI.

Messieurs : William AUGUSTE, Didier BESNIER, Jean-Marc CARIAS, Eric CAROU, Jean-Michel CATELINOIS, Patrice ESCOFFIER, Guy FAYOLLE, Denis GAILLARD, Alain GALLU, Maryannick GARIN, Hichame MARGOUM, Hervé MEDINA, Jean-Luc PERILLON, Jean-Pierre PLANEL, Richard POIGNET, Christian SABATIER, Patrick SCOTTO DI CARLO, Daniel VEILLY.

**Etaient représentés :**

Madame Marie-Pierre MOUTON donne procuration à Madame Christine FOROT  
Monsieur Jean-Michel AVIAS donne procuration à Monsieur Hervé MEDINA  
Monsieur Guillaume DEPIERRE donne procuration à Jean-Michel CATELINOIS  
Monsieur Romain ENTAT donne procuration à Monsieur Eric CAROU  
Monsieur Gérard HORTAIL donne procuration à Monsieur Maryannick GARIN  
Monsieur François LAPLANCHE-SERVIGNE donne procuration à Madame Agnès MILHAUD  
Monsieur Antonio LOPEZ donne procuration à Monsieur Patrice ESCOFFIER  
Monsieur Jean-Marie PUEL donne procuration à Madame Véronique ALLIEZ

**Absente :**

Madame Catherine MIGLIORI.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint avec 38 conseillers, et que le conseil communautaire peut valablement délibérer sur la présente affaire.

Secrétaire de séance : Patrick SCOTTO DI CARLO

## **EXPOSE des MOTIFS – RAPPEL des DISPOSITIONS ANTERIEURES**

Rapporteur : Alain GALLU

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la loi ALUR n°2014-366 du 24 mars qui modifie certains éléments de compétences exercées par les EPCI en matière de documents d'urbanisme et de DPU ;

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment les articles relatifs au Droit de Préemption Urbain (DPU) L 210-1, L211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, R 211-1 et suivants, R 213-1 et suivants, et particulièrement l'article L211-2 qui porte sur la possibilité pour une commune en accord avec l'EPCI dont elle fait partie de lui déléguer ses compétences en matière de DPU, et les articles R 211-2 et R 211-3 qui précisent les modalités de publicité et de notification des délibérations ayant pour effet de modifier le champ d'application du DPU (affichage en mairie pendant un mois et mention insérée dans deux journaux diffusés dans le département) ;

**Vu** l'article L213-3 du code de l'urbanisme qui précise que « Le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit à l'Etat, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement. Cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties des zones concernées ou être accordée à l'occasion de l'aliénation d'un bien. Les biens ainsi acquis entrent dans le patrimoine du délégataire » ;

**Vu** les statuts de la Communauté de Communes et notamment sa compétence en matière de développement économique ;

**Vu** la délibération de la commune DEL2018-03 du 28 juin 2018 portant sur la détermination des périmètres des zones d'activités économiques (ZAE) du territoire de la CCDSP incluant la ZAE dite de Suze la Rousse et le procès-verbal de mise à disposition des équipements publics communaux ;

**Vu** la délibération de la CCDSP n°2018-59 du 5 juillet 2018 relative aux procès-verbaux de transfert des Zones d'Activités Economiques ;

**Vu** le Plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 8 août 2023 ;

**Vu** la délibération du 08 août 2023 relative à l'instauration du Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les zones urbaines et à urbaniser du Plan Local d'Urbanisme, qui donne délégation au Maire pour l'exercice du DPU sur ces zones à compter du 25/08/2023 ;

**Vu** la délibération n° 07 du 09 avril 2024 donnant son accord pour autoriser la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur la ZAE dite de Suze la Rousse au profit de la CCDSP, et pour dessaisir par voie de conséquence Monsieur le Maire de la délégation qui lui était confiée ;

**Vu** l'avis de la Conférence des Maires en date du 3 avril 2024,

**Considérant** que le DPU peut s'utiliser en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations ayant pour objet d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques (articles L 210-1 et L 300-1 du code de l'urbanisme) ;

**Considérant** que la commune de Suze-la-Rousse est membre de la CCDSP qui est compétente en matière d'aménagement des zones à vocation économiques sur le territoire intercommunal ;

**Considérant** que la CCDSP a vocation de par la loi à user de ce délégation de l'exercice du DPU sur le périmètre de la ZAE d disposerait d'un outil de maîtrise foncière à mobiliser dans le développement économique et aménagement de l'espace communautaire ;

Conformément aux articles L 211-2 et L 213-3 du code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil Communautaire d'accepter la délégation de l'exercice du droit de préemption pour le secteur de la ZAE dite de Suze-la-Rousse sur la commune de Suze-la-Rousse.

Cette délibération aura pour effet de dessaisir la commune de Suze-la-Rousse, et par voie de conséquence Monsieur le Maire au vu de la délégation qui lui avait été confiée par délibération susvisée du conseil municipal du 8 août 2023, de l'exercice du droit de préemption sur le secteur correspondant à la ZAE dite de Suze-la-Rousse.

La commune reste compétente pour instaurer, modifier ou supprimer le DPU et le DPU renforcé sur son territoire communal.

### **PROPOSITION du PRESIDENT**

Il est proposé à l'assemblée délibérante :

- **D'APPROUVER** la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain (DPU) de la commune de Suze-la-Rousse au profit de la CCDSP sur la ZAE de Suze la Rousse, tel que délimité sur le plan joint en annexe,
- **D'ACTER** le dessaisissement de la Commune de Suze-la-Rousse de l'exercice du DPU sur la ZAE précitée et le dessaisissement de Monsieur le Maire de la délégation qui lui a été confiée sur cette zone,
- **D'AUTORISER** le Président à assurer les mesures de notification et de publicité requises,
- **D'AUTORISER** le Président à signer tout document relatif à l'application de la présente délibération.

### **DELIBERATION du CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré et à **l'unanimité** des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain (DPU) de la commune de Suze-la-Rousse au profit de la CCDSP sur la ZAE de Suze la Rousse, tel que délimité sur le plan joint en annexe,
- **ACTE** le dessaisissement de la Commune de Suze-la-Rousse de l'exercice du DPU sur la ZAE précitée et le dessaisissement de Monsieur le Maire de la délégation qui lui a été confiée sur cette zone,
- **AUTORISE** le Président à assurer les mesures de notification et de publicité requises,
- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré les, jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures des délégués présents

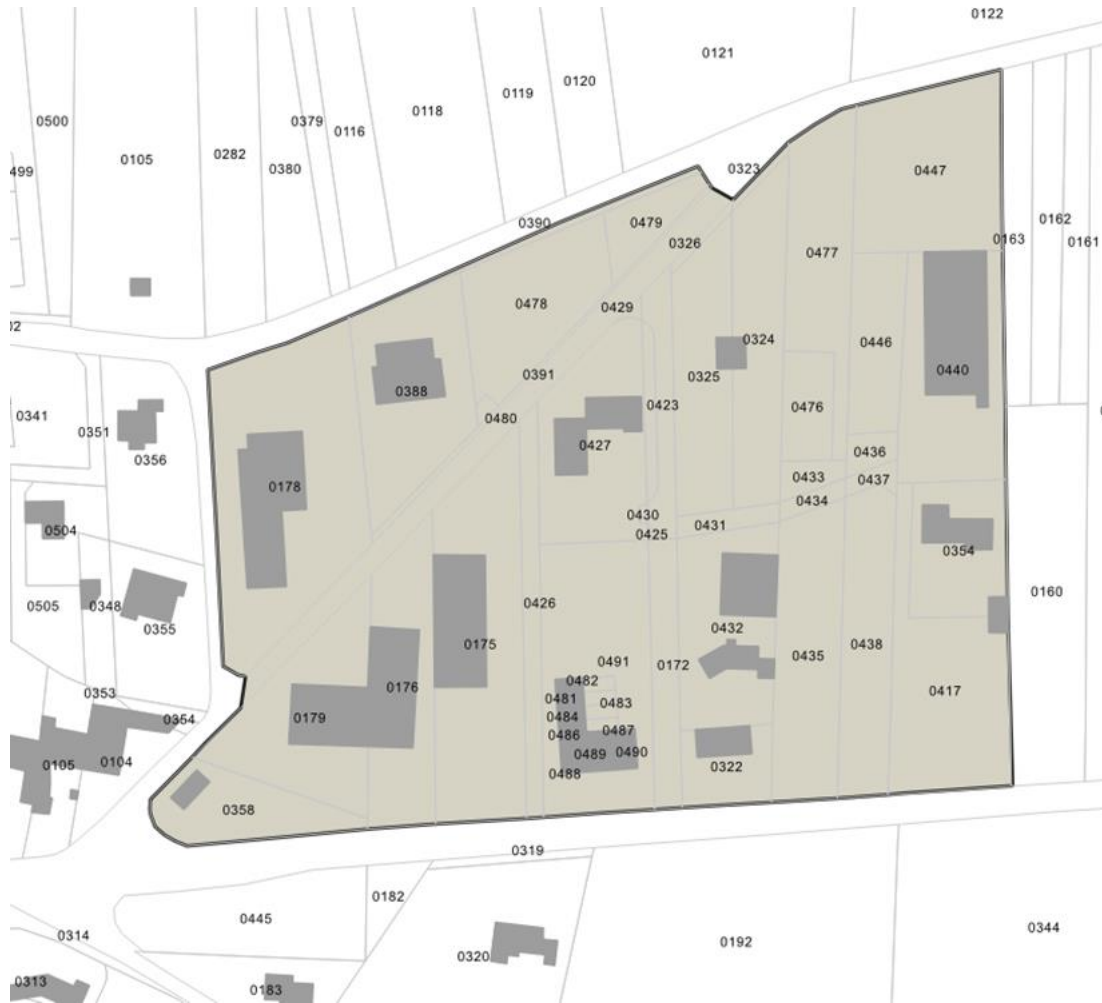
POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

**Le Secrétaire de Séance,  
Patrick SCOTTO DI CARLO**

**Le Président,  
Jean-Michel CATELINOIS**



**ANNEXE :**  
**PLAN CADASTRAL DE LA ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES (ZAE) DE SUZE LA ROUSSE (au 27/03/2024)**



**PLAN DE REPERAGE DE LA ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES DE SUZE LA ROUSSE (du PV de transfert de 2018)**

